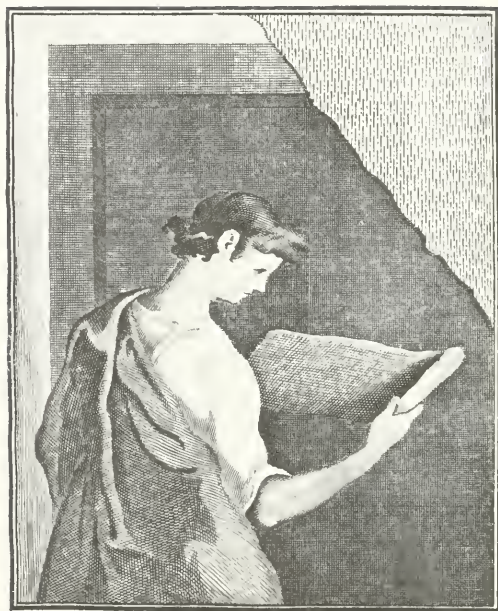






THE J. PAUL GETTY MUSEUM LIBRARY







BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE

**LIÉGEOIS**



BULLETIN

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE

LIÉGEOIS.

---

TOME XXII

---

LIÈGE

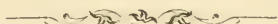
IMPRIMERIE DE LA MEUSE, BOULEVARD DE LA SAUVENIÈRE, 10

---

1891



# Institut Archéologique Liégeois



## STATUTS CONSTITUTIFS



ART. I. — Une société est fondée à Liège pour rechercher, rassembler et conserver les œuvres d'art et les monuments archéologiques, particulièrement ceux de la province et des anciennes dépendances du pays de Liège.

Elle prend le titre d'*Institut archéologique liégeois* et correspond avec les sociétés savantes, belges ou étrangères, instituées dans des vues analogues.

ART. II. — L'*Institut* se compose :

1° De seize membres effectifs au moins et de trente au plus ; ils doivent être domiciliés dans la province ;

2° D'un président et d'un vice-président honoraires, à savoir : le gouverneur de la province et le bourgmestre de la ville de Liège ;

3° De vingt membres honoraires ;

4° De cinquante membres correspondants ;

5° De membres associés

ART. III. — Les places vacantes pour le titre de membre effectif, honoraire ou correspondant, seront mentionnées sur les convocations, afin que l'on puisse procéder aux présentations de candidats. Ces présentations devront être faites par écrit et signées par trois membres effectifs. L'admission, décidée par bulletins secrets et à la majorité absolue des suffrages, aura lieu dans la séance qui suivra celle où auront été faites les présentations, et dont elle devra être distante d'au moins huit jours.

La moitié, au moins, des membres effectifs existant devra être présente pour pouvoir procéder à l'élection d'un membre effectif, et le tiers, après une seconde convocation.

L'élection des membres effectifs et des membres honoraires a lieu dans la séance du mois d'avril et dans celle de décembre, après la formation du bureau.

Lorsqu'il y aura lieu d'augmenter le nombre des membres effectifs, conformément au § I de l'article II, il faudra une délibération expresse de l'*Institut* avant de pouvoir procéder à la présentation de candidats.

ART. IV. — Les réunions ordinaires ont lieu mensuellement, sauf pendant les mois d'août, septembre et octobre. Le bureau fixe le jour et l'heure des séances (1).

Les membres effectifs qui, dans le courant de l'année, n'auront pas payé leur cotisation, seront, après avertissement, considérés comme démissionnaires.

Aucune résolution ne peut être prise si sept membres effectifs au moins ne sont présents à la séance.

Les membres honoraires, correspondants ou associés, peuvent assister aux séances. Ils ont voix consultative.

Toute discussion étrangère au but de l'*Institut* est interdite.

(1) C'est actuellement le dernier vendredi du mois.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de parité, la proposition est rejetée.

Sur la demande de trois membres, on procède au scrutin secret.

ART. V. — Le bureau se compose du président, du vice-président, du secrétaire, du conservateur, du bibliothécaire et du trésorier.

Les fonctions des membres du bureau sont annuelles.

Chaque année, à la séance du mois de décembre, l'*Institut*, en procédant à l'élection de ses fonctionnaires, nomme un vice-président, qui entre en fonctions le 1<sup>er</sup> janvier.

L'année suivante, il devient de droit président de l'*Institut* pour le terme d'une année, après laquelle il n'est pas immédiatement rééligible, ni comme président, ni comme vice-président.

Les autres membres sortants du bureau sont rééligibles.

ART. VI. — Le président veille à l'exécution du règlement; il dirige les travaux et les discussions des réunions.

En cas d'absence du président et du vice-président, le membre le plus âgé en remplit les fonctions.

ART. VII. — Le secrétaire tient les procès-verbaux des séances, la correspondance, etc.

Tout procès-verbal ou décision de la société est signé par le président et par le secrétaire. Ce dernier signe seul les pièces qui n'impliquent aucune décision de la société.

En cas d'empêchement du secrétaire, ses fonctions sont remplies par un membre que désigne le président.

Le secrétaire a la garde du sceau et des archives de la société.

Il présente chaque année, au mois de janvier, un rapport détaillé sur les travaux de l'*Institut*, sur les acquisitions faites et sur les objets et livres offerts.

ART. VIII. — Le conservateur a la direction du Musée provincial.

Il dresse, tous les ans, un inventaire, qui est vérifié et approuvé par le président. Cet inventaire indique la provenance de chaque objet et l'époque de son acquisition.

Pendant les trois mois de vacances, le conservateur peut, avec l'assentiment du bureau, faire les acquisitions qu'il croira utiles.

ART. IX. — Le bibliothécaire tient un catalogue des livres offerts à l'*Institut* ou acquis par lui.

Il rend compte chaque année des accroissements de la bibliothèque.

ART. X. — Le trésorier est chargé des recettes et des dépenses.

Il n'effectue de paiement que sur ordonnance signée par le président et par le secrétaire.

Il rend compte de sa gestion dans la séance du mois de janvier de chaque année.

ART. XI. — Les recettes de la société se composent de la cotisation annuelle des membres effectifs, associés ou correspondants, et des subventions à obtenir de l'État, de la province et de la commune.

La cotisation annuelle des membres effectifs est fixée à la somme de quinze francs; celle des membres associés est de dix francs. Elle est également de dix francs pour ceux des membres correspondants qui désirent recevoir les publications de l'*Institut*.

Ces cotisations sont payables dans le courant du mois de janvier qui commence l'année pour laquelle elles sont dues.

ART. XII. — Les objets réunis par la société forment un Musée, qui est la propriété de la province.

Les moindres dons sont reçus avec reconnaissance. Le



nom du donateur est inscrit sur l'objet offert et dans un registre ouvert à cet effet.

Les objets qui se trouvent en double au Musée ne pourront être échangés qu'après une délibération expresse de l'*Institut* et du consentement des donateurs. (Cette règle ne s'applique pas aux monnaies et aux livres.)

Tout objet, même en double, auquel se rattache un souvenir personnel, ne pourra être échangé.

La proposition d'échange devra être portée à l'ordre du jour un mois avant la délibération, afin que les membres puissent prendre connaissance des objets.

Tous les membres sont invités à faire hommage de leurs publications à la société.

ART. XIII. — L'*Institut* publie un recueil intitulé : *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*.

Une commission spéciale, composée de trois membres, élus à l'époque du renouvellement du bureau, est chargée de tout ce qui a rapport à la publication du *Bulletin*.

Le *Bulletin* est distribué aux institutions publiques qui encouragent l'*Institut*, aux compagnies savantes avec lesquelles il entretient des relations et aux membres qui ont payé leur cotisation.

Les auteurs des articles publiés ont droit à vingt-cinq tirés à part, qui devront porter, sur le titre, cette mention : *Extrait du Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*. Ils sont du reste autorisés à faire tirer, à leurs frais, un nombre indéterminé d'exemplaires.

Les tirés à part ne peuvent être distribués qu'à dater du jour de la mise en vente de la livraison du *Bulletin* dont ils sont extraits.

ART. XIV. — Le présent règlement ne pourra être changé que sur la proposition écrite de cinq membres

effectifs; toute modification devra obtenir l'assentiment des deux tiers au moins des membres effectifs existant.

*Après revision des dispositions organiques des 12 avril 1850, 18 janvier 1852, 17 janvier 1857 et 13 avril 1877, les présents Statuts ont été adoptés par l'Institut archéologique réuni en assemblée générale, à Liège, le 13 avril 1877.*

Pour copie conforme :

**Le Secrétaire ,**

**Le Président .**

E. POSWICK.

CHEVALIER DE BORMAN.

---

# TABLEAU DES MEMBRES

DE

L'INSTITUT ARCHÉOLOGIQUE LIÉGEOIS

---

## PRÉSIDENT HONORAIRE.

LE GOUVERNEUR DE LA PROVINCE DE LIÈGE.

PETY DE THOZÉE (LÉON), O. .

## VICE-PRÉSIDENT HONORAIRE.

LE BOURGMESTRE DE LIÈGE.

D'ANDRIMONT (JULIEN), O. .

## BUREAU DE LA SOCIÉTÉ POUR 1891.

*Président* : CHEVALIER DE BORMAN.

*Vice-Président* : JULES FRÉSON.

*Secrétaire* : EUG. POSWICK.

*Conservateur* : J. ALEXANDRE.

*Trésorier et Bibliothécaire* : AD. DEJARDIN.

*Secrétaire adjoint* : ÉDOUARD PONCELET.

*Conservateur-adjoint* : LÉON NAVEAU.

MEMBRES EFFECTIFS.

Date de l'admission.

- |                              |                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4 avril 1850.                | 1. SÉLYS-LONGCHAMPS (BARON EDMOND DE), G. O.  , sénateur, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> .                |
| 18 nov. 1859.                | 2. BORMANS (STANISLAS), O.  , administrateur-inspecteur de l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> . |
| 6 mars 1862.                 | 3. ALEXANDRE (JOSEPH), archiviste de l'Administration provinciale.                                                                                                                                          |
| 13 déc. 1867.                | 4. HELBIG (JULES),  , artiste peintre, membre effectif de la <i>Commission royale des Monuments</i> .                      |
| "                            | 5. HENROTTE (NICOLAS), chanoine de la Cathédrale, membre correspondant de la <i>Commission royale des Monuments</i> .                                                                                       |
| 12 nov. 1868.                | 6. DEJARDIN (ADOLPHE), capitaine du génie en retraite.                                                                                                                                                      |
| 1 <sup>er</sup> avril 1870.  | 7. ANGENOT (FÉLIX),  , greffier provincial.                                                                                |
| 3 juin 1870.                 | 8. DEJARDIN (JOSEPH), président de la <i>Société liégeoise de Littérature wallonne</i> .                                                                                                                    |
| 1 <sup>er</sup> juill. 1870. | 9. POSWICK (EUGÈNE), château d' <i>Inghoul</i> , par Engis.                                                                                                                                                 |
| 5 janv. 1872.                | 10. DEWALQUE (GUSTAVE), O.  , professeur à l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> .               |
| 5 déc. 1873.                 | 11. THIËR (CHEVALIER CHARLES DE), O.  , conseiller à la Cour d'appel.                                                    |
| 4 février 1876.              | 12. JAMAR (EDMOND), architecte.                                                                                                                                                                             |
| 27 avril 1877.               | 13. FRÉSART (Jules),  , banquier.                                                                                        |
| 27 juill. 1877.              | 14. SCHOOLMEESTERS (ÉMILE), doyen de St-Jacques.                                                                                                                                                            |
| 31 janv. 1879.               | 15. BODY (ALBIN), littérateur, à <i>Spa</i> .                                                                                                                                                               |
| "                            | 16. COUCLET (FRANÇOIS), graveur.                                                                                                                                                                            |

**Date de l'admission.**

- 26 mai 1882. 17. DARIS (JOSEPH), chanoine de la Cathédrale, professeur au Séminaire.
- " 18. CHESTRET DE HANEFFE (BARON JULES DE), membre correspondant de l'*Académie royale de Belgique*.
- " 19. FRÉSON (JULES), O. S. M., conseiller à la Cour d'appel.
- " 20. DEMARTEAU (JOSEPH), rédacteur en chef de la *Gazette de Liège*.
- 29 déc. 1882. 21. DE PUYDT (MARCEL), directeur du contentieux de la ville de Liège.
- 28 déc. 1883. 22. TERME (GEORGES).
- 31 déc. 1885. 23. BORMAN (CHEVALIER CAMILLE DE), 英, membre du Conseil héraldique et de la Députation permanente du Limbourg.
- 27 janv. 1887. 24. DE SOER (OSCAR), 英, à *Solières*.
- " 25. DEMARTEAU (J. E.), 英, professeur à l'Université.
- 31 mai 1889. 26. NAVEAU (LÉON), château de *Bommershoren*, par Tongres.
- " 27. LE PAIGE (CONSTANTIN), professeur à l'Université, membre de l'*Académie royale de Belgique*.
- 30 janv. 1891. 28. PONCELET (ÉDOUARD), attaché aux Archives de l'État, à *Liège*.
- 29 mai 1891. 29. HARENNE (CHEVALIER J. B. DE), à *Chaulfontaine*.
- " 30. FRAIPONT (JULIEN), professeur à l'Université.
-

MEMBRES HONORAIRES.

Date de l'admission.

- |                |                                                                                                                                                    |
|----------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 déc. 1868.  | 1. LIMBOURG (PHILIPPE DE), propriétaire, à <i>Theux</i> .                                                                                          |
| 26 mai 1882.   | 2. REUSENS (JOSEPH), O. Ɔ, chanoine de Malines, professeur à l'Université catholique, à <i>Louvain</i> .                                           |
| "              | 3. VAN DE CASTEELE (DÉSIRÉ), Ɔ, conservateur des archives de l'État, à <i>Liège</i> .                                                              |
| 29 déc. 1882.  | 4. LOOZ-CORSWAREM (COMTE GEORGES DE), à <i>Bruxelles</i> .                                                                                         |
| 29 janv. 1884. | 5. LAVELEYE (ÉMILE DE), C. Ɔ, professeur à l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , à <i>Liège</i> .                        |
| 27 janv. 1887. | 6. TERME (ANTONIN), directeur du Musée d'arts industriels, à <i>Lyon</i> .                                                                         |
| 30 janv. 1891. | 7. LE ROY (ALPHONSE), O. Ɔ, professeur émérite à l'Université, membre de l' <i>Académie royale de Belgique</i> , à <i>Liège</i> .                  |
| "              | 8. HOCK (AUGUSTE), littérateur, à <i>Liège</i> .                                                                                                   |
| "              | 9. GRANDJEAN (MATHIEU), Ɔ, bibliothécaire honoraire de l'Université, à <i>Liège</i> .                                                              |
| "              | 10. BEQUET (ALFRED), Ɔ, vice-président de la <i>Société archéologique</i> , à <i>Namur</i> .                                                       |
| "              | 11. WAUWERMANS, C. Ɔ, lieutenant-général en retraite, président de la <i>Société royale de Géographie</i> , à <i>Anvers</i> .                      |
| "              | 12. MARSY (COMTE DE), Ɔ, directeur de la <i>Société française d'Archéologie</i> , à <i>Compiègne</i> (Oise).                                       |
| "              | 13. BAYE (BARON JOSEPH DE), à <i>Paris</i> .                                                                                                       |
| "              | 14. BERTRAND (ALEXANDRE), membre de l' <i>Institut de France</i> , conservateur du musée des antiquités nationales, <i>Saint Germain-en-Laye</i> . |

## MEMBRES CORRESPONDANTS.

Les noms précédés d'un \* sont ceux des membres qui reçoivent le Bulletin.

### Date de l'admission.

- |                  |                                                                                 |
|------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| 31 mai 1850.     | 1. PETY DE THOZÉE (J.), consul général à <i>Bombay</i> (Inde).                  |
| 16 juillet 1853. | 2. NOUE (ARSÈNE DE), docteur en droit, à <i>Malmedy</i> .                       |
| "                | * 3. VAN DER STRATEN-PONTHOZ (COMTE FRANÇOIS), O. Ɔ, à <i>Bruxelles</i> .       |
| 9 mai 1862.      | * 4. RENIER (JEAN), Ɔ, artiste peintre, à <i>Verviers</i> .                     |
| 7 avril 1864.    | 5. GROTEFEND (C. L.), archiviste de l'État, à <i>Hanovre</i> .                  |
| 20 mai 1869.     | * 6. DELHASSE (FÉLIX), homme de lettres, à <i>Bruxelles</i> .                   |
| 3 mars 1871.     | * 7. MATTHIEU (JULES), bibliothécaire de la ville, à <i>Verviers</i> .          |
| 7 juillet 1871.  | 8. SCHOOF (L. H.), chanoine de la cathédrale.                                   |
| 2 fév. 1872.     | 9. LEFÈVRE (J.), instituteur, à <i>Landen</i> .                                 |
|                  | * 10. LEQUARRÉ (N.), professeur à l'Université, à <i>Liège</i> .                |
| 1874.            | 11. KURTH (GODEFROID), Ɔ, professeur à l'Université, à <i>Liège</i> .           |
| "                | * 12. VIERSET-GODIN (ÉMILE), Ɔ, à <i>Huy</i> .                                  |
| 29 juin 1877.    | 13. VORSTERMAN VAN OYEN (A. A.), généalogiste, à <i>La Haye</i> .               |
| 24 fév. 1882.    | * 14. DRION (PROSPER), Ɔ, directeur de l'Académie de peinture, à <i>Liège</i> . |
| "                | * 15. CARPAY (P. J.), artiste-peintre, à <i>Liège</i> .                         |

Date de l'admission.

- |                 |       |                                                                                                                                                                                    |
|-----------------|-------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 fév. 1882.   | 16.   | L'ESCAILLE (HENRI DE), à la Tourette, par <i>Hougaerde</i> .                                                                                                                       |
| "               | 17.   | HABETS (abbé JOSEPH), archiviste de l'État, membre de l' <i>Académie royale des Pays-Bas</i> , à <i>Maestricht</i> .                                                               |
| "               | * 18. | HICGUET (DIEUDONNÉ),  , docteur en médecine, à <i>Liège</i> .                                     |
| "               | * 19. | WILMOTTE (JOSEPH),  , artiste-orfèvre, à <i>Liège</i> .                                           |
| "               | * 20. | VAN ZUYLEN (EDMOND), industriel, à <i>Liège</i> .                                                                                                                                  |
| "               | * 21. | DIGNEFFE (LÉONCE), à <i>Liège</i> .                                                                                                                                                |
| "               | * 22. | OTREPPE DE BOUVETTE (BARON FRÉDÉRIC D'), docteur en sciences, à <i>Liège</i> .                                                                                                     |
| "               | * 23. | BAAR (ÉMILE),  , membre de la Députation permanente, à <i>Liège</i> .                             |
| "               | * 24. | LOHEST (PASCAL), membre correspondant de la <i>Commission royale des monuments</i> , à <i>Liège</i> .                                                                              |
| 26 mai 1882.    | * 25. | CROUSSE (P. F. J.), O.  , colonel d'état-major en retraite, à <i>Liège</i> .                      |
| 29 déc. 1882.   | 26.   | CLERX (PAUL), conservateur adjoint des archives de l'État, à <i>Liège</i> .                                                                                                        |
| "               | * 27. | PIRENNE (HENRI), professeur à l'Université, à <i>Gand</i> .                                                                                                                        |
| 29 mai 1883.    | 28.   | CRAHAY (LOUIS), O.  , conseiller à la Cour de cassation, à <i>Bruxelles</i> .                   |
| "               | * 29. | STASSE (ALEXIS), chef de division au Gouvernement provincial, à <i>Liège</i> .                                                                                                     |
| 28 juill. 1883. | 30.   | COCHETEUX (CHARLES), O.  , général du génie en retraite, à <i>Saint-Gilles</i> , lez-Bruxelles. |
| 26 janv. 1884.  | * 31. | BLANCKART (BARON CHARLES DE), docteur en droit, château de <i>Lerhy</i> , par Fexhe.                                                                                               |



**Date de l'admission.**

- 26 janv. 1884. 32. COURTOIS (L. N.), conducteur des ponts et chaussées pensionné, à *Liège*.
- “ \* 33. EKMAN (C. E.), membre de la première chambre du royaume, à *Finspong* (Suède).
- “ \* 34. FRÈRE-ORBAN (GEORGES), 冥, conseiller à la Cour d'appel, à *Liège*.
- “ \* 35. RUHL (GUSTAVE), avocat, à *Liège*.
- 28 nov. 1884. 36. HOFFMAN (le docteur), secrétaire de la *Société anthropologique*, à *Washington*.
- 26 déc. 1884. 37. BREUL (ADOLPHE), industriel, à *Goé*.
- 31 déc. 1885. \* 38. TIHON (FERDINAND), docteur en médecine, bourgmestre de *Hannesche*.
- 25 janv. 1886. 39. GOBERT (THÉODORE), homme de lettres, à *Liège*.
- 31 mars 1887. 40. BEHAULT-DORNON (ARMAND DE), à *Bruxelles*.
- 28 avril 1887. \* 41. BRACONIER (IVAN), château de *Moldare*.
- “ 42. CHARLES (FR.-JOS.), commissaire-voyer, à *Liège*.
- 20 mai 1887. \* 43. THIMISTER (OLIVIER), chanoine de la Cathédrale, à *Liège*.
- “ \* 44. MARÉSAL (D. J. C.), avocat, à *Liège*.
- 28 juill. 1887. \* 45. COMBLÉN (A.), membre de la Commission administrative des Hospices civils, à *Liège*.
- 24 avril 1891. \* 46. BRAHY, négociant, à *Liège*.
- “ \* 47. FRANCOTTE (GUSTAVE), avocat, à *Liège*.
-

MEMBRES ASSOCIÉS.

Date de l'admission.

- |                |                                                                                                               |
|----------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24 oct. 1862.  | 1. HEMRICOURT DE GRUNNE (COMTE ARTHUR DE), docteur en droit, sénateur, château de <i>Hamal</i> , par Tongres. |
| 11 nov. 1862.  | 2. WAUTERS-CLOES (HYACINTHE), tanneur, à <i>Liège</i> .                                                       |
| 7 mai 1869.    | 3. DUBOIS (LÉON), chanoine de la Cathédrale, à <i>Liège</i> .                                                 |
| "              | 4. GRÉGOIRE (MICHEL), secrétaire communal, à <i>Wandre</i> .                                                  |
| 7 janv. 1870.  | 5. MAGNÉE (L.), à <i>Herre</i> .                                                                              |
| "              | 6. PIROTTE (A.), entrepreneur, à <i>Liège</i> .                                                               |
| 1871.          | 7. MIRBACH (COMTE DE), château de <i>Harff</i> (Prusse rhénane).                                              |
| 15 avril 1875. | 8. POSWICK (JULES), ❧, conseiller communal, à <i>Ferriers</i> .                                               |
| 4 fév. 1876.   | 9. DEMANY (ÉMILE), architecte, à <i>Liège</i> .                                                               |
| 29 juin 1877.  | 10. DE TROOZ (JULES), à <i>Lourain</i> .                                                                      |
| 29 nov. 1878.  | 11. BIAR (J. N. G.), ❧, notaire, à <i>Liège</i> .                                                             |
| "              | 12. SERRURIER (ALPHONSE), à <i>Liège</i> .                                                                    |
| "              | 13. SAUVAGE-VERCOUR (CHEVALIER ARTHUR DE), banquier, à <i>Liège</i> .                                         |
| 28 mai 1880.   | 14. SÉLYS-FANSON (BARON ROBERT DE), avocat, à <i>Liège</i> .                                                  |
| "              | 15. LHONNEUX (M <sup>me</sup> GUSTAVE DE), à <i>Huy</i> .                                                     |
| "              | 16. ÉVRARD (J. J.), curé, à <i>Jehay</i> , par Amay.                                                          |
| "              | 17. FRÉSART (ÉMILE), O. ❧, à <i>Liège</i> .                                                                   |
| "              | 18. FRÉSART (OSCAR), à <i>Liège</i> .                                                                         |
| "              | 19. GELOES (COMTE RENÉ DE), château d' <i>Eysden</i> .                                                        |
| "              | 20. LAMBERTS-CORTENBACH (BARON RODOLPHE DE), château de la <i>Zungrie</i> , par Bilsen.                       |

**Date de l'admission.**

- 28 mai 1880. 21. PITTEURS DE BUDINGEN (BARON LÉON DE), docteur en droit, sénateur, à *Liège*.
- 5 mars 1883. 22. MÉLOTTE (CHEVALIER VICTOR DE), château de *Basses-Awirs*, par Engis.
- 9 mars 1883. 23. POSWICK (PROSPER), , château de *Tihange*, par Huy.
- 31 mars 1883. 24. BERLAYMONT (COMTE GUY DE), château de *Bormenville*, par Hamois-Condroz.
- " 25. GOER DE HERVE (BARON EUGÈNE DE), à *Bruxelles*.
- 20 avril 1883. 26. DORY (ISIDORE), professeur à l'Athénée, à *Liège*.
- 30 nov. 1883. 27. DIGNEFFE (VICTOR), à *Liège*.
- " 28. POTA (PAUL DE), docteur en droit, château d'*Hermalle*, par Engis.
- 30 nov. 1883. 29. CHARLIER (JEAN), négociant, à *Liège*.
- 14 fév. 1884. 30. L'HOEST (ISIDORE), , directeur au chemin de fer du Nord, à *Liège*.
- " 31. ORBAN DE XIVRY (JULES), , château de *Gaillarmont*, Grivegnée.
- " 32. SLÉGERS (JOSEPH), docteur en droit, à *Tongres*.
- " 33. WIGNY (ÉMILE), chef de comptabilité, à *Huy*.
- 25 mars 1886. 34. GROULARD (ÉCUYER HYACINTHE DE), , lieutenant-colonel d'infanterie, à *Liège*.
- 29 avril 1886. 35. WILMART (CHARLES), à *Liège*.
- Janvier 1885. 36. DENIS (J. J.), *Ayeneux-Fléron*.
- " 37. LAPORT (GUILLAUME), fabricant d'armes, à *Liège*.
- " 38. KOISTER (ÉMILE), fabricant, à *Liège*.
- Juillet 1886. 39. GILISSEN (J. F.), aumônier à la prison, à *Liège*.
- " 40. CAMBRESIER (J. G.), artiste peintre, à *Liège*.

**Date de l'admission.**

- Mai 1887. 41. HORSTMANS (ALBERT), industriel, à *Liège*.  
" 1887. 42. HAULET, fonctionnaire au chemin de fer de l'État, à *Liège*.  
31 janv. 1889. 43. BREÛLS (PAUL), étudiant. château d'Alicebourg, *Lanaeken*.  
" 44. CRASSIER (BARON WILLIAM DE), à *Liège*.  
" 45. PAQUES (ÉRASME), rentier, à *Liège*.  
" 46. GAILLARD, curé, à *Geer*.  
" 47. PAQUE (CARL), candidat notaire, à *Liège*.  
28 fèv. 1890. 48. FIRKET, professeur à l'Université, à *Liège*.  
27 mai 1890. 49. NAGELMACKERS (ERNEST), industriel, à *Liège*.  
25 juillet 1890. 50. MERCY-ARGENTEAU (COMTE CARL DE), château d'*Ochain*, par Clavier.  
28 nov. 1890. 51. THÉÂTRE, à *Otrengé*.  
" 52. DAVIN-RIGO, instituteur, à *Latinne (Hannut)*.  
" 53. DEMANY (PAUL), architecte, à *Liège*.  
" 54. THIER (CHEVALIER LÉON DE), propriétaire du journal *la Meuse*.  
" 55. DIGNEFFE (ÉMILE), avocat, à *Liège*.  
" 56. LIZIN, architecte, à *Huy*.  
30 janv. 1891. 57. COMHAIRE (CHARLES-J.), étudiant, à *Liège*.  
27 mars 1891. 58. SELYS-LONGCHAMPS (BARON RAPHAEL DE), à *Liège*.  
24 avril 1891. 59. LEVAUX (JEAN), *Dublin* (Irlande).
-

# 4<sup>e</sup> LETTRE A MONSIEUR S\*\*\*

SUR

## L'ANCIENNE VERRERIE LIÉGEOISE

PAR

DÉSIRÉ VAN DE CASTEELE



**Monsieur et honoré Collègue,**

Dans la présente lettre, je remonte à la première période de l'histoire de la verrerie liégeoise, c'est-à-dire au XVI<sup>e</sup> siècle.

J'admets avec vous que l'italien Nicolas Francisci fut, vers 1569, le premier verrier de « cristals » et « cristallins » établi à Liège.

Il était l'homonyme et probablement le parent de Jacques Francisci qui avait, en 1558, cédé à Jacques Pasquetti, la continuation de son privilège pour ce genre d'industrie

artistique à Anvers. Ce dernier lui fit bientôt une concurrence sérieuse, à laquelle se rapporte la correspondance (1) suivante :

**Lettre de Gérard de Groesbeck au duc d'Albe.**

« Liège, 15 février 1569.

» Mons<sup>r</sup>, sur les supplications entredonnées à V<sup>re</sup> Exc. de la part de Nicolas Franceschi, M<sup>re</sup> de la tournaise de verres cristallins en ceste cité, et bourgeois d'icelle, afin de ne luy estre mis empeschement de povoir vendre et distraire son ouvraige et marchandise es païs baz, patrimonialx de sa M<sup>lé</sup> Cath<sup>que</sup>, soubz umbre de certain octroy qu'un Jacomo Pasquetti, m<sup>re</sup> de la fournaise de semblables voires, en Anvers, auroit obtenu du Conseil de Brabant à effect contraire, il avoit pleu à V<sup>re</sup> Exc. ordonner qu'icelles supplications fussent communiquées audiet Jacomo, pour y dire ce que bon lui sembleroit. Suyvant laquelle ordonnance, ayant lediet Nicolas faict communiquer lesdictes supplications audiet Jacomo, n'y a icelluy voulu respondre sinon qu'il n'acceptoit l'intimation desdictes supplications et des ordonnances de V<sup>re</sup> Exc. y dessus mises, pour estre indeuement faicte et, en cas que besoing seroit de respondre, qu'il respondroit en temps et lieu, comme conviendroît et comme trouveroit par son Conseil. Laquelle response estant si entièrement éloignée de toute équité et raison, comme elle est, et s'estant de rechef tournez vers moy ceulx de ceste cité s'en déplains pour l'intérêt de toute ceste cité et païs, à cause de la dommageable consequence provenant

(1) Communication due à M. Edg. de Marneffe, attaché aux archives générales du Royaume.

dudiet octroy empeschant le cours de la marchandise et traficque d'entre ce dict païs et ceulx de sadiete M<sup>té</sup>, je n'ai peu délaïsser d'importuner de rechef V<sup>re</sup> Exc. sur ceste matière, et la prier qu'il luy plaise ordonner qu'au moyen dudiet octroy, si exorbitant, ne soit faiet si grant dommaige et préjudice a mon païs et subiectz, mesmes aussy afin que je puisse de tant mieulx continuer mes dicts subiectz en leur accoustumée dévotion au service de sa M<sup>té</sup> Cath<sup>que</sup> d'amitié et bonne voisinance avec les païs d'icelle. Et citant ceste mienne prière si évidemment juste et raisonnable (outre la singulière faveur que V<sup>re</sup> Exc. pour les susdicts respectz me fera particulièrement à ne m'en esconduire) ne m'estendray à y joindre d'autres raisons pour le fonder d'avantaige. Tout, Mons<sup>r</sup>, pour fin de ceste, après mes humbles recommandations à la bonne grace de V<sup>re</sup> Exc., je prieray le Créateur donner à icelle, en parfaicte santé, longue et heureuse vie. De Liège, ce XV<sup>e</sup> de febvrier 1569.

» De V<sup>re</sup> Excellence,  
s'entièrement à luy fair humble service,  
GERARDT, évesq. de Liège. »

*Suscription.* — A Mons<sup>r</sup> Mons<sup>r</sup> le duc d'Alve, etc. Lieutenant Gouverneur et Cap<sup>ne</sup> gen<sup>al</sup> es païs baz de sa Mat<sup>e</sup> Cath<sup>que</sup> pour icelle etc.

(Original. *Correspondance avec l'évêque de Liège*, t. II, fol. 113).

#### **Lettre des bourgmestres de Liège au duc d'Albe.**

« Liège, 5 juillet 1569.

»Monsieur, Nous ne faisons doubte que V<sup>re</sup> Excellence ne soit encor de toute mémoraliffé du contenu des lettres qu'avons à icelle diverses fois envoyé touchant les édietz

et mandemens de sa Maiesté, par lesquelz seroit prohibé de povoir mener ou vendre, parmi les pays de sadiete Maiesté, cristalins fais en ceste cité; et comme jusques à ors ne soit sur nos dietes lettres et requestes y contenues, esté fait aucunes ordonnances de quoy puissons (selon notre bon droit, équité et raison) avoir contentement, suplyons et requérons Vostredicte Excellence qu'icelle vuilhe, sur le contenu de nos dietes précédentes et raisons y contenues, faire équitable ordonnance que toutes bonnes, fidèles et léales marchandises de ceste dicte cité et pays et reciproquement de ceulx de sadiete Maiesté, puissent avoir libre course de trafficque de l'ung à l'autre; qui sera le grand bien et solagement des subiectz de sadiete Maiesté et de ses circumvoisins. Et ce faisant, Monsieur, Vostre Excellence ferat œuvre équitable et seront par ce de tant plus obligez à sadiete Maiesté et V<sup>re</sup> Excellence, comme sceit le souverain Créateur qui les vuille donner accomplissement de leurs haults et vertueux desires. De la cite de Liège, le chinequemme de Julie 1569.

» De Sa Maiesté et de Vostre Excellence pret et apareilhet serviteur,

» LES BURGEMAISTREZ DE LA CITÉ DE LIÈGE. »

*Suscription* : A Monsieur, Monsieur le duc d'Alve, Marquis de . . . , Gouverneur, Lieutenant . . . , Capitaine général de Sa Maté catholique en ses pays bas.

(Original. *Correspondance avec l'évêque de Liège*, t. II, fol. 140.)

#### **Lettre du duc d'Albe aux bourgmestres de Liège.**

« Bruxelles, 12 juillet 1569.

» Messrs, j'ay receu v<sup>re</sup> lettre du cinq<sup>me</sup> du present, et bien entendu le contenu en icelle, pour à laquelle vous



respondre, je suys en ferme opinion que ne vous, ny les bons bourgeois, manans et habitans de la cité de Liège, estes encoires à apprendre la bonne envie que j'ay à vous complaire et gratifier, ayant par le passé peu cognoistre et expérimenté effectuellement ma bonne volonté et affection envers vous et eulx, et ce que pouoit concerner vostre bien et de ladiete cité. Et suys bien marry que ce dont présentement me requerez par vostre dicte lettre ne soit chose que bonnement je puisse faire, d'autant que c'est sur le faiet de privilège octroyé, passé longtemps par le Roy, mon maistre, à ung tiers au regard d'une invention nouvelle, avec défense générale, comme ordinairement se use par les princes en cas pareilz, que aultre ne puissent, pour le temps de son privilège, imiter son invention au pays, ny par imitation extérieure venir en iceulx le frustrer du fruct que le prince, par sa concession, a voulu qu'il sente et recoyve en récompense et rémunération de son labeur, et aussy des frais despens qu'il peult avoir mis en telle invention et introduction d'icelle en son pays. Lequel privilège ainsy concédé par sa Maiesté, comme dict est, je vous prie vouloir considérer avec quelle raison et décence je puis revocquer et anéantir, ou, sur le plaintif du privilégié, souffrir que y soit contrevenu à son préjudice et intérêt. Cela vous diray-je bien que, où l'occasion se présentera de pouvoir accommoder cest affaire entre les deux parties, je y feray de ma part interposer tous bons offices, si que pourrez cognoistre d'avantage combien je désire vous faire plaisir et amitié. Et la dessus, Messrs, je me recommande bien à vous et prie Dieu vous avoir en sa sainte garde.

« De Bruxelles, le xij<sup>e</sup> jour de juillet 1569. »

*En tête.* A Messrs les Burgemaistres de la cité de Liège.

(Minute. *Correspondance avec l'évêque de Liège*, II, fol. 142).

Ces documents prouvent, en outre, que le début de la fabrication du verre à l'italienne ne doit pas être fixé en juillet 1569, comme l'énonce Foullon.

L'usine de Nicolas Francisci devait être établie depuis quelque temps avant cette date, car, en février 1569, nous venons de le voir, le prince évêque de Liège, Gérard de Groesbeck, qualifie déjà Francisci de « maître de la fournaise des verres cristallins en cette cité ». Ce qui nous rapporte bien certainement et au moins à l'année 1568.

L'objet de la réclamation est la violation de l'art. 3 du traité du 12 novembre 1518 (1), autorisant les marchands de Liège et du Brabant à vendre leurs produits sur le territoire les uns des autres.

Aucune suite ne fut donnée à cette réclamation. Loin de là, vos écrits et ceux du regretté Pinchart, nous apprennent qu'en 1571, une saisie de verres liégeois eut lieu à Anvers.

Chapeaville rattache cette saisie au nom de Nicolas Francisci (2). L'assertion de Chapeaville, dont je n'ai point trouvé de preuves, est infirmée par deux actes rencontrés l'un dans le Greffe des Échevins et l'autre parmi les dépêches du Conseil privé. Ils semblent indiquer que Francisci ait cessé d'exercer la verrerie à Liège.

Le premier de ces actes est un contrat (3) passé entre

(1) LOUVREX, t. 1. p. 192.

(2) Voici le passage de CHAPEAVILLE : « Verum cum non posset Nicolaus Francisci merces suas extra provinciam leodiensem, nisi per terras regias efferre, Rexque jam ante privilegium cuilibet Jacobo Pasquetti Antwerpiae concessisset, res in controversiam abiit ». — Et à la table : « Orta inter ipsum (Nicolaum Francisci) et quemdam Jacobum Pasquetti, vitra quoque Antwerpiae conficientem, controversia sopitur ».

(3) Greffe Bernimolin, 1569-70.

Jean Sentfort, marchand à Anvers, et deux verriers, tous deux de Murano. Ces derniers, nommés Joseph Casseleri (1) et Antoine de Chestele (nom wallonisé pour Castro, Castello ?), s'engagent, le 26 septembre 1569, à rembourser solidairement au premier une somme de 720 écus « pour cause de plusieurs cristalins, matérialz d'iceulx, » lengnes (bois), forneax et aultres instruments, ustilles et » utensilles, pour besongner cristallins, ensemble leurs » meubles à eulx délivrées en ceste cité de Liège... »

Dès la fin de l'année 1569, il s'était donc établi à Liège de nouveaux verriers italiens, pour remplacer sans doute Nicolas Francisci, que l'insuccès des démarches auprès du Gouvernement des Pays-Bas aura découragé. La saisie de Pasquetti, en 1571, ne concerne-t-elle pas les produits de la verrerie de Casseleri ? Pasquetti était d'Anvers. Jean Sentfort (peut-être quelque anglais du nom de Stainforth), qui avait suscité la concurrence liégeoise, ne visait-il pas le marché de la ville d'Anvers qu'il habitait aussi ?

Le second document est plus explicite. Il semble démontrer qu'en 1572, l'année d'après la saisie, il n'y avait plus, à Liège, de fournaies ni de Francisci, ni de Casseleri. C'est un octroi du 26 septembre 1572 (2) accordé à Joseph Centurini, dit natif de Genève (Gènes?) [3] et dont l'art comme le nom est bien italien.

C'est Gérard de Groesbeek — protecteur de Francisci — qui accorde le privilège. L'impétrant expose « comment

(1) Vous m'apprenez que Joseph Casseleri fut l'un des huit verriers de Venise arrêtés, en 1550, à Londres, à la requête du Conseil des Dix. Le nom de Casseleri se retrouve d'ailleurs à Liège et à Namur à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XVIII<sup>e</sup>.

(2) Conseil privé, Dépêches, 1567-1576, fol. 353.

(3) Il est facile de confondre Genova = Genève, Genova = Gènes. Altare est situé non loin de Gènes.

l'accroissement du trafic et profit, aussi pour l'aornement de la cité et du pays de Liège » ; il désire, en la dite cité, « ériger et tenir une fournaise propre à y faire des voires de cristallins de toute sorte ». Le document y ajoute plus loin « miroirs et plat ouvrage en rond » ce qui devait, sans doute, comprendre la fabrication des vitres.

Il fait valoir qu'il est exposé à de grandes dépenses pour matériaux, maîtres ouvriers et serviteurs à ce nécessaires et qu'il craint que d'autres ne veuillent «aussy à son imitation ériger et tenir, en la cité ou pays, de semblables fournaises ».

Le prince évêque, inclinant favorablement à la requête, accorde au requérant « privilège et congé de pouvoir » *luy seul* ériger une fournaise, pour l'espace de douze » ans . . . défendant et prohibant à autres quelconques de » n'ériger ou tenir semblable fournaise ny exercer ou » faire exercer ledit art de faire voires cristallins en la » cité et pays » le tout sous telles peines que de droit.

Enfin, le privilège conclut : « Si sera toutesfois ledit » suppliant tenu de continuellement tenir ladite fournaise et » exercer ou faire exercer et continuer ledit art, icelle » contendant que s'il délaissait ledit exercice l'espace » d'autant de temps qu'il n'en sceust donner raison telle » que nous ou ceulx que, pour prendre information, voudrions » députer, trouveront comme en équité fondé et » dudit entrelais et suspension de l'exercice susdit, il sera » en tel cas descheu de ceste notre privilège, et pourrons » icelle octroyer à tel autre ou autres que bon nous » semblera. »

Cette dernière clause paraît caractéristique : il y a là un surcroît de précautions contre toute interruption non justifiée de l'usine, comme si le prince évêque voulait prévenir le retour de faits dont il avait eu à se plaindre. Le document parle de privilège exclusif : il n'y avait donc

plus d'autre verrerie à l'italienne « usinante » à Liège. L'autorité se réservait enfin, si on laissait tomber le privilège, de le relever pour le concéder à d'autres.

Il semble donc que les fournaies de Francisci et de Casseleri n'existaient plus, et que Centurini, auquel je ne trouve pas de successeurs, aura continué la verrerie à l'italienne à Liège, de 1572 à 1611.

D'ailleurs, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, il existait encore, à Liège, des individus du même nom. C'est ainsi que vous m'avez renseigné sur Charles Senturinne, dont un enfant fut baptisé, le 8 septembre 1694, à St<sup>e</sup>-Vérone (1). Cette persistance d'un nom très peu Liégeois dans la paroisse des verriers, serait un indice de quelque valeur au sujet de la durée de l'industrie verrière dans les mains d'un membre de la famille, un siècle auparavant.

Y eut-il, depuis 1571, de nouvelles saisies de verres liégeois dans les Pays-Bas? On pourrait le croire d'après le document suivant, qui semble faire allusion à des faits ne remontant pas à plus de vingt ans :

« Liège, 1 juillet 1592.

**Réponse de son Alt<sup>ze</sup> de Coulogne, Liège, etc., à la remontrance du conseiller Craesbeek.**

» ... Dadvantage convenoit à dire iey ce que souventes foiz a esté remonstré que, de par delà, les points et articles de la dicte alliance ne sont esté observés ny effectnés si bien qu'il appartient et convient qu'ilz fussent, ains au rebours de la dicte alliance a esté aux subietz du dict

(1) 8<sup>a</sup> 7<sup>bris</sup> 1694, baptizata est Helduis filia Charol'i Senturinne et Laurentia Botson conj. Suscep. fuerunt Franciscus Jacmar et Helduis Erige (Origo?).

pays de Liège par delà défendu et empesché ce que le droict de nature et de toute nation permette et concède, sçavoir : la libre navigation par les rivières et passages par les chemins publiques pour les marchandises, *comme entre aultre a esté défendu et empesché l'emmenage des christalins faictz à Liège, par les païs de sa dicte Maiesté*, et encore est à présent défendue et empeschée la conduite des chalmines tirées hors des montagnes de sadiete Altèze de Liège, des ouvrages et dinanteries faictes d'icelles, sur lesquelz l'on a mis plusieurs arrestz et pretendu souventes fois confiscation....

» Faict à Liège, le premier de juillet 1592.

» Par ordre de son Alt<sup>ze</sup>,

» LAMPSON. »

(Archives restituées par l'Autriche en 1856. Carton concernant les Rapports avec le pays de Liège, *Aux Archives générales du royaume, à Bruxelles.*)

Vous aviez supposé que la reprise de la verrerie par Heyne, en 1626, avait eu lieu en la paroisse St-Nicolas (Outre-Meuse), parce que ce personnage y avait son domicile, et vous en avez conclu que la verrerie Heyne était celle de Francisci.

Le hasard a fait que les points, signalés par vous, existent. Mais, je l'ai déjà dit, ce n'est qu'une coïncidence : Heyne est un personnage tout à fait accessoire dans cette affaire, et son gendre, Louis Marius, qui l'a conduite, habitait une autre paroisse, avant de louer, pour s'y établir, la maison de Streel, située de l'autre côté de la Meuse.

C'est vous dire que je conteste aujourd'hui toute relation entre la verrerie de 1569, complètement éteinte entre 1608 et 1611, et celle de 1626 (ou plutôt de 1618).

Je reviens sur ce que j'ai dit à ce sujet dans ma 2<sup>e</sup> Lettre,

où j'avais mis certaines restrictions : « A moins, bien entendu, — disais-je, — qu'il y ait erreur dans l'affirmation des de Bonhomme qu'ils sont les « représentants des premiers introducteurs de la verrerie, et que leur possession ne commence qu'en 1626 ».

J'ai fait pressentir, dans mes précédentes *Lettres*, l'importance de la déclaration faite, en 1710, par les de Bonhomme. Ils ne font remonter leurs origines qu'à la verrerie établie en la maison de Streel, et ils ne parlent que d'une centaine d'années avant la date de la déclaration. Or, ils n'auraient pas manqué de se prévaloir de la première tentative de Nicolas Francisci, vers 1569, s'il n'y avait pas eu solution de continuité — hiatus — entre les deux périodes.

Je reproduis cette déclaration de 1710, *in extenso* :

« Les Bonhomme sont les représentants des premiers introducteurs de l'art de la verrerie dans la ville et pays de Liège; ce sont eux qui l'ont perfectionné en toutes espèces de cristaux, émaux et gros verres, et il est autant inouï que peu équitable de vouloir interdire *l'art* à ses premiers introducteurs, après un siècle de profession et une conduite de toute part irréprochable, pour en privilégier des élèves et des transfuges de leurs verreries, plus capables d'embrouiller le trafic, que d'en accréditer la manufacture.....

» La possession singulière où ils sont de professer publiquement leur art depuis si longtemps sans octroi, les prérogatives qu'ils ont par devers eux, des premiers introducteurs, et une autre possession immémoriale de liberté qu'ils pouvaient encore réclamer dès le temps des verreries érigées dans la maison du Paradis, sous Fragnée, dans celle du Sr Streel, Outre-Meuse, et puis dans la maison ditte de l'Aoust, dont le terrain est occupé aujourd'hui



par l'Eglise neuve des RR. PP. jésuites (1), tout cecy, dis-je, forme droit. »

Et notons que les Bonhomme n'ignoraient pas qu'il y avait eu avant eux, à Liège, une première industrie du verre à la façon de Venise. Ils se sont bornés à la *redresser*, tandis qu'ils ont *introduit* à Liège l'industrie du gros verre (2). Ils savaient donc bien ce qu'ils voulaient dire quand ils ne se rattachaient qu'aux cristalleries de la maison Streel et de celle de l'Aoust.

A votre énumération des verriers vénitiens qui ont servi chez les Bonhomme, je n'ai qu'un détail à reprendre. Je veux parler de votre hypothèse en ce qui concerne Jeanne de Sarde, épouse de Joseph Castellano, et qui, selon vous, pourrait être une Saroldo d'Altare. J'ai retrouvé l'acte de mariage de Joseph Castellano : l'épouse, Jeanne de Sarde, était fille de Robert de Sarde, en son vivant prévôt de la terre de Dave, près de Namur, et de Agnès de Vervoz dit Dama (3).

Cet hommage rendu à votre exactitude me rend plus libre dans mes critiques au sujet de vos suppositions pour

(1) Une capitation de St-Martin-en-Ile, de 1603, que je viens de retrouver, en indique, de la manière suivante, l'emplacement à cette époque : la maison et couvent des Jésuites, Mr Renard Guelteau, la maison Johan d'Aoust avec la brassine, Gielet le Pontenir, Lambert Stassis, Jehan le voirier. (Je n'attache pas d'importance à cette dernière mention, qui peut concerner un simple vitrier )

(2) Voyez ma *1<sup>re</sup> Lettre*, p. 5.

(3) Protocole du notaire de Roufosse, 24 janvier 1649. J'avais déjà mentionné la belle-mère, Agnès de Vervoz, qui aurait pu vous mettre sur la voie de cette filiation, dans ma *1<sup>re</sup> Lettre*, page 29, note 2. L'identité des trois Joseph Castellano, à fondre en un seul, est aujourd'hui prouvée par vous, *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, t. XXII, p. 304, où il y a lieu de substituer le prénom de Joseph à celui de Guillaume.



la première période. Vous les donnez, il est vrai, avec la plus grande circonspection, vous bornant à présenter des rapports ingénieux d'homonymie, qui vous suggèrent l'idée de poser quelques questions auxquelles, le plus souvent, vous ne pouvez donner une solution affirmative (1).

Quant à moi, j'y ferai une réponse radicalement négative parce que, après avoir bien étudié la question, je suis convaincu, contrairement à votre opinion, que depuis Nicolas Francisci et ses successeurs jusque vers 1611, il y a eu cessation complète de la verrerie à l'italienne dans le pays de Liège, et que les ouvriers de cette première période ont été complètement dispersés. A la reprise, le personnel fut renouvelé et était absolument indépendant des premiers verriers liégeois.

En voulant passer sérieusement au crible, comme vous m'y avez engagé vous-même, les indices accumulés (2) par vous au sujet des verriers italiens de la période de 1569 à 1611, j'ai, dans ce but, compulsé les volumineux et fastidieux registres aux *Embrevures* et les autres docu-

(1) Vous voulez bien, après avoir reçu communication de mon manuscrit, me dire votre avis à ce sujet, tel que vous l'avez imprimé vous-même :

« Ici il ne s'agit pas — écrivez-vous — de l'argumentation par hypothèses contraires opposées à des faits, que j'ai tant combattu ailleurs. (*Bull. de l'Inst. archéol. liég.*, XIX, pp. 8, 23, 30, etc.)

» Il s'agit de faits opposés à des hypothèses, ce qui est bien différent.

» En effet, je me bornais à demander si des Ferro, Castellano, d'avant 1626, n'étaient pas des Ferro, Castellano de la première période.

» M. van de Castele, au contraire, accumule des preuves pour démontrer que ces Ferrier, Castella, etc., étaient absolument étrangers à la verrerie liégeoise, et ce n'est pas de son côté que sont les hypothèses. »

(2) *Bullet. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, t. XXIV, p. 64; *Bulletin de l'Inst. archéol. liég.*, t. XVIII, p. 359.

ments des archives de Liège. De plus, j'ai collationné vos extraits de la copie authentique des registres de Notre-Dame-aux-Fonts, sur les originaux conservés encore à l'État civil de Liège. Voici le résultat de mon examen :

D'abord, d'une manière générale, je n'attache pas une grande importance aux prénoms suivis d'une profession ressemblant au mot verrier : Jehan le voirier, Willeam le wearier, Engulphe (ou Gangulphe) le verrier, Catolet le voiliers, Elie le voyrié, etc.

Ce qualificatif, même quand il n'a pas la forme wearier ou voilier, peut s'appliquer au métier des vieux-warriers ou à la profession des faiseurs de voiles. Je me demande, par exemple, si certain contrat d'un individu de Hors-Château, pour apprendre à devenir maître dans le métier des voiriers (1), ne s'applique pas aux warriers, la verrerie ne formant pas elle-même un métier. L'expression voirier signifie aussi peintre de verrières ; c'est ainsi que Renier Flemal est désigné dans deux actes baptismaux de 1591 et 1597.

Il n'est pas impossible même que Voirier soit un nom de famille, puisqu'un acte baptismal du 27 avril 1597, me fait connaître une *Anne le Voirir*.

Ensuite les actes originaux portent Elie le Loryé et Engulphe de Vevier ou Vervier, donc deux citations à rectifier.

Quant à Jehan le voirier, il ne peut se rattacher à la verrerie à l'italienne, car antérieurement à 1569, je le trouve mentionné, avec cette qualification, dans un registre du greffe des échevins (2).

Votre Everard le voirier, doit être lu : Linard ; c'est

(1) Notaire Pawea, 18 novembre 1675.

(2) Œuvres, reg. 305. Octobre 1566, pp. 286, 288.

sans doute Léonard le Thorier, qui était en effet verrier (1).

Par contre, je pourrais citer une quantité de verriers, le plus souvent désignés par un simple prénom.

Il en est même qui sont antérieurs à Nicolas Francis (2).

A défaut de précision suffisante, je n'insiste pas et j'arrive à mes critiques, que je place en ordre alphabétique.

*Buzzone.* Antoine de Buisson, qui signait Butzone, a été signalé en 1625, dans ma 3<sup>e</sup> *Lettre*, comme ayant fait une notification au nom des consuls d'Altare. C'était donc bien certainement un Altariste.

Mais en était-il de même d'un Antoine de Buisson, cité en un acte de N.-D.-aux-Fonts du 8 octobre 1586 ?

Je rencontre ce personnage, fils de François de Buisson, arrivant à Liège, en 1573, muni de lettres du magistrat de Bruxelles, datées du 15 janvier 1573. Il fait relief du métier liégeois des orfèvres le 15 juillet 1572 (3). Je le retrouve à Liège, en qualité d'orfèvre, dans un acte de 1576 (4), mais quoique, à Liège, les verriers de 1616 aient

(1) *Saisies*, reg. n<sup>o</sup> 4044. — Mars à Septembre 1582, p. 192 v<sup>o</sup> et *Embrerures*, reg. 305.

(2) Robert de Liège était, en 1559, maître d'un four à verre, en Hainaut, Thiry le voirier et W<sup>e</sup> van der Heyden, voirier, cités en 1562 ; Jehan le voilhier, Piron le voirir (celui-ci, sans doute, simple vitrier, car l'acte du 7 janvier 1568, où il figure, renferme une livraison de plomb pour verrière) ; Thiry Lomont, le jeune, verrier, Antoine Wipartz, verrier, 1568-69 ; Piron le voirier, 1572 ; Quentin le verrier, 1577 ; Jehan le voirier, 1603, etc., etc.

*Conseil privé et dépêches*, K. XXIII, f<sup>o</sup> 227 ; *Dossier A*, 54/263 *Paroffes*, 2, 7 janvier 1568 ; *Œuvres*, 1568-69, pp. 260 à 320 ; *Saisies*, 1572 ; *Embrerures*, 1577-80, p. 87 ; *Capitation de St-Martin en Ile*.

(3) Registre appartenant à la cité de Liège (Proclamations des bourgeois), p. 17. *Aux Archives de l'État, à Liège*.

(4) *Embrerures*, 1575-76, p. 255. Il habitait Vinàve-d'Ile, paroisse de St-Adalbert.

fait relief du métier des orfèvres, j'hésite à croire que cet Antoine Buisson ait la moindre relation avec le Antoine Buzzone de 1626.

Un autre Antoine de Buisson apparaît à Liège vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Époux d'Anne Oger, il en eut plusieurs enfants baptisés de 1691 à 1698. Quoiqu'il habitât le faubourg de St<sup>e</sup>-Vérone, paroisse des verriers, je n'ai pas trouvé la moindre trace de lui dans les actes concernant la verrerie.

Je conclus, par conséquent, à la présence simultanée à Liège, de deux familles Buzzone ou de Buisson, où le prénom d'Antoine était usuel. Mais rien n'indique que les uns descendaient des autres.

Ce n'est pas le seul exemple de confusion produit par la double homonymie (de nom et de prénom) existant parfois entre personnes contemporaines. Vous-même vous avez signalé deux Denis Nizet distincts, et je puis en ajouter un troisième, vivant au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est chez ce dernier qu'a travaillé le prétendu verrier champenois René Joltrin (1) que, dans ma 3<sup>e</sup> *Lettre*, j'ai rétabli en sa profession de simple vitrier, façonnant des verrières encadrées de plomb.

J'aurai à reparler de plusieurs Guillaume Castellan, et, enfin, je vous rappelle que lorsque vous m'avez demandé de reconnaître l'individualité de Gérard Heyne, beau-père de Marius, et indiqué alors comme l'un des rénovateurs de la verrerie liégeoise, j'avais trouvé au moins cinq personnages de ce nom et de ce prénom. Aujourd'hui, je serai plus précis en vous révélant que le beau-père de Marius avait épousé Agnès Werteau, comme il résulte d'un acte notarié du 23 juin 1626 (2).

(1) Protocole Rolloux, 25 février 1642. La maison de ce troisième Denis Nizet était rue de la Rose.

(2) Protocole Rolloux.

*Campominoso* (Barthélemy) était le gendre de Philippe Gridolfi, le directeur de la verrerie d'Anvers. Vous le signalez à Liège en 1620, où il obtint le droit de bourgeoisie en se faisant inscrire dans un des bons métiers, et où il eut un enfant, au baptême duquel assiste Gridolfi.

D'où vous vous êtes demandé si, en s'installant à Liège, son but n'était pas de réunir les débris épars de l'ancienne verrerie et d'en organiser la reprise.

Je doute, toutefois, qu'il en ait été ainsi. D'abord, la verrerie de cristal, comme je l'ai montré, a été reprise non seulement avant 1626, mais même avant 1620, et l'idée, qui avait pris corps déjà lors de l'arrivée de *Campominoso*, lui resta apparemment étrangère.

Puis, il ne se fit pas inscrire dans le métier des orfèvres — où se firent admettre, en 1626, à propos de l'art du verre, Louis Marius et Gérard Heyne — et non plus dans celui des flockeniers, qui avait avec la verrerie une affinité quelconque dont j'ai parlé dans ma 3<sup>e</sup> *Lettre*.

*Campominoso* releva le métier des pêcheurs. Quoique qualifié de « magnifique seigneur » dans les proclamations bourgeoises (1), il n'avait pas une situation très opulente. Un acte du 2 décembre 1627 (2) constate qu'il avait contracté des dettes à Liège, en 1622, vis-à-vis d'un marchand d'Anvers. Ce dernier argument est significatif.

*Castellano*. Vous avez posé la question de savoir si Guillaume Castellano, père de Jean, de la deuxième période, n'avait pas été à Liège pendant la première (1569 à 1607).

La réponse doit être négative. Il y a eu à Liège au moins deux Guillaume Castellan, ayant épousé Péronne

(1) *Recès de la Cité*, 1619-23, p. 131. *Aux Archives de l'État à Liège*.

(2) Protocole Etten.

N. (dont enfants en 1612), Matthée de Jardin (id. en 1626), Friskenne Frippel (id. 1625 à 1634).

Ces Castellan, alliés des orfèvres Zutman, habitaient la maison des Trois Naveaux, paroisse St-Jean-Baptiste (1). L'un d'eux vivait encore en 1646 et est bien distinct parlant des deux Guillaume Castellano d'Altare, le père et le fils de Jean. Ce dernier fut baptisé en la dite année 1645.

*Ferro.* Je suis d'accord avec vous en ce qui concerne Claude de Ferre, de Louvain, inscrit dans un acte de baptême du 14 décembre 1586 — paroisse Ste-Vérone — et que vous supposez appartenir à la population des verriers.

Ce Claude de Ferre devait être, selon vous, un Ferro, si les Ferry de Genappe etc., aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, étaient bien des verriers italiens; ce que j'admets volontiers.

En effet, Thierry de Borchgrave enterré à Louvain, en l'église Saint-Michel, était fils d'une Élisabeth de Ferry (2), et d'autres membres de cette famille allèrent même s'établir à St-Trond (3). Mais la présence d'un de ces Ferry à Liège, à l'occasion d'un baptême, n'implique, par elle-même, aucune relation avec la verrerie, ce d'autant plus que l'acte ne porte aucun nom d'italien ou de verrier.

Cependant, vous avez parfaitement raison de rattacher ce Claude de Ferre aux Ferry, du Brabant wallon, verriers. Mon savant collègue de Louvain, Mr Ed. van Even, m'écrit : « Claude de Ferry, fils d'Edmond et de Françoise Hannart, demeura à Louvain dès 1564 et il mourut le 6 avril 1621. Il était seigneur de Moriensart ». Or, cette

(1) Protocole Sauveur, 1645. pp. 16, 17, 21, 39.

(2) DE STEIN D'ALTENSTEIN, *Annuaire*, vol. X, p. 74.

(3) DE HERCKENRODE. *Tombes de la Hesbaye*.

seigneurie était située au village de Ceroux, près de Wavre, où vous avez montré les verriers de Ferry (1).

*Florentinus* — de Florence d'après vous — pourrait indiquer la nationalité de certains verriers. Vous citez à ce sujet : Servais Florentinus. C'est à tort. Celui-ci était un fonctionnaire judiciaire à Liège. Nommé échevin, il dut soutenir, en 1584, devant la cour de Wetzlar (2) une contestation sur sa compatibilité au point de vue de sa parenté avec d'autres membres de la Cour des Échevins. Il était donc « né et nationné liégeois ». Aussi je soupçonne fort le *schevin Florentinus*, d'un acte baptismal du 7 mars 1596, d'être tout bonnement cet *échevin Florentinus*, plutôt qu'un *Schiavone italien*. J'ai, il est vrai, renseigné dans ma 2<sup>e</sup> Lettre un verrier de ce nom ; mais il n'était pas de Florence ; c'était un muraniste.

*Francisci*. Il s'agit de retrouver le Nicolas Francisci de 1569, établi en la paroisse de St-Nicolas (Outre-Meuse). Ici, l'abondance des renseignements nuit et rend les recherches difficiles.

Nous rencontrons des Francisci, tant dans la paroisse de St-Pholien que dans celle de St-Nicolas (Outre-Meuse), paroisses habitées par des verriers. En outre, dans les registres baptismaux de N.-D.-aux-Fonts figurent trois actes portant le nom de Nicolas Francisci, de la paroisse de St-Nicolas susdite, à savoir aux 19 janvier 1605, 17 janvier 1616 et 3 octobre 1623. Depuis, par contre, on le voit apparaître en d'autres paroisses, notamment à Ste-Marguerite (3).

(1) *Bull. des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, t. XXVI, p. 313. TARLIER et WAUTERS, *Canton de Wavre*, pp. 35 et 131.

(2) Farde, n° 1373.

(3) N.-D.-aux-Fonts, baptêmes des 30 mars 1638, 26 octobre 1643 et 30 juillet 1644.



Rien, vous le voyez, à conclure de là, sinon de simples possibilités.

Les Francisci d'Outre-Meuse sont-ils parents du verrier de 1569? De ces Francisci, les uns sont allés s'établir à Ste-Vérone, où on en retrouve quelques-uns avec le prénom de Nicolas, et d'autres ailleurs, ayant abandonné la profession de verrier.

Au surplus, d'après ce que j'ai dit plus haut, rien ne prouve que le Nicolas Francisci de 1569 soit resté à Liège en concurrence avec les Casseleri, les Centurini, cités ci-dessus.

*Mantoue.* Vous avez rassemblé des renseignements multiples sur les membres de la famille de Gonzague, ducs de Nevers et de Mantoue, qui ont apparu à Liège.

Ils visitent Liège, Spa; on leur fait des dons de vin d'honneur; on réclame à Paris la protection de leur ambassadeur; une princesse de Gonzague est même, en personne, marraine à N.-D.-aux-Fonts...

Assurément, cette accumulation de détails est ingénieuse; mais je cherche en vain une relation de ces faits avec l'industrie de la verrerie. Aucun nom se rattachant à l'art de verrier n'est cité à côté de ceux de ces princes.

Mieux que cela, je trouve plutôt l'intervention des Gonzague, à Liège, comme défavorable à la verrerie liégeoise.

Ils étaient souverains de Rethel — en Champagne — apanage du duché de Nevers, et, à ce titre, on voit dans les recès de la cité, sous la date du 26 novembre 1620, un mandement du duc de Nevers faisant savoir qu'un franc marché aux chevaux se tiendra chaque année à Charleville dans leur domination. Or, c'est précisément à Charleville qu'était établi, à la même époque, le verrier Siberale, le concurrent redoutable dont se plaignait Guy Libon. Si le duc de Nevers a eu à s'intéresser pour



quelque chose dans la verrerie, ce doit avoir été en faveur de son sujet, le verrier champenois.

*Monferrat.* La qualification de Monferrant ou Monferrat, ajoutée aux noms Abraham et Jehenne, vous a fait croire à une origine altariste de ces individus, Altare faisant partie du marquisat de Monferrat. Erreur.

Jehenne de Montferrand, car c'est ainsi qu'on écrivait son nom, était femme de Léonard de Kettenis, personnage important du Comté de Looz, et elle figure en plusieurs actes du notaire Millemans.

*Ponta.* « Octave del Ponte, italien » inscrit dans un acte baptismal de 1601 pour la famille de Succa, ne serait-il pas un verrier Ponta déjà à Liège pendant la première période ?

A cette question, je réponds :

L'origine des de Succa est connue. Elle ne se rattache pas à l'industrie verrière. En 1586, ils faisaient relief, à Liège, du métier des « harengiers et fruitiers » (1). Un Savonetti, il est vrai, épousa une de Succa, mais seulement au XVII<sup>e</sup> siècle.

D'ailleurs, Octave del Ponte n'assista pas au baptême de 1601, il y fut représenté comme parrain. Ce qui semble prouver qu'il n'habitait pas Liège.

*Santino.* Un Jean de Santin a été trouvé par vous témoin à un acte de mariage du 10 juillet 1614 (2). Vérification faite de cet acte, j'ai constaté une erreur de lecture. Il s'agit d'un Jean de Lantin, dont la veuve, Catherine de Vaux, apparaît dans un registre de la Cour d'Avroy (3).

(1) Reg. aux proclamations de bourgeoisie, page 87. — *Aux Archives de l'État, à Liège.*

(2) Paroisse S<sup>t</sup>-Adalbert.

(3) 1622-1628.

Il y eut, du reste, un Jean de Lanthin prélocuteur à la Cour de Liège (1).

*Saroldo.* Vous avez reconnu vous-même qu'un acte baptismal de Ste-Vérone du 8 avril 1697, pouvait se lire plutôt Anne Saroleo que Saroldo. Saroléo, nom liégeois porté par la famille de Cheratte, a pu être aisément altéré en Saroleo.

En supprimant chez vous, d'une part, Saroldo, la femme de Joseph Castellan, et d'autre, Anne Saroleo qui précède, je dois ajouter à la liste de nos verriers Marc-Aurèle Saroldo et Eugène Saroldi, travaillant pour les de Bonhomme, en 1664 et qui m'avaient échappé.

*Venise.* Deux mentions de cette ville sont faites par vous d'après des actes de N.-D.-aux-Fonts, savoir :

Élisabeth de Venise, 13 septembre 1588 ;

v Peterman a Borsege de Fenaux de Venise, 7 août 1615.

La première est exacte, mais j'en conteste la portée.

Il y avait à Liège nombre d'Italiens attirés par divers motifs et rien n'empêchait les Vénitiens de prendre pied chez nous. Je n'attache donc aucune importance à cette mention, pas plus qu'à celle d'*Italus* que porte, en deux actes, un Hubert ou Bernus. Rien ne dit qu'il ait été verrier.

Quant à votre seconde mention, l'ayant vérifiée dans l'original, ce que vous étiez tenté de lire : des *fourneaux* de verre de *Venise* devient : « Telerman a Lorege de Senaix de Venise ». Ce texte, dont je vous garantis l'exactitude matérielle, est encore peu clair. Peut-être s'agit-il ici de Stenay en Lorraine (Lotharingia). Passons outre.

Enfin, un dernier argument que vous m'avez livré vous-même, démontre qu'au moins une partie des verriers

(1) Notaire Pawea, 4 février 1664.

altaristes, de 1620 à 1625, arrivait directement d'Italie et n'avait rien de commun avec le premier essai de Nicolas Francisci et de ses successeurs.

La famille de Felino Pertica, qui, en 1626, obéissait aux injonctions des délégués des Consuls, avait été admise à Altare, à l'exercice de l'art, depuis l'extinction des fours de la première période en 1611, et Augustin delle Pertie (alias Pertia), payèrent en 1613 leur première redevance pour l'autorisation d'exercer l'art du verre, accordée à cette famille et à sa descendance.

En contestant l'existence des verriers italiens à Liège, à la suite de Nicolas Francisci, je renverse vos hypothèses sur la liaison de la verrerie de 1569 avec celle de 1626.

Malheureusement, je dois me borner ici aux quatre noms de verriers italiens : Francisci, Casseleri, de Chestea (?) et Centurini, sans pouvoir y ajouter aucun nom d'ouvriers, italiens comme eux.

Le fait d'une verrerie de « cristals » et « cristallins », établie à Liège, dès avant 1569, est indéniable. Que Nicolas Francisci et ses successeurs Casseleri et Centurini aient employé des ouvriers italiens, il faut l'admettre ; car cette verrerie a eu une assez grande durée. Nous en trouvons la preuve dans la saisie des verres liégeois, faite à Anvers en 1571 ; la recommandation d'Ernest de Bavière, en 1592, et dans l'affirmation de Gridolfi en 1607. Les verriers de Liège, disait-il, imitaient si bien les verres originaux de Venise, qu'à peine les maîtres auraient pu juger de la différence (1).

Je tiens à mentionner ici, en terminant, les noms de : *J. Georges Byanck*, qualifié d'Italien avec son fils Georges, qu'on trouve renseigné à Liège dans un acte scabinal du

(1) Houdoy, p. 45.

11 août 1579 (1). La profession n'y est pas indiquée, il est vrai, mais Altare ayant ses Bianchi, je crois, avec vous, « qu'il n'est pas inutile de relever cette première trace, à Liège, des Altaristes, qui y sont connus jusqu'à présent à partir de 1618 seulement » (2);

*Paolo Mazzolao* qu'on rencontre à Liège en 1655 (3). Il quitta, écrivez-vous, Venise vers 1645 pour Londres, alla s'établir de là en Flandre (Pays-Bas, y compris le pays de Liège) et enfin, en France (4).

*Marco Cogleone*. Celui-ci, d'après M. Angelo Santi, ne serait pas Vénitien et viendrait non de Murano mais de Mirano (5).

Dans les mentions que j'ai découvertes (6) des deux privilèges qu'il obtint à l'effet de fabriquer à Liège des verres de cristal, etc., sous les dates respectives des 23 mai 1606 et 12 mars 1608, Marco Cogleone est qualifié simplement d'italien.

Après tout ceci, et ayant épuisé, avec une ténacité opiniâtre, toutes les sources si nombreuses et si variées que renferment nos diverses archives, il ne me reste qu'à prendre acte de leurs regrettables lacunes, notamment de celles du Conseil Privé, de la Chambre des Finances et de la Cité.

A elles seules, appartenait, selon moi, le dernier mot de la première période historique de la verrerie artistique liégeoise.

(1) Greffe Bernimolin, œuvres.

(2) *Bulletin des Comm. roy. d'art et d'archéol.*, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> liv année 1890, pp. 100-101.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*.

(6) Protocoles du Conseil privé.

Les quelques détails que j'ai pu en recueillir, à bâtons rompus, l'espace de treize ans, aux archives de Liège et de Bruxelles, resteront toutefois des jalons absolument certains.

J'ai l'honneur, etc.

D<sup>e</sup> VAN DE CASTEELE.

Liège, décembre 1890.









LE

# CHATEAU DE LA ROCLETTE

ET SES SEIGNEURS.

---

Le château de la Rochette, situé dans un des plus beaux sites de la vallée de la Vesdre, sur la rive droite de cette rivière, entre Chaudfontaine et Prayon, et sur le territoire de la première de ces deux communes, est bâti au sommet d'une roche, ce qui nous dispense de rechercher l'étymologie de son nom. Sa construction du siècle dernier se compose d'un vaste bâtiment, flanqué de deux ailes en saillie du côté du couchant et dont la façade principale est surmontée d'un fronton.

Le rocher sur lequel il s'élève, escarpé et à nu au levant, est revêtu de maçonnerie au midi, où il est côtoyé par la route de la Vesdre ; vers le couchant, une pente douce mène au parc ; enfin, vers le nord, se trouvent les dépendances. Un chemin carrossable relie la terrasse du château à la route de Romsée, en passant sous la voûte d'une porte de style ogival construite depuis quelques années seulement.

Primitivement, et peut-être encore à l'époque où ce château appartenait à la famille de la Roche ou *delle Roche*, à laquelle il donna son nom, il ne se composait sans doute que d'un donjon, avec quelques dépendances ; mais, au XVI<sup>e</sup> et au XVII<sup>e</sup> siècles, ses propriétaires augmentèrent considérablement les constructions, au point d'en faire une forteresse d'une certaine importance.

L'énorme bloc de grès qui servait de base à l'édifice était alors complètement isolé ; il ne devait y avoir d'accès que vers le nord-est, par un pont-levis. La situation au point de vue stratégique, était certes bien choisie, surtout si nous nous reportons aux premiers temps de la féodalité. Au siècle dernier, le sommet de cette roche fut en partie nivelé pour donner à la nouvelle demeure seigneuriale plus d'espace, et il est à supposer que les déblais provenant de ce nivellement servirent à combler le vide qui se trouvait au couchant et à former ainsi l'avenue en pente douce dont nous parlions plus haut.

Jusqu'au quinzième siècle inclusivement, le château porta le nom de « *delle Roche* » ; ce n'est qu'à partir du seizième que nous voyons apparaître la dénomination de « *la Rochette* ».

Dans le château actuel on retrouve une partie des anciennes constructions ; le donjon, entre autres, est très reconnaissable : il forme la partie du bâtiment principal vers la Vesdre, à laquelle est accolée l'une des deux ailes. Les murailles de ce vieux souvenir du moyen-âge mesurent deux mètres d'épaisseur au rez-de-chaussée. On retrouve au grenier, vers l'ouest, l'embrasement d'une fenêtre transformée en porte : cette ouverture n'a jamais été garnie de chassis, les vitres étaient fixées dans une rainure de la pierre ; à cette hauteur, ces murailles mesurent encore plus d'un mètre d'épaisseur. C'est, certainement, le plus ancien vestige du château primitif.

Quoi qu'en disent Boyv (1) et Del Vaux (2), le château de la Rochette ne fut jamais une forteresse d'État ; si sa situation a pu lui donner quelque importance au moyen-âge, à partir du jour où l'usage de la poudre à canon fut devenu général, l'escarpement de la roche sur laquelle il était bâti pouvait tout au plus le mettre à l'abri d'un coup de main.

Jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle, il fut habité par ses seigneurs ; mais depuis cette époque, les vieilles constructions, avec leur aspect guerrier et rustique, ne répondant plus aux besoins de confort et de luxe de ses propriétaires, furent entièrement délaissées par eux et affectées au logement d'un intendant.

Pendant quelque temps même, un de ses seigneurs, sans respect pour l'âge et la noblesse de ce vieux manoir, s'associa avec son receveur pour y ériger une verrerie, qui couvrit de ses fumées les toits surmontés encore de la girouette à l'aigle impériale, monument de la sauve-garde d'un empereur, comme nous le verrons plus loin.

L'industrie verrière, bien que en grand honneur à cette époque, devait enlever au vieux castel son caractère, en le ravalant au rang des usines de la vallée.

Quelques années après, le comte d'Arberg vint habiter la Rochette et fit transformer le château-fort en château de plaisance ; depuis lors, sa destinée n'a plus changé (3).

(1) *Promenades historiques*, tome II, page 14.

(2) *Dictionnaire géographique de la province de Liège*, tome I, page 90.

(3) N. PONSART, dans son ouvrage intitulé : *Vues pittoresques de la nouvelle route de Liège à Aix-la-Chapelle et Spa par Chaudfontaine*, publié en 1829, mentionne une vieille construction située entre Chaudfontaine et la Rochette, comme étant l'ancien château de la Rochette. — Cette construction, qui a été depuis agrandie et réparée et porte encore actuellement le nom de « la vieille ferme »,

Jadis, la Vesdre arrivait presque au pied du château, où elle formait un coude et un gouffre appelé le « bouillon ». Lors de l'établissement du chemin de fer, son lit fut rectifié tel que nous le voyons actuellement.

La rivière formait alors la grande voie de communication entre la Rochette et les autres localités, tant en amont qu'en aval. Il existait bien un chemin qui serpentait au milieu des prés et des marécages, mais les méandres de la Vesdre resserrée entre deux montagnes, l'obligeaient à se trouver tantôt à droite, tantôt à gauche de son lit (1). On devait passer la rivière à gué ou en barque : parfois même, le chemin grimpait dans la côte, pour éviter un passage dangereux, et redescendait plus loin dans la vallée, fatiguant le voyageur par ses détours, que compensaient cependant, dans une certaine mesure, les horizons toujours nouveaux qui se déroulaient à ses yeux.

Si nous nous reportons au temps où la Vesdre claire et limpide était navigable, où ses bords verdoyants

n'a pu faire naître chez l'auteur de cet ouvrage pareille supposition que parce qu'elle est perchée également sur un rocher qui s'avance dans la vallée, et qu'à l'époque où la nouvelle route de la Vesdre permit aux touristes d'admirer facilement les beautés des sites qu'elle parcourt, cette construction avait, à en juger par le dessin qu'il en donne, un cachet d'antiquité et un caractère tout-à-fait pittoresque.

Voici ce qu'il dit : « L'ancien château de la Rochette, bâti près du passage d'eau et qui ne représente plus que l'aspect d'une masure en ruines, est la demeure d'une vieille femme et de ses chèvres : bizarre et triste changement ! »

Inutile d'ajouter que cette allégation est absolument dénuée de fondement. L'ouvrage en question donne une vue du château actuel, tel qu'il existait en 1829; cette gravure, quoique toute moderne, n'est pas sans intérêt.

(1) La route de Chaudfontaine à Verviers a été commencée en 1824 et terminée en 1827. (BOVY, *Promenades historiques*, tome II, page 14.)

ne connaissaient pas encore la fumée des usines, nous pourrions, sans crainte d'être démenti, dire que cette vallée comptait parmi les plus belles et les plus pittoresques. Mais, depuis lors, quels changements ! Les Fagnes, cette vaste éponge qui peu à peu laissait couler l'eau qu'elle avait absorbée en hiver, et alimentait ainsi d'un courant à peu près égal les affluents de la Vesdre ; les Fagnes furent drainées en grande partie. De grands fossés desséchèrent des étendues immenses et permirent ainsi d'utiliser, en plantations, des milliers d'hectares absolument perdus auparavant.

Il en résulta qu'à la fonte des neiges, les affluents de la Vesdre se changèrent en torrents qui venaient grossir outre mesure la rivière, la forcer à sortir de son lit et à ravager les campagnes environnantes ; tandis qu'en été, ils n'avaient plus qu'un filet d'eau à lui donner.

Ajoutons l'industrie verviétoise, toujours croissante, avec ses milliers de chevaux-vapeur, absorbant sur tout le parcours de la Vesdre l'eau qu'elle change en fumée ; les lavoirs de laine et les teintureries, autres consommateurs, rendant au lit de la rivière une partie de cette eau malheureusement changée en boue liquide, et qui sur un parcours de quatre à cinq lieues, en infecte les rives.

Le barrage de la Gileppe construit pour mettre l'industrie verviétoise à l'abri de la sécheresse, ne modifie en rien la pureté de la Vesdre, en aval de Verviers ; loin de là, nous la voyons chaque année tendre de plus en plus à changer son nom de rivière en celui d'égout.

On ne peut s'empêcher de regretter l'onde claire et limpide, poissonneuse et navigable, que nos pères ont connue. Tout cela n'est plus, et ne sera jamais plus qu'un souvenir !

Nous n'avons trouvé aucune gravure, aucune description convenable, qui puisse donner une idée exacte des

constructions antérieures à celles du château actuel de la Rocheffe.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, il se composait entre autres bâtiments, du donjon, construction primitive placée à l'ouest du rocher vers la rivière : de la tour dite de Brabant, qui servait de corps de garde et se trouvait près de l'entrée du château ; du corps de logis occupé par les seigneurs, dont une partie, qui venait d'être construite, conserva le nom de « neubeaume », de l'allemand « neue bauen », et avait une porte surmontée des armoiries de Ruyschenbergh et de Plettenberg, avec la date 1616 ; de la chapelle, des écuries et autres dépendances, y compris un cachot dans lequel se trouvaient « seps de bois, chaisnes et ferrailles, et aussy aultres instruments servant pour donner la torture et gehenne aux malfaiteurs ». Indépendamment de l'entrée principale du château, il existait encore une petite porte donnant communication avec la basse-cour.

En dessous du rocher, d'un côté de la porte d'entrée, on voyait le moulin banal, dont la roue était mise en mouvement par l'eau du ruisseau descendant de Géloury, et, de l'autre côté, se trouvaient « la brassine » et les bâtiments de la ferme dite « d'embas », dont les murailles baignaient dans l'eau de deux étangs étagés, destinés non-seulement à activer le moulin en cas de sécheresse et à fournir une abondante provision de truites aux seigneurs, mais encore à isoler le château de ce côté le plus accessible. Ces étangs furent desséchés vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, par le sieur Lambotte, alors receveur du comte d'Arberg, pour en faire un jardin et une prairie à son usage.

Un passage d'eau existait à proximité du château (la maison du passeur est encore debout), d'où un chemin se rendait dans la vallée de Géloury.

Au pied du rocher, où passent maintenant la route, la rivière et le chemin de fer, se trouvaient le jardin et une prairie, bornés par le coude que formait la Vesdre (1).

Il est difficile de préciser l'époque de la construction de la Rochette, mais, en rapprochant certains faits, il nous est permis de supposer que cette construction, si elle n'existait pas lors de la prise et de la destruction du château de Chèvremont, en 986, les a suivies de près.

La forteresse de Chèvremont, qui renfermait dans son enceinte un monastère fondé, dit-on, par Pépin d'Herstal, constituait une véritable seigneurie, comprenant une quantité de villages, qu'elle tenait de la générosité de différents souverains (2).

Or, en 972, l'empereur Othon, par acte daté de Pavie, fit donation du monastère, avec tous ses biens et dépendances, qu'il érigea en alleu, à l'église de Notre-Dame d'Aix-la-Chapelle; le chapitre de cette église devait en percevoir les revenus et en nommer le chef (3). Quatorze ans plus tard cette forteresse, que l'on croyait imprenable, fut détruite de fond en comble. Le monastère lui-même ne fut pas épargné.

Le chapitre de Notre-Dame d'Aix se trouvant donc en possession du domaine de Chèvremont, dut constituer un avoué pour veiller à ses intérêts, et comme au XIII<sup>e</sup> siècle cet avoué était Franck delle Roche, seigneur de la Rochette,

(1) L'usine qui se trouve en face du château, n'existait pas alors; les premières constructions de cet établissement furent érigées en 1700.

(2) Voir l'ouvrage intitulé : *Notre-Dame de Chèvremont*, par M. Joseph DEMARTEAU.

(3) *Monumenta Germaniæ historica. Diplomata*, t. 1, p. 569. — MIRÆUS et FOPPENS, *Opera dipl.*, t. 1, p. 506. — QUIX, *Codex diplom. Aquensis*, t. 1, p. 11. — *Jura sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, etc.

et que cette charge était héréditaire dans sa famille, on peut supposer qu'il n'en fut pas le premier titulaire. Le chapitre de Notre-Dame n'aurait pas attendu jusqu'à cette époque pour remettre en mains fermes le soin de faire respecter ses intérêts et ses droits seigneuriaux.

Il est vrai que l'avouerie a pu être l'apanage d'une autre famille avant le XIII<sup>e</sup> siècle, mais il est aussi permis de supposer le contraire et, dans ce cas, l'hypothèse de l'existence du château de la Rochette lors de la donation de l'empereur Othon, ne serait pas trop hasardée.

Le domaine de Chèvremont prit la dénomination de « vouerie de Notre-Dame » ou « vouerie de Fléron », du village qui fut le chef-lieu de sa juridiction.

---



## SITUATION POLITIQUE.

La seigneurie de la Rochette était un fief dépendant et relevant du comté de Dalhem. Elle ne comprenait , outre le château et ses dépendances , que cent et vingt-quatre bonniers , sans village ni hameau , et sans juridiction , comme nous le verrons plus loin.

Les seigneurs de la Rochette acquirent surtout une certaine importance par la charge d'avoué de Fléron, dont ils furent investis depuis les temps les plus reculés. Ils y joignirent , par succession de Frédéric de Withem au XV<sup>e</sup> siècle , celle de maréchal héréditaire du duché de Limbourg, qui restera en possession de ses héritiers et des différentes familles qui se succéderont à la Rochette, jusqu'à la Révolution française.

La Rochette formait avec l'avouerie de Fléron une enclave dans le pays de Liège. Elle relevait des comtes de Dalhem ; mais en 1243 , le comte Thierry de Hostade , ayant vendu au duc de Brabant le château de Dalhem qu'il tenait de lui en fief et lui ayant également transporté les biens appartenant au dit château et mouvants du duc de

Limbourg (1), la seigneurie de la Rochette releva des ducs de Brabant comme comtes de Dalhem.

Après l'extinction des ducs de Brabant, leurs différentes principautés et seigneuries passèrent aux ducs de Bourgogne dont la dernière héritière, fille de Charles-le-Téméraire, transmit, par son mariage avec Maximilien d'Autriche, à la maison de Habsbourg la plus grande partie des vastes provinces que la maison de Bourgogne avait réunies sous son sceptre. Après l'abdication de Charles-Quint, les Pays-Bas devinrent l'héritage de Philippe II, roi d'Espagne; mais Philippe IV, son petit fils, ayant fait la guerre aux États-Généraux de Hollande, dut abandonner à ces derniers une notable partie du pays d'Outre-Meuse.

Le traité de Munster, qui avait mis fin en 1648 aux hostilités entre les Espagnols et les Hollandais, assignait à chacun des belligérants les localités qui étaient en ce moment occupées par leurs troupes (2). Or, le comté de Dalhem se trouvait précisément divisé: une partie avec la ville et le château était aux mains des Hollandais, tandis que l'autre partie restait au pouvoir des Espagnols; mais le territoire de la Rochette, tout-à-fait en dehors du comté et isolé dans le pays de Liège n'avait pas été occupé et il n'en avait pas été question lors du traité de paix.

En 1661 (3) un partage avait été conclu entre les deux pays, donnant Dalhem et quelques villages à la Hollande;

(1) BUTKENS. *Trophées du Brabant*, tome I, p. 231.

(2) *Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas autrichiens*, par le comte DE NENY. Neuchâtel, 1784, page 83, article 3 du traité de Munster: « chacun demeurera saisi et jouira effectivement des pays, villes et terres qu'il tient et possède ».

(3) DE NENY, page 95. — L'article 3 du traité de Munster avait entraîné de grandes difficultés par rapport aux trois pays d'Outre-Meuse: Dalhem, Fanquemont et Rolduc, où les possessions n'étaient pas bien déterminées au temps de la conclusion de la paix.

Le différend qui s'était élevé à cet égard avait donné lieu de part

mais il ne fut encore fait aucune mention spéciale du château et de la terre de la Rochette. Il y était dit : « Les États-  
» Généraux auront, tiendront et posséderont éternellement  
» et héréditairement, pour eux et pour leurs successeurs,  
» en pleine et libre propriété, supériorité et souveraineté,  
» la ville et château de Daelhem ; de plus, les bans et seigneuries et villages de Trembleur, Olne, Bombaye,  
» Feneur, Cadier et Oost, avec tous leurs hamceaux, ressorts,  
» juridictions, droits, fiefs, vasselages, aides, domaines et  
» autres régales et revenus y appartenans, de quelle nature  
» ils puissent être et quel nom qu'ils pourront avoir,  
» comme aussi toutes leurs appendances et dépendances,  
» y compris spécialement *tous les fiefs étrangers consistants*  
» *en seigneuries, villages, censes et autres biens dépendant*  
» *dudit château.* »

Les États-Généraux, se basant sur la lettre du traité, s'arrogèrent la souveraineté du fief de la Rochette, dont le relief par chaque seigneur devait s'effectuer à la Cour féodale de Dalhem.

Ces prétentions amenèrent de si grandes difficultés que les États de Liège, qui avaient acheté en 1626 la terre de Fléron, cédèrent en 1671 la seigneurie de Lith aux États-

et d'autre à des violences et à des voies de fait continuelles, parce que chacune des deux puissances cherchait à s'étendre et à fortifier ses prétentions, en multipliant les actes de possession.

Enfin, par une convention des 25 février et 27 mars 1658, l'ambassadeur du roi à La Haye convint avec les États Généraux que les trois pays d'Outre-Meuse seraient partagés par moitié entre les deux puissances et qu'il serait procédé incessamment au partage effectif.

Par une seconde convention du 13 décembre 1659, on arrêta quelques autres arrangements provisionnels tendant à faciliter le partage, lequel fut enfin conclu et signé par trois différentes conventions, à La Haye, le 26 décembre 1661.

Généraux, en échange des droits que ceux-ci avaient ou pouvaient avoir sur la Rochette.

Dans la suite, le comte d'Arberg, seigneur de cette ierre, refusa de reconnaître la souveraineté des princes-évêques, et le gouvernement des Pays-Bas, informé, protesta également contre la validité de cet échange, revendiquant des droits qu'il prétendait n'avoir jamais aliénés.

Ce ne fut qu'en 1781 que cette affaire fut définitivement vidée, et que la souveraineté de la Rochette fut reconnue, par le gouvernement des Pays-Bas, comme appartenant au Pays de Liège.

Les seigneurs de la Rochette, alternativement feudataires de ces différents pays, continuèrent à faire relief ou hommage à la Cour féodale de Dalhem, chef-lieu du comté, qui conserva, jusqu'à la Révolution française, une certaine autonomie.

Nous trouvons, dans une estimation faite en 1688, que la seigneurie de la Rochette « relève en plein fief des ducs » de Brabant ou comtes de Dalhem, avec 120 bonniers de » bois et 4 bonniers de prés ; que le bien a été estimé, » selon de vieux records exhibés en justice, à 1,700 bon- » niers ; mais que, selon toute apparence, dans cette esti- » mation doivent être comprises les communes et terres » qui doivent rentes foncières à la Rochette : que la pro- » priété en elle-même ne contient que 4 à 500 bonniers » d'héritage (1).

De ces 4 à 500 bonniers, 124 représentaient donc le fief de Dalhem et le surplus se trouvait sur les territoires de l'avouerie de Fléron et du Pays de Liège.

---

(1) *Archives de l'État à Liège.* — La Rochette, vol. B, n° 7.

## JURIDICTION.

Le château de la Rochette et les 124 bonniers qui en dépendaient, étaient soumis en matière féodale à la juridiction de la Cour féodale du comté de Dalhem. Nous en citerons, pour preuve, une sentence du Conseil souverain de Brabant, en date du 5 septembre 1531, renvoyant par-devant la Cour de Dalhem le comte de la Marck, qui s'était emparé du château, et Renier de Gulpen qui en réclamait la restitution.

Quant à la juridiction ordinaire, tant du château et du domaine faisant partie du fief de Dalhem, que des autres biens se trouvant sur le territoire de l'avouerie, elle appartenait à la Cour de Fléron (1) ; les dépendances qui

(1) C'est à cette Cour que s'adressa le seigneur de la Rochette pour demander une enquête sur un vol commis dans son domaine, (acte du 3 mai 1487), et, le 17 juin 1490, relativement aux pâturages sur les biens dépendant du château. — La Cour de Fléron acta également, le 26 octobre et le 8 novembre 1525, une enquête qu'elle fit au château. — Le 12 mai 1572, à la requête de Guillaume de Ruyschenbergh, les échevins de Fléron se rendent à la Rochette pour interroger un certain Gielet Johan Gathi, emprisonné au château.

Admission par la Cour de Fléron et serment devant cette Cour

se trouvaient sur le territoire de Liège étaient seules du ressort de la Cour de Jupille.

Les échevins d'Aix-la-Chapelle jugeaient en appel des sentences rendues par la Cour de Fléron, et ceux de Liège, des décisions de la Cour de Jupille.

Le seigneur de la Rochette n'était pas haut justicier, il n'avait que des cours foncières de « maswirs » ou de tenants, l'une à Fléron pour les biens situés sur le territoire de l'avouerie, l'autre à Forêt pour ceux situés sur le Pays de Liège (1) La Cour de Forêt fut, dans la suite, remplacée par celle de Jupille (2), dont elle relevait d'ailleurs.

Cette organisation judiciaire persista jusqu'à la réunion du pays à la France, réunion qui fit disparaître toutes les anciennes juridictions et fondit le territoire qui nous occupe dans le département de l'Ourthè.

des gardes-forestiers pour les seigneurs de la Rochette, le 17 novembre 1561 et 9 février 1598.

Nous citerons encore les records de cette Cour des 30 juillet, 30 septembre 1523 et 3 mai 1535.

Voir également le discours prononcé par M. RAIKEM, procureur-général, à l'audience de rentrée de la Cour d'appel de Liège, le 15 octobre 1860.

(1) Le 26 décembre 1439, la Cour-jurée de Forêt reçoit le transport fait au curé de Forêt, comme chapelain de la Rochette, de 7 muids d'épeautre de rente sur la Haute-Brouck, et 5 1/2 muids sur la Basse-Brouck. A cette même Cour furent faits les reliefs des biens de la Haute et de la Basse-Brouck, le dimanche après les Rois 1439, les 27 et 30 juin 1498.

(2) La Cour de Jupille reçut, le 1<sup>er</sup> février 1524, le relief de la Basse-Brouck et, le 14 avril 1565, celui de la Haute-Brouck.

---

## L'AVOUERIE DE FLÉRON.

Nous avons dit que les seigneurs de la Rochette étaient avoués héréditaires de Fléron ; à ce titre, ils devaient faire relief dans la collégiale de Notre-Dame d'Aix-la-Chapelle, et prêter serment au chapitre de veiller à la conservation de tous ses droits et privilèges, ainsi que de ceux de ses sujets, et de les défendre contre tout empiètement ou violence.

L'avoué renouvelait ce serment à Fléron, en présence de la Cour et des habitants ; ensuite les échevins le conduisaient en cérémonie à l'église, où avait lieu la remise de la cloche, symbole de la prise de possession de l'avouerie.

Nous trouvons dans un record que, lorsque Guillaume de Ruyschenbergh eut prêté serment comme avoué, « la » Cour se transporta sur le cimetière de l'église de Fléron, « où les clocks pendoyent, à cause que la thour d'icelle ditte » église estoit non parfaite, et illecque lui avons livré la » clock, et mis en possession de la ditte vouerie ».

En retour de la protection qu'il garantissait au pays, l'avoué y prélevait le tiers de toutes les amendes de justice ; les deux autres tiers appartenaient au chapitre de Notre-Dame. Il y percevait également certains impôts, corvées et chapons.

Les localités dépendantes de l'avouerie de Notre-Dame, comprenaient, suivant un vieux record dont nous respectons l'orthographe :

« Vaulx et Nessonvaulx soub Olne, Ayneux, Wégimont,  
» Troischaines, Ressonart, Retinne, quelques maisons  
» à Chaisnée, José, Vaulx soub Chevreumont, Romsée, la  
» l'Heure, Chamont et quelques maisons à Fléron (1).  
» Chacun maswiers (habitant) d'iceux villages, estant en  
» mariage, doit annuellement une pouille à payer au jour  
» de St-Etienne, landemain de Noël, soub pene et amende  
» de quinze blancs deniers de Coulogne, et deux cour-  
» wées soub même amende. — Les dittes courwées se  
» debvent faire la première au Noël et l'autre à la St-Jean.  
» Et les vefves, tant hommes que femmes, doivent la  
» moitié part, tant de la ditte pouille, que de ladicte  
» courwée ».

Ces redevances revenaient au seigneur de la Rochette, comme avoué héréditaire de Fléron ; l'amende de 15 deniers pour ceux qui ne s'acquittaient pas des dites redevances en temps utile, est mentionnée dans un jugement de la justice de Fléron en date du 17 octobre 1547.

La cour de justice de Fléron se composait d'un mayeur et de sept échevins ; elle avait mission, au nom du chapitre

(1) De Fléron, il n'y avait que l'église, la maison où se tenaient les plaids, et la moitié d'une maison adjacente à l'église, qui faisaient partie de l'avouerie ; le restant appartenait au Pays de Liège. — Sentence du 21 mai 1621.



d'Aix, d'exercer la juridiction tant au civil qu'au criminel (1).

Au civil, on pouvait appeler des décisions de cette cour, à celle des échevins d'Aix-la-Chapelle et de là, à la Chambre impériale de Wetzlar; mais au criminel, la justice de Fléron jugeait en dernier ressort et sans appel (2).

L'avoué était chargé de l'exécution des jugements portés par la cour de Fléron, de faire incarcérer les prisonniers dans les cachots de l'avouerie, voire même de leur faire trancher la tête ou de les faire pendre au gibet qui se trouvait au sommet de la montagne de Chèvremont.

L'avoué jouissait du droit de chasse et de pêche sur tout le territoire de l'avouerie. Le droit de chasse fut aliéné faute d'usage au profit du souverain officier et mayeur de Fléron (3), après la mort de Jean de Ruyschenbergh. L'avoué avait le droit de convoquer les habitants de l'avouerie et les plaids, c'est-à-dire les réunions de la cour, qu'il présidait tenant en main la verge de justice.

Les plaids généraux avaient lieu trois fois par an, le lundi après la fête des trois Rois, le lundi de Pâques et le lundi après la St-Remy (4).

Les échevins de Fléron étaient choisis par le chapitre de Notre-Dame d'Aix, parmi les habitants des localités faisant partie de l'avouerie ou du pays de Liège. Ces échevins étaient nommés à vie, et devaient être agréés par l'avoué.

Cette dernière clause ne fut pas toujours respectée et

(1) *Record de la Cour de Fléron*, 9 novembre 1733.

(2) *Ibidem*, 10 décembre 1708.

(3) Cette charge se trouvait depuis longtemps en possession de la famille de Charneux, où elle était héréditaire en 1711; *Record de la Cour de Fléron*.

(4) *Record de la Cour de Fléron*.

devint l'origine d'un procès sans fin, entre Jean de Ruyschenbergh et ses suzerains, pendant lequel l'avouerie fut plongée dans la plus complète anarchie.

L'avoué, refusant de reconnaître les échevins nommés par le chapitre, s'opposait à ce qu'ils rendissent la justice. Il ne craignit pas, à différentes reprises, de cerner avec une troupe armée la maison affectée aux séances judiciaires, à Fléron, de s'emparer des échevins qui s'y trouvaient et de les emmener à la Rochette, où il les emprisonnait.

La cour de Fléron avait juridiction sur une partie de la Vesdre, comme nous le voyons par une attestation donnée le jour des Rois de l'an 1565, où plusieurs échevins et témoins très-âgés furent entendus, et affirmèrent que quarante ans environ auparavant, un bateau chargé de fer descendait la rivière, lorsqu'arrivé « en lieu dit Baserée, auprès d'elle roche a chodron » (entre Chaudfontaine et Vaux-sous-Chèvremont), ce bateau sombra, entraînant plusieurs personnes qui furent noyées. A cette occasion, le mayeur de Fléron, représentant le chapitre d'Aix, usant de son droit d'arrêt sur tout bateau coulé dans la Vesdre, transigea avec le propriétaire moyennant une certaine quantité de fer « duquel fer certaine traille attachée à leur maison à Fléron estoit faicte ».

Le 9 janvier 1542, la cour de Fléron ajourna aux prochains plaids certain Giolet de Chierff, de Chénée, à cause d'une digue qu'il avait construite dans la Vesdre pour la détourner de son cours ; le 6 mars suivant, elle rendit une sentence contre le même individu parce qu'il enlevait du gravier de la rivière pour le transporter à Liège.

Un record de la cour de Fléron, en date du 18 décembre 1536, atteste également la haute juridiction de cette Cour sur la Vesdre, mais ses limites ne sont pas indiquées.

Le gouvernement des Pays-Bas autrichiens prétendait que la rivière lui appartenait depuis Limbourg jusqu'à son embouchure dans l'Ourthe ; mais, selon toute apparence , ce point ne fut jamais établi (1).

L'avouerie relevait directement de l'Empire. Ses habitants comme ceux de la cité et ceux du bailliage de Jupille , jouissaient à Liège de la franchise de l'octroi appelé « le tourny » , mais en revanche , ils pouvaient être requis par le prince-évêque de Liège pour garder le pont d'Amercœur (2).

Nous avons cité plus haut, à propos des droits perçus par l'avoué, les localités qui se trouvaient comprises dans l'avouerie de Notre-Dame. Il n'est pas sans intérêt de connaître leur importance en l'année 1597 : José, près de Herve, avait 50 maisons ; Vaux-sous-Olné et Nessonvaux, chacune 25 ; Ayneux , 34 ; Vaux-sous-Chèvremont , 33 ; Romsée, 19 ; Marets ou Wégimont et Rissonsart, chacune

(1) NEXY, *Mémoires historiques et politiques des Pays-Bas Autrichiens*, Neuchâtel, 1784, page 277. — « On prétend que la souveraineté de cette rivière appartient à Sa Majesté, depuis Limbourg jusqu'à son embouchure dans l'Ourte, près de Liège, mais les Liégeois traversent très-souvent par des entreprises l'exercice de cette souveraineté.

« Ce sont là les principales contestations territoriales qui subsistent entre les Pays-Bas et le Pays de Liège ; toutes les fois qu'il s'en est élevé, les Liégeois ont demandé qu'elles fussent traitées dans des conférences, à la faveur desquelles ils obtenaient des surcéances qui, en arrêtant l'exercice des droits de souveraineté des Pays-Bas laissaient aux Liégeois la facilité d'accumuler et multiplier leurs entreprises. Telle a été constamment leur politique depuis plus de deux siècles. »

(2) HEMRICOURT, *Patron de la temporalité*. — « Nul citain de Liège ne doit tourny de quelconques choses qu'il vende on qu'il achate.... Cilz qui sont delle vouerie de Fléron, appartenante à Notre-Dame d'Aix, en sont quitz, parmi chu ils doyent wardeir le pont d'Amercourt, etc. »

12; Retinne, 7; Hotteux, 6; Foxhalle, Trois-Chênes et Chaumont, chacune 4; Beaudrihay, 2; Parfondvaulx, 1; quelques maisons à Fléron et à Chênée (maisons et huttes) (1).

Au XV<sup>e</sup> siècle, chaque bonnier qui n'était ni sief ni alleu et qui se trouvait dans une de ces localités, payait, le dimanche après la Saint-André, une certaine redevance au chapitre d'Aix. Cette redevance différait selon les localités (2).

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fléron*, page 47. — Cette énumération diffère quelque peu d'une autre faite en l'année 1616 et mentionnée à la page 52 du même ouvrage.

(2) Record du 14 juillet 1441, touchant les cens dus aux seigneurs, *Cour féodale de Fléron*.

## LE MARÉCHALAT HÉRÉDITAIRE DU LIMBOURG ET LE PONT DE CHÈNÉE.

Indépendamment de la charge d'avoué de Fléron, dont la possession par les seigneurs de la Rochette se perd dans la nuit des temps, ceux-ci devinrent, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, maréchaux héréditaires du duché de Limbourg. Quoiqu'on en ait dit, le maréchalat n'était nullement attaché à la possession de la seigneurie. De ce que cet office se perpétua à la Rochette, on ne doit pas en déduire que les possesseurs du château pouvaient seuls en être investis ; et cependant ceux-ci paraissaient le croire eux-mêmes, à en juger par une lettre du comte Albert d'Arberg aux commissaires des États du Limbourg, laquelle commence par ces mots : « Il vous est sans doute connu » que ma terre de la Rochette me donne le titre de maréchal héréditaire du duché de Limbourg, etc. »

Le fait que ce fief parvint aux sires de la Rochette par voie d'héritage, est une preuve suffisante que le maréchalat était tout-à-fait indépendant de la possession du château.

Frédéric, seigneur de Withem, Weiswiler, Machelen, Colonster, chevalier, drossard et chatelain du comté de

Dalhem, avait été investi de la charge de maréchal héréditaire du Limbourg, le 22 mars 1451, par lettres-patentes de Philippe de Bourgogne, et par suite du décès de Jean de Pallant dit Kersselys d'Eupen, son oncle. Cette investiture portait également sur une maison située dans la ville de Limbourg et qui était la résidence des maréchaux héréditaires du duché.

Après le sac de Liège par Charles-le-Téméraire en 1468, la seigneurie de la Rochette, qui était un fief de Dalhem et qui avait été possédée par des Liégeois, fut pendant plusieurs années tenue sous séquestre, et Frédéric de Withem, en qualité de drossart du comté de Dalhem, dont elle relevait, en eut la gérance et les profits, puisqu'il prêta le serment comme avoué de Fléron, le 9 février 1469.

Jean de Withem, seigneur d'Ische et écuyer de Louis de Bourbon, prince-évêque de Liège, ayant acquis, en 1478, la seigneurie des héritiers du dernier seigneur de la famille delle Roche, en fut investi par son frère Frédéric, agissant en qualité de châtelain de Dalhem et représentant le duc de Brabant. Ce ne fut qu'à la mort de Frédéric de Withem que la charge de maréchal héréditaire du Limbourg passa au seigneur de la Rochette, son héritier, et y resta jusqu'à la Révolution française, époque où elle fut abolie.

Au moyen-âge, la charge de maréchal du Limbourg, était l'apanage d'un grand feudataire du duché. Ce n'était pas un vain titre : celui qui en était décoré avait pour mission de conduire les troupes au combat ; il en était le chef suprême après le prince. Mais, dans la suite, quand cette charge devint le partage des sires de la Rochette, elle ne fut plus qu'une marque honorifique, que chaque nouveau seigneur s'empressait de relever dans la ville de Limbourg, par devant la Cour féodale du duché.

Le droit de *passage de la Vesdre*, ou en d'autres termes, le *Pont de Chênée*, était aussi un fief limbourgeois qui devint la propriété des sires de la Rochette à peu près en même temps que le maréchalat. Il était d'une origine toute différente du précédent, et n'avait avec lui aucun rapport, mais la circonstance que ces deux fiefs se trouvèrent réunis dans les mêmes mains et que, par conséquent, on les relevait en même temps, a pu faire naître l'idée qu'ils étaient inséparables.

Les seigneurs de la Rochette, propriétaires de ce droit de passage, l'affermèrent à un tiers moyennant une redevance annuelle et à charge par lui d'entretenir le pont en bon état. C'était là une source de revenus beaucoup plus fructueuse que le maréchalat.

Pour prouver l'indépendance réciproque des deux fiefs en question, il suffira de remonter à leurs possesseurs précédents. Avant que la charge de maréchal héréditaire du Limbourg fût possédée par Frédéric de Withem, elle appartenait à Jean de Pallant d'Eupen, seigneur de Crapoel et de Stockem, conseiller du duc de Bourgogne, lequel décéda en 1451 et était fils de Carsillis de Pallant, également maréchal du Limbourg, lequel vivait vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle (1). Quant au pont de Chênée, Frédéric de Withem en hérita d'Eustache Chabot, son beau-père ; nous dirons tantôt comment et pourquoi ces deux fiefs ayant été réunis, on put les relever simultanément et n'acquitter qu'un seul droit de relief, ce qui fit croire, dans la suite, que leur origine était la même.

Le recueil intitulé : *Livre des feudataires de Jean III, duc de Brabant*, nous fournit trois reliets du passage d'eau de Chênée, dont voici la copie :

(1) CH. QUIX, *Beiträge zu einer historisch-topographischen beschreibung des Kreises Eupen*, pages 20 et 28.

Page 25 : « Barreit de Beffrepont de uno passagio jacente  
» apud Chynnez supra rivum. Dominus Hubin Barrez tenet.  
» Factum est. »

Page 46 : « Domicella Elysabeth de Beaufrepont filia  
» quondam Wilhemi de Beaufrepont unum passagium  
» situm apud Cheneeis sur le rivages. Dominus Hubinus  
» Barrex tenet modo. »

Page 117 : « Hubinus dictus Barreit filius domini Barreti  
» militis de Leodio, relevavit a Domino duce unum feodum  
» dictum passagium de Cheincees supra rivum. Quod feodum  
» acquisivit erga Domicellam Elysabeth, filiam quondam  
» Willelmi de Beaufrepont. Deleatur Elysabeth (1). »

De Hubin Baré, le fief passa par héritage à Henri du Lardier, chevalier, et à son fils Jacquemin, lesquels le cédèrent à Jacques de Sainte-Marie, chanoine de Liège, fils de Gille Chabot, chevalier, qui le releva et en fit hommage à la duchesse de Brabant le 21 juin 1389.

Voici cet acte :

« Johanne, par la grace de Dieu ducesse de Lutcem-  
» bourg et Lothier, de Brabant et de Lembourg, marchise  
» du Saint Empire, faisons scavoir à tous, que au jour et  
» date de cez présente lettres, vient en propre personne,  
» pardevant nous et nos homes de fief, a savoir sont  
» Mess. Jehan seigneur de Bouchaut, castelain de Brou-  
» xelle, Mess. Claes Waef, et Mess. Gille Chabot, cheva-  
» liers, Reynier Holland, notre receveu de Brabant, Jehan  
» de Weert et Guillaume de Gras, escuiers, notre amé  
» et féal home de fief Jacquemins dou Lardier, avec son

(1) Hubin Baré de Beaufraipont, plus tard échevin de Liège, releva le château de Beaufraipont à la Cour féodale de Liège, le 9 février 1328 et le 22 juin 1345, S. BORMANS, *Les seigneuries féodales du Pays de Liège*, p. 57.



» père, mess. Henrys dou Lardier chl'r, en dissant et  
» confessant coment pour une certaine some d'argent, luy  
» vut payet, il avoit vendut en tele, et loyal vendaige a  
» nre bin aimé Jacque de Saintemarie canone de Liège,  
» fil a nostre aimé et feal chl'r et home de fief, mess. Gille  
» Chabot la présent estant, un fief quon dist le passaige  
» de Chaisnées sur la Rivière, avucc toute ses apparte-  
» nances riens y exceptet, ainsy qu'il muet de nous en fief  
» de Brabant, et de nous jadis tenir soloit mess. Barys  
» dou Saint Pol (Baré de Beaufraipont), qui des mesmes  
» come par forme de testament et diraine volontet audit  
» Jacquemin laissat la propriété et treffond, et a mess.  
» Henry père audit Jacquemin susdit ses humiers, sy  
» come audit testament de mess. Bary, que de no ossy,  
» si come apparoit y puet aggreet avons et confirmet  
» contenu est plus plainnement. En désirant dudit fief  
» luy adevestir, et le dit Jacque de Saintemarie ens  
» advestir et assignier selonc le loy et usaige, de nre court,  
» en nous priant et requerant amiablement que consentir  
» le volsissiens, et sur se faite semonce un de nos devan-  
» dits homes, coment ce faire devoit, sur quoy a le priere du  
» dit Jacqmin come treffonchier des dis liens, et de mess.  
» Henry son pere ossy qui a ses humiers les tenoit, nous  
» nre consent donasmes, et en fismes semonce un de nos  
» homes qui avoit les aulte ses pers la présent se conseilloit,  
» et consilliez nous raportoit par plaine sieute d'eaulx  
» rendant pour jugement que mess. Henry dou Lardier  
» chlrs porteroit sus ez noz mains ses humiers et y renon-  
» cheroit sus effectivement, en luy recognissant nul droit  
» ne action aulcune ez dis biens, plus a retenir ne pooit  
» demander en nulle manière, a oelx de Jacqmin dou  
» Lardier son fil, le quel ansy que noz homes jugeit  
» avoient, mess. Henry fist parfaitement, et ce fait par la  
» semonce de nous et le jugement de noz homes, portat

» sus noz mains ledis Jacqmin dou Lardier le dit fief  
» entièrement selon l'usage de nre court à oelx dou dit  
» Jaque de Saintmarie et warpit sus et renmchat et fist  
» tout ce que à ce appartenoit à faire; ainsy que tout  
» chu fait, nous receusme ledit Jaque de Saintmarie des dis  
» biens en notre homaiges, salvez tousiours notre seignen-  
» rye fienale et le droit d'un cascun, qui nous en fist foy et  
» serement, avec tout ce que uns homes de fief est tenus de  
» faire a son droit seigneure et mement ez case susdict  
» toux pouns et articles de droit qui selon l'usaige de notre  
» court y appartenoint a faire rien obljet ne mis ariere,  
» tous mal enghiens ossi fours mise. Par le tesmoignage  
» de ces présentes, as quelles nous ducesse et nous Johans  
» seigr de Bouchaut castellains de Brouxelle, Claes Le  
» Waef, et Gille Chabot, chevaliers, Reyniers Holland,  
» pour le temps rentiers de Brabant; Johans de Weert, et  
» Guilliamas de Gras, citain de Liège, escuiers dessnou-  
» més, pour tant a toutes ces coses ensi a faire come  
» dessus sont escript, nous come homes de fiels a notre  
» dicte tresredoubtée Dame la Ducesse de Lutembourg,  
» de Brabant et de Lembourg avons esté présent, a  
» comandement d'elle et requeste des parties, avons avec le  
» saels de notre tresredoubtée Dame devandite fait appendre  
» noz saels en signe de vérité. Donné à le Fure le vinte-  
» noemme jour dou mois de jun, lan MCCC quatre vints  
» et noef (1) ».

Le 4 mars 1426, Isabeau, femme de fen Henry Oseaul, lequel était possesseur du pont de Chénée, reconnaît devoir une rente de 20 muids d'avoine et 20 muids d'épeautre, affectés sur le dit pont, au profit de Hubin Chabot, seigneur

(1) Copie de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, Archives de la Rochette, communiquées par M. PASCAL LOHEST-DE WAHA.

d'Omesées (1). Ce dernier, ou son père, avait donc cédé le fief, sur lequel il avait conservé une rente.

A la mort de Hubin Chabot, le pont fut relevé, le 6 octobre 1434, par Gilles Gobbin, chanoine de St-Barthélemy, qui donna pour homme féodal Jean de Bernau. Celui-ci prêta le serment de fidélité au lieu du chanoine (2).

En 1437, le 11 novembre, nous trouvons un nouveau relief ; Gilles de Saint-Hubert, chanoine de Saint-Martin, à Liège, relève le pont de Chênée, comme plus proche parent de Gilles Gobbin, chanoine de St-Barthélemy ; et, moyennant 506 florins d'or du Rhin, il transmet ses droits à Jean Bragart de Remouchamps, bourgeois de Liège, qui fait relief et prête hommage à son tour :

« Nous Johan de Ranst, le joven, castelain pour le  
» temps delle coure de Limbourg, et semonneur des  
» homes de fyefs de chelz mesme læwe et de thier de  
» Limborg, à chu commis et deputeiz de par noble et  
» poisant prince et très redobté saugnour, duck de  
» Lothier, de Brabant et de Limborg, fay savoir à tous et  
» à cascuns, que l'an de grace delle nativiteit notre sire  
» Jesu Crist, mil quatre cent et trente sept, de mois de  
» novembre le onzieme jour, comparut pardevant moy et  
» les homes des fiefs dudit thier chydesoz nommez, en  
» sa propre persone pour chu à ce qui sensiet, sire Giele  
» de Sain Hubert chappelain en l'église collegial Sain-  
» Martin en mont à Liège, come plus proisme, et hoir  
» marle de sire Giele jadis Gobbin, dont qui la viskeit,  
» chanoine de Sain Bartholmeiz en Liège, et là mesme  
» par le mort et trespas de jadis sire Gieles Gobbin, et

(1) Hubin était fils de Gilles ; il fit relief de Beaufraipont le 3 juin 1410, S. BORMANS, *Seigneuries féodales*, p. 58.

(2) Original sur parchemin, scellé de trois sceaux, Archives de la Rochette.

» come plus proisme deseurdit, requis à relever et relevat  
» à tenir en fiez de mon dit redobteiz sangnour, le fiez  
» appeleiz le fief de ponten et passage delle eau de  
» Chaisnée, à toutes ses appartenances, entierement mou-  
» vant en fief de mon dit redobteiz sangnour et de thier  
» de Limbourg, si long et si large qu'ile s'extent; aquelle  
» sire Giele de Sain Hubier chu acquerant et acceptant,  
» salueit en chu le bon droict de mon dit redobté san-  
» gnour et de chascun, come plus proisme deseurdis, je  
» rendis ledit fiez entierement à toutes ses appartenances,  
» et ill le reprimet, et relevat à tenir en fiez de mondit  
» redobteiz sangnour, et si en fist hommage et fealteit, et  
» en devient home de fiez de mon souvendit redobteiz  
» sangnour et de thier de Limbourg, alle usage et cous-  
» tume delle dit cour, et enseignement des hommes de  
» fiez cydesonomez là présent, et en paiat bien ses  
» droicts à chu afferans. Chu fait, et tantoist là mesme ly  
» devant dis messire Giele de Sainct Hubier fut telement  
» conseiliez, que de sa pure et libre volonté, sans y estre  
» de chu astrains, en accomplissan le rendage, que faite  
» avoit à Jean Bragart de Remouchamps, manant à Liege,  
» dedit fiez entierement parmy une some de cinq cent  
» syez pessans florins d'or, delle marche seur de Rins,  
» dont il se tenoit bien par content et satisfaict, ansy quil  
» commut là mesme, il reportat sus en le main de moy  
» Jehan de Ranst, castelain et semoneur desnommeiz  
» ledit fiez entierement, tel que deseur est declarer, à  
» toutes ses appartenances, sans rins ens ne sus à retenir,  
» werpit, quittat, et effestuat, et delle tout y renueat,  
» et chu fist ill en nom et aouwe de diventdis Jean Bragar  
» là présent et chu acceptant, à cui je, salueit en chu le  
» bon droict de mon dit sangnour et de chascun, rendich  
» ledit fiez, et ill le reprimet, et relevat à tenir en fiez de  
» mondit sangnour et de thier de Limbourg, et si en

» list homnuge et fealteit, et en devient home de fiez de  
» mondit redobteit sangnour et de thier de Limbourg, alle  
» enseignement delle cour des hommes de fiez la présent,  
» qui leurs droiets en orent à chu afferans, et moy ausy les  
» miens. A scavoir sont les hommes de fiez, Wuilheam  
» de Xhenemont, ly anoit manant à Herves, Voës delle  
» Panhuiss manant à Stockenheime, et Jean de Ran-  
» douster, esquevins de Limbourg, et nous Jean de Ranst  
» castellain et semonneur, Wuilheam de Xhenomont,  
» Voess et Jean de Randouster, homes de fiez dessnom-  
» meiz, qui présents avons esteiz, là les choses dessdictes  
» ont esté faictes par les manieres desscontenues, avons  
» ces présentes lettres, cascun de nous par ly sacellées de  
» noz propres saeles cydesoz appendus, en signe de veri-  
» teit. Che fut faicte en le vilhe de Limbourg, l'an, mois et  
» jour deseurescrist. »

Le 3 novembre 1454 fut conclu, à Liège, le contrat de mariage de Frédéric de Withem avec Marie Chabot, fille de Stassin ou Eustache Chabot, seigneur d'Omesées et de Colonster, souverain maître de Liège. Entre autres apports faits par le futur figure le maréchalat héréditaire de Limbourg, tandis que, parmi ceux de la future, nous trouvons « les rentes hiretables qu'elle at sour le pont de Chayenée (1). »

Aussi, en 1462, voyons-nous le même Frédéric relever le pont de Chênée au nom de la veuve d'Eustache Chabot, sa belle-mère.

C'est ainsi que ce fief, de même que celui du maréchalat du Limbourg, passa par héritage dans les mains du châtelain de Dalhem.

Il nous reste maintenant à expliquer comment ces deux fiefs, dont nous avons prouvé les origines absolument

(1) *Échevins de Liège, convenances et testaments, 1458-1460*, fol. 167 v<sup>o</sup>.

différentes, se trouvèrent si bien réunis, dans la suite, que les titulaires eux-mêmes les crurent inséparables et dépendants l'un de l'autre,

Après la mort de Frédéric de Withem, son neveu, Jean de Withem releva la charge de maréchal du pays de Limbourg, et Renier de Gulpen, époux de Marie de Withem, sœur de Jean et nièce de Frédéric, releva le pont de Chênée. Jean de Withem déclara, par devant les hommes de fief du duché de Limbourg, que la charge de maréchal n'était d'aucun rapport; de son côté, Renier de Gulpen se plaignit de ce que les profits du pont de Chênée étaient devenus insignifiants, d'autant plus que, pendant les dernières guerres, ce pont avait été entièrement détruit et avait dû être rétabli à grands frais. Comme conclusion de leurs réclamations, les deux beaux-frères demandèrent la réduction de moitié des droits de relief.

Après délibération, le lieutenant et les hommes de fief de la Cour féodale consentirent à ce qu'il ne fût payé, pour chacun de ces deux fiefs, qu'un demi-relief, soit 35 florins pour les deux (1).

Quelque temps après, l'office du maréchalat passa au fils de Renier de Gulpen, déjà propriétaire du pont de Chênée, et seigneur de la Rochette; depuis lors, les deux fiefs furent relevés ensemble et n'acquittèrent qu'un seul droit de relief.

L'importance du passage d'eau de Chênée, à cette époque et même pendant les siècles qui suivirent, est incontestable; c'était, en effet, la grande voie de communication vers la cité; par elle se faisait tout le trafic avec les localités situées entre l'Ourthe et la Vesdre. Cette voie conduisait à Grivegnée, de là au pont d'Amercœur et au quartier d'Outre-Meuse, enfin au pont des Arches, le seul

(1) *Chambre des comptes à Bruxelles*, reg. n° 13.072, fol. 113 v°.

qui existât à cette époque sur la Meuse, et vers lequel convergeaient tous les chemins de la rive droite du fleuve.

Quant à l'origine de ce fief limbourgeois, enclavé en plein pays de Liège et aux portes de la cité, elle doit remonter à l'époque où les ducs de Limbourg affirmèrent leurs droits de souveraineté sur la rivière de Vesdre. Il ne nous a pas été donné d'en fixer la date.

Ces droits de souveraineté, maintes fois contestés par les Liégeois, se trouvent transcrits dans le *Stootboeck* (folio 75), registre ainsi appelé parce qu'il fut dressé par Jean Stoot, clerc de Jean III, duc de Brabant, au milieu du XIV<sup>e</sup> siècle (1).

Il existait au moyen-âge quantité de fiefs qui n'avaient pas plus d'importance que celui qui nous occupe, et dont la nature était tout aussi extraordinaire. Le *Latynsboeck*, ancienne matricule des fiefs du Brabant, nous donne des exemples de la variété de ces fiefs, parmi lesquels, indé-

(1) Voici la traduction de ce texte flamand :

« Les échevins de Limbourg, de Balen, de Walhorn et de Herve  
» déclarent en commun que le duc de Limbourg est tenu de rompre,  
» de sept en sept ans, les dignes établies sur la Vesdre, depuis Lim-  
» bourg jusque dans la Meuse. Il partira de Limbourg avec ses  
» hommes et ses échevins, et chevauchera jusqu'à Pépinster. Là, les  
» échevins de l'évêque, à Theux, doivent venir au-devant du duc lui  
» faire voir son droit, et lui dire ce qu'il est tenu de faire. Le duc et  
» sa suite y prendront leur repas, aux frais de l'évêque de Liège.

« De là le duc ira jusqu'en deça d'Oynes (Olne), où ceux de Saint-  
» Albert, à Aix-la-Chapelle, sont tenus de le défrayer.

« Ensuite, il descendra jusque près de Chanoy (Chênée), brisant  
» toujours les dignes. A Chanoy, Messieurs du chapitre de Notre-  
» Dame, à Aix-la-Chapelle, lui doivent la nourriture et le ferrage de  
» ses chevaux.

» De Chanoy, le duc se rendra à Pont d'Ameycourt (pont  
» d'Amereœur), où les échevins viendront vers lui, pour lui dire ce  
» que de droit il est obligé de faire.

» Puis il chevauchera jusqu'aux Ecoliers et entrera dans le lit de la



pendamment des châteaux, figurent des fermes, des moulins, des brasseries, des bois, des cours d'eau, des dîmes, des cens, des rentes, des tonlieux, des pêcheries, le droit de pâturage dans la forêt de Soigne, voire même le vent d'un moulin, et d'autres encore d'une nature tout aussi bizarre (1).

Jusqu'au moment de la destruction de Liège par Charles-le-Téméraire, le passage du pont de Chénée fut d'un grand produit pour ses possesseurs; mais, après le désastre de 1468, le duc de Bourgogne n'ayant laissé derrière lui que des ruines, aussi bien dans la cité que dans les environs,

» Meuse, aussi avant qu'il osera le faire. Il lancera un trait dans la  
» rivière, et jusqu'où le trait portera, s'étendra sa juridiction sur la  
» Meuse.

» Le même soir, le duc se transportera au château de Cornillon, où  
» les habitants du lieu lui doivent la dépense de la bouche. Le matin  
» il peut aller où bon lui semble.

» Il est à noter que, pour chaque pieu que le duc trouvera et  
» arrachera des digues de la Vesdre, depuis Linbourg jusque dans la  
» Meuse, il lui revient 3 livres de petite monnaie.

» Et s'il néglige de rompre de temps en temps ces digues, comme  
» il y est tenu, le duc perdra ses droits, et ses pauvres sujets s'en  
» trouveront très-gênés quant à la pêche.

» En outre, le duc a droit à une part dans les fourfaitures et  
» amendes décernées par les échevins du Pont d'Ameycourt, et il lui  
» revient un droit semblable dans la Meuse.

» Item, celui qui est délégué par le duc a droit à deux gîtes par an à  
» Cornillon » (GALESLOOT, *Inventaire des Archives de la Cour féodale de Brabant*, tome I, page 2). ERNST, dans son *Histoire du Limbourg*, tome I, page 60, parle également de cette coutume des ducs de Limbourg, et rappelle que « Charles-le-Téméraire ayant fait  
» briser toutes les digues placées dans cette rivière, le droit lui  
» en fut contesté par les Liégeois, et ensuite reconnu dans une  
» conférence à Saint-Trond. »

(1) GALESLOOT, *Inventaire des Archives de la Cour féodale de Brabant*, *Passim*.



le transit, par le pont en question, perdit énormément de son importance. Plus de trafic avec la cité; le brigandage et la guerre civile remplirent le restant du XV<sup>e</sup> siècle. Aussi, quand au siècle suivant ses possesseurs voulurent rétablir leurs droits oubliés, ils rencontrèrent une résistance qu'ils ne purent vaincre qu'après de longues procédures.

Le droit perçu pour le passage de la rivière consistait primitivement en une pièce de menue monnaie; mais, dans la suite, les habitants de beaucoup de localités de la rive gauche de la Vesdre s'affranchirent du péage au moyen d'une redevance annuelle que le receveur de la Rochette percevait chez eux et qui était fixée selon l'importance des contribuables.

Un record de la Cour d'Aywaille du 3 avril 1448 fait connaître la base sur laquelle cette perception s'établissait : « un chascun massuyr qui al cherue vaignaut en terre, » doit chascun an, et estoit redevable à celui qui tient » le pont de Chaysnée, ung jarbe d'avoine et ung pain, » voir encore la cely paiaist nulle jarbe de deisme; que » ceulx qui point n'ont cherue et vaignent speaulte ou » reggon à bois ou au champs, qu'ils doient par an troix » quartes d'avenues et ung pain; s'ils paient jarbes de » diesmes; et ceulx qui point ne paient jarbes de diesmes » doyent par an quatre soubz, comun payement courant » en bourse et ung pain. » Le mayeur et les échevins étaient exempts de tous droits.

Un record analogue fut délivré à Gabriel de Neufforge, facteur de Warnier de Gulpen, le 25 septembre 1551, à l'époque où ce seigneur de la Rochette cherchait à rétablir ses droits, tombés en désuétude par suite des guerres intestines qui désolèrent la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

Le 31 mars 1557, Warnier de Gulpen contracta avec Andrier delle Perryer, pour la construction d'un nou-

veau pont tout en pierre, de huit arches sur sept piles. Celui qui existait auparavant n'avait que quatre piles, et le tablier était en bois. Il fut stipulé, dans ce contrat, que « du costé » vers Chaynée, debverat ledit dernier faire deux ailes » de mure de quarante pieds de long chasce costé, cinq » pieds et demy d'espescheur au fondement, etc... » Entre chaque pile, il devait y avoir vingt pieds d'ouverture et entre celles du milieu vingt-quatre pieds, pour permettre le passage des bateaux. De l'autre côté du pont, il fallait un épaulement avec un mur de quarante pieds vers la Vesdre et un autre de vingt pieds du côté de l'Ourthe.

Les parapets du pont et des ailes, devaient être en pierre; l'entrepreneur se chargeait d'y faire les trous de scellement et le seigneur de la Rochette s'engageait à livrer le plomb et le fer nécessaires. Le travail devait être commencé le 4<sup>er</sup> mai suivant. « Le tout faicts alle » bone foid, sans fraude par dictz de cognoisseurs, et » serat tenus ledit Andrier, à getter les fondations des » pilliers et espallez, advertir ledit seigneur pour y envoyer » cognoisseurs se bon luy semble, et s'il est trouvé que » lesdits fondemens ne fuyssent point bons, les cognois- » seurs seront az dispens audit Andrier, et s'il sont bon » seront az despens audit seigneur; et ce parmy payant » par ledit sr audit Andrier, la somme de quatre cent » soixante et quinze florins monoye du Brabant, ou la vraye » valeur. Item encore est conditionné que sy d'aventure » le dit Andrier estoit trouvé, par dictz de cognoisseurs, » perdant sur ladite marchandiese, ledit sr le doibt com- » penser à dictz de gens de bien. Le tout comme dessus » faicts à la bonne foid sans fraude, en présence de » Damoisea Renard de Hombron, jadiz chastellain d'Aigre- » mont, Philippe de Souheitz, maire delle baillierye du » pont, maître Gille Vouroux, chanoine de l'englise collé- » giale St Denis en Liège, Collar Das, maître ouvrier

4

» de la cité de Liège, et François Borsets, tailleur de pier,  
» Adrier del Perrier masson et marchan, come dessus est  
» déclarez ; ce fut faict jour et daulte susdites. »

Le péage du pont de Chénée entraîna Warnier de Gulpen dans des procès avec différentes communes, entre autres celles de Sprimont, d'Aywaille, de Stavelot et de Louvegnez. Suivant une déclaration faite en 1615 par des témoins très âgés, il vint même plusieurs fois dans cette dernière localité, accompagné de gens d'armes à pied et à cheval, pour imposer aux habitants, qui refusaient de payer, le droit de « pontenage ». Ces procédures furent longues, et la plupart des communautés finirent par s'engager à payer une redevance annuelle au seigneur de la Rochette, pour affranchir complètement leurs habitants de cette servitude. Ce fut seulement au XVII<sup>e</sup> siècle, que Jean de Ruyschenbergh, qui avait continué les revendications de Warnier de Gulpen, obtint ces résultats.

Le 5 mars 1617, Eyraud de Fraipont, avoué héréditaire du ban de Louvegnez, avec le mayeur, le greffier, le bourgmestre et quelques autres manants vinrent à la Rochette, et convinrent avec Jean de Ruyschenberg que, moyennant une rente annuelle de cinquante-cinq florins de Brabant à payer le jour de la Saint-André, plus une somme de cent-soixante-cinq florins pour trois ans d'arriérés, les habitants de Louvegnez seraient affranchis de toute autre redevance. Il paraît même que le seigneur de la Rochette avait usé de la force pour parvenir à faire respecter ses droits, car nous voyons figurer dans la convention les mots : « au moyen de quoi les prisonniers seront relaxés avec leurs chevaux »

Le 28 décembre 1619, Sprimont s'engagea à payer annuellement quatre-vingts florins : ce contrat fut également passé à la Rochette, en présence de George de Tilly, prieur de Beaufays, d'Eyraud de Fraipont, seigneur de Fraipont, et de plusieurs autres personnes.

Le 17 décembre 1622, les habitants des villages d'Olneux, Hoyemont, Haleux, Fraiture et Dousflamme, pour éviter un procès avec le seigneur de la Rochette, ayant prié le seigneur de Fraipont d'être leur intermédiaire, celui-ci signa une convention qui fut réalisée à la Cour de Comblain, le 5 janvier 1623, et par laquelle les dits habitants s'engageaient à payer pour le droit de « pontenage », une somme de cent florins de Brabant une fois et une rente annuelle de seize florins, même monnaie. le jour de la Saint-André, à commencer en 1623.

Les habitants des seigneuries de Harzé et de Xhoris devaient de toute ancienneté, pour leur droit de passage sur le pont de Chénée, des « cougnous » ; mais comme ils les faisaient d'une manière très irrégulière, les uns grands, les autres petits, c'est encore Evrard de Fraipont, qualifié ici de seigneur de Fraipont et d'Isier, que nous trouvons comme médiateur du différend. Il prit un arrangement avec un habitant de chacune de ces localités, lesquels, moyennant une rente en espèce à payer à la Rochette, percurent les « cougnous » ou gâteaux en question. Cette convention de l'an 1625, fut enregistrée à la Cour du ban d'Aywaille, le 2 janvier 1631, en présence d'Evrard de Fraipont, de Guillaume de la Vaulx, seigneur de Froidecour, et d'autres.

Les habitants d'Aywaille et de Remouchamps, résistèrent longtemps aux prétentions de Jean de Ruyschenbergh ; le 12 octobre 1607, la justice de Remouchamps s'étant prononcée en faveur des défendeurs, le seigneur de la Rochette adressa au Conseil souverain du Brabant un long mémoire dans lequel il établit ses droits seigneuriaux sur le dit pont. Le mémoire commençait ainsi : « Car, comme il y a » au pays et Duché de Lembour, de midy venant, et roulant » entre haultes montaignes, une rivière appelée la Vesdre, » laquelle pour la moindre pluye que soit, incontinent se

» vient à desborder et parainsy le passaige des susdits  
» opposants se rendre fort difficile et périllieux, lequel est  
» bien fréquent, et leur fort nécessaire pour se transporter  
» à Liège, Maestricq et aultres villes et pays de sa Maté à  
» vendre que d'aschapter marchandises, viandes et aultres  
» choses nécessaires. Les prédécesseurs de l'impétrant  
» ausquels l'eau y appartient, et le droit dudit passaige,  
» se trouvoient advisez pour sublever leur ponteneux, et  
» subvenir aux nécessités présentes du publicq et des  
» opposants, d'y dresser ung pont de bois. Mais comme à  
» force des caues et pour la fréquente inondation, ce  
» pont ne valoit résister, et que les eaux le surpassoient,  
» que le ponteneur tant peu se trouva sublevé et les  
» comuns parfois en péril et grandement discommodez; Ils  
» sy furent conseillez de faire bastir à grands fraix un  
» largue, longue et spesse pont de pierres, avec fortes et  
» grandes contrecharpes, que dessous avec bareques et  
» navieres l'on y peult passer librement sans desturbier,  
» et pardessus à pied et à cheval avecq chariots et char-  
» rettes, etc... »

Ce mémoire eut un plein succès pour le seigneur de la Rochette, comme nous pouvons en juger par la teneur de l'ordonnance qui s'ensuivit et que nous transcrivons :

« *Albert et Isabelle Clara Eugenia*, Infante d'Espagne,  
» etc. — Au premier notre huissier ou sergent d'armes  
» sur ce requis salut. Receu avons l'humble supplication  
» de Jehan de Russchenbourg sr de la Rochette, Olne, etc.,  
» marischal héréditaire de notre dit pays et duché de  
» Limbourg, contenant qu'il tient en fief de nous ledit estat  
» et office de marischal avecq le pont de la Chaisnée sur la  
» rivière de Weez passant par ledit villaige de Chaisnée  
» pays de Liège, à cause duquel pont il a droiet et est  
» en possession paisible par continuation de celle que ses  
» ancestres ont eu passé dix, vingt, trente et quarante ans

» et plus, de recepvoir annuellement certaines mesures  
» d'avoine des surcéans des villaiges dudit Chaisnée, de  
» Beaufays, Loigne, Sprimont, Forrest, Harzé, Xhorys,  
» Auwaye, Remouchamps, et aultres villaiges circonvoi-  
» sins, situez respectivement és pays de Luxembourg,  
» Lembourg, Daelhem, Liege et Stavelot; auxquels ordi-  
» nairement sert le passaige dudit pont, que ledit remon-  
» trant est réciproquement obligé d'entretenir à ses  
» fraiz et despens, ayant passées certaines années feu  
» Mess: Warnier de Gulpen, en son temps sr de laditte  
» Rochette et marischal dudi pays de Lembourg, père  
» de feu Dame Marguerite mère du remontrant, pour  
» plus grande assurance et commodité desdits sur-  
» céans, faiet abbattre le pont de bois que y avoit esté  
» de toute ancienneté et à ses grandz et excessifs fraiz  
» et despens en lieu dicelluy faiet dresser ung aultre pont  
» de pierre. Et combien qu'il ne soit loisible ausdits sur-  
» céans, signament à ceulx situez audi pays de Luxem-  
» bourg et Lembourg, troubler ledi remontrant en son diet  
» droiet et possession paisible, veu mesmes que ceulx  
» desdi villaiges du pays de Liege estant séparéz desdi  
» provinces de nostre obeyssance continuent audit remon-  
» trant cedit payement des avaines, voires en vertu de la  
» sentence rendue par l'official de Liège, confirmée par  
» aultres sentences de divers juges apostolicques et par  
» ainsy passée en force de chose jugée, si est ce toutefois  
» que plusieurs des surcéans desdits villaiges situez respec-  
» tivement esdits villaiges d'Auwaye, Remouchamps et  
» aultres desdits noz pays et provinces, luy font refus de  
» continuer le payement des dites avaines, le troublant ainsy  
» par voye de faiet en sadite possession qu'il at continué  
» jusques à la dernière année, cause que ledit remontrant  
» s'est retiré vers nous, suppliant en toute humilité que  
» pour la conservation, ou bien redintégration de sadite pos-

» session, il nous pleust luy accorder noz lettres patentes  
» en matière de complaincte avecq restablisement réel en  
» tel cas requis. *Pour ce est il*, que nous ces elioses consi-  
» dérées, veuillants ung chacun estre maintenu en ses  
» justes possessions et saisines, si avant qu'il appartient;  
» Nous mandons et comectons par ces présentes que s'il  
» vous appert desdits droicts possession et saisine ensemble  
» dudit trouble et empêchement tel que dessus, tant que  
» pour souffire, en ce cas à la requete dudit suppliant vous  
» adjournez tous surcians situez ou demeurants en nostre  
» dit pays et ducé de Luxembourg qui de la part dudit  
» suppliant vous seront déclairez, à estre et comparoir à  
» certain et compétant jour et heure dont requiz serez, sur  
» ledit pont et passage contentieux ou ledit suppliant pré-  
» tend estre fondé en la perception desdites avaines, et illecq  
» maintenez et gardez icelluy de par nous en sesdits droicts  
» possessions et saisines esquelles vous le trouverez estre,  
» et ses prédécesseurs avoir esté et d'iceulx le faicte plai-  
» nement et paisiblement joye et user, en faisant au  
» surplus exprès commandement et défense de par nous  
» ausdi appelez et adjournez sur certaines grosses paines  
» à nous à appliquer, que incontinent et sans dilay, ilz  
» réparent ou facent réparer lesdits troubles et empesche-  
» ments, et remectent ou facent remectre au premier estat  
» et deu, et cessent et se deportent de plus faire le sem-  
» blable, en les contraindant à ce par toutes voyes et ma-  
» nières de contraincte deues et raisonnables. Et si en ce  
» faisant chief débat contredict ou opposition, la chose con-  
» tentieuse en cas de novellité prinse et mise en nostre  
» main comme souveraine et soubz icelle regie la novellité  
» esté et restablisement faict reellement et de faict, s'il  
» y chiet tel at aussy qu'il appartiendra préallablement  
» et avant tout œuvre adjournez lesdits opposants refu-  
» sants ou délayants à comparoir à certain et compé-



» tant jour pardevant noz treschiers et féaulx les président  
» et gens de nostre grand conseil, pour dire les causes de  
» leur opposition, refus ou délay, respondre audi expo-  
» sant ou procureur pour luy sur les choses dessusdites,  
» et leurs dépendances et veoir appoincter sur la recréance,  
» et en oultre procéder comme de raison, en certiffiant  
» souffisamment audi jour lesdi de nostre grand conseil de  
» ce que faict en aurez, ausquelz mandons et comectons  
» que aux parties icelles ouyes, ils facent et administrent  
» bon brief droiet raison, et accomplissement de justice :  
» Car ainsy nous plaist-il. Nonobstant quelzconques lettres  
» subreptices ou obreptices impétrées ou à impêtrer au  
» contraire. Donné en nostre ville de Bruxelles, le vingt-  
» quatriesme jour du mois de juillet, l'an de grâce mil six  
» cens et huiet. »

« Par les archiducqs en leur conseil

« F. DE BERT (1). »

Les communes d'Aywaille et de Remouchamps, qui appartenaient au Luxembourg, persistant à méconnaître les droits du seigneur de la Rochette sur le pont de Ghénée, il fut obligé de poursuivre les habitants devant leur souverain juge compétent, le Grand-Conseil de Malines. Or, les décisions judiciaires étaient lentes et onéreuses en ce temps là. Les moyens de communication étaient on ne peut plus primitifs. Le Grand-Conseil siégeait au loin, et, pour un procès de l'importance de celui qui nous occupe (car si le seigneur de la Rochette était débouté de ses droits sur les

(1) Original sur parchemin, revêtu du grand sceau de Bourgogne, en cire rouge. La plupart des documents que nous venons de transcrire ou de mentionner, relativement au pont de Ghénée, ont fait partie des anciennes archives de la Rochette, et nous ont été communiqués par M. Lohest-de Waha.



communautés d'Aywaille et de Remouchamps, il perdait du même coup ceux qu'ils prétendait avoir sur les autres communautés de la rive gauche de la Vesdre), de nombreux témoins, surtout des vieillards, devaient être entendus.

Ces dépositions représentaient pour chacun d'eux de longs et onéreux voyages; il n'y a rien d'étonnant que nous retrouvions le litige dans le même état, vingt-deux ans plus tard. Alors seulement, pour arrêter les procédures qui se poursuivaient à Malines, les défendeurs consentirent à payer au seigneur de la Rochette une redevance annuelle de quarante florins, plus une somme de huit cents florins pour arriérés et frais.

Cette convention datée du 19 septembre 1630, fut enregistrée à Malines le 13 janvier 1632.

A partir de ce moment, les droits des seigneurs de la Rochette sur le pont de Chénée furent parfaitement reconnus, et les petites contestations qui surgirent dans la suite n'eurent plus guère d'importance.

Le pont de Chénée avec un pré joignant, fut loué à Colard le Clerq par Jean de Withem, en 1481, moyennant une rente de vingt muids d'épeautre et de vingt muids d'avoine, mesure de Liège. Pendant longtemps, cette redevance resta la même. En 1688, Toussaint Monseur payait, comme locataire du pont, une rente annuelle de trente-six florins, et indépendamment des localités qui avaient contracté avec le seigneur de la Rochette, et dont la rente était restée la même, nous trouvons que les villages de Beaufays, Embourg, Ninane, Andoumont et autres payaient annuellement deux setiers d'avoine par charrue entière et un setier par demi-charrue, et, pour les ménages complets ne tenant pas de chevaux, deux pains, et pour les veuves, un pain. Le couvent de Beaufays envoyait chaque année à la Rochette une torche, qui devait être bénite audit couvent, le jour de la Chandeleur.

Le 27 juillet 1652, deux arches du pont s'écroulèrent (1); une pile du côté de l'église avait cédé sous la pression de l'eau, qui avait commencé à monter dès le 22 juillet. De mémoire d'homme on n'avait vu la rivière aussi forte. Le 29 août, les réparations furent commencées par maître Henri Mignon, architecte de Liège, et, comme, indépendamment de la pile rompue, sa voisine était ébranlée et rongée par l'eau, l'architecte résolut de ne faire que deux arches au lieu de trois. Le pont fut trouvé en très mauvais état; toutes les piles étaient plus ou moins endommagées, et la réparation coûta treize cents florins de Brabant. Il est probable qu'avant 1688, les eaux causèrent de nouveaux préjudices au seigneur de la Rochette, puisque nous trouvons dans l'engagement de Toussaint Monseur, locataire du pont à cette date, qu'il s'obligeait à passer avec sa nacelle, quand l'eau est haute, ceux qui paient une rente annuelle au seigneur.

Dans la suite, quand le pont fut reconstruit, on y plaça une barrière qui ne livrait passage qu'après l'acquittement du droit. Cette barrière ayant été détruite pendant une émeute, le péage fut supprimé, et, quelques années plus tard, quand le comte d'Arberg voulut la rétablir, les Liégeois s'y opposèrent de toutes leurs forces; ils le menacèrent même d'envoyer un détachement de cinquante soldats pour enlever la nouvelle barrière qu'il voulait ériger, et pour empêcher la perception du droit de passage.

(1) *Archives de la Collégiale de St-Pierre*, liasses, aux Archives de l'État à Liège. Lettre de madame de Plettenberg, à son neveu le baron de Cöntenbach, par laquelle cette dame lui annonce la rupture de deux arches du pont de Clénée et l'engage à faire exécuter les réparations le plus tôt possible, pour ne point perdre un droit que son mari avait eu tant de peine à rétablir et qui était encore contesté par plusieurs villages, avec lesquels elle était en procès.

Le comte d'Arberg écrivit au Conseil souverain de Brabant, le 21 avril 1733, pour lui exposer ses griefs et ses droits, et demander son appui pour le rétablissement de ses anciennes prérogatives (1).

Le 7 mai 1706, par acte passé dans leur hôtel de Liège, situé sous les cloîtres de la collégiale de Saint-Barthélemy (2), le comte et la comtesse d'Arberg vendirent, moyennant une somme de mille florins à Martin Halleux, lieutenant-colonel de Chênée, une prairie dite « le pré au pont », située à Chênée, entre la route qui vient de Beaufays et l'Ourthe, et tenant audit pont. Cette prairie, paraît-il, avait été cédée par la communauté de Chênée à un seigneur de la Rochette, pour obtenir la suppression du péage du pont (3); en effet, il n'est point fait mention de cette localité dans la liste des communautés qui payaient une redevance au seigneur de la Rochette.

Le 22 septembre 1779, un charretier de Theux, passant sur le pont de Chênée, ayant refusé de payer le sol exigé par le fermier, sous prétexte que la taxe était exagérée, celui-ci s'empara d'un des chevaux du charretier récalcitrant et le fit mettre en fourrière au château de la Rochette. De là, plainte à la députation des États de Liège, enquêtes, et, finalement, condamnation du charretier au paiement des frais réclamés par le comte d'Arberg, lesquels s'élevèrent à soixante-dix-sept florins.

Pendant les pourparlers qui résultèrent du conflit, les États de Liège proposèrent au comte de lui racheter le pont; le comte répondit qu'il était tout disposé à entrer en

(1) *Archives de la Rochette, 1765 à 1794*, aux Archives de l'État à Liège.

(2) *Cour de Jupille, œuvres, 1705 à 1706*, rég. 138. Archives de l'État à Liège.

(3) *Comptes relatifs à la communauté de Chênée de 1775 à 1780*, folio 27, Archives de l'État à Liège.

arrangement. Nous ne savons quelle suite fut donnée à cette proposition.

Nous terminerons ce chapitre, en reproduisant une affiche concernant les droits de pontenage, imprimée en grands caractères et surmontée des armoiries du comte d'Arberg :

### TARIF

**Des droits du pontenage de Chesnée, appartenants à Monseigneur le comte d'Arberg de Vallengin, et du St Empire, évêque d'Amizon, suffragant et trésorier de Liège, Maréchal-héréditaire du Pays et Duché de Limbourg, Haut-voué héréditaire de Fléron, seigneur de la Rochette, etc., etc., etc.**

#### ON PAYE :

Pour un carrosse, chaisse, ou toute voiture semblable, avec un cheval, 2 liards.

Pour un carosse, chaisse, ou toute voiture semblable, avec deux chevaux, 2 liards.

Pour chaque cheval de plus, 1 liard.

Pour un chariot, charette, ou toute voiture semblable, avec deux chevaux, 2 liards.

Pour chaque cheval en plus, 1 liard.

Pour un cheval, 1 liard.

Pour une bête à corne, 1 liard.

Pour le cent de bêtes à corne, ou chevaux, 12 sols et demi.

Pour le cent de bêtes à laine, 6 sols et demi.

Pour le cent de pores, 6 sols et demi.

On paye à proportion pour le plus ou le moins desdites bêtes.

Les voitures de maîtres, et les chevaux sellés de maître, ne payent rien pour le pontenage.

---



Franck II de la Roche vivant en 1315, époux de Marie de Walcourt, de Clermont.

|                                                                                              |                                                 |                                     |                                                            |                   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|
| Jehan II de la Roche, époux de N., fille de Bauduin de Luxembourg, dit de Hollogne-aux-Prés. | Franck, vivant en minorité le 31 décembre 1315. | Thierry, vivant le 11 février 1348. | Jacquemin, époux de la fille aînée de Bauduin de Flémalle. | Une mar Jean Vill |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------|

|                                                                               |                                        |                                       |                      |                                                |                                                         |        |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|----------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------|
| Franck III de la Roche, vivant en 1366, épousa une fille de Pirlot de Horion. | Une fille, épouse de Renard de Wegnée. | Jean, chanoine de Ste-Croix, à Liège. | Franck, célibataire. | Bauduin, ép. de N... Pauster, dame de Beausen. | Jacques, min. ép. de Marguerite Boileau de Grenneville. | Jehan. |
|-------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|----------------------|------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------|

|                                                |                                                            |                                                               |                                |                                                                                              |
|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| Marie, ép. de Hubert de Fanchon, sans descend. | Une fille, épouse de Renier de Dammartin, dit de Fraipont. | Jehan III de la Roche, ép. de Helwy de Bomal, décédé en 1419. | Pierre, mort sans descendance. | Jehan de la Roche, dit Beausen, époux de Margrite de Seraing de Fraipont dite la Pannetière. |
|------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|

|                                                                             |                                                             |                                                 |                                                    |                                                 |                               |                                  |                                                                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|
| Franck IV de la Roche, épousa Marguerite de Celles, s <sup>s</sup> descend. | Henri, époux de Catherine de Berlo, s <sup>s</sup> descend. | Jenne, épouse de Christian d'Oliver de Bystede. | Catherine, ép. d'Olivier de Dammartin, dit d'Ohey. | Isabeau, ép. de Jean de Roloux, dit de Ramelot. | Agnès, abbesse du Val-Benoit. | Marie, religieuse au Val-Benoit. | Jehan de Beausen, du 17 <sup>e</sup> octobre 1419, prise du col par le comte fut décap |
|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|

|                                |                                                                          |                                      |                                                          |                              |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------|
| Adam d'elles Byste, chevalier. | Christian d'elles Byste, chanoine de St-Lambert à Liège, mourut en 1475. | Catherine, épouse de Henri Borghers. | Jean de Ramelot, époux de Mette de Goez, mourut en 1475. | Pirlot, seigneur de Flostoy. |
|--------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------------|

|                                                                        |                |                 |
|------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|
| Christian de Ramelot, époux de Jeanne de Rouveroy, dame de Drolenvaux. | Henri Isabeau. | Jeanne Isabeau. |
|------------------------------------------------------------------------|----------------|-----------------|

(1) M. Ed. Poncelet, attaché au dépôt des archives de l'État, à Liège, a eu l'obligeance de m'indiquer la chartre de mariage de Franck II de la Roche, au comte de Mirbach-Harff, et dans laquelle figure un bailli de la cour d.: Jupille du nom de de Franck susdit, avec un écu « vairé en pal de quatre rangs, au franc-quartier de ..., chargé de ... ».

Il est possible que ce personnage fût un descendant de Thierry de la Roche, qui, avec le neveu de la Roche, les armes des de la Roche, quand ils revendiquèrent la succession du dernier seigneur de la Roche.

(2) LE FORT. III<sup>e</sup> partie, Généalogie de la famille Magnée.

de la Roche.

Roche vivant en 1266.

Thierry de la Roche, dit de Fléron, vivant en 1288 et 1310, épousa N...  
de Magnée : leurs descendants prirent, paraît-il, le nom de leur mère.

le  
à  
le

nri.

?

Guillaume, Mette. Marie. Isa-  
chanoine beau.  
de St-Lam-  
bert.

a Roche, dit de  
ousa, par contrat  
ore 1441, Marie  
. Il favorisa la  
eau de la Rochette  
de la Marck, et

Jean de Magnée, épousa Isabeau N...

Baudouin de Magnée, préten-  
dant à la Rochette.

Jean de Magnée.

Jean Faschotte de Magnée  
épousa Jenne Gilmar de Fléron  
par traité de l'an 1521 (2).

ous communiquer la copie d'une charte conservée aux archives du château de Harff, appartenant  
rank de Magnée. Cette charte, datée du 7 janvier 1362, retient deux sceaux, notamment celui  
e quatre fasces de ..., à la bande de ..., brochant sur les fasces. »  
e sa mère, aurait pris les armes des Magnée. Les descendants de celui-ci auraient repris, dans  
de la Rochette, leur parent, décédé sans descendance masculine.







*Tranche de la Roche chevalier.*

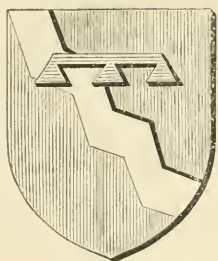
1310.



*Jean de la Roche chevalier*

1310.





## LES SEIGNEURS DE LA ROCHETTE DE LA FAMILLE DE LA ROCHE.

1200 - 1443

Les premiers seigneurs de la Rochette, dont l'histoire nous a conservé les noms, appartiennent à la famille delle Roche ou de la Roche, dont on ne connaît pas l'origine (1).

**I.** Franck ou François de la Roche, seigneur de la Rochette, avoué de Fléron, est le plus ancien de cette famille cité par Henricourt dans son *Miroir des Nobles de Hesbaye*.

**II.** Jean de la Roche, son fils, vivait en 1266. Nous lui connaissons deux fils :

1<sup>o</sup> Franck ou François, qui suit :

2<sup>o</sup> Thierry, dit de Fléron, par acte de l'an 1310, reprit

(1) La filiation de la famille de la Roche étant tirée du *Miroir des Nobles de Hesbaye*, par HENRICOURT, nous n'indiquerons dans les notes que la provenance des renseignements supplémentaires.

en fief du comte de Looz les seigneuries d'Once et de Houlain, qui, jusque là, étaient des alléus (1). Il figure avec son frère François dans une charte du mois d'avril 1288 (2).

**III.** François II de la Roche, chevalier, avoué de Fléron, releva la Rochette vers l'an 1312, du jeune duc de Brabant, Jean III, qui venait de succéder à son père (3). Il épousa Marie, fille de Jacques de Walcourt, dit de Clermont, chevalier, seigneur de Clermont et d'Esneux, et de Marie de Dammarin, dite de Genefle, dame de Genefle.

François figure, sous le nom de Franckon de Fléron, comme homme de la Cour allodiale de Liège, dans la charte de ce tribunal, en date de 1288, dont il vient d'être parlé. Il comparait également comme témoin à l'acte de relief mentionné ci-dessus, au nom de son frère Thierry, en 1310. « A tous cheaus ki ces présentes lettres verront » orront, je Thyris de Fléron, frères a monsagnour » Frankon, chevalier, voweis de chel meimes lieuw, salus » en Deu et conisanche de veriteit. » Il scella cet acte de ses armes, ainsi que son frère Thierry (4).

François eut cinq enfants :

(1) Charte de Saint-Lambert, n° 491, publiée par M. le chevalier DE BORMAN dans le *Livre des fiefs du comté de Looz, sous Jean d'Arkel*, page 291.

(2) DARIS, *Cartulaire de l'abbaye de Beaurepart, de l'ordre des Prémontrés*, à Liège, fol. 66; *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, tome IX, page 363.

(3). LE FORT, III<sup>e</sup> partie; Archives de l'État, à Liège; GALESLOOT, *Le Livre des feudataires de Jean III, duc de Brabant*, page 146.

(4) Selon une tradition, Thierry de la Roche, dit de Fléron, aurait épousé N.... de Magnée, et leurs descendants auraient porté le nom de leur mère. Il est à remarquer que les Magnée portent les mêmes armes que les de la Roche, les émaux seuls différent. A ce propos, nous ajouterons que l'écu des de la Roche portait au moyen-âge une bande vivrée; cette bande devint ondée dans la suite.

1<sup>o</sup> Jean , qui suit.

2<sup>o</sup> François, vivant le 31 décembre 1315 (1), mort avant 1328. Conrar de Lontzen releva, le 14 octobre de cette même année, à la Cour féodale de Liège les biens qui lui avaient appartenus.

3<sup>o</sup> Jacques, épousa la fille aînée de Baudouin de Flémalle, chevalier, et d'Isabelle de Saint-Servais, dont il eut cinq garçons et trois filles, entre autres: Baudouin qui devint bourgmestre de Liège en 1397 et 1403, et fut exilé et banni du pays le 7 octobre 1403. Ce Baudouin avait épousé une fille de Gérard Pauster, de Tongres, et fut le père de Jean de la Roche, seigneur à Beausen et à Flémalle, échevin de Liège et de Jupille, et de Guillaume de la Roche, chanoine de Saint-Lambert, qui soutint le parti de Thierry de Hornes contre le prince Jean de Bavière.

4<sup>o</sup> Thierry, vivait le 11 février 1348 (2).

5<sup>o</sup> N.. mariée à Jean de Villers.

**IV.** Jean II de la Roche, seigneur de la Rochette, avoué de Fléron, épousa N..., fille de Baudouin de Luxembourg, dit de Hollogne-aux-Pierres, avoué de Chênée, et de N..., de Velroux.

Nous lui connaissons trois enfants :

1<sup>o</sup> François, qui suit.

2<sup>o</sup> N.. qui épousa Rennewar, dit Renard de Weyme, seigneur de Reynarstein, décédé le 19 mai 1354, et enterré à Malmedy.

3<sup>o</sup> Jean, chanoine de Sainte-Croix, à Liège, en 1353.

**V.** François III de la Roche, seigneur de la Rochette, avoué de Fléron, vivait le 16 septembre 1366, et releva le

(1) LE FORT, 1<sup>re</sup> partie, *Généalogie de la famille de la Roche*.

(2) *Ibidem*.

fief de la Rochette cette même année, le 11 mars (1). Il épousa une fille de Pierre ou Pirlot de Horion, échevin de Huy, dont il eut quatre enfants :

1<sup>o</sup> Marie, femme de Hubert de Fanchon, chevalier, mort sans descendance.

2<sup>o</sup> N..., qui épousa Renier de Danmartin, dit de Fraipont, chevalier banneret.

3<sup>o</sup> Jean, qui suit.

4<sup>o</sup> Pierre, seigneur de Flostoy et de Résimont, dont

(1) On lit dans un manuscrit qui a probablement appartenu aux seigneurs de la Rochette, et qui se trouve aux archives de l'État à Liège : « Johan delle Roche a relevé la maison delle Roche delez Fléron, et le vouerie de Fléron à toutes haulteur et justice, ainsi que ses devanciers, registre de Jean Stock, *Cour féodale du Brabant*, le 11 mars 1266 ».

Cette date ne peut-être admise, pour la raison que la plus ancienne matricule des fiefs du Brabant ne remonte qu'à 1312. Ce registre portait le nom de *Latynsboek*.

Le *Stootboek*, dont parle le manuscrit, fut seulement formé par Jean Stoot vers 1355.

Un manuscrit, appartenant à la famille Francotte-Lion et gracieusement mis à notre disposition, nous a fourni plusieurs renseignements utiles. Il est intitulé : « *Petit recueil de quelques anciennes lettrages et moniments, concernant la maison de Rochette à Madame Sybille de Plettenbergh, douairière du dit lieu* ». Au bas de la page consacrée à la dédicace se trouvent les lettres FR. L. D. V. PR. qui se rapportent au frère Léon de Villers, recollet et chapelain de la Rochette en 1669. Nous y trouvons à la page 77 : » S'enseuvent quelques anciens relièves de ceux delle Roche, extraict hors des copies Pierre de Midelbourg, secretaire et greffier de la Cour féodalle de Brabant, tiré hors d'un fort ancien registre de fief, des fieffs de Brabant et d'Oultre-Meuse escript en parchemin et lié en planches, nommé le registre Jehan Stock auquel fut le deuxième costé à la fin dudit feuillet est escript come sensuit : « Jehan delle Roche woveis de Fléron fils Francq delle Roche at relevé le maison del Roche delez Fléron, VI<sup>xx</sup> (120) bonniers de bois, IIII (4) bonniers de preits et le voverie de Fléron a toutte haulteur et justice, ainsi

il fit relief à la Cour féodale le 19 décembre 1384 (1); mort sans descendance.

François de la Roche eut, comme son père, la prétention de prêter hommage au duc de Brabant pour l'avouerie de Fléron, alors que ce fief relevait du chapitre de Notre-Dame d'Aix; mais ce dernier revendiqua ses droits, et le seigneur de la Rochette dut reconnaître ses torts par acte public du 11 février 1348, bien heureux de conserver encore sa charge d'avoué (2).

que si devantrains l'ont tenus, XI jour en march l'an LXVI, pnt Reyn. petit varlet et Renchon Sulren hommes de Dalhain. »

L'absence de millésime a pu faire croire qu'il s'agissait de l'an 1266, alors que nous devons certainement reporter ce relief à l'an 1366, et le mettre au nom de François III de la Roche, mentionné par Hemricourt comme vivant à cette date.

A la page 78 du même manuscrit nous trouvons : « Copie extraite par Piere Midelbourg, secrétaire et conservateur des livres féodale du Roi d'Espagne, duc de Brabant, hors d'un ancien livre féodal écrit sur parcemin et intitulé : Ce sont les noms des hommes féodales ou fidels de Jehan par la grâce de Dieu, duc de Lothier, Brabant et Limbourg, lesquels lui ont prestés ou fait hommage après le trépas de perpétuelle memoire Jehan son père, lequel est trépassé la nuict ou vigile St-Symon et Jude, anno 1312, auquel livre entre autre au feuillet 59 sur la première parge est écrit comme sensuit : Jehan de le Roche, vouwé de Fléron, la vouwerie de Fléron et la maison de le Roche at relevé le fils du predit Jehan voué de Fléron. »

Ce relief s'applique à François II de la Roche; il est mentionné au *Latynsboek*, qui fut effectivement formé à l'avènement de Jean III, duc de Brabant, vers 1312 (voir *Le Livre des feudataires de Jean III*, par GALESLOOT, page 146). Il était d'ailleurs déjà avoué de Fléron en 1310, et, par conséquent, seigneur de la Rochette.

Le relief de Jean III de la Roche est également mentionné dans le manuscrit en question, comme ayant été fait en 1374, et renseigné au registre de NICOLAS SPECHT, autre clerc des ducs de Brabant.

(1) BORMANS, *Les seigneuries féodales du Pays de Liège*, p. 337.

(2) *Conseil privé*, 1669, touchant la Rochette; Archives de l'État à Liège.

**VI.** Jean III de la Roche, chevalier, seigneur de la Rochette, qu'il releva vers 1374 (1), de Flostoy et de Résimont (2), avoué de Fléron, l'un des douze juges du Pays de Liège et comté de Looz, fut échevin de Liège de 1386 jusqu'en 1419, date de sa mort. Il épousa Helwys de Bomal, qui mourut en 1400, et fut enterrée dans l'église de Chênée avec cette épitaphe : « Cy gist honorable dame » Hawy de Boumal, femē à Waillant homie Messire Johan » sr delle Roche, de Flostoy, hault-voué de Fléron, qui » trépassa l'an 1400, le 19 janvier (3). »

Elle fut mère de sept enfants :

1<sup>o</sup> François, qui suit.

2<sup>o</sup> Henri, seigneur de Résimont (4) et de Flostoy, qui épousa Catherine, fille de Jean de Berlo, seigneur de Brus, Plenevaux, Saive, Julémont, avoué de Selessin, et d'Agnès de Corswarem de Moumale. Il vivait avec son épouse le 1<sup>er</sup> septembre 1425, et moururent sans descendants.

3<sup>o</sup> Jenne, mariée à Christian delle Byste, seigneur du Pas-de-Saint-Martin, avoué de Horion, dont :

a) Adam delle Byste, dit du Pas, chevalier.

b) Christian, dont nous parlerons plus loin.

c) Catherine, femme de Henri Borghers de Curange.

4<sup>o</sup> Catherine qui épousa Olivier de Dammartin, dit d'Ohey, fils d'Olivier, seigneur d'Ohey, et de Catherine de la Monsée, dite de Seles.

5<sup>o</sup> Isabeau, épouse de Jean de Roloux dit de Ramelot, fils

(1) *Cour féodale de Brabant*, Spechtboek, fol. 2 v<sup>o</sup>.

(2) Il fit relief de la seigneurie de Résimont, comme plus proche héritier de son frère Pirlot, le 11 mars 1392 ; BORMANS, *Seigneuries féodales du Pays de Liège*, p. 337.

(3) Manuscrit du Frère LÉON DE VILLERS.

(4) BORMANS, *Les seigneuries féodales du Pays de Liège*, p. 337 ; relief du 19 juillet 1420.



de Pierre ou Pirlot, seigneur de Ramelot, et de Jeanne de Holley ;

6<sup>e</sup> Agnès, religieuse, puis abbesse du Val-Benoit, morte en 1454.

7<sup>e</sup> Marie, religieuse au Val-Benoit.

Jean de la Roche eut en outre trois enfants illégitimes qu'il n'oublia pas dans son testament daté du 4 mars 1419, jour de sa mort, « à dois heur après meynut ou environ ». Par ce testament, il demande à être enterré au couvent des frères mineurs à Liège, auquel il laisse une rente pour son anniversaire. Il laisse également aux frères mineurs, « vinte pesans florins une fois, » pour qu'on dise pendant sept ans, « messe de requiem por mon âme ». Il leur laisse encore pour « une pitanche (repas) dyez pesans florins ossy une fois à payer ».

Ses trois enfants illégitimes et leur mère Oudelette delle Brouck obtiennent sa maison de la rue Chaussée des Prés à Liège, et « VI petis gobines d'argent qui entrent l'une dedans l'autre ».

Il laisse à son fils Franck toutes ses propriétés dans l'avouerie de Fléron et à St-Hadelin, à la condition qu'il affecte une rente de quatre muids d'épeautre à faire célébrer tous les ans, pour son père et sa mère, pour lui et sa femme, une grand'messe dans la chapelle du château de la Rochette. Il fonde également des messes à Forêt, à Flostoy et à Chênée, dont il se dit paroissien.

De même il lègue, entre autres biens, à Isabeau, sa fille, probablement la seule qui ne fût pas encore mariée, ses propriétés situées à Ciplet, à Corswarem, à Chapon-Seraing et à Hanèche, évaluées ensemble à cent cinquante muids d'épeautre de rente ; en outre, six hanaps d'argent, des sept qui se trouvent dans sa maison de Liège, ainsi qu'une des deux coupes d'argent doré.

Son fils Franck reçoit le mobilier de la Rochette et

celui de Liège ; et Henry, celui de ses maisons de Huy et de Flostoy, excepté la vaisselle d'or et d'argent que les deux frères doivent se partager.

Il veut que « le chapeal d'or (heaume de parade), que » todis demeure alle maison delle Roiche ; Item, ju lay à » Franchois, mon varlet, pour Dieu et en almoine (aumône), » l'argent de cheval que moy doit Johan de Lierneur le » meide (médecin) por le cheval qui fut Benoilmont, et tot » le harna qui port tout les jours quant illi chevache, et » encore avecq ce, XXX pesans florins une fois à payer ; » Item, ju lay à Wilhemot me paige (mon page), dyez » pesans florins, etc., etc. » (1).

Il fut enterré au couvent des frères mineurs, à Liège, sous une pierre portant sculptée son effigie, armée de pied en cap, avec cette épitaphe : *Chi gist sage et vaillant homme Monseigneur Johan, seigneur delle Roche, et advoueit de Fléron, chevalier, Douse des lignaiges et eschevins de Liège iadit, qui trépassa l'an 1419, le 4<sup>e</sup> jour du mois de mars* (2).

**VII.** Franck ou François IV de la Roche, son fils aîné, lui succéda ; seigneur de la Rochette, Flostoy et Résimont (3), il prêta, devant les mayeur et échevins de Fléron, le serment d'usage comme avoué de cette terre.

(1) *Convenances et testaments*, Grand greffe, 1419-1426, fol. 33.

(2) L'attestation de cette épitaphe, par Bartholomé Hanus, héraut d'armes, se trouve à la page 169 d'un ouvrage imprimé à Liège en 1671 et intitulé : *Démonstration de la nullité des recours empris au Conseil du Brabant et Cour féodale à La Haye, par le baron de Cortembach*, etc.

L'an 1416, le 25 août, Jean de la Roche fit rendage pardevant la Cour de Fléron, « d'une islea gisant à la venne », et l'an 1422, le 19 décembre « d'une islea gisante en Ster, joindant au bois Franck delle Roche ». Il existe encore, entre Vaux-sous-Chèvremont et Chaudfontaine, près du lieu dit « en Ster », un endroit portant la dénomination « en Lilay » ; *Conseil privé*, 1669, et *Cour féodale de Fléron*.

(3) BORMANS, *Seigneuries féodales*, p. 337, relief du 14 août 1426.

Ce serment, attesté par lettres scellées des dits échevins, en date du 4 mars 1420, est ainsi conçu :

« Je Franck sire delle Roche, escuyer, jure que d'ors  
» en avant, jy seray bon et feable alle englise de notre  
» Dame d'Aix, et az sangnours Doyen et Capitle delle dite  
» englise d'Aix, mayeur, esquevins, massiveirs et surceans  
» delle nateur, court et sangnoirie de Fléron, apparte-  
» nante alle ditte englise, et qui jy les warderay loyalement  
» leurs droits et les tensoray et défenderay à mon poyoir  
» comme voué de Fléron de forche et violenche à l'en-  
» contre de cheaulx qui vouldroient faire. — Si Dieu me  
» vult aider et tous ly saints » (1).

François de la Roche fut échevin de Liège de 1424 à 1442; il possédait une maison au quartier d'Outre-Meuse, chaussée des Prés, et y résidait habituellement. Quoique vassal de Dalhem, comme seigneur de la Rochette, sa charge d'échevin de la cité l'obligea à contribuer, avec les nobles du baillage d'Amereœur, au paiement de l'indemnité de guerre que les Liégeois se virent forcés de payer à Philippe, duc de Bourgogne, suivant le traité de paix conclu à Malines le 20 décembre 1431 (2).

L'avoué de Fléron contesta au chapitre d'Aix, le droit de nomination des échevins et, comme son grand-père, il chercha à confondre le domaine de la Rochette avec l'avouerie. Comme il ne put fournir la preuve de ses prétentions, ce droit fut reconnu au chapitre par sentence du 19 mars 1436, et, le 1<sup>er</sup> octobre 1439, un accord entre le chapitre et Franck de la Roche confirma les droits du premier. L'avoué fit intervenir à ce contrat Christian delle

(1) Manuscrit de L. DE VILLERS, et dans l'ouvrage intitulé : *Jura Sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, p. 81.

(2) *Conseil privé*, 1669.

Byste, chanoine de Liège, son neveu, et Jean de Ramelot, son beau-frère, qu'il qualifie ses héritiers (1).

Le 8 décembre 1425, pardevant les échevins de Fléron, il avait cédé à Johan Matoize, un coup d'eau à Vaux-sous-Olne, pour activer une foulerie, moyennant une rente de deux chapons, affectée sur ladite foulerie et payable, chaque année, le jour de la St-Étienne, lendemain du jour de Noël (2).

Il avait épousé Marguerite dite de Celles, fille de Guillaume Kokeal, de Limbourg, dont il n'eut pas de descendance; mais il laissa quatre enfants illégitimes, qu'il reconnut et dota par testament. Ces quatre enfants étaient: 1<sup>o</sup> Pirlot ou Pierre, mayeur de Fléron en 1441, auquel son père, en accomplissement de son contrat de mariage, transporta, le 15 septembre de la même année, dix muids de mouture, affectés sur le moulin de Vaux-sous-Olne (3). Ce moulin appartenait dans la suite à Johan le bastard, frère du mayeur de Fléron, et s'appelait « le mollin delle vouerie » (4); 2<sup>o</sup> Agnès, épouse de Jean de Limbourg; 3<sup>o</sup> Catherine, épouse d'Alexandre Halbadeal, et, en secondes noces, de Mathieu de Preit, et 4<sup>o</sup> Johan le bastard.

(1) *Jura Romani Imperii in Dominio de Fléron*, p. 8.

(2) *Cour féodale de Fléron*, œuvres, 1360 à 1501.

(3) *Ibidem*; Pirlot épousa Maroye, fille de Henry d'Enixhe, dit de Faulkon, parente de messire Jehan d'Enixhe, prieur de Beaufays. Franck de la Roche et Marguerite, son épouse, comparaissent à la signature du contrat et assignent à Pirlot une rente de 80 muids d'épeautre. (Document communiqué par M. Lohest-de Waha.)

(4) Le 22 mars 1462, Jean, bâtard de la Roche, transporta, pardevant la Cour de Fléron, à Renard Bauduin, mayeur d'Olne, le moulin avec ses dépendances, dit moulin delle Vouerie, situé à Vaux-sous-Olne, moyennant une rente annuelle d'un muid de mouture, payable le jour de la fête de St-André. Le même jour,

Par son testament, qui fut ouvert devant les écheviens de Liège le 20 janvier 1443, François de la Roche demande à être enterré au couvent des frères mineurs, à Liège, auprès de son père. Il laisse à l'église de Chênée, pour son anniversaire, dix setiers d'avoine de rente affectés sur un pré situé à Vaux-sous-Chèvremont et à Ransy, soit « quatre stiers au vesty, quatre stiers pour le luminaire et deux stiers au clerq ».

Il fonde une messe pour tous les dimanches de l'année dans la chapelle de la Rochette; en cas d'empêchement, elle devait être célébrée dans l'église de Forêt. Il affecte à cette fondation une rente de sept muids d'épeautre.

Il laisse également, pour un anniversaire à Forêt, dix setiers d'épeautre de rente, et comme il possédait une maison à Prayon, il en fait un asile pour quelques pauvres. Cette maison, suivant le désir du testateur, devait être habitée à titre gratuit par une personne charitable, à charge seulement d'entretenir l'immeuble et de donner ses soins aux malheureux qui lui demanderaient l'hospitalité. Voici d'ailleurs le passage du testament concernant cette fondation :

« Item que come ensi soit que je aye à Prailhon une  
» maison sur laquele je suy tenus et redevauble à ung  
» vestis (curé) de Forès (Forêt) IIII stiers de spelte  
» (épeautre) héritables, lesquels IIII stiers de spelte, je  
» vuelle et ordine qu'il soit audit vestis autrepert rasseneit  
» (affectés) affin que le maison soit ligge (libre); en  
» laqueile maison je vuelle qu'il soit ordineit et affermeit

Jean le bâtard de la Roche, transporta le muid de mouture à Arnold de Liège, demeurant à Olne, pour vingt fl. du Rhin; voir le *Record délivré par la Cour de Fléron, à la demande de Renier Syanne, meunier de Vaux-sous-Olne, propriétaire du dit moulin, le 7 juillet 1618.*

» ung lit atout les aournemens (ornemens) raisonnables  
» pour herbigier, toutlefoix quanteffoix que nécessité  
» serat, ung poevre (pauvre) II ou III poevres. Et  
» avecques ce ung pot, une peelle et ung chodron, et une  
» mappe pour eaux à servir ; en laqueile maison je vuelle  
» que aulcune (une) personne ait son herbigie et demeure  
» sens treschens (loyer) à payer, fours tant seulement qu'il  
» soit tenus de detenir la dite maison, de servir et adrechier  
» les dis poevres de cariteit et d'aulmoines, etc.... » (1).

François de la Roche laissait le surplus de ses biens à sa femme, et, par codicille, il faisait différents legs à ses serviteurs, et léguait encore à Johan le bastard, son frère, le fief de Résimont, « si avant que je le tiens de mon très redoubté sangneur monsr de Liège (2) ».

Il fut le dernier seigneur de la Rochette de cette famille. Sa veuve releva, dans la sacristie de Notre-Dame d'Aix-la-Chapelle, l'usufruit de l'avouerie de Fléron le 11 janvier 1444, et déclara que son mari avait établi pour son manbours et pour remplir les fonctions d'avoué, son neveu Christian delle Byste, chanoine de Saint-Lambert.

Les héritiers de François étaient son neveu, Christian delle Byste, ses beaux-frères, Olivier de Dammartin, dit d'Ohey, Jean de Roloux, dit de Ramelot, et ses sœurs religieuses au Val-Benoit.

Olivier d'Ohey releva l'avouerie le 26 octobre 1443 et renonça à ses droits au profit de son beau-frère, Jean de Ramelot, le dernier jour de février 1444.

Marie et Agnès de la Roche, du consentement de l'abbesse du Val-Benoit, relevèrent leurs parts de l'avouerie

(1) *Convenances et testaments, 1440-1443, folio 179.*

(2) Johan, bâtard de la Roche, releva la seigneurie de Résimont le 15 novembre 1443, S. BORMANS, *Seigneuries féodales du Pays de Liège*, p. 337.

et y renoncèrent au profit de leur neveu Pierre de Ramelot, qui prêta serment au chapitre d'Aix le dimanche 7 juin 1444. Le 20 du même mois, Pierre renonça à ses droits sur ce fief au profit de Jean de Ramelot, son père, qui fit relief et prêta serment (1).

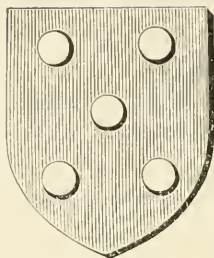
L'avouerie, en 1444, était donc la propriété de Christian delle Byste et de Jean de Ramelot, son oncle.

La veuve de François de la Roche ayant épousé, en secondes noces, Jean de Brandebourg, seigneur de Bolland et grand bailli d'Amercœur, conclut, le 3 mai 1448, avec Christian delle Byste, un accord par lequel ce dernier au lieu du douaire de deux cent cinquante muids d'épeautre de rente, lui abandonnait la jouissance de la seigneurie de la Rochette, avec cette restriction qu'il placerait pour exercer la justice un lieutenant ou sous-voué, lequel serait choisi par lui Christian et agréé par Jean de Brandebourg. Les deux conjoints devaient entrer en possession de la Rochette, le jour du Sacrement suivant (2).

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, p. 84.

(2) Manuscrit de L. DE VILLERS; étaient présents à cet acte : Wilheme de Viller, seigneur de la Capelle, échevin de Liège, Wilheme de Champs, Rogier delle Fontaine, Wilheme de Xhenemont, et Berstremé son fils.





CHRISTIAN DELLE BYSTE. — 1443-1475.

Christian delle Byste (en flamand *Van der Biest*), chanoine de Saint-Lambert, seigneur de Pas-Saint-Martin (1), avoué de Horion, châtelain de Franchimont, fils de Christian (fils de Christian, avoué de Horion, et de la fille de Jean de Rulant, de Hozémont), et de Jeanne de la Roche, appartenait à une famille originaire de Saint-Trond : on le trouve également mentionné sous les noms de Christian de Dammartin, du Pas St-Martin et Van den Bosch.

Chanoine résidant à Liège en 1412, il était absent de 1414 à 1417, et de nouveau en résidence à Liège de 1453 à 1475.

Il assista au rendage de la brasserie d'Amechin en 1434, et apaisa devant la justice d'Amay un différend survenu entre le chapitre et les vigneronns de Huy, en 1455. Il vendit, en 1459, au chapitre de Saint-Lambert, la seigneurie de Terbiest, près de Saint-Trond (2).

(1) BORMANS, *Les Seigneuries féodales du Pays de Liège*, p. 318; Il releva cette seigneurie le 11 août 1453.

(2) DE THEUX, *Chapitre de St-Lambert*, tome II, page 182.



Fils de la sœur aînée de Franck de la Roche, il était son plus proche parent (voir le tableau généalogique), et, comme nous l'avons vu, il n'habita pas le château de la Rochette ; par suite d'un arrangement, ce fut la veuve de Franck de la Roche avec son second époux, Jean de Brandenbourg, qui y demeurèrent. Cependant, certaines contestations surgirent entre eux, car nous les trouvons en présence du chapitre de Saint-Lambert, ainsi qu'Olivier d'Ohey, Jean de Ramelot et l'abbessé du Val-Benoît, à la date du 12 janvier 1452, pour vider leurs différends. Ils déclarèrent suspendre leurs querelles, et s'en rapporter à l'arbitrage de Guillaume de Libermei et de Libert Textor, échevin de Liège (1).

A la mort de Marguerite de Celles, veuve de Franck de la Roche, Jean de la Roche, dit de Beausen, cousin au huitième degré de Franck et son plus proche parent par agnation, voulut faire valoir ses droits à la seigneurie et à l'avouerie de Fléron, sous prétexte qu'un fief du Brabant ne pouvait tomber en quenouille, et que la postérité mâle de ses possesseurs primitifs ne pouvait en être déshéritée.

Ce fut vers cette époque que les Liégeois, poussés par l'astucieux Louis XI, attirèrent sur eux la colère du duc de Bourgogne. Le 30 octobre 1468, date néfaste pour tout Liégeois, l'antique cité fut livrée aux flammes et au pillage, ses habitants égorgés ou précipités dans la Meuse.

Il serait inutile de rappeler ces faits, que la tradition a gravés dans la mémoire de tous, si nous ne devions parler d'un des lieutenants du duc de Bourgogne, lequel, exécuter sans pitié des ordres sévères de son maître, présida à la destruction de cette ville florissante, et au massacre de ses habitants.

Ce lieutenant, Frédéric de Withem, châtelain de Dalhem,

(1) BORMANS, *Conclusions capitulaires du Chapitre de St-Lambert*, page 11.

fut choisi par le chapitre d'Aix-la-Chapelle et prêta le serment ordinaire comme avoué héréditaire de Fléron, à la date du 9 février 1469, trois mois après le sac de Liège (1).

La collation de cet office à un autre qu'au seigneur de la Rochette (2), nous fait supposer que la seigneurie avait été confisquée à Christian delle Byste, ou que celui-ci ayant cherché un refuge au loin, la charge d'avoué se trouvait vacante et revenait de droit au châtelain de Dalhem comme représentant le duc de Brabant.

Tandis que Jean de la Roche de Beausen revendiquait le château de la Rochette, Withem avait jeté ses vues sur ce fief. Il avait une grande influence à la cour du duc Charles et, de plus, en qualité de châtelain de Dalhem, c'était devant lui que le serment de fidélité devait être prêté. C'est assez dire que les revendications de Jean de la Roche ne pouvaient avoir grandes chances de succès. Nous verrons dans la suite ce qu'il en advint.

Christian delle Byste s'éteignit à Liège en 1475 (3), dans un âge avancé. Voici le texte du testament qu'il fit ou plutôt qu'il accepta, le 20 juin de cette même année :

« Le XX<sup>e</sup> jour de moix de jung, environ de VIII heures  
» après vespre, mesire Christiane de Pas, canone de Liège,  
» gissant sour son lit en petit chalfeur (chambre à feu),  
» emprès sa cusinne, débilité par maladieze de son corps,  
» et touttefois extant en ses bons sens et mémore, fut  
» plussieurs et diversse foix requis et priet de faire testa-

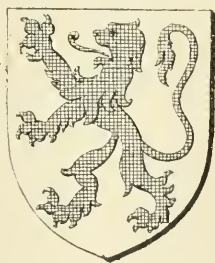
(1) *Conseil privé*, 1669; Archives de l'État à Liège.

(2) Dans l'acte d'investiture par le chapitre d'Aix, Frédéric de Withem est qualifié de seigneur de la Rochette; mais c'était la formule habituelle. Il ne le fut jamais, en effet, puisqu'il reconnut les droits des héritiers de Franck de la Roche, quand son frère Jean de Withem acheta la seigneurie.

(3) DE THEUX, *Le Chapitre de St-Lambert*, tome II, p. 182.

» ment et disposeir et ordineir sa volenté dieraine des  
» biens que notre seigneur Jhesu Crist ly avoit presteit en  
» ce monde et sy longement fut de ce sommé et requis par  
» messire Willeme Grigore, vesty (curé) de Sart, et ly  
» fut par luy demandé se son plaisir estoit et sa vollenteit  
» que monsr l'archidiack de Hainault (Jean de la Marck),  
» messire Renart de Roveroy, messire Loren de Bealmont,  
» ledit vesty et Gile le Pollen fuissent ses foydmens et exé-  
» cuteurs, et qu'il polsissent de ses biens faire et ordonneir  
» à leur disposition et vollenteit, lequel respondi par II ou  
» III foix oyl. Présents Jehan le bastar delle Roche, le  
» joenne, Johan dy le Joenne, Allixandre de Mollin, Piron  
» le Blon, et frère Loren le Lollart comme tesmoins. » (1)

La maison que Christian delle Byste habitait à Liège, était située vis-à-vis du chœur de l'église Saint-Michel ; Robert d'Erpe en remit les clefs à Simon de Sluse, archidiacre du Condroz, le 17 octobre 1478 (2).



CHRISTIAN DE RAMELOT. — 1475-1478.

Jean de Ramelot étant mort la même année que Christian delle Byst, son fils Christian, seigneur de Goesne, gentil-

(1) *Échevins de Liège*, convenances et testaments, 1474-1477, p. 170.

(2) BORMANS, *Conclusions capitulaires du Chapitre de St-Lambert*, p. 30.

homme de l'Etat noble du pays de Liège et comté de Looz, releva le domaine de la Rochette devant la cour de Jupille le 25 novembre 1475, tant pour lui, que pour son frère Henri et pour sa sœur Isabeau. (Voir le tableau généalogique.)

Ce relief toutefois ne fut qu'une simple formalité; son auteur ne pouvait prendre possession du fief, qui était toujours détenu par le châtelain de Dalhem. Nous avons déjà parlé de ce dernier, qui fut un personnage influent et qui joua un rôle important dans les guerres civiles du pays de Liège à cette époque.

Frédéric, seigneur de Withem, Weiswiler, Machelen, Colonster, chevalier, drossart et châtelain du comté de Dalhem, maréchal héréditaire de Limbourg, chambellan et conseiller du duc de Bourgogne, Charles-le-Téméraire, avait pour frères Jean de Withem, seigneur d'Ische, écuyer de l'écurie de Louis de Bourbon, prince-évêque de Liège, et Warnier ou Werner de Withem. Ils étaient enfants de Jean, seigneur de Withem, Houtven, Weiswiler, Machelen, drossart et châtelain de Fauquemont; et de Marguerite de Pallant, sa première femme.

Jean de Withem, qui mourut en 1443 et fut enterré aux Jacobins, à Maestricht, était fils du premier lit de Jean, seigneur d'Esche ou Ische, sénéchal de Brabant, et de Catherine Hoen de Hoensbroeck, et petit-fils de Jean de Brabant dit van Corselaer, seigneur de Withem, fils bâtard de Jean II, duc de Brabant, et de Catherine de Holsiet. Ce dernier était, en 1345, chambellan de Jean III, duc de Brabant, son demi-frère. Il acheta la seigneurie de Withem, dont ses descendants prirent le nom (1).

(1) LE FORT, *Généalogie de la famille de Withem*; BUTKENS, *Trophées de Brabant*, tome I, pp. 658 et 659; Manuscrit de L. DE VILLERS. — Withem portait « d'argent à la croix engrêlée d'azur »; ces armes parfois sont écartelées avec celles de Brabant.

Frédéric épousa en premières noccs, par convenances du 3 novembre 1454, approuvées aux échevins de Liège l'an 1459, Marie Chabot, dame d'Omesées et de Colonster, qui décéda le 25 mars 1460 et fut inhumée dans l'église de Saint-Pholien à Liège (1), fille d'Eustache Chabot, seigneur d'Omesées et de Colonster, grand et souverain mayeur de Liège, et d'Ailid Rosseal; en secondes noccs, il épousa Anne Rogmans, dame de Bygaerden, dont il se sépara le 14 février 1488. Nous ne lui connaissons aucun descendant.

Le 22 mars 1451, il fut investi, par lettres patentes de Philippe-le-Bon, de la charge de maréchal héréditaire de Limbourg, et, par commission du 15 octobre 1462, il devint châtelain et drossart de Dalhem, office qu'il occupa jusqu'en 1479, époque où il le résigna en faveur de son frère Werner (2).

Frédéric de Withem était un des brillants seigneurs de la cour si fastueuse de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne. Il assistait, le 28 juin 1459, comme homme de fief, au palais de Bruxelles, en présence de Philippe-le-Bon, à la donation faite par le seigneur de Wesemael de la seigneurie de Fallais au comte de Charolais, représenté par son chambellan (3).

Il faisait partie de l'armée bourguignonne, au moment de son passage de l'Escant, le jour de la bataille de Barselle contre les Gantois (4).

Le 17 février 1454 (n. st.), nous le retrouvons à Lille, au fameux banquet du Faisan, pendant lequel Philippe-le-Bon, cédant aux sollicitations du pape Pie II, fit le vœu de

(1) *Manuscrit de la collection de M. le chanoine Henrotte.*

(2) *Chambre des comptes de Brabant*, reg. 13.146

(3) *Cour féodale de Brabant*, reg. 122, fol. 200; Eug. Poswick, *Histoire du Comté de Fallais*, p. 55.

(4) GEORGES CHASTELLAIN, *Chronique*, tome II, p. 299.

prendre la croix pour repousser les Musulmans qui avaient envahi la Hongrie. A ce banquet resté célèbre, assistaient plusieurs princes et un grand nombre des principaux seigneurs de l'époque, lesquels, pour répondre au désir du duc de Bourgogne, promirent de le suivre dans cette nouvelle croisade et en prononcèrent le vœu séance tenante.

Les chroniqueurs qui nous ont conservé une relation détaillée de cette fête, nous l'ont également connaître les termes dans lesquels les différents vœux furent prononcés par les convives. Ce fut probablement pour rappeler sa descendance des ducs de Brabant, que Frédéric de Withem s'unit aux deux bâtards de Bourgogne, pour émettre un vœu commun dont voici le texte :

« Messire Anthoine et Messire Philippe, bastards de  
» Brabant, et messire Fedric de Witem, vouons à Dieu,  
» à la benoite vierge Marie, aux dames et au faisant, de  
» aler et acompaignier nostre très-redoubté seigneur  
» monseigneur le duc de Bourgoingne, ou monseigneur de  
» Charolais, oudit saint voyage, ou cas qu'il lui plaise,  
» comme tenus y sommes, et de faire ce qu'il lui plaira  
» à nous commander à nostre pooir ; et prions nostre  
» dit très-redoubté seigneur, ou cappitaine dessoubz qui  
» nous commettra, qu'il lui plaise nous donner congié de  
» estre des avant-coureurs ; et ou cas que nous averons  
» congié, nous porterons l'ensaingne de Nostre-Dame en  
» banerolles sur nos sallades ou sur l'abillement de  
» teste que averons ; et ferons tant, au plaisir de Dieu  
» nostre créateur, que nostre dicte ensaingne de Nostre-  
» Dame et nos noms seront cognus entre Crestiens et  
» Sarrazins, et nostre honneur, à l'ayde de Nostre-Seigneur  
» Jhesus-Crist » (1).

(1) MATHIEU, D'ESCOUCHY, *Chronique*, tome II, p. 201.

Ces projets de croisade ne devaient aboutir que dix ans plus tard; Antoine, le Grand Bâtard de Bourgogne, fut chargé du commandement de l'expédition, qui se composait de douze galères, montées par dix mille combattants environ (1).

La petite escadre partit, le 21 mai 1464, du port de l'Ecluse, côtoya la France et l'Espagne et entra dans la Méditerranée, où elle devait se joindre à celles rassemblées par le pape Pie II; mais la mort de ce dernier, arrivée à Ancône le 16 août de cette même année, arrêta les projets des croisés, qui débarquèrent à Marseille et revinrent par terre dans leur pays.

Frédéric de Withem cependant, fidèle à son vœu, ne voulut pas reprendre le chemin du Brabant avant d'avoir tiré l'épée contre les infidèles; et pendant une année entière, il guerroya sur la Méditerranée. Voici en quels termes le chroniqueur Olivier de la Marche rapporte ces détails : « et » si fait à remontevoir que, l'armée toute rompue, messire » Pietre Wais et messire Frederich de Withem garnirent » leurs bateaulx le mieulx qu'ilz peurent; et firent ung an » la guerre aux Sarrasins, vaucréant la mer à leur avan- » taige, où ils acquirent grand honneur; car ce n'est pas » peu de chose, après l'armée rompue, de soubstenir la » guerre ung an contre les infidelles et Sarrasins, comme » dit est. » (2).

Comme Frédéric de Withem avait été empêché de remplir ses fonctions de châtelain et drossart de Dalhem, pendant cette expédition, on lui avait donné pour lieutenant ou adjoint Godard de Herve, son beau-frère, par commis-

(1) OLIVIER DE LA MARCHE, maître d'hôtel et capitaine des gardes de Charles-le-Téméraire, *Mémoires*, édition BEAUNE et D'ARBAUMONT, tome III, p. 38; mais, selon DU CLERCQ, liv. V, ch. VIII, deux mille hommes seulement.

(2) OLIVIER DE LA MARCHE, t. III, p. 41.



sion du 27 avril 1464. Ce dernier prêta serment à la Chambre des comptes le 6 septembre de la même année, et suppléa de Withem jusqu'au 31 août 1465 (1).

Quelques années auparavant, après le sacre de Louis XI à Rheims, auquel assistait le duc de Bourgogne avec une suite nombreuse, de grandes fêtes marquèrent l'entrée du roi à Paris. Au nombre des réjouissances figurait un tournoi, qui eut lieu dans cette ville le 13 septembre 1461. Nous y retrouvons Frédéric de Withem, entrant dans l'arène, revêtu d'un costume remarquable par son originalité et faisant contraste avec la richesse et le luxe déployés par les autres seigneurs.

Il voulait être remarqué et il le fut doublement, car il eut tous les honneurs de la journée. Écoutons ce qu'en dit un témoin oculaire :

« Quand doncques ces joustes avoient duré jà une bonne » espace, survint tout derrenier un jeusne chevalier de Brabant (du pays d'Outre-Meuse, dit OLIVIER DE LA MARCHE) » que le roy avoit amené au pays et retenu à luy, nommé » messire Frédéric de Witem. Et estoit yceluy chevalier » housé et couvert, homme et cheval, tout de peaux de » chevreaux armés de bois (2), et monté à l'avantage pour » acquérir bruit. Sy vint riffant parmy les jousteurs et fist » merveilles de bien employer son bois. Et tant avoit bon » cheval et luy bon vouloir que tantost n'estoit ne bruit, » ne criée, que de son fait; et ne dura riens devant luy, » sauve toutesvoies que messire Adolf de Clèves avecques » plusieurs autres firent moult bon debvoir. Mais touchant

(1) *Chambre des comptes de Brabant*, reg. n° 13,146.

(2) OLIVIER DE LA MARCHE: « mais quand vint a deviser du pris, il fut trouvé que Frédérich de Wittem avec son escu et son cheval couvert de la peau d'ung dain avoit le mieulx couru, rompu et gagné le pris. » T. II, p. 425.



» le prix et l'honneur du jour, certes, par jugement des  
» dames et des seigneurs, il fut donné et jugé appartenir  
» audit chevalier messire Frédéric; et de fait fut apportée  
» la lance d'or garnie de trois diamants assis en pointe,  
» en manière de rochet » (1).

Hardi et entreprenant, ne ménageant pas sa personne à l'occasion, Frédéric de Withem eut une existence agitée, et se trouva maintes fois dans des situations très critiques. C'est ainsi qu'il fut arrêté à Liège et que son parent Henri de Withem, seigneur de Beersel, dut avancer une certaine somme d'argent pour payer sa rançon. Par acte du 19 juin 1474, Frédéric lui constitua une rente héréditaire, pour se libérer envers lui (2). Dans une autre occasion, il fut fait prisonnier à Huy, alors que cette ville était au pouvoir de Guillaume d'Arenberg (3).

La cité de Liège commençait à renaître de ses cendres; Marie de Bourgogne, fille de Charles-le-Téméraire, mort sous les murs de Nancy, venait d'épouser Maximilien d'Autriche, et avait fait la paix avec les Liégeois. La tranquillité paraissait rétablie et l'administration de la justice reprenait son cours. Ce fut en 1477, que le tribunal des échevins de Liège siégea pour la première fois, après neuf années d'interruption.

Les prétentions de Jean de la Roche dit de Beausen, peu sérieuses d'abord par ces temps de troubles, allaient devenir gênantes pour les héritiers de Christian delle Byste et de Jean de Ramelot : aussi se décidèrent-ils à se débarrasser de ces tracasseries, en abandonnant leurs droits sur la terre de la Rochette au profit de Jean de

(1) GEORGES CHASTELLAIN, *Chronique* publiée par le baron Kervyn de Lettenhove, tome IV, p. 137.

(2) *Cour féodale de Brabant*, reg. 345, p. 252; *Inventaire*, p. 293.

(3) MELARD, *Histoire de Huy*, p. 285.

Withem, frère de Frédéric. Cette cession se fit de la manière suivante :

Les enfants de Jean de Ramelot, c'est-à-dire Christian, seigneur de Goesne, Henri son frère et Isabeau leur sœur, par acte du 28 mai 1478 ; Jehenne et Isabeau, filles de Pirlot de Ramelot, seigneur de Flostoy, par acte du 12 juin 1478; Wilhem Grégoire, chanoine de Saint-Denis, curé de Sart; messire Loren de Beemont, chanoine de St-Pirree, et Gilles le Pollen, se portant forts pour Jean de la Marck, chanoine de Liège et archidiacre de Hainaut, comme héritier de Christian delle Byste, cèdent également tous leurs droits sur la Rochette, par devant la cour de Jupille le 27 juillet 1478. Gilles le Pollen obligeait tous ses biens pour faire ratifier la susdite cession par l'archidiacre de Hainaut, lorsque celui-ci serait revenu au pays. Loren de Beemont et Wilhem Grégoire lui promettaient aide et assistance, comme exécuteurs testamentaires (1).

Le 16 juillet, Christian de Ramelot, représentant son frère et sa sœur, ainsi que Jehan de Lonneur, mambour et porteur de procuration de Jeanne et Isabeau de Ramelot, se rendirent au château de Dalhem et relevèrent le château et les biens de la Rochette, devant Frédéric de Withem, agissant en qualité de lieutenant des fiefs et châtelain de Dalhem.

(1) *Conseil privé* « touchant la Rochette, » 1669 ; Archives de la Rochette; Manuscrit de L. DE VILLERS; *Démonstration de la nullité*, etc., p. 165.

Le 10 mai 1480, Gilles Le Pollen, au nom de Jean de Withem, paye contre quittance à Jean de la Marck vingt-quatre florins du Rhin à vingt aydans la pièce, en déduction des cinquante florins, montant de ce qui lui était dû pour sa part dans la seigneurie de la Rochette, *Cour de Jupille*; Paroffres, n° 299, fol. 137.

A la suite de cet hommage, Christian de Ramelot et Jehan de Loneur déclarèrent avoir cédé tous leurs droits à Jean de Withem qui fit relief et prêta serment à son tour.

Par le même acte, Frédéric de Withem abandonna à son frère tous les droits qu'il pouvait avoir sur ladite seigneurie, moyennant une somme de six cents florins du Rhin à vingt aidans la pièce (1).

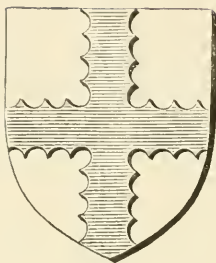
Le 5 août suivant, Jehan de Chettengny, dit Sural, Jehan et Philippe de Revers, se rendirent à Huy (avec le consentement du mayeur de Liège) dans la maison de Jehan de Loneur, où comparurent Henri et Isabeau de Ramelot, frère et sœur de Christian, ainsi que Jehenne, leur cousine, tant pour elle que pour sa sœur Isabeau, lesquels reconnurent et confirmèrent tout ce qui avait été fait par Christian de Ramelot et Jehan de Loneur, au profit de Jean de Withem (2).

Christian de Ramelot avait épousé, le 5 février 1476, Jeanne de Rouveroy, dame de Drolenvaux et Cornesse, fille de Renard, chevalier, et de Catherine de Ferme (3).

(1) Cet acte fut passé par devant les hommes de fief de Dalhem. Jean Sternace de Bernawe, Arnould de la Cousture, Jehan Piron de Mortroux, Philippe de Ronnet ou Rovet et Jehan de Cattenhausen. Manuscrit de L. DE VILLERS.

(2) *Conseil privé* « touchant la Rochette » 1669; *Démonstration de la nullité*, etc., page 165.

• (3) LE FORT, *Généalogie de la famille de Ramelot*.



## LES SEIGNEURS DE LA ROCHETTE DE LA MAISON DE WITHEM.

JEAN DE WITHEM. — 1478-1483.

Jean de Withem releva, le 18 juillet 1478 (1), par devant la cour de Fléron, l'avouerie du dit lieu. Nous croyons intéressant de donner ici le texte entier du record qui lui fut délivré sur sa demande par les échevins de Fléron :

« A tous cheaulx qui ches présente lettre verront et oront,  
» ly maire et les esquevins delle court, haulteur et justice  
» de Fléron, appartenante au vénérables et discreis sei-  
» gneurs, Monsigneurs le Doyen et chapitle del eglise  
» Notre Dame d'Aixhe, salut et cognissance de vériteit;  
» sachent tout que pardevant nous comme pardevant court

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, page 88.

» haulteur et justice susditte, comparut en propre personne  
» pour faire ce que cy après s'ensieult, noble et honoreis  
» damoisea Jehan de Witthem, signeurs d'Yes et de la  
» Roche, lyqueil là meismes nous requist et pryat amia-  
» blement, que parmi ses drois payant, il poulsisse de nous  
» avoir ung bon, vray et juste recort par escript et sayelleit,  
» se nous aviemes mémoire et cognissance qu'il fuist voweit  
» del haulteur et signourie susdit de Fléron, appartenant  
» ausdits signeurs doyen et chapitle Nostre Dame d'Aixhe,  
» et tout ce et de quant que nous en saviens et wardiens. Et  
» nous les esquevins subescript à la raisonnable supplica-  
» tion et request du pré escript damoisea Jehan, les uns de  
» nous à l'autre sour ce meyurement conseillies par grande  
» délibération, alle somonse de honorable homme Jehan de  
» Fléron, mayeurs pour le temps de notre ditte haulteur,  
» desiemes et recordames, disons et recordons, salvons et  
» wardons, qui recort demande recort doit avoir, partye  
» desus adjournée, lyqueil damoisea Jehan alligat qu'il n'y  
» scavoit nulle partye ; ensieuwant che que dit est, ledit  
» damoisea Jehan at apporteit pardevant nous charge et  
» comission, mandement de par nos dits signeurs Doyen et  
» chapitle notre Dame d'Aixhe, contenant que nous adme-  
» tissiemes et recheuassiemes le susdit damoisea Jehan, en  
» la dit office del dit voverie appartenant à mesdits signeurs,  
» comme cely qui avoit fait le seriment et ce que au cas  
» appartient pardevant eulx et leur dit chapitle ; sy que à la  
» request dudit damoisea Jehan et en viertut dudit mande-  
» ment fut par nous enseigniet audit damoisea, del venir et  
» comparoir pardevant les xhammes del dit justice de  
» Fléron, en présence des masuwiers et sourcheans del dit  
» haulteur, à certain jours de plait, pour scavoir se ilh avoit  
» personne ne aucuns desdits masonweirs et sourceans, qui  
» contre ce volloit opposeir ne alligier. Auqueil jour ledit  
» damoisea Jehan comparut pardevant nous, en présens

» desdits masuwiers et sourseans, qui riens n'y alligont;  
» lyqueil là mesmes fist le solempniteit delle loy ad ce  
» allérant, en viertut de quoy et après ce fait, nous le mayeur  
» et les esquevins, ensieuwant les costumes anchiennes et  
» usages, avons livrées audit damoisea Jehan le clock,  
» en mis en possession del dit voverie, comme voweis et  
» officier de par nos dits signeurs doyen et chapitle de Notre  
» Dame d'Aixhe en ladit haulteurs et signourie dudit Fléron,  
» pour d'icelle office joyr, useir et possédeir, rechiure et  
» leveir cens, rentes, droitures et aventures, alle ditte  
» office del dit voverie appartenant, ensieuwant ledit man-  
» dement de nos dits signeurs d'Aixhe, come dit est. Lequeil  
» recort ensi fait et par nous recordeit, notre dit mayeurs  
» mist en le warde de nous les esquevins subescrips, la  
» présens, qui nous drois en aviemes et nostre dit mayeurs  
» ensy les siens » (1).

A peine Jean de Withem eut-il pris possession de son domaine, que les troubles recommencèrent. Les comtes de la Marck, ennemis jurés de la maison de Bourgogne et du prince-évêque Louis de Bourbon, harcelaient le Pays de Liège, pillant et brûlant les châteaux, rançonnant les habitants, ne laissant derrière eux que des ruines.

Leurs bandes de routiers étaient composées en majorité de mécontents et de gens sans aveu, se payant par le pillage et le vol; aussi furent-ils, pendant de longues années, la terreur et l'effroi des campagnes.

Comme ils ne craignaient pas de venir jusque sous les murs de la cité insulter les Liégeois, Louis de Bourbon, ayant été informé, le 30 août 1482, de leur approche, fit une sortie dans laquelle il perdit la vie, achevé, dit-on,

(1) *Cour de Fléron*, œuvres 1360 à 1501, fol. 148; Manuscrit de L. DE VILLERS, fol. 51.

par Guillaume de la Marck, seigneur d'Arenberg, plus connu sous le nom de Sanglier des Ardennes.

Il est probable que Jean de Withem assista à cette défaite de Wez ; sa charge d'écuyer du prince nous permet de le supposer. L'auteur d'un manuscrit qui a appartenu aux seigneurs de la Rochette le suppose également (1). Quoi qu'il en soit, il mourut le 3 octobre 1483 (2), n'ayant eu, selon le héraut d'armes Le Fort, qu'un fils du nom de Jean, seigneur d'Ische, qui épousa Catherine S'Baecx, et ne fut pas seigneur de la Rochette (3). Peut-être mourut-il avant son père ?

Par suite du décès de Jean de Withem, son frère Frédéric, tant en son nom qu'au nom des autres héritiers, fut investi, par lettres-patentes de Philippe et Maximilien, archiducs d'Antriche, en date du 25 octobre 1483, des seigneuries d'Overysche et de Houtvenne leur échues en partage (4).

Il vendit la seigneurie de Houtvenne à Henri de Withem, seigneur de Beersel, lequel en reçut l'investiture le 18 août 1485 (5).

(1) LE FORT, III<sup>me</sup> partie, *Withem*.

(2) Manuscrit de L. DE VILLERS.

(3) BUTKENS, *Trophées de Brabant*, dans sa généalogie de la famille de Withem, donne pour épouse à Jean de Withem, seigneur de la Rochette, Jeanne Bacx, et n'indique pas l'alliance de son fils. Jeanne Bacx épousa en secondes noces Guillaume t'Serclaes.

(4) *Cour féodale de Brabant*, reg. 125, fol. 207 ; *Inventaire*, tome I, page 195.

(5) *Ibidem*, reg. 125, fol. 363 ; *Inventaire*, tome I, page 196.

Le 30 avril 1482, devant la Cour de Fléron, Anceal de Hamal, chevalier, seigneur de Trazegnies, vendit à Jean de Withem une rente de onze muids d'épeautre qu'il possédait sur la Rochette, moyennant une somme de cent vingt trois florins de vingt aidans ;  
Manuscrit de L. DE VILLERS.



WARNIER DE WITHEM. — 1483-1504.

Warnier ou Werner de Withem, seigneur de Houtain, Ische, Schimper, Withem, succéda à son frère Jean comme seigneur de la Rochette, et releva cet héritage, par devant la Cour de Jupille, le 1<sup>er</sup> août 1486. Le 3 octobre 1483, il avait relevé à Aix-la-Chapelle l'avouerie de Fléron et prêté le serment d'usage (1).

Par commission du 20 décembre 1479, il fut nommé châtelain et drossart de Dalhem. Il prêta serment à la Chambre des comptes le 5 mars 1479 (n. s. 1480) et remplit ses fonctions jusqu'au 23 juillet 1504 (2).

Warnier de Withem ne devait pas jouir longtemps de son domaine de la Rochette. Jean de Hornes, qui était monté sur le trône épiscopal, s'était emparé de Guillaume de la Marck et l'avait fait conduire à Maestricht, où il fut décapité le 18 juin 1485.

Cette mort avait fait renaître les hostilités, et les partisans de la Marck, à la tête desquels se trouvaient Everard, son frère, et Robert, son neveu, avaient recommencé leurs promenades dévastatrices à travers le Pays de Liège.

Jean de Beausen ne pouvant obtenir la satisfaction qu'il désirait relativement à ses prétentions sur le domaine de la Rochette, résolut de profiter de ces troubles pour se faire justice, en employant la violence. Quoique sujet du Pays de Liège et attaché personnellement au service du prince-évêque, il s'allia à la maison de la Marck et facilita la prise du château.

Le 28 janvier 1487, ceux-ci ayant dirigé sans succès

(1) *Jura Sacri Romani Imperii*, p. 89.

(2) *Chambre des comptes de Brabant*, reg. 13,146.



une attaque contre Liège, furent poursuivis par les troupes de l'évêque et contraints de se retirer dans leurs places, dont les principales étaient Franchimont et Logne.

Jean de Hornes vint alors les déloger de la Rochette, et le 16 février suivant y mit une garnison, après avoir confisqué, au profit de son pannetier Gilles de Seraing, par acte signé le même jour à Maestricht, les biens de Jean de Beausen, déclaré traître et félon et condamné à avoir la tête tranchée (1).

(1) *Conseil privé*. 1669 ; LE FORT, *Généalogie de la Roche*, vol. XX.

Nous croyons intéressant de donner ici le texte de l'acte de confiscation :

« Jehan de Horne, par la grâce de Dieu évesque de Liège, duc de Boullon et comte de Looz, à tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront, salut Comme pour certaines causes et considérations justes, qui lors nous mouvaient à ce, nous eussions receu en nostre service domesticque Jehan de Beausin, nostre subject, sur espérance qu'il nous seroit bon et leal subject et serviteur, et il soit ainsi que au temps que les ennemis de nous et de tous nos pays et subjects se soient venus loger par voye de hostilité, à main armée auprès de nostre cité au lieu de Chartrous, furnies d'artillerie et mornie, boutans les feux en plusieurs et divers villes et maisons, tuant, pilant et prenant nos dits subjects prisonniers et eux enforsants de jour et de nuit prendre nostre ditte cité et les habitants en icelle détruire et mettre en mendicité, se n'eust esté la bonne résistance et défense, qui par l'aide de Dieu et du bon martir St-Lambert, et de nos bons et loyales nobles et vasseaux, amis, voisins et subjects y a esté faict et donné, le dit Jehan de Beausin nous acceurant de serment de fidélité que comme subject fait nous avoit, et mesme comme serviteur tenu estoit, s'est volontairement et par courage délibéré rendu es mains de nos dits ennemis en leurs faisant toute adhésion, faveur et assistance possibles tant de.... comme de la place et forte maison de la Rochette que pour lors il tenoit en sa main, au moyen desquelles choses, et d'autres plusieurs raisons, le dit Jehan de Beausin ait

Warnier de Withem reprit possession de son manoir ; nous trouvons cette même année, les traces d'une enquête faite à son instance par la Cour de Fléron, relativement à un vol commis dans son domaine.

commis et confisqué envers nous tous ses biens, debtes et héritage, procédant tant de son costé, comme du costé de damoiselle Margarine sa femme ; scavoir faisons que nous, considérans les bons et honestes services que nostre aimé et féal escuyer Gille de Serain, nostre panthier, nous a fait par cy devant, fait journellement et espérons qu'encore fairat à l'advenir, avons audit Gille donné, cédé et transporté et nous cedons et transportons pour nous et nos successeurs evesques de Liège tous les héritages, maison, debtes, cens, rentes, revenues et autres biens quelconques que ledit Beausin tenoit et possidoit à l'heure qu'il se rendit nostre ennemis et qui à luy et à sa dite femme pourroient le temps futur compéter et appartenir, lesquels cens, rentes, maisons et biens quelconques en général et en particulier avons déclarez à nous confisqués, pour en jouir par ledit Gille de Serain perpetuellement et héritablement, selon le don par nous à luy fait à tousjours et pour sa femme et ses hoirs, comme de sa propre chose, sans jamais y rien donner. Si donnons en mandement à tous officiers, justiciers et subjects que ledit Gille de Serain l'offrent et laissent plainement et paisiblement de nostre présente grace, don et octroye jouir et user, et pour la plus grande seureté dudit Gille de Serain requirons et prions instamment nos très chere et bien aymé maistres, jurés et conseil de nostre cité que en ratification et approbation de ce qui dit est, veu que le dit Serain à cette occasion a déboursé certaine somme de deniers desquels nous tenons de part luy contentez et satisfaits et laquelle a esté convertie tant par nous les deputez des trois estats de nos pays, comme par nostre Conseil au payement des gens de guerre de nostre dite Cité, pour la défence d'icelle, ils veuillent à ces présentes [apposer] leurs seels et maintenir ledit Serain en ce que dit est perpétuelle et à tousjours, car ainsi plaist il à nous. Laquelle chose ils ont bénévolement fait à nostre priere et requeste auxquels aussy avons fait appendre nostre seel aux secrets. Donné en nostre ville de Trecht le 16<sup>e</sup> jour du mois de febvrier l'an de grasse mil quatre cent quatre vingt et sept. Signé W. de Résimont, per copiam. » (*Copie de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.*)

A peine y était-il rentré, et malgré la triste fin du prétendant à la succession de Franck de la Roche, qu'un autre compétiteur surgit immédiatement en la personne de Baudouin Faschotte de Magnée, lequel, fils de Jehan Faschotte et de dame Isabeau N., et se disant descendant de Thierry de la Roche et de N., de Magnée, se trouvait être, après Jean de Beausen, le plus proche parent mâle légitime de Franck IV de la Roche. (Voir le tableau généalogique) (1).

Se considérant donc comme appelé à recueillir la succession, il rassembla une bande d'aventuriers, à la tête desquels se trouvait un certain Libert de Voroux, s'empara de la Rochette et s'y installa.

Cette nouvelle prise du château se fit encore sous le couvert d'Everard de la Marck, lequel, dans sa haine pour Jean de Hornes, se déclarait le protecteur et l'ami de tous les adversaires du prince-évêque.

Warnier de Withem s'étant adressé aux échevins de Fléron pour obtenir justice, ceux-ci, par sentence, en date du 27 juillet 1489, déclarèrent qu'il devait être maintenu dans tous ses droits sur la Rochette, déboutant de la Marck, qui agissait au nom de Baudouin Faschotte de Magnée, et le condamnant aux frais et dépens du procès. « Que ledit Damesea Warnier de Withem ensuivant la » recharge de chieff, doit y estre metut en maniemment des » biens delle Rochette ossi fort que son frère damesea » Johan les manioit et possédoit a son vivant, avant que » mondit damesea Evera puisse faire nulle monstrance » contre lui, puisse porter préjudice ne contrave etc... (2) »

(1) Il ne nous a pas été possible de retrouver la preuve de cette descendance de Baudouin Faschotte, de Thierry de la Roche. M. Gustave Magnée, qui a bien voulu nous communiquer le résultat de ses recherches, n'a pas été plus heureux que nous à ce sujet.

(2) *Conseil privé, 1669.*

Everard de la Marek se souciait peu de la décision des échevins de Fléron ; la Rochette était un refuge pour ses gens qui harcelaient le pays , et il n'avait garde de s'en dessaisir. Il était d'ailleurs trop puissant seigneur pour se courber devant pareille sentence.

Warnier de Withem n'était pas de force à lutter contre un tel adversaire, et les guerres intestines qui agitaient alors le pays, l'empêchaient de poursuivre ses revendications. Les années se passaient et les usurpateurs restaient en possession du bien dont ils s'étaient emparés, soutenus par la grande influence d'un homme que tout le monde redoutait.

Nous voyons alors la Cour de Fléron, en dépit du jugement qu'elle avait rendu six ans auparavant, agréer, aux plaids généraux de la fête des Rois, en 1495, le relief de la seigneurie de la Rochette, au profit de Baudouin Faschotte de Magnée.

A l'intervention du chapitre de Saint-Lambert, la paix s'était faite entre Jean de Hornes et la famille de la Marek ; pour fixer les conditions de cette réconciliation qui prit le nom de paix de Donchéry ou des lignages, plusieurs personnes notables avaient été constituées, par devant lesquelles Warnier de Withem vint exposer ses griefs et demander justice.

Le jugement, daté du 12 mai 1495, condamna Baudouin Faschotte et Libert de Voroux, à restituer la Rochette : mais, malgré cette sentence, ils n'en continuèrent pas moins à défier de Withem derrière les murs du vieux castel, percevant les rentes dues au château et, en somme, jouissant de la seigneurie en vrais propriétaires.

Les habitants de la Haute-Brouck, payaient au châtelain de la Rochette une redevance annuelle de treize muids d'épeautre et de six chapons ; ceux de la Basse-Brouck, une rente de onze muids et de trois chapons ; or, ces rentes

étant payables au château, il s'ensuivit qu'elles furent perçues, pendant nombre d'années, par les possesseurs illégaux de la seigneurie.

Warnier de Withem intenta, en 1496, une nouvelle action devant la Cour de Jupille, dont relevait la terre de la Brouck, en restitution de ces redevances payées illégalement ; mais Everard de la Marck, depuis sa réconciliation avec le prince-évêque, étant devenu grand-mayeur de Liège, Warnier de Withem ne parvint pas à se faire rendre justice.

Nous le retrouvons en instance devant la même Cour le 16 décembre 1497 ; cette fois il obtint gain de cause, pour les rentes à échoir, mais quant à celles qui avaient été payées au château, elles restèrent acquises à Everard de la Marck (1).

Nous trouvons Warnier de Withem, quoique pas encore en possession du château, faire acte de seigneur de la Rochette, le 27 et le 30 juin 1498, devant la Cour jurée de Forêt pour recevoir le relief des rentes affectées sur la Haute et la Basse-Brouck (2).

Le 11 mai 1498, il avait reçu le relief de Grégoire le Passeur et de ses frères pour la pêcherie dans la Vesdre : « Si long et si large qu'elle s'estend, à tous ses appartenans, condit pescherie de la Rochette, commençant alle » fontaine Logne dit Hisdeuse, et allant montant et revalant, alle roche de Noirfallize, ainsi qu'elle a esté usé en » temps passez moyennant 6 griffons de cens héritable ».

Enfin, Warnier de Withem mourut en 1504, sans avoir pu rentrer en possession de son manoir. Il avait épousé, par traité du 6 septembre 1479, Marie de Hulsberg, dite

(1) *Echevins de Liège*, jugements et sentences, reg. de 1496-1499, fol. 1. *Archives de la Rochette*, aux Archives de l'État à Liège.

(2) *Conseil privé*, 1669.

Schaloen de Berneau, qui lui survécut jusqu'au 19 juin 1534. Il laissa deux enfants (1) :

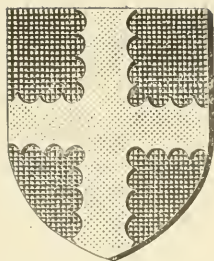
1<sup>o</sup> Jean.

2<sup>o</sup> Marie.

(1) LE FORT, *Généalogie de la famille de Withem*.

Warnier de Withem avait trois sœurs : 1<sup>o</sup> Marguerite, qui épousa Henri Scheiffart de Mérode, seigneur de Hemmersbach ; 2<sup>o</sup> Marie, qui épousa Arnould de Ghoer de Wyer, seigneur de Heel, et 3<sup>o</sup> Marie fille naturelle, vivant en 1470, qui épousa Jean d'Uytenlimingen.

---



## LES SEIGNEURS DE LA ROCHETTE DE LA MAISON DE GULPEN.

RENIER DE GULPEN. — 1504-1536.

Après la sentence du 12 mai 1495, Baudouin Faschotte de Magnée avait probablement renoncé à ses prétentions sur la terre de la Rochette, car nous ne trouvons plus aucune mention de lui. Quant à Everard de la Marck, qui occupait le château, il ne considérait pas encore la partie comme perdue.

Il avait trouvé un complice dans Henri de Ramelot, qui, oubliant la cession qu'il avait faite de ses droits sur la Rochette, en 1478, à Jean de Withem, par devant les Cours de Jupille et de Dalhem, releva à nouveau la seigneurie le 23 septembre 1494, à Fléron, pour la transporter, le même jour, à Everard de la Marck. Cette vente sans valeur ne pouvait avoir d'autre but que de faire traîner les



choses en longueur, en suscitant de nouveaux embarras à Warnier de Withem.

A la mort de ce dernier, ses deux enfants étaient encore bien jeunes et ils n'auraient peut-être pas opposé grande résistance à leur puissant adversaire, si Marie de Withem n'avait trouvé un époux et un défenseur de ses droits dans Renard ou Renier de Gulpen, seigneur de Berneau, drossart de Dalhem, fils de Frambach de Gulpen, seigneur de Neufchâteau et de Marie van der Smitzen (1).

Le 4 octobre 1504, il releva l'avouerie de Fléron, et, à la date du 24 juillet 1506, nous trouvons, dans un acte de la Cour de Jupille, le rendage du pont de Chênée moyennant vingt muids d'épeautre et vingt muids d'avoine de rente annuelle, grande mesure de Liège, payables chez le rendeur. Renier de Gulpen y intervient comme mari et mambour de Marie de Withem et représentant également sa belle-mère et Jean, son beau-frère (2). Ce dernier épousa, par traité du 13 juin 1522, Anne de Vercken, dite de Weiswiler, fille de Henri et de Marie van Ophem. Elle mourut le 27 novembre 1538, laissant un fils du nom de Werner ou Warnier, seigneur de Berneau, décédé célibataire à Spire, le 14 mars 1544.

Renier de Gulpen obtint, le 20 juin 1496, la survivance de la charge de châtelain et drossart de Dalhem, puis, à la mort de son beau-père, la patente confirmatoire de cette charge, en date du 23 juillet 1504. Il prêta serment au chancelier de Brabant le 27 juillet suivant et, le lendemain, à la Chambre des comptes. Il remplit ses fonctions jusqu'au 31 mars 1506, fut remplacé

(1) Renier de Gulpen avait eu un frère qui mourut en 1492, après avoir été commandeur de l'Ordre teutonique à Bernissem et à Gruytrode; LE FORT, *Généalogie de la famille de Gulpen*. Le nom de Gulpen se traduit en français par Galoppe.

(2) *Archives du Conseil privé, 1669.*



par Jean de Pallant, puis, les reprit par commission du 2 janvier 1514 (n. s. 1515), prêta de nouveau serment trois jours après et conserva cet office jusqu'au 14 janvier 1515 (n. s. 1516) (1).

Renier reprit les instances entamées par son beau-père pour récupérer le domaine de la Rochette, mais il ne put les mener à bonne fin. Il mourut le 28 janvier 1517, et, le 13 mars suivant, Jean de Withem, voulant se débarrasser d'un bien qui ne lui apportait que des déboires, renonça à tous ses droits sur la Rochette, au profit de sa sœur, la veuve de Renier de Gulpen, qui en fit relief (2).

De son côté, le comte Everard de la Marck, toujours maître de la Rochette, crut pouvoir disposer de ce domaine par donation entre vifs. Des rapports d'une nature mystérieuse l'attachaient à Catherine le Pollain de Waroux, fille de Jean le Pollain, chevalier, mort échevin de Liège en 1513, et de Catherine de Birgel. Catherine le Pollain avait été mariée, en 1509 (3), avec Adrien de Fraipont, dit de la Boverie, dont elle eut plusieurs enfants. Devenue veuve, elle fit la connaissance d'un jeune gentilhomme gueldrois, Thierry de Lynden, récemment arrivé à Liège, après avoir terminé ses études à Louvain. Leurs relations devinrent bientôt si fréquentes et si intimes qu'un mariage s'imposait (4). Il fut conclu, dit-on, à l'intervention du comte

(1) *Chambre des comptes de Brabant*, reg. 13146.

(2) *Conseil privé*, 1669.

(3) Par contrat du 29 mai, *Convenances et testaments*, 1511-1516 fol. 12.

(4) Voici comment cet épisode est rapporté par BUTKENS, dans ses *Annales de la Maison de Lynden* publiées en 1626 : « Il (Thierry) de Lynden », n'avait pas sitôt passé l'âge de son enfance, que » son père le jugeant esveillé d'esprit et capable d'entendement, » l'envoya aux études en l'université de Cologne; ou toutefois il » ne demeura pas longtemps,..... et son dit père le mit en l'uni-

de la Marck qui, à cette occasion, fit à Thierry de Lynden donation du château de la Rochette et de ses dépendances,

» versité de Louvain, en compagnie du jeune Robert de la Marcke  
» et de Cornilles de Berges, fils du seigneur de Sevenberges,.....  
» Cependant, il contracta telle familiarité et accointance avec les  
» dicts seigneurs de la Marcke et Berges, que delà s'engendra une  
» affection et amitié fort particulière, laquelle fut en partie cause  
» que ce seigneur ne se soucia de revoir sa patrie ; laquelle estoit  
» troublée par les guerres du duc Charles de Gueldres, et pleine  
» de confusions : tellement qu'ayant atteint l'aage competent, par  
» l'addres de Messire Robert de la Marcke susdict et de Madame  
» Mehaut de Monfort, sa femme, laquelle estoit parente à son père,  
» le seigneur de Mussenberg, il suivit la Cour du cardinal Everard  
» de la Marcke, prince et evesque de Liège, qui pour le respect  
» des seigneurs de la Marcke et d'Arenberge, ses cousins, fit grande  
» estime de ce Thieri de Lynden, l'employant particulièrement aux  
» affaires de son estat. Mais comme il conversoit familièrement en  
» la maison d'Everard de la Marcke, comte d'Arenberge, frère de  
» Robert, dont cy devant avons fait mention, il entra en cognois-  
» sance avec dame Catherine de la Marcke, fille légitimée dudict  
» comte, et esguilloné par sa jeunesse, s'enamoura d'icelle Dame,  
» laquelle comme femme habile, combien que ja d'aages assés  
» matus, et veuve de Messire Adrien de Fraipont dict la Boverie,  
» sceut si bien agacer l'esprit du jeune amoureux, que sans aucun  
» respect il se plongea dans l'abysme d'amour et procéda si avant,  
» qu'estant le feu enflammé des deux costés, il jouit d'elle sous  
» quelques belles promesses. Le comte d'Arenberge irrité du désordre  
» et fâché du désastre de sa fille, eust bien voulu monstrier combien  
» lui desplaisoit la témérité du jeune seigneur de Lynden ; mais  
» portant respect à sa naissance et support des amis qu'il avoit,  
» il traicta sous main et conduict si bien les affaires que le mariage  
» fut conclu entre ledict Thieri de Lynden et sa fille la dame  
» Catherine de la Marcke ; pour l'avancement duquel ledict comte  
» donna la seigneurie de Rochen, comme appert par le contract  
» de mariage passé sous les seaux dudict comte et Dame Margue-  
» rite de Hornes sa femme, en l'an mil cinq cents et vingt, le vingt-  
» septième de janvier. »

Quoiqu'en dise BUTKENS, il est certain que cette dame Catherine,

tels, dit l'acte, qu'il les avait donnés antérieurement à feu Adrien de Fraipont (1).

Immédiatement après son mariage, Thierry prit possession du château et se proclama seigneur de la Rochette. Nous trouvons, à la date du 26 octobre 1520, un jugement de la Cour de Fléron ordonnant la mise en liberté de Laurent le Boulenger, arrêté sur l'ordre de Thierry de Lynden; et, le 8 novembre 1525, une enquête faite à la Rochette par les échevins de Fléron, qui furent reçus par Madame de Lynden.

Renier de Gulpen, avant sa mort, s'était pourvu en appel devant la Cour féodale de Brabant siégeant à Bruxelles

arbitrairement nommée par lui DE LA MARCK, n'a jamais été la fille *légitimée* du comte Everard. Son premier contrat de mariage la dit fille de Jean le Pollen, chevalier, « engendrée en fen damoiselle Catherine de Berghel. » Un acte du 4 mai 1532, réalisé devant les échevins de Liège (Œuvres n° 123, fol. 160), est tout aussi explicite. On y lit : « damoiselle Katherine defuncte fille de feu messire Jehan le Pollen, chevalier, jadis notre confrère, et Dirick de Lynden, marit jadis de la susdite defuncte damoiselle Katherine, qui paravant avoit esté femme à feu Andrian de Fraipont dit del Boverie l'aisneit. » L'acte que nous venons de mentionner est relatif, de même que quelques autres, au transport de la terre de Mathivaulx par les enfants d'Adrien de Fraipont à Thierry de Lynden.

(1) L'acte en question, conçu en bas-allemand et daté du 27 février 1520, est publié en entier par BUTKENS, à la page 88 des *Preuves* de l'ouvrage précité. Le transport de la seigneurie et du château de la Rochette se fit, le même jour, devant la Cour de Fléron. L'auteur de la généalogie de la maison d'Aspremont-Lynden, dans l'*Annuaire de la Noblesse de Belgique*, vol. 34, p. 38 se trompe lorsqu'il désigne la seigneurie de Reckheim, comme ayant fait l'objet de la donation dont nous nous occupons. Il ne s'est pas aperçu que le terme *Roetschen*, dont se sert le notaire flamand, correspond à la Rochette. Au surplus, la terre de Reckheim n'entra dans la famille de Lynden que beaucoup plus tard.

(2) *Démonstration de la nullité des recours, etc.*, pages 145 et 147.

comme Cour suprême; mais Eyerard de la Marck étant parvenu, par son influence, à gagner à sa cause le chapitre d'Aix, déclina la compétence de ce tribunal, sous prétexte que la seigneurie de la Rochette dépendait de l'avouerie de Fléron et devait relever de la justice de l'Empire; c'est-à-dire que le différend devait être vidé par devant les hommes de fief du chapitre d'Aix. Le chapitre le soutenait dans ses prétentions absurdes, mais une sentence de Conseil souverain de Brabant, en date du 5 septembre 1531, l'en débouta, en le renvoyant devant la Cour féodale de Dalhem. (1)

La mauvaise foi était flagrante; tous se liguèrent pour dépouiller les vrais propriétaires de leur bien et ne reculaient devant aucun moyen pour arriver à leur but.

Le 2 mai 1527, Robert de la Marck, seigneur de Neufchâteau, Mirwart et Aigremont, ayant succédé à son père, Henri de Ramelot, confirma par devant la Cour de Jupille, au profit du dit Robert, la cession faite à Everard; cession illégale dont nous avons parlé tantôt.

Mais la veuve de Renier, avec une énergie extraordinaire chez une femme, continuait à défendre ses droits; sa tenacité fut couronnée de succès et les prétentions de Robert de la Marck mises à néant.

Par sentence du 24 octobre 1534, la Cour féodale de Brabant, jugeant en dernier ressort d'une décision de la Cour féodale de Dalhem, la réintégra dans tous ses droits sur la Rochette, condamnant le comte de la Marck à restituer tous les biens et revenus perçus depuis nombre d'années. Le chapitre d'Aix et Thierry de Lynden étaient également condamnés aux frais et dépens du procès. (2)

(1) *Démonstration de la nullité des recours*, etc., page 185.

(2) *Cour féodale de Brabant*, n° 690, 48<sup>e</sup> liasse, n°s 526 — 530, et registre n° 133, fol. 195; *Inventaire*, tome I, p. 210, tome II, p. 319.

Ce dernier refusa de quitter le château, avant que la demanderesse ne lui eût remboursé les dépenses faites pour l'entretien et les réparations des bâtiments, qui avaient beaucoup souffert pendant les dernières guerres. Cette affaire fit de nouveau l'objet d'une sentence à Dalhem et d'un appel à la Cour féodale de Brabant, le 29 janvier 1535 (1).

Enfin la veuve de Renier de Gulpen put entrer en possession de la Rochette, dont sa famille avait été dépossédée depuis près de cinquante ans. Mais elle ne jouit pas longtemps de son succès, et décéda l'année suivante, le 15 mars 1536.

De son mariage étaient issus :

1<sup>o</sup> Warnier, qui suit.

2<sup>o</sup> Frambach, seigneur de Berneau, qui testa le 25 octobre 1545 et mourut le 8 mars 1551. Il choisit sa sépulture dans l'église de Berneau, dans la tombe de ses parents ; institue pour héritiers universels les trois enfants de son frère Werner, issus d'un premier mariage, et lègue enfin à ses enfants naturels nés de Marguerite Loeffs, sa servante, sa ferme située à Amby, au pays de Fauquemont (2).

#### WARNIER DE GULPEN. — 1536-1564.

Warnier ou Werner de Gulpen, seigneur de la Rochette, releva l'avouerie de Fléron, le 17 mars 1536. Il fut le premier seigneur de la Rochette qui réunit le fief du

(1) *Cour féodale de Brabant*, n<sup>o</sup> 691, 49<sup>e</sup> liasse, n<sup>os</sup> 531 — 540; *Inventaire*, tome II, p. 319.

(2) Archives de la Rochette.

maréchalat du duché de Limbourg à celui du pont de Chénée, comme nous l'avons expliqué ci-dessus.

Les échevins de Fléron, d'après les ordres du chapitre d'Aix, avaient retiré la charge d'avoué au père de Warnier, puis s'étaient vus forcés de la lui rendre, ils nourrissaient une sourde rancune, attisée encore par les influences des partisans de Robert de la Marck et de Thierry de Lynden (1). Ces derniers n'avaient pas quitté le château de bonne grâce et se promettaient même d'y rentrer.

L'occasion désirée se présenta quand Warnier dut abandonner son domaine, pour se mettre au service de l'Empire, sous les ordres du comte de Beveren.

Ce fut le moment que saisirent ses ennemis pour recommencer leurs vexations. Embusqués dans les bois de la Rochette au nombre de vingt-cinq à trente hommes, ils s'emparaient du bétail paissant dans les prés, fauchaient

(1) Thierry de Lynden acquit diverses seigneuries dans le pays de Liège, entre autres celle de Mathivaux, dite de la Boverie. — Devenu veuf, il se remaria en secondes noces en 1532, avec Marie d'Elderen, riche héritière, fille unique de Gondulphe ou Godenoel d'Elderen, chevalier, seigneur de Sart, Saint-Gilly, etc., et d'Elisabeth d'Amstel.

Il acheta de Jean de Berghes, marquis de Berg-op-Zoom, la vicomté de Dormael et la seigneurie d'Opdormael. Enfin après avoir été conseiller de trois princes-évêques, Corneille de Berghes, son ancien condisciple, Georges d'Autriche et Jean de Berghes, il se retira en Brabant, mourut à Louvain, le 5 avril 1560, à l'âge d'environ soixante neuf ans et fut enterré à Saint-Pierre à côté du maître-autel, sous une tombe relevée, ornée de ses huit quartiers et des huit quartiers de sa seconde femme. Celle-ci lui survécut, décéda le 3 janvier 1574, à Mathivaux, et fut inhumée dans l'église de Fetiinne, où son épitaphe subsiste encore. Thierry de Lynden eut trois enfants du premier lit, et sept du second.

De ceux-ci provinrent les seigneurs de Froidcourt, les comtes de Reckheim et les comtes d'Aspremont-Lynden actuels; *Annuaire de la Noblesse*, vol. 34, p. 38, *Généalogie d'Aspremont-Lynden*.



les foins, vendaient les bois, défendaient au locataire de la pêche d'user de son droit, arrêtaient les fermiers pour les obliger de payer les redevances au profit de Robert de la Marck et du chapitre d'Aix. Ils ne reculaient pas devant l'assassinat; la mort du charpentier du château, tué par eux, en est un exemple. Ils tentèrent même à plusieurs reprises de s'emparer de la Rochette, mais leurs attaques furent toujours repoussées.

Les partisans de Robert de la Marck avaient une telle confiance dans leur chef, qu'ils se croyaient à l'abri de toute représaille.

Ce seigneur, en effet, était à cette époque extrêmement puissant et n'avait pas hésité, en 1521, à déclarer la guerre à l'empereur Charles-Quint, qui chargea le comte Henri de Nassau de châtier ce vassal audacieux.

Malgré la décision de la Cour féodale de Brabant, le comte de la Marck, soutenu par le chapitre de Notre-Dame d'Aix, porta sa cause devant le tribunal des échevins de cette ville et obtint, en 1536, une décision favorable à ses prétentions (1); ce qui fit augmenter encore les embûches que ses partisans tendirent au seigneur de la Rochette pour rentrer en possession du manoir.

Aussi Warnier, en désespoir de cause, s'adressa-t-il à l'empereur; Charles-Quint, dans un mandement daté du 25 octobre 1537, cassa la décision des juges d'Aix, confirma Warnier dans tous ses droits sur la Rochette, et le prit sous sa protection spéciale, ainsi que sa famille et ses serviteurs.

Il l'autorisa à placer devant la porte du château, un écriteau portant les armes de l'empire, avec l'inscription : DE NOTRE SAUVE-GARDE. Il ordonna, en outre, que son mandement fût affiché et publié par les crieurs publics, enjoignant à ses officiers, justiciers et sujets, de prêter aide

(1) RAIKEM, *Discours à la Cour d'appel de Liège*, 1860, page 43.

et assistance à Warnier, et menaçant de sa colère quiconque enfreindrait son ordonnance. Ce fut probablement à dater de cette époque, que le donjon du château fut surmonté d'une girouette ou banderolle, représentant l'aigle impériale (1).

Depuis lors, la Rochette entra dans une période de calme et de prospérité, et Warnier de Gulpen resta paisible propriétaire de ses fiefs.

La vallée de la Vesdre commençait à se peupler d'usines; le travail du fer surtout y prenait un grand essor. Les petites forges, d'abord sans importance, s'agrandirent, puis demandèrent à la rivière la force motrice de son courant pour activer leurs marteaux et devenir des usines portant alors le nom de fenderies de fer. Ce furent les ancêtres de nos laminoirs modernes.

Les seigneurs de la Rochette, disposant du cours de la Vesdre, profitèrent de ce progrès de l'industrie, pour en tirer avantage.

Le premier rendage que nous trouvons d'un coup d'eau sur la Vesdre est celui de Chaudfontaine, en lieu dit : « haute Baserie » ; c'est le dernier de cette localité en aval de la rivière; il appartient actuellement à MM. Massart, Lochet et Crahay. Warnier de Gulpen comparait avec son fils Renier à l'acte passé par devant la Cour jurée de Forêt. Les preneurs sont « Raes de Chockier, marchand citain de » Liège, et Tieskin fils de Renkin Mulneart aussy citain de » Liège, acceptant pour son père », lesquels « acceptent ung » cop d'eaue pris hors de certaine eaue audit père et fil » appartenante, venante longe et pardesseur Prailhon, » condist l'eaue de Vesde, pour sur tel dit cop d'eaue faire » ériger, droit et emprès ung lieu condit Bausereit, ung

(1) *Memoire démonstratif*, etc., page 61.



» marteau ou moulin, etc. » moyennant « 6 carolus d'or » impériale de cens par an héritables, compteit pour » chacun des dits carolus, vingts patar de brabant de cens, » à jour et fieste de la nativité saint Johan baptiste ». Les preneurs s'engageaient à construire dans l'année une usine de la valeur de vingt carolus d'or; à faire une pêcherie et à remettre au seigneur de la Rochette la moitié des poissons qu'ils prendraient, et, en outre, dans le cas où les preneurs ajouteraient une forge « ung fornea », ils s'engageaient à livrer chaque semaine au château de la Rochette, « une poise de fier ou aultrement, selon la règle et usans généralisable des fourgeurs, sans fraude » (1).

Le second rendage est celui de Ster. Le 11 septembre 1549, Warnier de Gulpen avait cédé aux sieurs Raeskin Germea et Thomas Gilmart, bourgeois de Liège, un coup d'eau pour établir une usine en dessous de la montagne de Chèvremont, moyennant une rente annuelle de six carolus d'or et la moitié des poissons qu'on prendrait dans le dit coup d'eau. Cette rente était payable à la Rochette, et les preneurs s'engageaient à en faire relief d'héritiers. Ce coup d'eau fut possédé dans la suite par le célèbre Curtius et appartient actuellement à MM. Lejeune et Ansay. Le troisième fut celui de la Brouck, concédé aux frères Georges et Guillaume de Thier, de la famille liégeoise de ce nom, moyennant une rente annuelle de cinq florins de Brabant et la moitié des poissons. Les preneurs s'engageaient à y construire une usine d'une valeur de mille florins de Liège environ. Ce rendage est de l'année 1563 (2) et le coup d'eau active actuellement l'usine de MM. Fagard.

(1) Document communiqué par M. Lohest-de Waha. Les roues hydrauliques établies sur la Vesdre en 1620, sont renseignées par des astérisques sur la carte annexée à cet ouvrage.

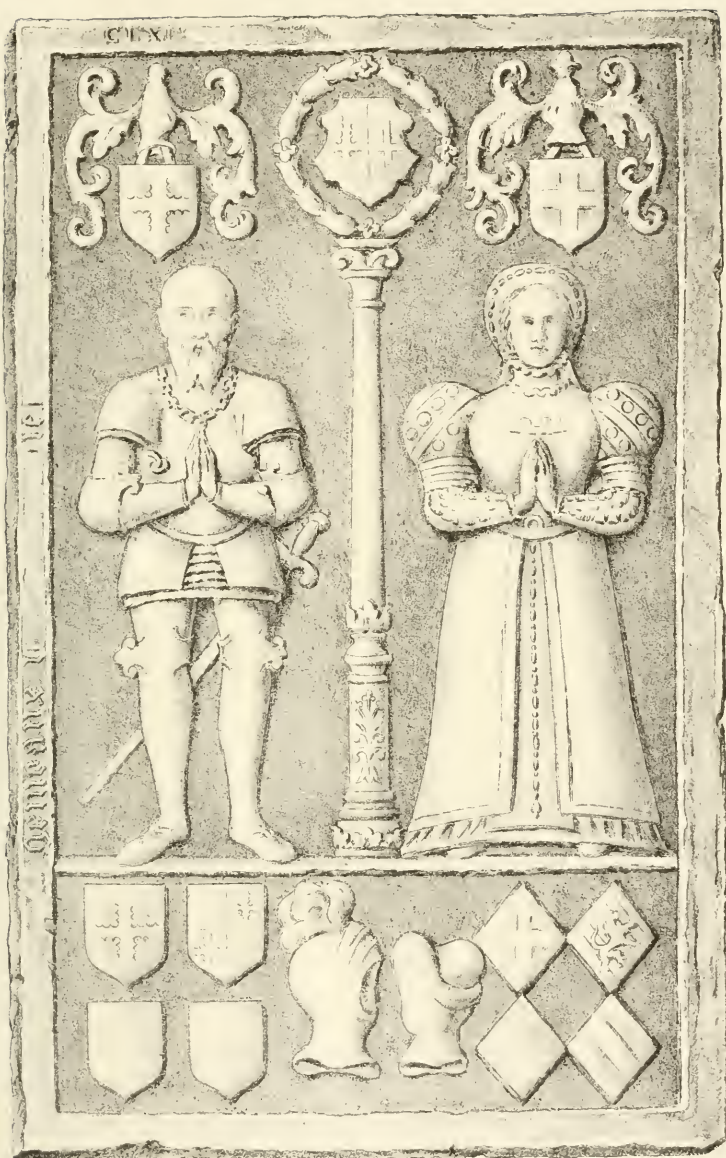
(2) Archives de la Rochette, à Liège.

portant aussi le perron de Liège avec les armes de feu Winand de Retersbeke, drossart de Dalhem (1).

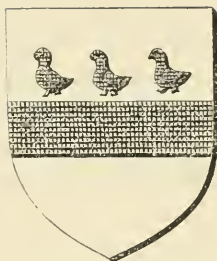
Warnier mourut le 30 mai 1564 et fut enterré dans l'église de Forêt. Nous donnons le dessin de sa tombe.

(1) *Archives de la Rochette*. Winand de Rittersbach, seigneur de Laer, près de Rolduc, fut nommé châtelain et drossart de Dalhem, par commission du 12 juillet 1540, et prêta serment à la Chambre des comptes le 3 août suivant. Il mourut en 1560, *Chambre des comptes*, registre 13,146.

---







## LES SEIGNEURS DE LA ROCHETTE DE LA MAISON DE RUYSCHENBERGH.

GUILLAUME DE RUYSCHENBERGH (1).  
1564-1586.

Le contrat de mariage de Marguerite de Gulpen avec Guillaume de Ruyschenbergh, deuxième fils d'Edmond de Ruyschenbergh, seigneur de Setterich, et de Philippine de Nesselrode, fut conclu le 15 juin 1552, en présence de

(1) Nous avons trouvé le nom de Ruyschenbergh écrit de différentes manières : Ruyschenbergh, sur des jetons d'un commandeur des Vieux-Jones (*Collection du baron de Chestret de Hanefte*) ; Ruyschenbergh et Ruyschenbergh, sur la pierre tombale de l'église de St-Antoine, à Liège, dont nous donnons une reproduction ; ailleurs, Ruysenberg, Ruysenburch, Ruyschenbergh, Ruysenberg, etc. Quant aux armes de cette famille, l'*Armorial général* de RIESTSTAP

Jean de Ruyschenbergh, seigneur de Setterich, de Guillaume de Ruyschenbergh, seigneur à Overbach, de Guillaume d'Eynatten, de Warnier de Gulpen, de Jacques, seigneur d'Argenteau, et de Guillaume, seigneur d'Esneux.

Le futur fait apport de la maison de Holtdorp, avec terres, prés, bois, etc. Warnier de Gulpen déclare que sa fille aura des biens à Calroede, à Yssche et aux environs, la ferme de Snauwerbussche; soixante-trois muids d'épeautre de rentes dans le ban de Fouron, et trente-sept muids à Goé et à Wilhonry. D'autres biens, notamment ceux provenant de la succession de Frambach de Gulpen, reviendront à sa fille après sa mort (1). Il est à remarquer qu'il n'est pas question dans ce contrat, de la terre de la Rochette.

Ses frères étaient : Jean de Ruyschenbergh, maréchal du Pays de Juliers, qui épousa Marie de Gulpen; Henri, chevalier de l'Ordre teutonique et commandeur des Vieux-Jons, mort en 1603; Winant, chanoine à Mayence, et une sœur du nom de Marie, mariée à Gaspard Huyn d'Amstenaar, de Husen.

Les difficultés entre les seigneurs de la Rochette et la famille de la Marck, étaient à peine oubliées, que nous retrouvons Guillaume de Ruyschenbergh aux prises avec le chapitre d'Aix-la-Chapelle. Se trouvant à Fléron le lundi 17 novembre 1567, il y rencontra Jean Brecht, chantre du dit Chapitre, avec quelques confrères; nous ne savons à quel propos, Guillaume l'insulta et chercha

les blasonne « d'argent à la fasce de sable, supportant trois *corbeaux* du même », tandis que sur les jetons prémentionnés, sur la pierre tombale de Saint-Antoine et sur un portrait du commandeur de l'Ordre teutonique conservé au château des Vieux-Jons, la fasce de sable est accompagnée en chef de trois *merlettes* du même.

(1) Original sur parchemin, sceaux enlevés; Archives de la Rochette.

même à amener le peuple contre lui, en faisant sonner la cloche d'alarme. Bernard de Haccourt « avant parlier et mambour » du Chapitre, porta plainte le 15 décembre suivant, jour des plaids à Fléron.

Ruyschenbergh comparut devant la Cour le 12 janvier 1568; mais Bernard de Haccourt s'y étant rendu sans procuration du chapitre d'Aix, l'affaire fut remise, et, après une nouvelle séance à laquelle le seigneur de la Rochette fit défaut, il n'en fut plus question (1).

Quelque temps après, Ruyschenbergh faisait emprisonner à la Rochette le mayeur de Fléron, Henri de Bolzée. Le 29 juillet 1568, il obtint de la Cour d'Olne, une sentence déclarant le mayeur « infaulme et parjure, et ledit seigneur » de la Rochet et Doelne en son appréhension bien fondé. » Nous ignorons les motifs de cet emprisonnement, mais, le 2 septembre suivant, les deux fils du mayeur, Lambert et Jean de Bolzée, consentirent à payer au seigneur de la Rochette, pour obtenir l'élargissement de leur père, la somme de « quatre cents dalers du prix de 6 florins et » diez solz, argent liègeois la pieche, avec vinegt quatre » brebis. »

En cette même année 1568, il céda à Lambert le Godet, de Ninane, devant la Cour de Jupille siégeant au pont d'Amercœur, « le coup d'eau gisant desoub Ninane, en » lieu condist le pré aux chennaux, commençant au costé » d'ammont à lislea Thierry et devallant jusque à la roche à » l'échelle » (2). L'année suivante, le 1<sup>er</sup> juillet, Lambert le Godet étant mort, le seigneur de la Rochette exigea de Remy, son fils, et de Franck de Chierff, son gendre, une amende de deux cents florins de Brabant, parce que, sans son consentement on avait érigé sur le coup d'eau une

(1) État primaire, n° 176; Archives de l'État à Liège.

(2) Archives de la Rochette.



forge, alors que dans la convention primitive il n'était parlé que d'un moulin.

Ce coup d'eau est celui qui active encore actuellement les usines érigées près de l'Hôtel des Bains à Chaudfontaine. Le nom de Chaudfontaine ne figure pas dans l'acte, quoique l'identité des lieux ne puisse être mise en doute.

L'îlot Thierry est celui près duquel prend naissance la digue conduisant l'eau au biez des usiniers. Le second îlot, situé en aval du précédent, s'appelait l'îlot Nonnette ; où fut construit, dans la suite, le moulin actuel. Quant à la « roche à l'Échelle, » ce ne peut être que le rocher appelé maintenant « le Thier des Milords ; » c'est d'ailleurs une véritable échelle.

L'emplacement du village de Chaudfontaine était donc, en 1568, un pré, sans autre désignation que le Pré aux Chennaux, parce que la rivière s'y divisait en plusieurs bras. Selon toute apparence, il n'y existait encore que l'usine construite par Lambert le Godet, dont le nom, un peu modifié, passa à la partie du village qui se trouve près du coup d'eau en question, et qui s'appelle encore maintenant le Gadot.

Chaudfontaine faisait partie de la juridiction de Jupille, autrement dit du baillage d'Amercœur (1). Cette juridiction appartint au temporel jusqu'en 1266 à l'église de Verdun, le fief de Jupille ayant été donné à cet évêché l'an 1008,

(1) Un record du 1<sup>er</sup> avril 1321 de la Cour de Jupille atteste que le ressort de cette Cour comprenait les localités suivantes : Peville, Robermont, Jupille, Fléron, hormis quatre ou cinq maisons, Magnée, Beauvais, Colonster, Prayon, Fraipont, Lonhienne, Forêt, Thier dessus Prayon, Gomzée, Chênée, hormis quatre ou cinq maisons, Ransy, Grivegnée, Wez, Longdoz, Bressoux, et une localité ainsi désignée : *Jusques alle fontaine qui est emmis la ville de Chirecoire qui est deseur Vaulx*; SCHOONBROODT, *Inventaire des chartes de St-Lambert*, n° 548.



par l'empereur Henri II. En 1226, le chapitre de Saint-Lambert en fit l'acquisition.

Le baron de Villentagne, dans son *Histoire de Spa*, tome II, page 23, mentionne une charte de 1250 émanant d'un évêque de Verdun, où il est parlé de « Chaueteaul-Fontaine ». Il signale aussi un testament de 1339 laissant « quarante sous à l'hospital de Saint-Julien, à Choz-Fontaine. » (1)

Ferdinand Henaux parle de cet hôpital dans le *Bulletin de l'Institut archéologique*, tome I, page 62 : selon lui, il aurait été assez vaste pour héberger une vingtaine de personnes, et existait encore au XVI<sup>e</sup> siècle, à l'endroit où se trouve aujourd'hui la tête du pont, sur la rive gauche de la Vesdre. Malheureusement, l'auteur ne cite aucune preuve à l'appui de ce qu'il avance. Il ajoute qu'il est possible que cet hôpital ait été destiné à recevoir les étrangers que la dévotion attirait à Chèvremont. Cette supposition pêche par la base, la chapelle de Chèvremont n'ayant été bâtie par les Jésuites anglais qu'au XVII<sup>e</sup> siècle (2). Nous croyons plutôt que l'hôpital en question était destiné à héberger de pauvres malades, qui avaient recours aux eaux thermales de Chaudfontaine. Dans nos recherches, nous n'en

(1) La charte de 1250 a été imprimée pour la première fois dans un opuscule fort rare intitulé : *Manifeste des droits de la révérende abbesse de Robermont et le révérend prieur des Chartreux et leurs courants*. Liège, J. Ouwerx, 1633, page 49, d'après une copie extraite du Stock de Robermont et certifiée par le notaire Philippe Hennin. Elle a été reproduite plusieurs fois, notamment dans le *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. I, page 200. Il est néanmoins permis de douter de son authenticité. Quant au testament de 1339, dont VILLENFAGNE n'indique pas la provenance, il est cité par ERNST, *Tableau historique et chronologique des suffragans*, page 292.

(2) DEMARTEAU, *Notre-Dame de Chèvremont*.

avons rencontré aucune mention ; mais, à la date du 2 mai 1390, nous avons trouvé la cession d'un pré à « Chofontaine » ; le 28 mai 1426, le transport par Henri Lambinet, de Vaux sous Chèvremont, à Linar le boulanger demeurant en Feronstrée, à Liège, de trois journaux de pré situés à « Chofontaine », moyennant dix-huit setiers d'épeautre de rente et douze griffons ; d'autres actes encore sans importance en 1431, 1436 et le 13 mars 1457, le transfert de la moitié d'une ile se trouvant au même endroit ; cette ile appartenait par moitié à Louis et Henri Lambinet de Vaux sous Chèvremont. La moitié que vend Louis joignait « d'amont à son frère Henri, d'aval à l'eau de la Vesdre, de costeit de butte alle clusire de voweit delle Roche et d'autre part de butte à vöye delle Roche. » (1)

Cette ile ne pouvait être que l'emplacement actuel du village de Chaufontaine, sur lequel se trouvent l'Hôtel des Bains et la source thermale ; il ne peut exister aucun doute à ce sujet. La rive droite de la rivière, est désignée par « clusire » ou enclos de l'avoué, et l'autre côté vers la montagne, actuellement le sentier du Gadot, était alors le seul chemin menant vers la Rochette. Près de ce chemin existe une ancienne construction dans laquelle Grandgagnage (2) a cru reconnaître l'hôpital Saint-Julien. Cette supposition, quoique assez hasardée, nous paraît plus plausible que l'assertion sans preuve de Ferdinand Henaux, parce que en 1457, dans la transaction précitée, l'ile entière appartenait aux deux frères Lambinet et qu'on n'y voit point figurer la mention d'une construction quelconque. Si l'hôpital avait existé alors, à l'endroit où se trouve actuellement la tête du pont, et, par conséquent,

(1) *Cour féodale de Fléron*, œuvres de 1360 à 1501.

(2) *Chaufontaine*, par G G G G, *Bulletin de l'Institut archéologique*, tome I, pages 133 et 156.

au milieu de l'île, il est probable que l'acte en aurait fait mention.

Comment se fait-il que le nom de Chaudfontaine ne fut pas employé dans l'acte de rendage passé entre le seigneur de la Rochette et Lambert le Godet ? Ce nom seul aurait dû servir à désigner l'emplacement du coup d'eau, lequel est au centre du village actuel et à proximité des sources d'eaux thermales, qui se trouvent même entre lui et la rivière.

Le baron de Villenfagne suppose que les sources de Chaudfontaine, après avoir acquis une certaine vogue au XIV<sup>e</sup> siècle, la perdirent au point d'être oubliées au XVI<sup>e</sup>, de telle sorte qu'André Baccio, savant médecin qui fit des recherches concernant les eaux thermales répandues sur la surface du globe, ne nomme même pas Chaudfontaine dans son ouvrage, publié en 1571. L'acte de rendage ci-dessus confirme cette supposition ; mais comment cette vogue a-t-elle pu s'oublier au point que le nom de la localité lui-même ait cessé d'être employé pendant deux siècles environ ? Faut-il attribuer cet oubli à une disparition subite des eaux thermales ou bien, ce qui semble plus probable, à l'appauvrissement général du pays de Liège et des environs à la suite des guerres qui désolèrent presque sans répit, la seconde moitié du quinzième siècle ?

Quoi qu'il en soit, le nom de Chaudfontaine disparaît vers cette époque et ce fut seulement en 1676, que Simon Sauveur érigea un petit bâtiment avec quelques bains, à l'endroit où se trouvait la source en question, et que les eaux thermales reconquirent peu à peu leur ancienne célébrité.

Il nous paraît utile de rappeler ici l'article si intéressant et écrit avec tant de verve, intitulé « *Chaudfontaine* » (1), dans lequel l'auteur rend à l'humble fondateur des bains l'hommage qui lui est dû.

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique*, tome I.

Ces détails nous ont entraîné assez loin de notre sujet. Nous y revenons.

Le 21 novembre 1581, le seigneur de la Rochette céda devant la Cour de Fléron, un coup d'eau, en lieu dit « Hoster », à Laurent Butbach, bourgeois de Liège, moyennant « six vingt et dix florins de Brabant » (130 fl. B.) et toujours la moitié des poissons qu'il prendra dans le biez. En 1583, Laurent Butbach ayant agrandi sa prise d'eau, la rente annuelle fut portée à « sept vingt florins brabant » (140 fl. B.). Ce coup d'eau est celui qui active encore actuellement l'usine de Hauster, appartenant à M. Ernest Nagelmackers (1).

Le 14 mars 1583, il cède à Jacques le Masson un coup d'eau à Vaux-sous-Olné pour faire tourner deux « rues à scavoir l'une pour faire pouldre et l'autre un moulin aux xhoirs ».

La vieille querelle entre le chapitre de Notre-Dame et le seigneur de la Rochette, un moment apaisée, avait repris de plus belle. Ce dernier aurait désiré s'affranchir de la suzeraineté des chanoines d'Aix, comme les de la Roche l'avaient déjà essayé, et aurait voulu donner à l'avouerie de Fléron le même souverain que celui de la seigneurie de la Rochette, c'est-à-dire le roi d'Espagne, comme comte de Dalhem.

Une notable partie des habitants de l'avouerie, déclinaient avec lui, la compétence des magistrats d'Aix et réclamèrent, devant le Conseil-souverain de Brabant, contre le choix fait, par le chapitre d'Aix, de deux échevins et d'un mayeur.

Guillaume de Ruyschenbergh et ses partisans alléguaient, qu'à différentes reprises la Cour de Dalhem avait jugé en appel des différends qui auraient dû être vidés devant

(1) Archives de la Rochette, à Liège.

les magistrats d'Aix-la-Chapelle. Ils prétendaient tirer de ce fait un argument de droit; mais la sentence qui fut rendue le 24 décembre 1586, après un procès de plusieurs années, reconnut la souveraineté du Chapitre et le droit qu'il avait de choisir ses magistrats. Cette sentence contenait des réserves qui furent la source de contestations ultérieures.

Ruyschenbergh écrit de la Rochette le 14 janvier 1570 à Fabry, son avocat à Bruxelles, qu'il qualifie de « son bon amy », au sujet du procès pendant avec le chapitre d'Aix et nous donne une idée de son caractère entier et décidé. Il tenait énormément à ses prérogatives de justicier et avait fait abattre un gibet que le chapitre d'Aix avait fait élever dans l'avouerie. Voici quelques parties de cette lettre, concernant un certain Pirlot, fils de Jean le Brasseur, de Herve, accusé d'homicide sur Jeanne, sa femme, et sur Lambinet, de Jozé, qu'il aurait empoisonné et dont il avait épousé la veuve appelée Maroie.

Le seigneur de la Rochette avait fait arrêter et emprisonner ces deux individus au château, en dépit des observations du chapitre d'Aix. Nous transcrivons : « Touchant » les deux prisonniers Pierlot et Maroie, me suys contre » les dits d'Aix reiglé selon vos instructions, mais après » plusieurs altercations jurinde faictes, les eschevins de » Fléron ont à la sémonce de moy come hault voeit, donné » sentence nonobstantes les protestations desdits d'Aix, » tasehans par tous moiens de limpescher, et condampné » Pierlot de avoir premièrement le poing coupé, puis » bras et jambes rompus et sa teste tranchée sur une » rue, sa femme pendue à ladite rue et ung feu desoubs ; » laquelle sentence jay incontinent faict mettre en exécution. Ne seay ce que les dits d'Aix vouldront sur cela » faire. »

Guillaume mourut le 28 décembre 1586 et son épouse le 2 février 1603. Ils furent enterrés dans l'église de Forêt (1).

De leur mariage naquirent dix-sept enfants (2) :

1<sup>o</sup> Edmond, né le 4<sup>er</sup> novembre 1553, commandeur de l'Ordre teutonique à Sierstorff, décédé le 8 décembre 1623.

2<sup>o</sup> Jean, qui suit.

3<sup>o</sup> Adam, né le 27 janvier 1556, mort célibataire.

4<sup>o</sup> Marie, née le 11 mai 1557, religieuse à Heinsbergh.

5<sup>o</sup> Catherine, née le 27 août 1558, morte à l'âge de trois ans.

6<sup>o</sup> Marguerite, née le 31 mai 1560, religieuse à Heinsbergh, décédée en octobre 1626.

7<sup>o</sup> Henri, né le 10 mai 1561, chanoine de Liège, de Strasbourg, de Munster, archidiaque de Campine, prévôt de Saint-Barthelemy à Liège, mort le 15 octobre 1626.

8<sup>o</sup> Catherine, née le 30 mai 1562, religieuse à Herckenrode.

9<sup>o</sup> Philippine, née le 2 août 1563, épousa, l'an 1582, Adolphe de Cortenbach, seigneur de Helmond.

10<sup>o</sup> Florent, né le 15 octobre 1564.

11<sup>o</sup> Agnès, née le 6 mai 1566, religieuse à Herckenrode.

12<sup>o</sup> Anne, née le 8 mai 1568, abbesse à Ruremonde, décédée le 15 août 1629.

13<sup>o</sup> François, né le 30 juillet 1569.

(1) LE FORT, 1<sup>re</sup> partie, vol. IX, *Généalogie de Gulpen*. Leur pierre tombale se trouvait d'abord dans le chœur de l'église, de même que celle de Warnier de Gulpen. Elles étaient très usées et furent enlevées, il y a quelques années, et encastrées dans la muraille de la tour, aux côtés de la porte d'entrée. Cette mesure conservatrice est certes très louable; mais il est à regretter que ces pierres ne furent point placées dans l'intérieur de l'église; car les intempéries acheveront en peu de temps l'œuvre de destruction commencée par les pieds des fidèles.

(2) Manuscrit de L. DE VILLERS.









14<sup>e</sup> Elisabeth, née le 3 février 1571.

15<sup>e</sup> Gertrude, née le 4 septembre 1572.

16<sup>e</sup> Guillaume, né le 18 mai 1574, mort à deux ans.

17<sup>e</sup> Jeanne, née le 16 septembre 1575, religieuse à Ruremonde.

## JEAN DE RUYSCHENBERGH.

1586-1638.

Jean de Ruyschenbergh, seigneur de la Rochette, Overbach, Olne, etc., né le 7 décembre 1554, colonel au service de l'Empire, gouverneur de la ville de Juliers, conseiller de l'Electeur de Saxe, maréchal héréditaire du duché de Limbourg, avoué héréditaire de Fléron, avait épousé en premières noces, Marguerite de Loë, morte sans descendance (1), fille de Bertrand de Loë, seigneur de Palstercamp, et de Marguerite de Horst. Il épousa en secondes noces, par convenances de mariage du 10 février 1602, Sybille-Marie de Plettenberg, fille de Henri de Plettenberg, seigneur et drossard de Schwartzenberg, et d'Anne van der Heyden.

Il releva la seigneurie de la Rochette, devant la Cour féodale de Dalhem, le 28 février 1587, et le 1<sup>er</sup> juillet 1603, il signa à Dusseldorf des pleins pouvoirs pour son frère Henri, alors chanoine de Liège et de Munster, à l'effet d'exercer en son nom la charge d'avoué de Fléron. Le 2 juillet 1587, ce dernier avait relevé, à Limbourg, au nom de son frère aîné, l'office de maréchal héréditaire du duché, avec le pont de Chênée.

(1) LE FORT, 1<sup>re</sup> partie, vol. IX, *Généalogie de Gulpen*.

Le sol de la Rochette, assez riche en minerais de fer et de plomb à l'état de sulfures, fut mis, au commencement du XVI<sup>e</sup> siècle, en exploitation par son propriétaire. DELVAUX (1) assigne à cette entreprise la date de 1515; mais un rendage, que nous publions ci-dessous, fait remonter l'exploitation jusque vers 1503, si toutefois elle n'existait déjà avant, car il y est parlé de la « plonbereye », ce qui ferait supposer qu'une installation pour l'affinage du plomb, aurait existé avant cette époque (2).

Par ce rendage, daté du 6 février 1503, Warnier de Withem cédait à Toussaint de Noirfallize trois pièces de pré, situées en lieu dit « la blanche plombière » moyennant une rente de quatre muids et quatre setiers d'avoine et la réserve des minerais. « Premier ung preit, ainsi quil » s'extend, gisant desoub Prailhon, joindant de costé vers » le by alle plonbereye, d'autre costé alle eawe de costé » d'amont a pré condist le forby, que Jehan Ansillon tient » au présent, et d'aval vers ladicte Rochette à Malpas. Item » encore ung preit, si long et si large quil s'extend, condist » Lorgy, gisant assé près lamesme, joindant d'un costé à » forby et d'autrepart az aysemenses, avecq encore un » petit Islea si long et si large quil s'extend, gisant assé » pré la mesme, joindant à l'eawe, a ry de Codouiolle d'un » costé et d'aval au dit Jean Ansillon, etc. . . . voir à moy » retenu et réservé toutes les mines extantes soubz et » ensous lesdits héritages, pour icelle ouvrer et faire » ouvrer à mon profit par dit d'ouvriers et cognoisseurs, » et sans faire domage audit Tossain, sans fraude, etc. . . » Le preneur fit relief du rendage ci-dessus, devant la

(1) *Dictionnaire géographique de la province de Liège*, tome I, page 91.

(2) Manuscrit du frère L. DE VILLERS.

même cour de tenants, probablement celle de Forêt, le 19 février de la même année.

Le 2 décembre 1588, la veuve de Guillaume de Ruyschenbergh obtint du Conseil souverain de Brabant une sentence l'autorisant à poursuivre ses travaux d'extraction, malgré les allégations du prince-évêque de Liège, qui prétendait qu'elle empiétait sur d'autres ouvrages.

L'opposition soulevée par l'évêque de Liège était basée sur une concession qu'il avait accordée à Prayon, sur le territoire de la principauté, mais à proximité du domaine de la Rochette. Cette concession datée du 27 août 1573, autorisait Thomas de Fossé et Jean Gaen, bourgeois de Liège, acceptant pour trois quarts, et Jean de Voesbergh pour l'autre quart, à « ouvrier et tirer az frais, perils et » dépens des dits preneurs, toutes sortes de minnes » comme plomeq, fer, guift, et toutes autres que trouver » soy » sur quatre bonniers de la commune de Prayon, « et prendre une partie d'iceux ens et hors des mons ou » thier que l'on dit le fond de plomier, dessus le fourneau » de Prailhon, joindant d'un costé vers les fourneaux aux » héritages Monsieur delle Rochette, etc. » Ces industriels avaient donc tout lieu de craindre la concurrence que la dame de la Rochette établissait à côté de leur exploitation.

Le 18 décembre 1591, Ernest de Bavière avait renouvelé l'accense aux noms de « Thomas de Fossé et Adrien Oems, » de chercher et tirer minnes, affloncer bures, etc. ; sur le » desseur de la montagne de la blanche plounier et au plus » pres en joindant aux quatre bonniers rendus audits » suppliants et leurs comparchoniers, parmy payant à son » Altesse ascavoir de souffre et de coproese, la vingtième » partie ou mesure quitte et lige, outre tous despens, sur » la balance, nettoiyé et affiné, et parmy rendant des autres » matériaux assavoir plomeq, cuyvre autant que les

» circonvoisins, etc. (1) ». Cette exploitation est actuellement remplacée par l'usine à zinc de Prayon (2).

D'autres parties du domaine de la Rochette furent aussi exploitées. Le 22 octobre 1606, nous trouvons une accense autorisant Thomas de Selessin, Adrien Oems et Bastin de Noirivaulx, pour exploiter le plomb, dans le « pré dell ploumier ». Le 15 mars 1607, accense pour extraire du minerai de fer « par dela le ruisseau de la fontaine de Tabur », au profit d'Albert Gaen. Le 15 août 1611, même accense au nom de Gielet Bastin de Noirivaulx, pour extraire du fer dans le « bois des Dames par dela la ryvière de Vesdre ». Le 27 décembre 1615,

(1) *Conseil privé, 1669*; touchant la Rochette.

(2) Nous croyons devoir donner ci-dessous le texte d'une concession faite par Ernest de Bavière à David Remacle, de Limbourg, à cause du jour qu'elle jette sur les premiers engins employés dans les mines, tant pour l'extraction des minerais que pour l'épuisement des eaux. Suivant cette pièce, David Remacle aurait été l'inventeur de machines, permettant de reprendre l'exploitation des mines de Prayon, abandonnée, par suite de l'envahissement des eaux.

« Ernest, etc. A tous ceulx qui ces présentes noz lettres patentes  
» verront ou lire oront, salut. Comme nous sommes plainement  
» informez que David Remacle, ung de noz subjects ayt par son  
» art et industrie, à ses grands trauvaulx et despend, fait certains  
» instrumens et mollin tirant pompes et grand nombre choese nou-  
» velle et inusitée, en notre pays de Liège, à effect de tirer les eaues  
» hors des fosses, et ouvraiges de la montaigne de plomterie de  
» Praillhon; sans lesquels n'estoit possible besoigner en icelles, come  
» avons esté assez certiorez que passé quarante et cinq ans cy devant  
» aucuns bons marchants, tant d'Anvers que d'ailleurs, lesquels y  
» veuillants faire besoigner ont employé leurs moiens et substance  
» sans y pouvoir rien faire, à cause desdits eaux; lesquels instru-  
» ments, mollins et pompes présentement érigés, causeront au future  
» grand proffit et utilité à nostre pays et table Episcopale, ce que  
» nous a esmeu, suyvant la supplication dudit David, à nous oultre  
» donner, celuy vouloir octroyer et concéder de notre grace tel droit

accense pour Hackin de Prayon, pour l'extraction de la houille et minerais divers «sauf l'or et l'argent», dans le «heid de Malpas». Enfin, vers 1657, Nicolas de Thier, Elisabeth de Sclessin, Louis Quartier et Jean Magy contractent avec le baron de Cortenbach, pour l'exploitation de tous les minerais qu'ils pourront trouver sur la terre de la Rochette.

Le 24 février 1601, la veuve de Guillaume de Ruyschenbergh obtint du prince-évêque, l'autorisation de faire dire la messe au château de la Rochette, où on avait probablement construit une nouvelle chapelle, puisqu'au

» de terraige des mineraux qui se tireront hors desdites fosses et  
» ouvraiges. Et nous, considérant tele requeste estre équitable, tant  
» pour cause de l'industrie inusitée, que grand prouffit que lon  
» recouprat au future en notre pays, miesmes aussy pour respect  
» d'aultres bons services que ledit David nous at parcidevant fait,  
» et nous pouldrat faire, luy avons donné et octroyé, come par cest  
» donnons et octroyons de notre authorité, tel droit de la plomterie  
» pres Prailhon, suyvant le rendaige qu'en avons cydevant fait aux  
» maitres desdits ouvraiges. Voir que adjoingnons avec ledit David,  
» notre cher et féal Laurens de Ramée, notre maitre d'hostel, tant  
» pour la maintenue de nostre juridiction contre les circonvoisins,  
» que pour aultres raisons à ce mouvantes, pour par iceulx conjointe-  
» ment et également en joyr et prouffiter, eulx et leurs hoirs, par  
» l'espace de six ans, rattiers continuels, librement, et sans payer  
» cheose aulcune, injoindant par cest à nostre Président et auditeurs  
» de nostre chambre des comptes, de donner ausdis de Ramée et  
» David, ou leurs hoirs, tant l'espaces desdis six ans, que ces aultres  
» cosuyvantes, tout ayde et assistance, et permettre leurs estre fait,  
» omis, ou donné en ce empechement. Car tel est nostre plaisir et  
» expresse volonté. Donné soubz noz nom et seel secret en nostre  
» cité de Liège, le XXVII<sup>e</sup> de febvrier, mil siex cent et ung.

» Ainsy subsigné.

ERNEST.

Cette concession fut renouvelée, le 28 février 1607, au profit de Laurent de Ramée; document original communiqué par M. Lohest de Waha.

XV<sup>e</sup> siècle déjà, les de la Roche y avaient fondé un anniversaire.

Le retour à la Rochette de Jean de Ruyschenbergh, seigneur hautain, d'un caractère ombrageux et jaloux de ses prérogatives, ramena les difficultés avec le chapitre d'Aix. Guillaume de Nesselrode, avait relevé en son nom l'avouerie, le 25 août 1600.

Avec plus de ténacité encore que son père, il chercha à soustraire le domaine de Notre-Dame à ses souverains légitimes, en se substituant dans leurs droits. Son but était de soumettre l'avouerie à la souveraineté de Philippe II, roi d'Espagne, duc de Brabant, et d'en faire une haute avouerie, où il aurait eu le droit de nommer les échevins. Il s'appuyait sur les termes de la Bulle d'or, par laquelle il était interdit à tous princes ecclésiastiques ou séculiers, juges et tribunaux de l'Empire, d'exercer aucune juridiction quelconque sur les habitants des duchés de Brabant, de Limbourg et de leurs dépendances (1).

Cette perspective devait nécessairement le tenter ; la petite seigneurie de la Rochette, relevant avec l'avouerie du même souverain, et la charge de maréchal héréditaire de Limbourg, eussent fait de Ruyschenbergh un des principaux seigneurs du pays.

En présence de cette hostilité, le chapitre de Notre-Dame porta, en 1593, au Conseil souverain du Brabant, contre lui une plainte qui demeura sans résultat. De là, une série de difficultés ; d'une part, Ruyschenbergh, enrayant de force le cours de la justice rendue par les échevins, qu'il ne voulait pas reconnaître ; d'autre part, ceux-ci

(1) Cette Bulle, donnée par l'empereur Charles IV en 1349 à Jean III, duc de Brabant, fut confirmée par les empereurs Sigismond en 1424, Maximilien en 1512 et Charles V le 3 juillet 1530. NEXY, *Mémoires historiques et politiques*, etc., page 394.

continuant, malgré le seigneur de la Rochette, à remplir leur mission, au prix même de leur liberté.

La Cour de Fléron avait alors pour mayeur Jean Curtius, seigneur de Tilleur, commissaire-général des munitions de guerre du roi Philippe II, homme intelligent et habile, qui donna une grande impulsion à l'industrie du fer au pays de Liège, et dont le nom était alors le synonyme de richissime.

Jean Curtius, nommé contre le gré de Ruyschenbergh, devint son ennemi juré.

Le pays était tellement infesté de bandits et de voleurs qu'Ernest de Bavière publia un mandement pour engager les habitants à organiser des patrouilles, à l'effet de rendre la tranquillité à la terre de Notre-Dame (1). A la suite de cet édit, Jean Curtius avait commandé aux habitants de l'avouerie de se réunir pour être passés en revue, « faire la monstre soubs et devant luy, en qualité et nom susdict. » Mais Jean de Ruyschenbergh, voyant dans cet ordre un empiètement sur ses prérogatives d'avoué, leur fit

(1) Ce mandement, daté du 14 juin 1603, fut confirmé par le doyen et le chapitre d'Aix le 5 juillet suivant. Il ordonnait : « tant par eau » que par terre, bon guet et garde soit faicte, tant de jour que de » nuit, aussi sur les elochers de chacun village pour ce descouvrant » aucuns volleurs ou brigans de quel service ils soient, ou soy pour- » roient réclamer, par son de cloche et tambourin à l'assemblée de » noz subjects les déchasser, appréhender et saccager, déclarant » derechef par ceste que tous et chacuns de nos dits subjects s'ayans » emplier à l'effect susdit, en déchassant ou tuant tels volleurs, seront » reputez et tenuz comme les tenons par ceste pour bons et fidèles » défenseurs de leur patrie, personnes, femmes, enfans et biens, sans » qu'ils en seront en façon aucune recherchables; leur donnant et » accordant tout ce qu'ils trouveront chez les dits volleurs, les trou- » vans faire brigandage sur nos dits Pays. etc. . . . » ; *Jura sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, etc.



défendre, le 3 janvier 1606, d'obéir à tout autre qu'à lui, déclarant que, dans le cas où il ne pourrait être présent à cette revue, son châtelain de la Rochette le remplacerait (1). Dès lors, la guerre fut déclarée entre le mayeur et l'avoué, et, comme les échevins étaient du parti de Curtius, Ruyschenbergh les convoqua, le 3 janvier 1606, aux plaids généraux du jour des Rois, et les prévint qu'en cas d'absence il constituerait d'autres échevins à leur place.

Ceux-ci, menacés par le seigneur de la Rochette, demandèrent au chapitre d'Aix, l'autorisation de transporter momentanément leurs réunions aux confins du territoire de l'avouerie, en lieu dit « Wez ».

Dans leur requête, ils se plaignent que « estant sur les » chemins pour aller au lieu accoustumé tenir les plaids » généraux de S. Remy dernier, ils seroient esté constrains » de retourner, pour ce que le seigneur de Ruysenberg » estoit les attendant avec vingt-cinq hommes de cheval » de la garnison de Lymbourg pour les saisir et constituer » en ferme, et que depuis il les auroit menacé de les avoir » à l'improviste, ne sachans l'occasion de telles menasses ; » qui les fait supplier qu'il plaise à voz révérences de leur » donner lieu et place où ils puissent asseurement faire » et administrer justice, qui leur semble faire se pouvoir » pour un temps en lieu de Wez, ou bien que par mes » seigneurs sera trouvé le plus convenable, etc... »

Le 26 octobre 1607, le chapitre les autorisa à siéger à Vaux-sous-Chèvremont; mais Ruyschenbergh défendit aux habitants de l'avouerie de comparaître aux plaids généraux, sans son aveu, sous peine d'une amende de vingt florins d'or (2).

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, etc.

(2) *Ibidem*.



Jean Curtius propriétaire du coup d'eau de « Ster », sous Chèvremont, y érigea une usine et des moulins à poudre, pouvant fournir de trente à quarante quintaux par jour. Pour les mettre à l'abri d'un coup de main du seigneur de la Rochette, qui avait déjà tenté de s'en rendre maître, il les fit entourer d'un large fossé et y entretint une garnison de trente mousquetaires. Ce luxe de précaution lui coûta environ soixante mille florins.

Ces usines ne pouvant suffire à son activité, il résolut d'en construire une nouvelle, en aval de celles qu'il possédait déjà.

Il fit établir une digue, destinée à amener l'eau à son usine, située à Vaux-sous-Chèvremont, en face du thier de Chèvremont, sur le territoire de la principauté de Liège.

Mais le seigneur de la Rochette, sous prétexte qu'elle entravait la navigation, la fit démolir le 2 juin 1615. et présida lui-même à cette démolition. Des témoins produits à l'enquête réclamée par Curtius, déposèrent qu'à la date susdite, entre cinq et six heures du matin, le seigneur de la Rochette, à cheval, armé d'une escopette et accompagné de douze ou treize hommes armés d'arquebuses et de hallebardes, se trouvait près de la digue, pour soutenir par la force ceux qui la démolissaient.

A la suite de la même enquête, les échevins de Fléron condamnèrent le seigneur de la Rochette, ainsi que tous ceux qui avaient contribué à la démolition. De ce nombre, se trouvait François Hacquin, serviteur de Ruyschenberg, qui fut arrêté le 29 mai 1616, dans la nuit, à Prayon, par Aymond de la Chapelle, sous-mayeur de Fléron, accompagné de soldats de l'usine Curtius et des sergents d'Amercœur et de Fléron.

Comme il passait, garotté comme un criminel, sur le pont de Chênée, fief du Limbourg, où se trouvait en ce

moment le seigneur de la Rochette, celui-ci protesta contre cette arrestation, réclamant la mise en liberté du prisonnier ou sa comparution devant la justice du duché de Limbourg ; mais le bailli d'Amercœur, qui accompagnait l'escorte, ne tint pas compte de cette réclamation ; Hacquin fut conduit à Liège et emprisonné (1).

Ruyschenbergh adressa immédiatement une plainte au procureur général de Brabant, et, le 30 juin suivant, obtint un mandement de l'archiduc Albert et de l'archiduchesse Isabelle, ordonnant aux échevins de Fléron, à Curtius et au bailli d'Amercœur, de relâcher Hacquin, de rapporter les sentences portées contre le seigneur de la Rochette, et de reconnaître ce dernier comme avoué de Fléron (2).

Les échevins de Fléron qui ne prétendaient relever que du chapitre d'Aix et de l'Empire, restèrent sourds à cette injonction.

D'un autre côté, et comme pour atténuer la rigueur de ce mandement, ces mêmes souverains prirent, sur sa demande, le 22 juillet de la même année, Curtius, ainsi que tous les habitants de l'avouerie, sous leur sauvegarde spéciale (3).

Après une enquête du procureur général du prince-évêque, les échevins de Liège avaient ordonné l'arrestation de Ruyschenberg, de Crýne son serviteur et de plusieurs autres ; Hacquin avait été enfermé « à fond de fosse »,

(1) *Mémoire démonstratif*, etc., page 68.

(2) *Ibidem* et Archives de la Rochette.

(3) Cette ordonnance a été rapportée en entier dans le *Bulletin de l'Institut archéologique*, tome IV, page 295 ; elle est mentionnée également dans le recueil intitulé : *Jura Sacri Romani Imperii in Dominio de Fleron*, page 51. Pareille sauvegarde avait déjà été accordée à Curtius et aux habitants de la vouerie de Fléron, le 19 août 1597.

dans la prison de la porte d'Amercœur. Le seigneur de la Rochette n'attendait qu'une occasion pour prendre sa revanche, et il la voulait éclatante. Le sous-mayeur de Fléron s'étant trouvé à Olne, terre de Dalhem, et ayant été surpris porteur d'un pistolet de poche dit « bidet », contrairement à l'ordonnance de l'an 1614, fut arrêté et conduit à la Rochette, le 17 mars 1617 (1).

Marie van Buelle, femme de ce magistrat, ajourna l'avoué devant la Cour de Fléron ; cette sommation fut faite « sur le portail de l'église de Forêt et à tilhou de Prailhon », mais celui-ci n'ayant point comparu à l'audience, une nouvelle sommation lui fut adressée pour le 20 mars. Il s'y fit représenter par Henri de Saive, prélocuteur, lequel déclara que le seigneur de la Rochette déclinait la compétence de la justice de Fléron, et demandait que le différend fût porté à la chancellerie de Brabant ou à la justice d'Olne, constituant, pour le représenter, les prélocuteurs Léonard de Vaulx, Henri de Saive et Servais Parent.

La Cour ayant rejeté cette prétention, Léonard de Vaulx proposa le lendemain de soumettre le différend aux avocats fiscaux de Malines et de Bruxelles, et au procureur général de Brabant, que l'on manderait à cet effet, aux frais du perdant ; mais le représentant de l'épouse du sous-mayeur, traita cette proposition « d'impertinente », et, le 22, la Cour assemblée à Wez prononça le jugement condamnant le seigneur de la Rochette à relâcher Aymond de la Chapelle, et aux frais du procès (2).

Ruyschenbergh, que cette sentence n'émouvait guère, conserva son prisonnier dans un cachot de son château, où, le 23 mai 1617, le notaire Servais Stocx reçut, à la

(1) Archives communiquées par M. Lohest-de Waha.

(2) *Jura Sacri Romani Imperii*, etc., page 120.

requête de la mère et de la femme d'Aymond de la Chapelle, la déclaration suivante, par serment et pardevant témoins :

« Traitement de moy soubescriit pendant que je fus esté  
» prisonnier à la Rochette. Appréhendé en la vouerie de  
» Fléron, terre d'empire, en vertu de certaine sentence  
» rendue par les échevins d'Oelne, territoire de Brabant, et  
» partant aultre juridiction, suis esté conduict à la Rochette  
» entre les mains de ma contrepattie, le lundy après le  
» dimanche Letare an 1617, tout en sueure par la dili-  
» gence que faisoient les députés du s<sup>r</sup> Ruyschenberg à  
» me faire haster, où arrivé fus conduit par commende-  
» ment du dit s<sup>r</sup> par Cryne Wassemberg en certain endroit  
» de la maison appelé la thour de Brabant, le sommier de  
» laquelle est un colombier, le lieu le plus bas certain lieu  
» en rondeur pavé d'arsilhe, garny d'infinité de toiles  
» d'araignées, aiant deux petites fenestres estroites par  
» lesquelles impossible est regarder sans l'ayde d'ung  
» bancq ou chasse, soubz lequel lieu y at de fosses dans  
» lesquels par eschelles on devalle par certain huis que  
» l'on eslève. Arrivé que fus illecq me voulut ledit Cryne  
» dévaller dans les dites fosses suivant le commandement  
» qu'il avoit de son maître (comme il disoit) ce que fut  
» empesché par lettres qu'envoyay au seigneur Ruyschen-  
» berg, par laquelle le supplioy me vouloir traiter plus  
» doucement. Néanmoins tout ce iour ne seeu avoir du  
» feu, combien que j'en sollicitasse le dit Cryne, luy attes-  
» tant qu'à raison de la sueur contractée tant en marchant  
» qu'aultrement, je me sentoy mal, étant refroidy, et de  
» fait trembloy incessamment, ce qui me fit penser d'avoir  
» acquis maladie incurable; toutefois sur le soir l'obscurité  
» fut cause que ledit Cryne (au deceu de son maître, comme  
» il juroit en son âme et aultrement) et contre le gré  
» d'icelluy me fit du feu quelque peu, et après m'avoir tenu

» quelque peu compaignie au souper, soy retirat , pour me  
» laisser reposer sur l'estren qui m'estoit appareillé, sans  
» couverture; touteffois la fortune me volut si bien que  
» mon frere Jean, prochain voisin du dit seigneur, m'envoia  
» un sien manteau et couvertoir, lesquels à son instante  
» requete ledit Cryne m'apportat, audeceu de sondit maitre,  
» en m'asseurant qu'il en fust esté mal content s'il eust  
» sceu. Et en tel estat suis demouré traize jours ou environ,  
» si bien je me record, sans qu'il fust permis à nul de mes  
» amis de me venir visiter, et sans nul sologement, sinon  
» que ledit Cryne (prennant compassion de mon infortune)  
» me faisoit secretement et avec telle doubte et crainte  
» qu'il me juroit souvent que si son maitre le scavoit, il  
» seroit luy mesme mis au fond de fosse; au debout des-  
» quels traize jours me sentant fort débile et malade, tant à  
» raison de l'air, que du lieu mal propre et mal sain à ma  
» petite complexion, et subjecte à maladie, aiant demouré  
» trois jours sans me pouvoir bouger ny lever, non plus  
» que la débilité me permettoit, finablement fus dévallé en  
» une chambre, et ce al instante requête du dit Cryne, qui  
» ne vouloit aultrement m'avoir plus en garde, craindant  
» ma morte prochaine, d'aultan que le manger par la débi-  
» lité me fut défendu; mais ce bien me durat peu, car deux  
» jours après commanda me renfermer au lieu que dessus,  
» duquel la mort m'eust esté plus agréable, que l'ouyr  
» parler, mes regrets touteffois sceurent tant guigner sup  
» ledit Cryne, que secretement me mentient en icelle  
» chambre, au verrier de laquelle, venant le soir, nous  
» convenoit mettre ung couvertoir affin qu'à la lueur de la  
» chandelle ne fust ledit Cryne accusé, et ce faisoit à raison  
» du bon vouloir que j'avois d'accorder av ec sondit maitre,  
» à quel effect, (à grands despens,) ainsy fait approcher  
» plusieurs amys, lesquels il venoit contents de parolles et  
» non d'effect; il m'at fait touteffois ce bien de me laisser

» ma femme nouvellement mariée pour compagnie sept à  
» huit jours, mais il me fut bien cher rendu, car il, (me  
» gouvernant selon ses passions, à raison que lesdits éche-  
» vins d'Oelne avoient prolongé de rendre certaine sen-  
» tence jusques avoir prins advis, comme il disoyent,  
» laquelle ledit seigneur pensoit emporter certain jour,  
» estimant icelle avoir esté prolongée à notre instance) me  
» privat soudain de la compagnie de ma femme, et ne  
» m'ostat de la chambre pour me mettre en la tour, en  
» mon premier lieu, mais me fit dévaller avecq eschelles  
» en la fosse, en laquelle rats et souris ne me manequoyent  
» de compagnie, et n'osoye tant soit peu reposer, pour  
» entendre iceulx tantost à mes pieds tantost à ma teste,  
» alors estimay je estre prochain de la fin de mes jours, à  
» raison du grand mescontentement sy soudain estant si  
» peu de solagement que j'avoy, laquelle fust arrivée sans  
» le secours que me fit ledit Cryne me tirant secretement  
» de ladite fosse, m'ayant mis l'eschelle dans ladite fosse et  
» laissé l'huis ouvert, dans laquelle sitost que j'entendoy  
» quelqu'un venir à la prison me falloit estre habile de ren-  
» trer, craindant que le dit seigneur qui avoit demoré  
» présent jusques à ce que je fusse dévallé, ne retournoit  
» derechef ou quelqu'un aultre de sa part, de sorte que  
» tout mon soing estoit diligemment escouter, descendant  
» dix fois le jour, tantost demeurant du bout sur l'échelle  
» affin n'estre surprins, ce qui me causait mille crainetes,  
» et au seul souvenir le cœur me tremble, et redoublant  
» par après mon malheur aucuns jours après trois sept-  
» maines entières, peu plus peu moins, n'at volu donner  
» à personne, desquelles qualité qu'il fusse, accès à moy ;  
» de mode que suis esté frustré de mes justes défences,  
» sans touttefois pendant ce temps laisser me donner  
» nouvelles algarades si comme commandant derechef de  
» me mettre au cul de fosse, ce que Cryne n'eust osé



» manquer à faire , n'eust esté que de fortune ung sien  
» recepveur liégeois par ces prières à jointes mains lui  
» distournat (et bien pour moy) ceste fantasie destournant  
» ledit Cryne de sa commission. Le tout quoy estre ainsy  
» advenu , je soubescriit atteste , y ajoustant au surplus  
» que à raison du vent qui venoit des dites fenestres au  
» commencement , y ay en plusieurs mal de teste , desquels  
» je me resentoy souvent , et sembloit le tout tournoyer  
» devant moy ; donnant pouvoir à tous ceux qui en  
» voudront prendre la charge , de jurer en mon âme ,  
» le tout avoir ainsy arrivé , donnant de mesme pouvoir ,  
» si besoing en est pour ma cause , d'en faire faire act  
» pardevant notaire pour s'en servir, come par conseil on  
» trouverat convenir et expédient , le 23<sup>me</sup> de Maye 1617.  
» Ainsy signé, Aimond de la Chapelle , prisonnier à la  
» Rochette. Et pour son serment renouveler et ratifier  
» pardevant ledit conseil de Brabant at icelluy de la  
» Chapelle constitué, comme par ceste constitue, honestes  
» personnes Mre Jacques Henken, et Mre Jean de Malaise,  
» embedeux procureurs postulants audit conseil, etc. etc.. ».

Voici un passage d'une lettre que le prisonnier écrivait de son cachot à son frère : « En oultre que le seigneur  
» Ruischenberg print ma feme , si bien je me recorde, et  
» le tira luy mesme arrière de moy ou le fist tirer luy  
» disant qu'elle s'en retournast , me conduisant lui mesme  
» de la chambre en la tour en hault pour me voir descendre  
» dans ces fosses, où arrivé , et ledit Cryne s'excusant  
» n'avoir la cleff pour ouvrir l'huis de ladite fosse , voiant  
» la colère de son maître , preñant compassion de moy ,  
» les envia ledit s<sup>r</sup> quérir et revint la deuxième fois en  
» la tour sans soy bouger d'illecq, jusques à ce que  
» fusse descendu dans la fosse , et ce nonosbstant mille  
» prières que moy et ma feme luy avont fait, en l'honneur  
» de la passion du Sauveur et de sa benoiste mère et

» vierge , et ce pour l'horreur dudit trou et fosse. Et quant  
» touche le lieu de la thour en laquelle la pluspart du  
» temps ay demeuré et deux ou trois fois dévallé à raison  
» de mes débilités, desquelles le dit Cryne prenoit com-  
» passion , ledit notaire qui en at veu l'inspection , et  
» en peult faire act , tant de la puanteur à raison des  
» colombs, spécialement en temps d'esté , et de chaleur ,  
» d'autant que pardessous est une estable de cheval ,  
» lesquels autant bien que les colombs troubent mon  
» repos, tant de nuict que de jour ; etc..... » (1)

Les échevins d'Olne, à la requête du seigneur de la Rochette, condamnèrent, le 15 avril 1617, Aymond de la Chapelle à cinq cents florins de Brabant pour port d'arme prohibée, et à une caution de deux cents écus, soit encore huit cents florins de Brabant. La sentence d'Olne fut confirmée à Dalheim le 6 mai suivant.

Cette somme était difficile à trouver à cette époque. Le 22 avril, sept semaines environ après l'emprisonnement d'Aymond de la Chapelle , sa mère, sa femme et son frère, accompagnés d'un notaire, se réunissaient dans la maison de Jean le Godet, « située proche le chasteau de la Rochette, en lieu dit communément l'Islea Thiry » (Chaudfontaine). Pour obtenir la mise en liberté sous caution du prisonnier, Jean le Godet avait offert des pièces d'argenterie ; Thomas Masset, marchand de Liège, avait également fait des avances d'argent, et les parents du sous-mayeur avaient réuni tout ce qu'ils possédaient, tant en numéraire qu'en bijoux. Ils se rendirent au château, et furent introduits en présence de Madame de Ruyschenberg, à qui ils firent connaître qu'ils étaient porteurs d'une « valise très pesante, et d'un cretin » dans lesquels se trouvaient une forte

(1) Documents communiqués par M. Lohest-de Waha.



somme d'or et d'argent, des bagues et des bijoux, le tout évalué à dix-neuf cents florins de Brabant, et qu'ils venaient lui offrir ces valeurs, pour pouvoir délivrer le prisonnier; mais la dame de la Rochette refusa cette offre, sous prétexte que son mari était absent. Le 22 mai suivant, les parents du sous-mayeur consignèrent à la justice d'Olne, « pour l'amende du pistolet, deux cent et cinquante six » dalers de Brabant et ung demi quart de rix, deux escus » de France, monnoye évaluée faisant cinq cents florins » Brabant; et pour la caution de deux cents escus, 'ont » consigné des vassellements d'argent, premier scavoir, » 13 goublets d'ores, deux coupes d'ores, trois tasses, » quatre goublets, deux sarlets, 12 cuillers d'argent, » avecq une chesne d'argent, à protestation et en cas » qu'icelles vassellements ne soet suffisants pour les deux » cents escus, Jean Remy le Goddet soy oblige, corps et » biens, meubles et immeubles, d'y fournir ens mains de » l'officier, ladite caution, etc..... » (1)

Ruyschenbergh ne voulut point encore relâcher son prisonnier. Le bruit courut à Liège, que l'on irait assiéger le château de la Rochette et qu'on n'y laisserait pas pierre sur pierre. Il fut question même d'arrêter le fils de Ruyschenbergh, qui résidait chez un chanoine de Saint-Jean-Évangéliste, mais son père ayant eu vent de ce projet le rappela au plus tôt.

Craignant que ces menaces ne fussent mises à exécution, le seigneur de la Rochette obtint, du Conseil souverain de Brabant, l'ordre au mayeur de Limbourg de s'emparer d'Aymond de la Chapelle, et de le tenir emprisonné. Cet ordre, daté du 7 novembre 1617, fut confirmé par un autre le 7 août 1618; entretemps, le 30 avril 1618,

(1) Documents communiqués par M. Lohest-de Waha.

Ruyschenbergh informait le procureur général de Liège que le sous-mayeur de Fléron serait traité, à Limbourg, aussi durement que le prisonnier du pont d'Amercœur, tant que Haquin n'aurait point été mis en liberté. Il avait donné cet ordre au mayeur de Limbourg après avoir fait constater par le notaire Antoine Oems, que Franck Haquin était maintenu avec les fers aux pieds, dans un souterrain. Nous extrayons de la déclaration notariée ces lignes : « ayant été conduit par le geôlier dans un » lieu soubterrain, et m'ayant icelluy donné ouverture » d'un trou ou cave, où il n'y avait aucune clarté, avons » illecque trouvé ung homme gisant sur de lestrain, les ferres » aux pieds, avec ung orelier duquel il garandissoit ses » pieds de la froidure, soy disant Franck Hacquin, l'aisné, » etc... ». Ce notaire constate de plus que le prisonnier a une jambe ulcérée et complètement gâtée.

Hacquin fut mis en liberté le 17 novembre 1622, après avoir été enfermé pendant près de six ans et demi. Il intenta alors un procès à la comtesse de Bucquoy, qui fut condamnée à lui payer, à titre de dommages et intérêts, la somme de 30 pattars par jour de détention, plus 200 florins de Brabant pour les dépenses extraordinaires faites pendant cette longue procédure. La délivrance de Hacquin eut pour conséquence la mise en liberté d'Aymond de la Chapelle.

Nous sommes forcé de revenir quelque peu en arrière ; après avoir suivi les vicissitudes de nos deux prisonniers, il est utile de rappeler que ce fut la démolition d'une digue érigée par Curtius dans le lit de la Vesdre, qui fut l'origine de ses contestations avec le seigneur de la Rochette (1).

(1) L'an 1606, vers la St-Nicolas, Jean de Ruyschenberg, assisté des paysans du ban d'Olné et de soldats de Limbourg, fit démolir la venne de la Brouck, servant au moulin à poudre et à la pêcherie de Léonard Huwart. Cette digue fut encore détruite par le même en 1615.

Après la condamnation de Ruyschenberg par la Cour de Fléron, Curtius avait adressé une requête au prince-évêque de Liège pour obtenir la concession d'un terrain destiné à l'usine projetée le long de la rivière. Ferdinand de Bavière, par rendage du 8 avril 1620, lui concéda en lieu dit « en Henne » vis-à-vis du thier de Chèvremont, le terrain demandé, sur lequel Curtius érigea une usine et rétablit son coup d'eau (1), mais le seigneur de la Rochette, prétextant que l'usine était construite sur le territoire de l'avouerie, la confisqua, et, le 23 octobre 1622, il trouvait preneur pour la mettre en activité. Voici un extrait de ce curieux acte de rendage (2):

« Johan de Rysseberg seigneur de la Rochette etc.....  
» cède à David Remacle de Limbourgh dit de Trou, le  
» coup d'eau en lieu dit en Vaulx-soub-Chèvremont, où que  
» le sieur Curtius avoit cy devant basty et érigé une usine  
» de fenderie et d'autant que icelluy bastiment et usine  
» estoit située sur le fond de la vouerie, laquelle nous appar-  
» tient, et que partant avions audit Curtius prohibé et  
» défendu d'user d'icelle, si est il que ledit David pour  
» avoir la faculté et octroy d'en user serat tenu et nous a  
» promis de rendre et payer annuellement pour nous, nos  
» hoirs et successeurs, ou ayans cause, trois cents florins  
» de Brabant courant en Liège, en notre maison et forteresse  
» de la Rochette, et si longtemps que tient laditte usine,  
» ne soit la sentence obtenue contre le chapitre de notre  
» Dame d'Aix mise en exécution, ou le procès contre Pierre  
» Curtius pendant à Bruxelles décidé ». Cette usine fut  
démolie peu de temps après, sans doute pour vider l'e-

(1) Archives de l'État, à Liège, reg. 1619 à 1630, n° 633 de l'inventaire, f° 44; renseignement communiqué par M. Ernest Nagelmackers.

(2) Archives de la Rochette, à Liège.

différend. Le coup d'eau fut comblé; il n'en reste plus que quelques vestiges.

Comme l'avoué avait plusieurs fois empêché de force les réunions des habitants, et que les échevins étaient toujours menacés quand ils se trouvaient sur le territoire de l'avouerie, Curtius se faisait escorter d'une troupe de trois à quatre cents hommes armés, quand il venait présider les plaids généraux. Ferdinand de Bavière, qui soutenait le chapitre d'Aix pour le maintien des droits de l'avouerie, était un appui pour le mayeur, qui se vantait d'attaquer et de tuer sans pitié le seigneur de la Rochette et les siens (1). On en était donc arrivé, dans ce petit pays, à une guerre ouverte; mais Ruyschenbergh, dont l'énergie ne faisait que croître avec les difficultés, fit, l'année qui suivit l'arrestation d'Aymond de la Chapelle, enlever et traîner à la Rochette un des échevins de Fléron, qui s'étaient de nouveau réunis à la maison des plaids.

Les échevins de Fléron actèrent l'arrestation de Denis Monschen : « Le 14 may dernier (1618), certain quidan » que l'on disoit estre huyssier de Brabant, avec un » nommé Crine, serviteur du seigneur de la Rochette, et » plusieurs autres munis d'armes, auroient, pendant l'au- » dience des plaids ruraux, entré violement avec finesse » et impétuosité, contre le gré et volonté de nosdits sei- » gneurs, commandant aux échevins de la part du sieur » Jean de Ruyssembergh, seigneur de ladite Rochette et » autorité des archiducs de Brabant, de soy livrer pri- » sonniers à la Rochette, pour n'avoir obey au mandement » d'autorité desdits archiducs de Brabant, à nous intimé, » touchant la relaxation Franq Hacquin, et comme nostre » dit confrère ne voulut obeyr, il se mit en opposition,

(1) *Mémoire démonstratif*, etc., page 70.

» protestant de force et violence faicte contre ladite juri-  
» diction de Fléron, pays d'Empire, par lesdits hommes,  
» lesquels nonobstant ce, par contemnement de sauvegarde  
» de séréniss: Electeur de Coloingne, prince de Liège,  
» conservateur donné et député par sa majesté impériale des  
» biens et droiets desdits seigneurs, doyen et chapitre de  
» Nostre-Dame d'Aix, qui estoit attachée sur l'huys de la dite  
» maison, ne désistarent de dire que lesdits échevins deb-  
» voient marcher avec eux, qui causa que l'un prit la fuitte,  
» y demeurant seul le prénommé Monschen, et, de faict,  
» violement ledit Crine avec les hommes d'armes qui  
» estoient illecq, mirent les mains sur nostre dit confrère  
» Monschen, le spoliant de ses armes ordinaires, et l'em-  
» menant par force prisonnier parmy le Pays de Liège à  
» ladite Rochette, sans que aucun surcéant de nostre hault-  
» teur, lesquels y avoit bon nombre, donnast aucun obstacle  
» ou empeschement; finalement que ledit nostre confrère  
» est encore pour le présent détenu par ledit seigneur en  
» son chasteau de la Rochette. » (1)

Sur ces entrefaites, le chapitre d'Aix vendit, le 14 juillet 1618, le domaine de Notre-Dame à Herman de Bourgogne, comte de Fallais, représentant, par procuration du 30 juin 1618, le comte de Bucquoy, pour une somme de 7,500 thalers. L'acquéreur s'engageait à soutenir les procès intentés au châtelain de la Rochette, au sujet des droits de l'avouerie et des arrestations des échevins Aymond de la Chapelle et Denis Monschen. Il s'engageait également à respecter les anciennes franchises des sujets de Notre-Dame et de ne point les soustraire à la souveraineté de l'Empire.

Ruyschenberg eut certainement trouvé un adversaire redoutable, si celui-ci n'avait pas été obligé de quitter le

(1) *Jura Sacri Romani Imperii*, etc., p. 127.

pays, en Charles de Longueval, comte de Bucquoy, chevalier de la Toison d'or, feld-maréchal général de l'empereur et gentilhomme de sa chambre, grand bailli et souverain officier du pays et comté de Hainaut. Appelé en Bohême par l'empereur Ferdinand II, il s'y couvrit de gloire, en battant le fameux Ernest de Mansfeld. Bucquoy fut un des héros de la guerre de Trente ans ; il partagea, avec T'Serclaes-Tilly, le commandement des armées impériales et, comme lui, il perdit la vie au champ d'honneur : il mourut dans un combat en Hongrie, laissant un fils mineur son unique héritier.

A l'époque où le chapitre d'Aix vendit la terre de Fléron au comte de Bucquoy, ce petit pays était en complète anarchie.

Le comte de Bucquoy avait délégué son beau-frère, Herman de Bourgogne, comte de Fallais, seigneur de Ham-sur-Sambre, Vieux-Waleffe, etc., pour le remplacer en qualité de suzerain de cette terre. Le 8 octobre 1618, aux plaids de la St-Remy, Herman de Bourgogne fit publier un mandement par lequel les habitants étaient tenus, à la réquisition des échevins, de se présenter en armes pour défendre leur bien et leur territoire, sous peine d'une amende de 10 florins d'or pour les défaillants.

Le même mandement défendait aux « surcéans » de l'avouerie de porter des armes, sous peine de trois florins d'or d'amende, et rappelait également qu'il était interdit sous peine d'une autre amende de dix florins d'or, de s'adresser à une autre juridiction qu'à celles des échevins de Fléron. (1)

Malgré cette ordonnance, les désordres continuaient ; le vol, le pillage et le meurtre étaient à l'ordre du jour,

(1) *Cour féodale de Fléron*, reg. aux records, folio 71.

des rixes, où les adversaires se rencontraient armés « d'arquebuse et de cracquets », consternaient les paisibles bourgeois et ruinaient le commerce. Les habitants des localités dépendantes de l'avouerie ne sachant à quelle autorité obéir, s'étaient divisés en deux partis, et Ruyschenbergh, toujours prêt à fondre sur ceux qui avaient l'audace de lui tenir tête, était devenu la terreur du pays.

La comtesse de Bucquoy, qui gérait les affaires pendant l'absence de son époux, fit publier, le 30 août 1619, une ordonnance défendant d'obéir au seigneur de la Rochette, sous peine d'amende, et, en cas de récidive, d'être banni de la terre de Fléron, requérant les échevins de faire exécuter cet ordre (1).

L'avoué, toujours bien escorté, sut déjouer les ordres d'arrestation qui furent, à différentes reprises, lancés contre lui, mais un de ses parents, du nom de Guillaume de Ruyschenbergh, natif du pays de Juliers, fut emprisonné à Fléron et condamné, par les échevins, le 24 février 1620, « à estre banny de la terre et seigneurie de Fléron » l'espace de trois ans, à paine s'il soy y retrouve d'estre » chastié selon ses démérites, et en rigueur de justice, » condamnant icelly aux frais de nostre taxe ». D'autres encore furent arrêtés pour avoir obéi à l'avoué, en dépit des ordres de la comtesse de Bucquoy; mais rien n'y fit. la terreur que le seigneur de la Rochette inspirait était trop grande, et la captivité des échevins enfermés dans les cachots de son château étant une menace toujours présente aux yeux des sujets de l'avouerie; ceux-ci, de crainte de partager le même sort, restaient indifférents à leur suzerain, s'ils ne partageaient pas entièrement les vues de l'avoué.

(1) *Jura Sacri Romani Imperii*, etc., page 71.



Les échevins de Fléron avaient cessé de s'assembler, même aux plaids généraux (1). La maison judiciaire, qui servait également de prison et qui était occupée par Lambert de Bolzée, avait failli être prise d'assaut par une troupe de gens armés (2) et les habitants de l'avouerie, ne pouvant plus obtenir justice chez eux, étaient forcés de s'adresser à d'autres cours, au grand détriment des droits du seigneur.

En 1621, Herman de Bourgogne nomma, à la demande de Curtius, alors souverain-mayeur de Fléron, un sous-mayeur. Cette charge fut attribuée le 23 août à Abraham de Menu ou Meneux, lequel parvint à rétablir l'administration de la justice et poursuivit énergiquement les fauteurs de désordres.

Les échevins condamnèrent certains habitants, pour avoir méconnu leur juridiction, et s'être servis d'une autre cour de justice que la leur. Le 4 octobre 1621, ils condamnent un certain Johan-Noël de Laval, pour homicide, à avoir la tête tranchée. « Condamnons ludit Jean pour » ses démérites, d'estre conduz a lien du supplice, et illec » avoir la teste tranchée jus des épaules tant que morte » sensuive, à l'exemple d'autres » (5).

Jean de Ruyschenberg, qui s'était jusqu'alors refusé de rendre hommage et de prêter serment en qualité d'avoué au comte de Bucquoy, fut informé que les plaids généraux devaient recommencer et fut sommé par la cour de Fléron, sur l'ordre de Herman de Bourgogne, de comparaître en personne le lundi 21 juin 1621, pour faire relief et prêter serment, s'il voulait jouir des revenus et prérogatives de l'avouerie. Ruyschenberg n'ayant pas comparu à Fléron

(1) *Cour féodale de Fléron*, rôles, 23 août 1621.

(2) *Ibidem*, 21 juin 1621.

(5) *Ibidem*.



au jour indiqué, Herman de Bourgogne, présent à la séance, autorisa Pierre Curtius à présider les échevins, « tenir la verge » et à administrer la justice jusqu'à ce que le seigneur de la Rochette eut rempli les devoirs de son office (1).

Le Conseil souverain de Brabant venait de rendre sa sentence dans l'action intentée par le chapitre d'Aix en 1593. Par cette sentence du 21 mai 1621, Ruyschenbergh ou plutôt sa mère, car la sentence était au nom de Marie de Gulpen, veuve de Guillaume de Ruyschenbergh, devait relever l'avouerie du chapitre, avec toutes ses prérogatives; en sa qualité d'avoueresse, elle avait le droit de tenir la verge de justice, de semoncer la Cour, d'arrêter les criminels et de les incarcérer dans la prison du chapitre, mais non ailleurs.

Il y avait dans cette sentence une phrase sur laquelle le seigneur de la Rochette devait s'appuyer pour tenir tête au souverain de la terre de Fléron; le Conseil interdisait aux habitants de reconnaître la juridiction suprême de l'Empire, et affirmait la haute suzeraineté des princes brabançons.

C'était là, certes, un abus du Conseil de Brabant, lequel, à l'instigation de Jean de Ruyschenbergh, confondait l'avouerie de Fléron avec le fief de la Rochette. Aussi, ce dernier déclina la compétence des échevins de Fléron, qu'il qualifiait de gens incapables et inhabiles, et de plus Liégeois, et par conséquent hostiles à sa personne.

La Cour de Fléron ajourna de nouveau l'avoué récalcitrant pour faire son relief. Celui-ci chargea alors le 22 août 1621, Nizet de Falhez, de le représenter à la Cour et de lui faire connaître qu'il l'a envoyé par respect pour

(1) *Cour féodale de Fléron*, rôles.

la justice, mais qu'il ne la reconnaît pas pour juge, parce que l'avouerie fut partie du Brabant et qu'elle lui a été adjugée par sentence du Conseil; que les échevins sont Liégeois et, par conséquent, incompétents sur une terre Brabançonne (1).

Ruyschenbergh avait cherché à empêcher la confirmation, par le Conseil souverain, de la vente de l'avouerie au comte de Bucquoy, et il avait été secondé dans ses efforts par les Etats de Dalhem, lesquels, sur sa demande, lui accordaient, le 20 février 1619, la remise de la quote ordinaire de l'aide pour un an, s'élevant à 126 florins 6 pattars de Brabant, comme subside pour continuer le procès concernant la vente au comte de Bucquoy. Il voulait obtenir un jugement faisant définitivement de cette terre un fief de Dalhem; mais il n'y parvint pas. Herman de Bourgogne, ayant maintenu son arrêté lui enlevant les bénéfices de son office, il fut forcé, après plusieurs années de débats, de se présenter dans l'église de Notre-Dame, à Aix-la-Chapelle, le 3 mai 1623, pour y recevoir l'investiture de l'avouerie de Fléron et y prêter à genoux, au jeune comte de Bucquoy, le serment de fidélité. Il paya à cette occasion comme droits de relief: « une bourse de velour rouge, ornée desur avec un gallon d'or, et deux cordons de soye rouge, y estans dedans une pièce d'or et d'argent, à scavoir un double ducat d'Espagne et un Philippus daler d'argent.. » (2).

Le 8 avril précédent, Ruyschenbergh, accompagné d'une cinquantaine d'hommes armés, avait arrêté, dans la salle des séances, à Fléron, Abraham de Meneux, qui, après avoir été désarmé, fut conduit garotté à la Rochette et emprisonné. Mais pour obtenir l'investiture de l'avouerie,

(1) *Cour féodale de Fléron*, rôles.

(2) *Jura Sacri Romani Imperii*, etc.

il dut mettre le sous-mayeur en liberté, après l'avoir retenu pendant dix-sept jours dans un cachot (1). A peine confirmé dans son office d'avoué, les échevins de Fléron se virent obligés de constater de nouvelles violences de sa part.

Voici leur déclaration, qui fut actée par le notaire Antoine Oems, requis en qualité de greffier, en remplacement de Sébastien de Noirivaulx, arrêté par le seigneur de la Rochette :

(1) Après avoir été mis en liberté, Abraham de Meneux fit un état des objets que le sire de la Rochette lui avait retenus, et qu'il réclamait. Cette réclamation est trop originale pour que nous la passions sous silence ; la voici :

« Premier un liet ; item une paire de linceux ; item une couverture ; item une harquebuze ; un poignard ; une clef de harquebuze » avec un cordon ; un cousteau ; une flasque à poudre ; item une » demi tonne de cervoise.

» Item a retenu et retient un chien d'eau de grande valeur, que » j'estimois autant qu'un cheval.

» Item m'a faict appréhender l'huictième d'avril 1623, lié et garotté » comme malfaiteur avec des cordes, en présence d'un chacun, et » m'a relaxé au dix-septième jour, pour chacun desquels, attendu » les puanteurs, ordures et aultres incommoditez que je sentoie, je » demande deux livres de groz par jour ou aultant que justice » ordonnera.

» Item pour la déshonneur qu'il ma faict endurer, qui n'est jamais » à récupérer, au regard de laquelle, et aussi que journellement j'en » suis reproché, je demande six cents patagons, ou l'ordonnance de » justice.

» Lesquels deux livres de groz par jour et six cents patagons » me pourront légitimement, et avec bon droict estre adjugez et taxez » à la charge du dit seigneur de la Rochette, en considération que » comme facteur de plusieurs bons marchands, leurs affaires et les » miennes ont esté retardées et négligées. Et estant encore jeune » homme à marier j'eusse sceu faire meilleure fortune. Ce 12 d'Aoust » 1623. ABRAHAM DE MENEUX. »

*Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fléron, etc.*

« Scavoir que le jour d'hier estants Nous susdits Abra-  
» ham, Termonia, Monsen et d'Ayeneux, comparus au lieu  
» de Fléron, en la maison du seigneur, et entrez en la  
» chambre de retraicte accoutumée pour la semonce du  
» Mayeur comparoistre ou ban rural et lieu d'audience,  
» à l'effect d'administrer justice, est arrivé le sieur de la  
» Rochette, voué du dit lieu, accompagné de 14 à 15  
» hommes de cheval, et soixante à quatre vingt de pied ou  
» plus à leur semblant, armez de harquebuses, pistolles,  
» picquots, pertisanes et aultres offensives, lesquels envi-  
» ronnarent ladite maison, et immédiatement le sieur de la  
» Rochette traversant le lieu de l'audience avec lesdits  
» échevins, leur demanda que faisoient les armes illecq  
» posées, à quoi nous respondasmes que les portions pour  
» assurance de nos corps et deffiance en chemins,  
» contre les coueurs journaliers, de laquelle responce  
» ne se contentant, ledit sieur de la Rochette fit appeler  
» ses gens, leur commandant de saisir lesdites armes  
» surquoy plusieurs des gens dudit seigneur entrarent en  
» ladite chambre, munis des armes que dessus et ayants  
» les harquebuzes et pistolles adragonées; et comme  
» personnes desdits gens ne s'avancoit pour mettre les  
» mains ausdits armes: Iceuluy seigneur de soy-même se  
» saisit d'un mousqueton du greffier, et se voulant saisir  
» encore d'une escopette du clercq dudit greffier, montant  
» sur un bancq, retint la dite escopette par un bout, et  
» luytants lesdits seigneur et greffier l'un contre l'autre,  
» le secrétaire dudit seigneur montant sur la table et  
» empoignant le greffier par le col, ils renversarent tous  
» deux sur ledit seigneur de la Rochette, se renversants  
» eux trois par terre, exsquels entrefaits entra encor  
» grand nombre de gens dudit seigneur avec harquebuzes,  
» pistolles adragonées, et autres, criat tue, tue, entre  
» lesquelles il y avat plusieurs homicides et aultres jugés

» appréhensibles par ladite cour de Fléron , et au même  
» instant fut illecq dégorgé un coup de pistolle par l'un  
» des gens dudit seigneur , quoy faict , je Andrien  
» Termonia espouvanté du premis , me glissaz hors de  
» la troupe et montaz à cheval , retournant à Liège , et  
» quant à Nous Abraham de Meneux , Denys Monsen ,  
» et Henry d'Ayeneux , avons veu qu'en l'instant ledit  
» seigneur de la Rochette avec les siens saisirent au corps  
» ledit Noirivaulx , lequel protesta de force , quoy nonobstant  
» l'un des gens dudit seigneur advança deux chaines ,  
» chaque avec des manettes et lockets de fer , à leur  
» semblant nouvellement faictes , et mit une audit Noirivaulx  
» au poing. Alors le seigneur de la Rochette dist  
» à Monsen l'un de nous qu'il falloît qu'il allast avec  
» Noirivaulx , surquoy deux à trois des gens dudit  
» sr saisirent les armes dudit Monsen , faisant minne  
» de le frapper , et luy mettant une des manettes de fer  
» au poing , tenant à celle de Noirivaulx. Et comme ledit  
» Monsen repartit qu'il n'estoit besoing de l'enferer , et  
» s'il plaisoit audit seigneur , que librement il le suivroit ,  
» ledit seigneur ordonna de luy oster les fers , lesquels luy  
» estants ostenz les mirent à Abraham soulmayeur , luy  
» disant qu'il falloît qu'il fuisse compagnon audit Noirivaulx ,  
» toutesfois quelque demie heure par après luy furent  
» ostenz , et fut laissé ledit Abraham libre , et continuant  
» par ledit Noirivaulx ses protestations de force et attentat ,  
» requit le huyssier Teppert de vouloir insinuer audit  
» seigneur de la Rochette , illecq présent un mandement  
» inhibitoir procédant du conseil du Brabant  
» de n'attenter contre sa personne , duquel mandement  
» ledit Teppert fit lecture audit seigneur , nobostant quoy  
» tascharent de l'emmenner , surquoy redoublant ledit  
» Noirivaulx les protestations et disant qu'il ne vouloit  
» sortir de la maison du seigneur qui sert de prison , l'em-

» menarent par force prisonnier, ayant de plus entendu qu'ils  
» l'ont constitué en la maison de la Rochette, adjoutant que  
» lorsque ledit seigneur de la Rochette commanda à ses  
» gens de se saisir des armes des justiciers, le greffier  
» demanda si ledit seigneur avait quelque mandement pour  
» ce faire, à quoy il respondit que non, etc..... » Cet acte  
fut signé par les membres susdits de la cour de Fléron le  
16 mai 1623 (1).

Noirivaulx fut transféré de la Rochette, à Dalhem, où il  
était encore détenu le 6 juin suivant.

Le 5 août 1623, Herman de Bourgogne se plaignit au  
Conseil de Brabant de ce que la sentence du 21 mai 1621  
restait sans suite et rappelait les arrestations d'Aymond de  
la Chapelle, d'Abraham de Meneux, de Denis Mouschen  
et de Sébastien de Noirivaulx.

Le 21 du même mois, il renouvelle sa requête, ajoutant  
que le seigneur de la Rochette avait fait arrêter sur le  
territoire de Favouerie, et conduire à la Rochette, pour  
crime de sortilège, deux femmes qui s'appelaient « la laide  
Lynette et la sourde Marie de Gotter. » Il les avait fait  
juger et condamner à mort comme sorcières, par la justice  
d'Olne et les avait ensuite ramenées sur le territoire de  
Fléron pour les faire exécuter et brûler.

Voici les termes de la plainte : « elle fut conduite avec  
» une estache de bois et legnes sur un chariot et charette  
» proche de Chamont, et illecq planter ladite estache, et  
» y faire exécuter et brûler ladite Lynette, et non content  
» auroit appréhendé en icelle juridiction de Fléron une  
» autre femme appelée la sourde Marie de Gotter, l'amener  
» prisonnière à la Rochette, l'y fait son procès pardevant  
» ladite justice d'Olne, et estant condamnée à la mort pour

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fléron.*

» sorcière aussi la conduire avec estaches de bois et legnes  
» audit lieu près Chamont sur la même juridiction de  
» Fléron » (1).

Malgré tout, Ruyschenbergh continua à agir en maître absolu, sans se soucier des plaintes de ses sujets et des observations de ses suzerains (2).

L'Espagne était en guerre avec la Hollande, et le pays de Liège, en dépit de sa neutralité, voyait son territoire traversé continuellement par les belligérants. Ruyschenbergh, redoutant le voisinage des troupes hollandaises, obtint le 1<sup>er</sup> juin 1624, de Maurice, prince d'Orange, une sauvegarde pour lui et ses biens, tant de la Rochette que d'Overbach au pays de Juliers, à la condition que ni « lui » ny ses cenciers n'attendent rien qui pourroit aucune-  
» ment préjudicier au service des Provinces Unies, mais

(1) *Mémoire démonstratif*, etc., page 11.

(2) *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fleron*, pages 195 et suivantes.

Le seigneur de la Rochette multiplia ses ordonnances; nous en mentionnons ici quelques-unes :

« Estant la vouerie de Fléron jugée par sentence réelle au Conseil  
» de Brabant, Pays de Brabant nous appartenante, nous défendons  
» au présents à tous inhabitants de la vouerie de ne payer le feu  
» de garde, ny aultre charge à ceulx de Liège, sur peine arbitraire.  
» — Faict à la Rochette le 6 décembre 1622. — Signé J. de Ruys-  
» chenbergh. »

« A tous surceans et inhabitants en notre vouerie de Fléron sera  
» notifiée par ceste de soy trouver le 15 du mois présent, Lundy  
» prochain, aux plaids généraux. — La Rochette, ce 3 may 1623. »

« Par ceste semoncera Mathieu Broccard les surcéans de la vouerie  
» en Romsey, l'Heur, Chamont, Ernten, Fléron et Vaulx-s-Chèvre-  
» mont, qu'ils ayent à comparoistre armez audit lieu de l'Heur, à  
» peine de deux florins d'amende, dont il fera par après sa relation.  
» — La Rochette, 30 may 1623. »

• Tous surcéans de la vouerie en Vaulx-sous-Chèvremont sayent à



» au contraire facent come autres bons subjects de Julliers  
» ont à faire . . . consentons pour ce qu'ausdites sei-  
» gneuries, maisons et autres ses biens, y pourront estre  
» affigées nos armes de sauvegarde, durant ceste, pour  
» le temps d'un an entier . . . »

Ces guerres favorisaient singulièrement les menées du seigneur de la Rochette; aussi Herman de Bourgogne, comme tuteur d'Albert de Longueval, comte de Buequoy, fatigué de soutenir des procès dont on ne prévoyait pas la fin, vendit l'avouerie de Fléron au prince-évêque de Liège, le 23 avril 1626, moyennant la somme de vingt-six mille florins de Brabant.

Le prince-évêque se fit représenter à cet acte par Laurent de Dormael, son conseiller, Adrien de Fléron, chanoine de St-Lambert, Amel d'Oultremont, seigneur

» comparoir le 15 de juing 1623 après la messe en Vaulx, à Tillhou,  
» pour députer quelques hommes pour égalier les dépens des soldats  
» faicts et à faire. — La Rochette, 5 juing 1623. »

Le 4 mars 1624, il défend aux habitants de l'avouerie de se servir de la justice de Fléron, à moins que la Cour ne soit présidée par lui ou par son commis. Il défend également aux « prétendus » échevins de se présenter pour tenir les plaids sous peine d'emprisonnement.

Le 10 septembre 1624, déposition par devant notaire du nommé Pirotte Franchoy, lequel conduisant une charrette de charbon attelée de deux chevaux, le tout appartenant à Gilles de Noirivaulx, son maître, l'attelage fut appréhendé et conduit à la Rochette. Quand ledit Pirotte se rendit au château pour réclamer, il fut jeté en prison et y resta jusqu'au lendemain, n'ayant pu obtenir sa liberté qu'après avoir payé 25 pattars à un serviteur de Ruyschenbergh.

Le 17 novembre 1625, ordonnance défendant aux échevins d'administrer la justice aux plaids annoncés par Herman de Bourgogne.

Le 15 décembre 1625, mandement de Herman de Bourgogne, ordonnant de déchirer et d'arracher les placards que le seigneur de la Rochette ferait afficher sur les bâtiments publics de l'avouerie et défendant d'obéir à ses commandements.



de Lamine, Henri de Berlaymont, seigneur d'Odeur, de la Chapelle, Eustache Liverloz et Pierre Bex, anciens bourgmestres de Liège, qui prirent possession de l'avouerie avec ses juridictions, haute, moyenne et basse, fiefs, cens, droits, fruits, émoluments, droits de patronage, etc. Les échevins ont consigné dans leur rapport le cérémonial suivi pour la prise de possession. « Leur avons livré la » maison des plaiteux par attouchement de crama, et » après les avons conduit et mené hors ladite maison, » avons donné et mis en mains dudit seigneur conseiller, » terre et gazon, de là nous sommes transportez en » l'église, laquelle a été ouverte par maistre Pierre Jusnoy » chapelain, ou avons mis en mains dudit conseiller la » corde de la cloche, laquelle a sonné par trois fois, et » avec poise, puis ledit chapelain et marguellier ont » chanté le *Te Deum laudamus*, ausquels l'offrande a » esté payée, et après le peuple estant assemblé en » grand nombre sur le cemetière, on luy a déclaré et » signifié que son alteze sérénissime de Liège, comme » cessionnaire d'Illustre seigneur comte de Bucquoy, auroit » prins la possession de la terre et seigneurie de Fléron, dit » nostre Dame d'Aix, auquel aussi on a donné pour récréa- » tion trois tonnes de bière, puis estant retourné en la » maison du seigneur des plaiteux, ledit conseiller nous a » admonesté d'administrer justice, ce que nous avons » promis de faire. » (1)

Jean de Ruyschenbergh informa immédiatement le Conseil souverain de Brabant de cette vente, lui rappelant que, par sa sentence rendue le 21 mai 1621, la seigneurie de Fléron avait été déclarée appartenir au Brabant, et que le comte de Bucquoy ne pouvait en disposer.

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fléron.*

L'argument était irréfutable, du moment qu'on admettait le bien fondé de cette sentence ; aussi le prince-évêque dans le but de mettre fin au différend, députa à la Rochette, le 13 août 1626, Jaspas de la Roche, échevin de Liège et son conseiller, avec Eustache de Liverloz, ancien bourgmestre, pour offrir à Ruyschenbergh, l'inféodation de la terre de Fléron, avec haute, moyenne et basse justice, à la condition qu'il prêterait le serment de fidélité, comme vassal du pays de Liège. Le prince aurait conservé la collation des églises de Chênée et de Fléron, et hormis, la maison des plaids, toutes les autres habitations de ces deux localités devaient rester au pays de Liège ; mais le seigneur de la Rochette aurait pu se servir de la cloche de Fléron pour convoquer ses sujets en cas de besoin.

En reconnaissance de cette inféodation, il devait verser à la trésorerie du prince, la somme de treize mille florins de Brabant, soit la moitié de ce que la terre avait été payée à la famille de Bucquoy.

Ruyschenbergh refusa ces conditions, et obtint, le 14 avril 1627, une sentence du Conseil souverain de Brabant qui ordonnait aux héritiers du comte de Bucquoy d'annuler la vente qu'ils avaient faite de l'avouerie.

Les échevins de Fléron n'ayant pas enregistré cette sentence, Jacquemin de Bilstein fit assembler la cour le 18 mai suivant et exigea l'enregistrement immédiat ; mais Pierre des Marets, échevin de Fléron et lieutenant-gouverneur de Franchimont, s'y étant formellement opposé, Jacquemin de Bilstein et Warnier Roelen, secrétaires du seigneur, le firent arrêter et l'emmenèrent à la Rochette, où il fut emprisonné (1).

Le 16 juillet suivant, le Conseil souverain de Brabant

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fléron.*

ordonna l'élargissement sous caution de des Marets; Ruyschenberg faisait un grief à l'échevin de Fléron de porter l'épée comme un gentilhomme, d'aller à cheval à la messe à Soumagne, armé, et de s'y faire accompagner par des gens armés. Des Marets ayant réussi à sortir une première fois des griffes du seigneur de la Rochette, prenait des précautions pour ne pas retomber au pouvoir de celui-ci. Sur le conseil de des Marets, les échevins de Fléron avaient fait transporter à Liège les archives de l'avouerie, et avaient encore augmenté ainsi le ressentiment que le seigneur de la Rochette nourrissait contre eux.

Une forte dose de courage était nécessaire pour oser résister à ce petit tyran; aussi beaucoup préféraient-ils abandonner la place, comme certains échevins, ou l'objet litigieux, comme, entre autres, un sieur Mathieu Mathoz, batelier de Vaux-sous-Chèvremont, dont la barque avait été prise par un habitant de Magnée et conduite à Liège. Le volé ayant porté plainte, vit venir chez lui un garde du seigneur de la Rochette qui lui enjoignit, de la part de son maître, de se désister de toute poursuite, sous peine de trois florins d'or d'amende, et, pour éviter la colère de l'avoué de Fléron, Mathoz lui abandonna sa barque.

Un autre batelier, conduisant vingt-cinq setiers de sel à Fraipont, vit son bateau arrêté et pillé par les serviteurs armés du seigneur de la Rochette, lesquels, malgré ses protestations, transportèrent le sel au château.

Le curé de Chénée, Jean Grassier, qui avait intenté à Fléron une action en paiement d'une dîme due par un certain Jean Dethier, fut aussi sommé par Ruyschenbergh d'avoir à abandonner ses prétentions, sous peine de cinquante florins d'or d'amende (1).

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fleron*. Ce recueil contient une quantité d'ordonnances et de placards du seigneur

Nous n'en finirions pas si nous devions énumérer les protestations que les actes arbitraires du seigneur de la Rochette firent naître et les ordonnances, menaces, arrestations, que cet avoué multipliait sur cette terre de Fléron dont il avait juré de respecter les droits et les usages.

La sentence du Conseil souverain de Brabant, ordonnant l'annulation de la vente de Fléron au prince de Liège, avait été communiquée à Ferdinand de Bavière, qui en écrivit à l'archiduchesse Isabelle, lui proposant de

de la Rochette; nous croyons devoir rapporter quelques-unes de ces pièces :

« Nous Jean de Ruychenberg à Everbach Holtorff, seigneur de la  
» Rochette et Oelne, hault et héréditaire voué de Fléron, grand  
» marchal de la Duché de Limbourg, Deffendons à tous et ehacons  
» inhabitans de Jozé, d'Ayeneux, de Vaulx sous Oelne, Nessonvaulx,  
» Vaulx dessous Chivremont, de Chamont, de l'Heur, et à tous  
» aultres de noz subjects et resorts, de ne payer aulcunes dismes à  
» personne, des fruiets, quels qu'ils soient qu'auront creus et eroistront  
» sur les sarts et aysemences des dits lieux, mesme de ne retirer ou  
» asporter les dicts fruiets sans nostre congé, si deffendons pareille-  
» ment à tous prétendus dismeurs de ne soy présumer exiger ou  
» asporter telles dismes, sur peine telle que justice trouvera convenir  
» en sa rigueur.

» Donné à la Rochette le 7 d'Aoust l'an 1627.

» Signé et scellé,

» JEAN DE RUYCHENBERGH. »

« Le sergent Henry Kaye adjournera 4 hommes armez de harque-  
» buzes, se trouver ce soir icy pour le service de Sa Majesté, avec un  
» tambourin, en défaut de ce estre commandez aux amendes.

» La Rochette, 19 may 1627. »

« Ordre d'arrestation et d'emprisonnement, par les sergents Henry  
» Kaye et Badrihayé, de Servais Balduin le Jeune, pour le conduire à  
» la Rochette.

» Le 9 décembre 1627. »

Voici la copie d'une ordonnance qui a été lue aux plaids généraux

remettre le différend à l'appréciation de commissaires désignés par les parties intéressées.

La gouvernante des Pays-Bas lui répondit le 1<sup>er</sup> septembre 1627 qu'elle admettait cette manière de vider le litige, et qu'elle attendrait les envoyés du prince-évêque ; mais ce dernier avait dépuilé vers l'empereur une personne chargée de l'informer des prétentions du gouvernement de Bruxelles sur l'avouerie de Notre-Dame.

Ferdinand II adressa une ordonnance à ses sujets de

de Fléron, l'an 1627, après la fête des Trois-Rois. Cette pièce nous a été communiquée en original par M. Lohest.

« Jehan de Ruyschenberghe, seigneur de la Rochette, hault et  
» héréditaire voué de Fléron, etc. A tous surseans, mannans et  
» subjects de ladite vouerie, et à tous aultres qu'appartiendra, salut.  
» Scavoir faisons que comme à Nous appartient, et notre devoir est  
» si que voué susdit, de prendre cognoissance et pourchasser les  
» jugemens et punitions des crimes et malifices, ensemble la solici-  
» tude, providence et diligence d'obvier aux susdits malifices et pro-  
» hiber les audaces et violences et entreprises tendant à iceux mali-  
» fices, tant prohibés et deffendus par droit, escrit, édicts, et ordon-  
» nances du Roy notre Sire, et Seigneur Souverain, qu'aultrement  
» nécessaires pour la bonne police, et ce pour le repos publique ; Et  
» que sommes informés, qu'en ladite vouerie il y a partout un grand  
» desrèglement, pour l'insolence invétérée qu'ont causé les troubles,  
» molestations et empeschemens, que passé longtemps sont esté  
» empris et attentés, et encore pas ne cessent à présent, contre  
» l'exercice de notre office et autorité ; Si est-il que pour remédier  
» à un mal si important, entant qu'est en notre pouvoir, avons  
» trouvé fort expédient et nécessaire de faire proclamer et publier les  
» poincts, ordonnances et règlement suivans.

» 1<sup>o</sup> Premièrement faisons icy répéter et ramenteveoir, le placart  
» des S<sup>mes</sup> Archiducqs nos Princes, émanées en l'an 1614, et réitéré le  
» dernier de décembre en l'an 1624, sur le port et déffence des armes  
» à feu, bidets, ou pistolets de posche, et tout ce qu'audit placart est  
» contenu.

» 2<sup>o</sup> Ordonnant à tous officiers et ministres de justice, et à tous  
» aultres de la dite vouerie, de prendre regard au port desdites armes

Fléron, leur défendant d'avoir recours à d'autres juridictions que celles de l'Empire, et d'altérer leurs anciens droits et privilèges. Ce diplôme, daté du 28 janvier 1628, fut confirmé dans la suite par Charles VI.

Le 4 février, l'empereur écrivit à la gouvernante des Pays-Bas pour lui faire connaître les agissements du seigneur de la Rochette, qui avait réussi à circonvenir le Conseil de Brabant, au point d'obtenir une sentence dont il profitait pour enrayer le cours de la justice, à Fléron, et pour emprisonner les échevins. Il rappelait la

» déffendues, et Nous en faire bon et fidel rapport, si tost qu'ils en  
» auront veu ou entendu, sur peine de fourfaire eulx mesmes arbi-  
» trairement selon l'exigence du cas. et mesmement de réelement  
» arrester et saisir les estrangers contrevenans audit placcart.

» 3<sup>e</sup> En oultre deffendons aux officiers, eschevins, sergents et pro-  
» cureurs de ne tenir tavernes ou cabaret pour alloger gens à leur  
» maisons, et comme aussy plusieurs et grands schandales, dangers,  
» insolences et excès, adviennent journelement pour la boisson,  
» deffendons à tous taverniers et revendeurs de vin et bierre, et à  
» tous les dits mannans et subjects de respectivement ne tenir taverne,  
» tirer à boire pendant la messe parochiale, vespres, ou sacrifice divin  
» ordinaire, et seront tenus de nous fidèlement rapporter, ou à Nous  
» officiers, iceulx qui viendront à leurs maisons armés des susdicts  
» armes défendus, ny aussy après les huit heures du soir, à peine de  
» trois florins d'or pour la première fois, et de plus grande correction  
» arbitraire pour la seconde et aultres fois.

» 4<sup>e</sup> Deffendons aussi les juremens et blasphémens du nom et  
» contre la Révérende de Dieu, sa mère glorieuse et des saints de  
» paradis, sur peine de deux florins d'or, et de plus grande amende  
» arbitraire si l'exigence et circonstance du cas les méritent.

» 5<sup>e</sup> Ordonnons aussy par forme de statuit et pour ordonnance  
» politique, que personne ne porte couteaux taliépain et pointeux,  
» si non abatus, et que celui qui blessera aultruy avec couteau ou  
» pierre, escheira en l'amende de trois florins d'or.

» 6<sup>e</sup> Et si avec aultre arme tranchante et non disloiale, en un  
» florin d'or, »

fondation de l'empereur Othon, donnant la terre de Chèvremont à l'église de Notre-Dame d'Aix-la-Chapelle, preuve manifeste que cette seigneurie fut toujours terre d'Empire, et il continuait en disant qu'il était persuadé que ce qui avait été fait au nom du gouvernement des Pays-Bas, l'avait été sans le consentement de la gouvernante et du Roi d'Espagne; que d'ailleurs il avait donné ordre au seigneur de la Rochette, de reconnaître le prince de Liège comme suzerain de la terre de Fléron, et espérait que la gouvernante des Pays-Bas, reconnaissant son erreur, lui confirmerait cet ordre.

Celle-ci répondit à l'empereur qu'en diverses occasions l'avoué de Fléron avait eu recours à la justice du Brabant, sans jamais soulever de protestations de la part de l'Empire; le comte de Bucquoy lui-même avait intenté un procès au seigneur de la Rochette par devant le Conseil souverain, à l'effet de faire cesser l'emprisonnement du lieutenant de la terre de Fléron et supprimer le titre de haut-voué que s'arrogeait Ruyschenbergh; le mayeur de Fléron et la comtesse de Bucquoy avaient été condamnés, par le même Conseil de Brabant, à relaxer François Haquin, serviteur du seigneur de la Rochette, détenu pendant plus de six ans; que, par conséquent, elle ne jugeait pas qu'il y avait lieu de s'intéresser plus longuement à cette affaire, la souveraineté du Brabant sur la terre de Fléron lui paraissant suffisamment démontrée. (1)

Les échevins de Fléron répondirent le 2 juin suivant au mandement impérial (2). Quant au prince-évêque chargé

(1) *Jura Sacri Romani Imperii in domino de Fleron.*

(2) *Ibidem.* La Cour de Fléron se composait alors de: Pierre Curtius, échevin de Liège, seigneur de Tilleur, Soumagne, St-Hadelin, etc., mayeur; Jean Wanzoule, Englebert Brocard, Denis Monscheu, Pierre des Marets, Henri d'Ayeneux, Henri Jaminet, Jean de la Chapelle, échevins, et Sébastien de Noirivaulx, greffier.



de l'exécution de ce mandement, il rétablit la justice, et fit organiser des patrouilles pour ramener l'ordre dans l'avouerie. Les échevins se réunirent le 8 mai suivant. Mais Jacquemin de Bilstain constitué mayeur et échevin de Fléron par Ruyschenbergh, invité par Jean Valère Zorn, conseiller et représentant du prince-évêque, pour prendre part à la séance, s'abstint d'y assister.

Pierre des Marets, échevin de Fléron et bailli de Mélin au pays de Liège, escorté de cent cinquante hommes, ayant fait afficher le mandement impérial sur la maison scabinale et les églises de Fléron et de Chênée, fut de nouveau arrêté par les ordres de l'avoué, et enfermé à la Rochette (1). Le Conseil de Brabant confirma l'emprisonnement, et, le 26 mai 1628, le gouvernement des Pays-Bas, considérant que le mandement impérial portait atteinte à sa souveraineté, protesta contre les violences faites par les Liégeois et les menaça de représailles.

Ces représailles furent ordonnées par lettres du roi Philippe, datées du 30 septembre 1628, dans lesquelles il disait que le seigneur de Ruyschenbergh étant toujours inquiété et en danger de perdre son patrimoine par les dépenses que lui ont occasionné les procès soutenus, tant par lui que par ses prédécesseurs, ordonne, comme représailles, la saisie des denrées, revenus, marchandises et

(1) Le 9 mai 1650, Maximilien-Henri de Bavière, prince-évêque de Liège, voulant reconnaître les services rendus par Pierre des Marets, à l'avouerie de Fléron, octroya à son fils Pierre, juriconsulte, moyennant l'abandon de leurs prétentions relativement aux dommages qu'ils avaient éprouvés, le droit de tenir en fief de S. A. S., par forme de majorat masculin, le haut office de la Mairie de la terre et seigneurie de Fléron, avec les droits et profits qui en dépendaient. Le prince-évêque se réservait cependant de pouvoir annuler cet octroi, moyennant le paiement audit des Marets ou à ses héritiers, d'une somme de 3,500 patacons.



autres biens appartenant aux Liégeois qui pourront être trouvés sur le territoire du duché de Brabant et des pays d'Outremeuse, jusqu'à ce qu'il ait été satisfait aux commandements repris dans les ordonnances du Conseil souverain de Brabant (1).

Le 14 novembre suivant, l'empereur Ferdinand, sur les plaintes de ses sujets de Fléron, leur accorda sa « sauvegarde et protection impériale ». Cette pièce écrite en latin, fut traduite en français, imprimée à Liège en forme de placard, et affichée dans différents endroits de l'avouerie.

Le conflit était arrivé à sa phase la plus aiguë. Aussi finit-on par où l'on aurait dû commencer ; c'est-à-dire par entrer en conférences pour établir de part et d'autre les droits de chacun. Mais, en attendant, les habitants de l'avouerie et des environs supportèrent tout le poids de ces représailles.

Ces conférences se tinrent à Tirlemont en 1630, puis à Maestricht l'année suivante ; mais, dès le 16 octobre 1629, Jaspas de la Roche, député par le prince de Liège, signa la promesse que les prisonniers détenus à Liège seraient mis en liberté sans frais, et que les décrets de capture rendus contre le seigneur de la Rochette seraient tenus pour nuls et non-avenus. Le 17 novembre, par ordre du prince-évêque, les archives qui avaient été transportées à Liège furent remises dans l'église de Fléron, et, pour concilier le différend, il fut entendu que trois échevins sur sept établis de l'autorité du prince-évêque seraient démis, et que la justice serait administrée par les quatre échevins restants, avec celui établi par l'archiduchesse de l'autorité du roi pour cinquième, conformément au recès du 16 octobre 1628.

Parmi les prisonniers mis en liberté, se trouvaient

(1) *Mémoire démonstratif, etc.*, page 73.

Jacquemin de Bilstain, facteur de l'avoué, et Kaye son sergent. Ruyschenbergh demanda pour eux des dommages et intérêts, et pour lui une somme de 500 écus, parce qu'il avait été menacé, injurié, et avait dû entretenir des soldats pour la garde de son château. Les droits de l'Empire furent, paraît-il, reconnus si clairs, que, sous prétexte de l'indisposition d'un des envoyés du Brabant, les conférences furent interrompues ; les députés revinrent à Liège avec la conviction que leurs droits avaient été suffisamment élucidés et que l'on pouvait dès lors continuer les anciens usages et possessions (1).

C'est pour plaider sa cause et mettre au jour le mal-fondé des prétentions du gouvernement de Bruxelles et les agissements du seigneur de la Rochette, que Ferdinand de Bavière fit publier en 1628, le recueil intitulé *Jura Sacri Romani Imperii in dominio de Fleron, vulgo Advocatia Nostræ Dominae*, etc. . . (2), contenant les copies d'une quantité d'actes dont nous avons reproduit une partie.

L'année suivante, Dalhem tombait au pouvoir des Hollandais. Ruyschenbergh qui avait obtenu du Conseil de Brabant une sentence pour faire relever l'avouerie, comme la Rochette, du comté de Dalhem, espéra pouvoir surprendre, auprès des États Généraux non informés, un ordre favorable à son entreprise, en leur soumettant la sentence des Pays-Bas, qui affirmait leur souveraineté sur le territoire de l'avouerie, comme fief du comté de Dalhem.

(1) *Conseil privé 1669.*

(2) Petit in-quarto non paginé, portant au premier feuillet les armes du prince-évêque. Nous devons à l'obligeance de M. Joseph Demarteau, qui possède un exemplaire de cet ouvrage assez rare, d'avoir connaissance de plusieurs actes de la vie accidentée de Jean de Ruyschenbergh.

Il réussit d'abord auprès du Conseil de Brabant, siégeant à La Haye, lequel dépêcha la même sentence que celle du Conseil de Bruxelles; mais, après quelques conférences tenues à La Haye entre les députés de S. M. Impériale et du prince-évêque de Liège, d'une part, et ceux des Etats-Généraux, d'autre part, ceux-ci abandonnèrent leurs prétentions.

Ruyschenbergh chercha un nouveau moyen de susciter des embarras au prince-évêque, son principal adversaire. Il imagina de défendre aux habitants de l'avouerie et des environs de charrier et de conduire la houille, par terre ou par eau, sur le territoire soumis à sa juridiction, sous peine d'une amende de dix florins d'or, et enjoignit au pasteur de Forêt de publier cet ordre aux offices du dimanche suivant, 26 mai 1632. (1)

Cette nouvelle vexation mit en grand émoi la population de Forêt et des environs. Ferdinand de Bavière en ayant été informé, s'empressa de faire imprimer un mandement, dans lequel il ordonnait à ses sujets de continuer librement leurs passages sans se soucier du seigneur de la Rochette, et, dans le cas où celui-ci y apporterait un empêchement quelconque, il ordonnait à ses officiers de faire assembler ses sujets sur le district de leur office, au son de la cloche et du tambour, pour saisir et appréhender ceux qui voudraient apporter obstacle au libre passage de tous. Il ordonnait également, pour le cas où le seigneur de la Rochette persisterait dans ses prétentions, de faire

(1) Depuis 1439, le curé de Forêt était chapelain de la Rochette: à cette date, le jour de St-Etienne, Franck delle Roche avait attribué à cette fondation, par acte passé à la Cour jurée de Forêt, une rente de sept muids d'épeautre sur la Haute-Brouck, et une autre rente de cinq et demi muids sur la Basse-Brouck. *Archives de la fabrique de l'église de Forêt et Démonstration de la nullité des recours, etc.*, page 125.

le blocus de la seigneurie , afin que rien ne pût entrer ou sortir de la Rochette , jusqu'à révocation et réparation dudit attentat, enjoignant au pasteur de Forêt de révoquer publiquement, pendant l'office divin , sa publication du dimanche précédent , et de s'abstenir pour l'avenir de s'occuper des affaires de l'avoué de Fléron. Ce mandement, affiché dans beaucoup d'endroits , fut imprimé à Liège le 28 mai 1632. ( 1 )

Le 15 novembre suivant, le prince-évêque signa une nouvelle ordonnance (imprimée à Liège en 1633) protestant contre les sentences de la chancellerie de Brabant, qui tendaient à dénaturer la juridiction de la terre de Fléron, et le seigneur de la Rochette qui, sous le couvert de ladite chancellerie , commettait continuellement des attentats aux droits des États de Liège. L'avoué était menacé de la colère du prince, ainsi que tous ceux qui l'assisteraient dans l'exécution des mandements brabançons.

Ruyschenbergh inspirait une telle terreur dans tous les environs de son manoir, que personne n'osait entreprendre de réprimer ses excès. Il entretenait au château de la Rochette , selon Sébastien de Noirivaulx, le greffier de la cour de Fléron que nous connaissons , « des brigands, des » banqueroutiers et gens bannis d'autres pays, avec » lesquels il empêche les passages. » Ce Sébastien de Noirivaulx ne jouissait pas de l'amitié de Ruyschenbergh ; il avait adressé une requête au prince-évêque se plaignant de ce qu'il avait été sérieusement blessé par le seigneur de la Rochette et ses gens « qu'il ne lui reste plus qu'un œil et qu'il est en danger de perdre l'autre. » ( 2 )

Il raconte comme suit , dans une lettre adressée aux

( 1 ) *État primaire*, touchant la Rochette, n° 176 : Archives de l'Etat.

( 2 ) *Ibidem.*

États-Généraux en juillet 1634, l'agression dont il a été victime : « Descendant l'huitième du mois courant sur la » rivière de Vesde, avecq son espeuze et aultres ses amys, » et venant environ la maison de la Rochette, a esté tiré et » mortellement blessé d'un coup de musqueton par un » certain Martin Pied-de-bœuf, lequel estant illecque mis » en embusquade avecq autres serviteurs de susdit » sr de la Rochette, estant le susdit Martin le mesme qui » at icy sollicité les causes de susdit sr de la Rochette, » ayant poursuivy le susdit greffier et sa compagnie avec » main armée de telle sorte qu'ils ont estez contraintes de » se jetter en ladite rivière pour sauver leurs vies, par où » le susdit greffier at esté mis en telle disposition, et sa » mortelle blessure tellement détériorée, que selon toute » apparence l'on craint qu'à raison de telie blessure il » parviendrat de vie à mort. »

Ferdinand de Bavière, assailli de réclamations de ce genre (1), confirma son précédent mandement le 24 août 1634. Il y est dit que le seigneur de la Rochette « continue ses attentats et violences en contemnement » de noz mandements, se seroit présumé depuis Noël » dernier plus qu'auparavant, user de voyes de faict, » empêchant mesme avec gens armés le passage de la » rivière et chemins publiques, y aguetter et blesser mor- » tellement les passants avec armes à feu, le tout prouvenant » par fault de deux exécutions de nostre dit mandement à » l'entière ruine et oppression de nos subjets, etc. » Il termine en ordonnant à ses officiers de sévir sérieusement et de le considérer comme félon et ennemi du pays (2).

(1) *Conclusions capitulaires du chapitre de Saint-Lambert*, 13 septembre 1634.

(2) *État primaire*, touchant la Rochette n° 176; Archives de l'État.

Avant de terminer l'histoire de Jean de Ruyschenberg, nous mentionnerons encore quelques actes qu'il souscrivit, concernant des chutes d'eau sur la Vesdre. Il céda d'abord un coup d'eau à Nessonvaux au sieur Dombré, pour y construire « un moulin aux xhoisses à une roue » moyennant vingt florins Brabant et la moitié des poissons, cet acte est du 2 juillet 1616.

Le meunier de Vaulx-sous-Olne lui payait, pour le coup d'eau qu'il prenait sur le territoire de l'avouerie, une rente annuelle de deux patacons.

Le 19 janvier 1616, il confirma par devant la Cour de justice du ban d'Olne, à Jean Le Godet et Jean Le Ruytte, fils et gendre de Lambert Le Godet, de Ninane, la jouissance du coup d'eau et des forges situées « en dessoub de Ninane, en lieu qu'on dit pré aux chennaux » (Chaudfontaine). Enfin, le 24 mai 1631, par acte passé au château, par devant le notaire Adam Hannot, il céda à Lambert, fils de Jean de Polleur, résidant à la fonderie aux Trous (Trooz), le coup d'eau de Henne, à Vaux-sous Chèvremont, moyennant une rente annuelle de cinquante florins Brabant et la moitié des poissons (1).

L'hôtel Curtius ayant été transformé en Mont-de-Piété par Ferdinand de Bavière en 1622, Jean de Ruyschenbergh prêta à cette institution, le 15 janvier 1626, une somme de douze mille florins de Brabant, pour laquelle il lui était servi un intérêt de huit cents florins de même monnaie. C'est cette rente qu'il fut obligé de donner en caution pour satisfaire le chapitre cathédral de Liège, relativement à la chape due par son frère, Henri de Ruyschenbergh, chanoine de St-Lambert et archidiaque de Campine, mort sans avoir rempli cette formalité d'usage.

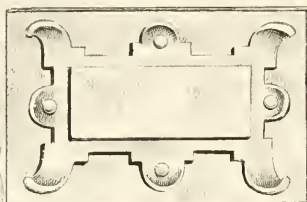
(1) Archives de la Rochette, à Liège.







RVISSCHENBERGH



GVLPEM



NESSELRAEDT



ERCKENTIEL



GREYN



WITTEM



SPIES

VNICO FILIO APPONENDVS  
 MONVMENTV HOC VIVENSSEI  
 POSVIT GENEROSÆ NOBIL<sup>713</sup> VII  
 D. IOËS DE RVISSCHENBERGH  
 AB OEVERBACH, LYMBVRGENSIS  
 DVCAT<sup>9</sup> MARSCHAL<sup>9</sup> HÆREDI  
 TARI<sup>9</sup> DYNASTA DE ROCHETTE  
 ET ONS. ADVOWE DE FLERON  
 S.<sup>E</sup> C.<sup>Æ</sup> MAIESTATIS NEC NON  
 ELECTORALIS SAXONICÆ DOM<sup>9</sup>  
 QVONDÆ PRÆFECT<sup>9</sup> MILITARIS.



TRAZNY

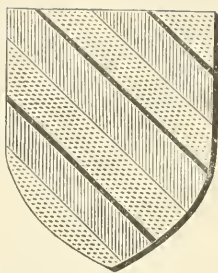


Jean de Ruyschenbergh mourut le 48 janvier 1638, âgé de quatre vingt quatre ans, après une carrière exceptionnellement remplie d'événements de toute espèce et surtout féconde en procès; aussi avoue-t-il dans son testament, que ceux-ci lui ont coûté au delà de quatre vingt mille florins.

Ce fut certes un type des plus parfaits du seigneur hautain, querelleur et batailleur de cette époque; ne connaissant que sa volonté, s'insurgeant continuellement contre ses suzerains, il fut pour eux une source continue d'ennuis. Son grand âge même ne put modérer ses appétits de chicane et de querelles, ni surtout l'antipathie qu'il portait aux Liégeois.

Il eut de son mariage avec Sybille Marie de Plettenberg, un fils du nom d'Edmond, né en 1605, qui mourut le 31 mai 1623 et fut enterré aux Frères Mineurs, à Liège, actuellement l'église St-Antoine, où sa pierre tombale, ornée de ses armes, se trouve encore. Il est à remarquer que les quartiers figurant sur ce monument que nous reproduisons ici, sont ceux de Jean de Ruyschenbergh, père du défunt. Ils doivent être lus comme suit : Ruyschenbergh-Greyn-Nesselraedt-Spies. = Gulpen-Withem-Ereckenteel-Trazegnies. Les quartiers de Marguerite de Gulpen auraient dû être remplacés par ceux de Sybille Marie de Plettenberg, mère du jeune homme. Celui-ci étant mort en célibat, la seigneurie de la Rochette revint à Alexandre, baron de Cortenbach, fils d'Adolphe et de Philippine de Ruyschenbergh.

---



## LES SEIGNEURS DE LA ROCHETTE DE LA MAISON DE CORTENBACH.

ALEXANDRE DE CORTENBACH. — 1638-1652.

Alexandre, baron de Cortenbach, vicomte de Tervueren et Duisbourg, seigneur de Helmond, Ooken, Sleyden, Hohem, Helmdonek, etc., releva la seigneurie de la Rochette le 20 janvier 1638. Le 12 janvier 1638, il autorisait Adam Hamot, greffier d'Olne, à relever devant la Cour féodale de Dalhem : « la maison, chasteau et forteresse de » la Rochette, la seigneurie du banq d'Olne, la cense, bois, » terres et prairies, biens et héritages quelconques de » Schnawrenberg-lez-Forron, et généralement tout ce qui » peult dépendre et appartenir à la susdite maison de la » Rochette, comme feu Jean de Ruyschenbergh les a relevés » l'an 1603 » (1).

(1) *Démonstration de la nullité*, etc..., page 95.

Par traité de mariage du 19 février 1602, Sybille de Plettenberg avait apporté en dot une somme de treize mille patacons, et son mari lui constituait un douaire de six mille cinq cents patacons. Il était stipulé qu'en cas de décès du mari sans descendance, son épouse jouirait du domaine de la Rochette jusqu'au jour où les héritiers de son époux lui rembourseraient la somme totale de dix-neuf mille cinq cents patacons, et restitueraient le mobilier et les joyaux qu'elle avait apportés en mariage (1).

La dame de la Rochette continua à habiter le château. Alexandre de Cortenbach, son neveu, mourut en 1652, laissant de son mariage avec Marie, comtesse de Velen, un fils du nom d'Edmond, qui lui succéda comme seigneur à la Rochette.

Alexandre de Cortenbach avait épousé en secondes noces, le 15 février 1628, sa cousine Anne Marie de Ruyschenbergh, veuve de Guillaume de Wittenhorst, seigneur de Holtzum. Elle était fille de Jean de Ruyschenbergh, seigneur de Setterich, grand bailli de Wilhemstein et d'Eschweiler, lequel avait épousé en premières noces Marie de Gulpen, morte sans descendance, et, en secondes noces, Ulanda Huyn d'Amstenraedt (2).

#### EDMOND DE CORTENBACH. — 1652-1682.

Edmond, baron de Cortenbach, vicomte de Tervueren et de Duisbourg, seigneur de Helmond, né le 16 mai 1623, épousa Cécile-Isabelle, princesse de Gonzague et de Mantoue, héritière du marquisat de Tricère, fille d'Aloys de

(1) *Démonstration de la nullité*, etc., page 49.

(2) LE FORT. *Généalogie de Gulpen*. vol. IX ; *Arberg*, III<sup>e</sup> partie.

Gonzague, prince du Saint-Empire Romain, marquis de Mantoue et de Tricère, général des troupes de Silésie, et d'Isabelle-Françoise de Croy-Chimay d'Arenberg.

Le 12 août 1652, sa grand'tante de Plettenberg lui écrivit à Helmond pour lui annoncer la rupture de deux arches du pont de Chênée et l'engager à faire réparer le pont avant l'hiver pour affirmer les droits que son mari avait rétablis avec tant de peine, disait-elle; d'autant plus que quelques villages étaient disposés à les lui contester, « comme il appert par un procès que je soutiens à Malinnes » contre ceux d'Aywail, et ceux de Comblain font aussy » des relieffs et autres. »

Le 23 novembre 1652, elle rappelle à son petit neveu, qu'il n'a pas encore effectué le relief de la seigneurie, et que le drossard de Dalheim lui accordait un dernier délai pour remplir cette formalité.

Le baron de Cortenbach ne se pressant pas, elle lui écrivit de nouveau le 2 décembre, se plaignant que c'était elle qui supportait les désagréments provoqués par sa négligence, et « pour ce que vous alléguez touchant les » Hollandois, et la crainte de leur disgrâce, si ce respect » vous retient, je peu alléguer le mesme sujet d'appréhension et croire que vous désirez retirer vostre pied du » danger de la bruslure pour y engager le mien; mais » quand vous auriez bonne envie de me délivrer de cette » intrigue, en faisant vostre relieff, on pourrait consulter » et peut-estre trouver un moyen de vous mettre à couvert » de cette orage que vous appréhendez. » (1).

Le 10 novembre 1659, le baron de Cortenbach fit avec la dame de Plettenberg un accord par lequel elle lui céda la seigneurie, moyennant certaines conditions. En voici le texte :

(1) *Collégiale de St-Pierre*, liasse.

« Premièrement pour cession de tout le bien de la  
» Rochette avec appendence et dépendance, charge et non  
» charge, tant de procès qu'autres choses, M. le baron a  
» accordé de donner 11,000 patacons et pension vitalle de la  
» valeur de 300 patacons hors de ce qui sera cy-dessoub  
» spécifié.

» Une demeure honeste et libre pour elle et sa famille,  
» avec clefs des portes première et deuxième, et, en cas de  
» mésentende, une honeste demeure à Liège.

» 25 muids de deux Brueqs.

» 5 muids demy de Libert de Bouhemont.

» 125 patacons du Mont de Piété en Liège.

» 40 patacons hors de la cense d'embas.

» 40 patacons hors de la cense d'enhaut.

» 12 patacons hors des bois de taillis, et, en cas de non  
» solution, les trouver en la cense d'embas.

» 32 patacons du Bancq de Sprimont.

» 16 patacons du Bancq de Louvegnez.

» La moitié du jardin de la cuisine.

» La moitié des poiriers et moitié des cerisiers.

» 10 arbres pomiers.

» Entretien de deux vaches, Hyver et Esté.

» Du bois pour chauffer la personne de Madame.

» Item tous les arrierez.

» Item les canons escheus et à eschoir jusques à pleine  
» et entière solution desdits deniers, à compter au logis  
» Jaspas de Vault, en la ville de Liège, parmy quoy Madame  
» cèdera à tout le bien de la Rochette et son usufruit, avec  
» ses appendances et dépendances, charge et non charge,  
» tant de procès qu'autres choses, de tout quoy la dite  
» Dame demeurera entièrement libre et de même Monsieur  
» le baron au-dessus des obligations ou charges susdites,  
» cèdera à tout ce qu'il poudroit prétendre de ladite Dame,  
» hors mis les biens de la Rochette, comme est cy-dessus  
» dit.

» Pour cession du dit bien de la Rochette, Monsieur le  
» Baron donnera onze mille patacons, sur lesquels trouvera  
» bon le capitale de Harzé à scavoir :

» Item la rédemption de l'engageur : 2,333 patacons et  
» un quart.

» De la seigneurie d'Olné : 750 patacons.

» Capitale de la pension d'Olné : 800 patacons.

» Ce à quoy Madame a consenti, comme elle consente  
» parmy qu'elle demeurera entièrement libre de toutes  
» charges et prétentions, comme dit est, et sera obligée de  
» donner les meubles qu'elle a trouvé à la Rochette ;  
» Monsieur le baron de donner la main assistante pour luy  
» faire payer les arrérages ; promettant de part et d'autre  
» de tenir le présent accord ferme et à la bonne foy. Fait  
» à la Rochette, jour et an que dessus ». (1)

A la suite de cet accord, la tante et le neveu habitèrent ensemble le château ; mais bientôt la bonne entente disparut entre eux, et Madame de Plettenberg regretta l'abandon qu'elle avait fait de ses droits, si bien que le 21 juillet 1661, elle adressait une requête au Conseil de Brabant pour demander l'annulation de l'acte qu'elle avait contracté avec son neveu deux ans auparavant.

Ce procès dura des années ; ce ne fut que le 24 décembre 1668 que le Conseil de Brabant cassa et annula l'acte de cession du 10 novembre 1659, obligea la dame de Plettenberg au remboursement des sommes perçues, et le baron de Cortenbach au payement des redevances, fruits, cens et rentes dont il avait joui depuis qu'il était en possession du château de la Rochette. (2)

(1) *Démonstration de la nullité*, etc., page 67.

(2) Nous avons sous les yeux un acte notarié assez original, dressé par devant témoins, à la demande du baron de Cortenbach ; cet acte rapporte que le baron s'étant présenté au tribunal de la péné-

Ce dernier ne paraissant pas vouloir quitter la Rochette, Madame de Plettenberg résolut de l'en faire sortir de force, et, le mardi 26 février 1669, vers la fin de la journée, un lieutenant Vignoulle, de la garnison de Limbourg, accompagné de Jacques Combette, et plusieurs autres tous armés, se rendirent maîtres du château. Il ne s'y trouvait, en ce moment, que quelques serviteurs et le père récollet Léon de Villers. (1)

Edmond de Cortenbach n'ayant plus rien à espérer du Conseil de Bruxelles, adressa une plainte au Conseil de Brabant siégeant à La Haye, lui insinuant, comme Jean de Ruyschenbergh l'avait déjà fait, que la Rochette, fief de Dalhem, faisait partie des Pays-Bas depuis que cette ville était tombée au pouvoir des États-Généraux, et qu'il était de l'intérêt de ces derniers d'affirmer leur souveraineté par un acte d'autorité.

Les États-Généraux, instigués par le baron de Cortenbach, adressèrent, le 1<sup>er</sup> mai 1669, à Madame de Plettenberg, une lettre signée par Guillaume de Nassau, lui enjoignant de quitter le château de la Rochette dans le plus bref délai. (2) Mais la vieille douairière ne tint aucun compte de cet ordre. Seulement en prévision d'un retour

tence, dans la chapelle du château de la Rochette, le père récollet Léon de Villers, alors chapelain du château, refusa d'abord de lui donner l'absolution, sous prétexte qu'il persécutait sa tante, et péchait mortellement en agissant de la sorte. Ayant enfin absout le pénitent, le père Léon recommença à haute voix et devant une nombreuse assistance, à le « sermonner, » au point, dit la pièce notariée, que le seigneur de la Rochette en était tout honteux. Cortenbach furieux, fit acter cette affaire pour pouvoir, s'il le jugeait utile dans la suite, poursuivre en justice le trop hardi chapelain. (Document communiqué par M. Lohest-de Waha).

(1) *Démonstration de la nullité*, etc., page 54.

(2) *État primaire de Liège*, reg. 176.



offensif de la part de son neveu, elle demanda et obtint quelques soldats de la garnison de Juliers, qui vinrent prendre logement à la Rochette.

Le baron de Cortenbach fit alors imprimer une protestation qui fut affichée partout où le seigneur de la Rochette percevait des redevances. Voici la copie de cette pièce :

« Nous Edmond baron de Courtenbac vicomte de  
» Veuren et Duysberg, Marischal de la Duché de Limbourg,  
» seigneur de Helmond, de la Rochette et d'Oukene etc. :  
» comme il est venu à nostre cognoissance , que la Dame  
» Sibille Marie de Plettenberg , en continuant les foules ,  
» forces et violences , faictes tant par les envahissemens de  
» nostre château de la Rochette à main armée que détentions  
» de tous nos biens, sans aucun forme de justice, et mesmes  
» de forcer et vouloir forcer nos débiteurs et fermiers à  
» luy payer ce que par contrats ou autrement ils nous  
» sont redevables , en qualité de seigneur de la Rochette ,  
» si est-il que pour obvier aux attentats susdicts , et afin  
» que les débiteurs , fermiers , et autres ne prétendent  
» cause d'ignorance , avons faict publier cette défense ,  
» par laquelle protestons bien expressement contre toutes  
» ces forces , foules et violences desia faictes et à faire ,  
» et interdisons et défendons bien expressément aussi à  
» tous nos débiteurs fermiers et autres , qui nous sont  
» redevables , de ne payer ny deferer à aucun commande-  
» ment de la susdiete Dame Sibille Marie de Plettenberg ,  
» soit à payer aucune rentes ou revenus , soit à faire  
» corvées ou autres services corporels , de faire la garde  
» audit chasteau , ou de passer en armes sur nostre juri-  
» diction , à paine de nullité , et de payer autrefois , au  
» regard de premiers , et des autres sous paine de  
» correction arbitraire et de procéder à l'encontre de  
» contraventeurs criminellement sur leurs corps et biens ,

» jusques à cassation et réparation de toutes ces foules,  
» forces et violences desia faicts ou encores à faire, con-  
» sidéré aussi que par sentence desia donnée au conseil  
» de Brabant le 25 de janvier de l'an 1668 in contradictorio  
» judicio, la dicte Dame Sibille Marie de Plettenberg est  
» condempnée de réparer et anéantir tous tels attentats  
» faits et à faire, ce qu'avons bien voulu donner à  
» cognoistre au public afin de se régler en conformité  
» de la contenue de cette. — Donné en nostre ville de  
» Helmond ce douzième du mois d'juin, l'An 1669.

(Signé) COURTENBAC. » (1)

Madame de Plettenberg refusant d'exécuter les ordres des Etats-Généraux, le baron de Cortenbach obtint de ceux-ci pour le commandant de Maestricht, l'ordre de se rendre maître du château, et d'en expulser la douairière.

Le samedi 13 juillet 1669, le chapitre de St-Lambert décida d'envoyer vingt-cinq soldats à la Rochette (2). Malgré ce renfort, la petite garnison que Madame de Plettenberg, faute d'argent monnayé, soldait avec ses bijoux et sa vaisselle d'argent découpée (3), dut évacuer la place devant les Hollandais qui s'en emparèrent. La dame de la Rochette se retira à Liège.

Se sentant trop faible pour lutter avec succès, et désirant obliger son neveu à rembourser les sommes affectées sur le domaine, elle fit donation au prince-évêque de Liège de l'avouerie de Fléron, et au chapitre de St-Lambert du douaire lui appartenant par son traité de mariage, moyennant une messe solennelle à célébrer, chaque année, pour le repos de l'âme de son mari et de la sienne.

(1) *Collégiale de St-Pierre*, liasse n<sup>o</sup> 946.

(2) *Conclusions capitulaires du chapitre de St-Lambert*, 1668-1670, fol. 219.

(3) *Démonstration de la nullité etc.*, page 48.

Cet acte fut passé, le 24 juillet 1669, au couvent des pauvres Clarisses à Liège, en présence de Conrard Vanderheyden à Blisia et d'Erasmus de Foulon, bourgmestres de la cité, et de R. de Chaudfontaine, capitaine major. (1)

Le chapitre cathédral, pouvant disposer du domaine de la Rochette jusqu'au remboursement des sommes dues à Madame de Plettenberg en vertu de son contrat de mariage, envoya des troupes qui délogèrent les Hollandais du château. Elles y demeurèrent jusque vers la fin du mois d'octobre sans être inquiétées.

Le prince-évêque chargea le baron de Renesse d'Elderen et le conseiller de Sélys d'entamer des conférences à La Haye au sujet des prétentions des États-Généraux de Hollande.

Ces envoyés y arrivèrent le 29 août 1669.

Il paraît que les journaux de La Haye s'étaient emparés de cette affaire de la Rochette, et lui avaient donné une importance telle que, selon eux, la triple alliance conclue l'année précédente entre l'Angleterre, la Suède et la Hollande, pouvait en être ébranlée (2).

Le gouvernement des Pays-Bas Espagnols ayant eu connaissance des conférences engagées à La Haye, fit signifier par son ambassadeur aux envoyés liégeois, une note affirmant sa souveraineté sur la Rochette.

Le prince-évêque se refusait à réintégrer le baron de Cortenbach à la Rochette et à retirer ses troupes, tandis que les États-Généraux ne voulaient commencer les négociations que pour autant que ces deux conditions fussent

(1) *Démonstration de la nullité, etc.*, page 45.

(2) Ce passage, tiré du rapport journalier des envoyés, résulte d'une conversation qu'ils eurent avec M. de Pomponne, ambassadeur de France, qui se raillait de l'importance qu'on donnait à cette affaire (*Touchant la Rochette et Fléron, 1669*).

exécutées. Les Liégeois proposèrent le retrait des troupes, mais avec la rentrée de Madame de Plettenberg au château, et la promesse des Etats-Généraux de ne rien attenter contre elle, avant que le différend fût entièrement terminé. Le 9 octobre, après avoir signé un accord provisoire, par lequel les troupes liégeoises devaient évacuer le château avant l'expiration du terme d'un mois, les envoyés du prince-évêque revinrent à Liège.

Le 26 janvier 1670, Madame de Plettenberg mourut (1) et le château fut évacué par les troupes liégeoises.

Le chapitre de St-Lambert avait placé au château pour sa garde un capitaine réformé et deux hommes. Le baron de Cortenbach se refusant à faire le relief de l'avouerie de Fléron au prince-évêque, les échevins l'accusèrent de félonie et lui retirèrent les bénéfices de cette charge. L'ordonnance suivante fut publiée à cet effet :

« Son Altesse Sérénissime estant informé de ce que  
» l'on auroit commandé des corvées sous le nom du baron  
» de Helmondt à titre de la vouerie de Fléron non relevée  
» par iceluy, défend à tous ceux qu'il touche de prester  
» les dites corvées à la semonce du dit Baron, ordonnant

(1) En 1636, Jean de Ruyschenbergh et son épouse avaient acheté une rente de cinquante écus, représentée par un capital de huit cents écus, dû par la communauté d'Olne. M<sup>me</sup> de Plettenberg, en 1668, affecta cette rente à l'entretien d'un chapelain à Forêt, lequel était obligé de célébrer la messe tous les jours de fêtes de la Sainte-Vierge, pour le repos de son âme et de celle de son époux; les dimanches et autres fêtes, pour les fidèles trépassés de la paroisse.

Cette rente ne devait jamais appartenir à la cure de Forêt: les seigneurs de la Rochette devaient toujours rester libres de disposer de cet office et de nommer le chapelain à leur gré.

Le testament daté de 1664 contient différents legs aux Récollets de Bolland, aux pauvres Clarisses et aux Carmélites d'Aix-la-Chapelle, aux Récollets et aux Capucins de cette même ville, à l'abbesse de

» à son officier de les commander en son nom et temps  
» opportun, et ce à son utilité et à l'avancement du droit  
» de retention, dévolution et autres luy compétants des  
» fruits et revenus de ladite vouerie.

» Donné au Conseil de sadite Altesse le 21 juillet 1670.

» C. E. DE POICTIERS. L. GREFF.

» Lieu + du seel. »

» A Liège par Jean F. de Milst, imprimeur juré de son  
» Altesse Sérénissime (1).

Pour compenser la perte qu'il subissait par la saisie des revenus de la Rochette et de l'avouerie, Cortenbach obtint des Etats-Généraux la saisie à son profit des revenus des seigneuries de Lith, Litloë, Feneur et Dasmès, situées sur le territoire Hollandais, et appartenant au dit chapitre. Il avait également demandé l'arrêt sur les biens du chapitre situés en Brabant (2).

Cette affaire amena une nouvelle correspondance entre les Etats-Généraux et Maximilien-Henri de Bavière, lequel se décida à négocier et chargea, le 16 mai 1671, Erasme de Foulon, écuyer, seigneur d'Oley et Grandaxhe, conseiller

Munster, et la répartition entre ses parents et amis d'une nombreuse vaisselle d'argent. De trois grands gobelets d'argent, elle demande qu'il soit fait deux calices, dont l'un était destiné à l'église de Forêt.

Elle laissait une somme de cent florins au prieur de Beaufays pour un vitrail, et demandait que ses obsèques fussent célébrées à Forêt, sans pompe; *Archives de la Rochette, 1701 à 1726*, et *Archives du Conseil de fabrique de l'église de Forêt*.

Il existe dans les archives susdites, que nous avons pu consulter grâce à l'obligeance de M. le curé de Forêt, un manuscrit, petit in-quarto, intitulé : « *Livre de la confrerie spirituelle sous la protection de nre Dame, contre les cinq principaux maux de l'âme, etc.*, » donné par M<sup>me</sup> de Plettenberg, et orné de ses armes.

(1) *Collégiale de St-Pierre*, liasse.

2) *Id.*, *Id.*

privé, échevin de la souveraine justice de Liège et ancien bourgmestre de la Cité, et Ferdinand Van der Weecken, seigneur de Vaeshartelt, conseiller et résident du prince à La Haye, de terminer avec les Etats-Généraux les affaires de la Rochette, conformément aux dispositions prises en 1669. Pour ce qui concernait l'avouerie, tant au sujet des droits que des émoluments de l'avoué, il fut rédigé un projet d'accord entre Erasme de Foulon, représentant le prince, et Louis Christophe de Masillon, voué héréditaire de Nivelles sur Meuse, représentant le seigneur de la Rochette.

Le baron de Cortenbach aurait en héritage et domaine absolu les seigneuries de Vaux-sous-Chèvremont, Vaux-sous-Olne et Nessonvaux, avec leurs hameaux, et le droit d'administrer la justice, tant au civil qu'au criminel, avec le même ressort que la Cour de Fléron. Les États de Liège céderaient, en outre, au baron la seigneurie de Forêt, avec haute, moyenne et basse justice, à charge de la relever en fief du prince-évêque de Liège.

En échange de cette cession, Cortenbach abandonnerait les droits qu'il avait sur l'avouerie de Fléron et ses dépendances (1). Cependant, ce projet n'aboutit point : seules les négociations avec les États-Généraux donnèrent un résultat.

Le chapitre de St-Lambert fit imprimer le 26 février 1671, à Liège, un mémoire intitulé : « Démonstration de la nullité » des recours emprisis au Conseil de Brabant et Cour féodale » à Lahaye, par le baron de Cortenbach, seigneur de Helmont, etc., contre très Révérends, Illustres, Nobles et » Généreux seigneurs Les Doyens et chapitre de l'église » Cathédrale de Liège, au sujet du droit de rétention duquel ils usent pour leur den liquidé, sur la maison et » biens de la Rochette, qui sont du territoire Impérial, tant

(1) Documents communiqués par M. Lohest-de Waha.

» sous le Domaine de Fléron, dit la vouerie Nostre-Dame  
» d'Aix-la-Chapelle, que sous le baillage d'Ameri-cour et  
» justice de Jupille, pays de Liège.

» A Liège, par Jean F. de Milst, imprimeur juré de son  
» Altesse Sérenissime. »

Le 18 août 1671 fut ratifié à La Haye l'acte de cession par les États-Généraux de tous leurs droits sur l'avouerie de Fléron et la seigneurie de la Rochette; les États de Liège cédaient en échange la souveraineté et les droits qu'ils avaient sur la seigneurie de Lith. Voici, en partie, la copie de ce traité :

. . . . .  
« ART. 2. — Les dits Hauts et Puissants seigneurs États  
» ont quittez et cédez, quittent et cèdent par ces présentes,  
» la souveraineté et tous les autres droits qui en dépendent  
» qui pourroient leur avoir appartenus, sur la maison,  
» château et Biens de la Rochette, pour demeurer icelle  
» souveraineté, et tous les autres Droits qui en dépendent  
» en propre à l'Empire, avec ainsi et comm est la terre  
» de Fléron, dit l'advouerie de Notre-Dame d'Aix la  
» Chapelle, acquise à sadite Altesse et à son État de Liège,  
» qui ne pourront à l'advenir sous quelque titre ou prétexte  
» que ce soit être troublez en ladite souveraineté ou en  
» aucuns des droits qui appartiennent à L. H. P. comme  
» seigneur du fief de ladite maison, château et Biens de la  
» Rochette, leurs appartenances et dépendances, à l'égard  
» desquels l'on ne prétend rien innover par ces Présentes.

» ART. 3. — Sa dite Altesse le Doyen et le chapitre de  
» l'église cathedrale et de l'État de Liège en contre échange,  
» ont quittez aussi et cédez, quittent et cèdent par ces  
» présentes la Souveraineté et tous les autres Droits qui en  
» dépendent, qui pourroient avoir appartenu ou appartenir  
» à eux, à leurs Prédécesseurs ou successeurs Evêques,  
» Princes, Doyen et chapitre de l'Église cathedrale ou



» l'État de Liège sur le Bourg et Village de Lith, avec le  
» ressort d'iceluy pour demeurer icelle souveraineté et  
» tous autres droits qui en dépendent en propre à L. H. P.  
» sans pouvoir désormais soub quel titre ou prétexte que  
» ce soit être troublez en ladite Souveraineté ou aucun des  
» Droits qui en dépendent : le tout néanmoins sans aucun  
» préjudice des autres droits qui appartiennent tant à  
» L. H. P. qu'aux dits Doyen et chapitre de l'Église Cathé-  
» drale de Liège, à l'égard desquels on ne prétend rien  
» innover par ces Présentes.

• • • • •  
» ART. 11. — Cependant, ledit seigneur de Helmont  
» entrera en la possession et jouissance de ladite Rochette  
» et des Biens qui en dépendent, dès le jour de la ratifica-  
» tion du présent traité.

» ART. 12. — Ledit Seigneur de Helmont prenant de  
» sa dite Altesse Sérénissime l'Investiture de l'Advouerie  
» et de ladite Terre de Fléron, et luy faisant le serment de  
» fidélité, ainsi et comme feu le seigneur Jean de Ruyssem-  
» bergh l'a fait au comte de Buequoy en l'an 1623 le 3 de Mars,  
» et ses devanciers aux Doyen et Chapitre d'Aix : Saditte  
» Altesse qui les représente avec son État de Liège, luy  
» remettant toute caducité, l'investira de la dite advouerie  
» afin qu'il jouisse des émolumens d'icelle sans aucun  
» empêchement. (1)

• • • • •  
Le même jour les États-Généraux décidaient qu'il serait  
remis à chacun des envoyés liégeois, une chaîne d'or avec  
médaillon de la valeur de douze cents florins. (2)

Tous les intéressés étaient satisfaits. Les États-Généraux  
avaient cédé à bon prix un droit contestable ; le pays de

(1) *Mémoire démonstratif*, etc., page 107; LOUVREX. tome IV.

(2) *État primaire*, reg. 176.



Liège croyait avoir enfin réussi à s'annexer ce petit coin de terre, et le baron de Cortenbach entra en jouissance de son domaine et de l'avouerie.

Le 6 février 1672, le baron de Cortenbach ayant constitué Libert de Thier, chanoine de St-Barthélemy, pour inventorier le mobilier du château, celui-ci se trouva à la Rochette le 13 du même mois, avec Jean Pollain, chanoine, représentant le chapitre de St-Lambert, et le notaire Nicolas Defossé. Cet inventaire, continué le 22 février, extrêmement détaillé, est de peu d'intérêt; il nous donne une idée de la rusticité de l'ameublement d'un château à cette époque. (1)

Le 22 février, le chapitre informa le seigneur de la Rochette qu'il pouvait prendre possession du domaine conformément aux clauses du traité de La Haye.

Cortenbach ne s'empessa pas de faire son relief du chef de l'avouerie. Maximilien-Henri de Bavière, le 26 mars 1672, l'ajourna à quinzaine. Il écrivit au prince pour lui demander de le laisser relever cet office, en son nom, par une tierce personne qu'il constituerait à cet effet, avec promesse de ratification (2).

Cette autorisation lui fut accordée; mais, à quelque temps de là, il fut invité de nouveau à faire son relief en personne. Une difficulté nouvelle avait provoqué cette mesure: De Masillon, avocat fiscal; Renardi, avocat; Bernard Presseux, huissier, et Charneux, conseiller, ayant fait une descente de justice à Theux, revenaient en bateau à Liège en descendant la Vesdre. Arrivés vis-à-vis de la Rochette, le baron de Cortenbach, armé d'un fusil, apparut au devant du batelier, le fit saisir par ses gens, ainsi que son cheval, et conduire au château.

(1) *Collégiale de St-Pierre*, liasse n° 946.

(2) *Ibidem*, liasse n° 946.

Les voyageurs se rendirent à la Rochette, firent observer au seigneur tout ce qui pourrait résulter de cet affront fait aux officiers du prince-évêque, et l'engagèrent à relâcher le batelier et son cheval. Mais Cortenbach fut inflexible ; il prétendit qu'il fallait une permission pour passer sur sa « juridiction, » et jura qu'il ferait vendre le cheval le lendemain, si une amende de dix florins ne lui était payée sur le champ.

De Masillon et ses confrères s'adressèrent au prince-évêque, et, le 18 juillet 1672, le chancelier du Conseil privé, écrivit au seigneur pour se plaindre de cet attentat d'un vassal, et pour l'inviter à comparaître le jeudi suivant, en personne, au Conseil privé pour y prêter personnellement serment, et donner des éclaircissements au sujet de cette affaire. Il lui était de plus ordonné de mettre le batelier immédiatement en liberté.

Le baron de Cortenbach répondit que, de tout temps, le passage des bateliers avait été défendu les jours de fêtes et les dimanches ; et qu'il leur était également interdit de passer avec leurs chevaux dans les prairies.

Quant à faire son relief lui-même, il n'en voyait pas la nécessité ; son prédécesseur l'ayant fait par commis à La Haye. Il contestait en même temps au prince le droit d'avoir fait agenouiller son commis, et ajoutait que les frais pour cette formalité du relief avaient été exagérés (1).

En 1674, Jean Dayeneux, prélocuteur, ayant été chargé par Edmond de Cortenbach de protester auprès de la Cour de Fléron en faveur du maintien de ses droits, fit rédiger, le 6 octobre, un acte préjudiciable aux droits de Son Altesse et contenant même, paraît-il, des propos injurieux à l'adresse du prince. La Cour de Fléron, par sentence du 20 décembre, le condamna à comparaître, le 2 janvier 1675,

(1) *Collégiale de St-Pierre*, liasse n° 946.

pour confesser la fausseté de ses insinuations et en demander pardon, à genoux et tête nue, à Dieu, au prince et à la Cour, le condamnant de plus à dix florins d'or d'amende et aux frais.

Cortenbach désavoua son représentant par une lettre qu'il écrivit au prince-évêque.

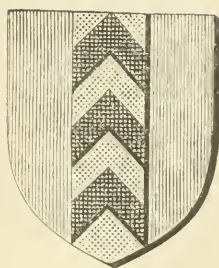
Le pays était en pleine effervescence; Louis XIV avait déclaré la guerre à la Hollande, et ses troupes, sans respect pour la neutralité du pays de Liège, le traitaient en pays conquis.

La Rochette eut aussi l'honneur de loger des soldats français: le comte de Chavagnac, lieutenant-général des armées du Roi, et commandant ses troupes dans les pays de Liège, Stavelot et Malmédy, adressa un ordre à « celui qui commande dans le château de la Rochette, » de recevoir, loger en quartier d'hiver, le colonel réformé » Chalart avec douze dragons, de leur fournir le service » ainsy qu'il est ordonné par les ordres de Sa Majesté, et » les fourrages nécessaires qu'ils prendront sur la terre » dudit lieu et dépendances, donneront au colonel six » portions de bouche et autant de cheval. . . . fait à » Huit (sic) le 4 décembre 1674. — signé: Chavagnac » (1).

Le seigneur de la Rochette mourut en 1681, laissant une fille, unique héritière d'une fortune considérable. Sa veuve épousa en secondes noces, le 22 août 1682, Antoine Udalric d'Arberg, dit le comte de Fresin, qui transporta la seigneurie de la Rochette dans l'illustre maison d'Arberg.

---

(1) *Collégiale de St-Pierre*, liasse n° 946.



## LES SEIGNEURS DE LA ROCHETTE DE LA MAISON D'ARBERG.

ANTOINE-UDALRIC , COMTE D'ARBERG.

1682-1688.

La maison d'Arberg , dont une branche s'était fixée dans nos provinces vers la fin du seizième siècle, prétend descendre en ligne directe des comtes de Neuchâtel en Suisse.

La filiation de ces derniers commence à Uldric, comte de Neuchâtel, qui donna une charte en 1162 et une autre en 1196 ; son fils aîné Rudolphe continua la ligne des comtes de Neuchâtel ; son fils cadet , nommé Uldric

comme lui, est qualifié comte d'Arberg dans les lettres de 1275. La terre d'Arberg était située non loin du lac de Bieme.

Cono, fils cadet d'Uldric, deuxième du nom, était en possession de la seigneurie de Valengin en 1278.

Guillaume, comte d'Arberg, seigneur de Valengin, issu au quatrième degré du précédent, épousa Jeanne de Beaufremont; leur fils Jean, comte d'Arberg, seigneur de Valengin, fut l'un des douze chevaliers qui tinrent, en 1453, le célèbre pas d'armes de l'arbre de Charlemagne, sur la route de Dijon à Auxonne.

La seigneurie de Valengin fut portée dans la maison de Chalant par le mariage que contracta, en 1502, Louise d'Arberg, petite-fille de Jean, comte d'Arberg, avec Philibert, comte de Chalant; la branche cadette, issue du second fils de Jean ci-dessus, continua néanmoins à porter le nom de Valengin.

Nicolas, comte d'Arberg et de Valengin, comte de Beaufort, seigneur de Heppignies, Mathaz, Mandeurre, Roye, Trevillers, Ahin, etc., issu au quatrième degré de Jean d'Arberg ci-dessus, avait épousé, par traité de mariage de l'an 1638, Olympe-Thérèse-Marguerite-Hyppolite de Gavre, baronne d'Elsloo, chanoinesse de Nivelles, seconde fille de Pierre-Ernest de Gavre, comte de Fresin, baron d'Elsloo, Inchy, seigneur d'Ollignies, Rixensart, gentilhomme de la chambre de S. M. Impériale, colonel de cavalerie, etc., et de Élisabeth-Catherine comtesse de la Marck de Schleyden.

De ce mariage naquirent quinze enfants :

1<sup>o</sup> Jean-François, né à Ahin, en 1639, mort le 2 décembre 1680.

2<sup>o</sup> Claude-Catherine-Adrienne, née à Namur en 1641.

3<sup>o</sup> Marie, morte jeune.

4<sup>o</sup> Jean-Jacques, mort au berceau.

5<sup>o</sup> Marie-Adrienne, chanoinesse de Nivelles.

6<sup>o</sup> Jossine-Walburge, religieuse au couvent de Berlaymont, à Bruxelles.

7<sup>o</sup> Henri-Maximilien, mort au berceau.

8<sup>o</sup> Olympe-Thérèse, chanoinesse de Mons, épouse du baron de Plettenberg de Schwartzenberg, lieutenant-colonel d'infanterie.

9<sup>o</sup> Claude-Nicolas, qui épousa en premières noces, en 1724, Anne-Théodore, comtesse de Daun de Sassenheim, et, en secondes noces, Marie, comtesse de Törring.

10<sup>o</sup> Théodore-Claire-Eugénie, chanoinesse et prévôte de Nivelles.

11<sup>o</sup> Albert-Joseph-Dieudonné, qui suivra après son frère Antoine-Udalric, comme seigneur de la Rochette.

12<sup>o</sup> Antoine-Udalric, dit le comte de Fresin, dont nous allons nous occuper.

13<sup>o</sup> Philippe-Charles, qui servit dans les armées impériales et se distingua en Hongrie. Il mourut à Vienne, le 3 novembre 1708, des suites d'une blessure reçue au siège de Bude.

14<sup>o</sup> Pierre-Ernest, général-major au service de l'Empereur, tué en Italie en 1704.

15<sup>o</sup> Isabelle-Françoise-Alexandrine, née le 7 avril 1663, chanoinesse de Maubeuge (1).

Antoine-Udalric, dit le comte de Fresin, épousa, le 22 août 1682, la veuve du baron de Cortenbach, née princesse de Gonzague de Mantoue, et, par ce mariage, devint seigneur usufruitier de la Rochette. Il prêta hommage au prince-évêque de Liège le 14 mai 1685, et renouvela lui-même son serment à la cour de Fléron.

Il était colonel d'un régiment de cuirassiers. Sa femme mourut au château de Helmont, le 28 avril 1688, et fut

(1) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, 1854, p. 44.

enterrée dans l'église des Récollets , à Weert. Il épousa, en secondes noces, Marie-Bernarde-Alexandrine de Renesse d'Elderen, chanoinesse de Nivelles ; enfin, en troisièmes noces, Alexandrine, baronne de Horst et de Wittenhorst.

Il mourut en 1724, sans laisser de descendants.

Immédiatement après le décès de sa première épouse, usufruitière de la seigneurie de la Rochette, celle-ci passa aux mains de son frère Albert-Joseph, qui suit :

#### ALBERT-JOSEPH, COMTE D'ARBERG DE VALENGIN.

1688-1726.

Albert-Joseph-Dieudonné, comte d'Arberg de Valengin et du Saint-Empire, né à Maestricht le 11 septembre 1655, frère aîné du précédent, baron d'Elsloo, comte de Peer et de Bruey, marquis de Werwick, baron d'Andre et d'Embry, seigneur d'Ollignies à Marzines, d'Oosthoven, la Croix, de Petit-Gavre, de Calonne sur la Lys, etc., chambellan du prince-évêque Joseph-Clément de Bavière, épousa, le 17 avril 1687, Isabelle-Félicité de Cortenbach, dame de la ville d'Helmont, marquise de Tricère, avoueresse de Fléron, dame de la Rochette, Oukenen, Gisloë, fille d'Edmond, baron de Cortenbach et de Cécile-Isabelle de Gonzague (1).

Le cadet était devenu le beau-père de son frère aîné.

Le nouveau seigneur de la Rochette fit relief de l'avouerie de Fléron le 16 décembre 1689. Le 18 août 1690, il fit enregistrer son relief à la Cour de Fléron et fut mis en possession de l'avouerie après avoir renouvelé son serment (2).

(1) LE FORT, *Arberg*; *Annuaire de la Noblesse de Belgique*.

(2) *Etat primaire*, touchant la Rochette, n° 176.



Le 18 mai 1691, il fut reçu gentilhomme de l'Etat noble de Liège. et, en 1713, à la mort du comte de Berlo, il lui succéda dans la charge de grand et souverain mayeur de Liège (1).

Son mariage fut le sujet d'une provocation qu'il fit imprimer et afficher à Liège et en maints autres endroits, à la suite d'une insulte qu'il avait essuyée de la part de Charles d'Alsace, colonel au service d'Espagne, parent de la baronne de Cortenbach, et fils d'Albert-Maximilien de Hennin-Liétard, de la famille princière de ce nom, comte de Boussu, marquis de la Vère, vicomte de Bruxelles et de Lombeke, baron de Liedekerke, etc., et d'Alexandrine-Françoise de Gavre.

Nous reproduisons cette pièce curieuse :

« L'an mil six cent huitante huit du mois de Juin le 6 jour,  
» pardevant moy le public Notaire soubsigné et en présence  
» des témoins embas dénommez, comparut personnelle-  
» ment, Haut et Puissant seigneur Albert comte d'Arberg  
» de Vallengin et du Saint Empire, libre baron de la terre  
» impériale d'Elsloo, baron d'Inchy, de Helmond, vicomte  
» de Tervueren et Duyburg, Maréchal héréditaire des  
» Pays et Duché de Limbourg, Haut-voué de Fléron,  
» seigneur de la Rochette, Ollignies, Villers, Cagnicourt,  
» Ahin, St-Léonard à Mazinnes, etc., lequel ayant eu  
» cognoissance et lecture le jour d'hier d'un acte passé à  
» Namur par devant le notaire Marinx, le 24 du mois de  
» May dernier, dans lequel Haut et Puissant seigneur  
» Charles-Philippe d'Alsace de Boussu, marquis de la Verre,  
» comparu en qualité de parent à défuncte Haute et Puis-  
» sante Dame, madame Cécile-Isabelle princesse de Gon-  
» zague de Mantoue, très honorée belle-mère du seigneur  
» comparant, et par des expressions impudentes, indignes

(1) BURDO, manuscrit n° 1,152 à l'Université de Liège.

» d'un homme de naissance, et peu convenables aux  
» généreux sentiments et aux voyes d'honneur qui doit  
» animer son sang, et conduire ses actions, entre sans  
» sujet dans des transports effeminez de l'injure écrite de  
» la manière la plus outrageante, et par des termes les plus  
» apres et les plus insolents qu'une âme basse et née à  
» l'inveective puisse inventer et s'émancipe à traiter le  
» seigneur comparant et Monsieur le comte de Frezin, son  
» frère de criminels, de raptteurs et de séducteurs de la fille  
» unique de Madite Dame la princesse de Gonzague, à  
» cause du mariage de celle-là solemnisé dernièrement avec  
» le seigneur comte comparant; et comme de pareilles  
» injures et des calomnies si sanglantes et si criminelles  
» que celles contenues audit act notarial, ne peuvent pas  
» estre souffertes sans réparation, en attendant qu'on le  
» procure de la manière qu'il sera jugé convenable pour  
» l'atrocité du forfait, le seigneur comparant en son nom  
» et celui du seigneur son frère, pour maintenir l'honneur  
» de leurs Personnes blessez par un act rendu public, et  
» par droit de juste retorsion, a jugé à propos de protester  
» solennellement contre cet act, ou plustost ce libel  
» diffamatoire passé par devant ledit notaire Marinx,  
» et d'en prétendre réparation condigne, et cependant de  
» dire et faire afficher publiquement que ledit seigneur  
» Charles Philippe d'Alsace de Boussu, marquis de la  
» Verre, disant et faisant écrire que le seigneur comparant  
» et son frère seroient raptteurs, séducteurs, criminels, et  
» le mariage susdit nul, qu'il en a infamement menty,  
» estant vray et connu au souverain du Lieu, que son ma-  
» riage est achevé dans les bonnes formes, et par les con-  
» sentemens mesme réitérez des Personnes, lesquelles  
» selon la nature et les Loix doivent le donner, de manière  
» que ledit seigneur Marquis écrivant qu'il y a eu rapt,  
» ravissement, crime et nullité de mariage, publie une

» imposture, et qu'il a menty comme un impudent calom-  
» niateur, demandant de moy Notaire estre depêché là  
» dessus act, que ledit seigneur comte a signé de sa main.  
» Surquoy etc . . . . Ce fait et passé en la maison de  
» Monsieur Gouverneur sise sous la paroisse de sainte  
» Marguerite lez Liège, présens illec les s<sup>rs</sup> Joseph del  
» Belvré et Jean Francois Gouverneur tesmoins requis.  
» Estoit signé à l'originelle de cette : Le comte d'Arberg  
» de Vallengin. Et moy Guillaume de Bleret Notaire  
» de la vénérable cour de Liège au premis requis in  
» fidem (1). »

Nous ne savons quelle fut la suite de cette provocation publique.

La trace d'une enquête à ce sujet se trouve dans un acte passé par le notaire Defooz, à Spa, le 25 août 1688 (2). Dona Maria de Cardenas Ulloa Balda Zuniga y Velasco, princesse douairière de Chimay et du Saint-Empire, requise de donner témoignage au sujet du mariage en question, déclara avoir entendu de feu Madame Cécile-Isabelle, née princesse de Gonzague de Mantoue, « sa chère cousine, » mère de la jeune mariée, qu'elle avait volontairement consenti au mariage de sa fille avec le comte d'Arberg, lequel mariage fut célébré au château d'Ahin, comté de Namur, en foi de quoi elle signa cet acte comme alliée et bonne amie, en la maison à l'enseigne de la *Rose blanche*.

Le seigneur de la Rochette devait être d'un caractère emporté et irascible, caractère qui lui fit même oublier

(1) LE FORT, III<sup>e</sup> partie, *Arberg*.

(2) BODY, *Actes notariaux passés à Spa par les étrangers, 1565-1826*; *Bulletin de l'Institut archéologique*, tome XX.

un jour les lois de l'honneur, si l'on en juge par un épisode sanglant rapporté par un auteur contemporain (1).

Le 2 novembre 1673, Jean-François d'Argenteau, comte de Noville, vicomte de Looz, seigneur de Fologne, Mounale, Sterpenich, etc., colonel de cavalerie au service impérial, se trouvait à Liège pour assister aux assemblées de l'État noble et était logé à l'auberge portant l'enseigne du *Mouton blanc*, rue du Pont-d'Avroy, lorsqu'il reçut la visite, vers dix heures du matin, du comte Albert d'Arberg, alors âgé de dix-huit ans, accompagné de cinq ou six hommes. Ce dernier lui présenta un papier à signer ; sur le refus du vicomte de Looz, quelques gros mots furent échangés et le comte d'Arberg lui porta un coup de poignard au bas-ventre.

Le vicomte de Looz mit l'épée à la main, en porta un premier coup au comte d'Arberg, blessa deux de ses compagnons et les poursuivit jusque dans la rue, où il reçut une nouvelle blessure.

Le maître du logis et des bourgeois étant accourus, on s'empara du jeune comte et de deux personnes de sa suite, dont l'une était son secrétaire. Pendant ce temps, le vicomte, ne croyant pas avoir reçu de blessures graves, rentrait à l'auberge, s'aperçut alors seulement que les intestins lui sortaient du ventre, et, ne se faisant aucune illusion sur son sort, se disposa à la mort.

Il fit appeler le notaire Jean Woot de Trixhe, qui reçut son testament, par lequel il instituait sa femme son héritière universelle, et mourut le lendemain, à trois heures de relevée, laissant cinq enfants. Sa femme, Agnès-Ernestine, comtesse de Rivière d'Arschot et du Saint-Empire, arriva deux heures après le décès de son époux.

Le comte d'Arberg avait été conduit dans la maison de

(1) BURDO, manuscrit n° 1,152, à l'Université de Liège.

l'avocat Fiss, vis-à-vis de l'église de la Madeleine, tandis que les deux autres prisonniers étaient enfermés dans la tour de l'Official.

On eut peine à persuader au peuple, dont le vicomte de Looz était très aimé, que ce meurtre avait pour cause des affaires privées, et que la politique y était complètement étrangère. A cette époque, Liège était en pleine effervescence; le pays était encombré de soldats, et l'assassinat de la Ruelle, quoique remontant à 1637, était encore présent à la mémoire du peuple. Il s'en fallut de peu que ce meurtre n'amenât une émeute.

Le 4 du même mois, par ordre des échevins, le comte d'Arberg fut transféré dans la tour de l'Official, et le procès commença, à la requête de la vicomtesse de Looz.

Le corps de son mari, après avoir été exposé pendant trois jours, fut embaumé et porté aux Dominicains; mais les amis et parents du comte d'Arberg avaient employé toutes leurs influences pour le soustraire au châtimement qui l'attendait.

Le 8 novembre, arriva à Liège un trompette du gouverneur des Pays-Bas, suivi bientôt d'un autre, tous deux porteurs de dépêches concernant cette affaire qui embarrassa singulièrement les échevins et les membres du Conseil privé. Enfin, par ordre du prince-évêque, le 23 décembre, à deux heures du matin, le comte d'Arberg fut emmené de sa prison et conduit par un arveau situé sous la maison du peintre Bertholet (1) au rivage d'Avroy, où on fit passer l'eau au comte et on le mena par des jardins en lieu écarté, où il trouva une escorte de soixante soldats étrangers, destinés à faciliter sa fuite.

(1) Aujourd'hui remplacée par la maison de M. Ernest Nagelmackers, au boulevard d'Avroy. Cet arveau partait de la rue St-Remy et débouchait au rivage. GOBERT, *Les rues de Liège*.

A la suite de cette affaire, on publia une gravure qui représentait un homme couché sur un lit, avec cette inscription au bas du dessin : « M. le vicomte de Looz, » assassiné par M. Valengin d'Elsloo, fils du comte Valengin » d'Arbert, dans son auberge en la ville de Liège, le 2 » novembre 1673, y estant mandé de S. A. S. prince de » Liège, à la journée d'Estat pour le bien publique (1). »

A l'époque où le comte d'Arberg prit possession de la Rochette, le domaine se trouvait dans le plus grand état de délabrement ; les troupes françaises, à leur passage, avaient incendié une partie des dépendances du château (2). Les bois avaient été ravagés et négligés. Les rentes et corvées mêmes étaient en partie oubliées par les tenanciers. Les prérogatives de l'avoué de Fléron étaient également pour une bonne partie tombées dans l'oubli ; ce titre menaçait de devenir purement honorifique.

Le nouveau seigneur de la Rochette habitait tantôt son hôtel de Liège, tantôt l'un ou l'autre de ses châteaux de Helmont ou d'Ahin ; ne voulant pas administrer le domaine de l'avouerie, il nomma, le 22 septembre 1688, Gilles Lambotte, son lieutenant-voué.

Le 10 décembre suivant, il donna à Gilles Lambotte une nouvelle commission, à l'effet de rechercher les biens,

(1) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, 1877, page 62.

(2) Le baron DE CRASSIER, dans ses *Recherches et Dissertations sur l'histoire de la Principauté de Liège*, page 464, dit que les Français, après avoir fait sauter la citadelle de Liège, le 31 mai 1676, firent sauter le château de Huy, ainsi que ceux de Stockhem, de Franchimont et de la Rochette. Aucune mention n'en est faite dans les registres tenus par le receveur du château. (*Archives de l'État à Liège*.) Il mentionne seulement de grands dégâts causés par les troupes françaises, et l'incendie des étables et de quelques dépendances.

cens et rentes, provenant de la maison de Ruyschenbergh et qui avaient été négligés ( 1 ).

Lambotte fit un relevé des biens, revenus et prérogatives de la seigneurie et des fiefs qui en dépendaient. Son rapport mentionne que le moulin banal, mû par le ruisseau de Géloury, était entièrement ruiné, et qu'il lui fut loué le 22 mai 1688 pour trente-cinq florins Brabant. Que la brassine située au donjon du château était également entièrement ruinée, sauf qu'il s'y trouvait encore deux rafraîchissoirs.

Lambotte occupait un quartier tenant d'un côté à la tour de Brabant et de l'autre à la brassine.

Le relevé mentionne parmi les revenus de la Rochette que la chasse était rendue pour six lièvres et trois couples de perdrix ; de 1688 à 1694, elle fut exploitée par les sergents et chasseurs du seigneur ; de 1695 à 1702, l'autorisation de chasser fut donnée à M. de Malte, dont il sera question plus loin.

Les corvées des bateliers comprenaient les voyages du seigneur et de ses gens, de la Rochette à Liège et vice-versa.

Le couvent de Beaufays devait annuellement deux livres de chandelles de cire.

Les pères carmes de Wégimont payaient deux chapons.

Les pères croisiers de Liège, dix deniers.

Le seigneur de Fraipont, annuellement un saumon.

La pêche dans la Vesdre était louée soixante florins, mais le locataire devait fournir les poissons nécessaires au château à cinq sous la livre.

La dime de la Rochette était rendue moyennant cinq écus.

(1) Archives de la Rochette, vol. B, n° 7 aux Archives de l'État à Liège.



Il n'est pas sans intérêt de savoir ce que se louaient les terres il y a deux siècles dans notre pays. La ferme du château dite « ferme d'embas », comprenant environ trente bonniers de terres et vingt bonniers de prairies et vergers, était louée en 1660 moyennant douze cents florins Brabant, dix muids d'orge, dix muids d'avoine, huit moutons gras, une charrée de foin, six corvées avec chevaux, etc. Le prédécesseur payait quatorze cents florins Brabant, un veau gras, un agneau, seize moutons, quatre vaches, une charrée de foin, toute la paille nécessaire au château « et autres choses encore selon contract ».

La ferme sur les bois dite « d'enhaut », se louait, à raison de quatre cents florins Brabant, dix muids d'épeautre, dix muids d'avoine, six moutons gras, douze corvées avec chevaux, l'entretien et le plantage des arbres fruitiers.

Le prédécesseur donnait quatre cent quatre-vingts florins, une livre de poivre et de gingembre, un veau gras, un agneau, trois moutons, etc., et encore cent florins pour le vin, une fois à donner lors de son entrée en possession de la ferme (1).

Lamotte ajoute que ces fermes ne sont louées qu'à raison de vingt florins le bonnier de terre et quarante florins le bonnier de verger et prairie.

Dans les bois de la Rochette, qui avaient une contenance de trois à quatre cents bonniers, le taillis se vendait, en 1660, de cent trente-cinq à cent trente-sept florins le bonnier et six cents fagots une fois à donner par dessus le marché.

L'autorisation de couper les genêts dans les bois se payait deux couples de poulets, et le revenu annuel de cette permission s'élevait d'ordinaire à cent couples de potlets.

Le profit des glands s'élevait parfois à deux cents florins.

(1) Archives de la Rochette, vol. B, n<sup>o</sup> 7.

Passons aux revenus d'un autre ordre :

L'autorisation d'extraire de la houille sur le domaine était rendue, en 1688, moyennant le vingtième panier au profit du seigneur. Pour le plomb, le fer et la calamine, il percevait l'onzième livre, et des autres métaux la dix-septième.

En outre, les « accenseurs » avaient donné selon leurs contrats, pour obtenir la dite permission, une somme de cinq mille florins Brabant et payaient encore trente florins par an pour user du chemin.

La souffrière « à la blanche plombière », actuellement les usines de Prayon, payait le vingtième de sa production ; mais, de ce vingtième, le seigneur de la Rochette ne percevait que la moitié, l'autre moitié retournait au prince-évêque de Liège. (1) Ce vingtième s'était chiffré, pour l'année 1688 à 1689, par mille quatre-vingts livres à cinq florins le cent, « ayant défalqué pour le tonneau trente-trois patars ».

Pour 1691, ce rendement du vingtième s'élevait à deux cent seize florins ; le soufre avait considérablement augmenté de valeur, car, en 1690, nous le voyons porté à treize florins quinze patars les cent livres.

Il se trouvait également à la Rochette une alunière ; elle était exploitée par le docteur Noville et Gilles Grisart. Pour les années 1690 et 1691 réunies, cette exploitation rapporta au seigneur dix-neuf cent vingt florins.

La dame de Plettenberg avait affecté une rente annuelle de cinquante florins due par la communauté d'Olne pour l'entretien d'un chapelain à Forêt. Le capital de cette rente, qui était de huit cents florins, ayant été remboursé, le comte

(1) Ce partage résultait d'une convention antérieure qui avait été résolue pour mettre fin aux contestations qui surgissaient constamment, par suite des empiètements de l'exploitation, située sur les confins des territoires du prince-évêque et du seigneur de la Rochette.

d'Arberg, du consentement de l'archidiacre de Stockhem , le reçut en 1688 et y substitua une autre rente sur la généralité de ses biens et ceux de son épouse.

En janvier 1693, Jean Mayart, alors chapelain de Forêt , ayant été privé de son office , et remplacé par François Debrusse, nommé par l'évêque de Liège, le comte d'Arberg s'opposa à son installation , sous prétexte qu'il avait seul le droit d'établir le chapelain. Debrusse eut recours au tribunal de l'Official de Liège , lequel rendit un mandement de maintenue en 1695.

Le chapelain mit arrêt sur les rentes du seigneur de la Rochette pour obtenir paiement de son traitement , mais le comte obtint du Conseil de Brabant, siégeant à La Haye, une ordonnance à son profit, basée sur les privilèges que lui accordaient la Bulle d'or. Les échevins de Liège donnèrent gain de cause à Debrusse , mais le comte d'Arberg s'adressa au nonce , à Cologne , et accusa le chapelain d'avoir eu recours à des juges laïcs, au mépris des tribunaux ecclésiastiques. Il obtint de ce dernier, le 15 septembre 1704, la censure et l'excommunication pour Debrusse. Sur de nouvelles enquêtes, cette sentence fut rapportée , puis confirmée l'année suivante , pendant que le chapelain se trouvait renfermé dans la ville de Huy assiégée.

Cette histoire nous rappelle, une fois de plus, la fable du « Pot de terre et du Pot de fer ». Debrusse, qui avait eu le malheur de déplaire au comte d'Arberg, se ruina en procédures , fit trois fois le voyage de Cologne pour plaider sa cause à la nonciature, et perdit son salaire des douze années pendant lesquelles il avait rempli son office à Forêt et au château de la Rochette (1).

A cette époque, l'industrie de la verrerie était fort prisée

(1) Documents communiqués par M. Lohest-de Waha.

au pays de Liège ; Gilles Lambotte , dont l'esprit entreprenant était toujours en éveil , s'étant assuré le concours de deux artistes verriers , Octave et Barthélemy Massart (1) parvint à faire partager ses projets par le seigneur de la Rochette, et, le 2 février 1693, il constitua une société ayant pour but l'exploitation d'une verrerie. Le comte d'Arberg fournissait pour sa part un emplacement au château, ainsi que les matériaux pour ériger le fourneau qui devait être construit aux frais communs des associés. Gilles Lambotte s'engageait à voyager pour vendre la marchandise fabriquée , moyennant trois escalins par jour , plus les frais de voiture. Quant aux sieurs Massart, ils devaient disposer du château pour leur logement et celui des ouvriers de la verrerie , à l'exception cependant du quartier appelé « la Beaume » , réservé au comte , et des logements du receveur et du fermier.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1694, cette association fut confirmée , et s'augmenta, à la demande du seigneur de la Rochette, d'un nouvel intéressé, Perpète de Malte, fils de Herman-François

(1) Barthélemy et Octave Massart ou Massaro étaient d'origine italienne et avaient contracté, le 6 mai 1676, un engagement avec Oda de Glen, veuve de Henri de Bonhome, propriétaire de la verrerie d'Avroy. — Voir l'article sur l'ancienne verrerie liégeoise, par M. D. VAN DE CASTEELE, publié dans le tome XX du *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, pages 461 et autres. — Voir également l'article publié par M. S. sur le même sujet, dans le même *Bulletin*, tome XVIII, p. 403. Cet article rapporte à la page 384, que le bourgmestre Bounam, ou de Bonhome, s'étant refusé à solder l'octroi ordinaire du chef de sa verrerie, répondit au trésorier général, qui le requérait d'y satisfaire, que l'impôt qu'on lui réclamait étant la contre-partie d'un privilège qui lui avait été accordé, cet impôt n'avait plus aucune raison d'être, puisque le privilège avait disparu, attendu que d'autres verreries avaient été érigées dans le pays. Il citait entre autres celle de la Rochette, dont l'auteur de l'article dit n'avoir trouvé aucune trace.

de Malte, seigneur de Daverdisse et de Vervo, conseiller de la Cour féodale et député des Etats de Liège, lequel devait avancer sans intérêts les fonds nécessaires pour la marche de l'usine, et ce, jusqu'à concurrence de huit mille florins Brabant, si c'était nécessaire.

Il était convenu également que son père soutiendrait l'association de ses conseils et de ses services, sans aucune rétribution.

Les associés ne firent pas longtemps bon ménage : dès le 9 septembre, Lambotte renonça à l'association, moyennant une somme de sept mille trois cent quatre-vingts francs, qui lui furent comptés, mais des regrets surgirent, sans doute, car le lendemain il rentra dans la société pour être définitivement remplacé, le 6 novembre 1694, par Jean de la Haye, capitaine d'une compagnie bourgeoise de la cité de Liège (1).

Lambotte avait probablement résolu de réunir toutes les industries dans le domaine dont il avait la gérance. Le 21 mai 1700, le comte d'Arberg céda à Gilles Lambotte et à ses associés un coup d'eau « à prendre hors de la rivière » de Vesdre, à l'opposite du bois le Dame, en lieu nommé » au Bouillon, commençant ledit coup d'eau, au lieu où » finit celui qui cy devant at été rendu par les seigneurs » prédécesseurs dudit sr comte à Georis et Wilhem de » Thier, et de là tout de loing de la descente de laditte » eau de Vesdre, jusqu'au ruisseau appelé de Lovegné, » scitué au dessus de Chaudfontaine, pour surledit coup » d'eau asseoir par lesdits repreneurs, toutes telles forges, » fourneaux, moulins ou autres usinnes et hernas, qu'ils » trouveront convenir, etc... » Il devait être payé annuellement « à Madame la Comtesse, tout le temps que l'usine » durera, un chapon et un pain de sucre, et présentement

(1) Archives de la Rochette, vol. B, n° 7.

» vingt bouteilles de bon vin de Beaune une fois, à l'ordre  
» de mondit seigneur le comte. » (1)

Sur la plainte des bateliers, dont le trafic se trouvait singulièrement gêné, le gouvernement liégeois s'opposa à l'édification de l'usine ; et, par acte du 20 juin suivant, les preneurs renoncèrent à achever leurs travaux, mais, le 7 décembre de la même année, ayant réussi à s'associer le seigneur de la Rochette et un nommé Polleur, ils renouvelèrent leur association, s'intéressant chacun pour un cinquième dans l'exploitation de la « fenderie » (laminoir) qu'ils érigèrent malgré les entraves suscitées par les Liégeois.

Ces entraves et embarras continuant, le comte d'Arberg adressa, le 11 mai 1701 (1), aux barons de Rahier et de Woestenraedt, tous deux commissaires de l'État noble du duché de Limbourg, la lettre suivante :

« Monsieur,

» Il vous est sans doute connu que ma terre de la  
» Rochette me donne le titre de Mareschal héréditaire du  
» Duché de Limbourg, et que cette mesme province exige  
» ayde et taille de cette terre ; cependant, le Prince et  
» Estat de Liège, fondé sur une cession de souveraineté  
» que les Estats généraux des Provinces Unies luy ont  
» faite ( : quoy que sans droit : ) cession que je n'ay  
» jamais reconnue, ne laissent pas de m'insulter dans cette  
» terre ; m'empeschant même par édict public cy joint d'y  
» dresser une fenderie que j'y ay érigée malgré eux et  
» voulant m'empescher l'ouvrage, passage à travers pour  
» les fers contre le droit des gens.

» Je suis persuadé Monsieur que la province est inté-  
» ressée en cela, et quelle est en droit de s'en plaindre

(1) Archives de la Rochette, vol. B. n° 7.



» au Roy ; en ce cas le sr Lambotte, mon officier chastelain  
» de la Rochette , vous donnera exacte information et  
» preuves de toutes les insultes et infractions contre la  
» liberté du commerce et contre les intérêts de Sa Majesté  
» qui vous sont si chers. J'ay l'honneur d'estre,  
» Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur.

» LE COMTE D'ARBERG. »

Le comte d'Arberg prétendait n'avoir jamais reconnu et ne pas vouloir reconnaître la cession faite par les États-Généraux au pays de Liège de la souveraineté sur le domaine de la Rochette ; selon lui , les États-Généraux n'y avaient aucun droit.

Or, ce fut son beau-père, comme nous l'avons vu, qui, pour faire échec à Madame de Plettenberg, insinua au gouvernement hollandais la revendication que ce dernier fit de la Rochette, ne prévoyant pas l'échange qui devait en résulter avec le pays de Liège.

Cet échange, le baron de Cortenbach dut le supporter ; mais un demi-siècle s'était écoulé, et l'intérêt du comte d'Arberg n'était plus le même que celui de son beau-père. Il lui fallait un auxiliaire pour lutter contre le gouvernement liégeois.

Cet auxiliaire, il était certain de le trouver dans le gouvernement des Pays-Bas, en remettant sur le tapis cette question du partage des Pays d'Outre-Meuse , qui n'avait jamais été bien élucidée quant à la seigneurie de la Rochette.

La guerre qui éclata cette année au sujet de la succession au trône d'Espagne, vacant par la mort de Charles II, occasionna tant de difficultés au pays de Liège que l'affaire de la Rochette fut oubliée.

Jusqu'en 1706, le seigneur de la Rochette fit partie de l'association, qui ne fut, semble-t-il, plus inquiétée dans



l'exploitation de son usine ; ce fut le 11 août de cette année qu'il renonça à sa participation dans cette affaire.

Les eaux chaudes de Chaudfontaine ayant alors déjà acquis une certaine renommée, Lambotte, malgré ses multiples occupations, eut l'idée d'en tirer profit.

Se basant sur ce que le seigneur de la Rochette disposait de la Vesdre, il obtint de lui, le 4 novembre 1704, la concession des deux petites îles dont nous avons déjà parlé, ainsi que des eaux thermales qui s'écoulaient dans la rivière.

Mais cette concession n'eut aucun résultat pratique (1), les eaux thermales jaillissant sur la rive gauche de la Vesdre, qui était territoire liégeois et en dehors du domaine de la Rochette, Gilles Lambotte n'en put tirer aucun parti, puisqu'elles n'appartenaient au seigneur de la Rochette qu'à partir du moment où elles s'étaient déversées dans la rivière. Ce n'était donc qu'une propriété illusoire (2).

Le 4 juin 1709, il renonça, moyennant une somme de trois mille écus aux droits qu'il possédait, comme avoué de Fléron, sur les habitants de l'avouerie, droits dont nous avons déjà parlé et qui se désignaient par « poules et corvées. »

Par suite des dissensions qui se prolongèrent pendant tant d'années entre le baron de Cortenbach et Madame de Plettenberg, représentée dans la suite par le Chapitre de St-Lambert, les prérogatives de l'avoué de Fléron avaient été, pour la plupart, oubliées ; et quand le comte de

(1) Archives de la Rochette, vol. B., n° 7.

(2) Ce fut en 1716 que les bourgmestres de Liège, pour marquer leur juridiction à Chaudfontaine, y firent ériger un perron à l'endroit où l'eau chaude jaillissait. En 1747, ils firent construire la grande fontaine que nous voyons encore actuellement ; DEL VAUX, *Dictionnaire géographique de la province de Liège*, tome I, p. 92.

Fresin, qui avait épousé la veuve du baron de Cortenbach, voulut réclamer aux habitants de l'avouerie les poules et corvées que ceux-ci devaient payer à l'avoué, selon les vieux usages, le jour de la St-Étienne, il rencontra une opposition qu'il ne parvint pas à vaincre.

Albert d'Arberg, son frère et successeur à la Rochette, porta cette affaire devant la cour de Fléron, qui lui donna gain de cause. Les communautés en appelèrent aux échevins d'Aix-la-Chapelle, qui confirmèrent la décision des premiers juges, et, comme les appelants voulaient encore porter le litige à la Chambre impériale de Wetzlar, les parties convinrent de s'arranger à l'amiable. Il y avait plus de vingt ans que cette affaire était en suspens.

Les communes de l'avouerie désignèrent chacune un délégué auquel elles donnèrent pleins pouvoirs. Nous voyons figurer notamment parmi ces représentants Gilles Lambotte, devenu échevin de la haute cour de Fléron.

Moyennant une somme de trois mille écus à payer en une fois par les communes de l'avouerie au comte d'Arberg, et « cent écus pour un présent à la Dame son épouse, » le seigneur de la Rochette abandonnait toutes ses prétentions au sujet des poules et corvées et remettait aux délégués les papiers et registres concernant les droits en question ; l'acte fut passé dans son hôtel de Liège, situé paroisse de St-Thomas (1).

Selon d'anciens usages, confirmés à la cour d'Olné en 1568, les seigneurs de Fraipont « pour cause de passage et comodité qu'ils ont en la rivière de Vesdre, étaient accoutumés de payer et livrer au seigneur de la Rochette, chascun an, ung poisson de quatre pieds ». Or, il y avait cinquante-un ans que cette redevance n'avait plus été payée, et le comte d'Arberg prétendait non seulement la rétablir,

(1) Archives de la Rochette, G. 8. Archives de l'État, à Liège.

mais encore percevoir les annuités qui n'avaient point été réglées. Le baron de Calwaert, seigneur de Fraipont, réclamait la prescription et refusait de satisfaire à la demande du comte d'Arberg. Cette affaire traînait depuis longtemps, quand il vint à mourir sans descendance, laissant à son neveu, Guillaume de Calwaert, sa baronnie de Fraipont ; celui-ci, en venant prendre possession de son château, au mois d'août 1708, rencontra les barons de Rahier, qui prétendaient également avoir des droits à ce domaine. Les barons de Rahier étaient accompagnés de leurs valets ; une discussion s'engagea, au cours de laquelle le baron de Calwaert reçut dans la tête un coup de feu qui l'étendit raide mort à quelques pas de son manoir (1).

Le comte d'Arberg abandonna ses revendications, moyennant une somme de vingt pistoles, qui lui fut comptée par la veuve du baron de Fraipont (2).

En 1722, la cour de Fléron ayant fait une enquête relativement à un meurtre commis dans une maison située sur le fief de Dalhem, le comte d'Arberg signala cette violation de territoire au Conseil de Brabant et lui demanda une réparation de cet attentat aux droits de souveraineté de l'Empereur comme duc de Limbourg.

Après le partage du Pays d'Outre-Meuse, Dalhem étant resté aux Hollandais, le gouvernement de Bruxelles érigea à Fouron-le-Comte une nouvelle cour féodale pour les fiefs du comté de Dalhem restés à la couronne d'Espagne.

Le seigneur de la Rochette se prévalut, pour réclamer sa qualité de sujet des Pays-Bas autrichiens, des aides et contributions qu'il payait à Fouron ; mais, cette fois encore, l'affaire n'eut pas de suite.

Les grands procès, soutenus par le comte d'Arberg,

(1) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, 1888, page 94.

(2) Archives de la Rochette, G. 8.

avaient ébréché sa fortune et l'avaient obligé à aliéner une partie de ses propriétés. Nous citerons celui qu'il soutint contre Emmanuel-Théodore de la Tour d'Auvergne, duc d'Albret, à propos des terres de Bruay, d'Embry et d'Andre, lesquelles provenaient d'Oudart de Renty, et dont les juges lui reconnurent la propriété (1).

Nous mentionnerons encore le procès contre Rasse François de Gavre, marquis d'Ayseu et comte de Beau-ricu, au sujet du comté de Peer, provenant de Charles de Gavre, mort sans descendance.

Le comte Albert d'Arberg mourut à Liège le 24 mars 1726, et fut inhumé à Helmont. Sa femme, décédée à Liège, le 17 octobre 1720, lui avait laissé deux enfants :

1<sup>o</sup> Nicolas-Maximilien-Edmond-Joseph, qui lui succéda comme seigneur à la Rochette :

2<sup>o</sup> Charles-Antoine, comte de Dion-le-Mont, mort à Bruxelles, sans enfant, le 5 février 1768, chambellan de S. M. I. et R. Ap., feldzeugmeister au service d'Autriche, colonel propriétaire d'un régiment d'infanterie, etc., épousa en premières noces Marie de Gallo et Lima, comtesse héritière de Dion-le-Mont, baronne de Noirmont. Elle mourut instituant son mari légataire universel de ses biens. — Charles-Antoine épousa en secondes noces, le 11 octobre 1762, Philippine-Charlotte, comtesse van den Berghe de Limminghe, fille unique de François-Joseph, maréchal de camp au service d'Espagne, gouverneur de la ville de Sacca en Aragon, et d'Éléonore O'Brien O'Lonegain (2).

(1) *Sentence des gens du Roy au 5 août 1717*, imprimé, communiqué par M. Lohest-de Waha.

(2) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, Généalogie de la famille d'Arberg, année 1854.

MAXIMILIEN-NICOLAS, COMTE D'ARBERG.  
1726-1765.

Maximilien-Nicolas-Edmond-Joseph, comte d'Arberg de Valengin et du St-Empire, marquis de Tricère, comte de Bruay, de Frésin, baron d'Elsloo, seigneur d'Helmout, de la Rochette, d'Ollignies, membre de l'État Noble du Hainaut, chambellan du prince-électeur de Cologne, grand bailli du comté de Looz, avait épousé en premières noces, le 10 février 1715, Anne-Rebecca-Françoise-Josèphe, comtesse de Függer-Kirchberg, de Weissenhorn et du St-Empire, fille unique de François Guidobald, conseiller, chambellan et grand écuyer de Clément-Auguste de Bavière, électeur de Cologne, et d'Anne-Rebecca de Dilhern-Althan(1). Maximilien-Nicolas d'Arberg fit dresser, par le héraut d'armes Jean-Gilles Le Fort, un tableau généalogique portant ses trente-deux quartiers armoriés et l'énonciation de ses soixante-quatre quartiers nobles.

Cette planche, datée du 10 mai 1709, représente sept générations de noblesse, tant du côté paternel, que du côté maternel, et porte les noms suivants :

**Côté paternel.**

ARBERG de Valengin. — NEUFCHATEL de Neufchatel. — CHALON de Viteaul. — LA TRÉMOUILLE de Joigny. — DARDENET de Lichécourt. — . . . . BRUPT. — CUEVE de Cueve. — TRÉVILLERS de Trévillers. — BRION de Marzannes. — BOTTON de Henricourt. — BERLAYMONT de

(1) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, 1854.

Floyon. — SERAING de Tinlot. — CHASTELER de Moulbaix. — PROISY de Bavais. — HUN de Hun. — CELLES de Villers. — GAVRE de Frezin. — RUBEMPRÉ d'Ugies. — LA MARCK de Lumay. — WASSENAER de Leyden. — RENTY d'Ambry. — GROUCHES. — LICQUES de Licques. — FOUCQUESOLLES. — LAMARCK de Lumay. — RUNCKEL de Wiede. — WASSENAER de Leyden. — EGMONT. — MANDERSCHEID de Blankenheim. — SOMBREFFE de Kerpen. — WALDECK d'Isenbourg. — HOYE.

### Côté maternel.

CORTENBACH de Helmond. — GHIISTELLES de Maelstede. — HALLEWIN de Maldegheem. — HALLEWIN de Boesingen. — RUYSCHENBERG de Setterich. — NESSELRAEDT de Holtrop. — GULPEN de la Rochette. — ARGENTEAU. — VELEN de Raesfeldt. — RAESFELDT de Raesfeldt. — MORRIEN de Noortrercken. — WENDT. — LEERAEDT de Leeraedt. — LIFFERDT de Wylich. — IMSTENRAEDT de Mheer. — HUYN d'Amstenraedt. — GONZAGUE de Mantoue. — BENTIVOGLIA. — GONZAGUE de Gonzague. — BOSCHETTE. — GONZAGUE de Novellare. — AUTRICHE de Correggio. — CAPOUE de la Tour. — COLUMNA. — LIGNE d'Arenberg. — ARENBERG de Mirwart. — CROY d'Aerschot. — HALLEWIN de Nieuport. — EGMONT de Gavre. — BAVIÈRE. — LENS d'Aubignies. — DOUVRAIN de Longueville.

Le 27 juin 1726, Maximilien d'Arberg constitua Gilles Lambotte pour relever en son nom, à la Cour féodale de Dalhem, le château et les biens de la Rochette. Le 15 mars de l'année suivante, il constitua Dieudonné Jamar de Liboy, avocat, pour présenter au prince-évêque de Liège une requête à l'effet de relever l'avouerie de Fléron.

Le 17 décembre 1726, Jean-Pierre d'Orval de Pescheler avait relevé au nom du seigneur de la Rochette, devant la

Cour féodale du duché de Limbourg, la charge de maréchal héréditaire du Duché, avec le pont de Chênée.

Le 15 mars 1727, le comte d'Arberg signa plusieurs concessions pour l'extraction de minerais, en lieux dits « aux Mahonnettes » et « Heid des Conins » dans le domaine de la Rochette. (1) Nous trouvons également une concession d'un caractère tout particulier. La vogue toujours croissante des eaux de Chaudfontaine (2), avait amené un certain Jacquemin Arnotte, à faire des recherches dans le domaine de la Rochette, à l'effet d'y découvrir des eaux chaudes ; mais le seigneur, qui lui en accorda l'autorisation par acte du 12 mai 1730, lui imposa de dures conditions.

Si Jacquemin trouvait des eaux chaudes, le seigneur de la Rochette lui promettait une récompense de quinze cents florins de Brabant ; mais s'il n'en trouvait pas, il devait, à ses frais, réparer tous les dommages, combler les bures et payer quarante florins.

Le seigneur de la Rochette avait établi un péage, non seulement sur les bateaux et les chevaux qui remontaient ou descendaient la rivière, mais encore sur les chevaux, voitures, charrettes et marchandises qui, forcément, devaient traverser sa terre ; de là, des réclamations aux États de Liège qui enjoignirent à différentes reprises au comte d'Arberg de supprimer le péage en question. Ce

(1) Le 25 août 1726, il avait donné une concession pour extraire de la houille et « taroule » vers « Géloury, au chemin de la cense de la Béole, et dans le bois de la Faxhe, » moyennant un panier sur vingt, comptés à 10 liards le panier, plus 40 fls bb<sup>t</sup> annuellement par bonnier, à titre de dommages, tant que les bures n'auront pas été comblées.

(2) Registre aux rendages de la Rochette. Archives de l'État, à Liège.



dernier ne tenant point compte de cet ordre, les Trois États décidèrent, le 7 mai 1733, de faire publier l'ordonnance suivante dans toutes les localités des environs :

« Son Altesse estant informée que malgré sa défense  
» faite le 24 juillet 1732 à N. Radoux, se disant constitué  
» du comte d'Arberg, de faire à l'avenir aucune exaction  
» à charge des batteliers de l'eau de Wesdre, le même  
» comte d'Arberg en sa qualité de seigneur de la Rochette  
» seroit assez présomptueux que de renouveler à présent  
» ces mêmes attentats et concussions, non seulement en  
» obligeant les susdits batteliers de luy payer certains  
» prétendus droits lorsqu'ils passent avec leur Batteau et  
» marchandises, mais encore qu'il auroit établi un péage  
» sur chaque cheval, charrette et voiture traversant la dite  
» Terre, à quelle effet il auroit déjà commis des personnes  
» pour lever ; Ordonne très sérieusement au dit comte  
» d'Arberg de se désister de pareils attentats et exactions,  
» à peine d'être traité comme félon ; Défendant à tous  
» batteliers de rien payer, en cas que l'on vienne à leur  
» demander quelque chose en préjudice de la présente, et  
» à tous et un chacun de rien exiger des dits batteliers,  
» ny d'autres passans sur laditte terre de la Rochette, de  
» la part dudit comte, à peine aussi d'être traité criminel-  
» lement comme félons, concussionnaires et perturbateurs  
» du repos public ; Et pour que la présente ne soit pas  
» enfreinte, Saditte Altesse ordonne à son bailly d'Amer-  
» cœur, de même qu'à tous autres officiers d'y veiller  
» exactement et de saisir toutes personnes qui oseroient et  
» se présumeroient d'arrêter ou faire payer aucun Droit  
» sur les batteaux, charette, cheval, voitures ou marchan-  
» dises passant sur la terre de la Rochette et sur la rivière  
» de Wesdre ; Voulant que la présente soit insinuée audit  
» comte d'Arberg et affichée où il convient pour la con-  
» naissance d'un chacun.

» Donné au Conseil de Sadite Altesse ce 18 may 1733.

» VIDIMÉ ROUGRAVE Vt. contresigné et apposé le seel. »

Ce mandement avait été précédé de deux autres datés du 24 juillet 1732 et du 26 août 1715. (1)

Le comte d'Arberg avait également fait élever près de ce passage, qui était terre de la Rochette, un perron ou pilori surmonté de ses armes.

Ce défi porté à la souveraineté du prince-évêque sur le domaine de la Rochette, souveraineté que le prince prétendait posséder sans partage depuis le traité de 1671, devait amener des représailles ; le prince-évêque ordonna que le poteau fût arraché et conduit à Liège.

Le 18 mai, vers trois heures du matin, un détachement de soixante à soixante-dix soldats liégeois, commandés par le capitaine Jean-Guillaume d'Agris et Philippe Mignon, bailli d'Amercœur, fit irruption dans la maison du passeur Toussaint Brasseur, arrachèrent le pilori et le transportèrent à Liège, emmenant également Brasseur et sa femme prisonniers. (2)

Le comte d'Arberg fit acter ces faits par un notaire de Soiron, duché de Limbourg ; puis, craignant d'être arrêté lui-même, il quitta son château le 19 mai, vers six heures du matin et, par des chemins détournés, se rendit à l'abbaye du Val-Dieu, où il arriva dans l'après-midi ; il en partit le lendemain pour Maestricht ; puis, le jour suivant, pour Louvain, et arriva enfin à Bruxelles.

De son côté, le prince ordonna d'acter ce qui avait été fait par son ordre, prévoyant les protestations que le comte d'Arberg ne manquerait pas d'introduire au Conseil souverain de Brabant.

(1) *Mémoire démonstratif* etc., page 112.

(2) Archives de la Rochette 1765 à 1794; Archives de l'État, à Liège

Voici la copie de cet acte :

« L'an mille sept cent trente trois du mois de May le  
» 21<sup>e</sup> jour comparurent etc. . . . Jean-Guillaume d'Agris,  
» capitaine au régiment de sadite Altesse, le s<sup>r</sup> Philippe  
» Mignon, bailli d'Amercœur, avec les s<sup>rs</sup> Charles Colson,  
» lieutenant, et Pier Antoine de Beauregard, enseigne, et  
» Dieudonné Lejeune, sergent, tous officiers du détache-  
» ment commandé le 16 courant par sadite Altesse pour  
» faire arracher et emporter le poteau et les armes du comte  
» d'Arberg, mises à la Rochette en signe de prétendu  
» droit de souveraineté, lesquels ont déclaré et affirmé  
» comme ils déclarent et affirment par serment, que les  
» armoiries qu'ils ont rapportées au Conseil privé de sadite  
» Altesse, sont les mêmes que celles qu'ils ont abattues et  
» arrachées par ordre de sadite Altesse et qui estoient mises  
» sur le frontispice d'une maison située à la Rochette, où  
» ledit comte avait établi un péage ou tolle sur chaque  
» voiture ou cheval, déclarant aussi et affirmant sous le  
» même serment, que le poteau qu'ils ont ramené est véri-  
» tablement celui qu'ils ont arraché sur ladite terre, lequel  
» poteau porte deux manottes de fer avec chaînes, et une  
» banderolle avec les mêmes armoiries étant telles, scavoir  
» un écu de gueule au pal d'or, chargé de trois cheverons  
» de sable, accompagné pour tenant de deux maurs au  
» naturel, vêtus de cotes d'armes au blason de l'écu, leur  
» tête bandée d'argent, portant des épées nues au gardes  
» d'or, ledit écu est surmonté d'une couronne et bonnet de  
» gueule orné d'un cercle d'or garni de grosses perles  
» enfilées dans des pointes d'or et rehaussé d'un globe avec  
» une croix d'or rebrassé d'une bande d'hermine, lesquelles  
» armoiries faites de la manière suscite et peintes comme  
» ci-desus, lesdits officiers réitérent par serment, etc., etc.  
» Ce qui a été fait et passé dans ladite chancellerie sieze  
» dans le palais Épiscopal de Liège, en présence des s<sup>r</sup>

» Jacques Henri Lefort écuyer et hérault d'armes appelé par  
» ordre de sadite Altesse, et de Bernard Libert et Jean  
» Baptiste Braye comme témoins à ce spécialement requis  
» et appelés, etc. . . . (1) ».

Le héraut d'armes Le Fort, qui avait pour mission de faire observer les règlements sur les prérogatives de la noblesse et de signaler les usurpations de titres, armes et autres marques d'honneur, informa le prince que le comte d'Arberg avait usé sur le poteau arraché à la Rochette, d'une couronne fermée et fourrée d'hermines, telle que les familles princières souveraines du Saint--Empire la portaient.

Il demandait au prince-évêque d'ordonner au Procureur général d'obliger le comte d'Arberg à produire ses titres ou diplômes, l'autorisant au port de cette couronne, ou qu'il lui soit fait défense d'en surmonter dorénavant ses armoiries.

Cette lettre fut apostillée par le prince-évêque, qui ordonna au Procureur général de poursuivre l'affaire (2).

L'Archiduchesse gouvernante des Pays-Bas, à laquelle le comte d'Arberg s'était adressé pour réclamer contre la violation de son territoire, qu'il déclarait faire partie des Pays-Bas Autrichiens, désapprouva, par son ordonnance du 6 novembre 1733, le péage que le seigneur de la Rochette avait exigé; mais alors la question de souveraineté se trouvant agitée et adroitement exploitée par le comte d'Arberg, qui exigeait la remise du poteau à ses armes à l'endroit d'où il avait été enlevé, et étant donnée l'influence du seigneur de la Rochette, dont la fille aînée était dame de la Cour de l'Archiduchesse gouvernante, cette affaire prit des proportions graves pour le prince-évêque de Liège.

(1) *État primaire*, reg. n° 176.

(2) LE\_FORT, III<sup>e</sup> partie, *Arberg*.

Il y avait près de deux ans que cette grosse question traînait sans résultat, quand la gouvernante des Pays-Bas, informa, le 27 mai 1735, le prince-évêque qu'elle ne porterait son attention, pour en faire justice, sur les entreprises du comte d'Arberg contre les droits de Sa Majesté Impériale, en exigeant un péage sur ses terres, que lorsqu'il aurait fait rétablir le poteau à la Rochette tel qu'il existait antérieurement. Et pour confirmer sa volonté inébranlable, elle fit saisir, le 17 juin 1735, à titre de représailles, les biens des sujets liégeois sur les territoires du Brabant et du Limbourg.

Les revenus du chapitre de St-Barthélemy, à Lincant, ainsi que ceux de l'abbaye de St-Laurent entre autres, furent saisis. (1)

Le prince-évêque répondit à la gouvernante en ces termes :

« Madame,

» Ce n'a pas esté sans étonnement que j'ay vû par la  
» lettre que V. A. S. m'a fait l'honneur de m'écrire le  
» 27 may dernier, la résolution qu'Elle a prise d'encharger  
» ses conseillers fiscaux de faire le devoir nécessaire auprès  
» du Conseil de Brabant pour faire casser et annuler ce  
» qui a-esté fait par mes ordres à la Rochette, contre les  
» entreprises attentatoires du comte d'Arberg, mon vassal,  
» en préjudice de mes Droits et Régaux, et pour faire reparer  
» les prétendues violences qu'on figure avoir esté com-  
» mises par l'arrachement du poteau et des armes dudit  
» comte, mises en signe de souveraineté, pour y établir  
» l'exaction de certains peages, tant par terre que sur la  
» rivière de Wesdre à charge de mes sujets et autres du

(1) *Mémoire démonstratif*, etc., pages 118, 119 et 120.

» voisinage , puisque par le mémoire que j'avois joint  
» à ma lettre du 27 août 1734 mon droit de supériorité  
» territoriale à la Rochette y est clairement démontré,  
» aussi bien que ma possession continuée depuis plusieurs  
» siècles : Cependant Madame, comme V. A. S. me marque  
» par la lettre qu'ayant fait examiner ce mémoire, Elle n'y  
» a trouvé aucun fond de Droit, de quoy je suis très  
» surpris ; J'ay l'honneur de Luy mettre en considération  
» que ce n'est pas le Conseil de Brabant qui doit juger de  
» mes droits et Régaux, et que suivant les concordats  
» arrivez entre les Princes souverains du Pays-Bas et les  
» évêques et Princes de Liège mes prédécesseurs, lorsqu'il  
» survient quelque différend au sujet de quelque terre  
» ou droit contesté de part et d'autre, on doit nommer  
» respectivement des commissaires pour en connoître et  
» le décider selon l'équité et la justice si on ne peut en  
» convenir amiablement. Ce pourquoy je prie V. A. S.  
» de nommer de son côté un ou plusieurs commissaires  
» et j'en feray de même du mien, à l'intervention des  
» États-Généraux qui sont mes garants à l'égard de la  
» Souveraineté de la Rochette à qui j'ay donné part de la  
» résolution de V. A. S. qui m'est signifiée par sa dernière  
» lettre : par cette voye, Madame, les choses se traiteront  
» dans l'ordre et paisiblement au lieu que par les arrêts  
» que le Conseil de Brabant pourroit décréter sur les  
» Personnes et Biens de mes sujets, ainsi qu'on m'informe  
» qu'il doit faire, s'il ne l'a déjà pas fait, on va mettre les  
» Pays respectifs en trouble et confusion, puisqu'en ce cas  
» je seray contraint d'user de représailles en faisant réci-  
» proquement arrêter les personnes et Biens des sujets du  
» Pays-Bas, ce qui ne pourroit être, Madame, que très  
» funeste, et d'une conséquence très-dangereuse dans la  
» présente conjoncture du tems où je suis obligé de fournir  
» à Sa Majesté Impériale et Catholique et à l'Empire, un

» contingent considérable, pour contribuer à soutenir en  
» qualité de prince d'Empire, le poids de la guerre. V.  
» A. S. a trop de lumière et trop de pénétration pour ne  
» pas entrevoir les suites fâcheuses de ces Arrêts dont  
» mon pays est menacé ; J'ose espérer de sa grande équité,  
» et de son amour pour la paix, qu'Elle fera de son côté  
» tout ce qui convient pour les prévenir, en réfléchissant  
» que ce qui a été fait à la Rochette par mes ordres et de  
» l'avis de mes États, ce n'a été que pour le maintien  
» nécessaire de mes droits et régaux, contre les attentats  
» crians d'un vassal. Dans cet espoir j'ay l'honneur d'être  
» dans un très profond respect, Madame, de V. A. S.

» Le très-humble et très-obéissant serviteur.

» Signé — GEORGES-LOUIS.

» A Serain, le 26 juin 1735. (1)

Cette lettre, appuyée par une autre, émanant du ministre résident des États-Généraux à Bruxelles, était accompagnée d'un mémoire sur les droits de souveraineté que possédait la Hollande sur la Rochette, avant le traité de 1671, et demandait de soumettre le litige à un arbitrage (2). Mais l'Archiduchesse gouvernante fit confirmer son ordonnance du 17 juin par une seconde, datée du 8 juillet 1735 :

« CHARLES, par la grâce de Dieu empereur des Romains,  
» etc. au premier des huissiers de nôtre Conseil ordonné en  
» Brabant, salut. Nous avons reçu la supplication de nôtre  
» cher et féal le conseiller procureur général de Brabant,  
» contenant que quoique la seigneurie de la Rochette ap-  
» partenant au comte d'Arbergh, avoit été notoirement de  
» tous tems sous nôtre Domination et Souveraineté comme

(1) *Mémoire démonstratif*, etc., page 115.

(2) *Mémoire démonstratif*, etc., page 117.



» Duc de Brabant et de Limbourg, il étoit néanmoins qu'on  
» y avoit entrepris plusieurs attentats par voyes de fait, de  
» la part de l'Evêque et prince de Liège, nommément le  
» 18 May 1733, le bailly du Pontamercœur, N. Mignon,  
» accompagné d'une troupe de soldats de Liège armez,  
» s'étoit jetté dans la maison de Servais Del Rez, située  
» près du chateau dudit comte d'Arbergh, au passage  
» d'eau, lesquels après avoir commis plusieurs insultes, et  
» proféré plusieurs menaces d'en venir aux coups, s'étant  
» même emparez de quelques linges, avoient détruit la  
» nacelle qui servoit audit passage; ayant de plus arraché  
» le pilloris aux armes dudit comte qui étoit planté auprès  
» de la maison dudit Del Rez et l'avoient enmenés sur une  
» charette, qu'ils s'étoient fait livrer par force par Simon  
» le Foulon, cela fait une partie de ces soldats qui s'étoient  
» détachés des autres qui restoient chez ledit Del Rez,  
» enleverent la personne de Toussaint Brasseur, commis  
» à la recette des droits du comte d'Arbergh, et aussi sa  
» femme inhabitants dudit Rochette, et les transportèrent  
» dans la ville de Liège, où ledit Brasseur et sa femme  
» ayant séparément été emprisonnés y avoient subi l'exa-  
» men, et l'un et l'autre y avoient été traités en criminels  
» jusqu'au 10 Août en après, le même 18 May 1733, jour  
» auquel furent commises lesdites insultes et attentats,  
» deux mandements ou ordonnances furent émanés de la  
» part dudit prince de Liège, dans l'un desquels ledit  
» comte d'Arbergh étoit traité de perturbateur du repos  
» publicq, et menacé d'être poursuivi criminellement et  
» comme félon avoit fait inthimer ces mandements par un  
» huissier ou sergent de Liège au chateau dudit comte  
» d'Arbergh en son absence, à un de ses domestiques, et  
» ils avoient ensuite été publiés et affichés ès lieux circon-  
» voisins, et en la ville de Liège, le Baron de Roost, lieu-  
» tenant des fiefs avoit en outre le 3 juillet de la même

» année fait inthimer le comte d'Arbergh en la personne de  
» son receveur Radoux , à comparoître pardevant la cour  
» des fiefs à Liège , pour s'y voir déclarer félon , et descheu  
» de la vouerie de Fléron , pour icelle être réunit à la table  
» Episcopale , cette citation avoit été du depuis réitérée ,  
» même l'action avoit été introduite sur un autre adjour-  
» nement du 20 Aout 1733, dont l'inthimation avoit été  
» faite par affiche sur la porte du chateau de la Rochette ,  
» et sur celle du palais à Liège , que deplus, le 4 février de  
» la présente année, le bateau d'un nommé Jean Jeucker ,  
» sur la rivière de Wesdre appartenante à nous et au  
» comte d'Arbergh , à titre de Maréchal héréditaire de  
» notre pays et duché de Limbourg ayant coulé à fond ,  
» et une personne native de Malmedy ayant eu le malheur  
» d'être noyée , les officiers du comte d'Arbergh en  
» avoient pris information , et fait visiter le cadavre par  
» un chirurgien en présence de plusieurs personnes , et  
» l'ayant ensuite fait enterrer dans la chapelle de la  
» Rochette , il était arrivé le 18 dudit mois de fevrier ,  
» qu'une troupe d'environ quarante soldats envoyés de la  
» part de l'évêque et prince de Liège , se rendirent au  
» château de la Rochette , accompagnés de gens de loix  
» de Fléron , firent deterrer ledit cadavre , et en firent la  
» visite , ils se transporterent ensuite à la rivière , pour  
» retirer ledit bateau , mais n'en ayant sceu venir à bout ,  
» ils le firent retirer par les habitans de Fléron , depuis  
» peu les commis aux aydes du pays de Liège interpellèrent  
» les habitans de la Rochette à ce qu'ils auroient à leur  
» payer les droits des bierres , vins et brandevins , et ceux  
» imposés sur les bêtes que l'on y tuoit , leur interdissant  
» de brasser , de tuer , ni encaver du vin sans leur avoir  
» annoncé , toutes lesquelles entreprises et voyes de fait  
» tendoient à violer notre pouvoir suprême sur ladite  
» seigneurie de la Rochette , et rivière de Wesdre , pour

» reduire l'un et l'autre au pouvoir de l'évêque et prince de  
» Liège , et à opprimer nos bons et fidels sujets , nonobs-  
» tant les privilèges de la Bulle d'or contre lesquels avoit  
» été si grièvement impugné , que ledit comte d'Arberg  
» avoit été obligé d'en faire des plaintes à nôtre très chere  
» et très aimée sœur Marie-Élisabeth , archiduchesse  
» d'Austriche et gouvernante de nos Pays-Bas , laquelle  
» après avoir pris une pleine et entière connoissance de  
» cette affaire , en avoit signifié ses ordres à nôtre Conseil  
» ordonné en Brabant par la lettre qui lui fut adressée  
» le 17 de juin dernier , lesquels étoient modifiés par autre  
» lettre de nôtre ditte très chère et très aimée sœur ,  
» envoyée au suppliant , le 4 de juillet dernier , sujet de  
» son recours à nous , requerant d'accorder au suppliant  
» lettres cassatoires des susdits attentats , informa , et  
» desuite par forme de represailles , permission d'arrêt  
» sur les biens et immeubles des Liégeois qui se trouvent  
» en ce pays de Brabant et Outremeuse , pour y recouvrir  
» tout dommage et intérêts soufferts et à souffrir , tant  
» par nous que par le comte d'Arberg et par nos sujets  
» inhabitans de la seigneurie de la Rochette , respective-  
» ment à libeller avec dépens , *Pour ce est il* , que Nous ce  
» que dessus considéré , vous Mandons et Commandons  
» par cettes , qu'à la requisition du suppliant faites expres  
» commendement de par Nous tant audit Evêque et prince  
» de Liège , Bailly de Pontamercœur , N. Mignon , Baron  
» de Roost , lieutenant des fièfs , gens de loix de Fléron ,  
» aux commis aux aydes du dit Pays de Liège , qu'à tous  
» autres qu'il appartiendra sur certaines grosses peines et  
» amendes , qu'incontinent et sans dilay il cassent , revoc-  
» quent , et mettent à néant à leurs frais et dépens ou  
» fassent casser , revocquer et anéantir respectivement les  
» attentats , insultes , arrêts , mainfortes , procédures et  
» violences repris ci-dessus , commis et empris contre

» notre souveraineté en notre dit Pays de Limbourg et  
» d'Outre-Meuse, contre ledit comte d'Arbergh, les habi-  
» tans de la Rochette, et tous autres nos bons sujets par  
» voyes de fait en la forme et manière ci-devant énoncées,  
» avec tout ce qui en est suivi, et en dépend, et se gardent  
» et abstiennent de plus faire ou commettre désormais le  
» semblable en aucune manière, que ce soit, ains laissent  
» les choses dans l'état qu'elles étoient avant lesdits  
» attentats, à ce les contraignant réellement et de fait par  
» toutes voyes et manières de contrainte à ce servantes,  
» vous permettons et cependant commandons par cettés  
» d'arrêter et saisir les biens immeubles des Liègeois qui  
» se trouvent dans notre Duché de Brabant et dans icelluy  
» de Limbourg et d'Outremeuse pour y recouvrir tous  
» dommages soufferts et à souffrir tant par nous, ledit  
» comte d'Arbergh, que par nos dits bons sujets, et au  
» cas ils demandent quelque chose sur nôtre dite souve-  
» raineté, nos vasseaux, et inhabitans de notre dit  
» Duché de Limbourg et d'Outremeuse, qu'ils fassent  
» leur demande et la poursuivent en nôtre dit Conseil  
» ordonné en Brabant, à qui la connoissance en appar-  
» tient, et où leur sera fait et administré bon brief Droit  
» et expédition de justice, nos dits commandemens  
» primes et avant tout furnis et accomplis. Car Ainsi  
» Nous Plait-il, donné en nôtre ville de Bruxelles  
» sous nôtre grand sêel, ce 8 juillet 1735. Paraphé Hag.vt.  
» Plus bas étoit par l'Empereur en son Conseil: Etoit signé  
» P. van Cutshem. » (1)

Le blâme impérial déversé ainsi publiquement sur les actes posés par le prince-évêque, devait froisser ce dernier. Il résolut de tenir tête à l'orage, et sur l'avis

(1) Communiqué par M. Lohest-de Waha.

de son chapitre , il ordonna aussi , le 22 août 1735 (1), les arrêts et saisies dans le pays de Liège, des biens des Brabançons et des Limbourgeois. Mais , par un nouveau mandement en date du 5 septembre 1735, les saisies et arrêts furent maintenus pour les seuls biens immeubles.

Le 3 septembre, la gouvernante des Pays-Bas répondit au mémoire du ministre résident des États-Généraux, en refusant de faire examiner le litige par commissaires et de donner suite à cette affaire, tant que le prince-évêque de Liège n'aurait pas rétabli les choses dans leur état primitif. Ce dernier fit alors publier un recueil intitulé :

« Remarques faites de la part de Son Altesse Monseigneur  
» l'évêque et prince de Liège, sur la réponse délivrée le  
» 3 septembre 1735 de la part de Son Altesse Sérénissime  
» l'Archiduchesse Gouvernante des Pays-Bas Autrichiens,  
» au mémoire lui présenté par M. d'Assendelf, ministre de  
» L. H. P. les États-Généraux des Provinces-Unies près de  
» la personne de S. A. S. à Bruxelles, touchant le château  
» et les héritages de la Rochette ».

Le prince-évêque fit également imprimer, à Ratisbonne, cette même année, un mémoire sous le titre de :

« Memoriale nomine Reverendissimi et Celsissimi Domini  
» Domini Episcopi ac Principis Leodiensis, Sacri Romani  
» Imperii Electorum Principum et Statuum ad præsentia  
» comitia Legatis consiliariis nec-non Deputatis expositum,  
» arresta ab Austriaco-Belgico Regimine ob causam in  
» sequenti specie facti appositis et allegatis Documentis  
» roborata in Leodiensium substantias Austriaco-Belgii  
» sitas, Decreta et executæ concernens.

» Ratisbonæ, Typis Hieronymi Lenzii. MDCCXXXV. »

A cette brochure, il fut répondu par un ouvrage imprimé à Bruxelles et intitulé :

(1) *État primaire*, n<sup>o</sup> 176.

« Mémoire Démonstratif, que la terre et château de la  
» Rochette est scituée au Duché de Limbourg, et qu'elle est  
» incontestablement de la souveraineté de Sa Majesté  
» Impériale et Catholique, comme duc de Limbourg;  
» ensemble un autre mémoire instructif que Sa Majesté  
» Impériale et Catholique est en droit de se servir de la  
» voye d'arrêt, lorsqu'on empiete sur sa souveraineté, ou  
» lorsque par les voyes de fait on trouble sa possession  
» incontestable, d'y exercer sa juridiction par les Conseils  
» Royaux, et que c'est un usage constamment pratiqué et  
» observé en ces Pays-Bas, servant de réponse à un écrit  
» intitulé : *Memoriale nomine Reverendissimi et Celsissimi*  
» *Domini Domini Episcopi ac Principis Leodiensis*, etc.  
» imprimé à Ratisbonne l'an 1735, qui sera pareillement  
» inséré.

» A Bruxelles, chez George Fricx, imprimeur de Sa  
» Majesté Impériale et Catholique, 1736 ».

L'évêque de Liège fit suspendre l'action criminelle qui avait été intentée contre le seigneur de la Rochette et mettre en liberté Toussaint Brasseur et sa femme.

La question de souveraineté ne fut point encore tranchée, et comme les arrêts et saisies étaient aussi préjudiciables aux Brabançons et Limbourgeois qu'aux Liégeois, il y eut bientôt un relâchement tacite dans l'exécution des ordonnances, qui finirent par tomber dans l'oubli (1).

(1) Jean-Remy de Chestret, avocat et ancien bourgmestre de Liège, fut délégué le 3 juillet 1736 pour rechercher à la cour féodale de Dalhem toutes les pièces qu'on y découvrirait «concernant la souveraineté et la mouvance féodale de la seigneurie de la Rochette». Le 5 novembre suivant, les bourgmestres du château et de Chestret sont chargés de travailler à un «précis des droits compétents à Son Altesse et à son église sur la Rochette» et d'achever au plus tôt leur information.

Suivant le traité de Munster en 1648, il est évident que la Rochette restait aux Pays-Bas espagnols, puisque les troupes hollandaises n'en prirent jamais possession; mais le traité de 1661, tout en ne désignant pas cette terre dans le partage des pays d'Outremeuse, mentionnait, comme tombant en partage aux Hollandais, le château de Dalhem, ainsi que les fiefs étrangers, seigneuries et biens qui en dépendaient.

Or, il est plus que probable que ni l'une ni l'autre des parties contractantes ne pensèrent en ce moment à la terre de la Rochette; elle pouvait se comprendre dans cette désignation, et c'est ce que prétendirent les États-Généraux.

Le traité de 1671, entre les États-Généraux et le pays de Liège, qui fut préparé de longue main, puisqu'en 1669 déjà les bases en avaient été jetées, et avec une certaine notoriété, ne souleva aucune objection de la part du gouvernement de Bruxelles. Ce ne fut qu'au moment où le conflit surgit avec le comte d'Arberg, relativement au péage et à l'enlèvement du poteau à ses armes, que le gouvernement des Pays-Bas prit fait et cause pour le seigneur de la Rochette qui n'avait cessé de payer sa cote à Fouron-le-Comte, comme sujet du Brabant, et revendiqua la souveraineté qu'il prétendit n'avoir jamais aliénée.

Le péage fut supprimé, ou tellement réduit qu'il n'y eut plus de réclamation de la part des bateliers, et tous les débats rentrèrent de nouveau dans l'oubli pour quelques années.

Les effets du système du trop fameux financier Jean Law se faisaient sentir jusqu'en Belgique; l'argent était devenu extrêmement rare. Cet état de choses ajouté à l'insouciance et au luxe déployé par les grands seigneurs, avait plongé plus d'un de ceux-ci dans la gêne. Le comte d'Arberg se trouvant dans le même cas, eut recours à la Gouvernante des Pays-Bas, à laquelle il adressa une requête, où il rappe-



lait l'ardeur qu'il avait déployée pour soutenir les droits de S. M. Impériale, même au détriment de sa fortune.

Il disait y avoir dépensé plus de cinq mille écus, et, malgré cela, on lui réclamait encore ses contributions entières comme au plus simple particulier.

Il n'a jamais demandé aucune grâce de cour, aussi est-il le seul cavalier du pays qui n'en ait point ressenti les effets. Il rappelle les services de ses ancêtres à la maison Impériale, et entre autres, celui qu'il a rendu à Mons à l'occasion de l'emprunt. « Il est notoire » dit-il, « que le » comte d'Arberg y a eu telle part que, sans lui, cet » emprunt n'eut pas passé, c'étoit cependant dans un tems » où le besoin étoit pressant, et tel que la conduite du » comte d'Arberg a été agréable à S. M. I. et C., que non » seulement Elle a daigné le lui faire témoigner, mais » encor qu'Elle a recommandé très expressément à S. A. S. » de l'honorer de ses grâces, dans toutes occasions qui se » présenteront. Tant de bénignités distinguées de la part » de l'Auguste Maître, sont restées sans fruits, et le comte » d'Arberg n'en est pas moins sans faveur ni avantage de » cour. Et come il se voit chargé d'une famille nombreuse, » et qui augmente tous les ans, il a son très humble » recours vers S. A. S, la suppléant d'avoir égard favorable » à la dépense ou il est exposé, tant pour placer l'une de » ses filles à Mons, ensuite de la prébende que S. A. S. » a bien voulu le gratifier, que pour faire recevoir dans » l'ordre de Malte, deux de ses cadets de minorité, pour » lesquels il faut trouver une somme de 700 pistolles, ce » qui n'est pas en son pouvoir. Ce qui fait espérer que » S. A. S. sera servie de lui accorder l'exemption des » tailles, aides et subsides, pour sa terre de la Rochette » jusqu'à ce qu'il soit refourni des frais et dépens, » dommages et intérêts, qu'il a essuié à l'occasion de ladite » terre; etc.... » .

Pendant la guerre de la succession d'Autriche, la Rochette eut encore sa part de vicissitudes ; les armes impériales qui se trouvaient sur la porte du château , étaient tombées de vétusté , et malgré l'opposition du châtelain et receveur de la Rochette , des troupes autrichiennes sous prétexte qu'elles se trouvaient en pays de Liège , y prirent leur cantonnement d'hiver. En novembre 1746 , le lieutenant de bus-sards Ziska de Troznau s'y trouvait avec quarante hommes ; c'était une charge désastreuse pour la petite seigneurie. Le comte d'Arberg s'adressa au comte de Bathiany , feld-maréchal des armées impériales , pour lui remontrer que la Rochette n'était point du pays de Liège , mais bien terre héréditaire de l'Empereur , et , par conséquent , devait être exempte du logement des troupes autrichiennes.

Le 12 septembre 1747 , le comte de Bathiany , étant à Verviers , fit droit à la réclamation du comte d'Arberg.

La comtesse d'Arberg étant morte le 24 décembre 1731 , son mari épousa en secondes noces , en 1733 , Henriette du Han de Martigny , fille de Philippe du Han , comte de Martigny , chambellan et conseiller d'État des ducs Charles et Léopold de Lorraine , grand veneur et grand fauconnier de Lorraine , et de Françoise-Catherine de Roquefeuille. Cette seconde épouse mourut le 26 mai 1742 et le comte d'Arberg épousa en troisièmes noces , le 16 décembre 1764 , Ferdinande-Louise de Horion , chanoinesse de Nivelles.

Des deux premiers mariages naquirent quinze enfants , six du premier et neuf du second :

1<sup>o</sup> Isabelle-Françoise , née en 1716 , dame de la Cour de l'archiduchesse Marie-Elisabeth , à Bruxelles , et dame de l'Ordre de la Croix étoilée par réception du 3 mai 1734 , décédée sans alliance.

2<sup>e</sup> Antoinette-Claire-Cécile , née en 1718, mariée à N. de Gronde, officier dans *Royal-Dragons*, au service de France, gentilhomme d'Auvergne.

3<sup>e</sup> Charles-Maximilien-Albert - Népomucène , né au château de la Rochette et baptisé dans la chapelle castrale le 16 novembre 1724, chambellan de S. M. I. et R. en 1744, membre de l'État noble de Hainaut par réception du 17 décembre 1749, colonel du régiment d'*Arberg*, infanterie, au service d'Autriche.

4<sup>e</sup> Olympe-Félicité , baptisée à la Rochette, dans la chapelle castrale, le 17 janvier 1727.

5<sup>e</sup> Clément-Auguste-Marie, né à la Rochette et baptisé dans la chapelle castrale le 18 mai 1728, ayant pour parrain Auguste-Clément de Bavière, prince-électeur et archevêque de Cologne, capitaine d'une compagnie de grenadiers wallons au service des Provinces-Unies, mort à Tournay en 1752, sans alliance.

6<sup>e</sup> Thomas-Gabriel, né en 1730, mort le 14 mars 1740.

7<sup>e</sup> Charles-Alexandre, né en 1734, qui suivra comme seigneur de la Rochette

8<sup>e</sup> Antoinette-Catherine-Yolande, née en 1735, chanoinesse de Nivelles par réception du 29 juin 1749, morte le 6 juillet 1796.

9<sup>e</sup> Nicolas-Antoine, entra au régiment de son oncle en 1749 ; il était feld-maréchal-lieutenant au service d'Autriche en 1783, gouverneur de Mons, grand bailli du Hainaut, colonel-propriétaire d'un régiment de son nom, chambellan de S. M. I. et R., né en 1736, il mourut à Bruxelles en 1813. Il avait épousé Françoise-Claudine, princesse de Stolberg-Geudern ; le prince Charles de Lorraine, gouverneur général des Pays-Bas, signa le contrat de mariage. Cette alliance donnait pour beau-frère au comte d'Arberg, Charles-Edouard-Louis Stuart, dit

le chevalier de Saint-Georges ou le Prétendant, petit-fils de Jacques II, roi d'Angleterre et d'Ecosse.

Il eut quatre enfants, dont un fils, qui fut chambellan de l'empereur Napoléon I<sup>er</sup> et mourut sans alliance à Bruxelles, le 18 mai 1814 ; avec lui s'éteignit la descendance mâle légitime des comtes d'Arberg (1).

10<sup>e</sup> Charles-Marie, né en 1737, capitaine au régiment d'*Arberg*, puis au régiment d'*O'Donnel*, cuirassiers, au service d'Autriche, mort à Gand sans alliance le 27 juillet 1766.

11<sup>e</sup> Jean-Baptiste, né en 1738, capitaine au régiment de *Kolowrath*, au service d'Autriche, mort sans alliance.

12<sup>e</sup> Léopold-François, né en 1739, capitaine au régiment d'*O'Donnel*, mort en célibat.

13<sup>e</sup> Béatrix-Désirée, née en 1740, morte au berceau.

14<sup>e</sup> Anne-Louise, aussi morte au berceau.

15<sup>e</sup> Marie-Hermine-Claudine-Henriette, née en 1742, chanoinesse de Nivelles, reçue le 29 juin 1749 (2).

Le comte Maximilien-Nicolas d'Arberg, mourut en 1767 ; le 27 février 1765, il avait transporté le château et les biens de la Rochette à son fils Charles-Alexandre, pour lequel Jean-Guillaume-Joseph Poswick, licencié ès lois et greffier de la Haute-Cour du duché de Limbourg, releva devant la Cour féodale de Limbourg, la charge de maréchal héréditaire du duché, avec le pont de Chénée, le 27 mai 1765 (3).

CHARLES-ALEXANDRE, COMTE D'ARBERG. — 1765.

Charles-Alexandre, comte d'Arberg de Valengin et du Saint-Empire, avoué héréditaire de Fléron et maréchal

(1) Une de ces enfants, Félicité-Charlotte-Honorine, fut baptisée à la Rochette le 2 mai 1779 ; *Registres paroissiaux de Forêt*.

(2) *Annuaire de la Noblesse de Belgique*, 1854.

(3) *Rendages de la Rochette*, 1765-1794.

héréditaire de Limbourg par relief du 27 mai 1765, seigneur de la Rochette par relief du 7 mai 1765 à la Cour féodale de Dalhem. Le 3 juillet de la même année, le comte d'Arberg releva l'avouerie de Fléron ; il renouvela ce relief le 16 juin 1772 et le 23 août 1785 (1).

Né en 1734, il se destina d'abord à l'état ecclésiastique, et fut nommé chanoine de Saint-Paul à Liège, de Tournai et de Leuze, puis il obtint la prébende de François-Louis de Breidbach, au chapitre de St-Lambert à Liège, et fut reçu chanoine noble le 12 février 1765 (2).

À peine en possession de la Rochette, le comte d'Arberg s'empessa d'affirmer ses prérogatives et droits. Le 28 mai 1765, il autorisa le meunier de la Rochette à saisir les farines et pains des habitants de la terre de la Rochette qui ne se serviraient pas du moulin banal ; par contre, une amende de quinze florins était appliquée au meunier, s'il se trouvait en défaut de farine.

Ceux qui avaient vendu de la bière sur la terre de la

(1) *Rendages de la Rochette, 1765-1794.*

En 1726, le passage d'eau de Chaudfontaine, depuis la venue d'Hauster jusqu'à celle de la Rochette, était loué moyennant une rente annuelle de soixante-cinq florins.

En 1729, ce même passage, avec la maison « vis-à-vis la cense de Chaudfontaine », était loué pour douze écus. En 1766, le passage d'eau de Vaux-sous-Chèvremont était loué moyennant neuf florins et demi Brabant. En 1777, celui de la Brouck était loué moyennant quarante florins Brabant.

Le 18 novembre 1772, un meunier de Chaudfontaine obtint l'autorisation du seigneur de la Rochette, de surélever la digue de son moulin, en payant annuellement, au jour de Saint-Étienne, un chapon de cens, évalué à vingt-cinq sous Brabant. Le meunier payait, en 1734, six florins Brabant en remplacement de la moitié des poissons qu'il devait sur sa pêcherie.

(2) DE TIEUX, tome IV, fol. 87.

Rochette sans autorisation étaient passibles d'une amende. L'autorisation coûtait six florins par an (1).

Le 26 octobre 1766, le bateau qui allait à Fraipont fut arrêté parce qu'il naviguait un dimanche, et la propriétaire de la barque dut payer une amende de vingt florins Brabant (1).

Suivant un ancien usage, les personnes qui se noyaient dans la Vesdre et étaient repêchées sur le parcours de cette rivière dépendant de la seigneurie de la Rochette, étaient enterrées dans la chapelle du château. C'est ainsi qu'une personne repêchée le 27 septembre 1765 au passage d'eau de la Brouck, et trois autres, en 1769, retrouvées, la première vis-à-vis des Grands Bains de Chaudfontaine, la seconde, à la fenderie de la Rochette, et la troisième sur l'île du Moulin de Chaudfontaine, furent inhumées dans la chapelle castrale.

Cet usage se conservait pour perpétuer la tradition des droits du seigneur de la Rochette sur tout ce que les eaux de la Vesdre engloutissaient. Nous avons déjà dit que le batelier, dont le bateau sombrait, devait payer une amende pour avoir l'autorisation de le renflouer, et devait même quelquefois abandonner une partie de sa cargaison ; mais ce qui de nos jours paraîtrait bien plus arbitraire, c'est que ces droits s'étendaient même sur les corps des personnes noyées, que l'on ne pouvait sortir de l'eau qu'avec l'autorisation écrite du seigneur, et après avoir acquitté une amende dont le montant était fixé par lui.

Le 14 février 1629, un ponton chargé de vingt personnes descendait la Vesdre, vis-à-vis du château de la Rochette ; ce bateau portait une joyeuse société, une noce. La rivière, grossie par la fonte des neiges, devait être très

(1) *Rendages de la Rochette, 1765-1794.*

dangereuse en cet endroit, où elle forme un coude assez brusque : le ponton fit naufrage « en dessous du Bois-des-Dames » et dix des malheureux qui le montaient périrent dans les flots.

De ces dix personnes, neuf furent retrouvées sur le territoire du seigneur de la Rochette et, pour obtenir l'autorisation de les retirer de l'eau, il fallut payer un florin d'or par tête.

Le 23 mars 1660, un habitant de Vaux-sous-Chèvremont demeurant « à la fenderie de Ster », demanda la permission de pouvoir retirer de l'eau et d'enterrer un de ses enfants noyé dans le biez de l'usine, promettant de donner satisfaction au seigneur pour l'amende lui revenant de ce chef, ce qui fut accordé et acté au château par devant témoins.

En 1765, un droit de péage fut de nouveau établi à la Rochette par ordre du comte de Cobenzl, ministre de l'Impératrice à Bruxelles, et ce au profit de Sa Majesté. Par lettre des 1<sup>er</sup> et 2 décembre de cette année, M. de Heusy informa le prince-évêque qu'on avait élevé au château de la Rochette les armes de Sa Majesté, et qu'on y avait établi un receveur-contrôleur avec trois commis. Il joignait à sa lettre la copie de leur tarif (1).

Les États de Liège protestèrent contre cet établissement ; et adressèrent des mémoires aux directeurs du Cercle de Westphalie, aux États-Généraux, ensuite à l'Empereur et à la Diète.

La Vesdre n'était navigable que jusqu'à Nessonvaux, pays de Liège. De Nessonvaux, elle descendait sur la Haute-Fraipont, qui était pays de Stavelot, et séparant ce pays des terres hollandaises ; puis elle arrivait à la Basse-Fraipont, pays de Liège, où se trouvait un bureau de per-

(1) *État primaire*, touchant la Rochette, n° 177.



ception liégeois. Plus bas, elle côtoyait le ban d'Olne, terre de Limbourg, puis elle rentrait sur le territoire de Liège, pour venir contourner, à sa droite, le fief de la Rochette, dont la souveraineté était devenue litigieuse.

Le 3 décembre, le receveur de Fraipont ayant informé que le commerce était interrompu, à cause des entraves apportées au trafic par le bureau de la Rochette, le prince convoqua les États pour le 9 et fit publier une protestation contre l'institution du bureau et engagea tous les intéressés à y résister, au besoin même par la force.

Cette protestation fut apposée le 4 décembre, par le receveur du bureau de Fraipont sur la porte du château de la Rochette.

Dès le 5 décembre, les employés de la Rochette cessèrent de percevoir le péage sous prétexte que leur contrôleur était parti pour Bruxelles, afin de prendre de nouvelles instructions. Les États de Liège nommèrent des députés pour diriger cette affaire, et le comte de Rougrave fut envoyé à Bruxelles auprès du prince Charles de Lorraine.

Dans le courant de janvier 1766, le bureau de la Rochette ayant recommencé à percevoir des droits, sur les instances du député liégeois, le comte de Cobenzl consentit à faire suspendre la perception; mais il demanda, en compensation, la suppression d'un bureau liégeois enclavé. Le prince-évêque désigna les comtes de Rougrave et de Berlaimont, avec le bourgmestre de Chestret pour négocier cette affaire à Bruxelles où ils arrivèrent le 1<sup>er</sup> août; mais, le 12, le comte de Berlaimont avait dû demander un congé pour se rendre auprès de son père gravement malade à Famelette, et l'affaire fut encore différée (1).

Quel fut le résultat de toutes ces conférences, nous ne

(1) *Etat primaire*, touchant la Rochette, n° 177.

l'avons pas trouvé, mais, dans la suite, les Pays-Bas abandonnèrent leur prétention de souveraineté sur la terre de la Rochette, au profit du pays de Liège et voici l'ordonnance qui termina ce litige :

« Marie-Christine, princesse      « Albert - Casimir , prince  
» royale de Hongrie et de » royal de Pologne et de Li-  
» Bohême , archiduchesse » thuanie , duc de Saxe-Tes-  
» d'Autriche , duchesse de » chen, grand-croix de l'ordre  
» Bourgogne, de Lorraine et » royal de St-Etienne, feld-  
» de Saxe-Teschen, etc., etc., » maréchal des armées de  
» S. M. l'Empereur et Roy  
» et de celles du St-Empire-  
» Romain,

» Lieutenants, gouverneurs et capitaines généraux des  
» Pays-Bas, etc. . . . Chers et bien amés, la souveraineté  
» de la terre de la Rochette étant de la catégorie de celles  
» qui, par la convention du 26 août dernier ont été cédées à  
» l'Etat de Liège, nous vous faisons la présente pour vous  
» dire que notre intention est que vous pourvoiez incessa-  
» ment à faire stater toutes les poursuites qui peuvent avoir  
» été commencées à charge du comte d'Arberg sufragant  
» de Liège, pour le contraindre à fournir sa quote dans le  
» subsidie de S. M. du chef de ses biens de la Rochette,  
» écheu antérieurement à l'époque du 26 aoust de cette  
» année. A tant, chers et bien amés, Dieu vous ait en sa  
» sainte garde.

» De Bruxelles, le 20 septembre 1781.

» (Signé)      Marie.                      Albert.

» Par ordonnance de Leurs Altesses Royales,

» (Signé) de Reul, député aux Etats du Limbourg (1).

(1) *Rendages de la Rochette, 1765-1794.*

Cette ordonnance figure en copie dans un registre ayant fait partie des archives de la Rochette; nous avons vainement cherché dans les archives du Conseil privé du prince-évêque l'original de cette pièce,

D'après la teneur de cette lettre, le comte Charles-Alexandre d'Arberg n'aurait pas suivi la politique de son père et de son grand-père; mais, au contraire, aurait refusé de payer sa cote au gouvernement des Pays-Bas, reconnaissant ainsi sa dépendance du Pays de Liège. La haute dignité à laquelle il avait été promu, comme suffragant de l'évêque de Liège, favorisa probablement ce retour et mit fin au long antagonisme qui avait existé entre les souverains liégeois et les seigneurs de la Rochette.

Par le traité souscrit à Fontainebleau, sous la médiation de la France, entre l'Empereur et les États-Généraux des Provinces-Unies, le 8 novembre 1785 (1), ces derniers abandonnèrent le comté et château de Dalhem à l'Empereur Joseph II.

Le 25 octobre 1767, le prince-évêque Charles d'Oultremont, assisté des abbés de Saint-Laurent et de Saint-Jacques, avait sacré le comte d'Arberg, évêque d'Amyzon, dans la chapelle du palais. Ce prélat l'avait choisi pour son suffragant et il fut continué dans cette dignité à la mort du prince par le chapitre cathédral, *sede vacante*. Il officia pontificalement aux obsèques du défunt, célébrées les 18 et 19 novembre dans la cathédrale de Saint-Lambert.

François-Charles, comte de Velbruck, élu prince-évêque de Liège, nomma, le 14 mars, le comte d'Arberg son suf-

ainsi que la convention du 26 août 1781 dont il est parlé. En désespoir de cause, nous nous sommes adressé à M. Piôt, archiviste général du royaume, espérant trouver ces pièces au dépôt de Bruxelles: là aussi les recherches furent vaines, toutes les pièces relatives à cette convention, dont les traces cependant figurent aux répertoires des archives de la chancellerie des Pays-Bas, ont été enlevées par les Autrichiens et n'ont point été restituées au Gouvernement belge. Les archives des États du Limbourg sont également muettes sur ce sujet.

(1) DE MARTENS. *Recueil des traités d'alliance, de paix, etc.*

fragant, et en reçut le lundi de Pâques le diaconat, le dimanche suivant la prêtrise, et le dimanche 3 mai, la consécration épiscopale dans la grande chapelle du palais. Le prince de Velbruck étant mort le 30 avril 1784, le chapitre confirma le lendemain son suffragant, qui, le 15 du mois de mai, pontifia aux obsèques solennelles du défunt. Il fut confirmé dans sa dignité par le nouveau prince-évêque, élu le 21 juillet, César-Constantin-François, comte de Hoensbroeck d'Oost.

Le 16 janvier 1785 le comte d'Arberg fut élu prévôt de la collégiale de Notre-Dame de Huy, mais, au mois d'avril suivant, l'empereur le nomma à l'évêché d'Ypres. Il fut en cette qualité préconisé et confirmé par le pape le 19 décembre de la même année et renonça alors au titre d'évêque d'Amyzon (1).

Le 3 mars 1786, ayant reçu ses bulles de Rome, il se rendit dans son diocèse, qu'il gouverna avec zèle et sagesse, jusqu'à l'époque où il émigra en Allemagne pour se mettre à l'abri de la tourmente révolutionnaire et échapper aux décrets de la Convention.

Nous le trouvons fixé, à partir de 1797, au château de Krechtingen, près de Wesel, en Westphalie. Il y était encore en 1801 et, de cette retraite, il échangeait une correspondance très suivie avec l'avocat Genotte, ancien attaché à la secrétairerie d'État et de guerre des Pays-Bas, fixé à Dorsten et en relation continuelle avec la cour de Vienne, dont il était l'agent.

Une lettre, datée du 23 octobre 1797, dans laquelle Genotte félicite le prélat de s'être soustrait au danger, nous permet de fixer à cette époque l'arrivée du comte d'Arberg à Wesel. C'était d'ailleurs dans ce moment que les ecclé-

(1) ERNST, *Tableau des suffragants*, p. 268 ; DE THEUX, *Le Chapitre de Saint-Lambert*, t. IV, p. 87.

siastiques se voyaient traqués, tant en Belgique qu'en France, pour être trainés devant les tribunaux révolutionnaires, qui, est-il besoin de le rappeler, ne siégeaient que pour la forme. Le prêtre, fusillé à la Citadelle de Liège le 6 janvier 1798, en est un exemple au milieu de tant d'autres. Nous parlons de ce fait, parce que nous le trouvons précisément relaté dans une lettre adressée à l'évêque d'Ypres.

Dans son exil, l'évêque d'Ypres se tenait au courant des affaires politiques, qui captivaient l'attention de toute l'Europe. Le général Bonaparte marchait de victoire en victoire, et quand, de loin en loin, les troupes républicaines subissaient un échec, les lettres des émigrés se ressentaient de l'espoir d'un retour au pays. Genotte lui faisait part de tous ces événements, qui se succédaient comme des coups de foudre.

Plusieurs fois l'évêque d'Ypres eut l'intention de rentrer en Belgique, mais toujours Genotte, dans sa prudence, parvint à le dissuader de s'exposer.

En 1799, le prince héréditaire d'Orange (1), ayant formé le projet, avec la Prusse et l'Angleterre, de délivrer la Belgique et la Hollande du joug de la France, fit faire au comte d'Arberg des ouvertures à l'effet d'obtenir son concours. Il lui demandait de se rendre en Angleterre pour fournir au ministre Pitt les renseignements nécessaires, et lui indiquer les personnes influentes avec lesquelles il pourrait traiter aux Pays-Bas. Suivant ce projet, le prince d'Orange, alors général-major au service de la Prusse, devait commander un corps de troupes de cette puissance pour entrer en Hollande, pendant qu'une armée anglaise débarquerait en Belgique. Mais l'évêque

(1) Fils du stathouder Guillaume V, il devint plus tard roi des Pays-Bas, sous le nom de Guillaume I<sup>er</sup>.

d'Ypres déclina l'honneur de la mission qui lui était proposée, alléguant que la maison d'Autriche, à laquelle il avait juré fidélité, n'avait point renoncé à la souveraineté des Pays-Bas.

Le prince d'Orange lui adressa alors une lettre entièrement écrite de sa main et dont voici la copie :

« Monsieur l'Évêque,

» Je m'empresse de vous adresser mes bien sincères  
» remerciemens pour le contenu de la lettre que vous avez  
» bien voulu m'adresser le 6 du courant, ainsi que de la  
» manière dont vous y répondez à la confiance, que la  
» connoissance de vos sentimens et de votre attachement  
» à la bonne cause et au bonheur de votre patrie m'a ins-  
» piré en votre personne. Recevez également l'expression  
» de ma reconnoissance pour les ouvertures que Monsieur  
» le baron de Lynden m'a communiqué de votre part, j'ose  
» espérer que quoique vous m'assuriez n'avoir aucune  
» relation politique dans les Païs-Bas, vous voudrez cepen-  
» dant bien contribuer encore par la suite à me procurer  
» des renseignements et des informations sur la situation  
» de ces Provinces, dont le sort et l'existence se trouvent  
» si intimement liés avec celui de ma patrie, qu'il n'est  
» guères possible de travailler à la délivrance d'un de ces  
» païs, sans favoriser en même tems les moyens d'opérer  
» celle de l'autre. Mr de Lynden vous fera parvenir celle-ci  
» de ma part, et vous m'obligeriez beaucoup en continuant  
» à me faire connoître par lui les objets que vous voudrez  
» me communiquer par la suite. Recevez en attendant,  
» Monsieur, les assurances de la très parfaite considération,  
» avec laquelle j'ai l'honneur d'être

» Monsieur l'Evêque,

» Votre très humble et très obeissant serviteur,

» G. Pr. Héd. d'Orange.

» Berlin, le 26 may 1799. »

Cette lettre, ainsi que celle du baron de Lynden qui l'accompagnait, furent communiquées par l'évêque d'Ypres à Genotte, lequel adressa au prélat un projet de réponse qui fut probablement suivi par ce dernier.

L'évêque donna au prince les indications qui étaient en son pouvoir, tout en sauvegardant sa dignité et son honneur; mais il émit l'espoir que rien ne serait entrepris pour la délivrance des Pays-Bas sans l'assentiment du cabinet de Vienne.

Vers cette époque, l'évêque d'Ypres fut accusé d'avoir dit qu'il existait entre le prince d'Orange et les États de Brabant une conspiration contre l'empereur Léopold II, et que l'agent principal de cette conspiration était le conseiller d'État, Sanchez de Aguilar. Cette dénonciation ayant fait assez de bruit à Vienne, le conseiller Sanchez de Aguilar, dans une lettre véhémement datée de Munster le 11 novembre 1800, se défendit des accusations portées contre lui. Le prélat déclara formellement par écrit qu'en sujet fidèle, il avait rendu compte à son souverain des démarches qui avaient été faites auprès de lui par le prince d'Orange, mais que jamais il n'avait prononcé ni entendu prononcer, à propos de cette affaire, le nom de M. de Aguilar (1).

Ainsi finit cet incident, et, peu d'années après, le rôle politique du seigneur de la Rochette, car en 1802, il se démit de l'évêché d'Ypres pour ne pas entraver les nouveaux arrangements des diocèses accordés au gouvernement français par le Saint-Siège. Il se retira au château de la Rochette (2), où il mourut le 10 mai 1809 (3), âgé de soixante-quinze ans.

(1) Correspondance de l'évêque d'Ypres, communiquée par M. Lohest-de Waha.

(2) ERNST, *Tableau des suffragants*, p. 268.

(3) DE THEUX, *Le Chapitre de Saint-Lambert*, tome IV, p. 87.



Un auteur anonyme a consacré au comte d'Arberg quelques vers élogieux, dont voici la copie :

« Près de Chaud-Fontaine, est le château de la Rochette,  
» bijou appartenant au plus beau prélat du monde chrétien;  
» quand je dis beau, j'entends le beau universel.

» Si du seigneur de la Rochette  
» Vous voulez avoir le tableau,  
» Joignez la piété parfaite  
» Et le visage le plus beau,  
» A la splendeur de la naissance  
» Ajoutez la magnificence,  
» Le savoir, l'esprit, la raison,  
» De la gaieté, de la décence,  
» Et pour trouver la ressemblance  
» Cherchez l'évêque d'Amison (1).

L'auteur des « *Délices de Chaudfontaine* » en dit également quelques mots, à propos de la source ferrugineuse appelée « Fontaine de l'Émigré, ou Fontaine d'Amour », dont Boyv nous a laissé la légende dans son ouvrage intitulé: « *Promenades historiques dans le Pays de Liège*. »

» Derrière le joli château  
» Que l'on appelle la Rochette,  
» L'on vient de découvrir une eau  
» Qui mérite bien qu'on l'achète,  
» Puisque le gros chasseur du lieu  
» M'a dit qu'il mangé comme un diable.  
» Avec ce breuvage impayable.  
» Lui qui mangeait jadis si peu ! (2).

Il n'est pas difficile de reconnaître notre prélat dans ce gros chasseur dont parle l'auteur. Il était, en effet, fervent

(1) *L'homme sans façon, ou Lettres d'un voyageur allant de Paris à Spa*, 1786, seconde partie, lettre XXXII.

(2) MALHERBE, *Les délices de Chaudfontaine, ou Description de la promenade de Liège, à cet endroit célèbre*, 1801.

disciple de Saint Hubert et partageant avec le comte d'Outremont de Wégimont, frère du prince-évêque de Liège, la chasse sur toute l'étendue de l'avouerie de Fléron. C'était aussi un amateur de bonne chère, et, d'après Malherbe, ce penchant n'était point un secret. Nous avons d'ailleurs eu l'occasion de prendre connaissance de quelques factures lui adressées lorsqu'il était évêque d'Ypres, et dont la nomenclature pantagruélique fait rêver.

Quoique la gastronomie n'ait aucun rapport avec l'histoire, nous croyons cependant que la mention de quelques prix auxquels se payaient au siècle dernier les mets d'une table de gourmet, ne sera pas sans intérêt, au moins pour quelques-uns de nos lecteurs.

Des notes auxquelles nous faisons allusion, nous ne citerons que les pièces d'importance :

|                                            |              |
|--------------------------------------------|--------------|
| Un pâté garni de truffes . . . . .         | 40 livres.   |
| Un faisan . . . . .                        | 8 »          |
| Une poularde . . . . .                     | 4 » 16 sols. |
| Six andouilles d'Arras . . . . .           | 5 » 5 »      |
| Un pâté d'Amiens de deux canards . . . . . | 6 » 10 »     |
| Une hure de Maubeuge . . . . .             | 10 » 16 »    |
| Une dinde aux truffes . . . . .            | 34 »         |
| Deux melons de Paris . . . . .             | 23 »         |
| Quatre perdreaux . . . . .                 | 7 » 16 »     |

Ces pièces se retrouvent dans presque toutes les factures avec peu de différence dans les prix ; nous relevons également des livraisons de truffes fraîches, dont le total en poids monte à trente-huit livres, donnant une somme de trois cent quarante-quatre livres, dix sous.

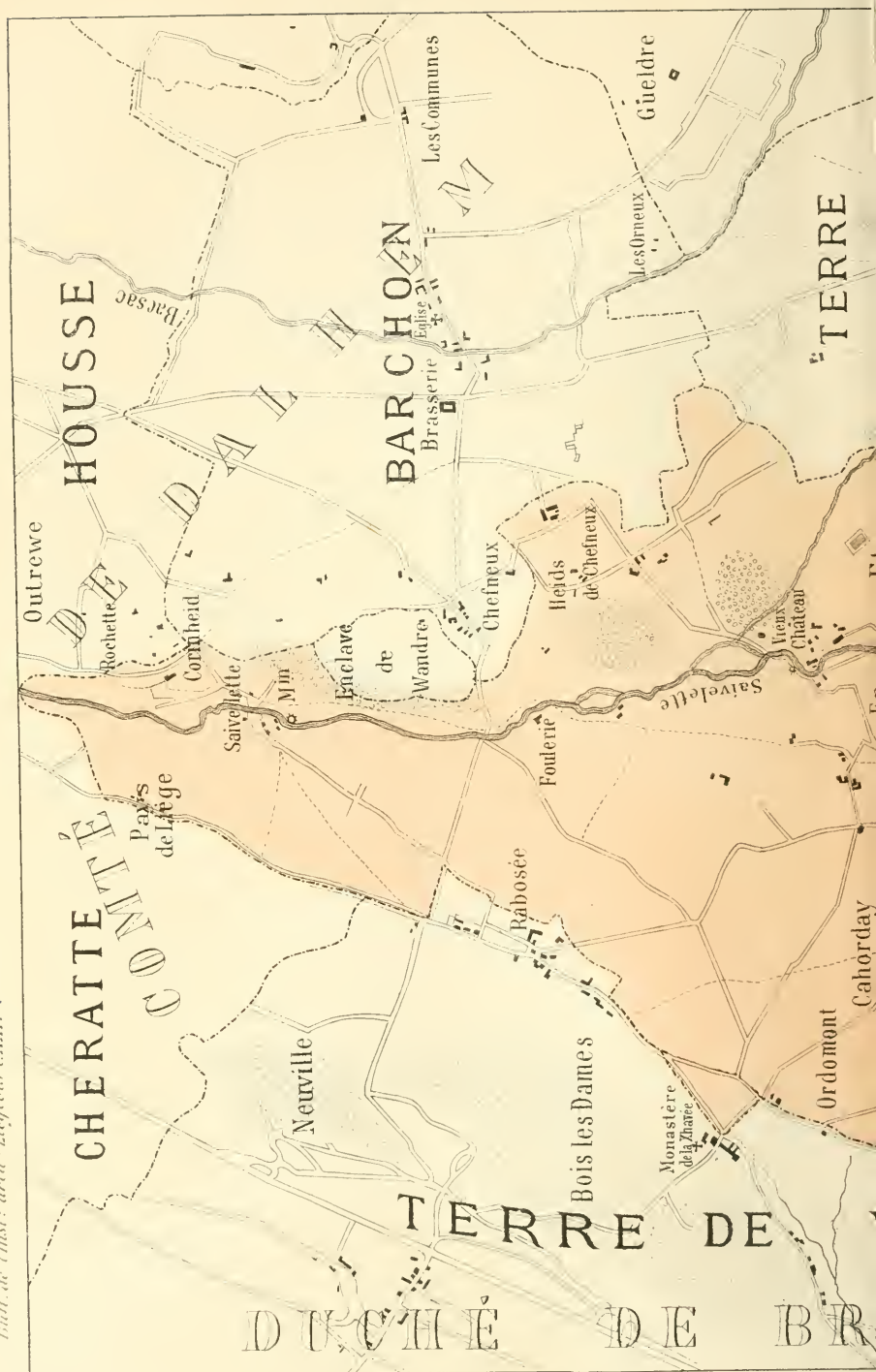
Cet aperçu de la table du prélat, confirme l'allusion quelque peu ironique faite par Malherbe, et explique la faveur qu'obtint auprès de l'évêque d'Ypres, retiré dans son château de la Rochette, l'eau ferrugineuse et apéritive de la « Fontaine de l'Émigré. »

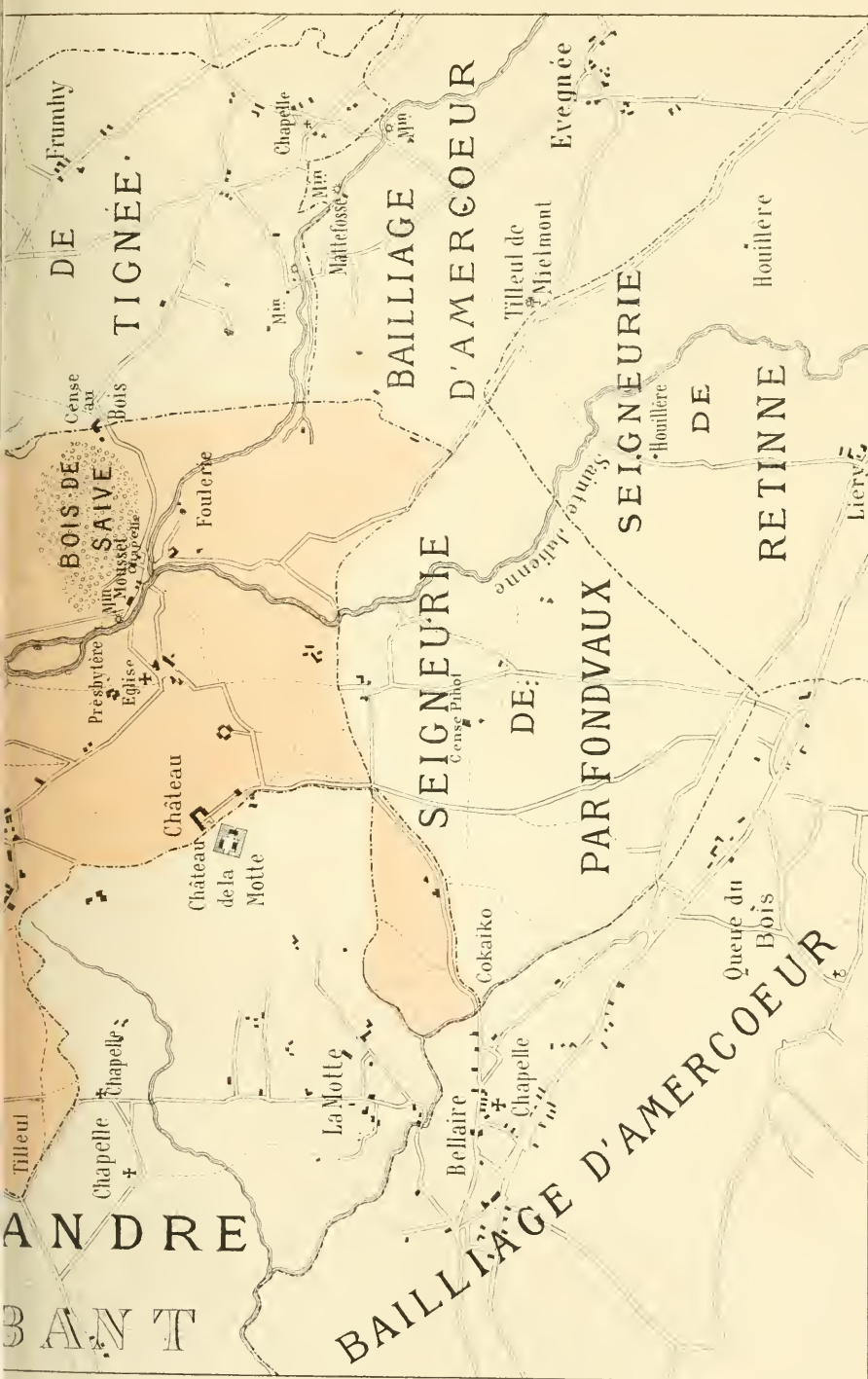
Le comte Charles-Alexandre d'Arberg fut le dernier seigneur de la Rochette, le dernier avoué de Fléron et le dernier maréchal-héréditaire de Limbourg. Avec lui disparurent ces titres, qui vécurent tant de siècles, et sont maintenant tombés dans l'oubli.

Ce fut lui qui réédifia le château dans le style que nous lui connaissons. Il en avait fait sa résidence de prédilection : quelques années après sa mort, ses nièces, Louise-Caroline, femme de Dominique-Louis-Antoine, comte Klein, lieutenant-général et pair de France, et Félicité-Caroline-Honorine, femme de Georges Mouton, comte de Lobau, maréchal et pair de France, toutes deux filles de Nicolas-Antoine, comte d'Arberg, et de Françoise-Claudine, princesse de Stolberg-Geudern, vendirent la propriété à M. Grisard, dont les descendants la possèdent encore actuellement.

Chevalier J. B. de HARENNE.







CARTE DE LA SEIGNEURIE DE SAIVE.





# LA SEIGNEURIE DE SAÏVE

---

## TOPOGRAPHIE. — ÉTYMOLOGIE. — SITUATION POLITIQUE.

### § 1.

La commune de Saive-Parfondvaux est située à dix kilomètres à l'Est de Liège et fait partie du canton judiciaire de Fléron. Elle est bornée au Nord par Cheratte, au Nord-Est par Housse, à l'Est par Barchon et Tignée, au Sud-Est par Evegnée, au Sud par Queue-du-Bois et Retinne, au Sud-Ouest par Bellaire et à l'Ouest par Wandre.

Le village de Parfondvaux qui, jusqu'alors, avait formé une commune distincte, fut réuni à Saive en 1823 (1).

La commune de Saive s'étend sur une superficie de

(1) A la suite d'un règlement du 24 août 1821, le village de Parfondvaux fut désigné comme pouvant être réuni à Tignée, mais Parfondvaux préféra et obtint d'être réuni à Saive. La commune de Parfondvaux, avant la réunion, comprenait cent et cinq hectares quarante-quatre ares.

quatre cent quatre-vingt-quinze hectares vingt-six ares ; elle est arrosée par la *Saivelette*, ruisseau qui prend sa source à Evigné, et porte, sur une partie de son cours, le nom de Sainte-Julienne.

## § 2.

L'étymologie du nom de Saive (*Savia*, *Seve*, *Seave*, *Selve*, *Seyve*) doit probablement être cherchée dans le mot latin *silva*, forêt (1). Cette étymologie s'accorde avec les règles de la philologie française, d'après lesquelles « une liquide placée immédiatement devant une liquide ou » une autre consonne s'écrase de façon à transformer en » diphtongue la voyelle qui la précédait (2), et elle est confirmée par le fait que Saive et ses environs furent jadis couverts de forêts.

Si l'orthographe *Savia* que l'on trouve au XII<sup>e</sup> siècle dans la chronique des évêques de Toul semble renverser cette opinion, il est à remarquer qu'après l'an 1100 on ne peut plus se rapporter à l'orthographe des noms de lieu écrits en latin (3).

(1) *Annales de l'Académie d'Archéologie de Belgique*, 3<sup>e</sup> série, vol. VII, page 285. Le nom du village de Saive en Hesbaye provient certainement de sa situation au milieu des bois; une charte de l'abbaye de Saint-Jacques de l'an 1016, en fait mention : « . . . in predicto » fundo quod *Silva* ex pulcritudine circumstancium silvarum » nominavimus. »

(2) QUICHERAT, *De la formation française des anciens noms de lieux*, page 13. Le nom des villages français portant le nom de Sauve (Sauve-Majeure, dans le département de la Gironde, etc.), vient sans le moindre doute de *Silva*.

(3) « Après l'an 1100, ceux qui écrivent en latin ne savent plus » rendre avec exactitude, la nomenclature territoriale. Les dénomi-

Nous ne citons que comme curiosité deux autres opinions, l'une faisant dériver Saive du mot *Sar*, qui, paraît-il, signifie hauteur en celtique armoricain (1), l'autre prétendant que la salubrité de l'air qu'on y respire a fait donner à la commune le nom de *Saive*, mot wallon qui signifie sain (2).

On trouve au XIV<sup>e</sup> et au XV<sup>e</sup> siècles plusieurs femmes dont le prénom était *Saive*, notamment, en 1345, Saive, fille de feu Gilles de Metz (3) et, en 1410, « damoiselle Seve qui fut fille de Henry jadis de Bealfroipont (4) ».

### § 3.

Sous l'ancien régime, le village de Saive faisait partie de la principauté de Liège et était compris dans la banlieue,

» nations d'un usage fréquent qu'ils ont eu l'occasion de rencontrer  
» dans leurs lectures ils les mettent dans leur forme pure. Ils se  
» contentent de consigner les autres en français ou bien ils les affu-  
» blent d'une forme latine calquée visiblement sur la française ou  
» bien encore ils les traduisent par des équivalents qui sont des jeux  
» de mots.

» Ainsi, l'onzième siècle a vu se tarir la source où doit puiser le  
» philologue qui veut avoir les noms de lieu dans leur forme primi-  
» tive ou tout au moins dans une forme aussi voisine que possible de  
» la primitive. La matière fournie par les textes postérieurs, vu l'état  
» de décomposition et de recomposition où elle se présente, n'est plus  
» bonne qu'à montrer jusqu'à quel point les origines avaient été  
» perdues de vue, en cela comme en tout le reste. » (*Idem*, page 13).

(1) *Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, tome VII, p. 349.

(2) SAUMERY, *Délices du pays de Liège*; DE CLOET, *Voyage pittoresque dans les Pays-Bas*, page 51; DELVAUX, *Dictionnaire géographique*. Le mot wallon *Saire* signifie principalement : sain d'esprit.

(3) *Cour féodale de Liège*, reliefs; HEMRICOURT en parle : « Et ly tireche (troisième fille de Gilles de Metz) nommée damoiselle Sayve fut beghine, » *Miroir des Nobles de Hasbaye*, édition Salbray, p. 220.

(4) *Echerins de Liège*, œuvres, reg. n° 1, fol. 168.

qui jouissait des droits et franchises de la cité. Les matrices du XVIII<sup>e</sup> siècle répartissent la principauté de Liège en quatorze quartiers ; cette division servait depuis longtemps à l'assiette et à la perception des impôts. Liège, avec sa banlieue, formait cinq quartiers, savoir : Amercœur, Avroy, Sainte-Marguerite, Sainte-Walburge et Saint-Léonard. Les villages de Saive et Parfondvaux faisaient partie du quartier d'Amercœur.

Toutefois, il faut bien distinguer le quartier d'Amercœur du bailliage du Pont d'Amercœur, qui comprenait les villages du domaine de Jupille, cédé en 1266 à l'église de Liège par l'évêque de Verdun, c'est-à-dire Jupille, Bellaire, Beyne, Bois-de-Breux, Bressoux, une partie de Fléron, Chênée, Beauvais, Chaudfontaine, Trooz, Forêt, etc. ; ce bailliage ne dépendait, sur toute son étendue, que d'une seule cour de justice et n'avait pour seul seigneur que le prince-évêque de Liège (1).

A plusieurs reprises, on voulut considérer Saive comme dépendance du domaine de Jupille et lui faire payer les tailles avec les villages de ce bailliage ; mais les habitants protestèrent énergiquement et, notamment en 1689, ils se firent délivrer une attestation de leur cour de justice certifiant « que le village de Saive est une terre particulière, » qui a une court et justice particulière, un seigneur et » curé particulier avec une église qui a fonts baptismal ; » qu'elle a pareillement ses charges particulières et n'a » jamais concourus avec les quattres paroiches (2), les- » quelles ont aussi une cour et justice particulière et n'ont

(1) Au XVII<sup>e</sup> siècle, la mense épiscopale, pour se créer des ressources, engagea comme seigneuries à des particuliers plusieurs villages du bailliage d'Amercœur.

(2) Les quatre paroisses du bailliage d'Amercœur étaient Jupille, Saint-Remacle-au-Pont, Chênée et Fléron.

» pas d'autre seigneur que S. A. nostre evesque et prince,  
» mesme que les habitants dudit village de Saive au fait  
» des armes ont capitaine et officiers particuliers et ne  
» marchent pas avec lesdites quatre paroiches, mais sont  
» absolument indépendants d'icelles et, pour tous deniers  
» publics, sont et ont toujours été quotisés séparément » (1).

C'est également par erreur et à cause de son voisinage de la seigneurie de Cheratte que Saive est quelquefois désigné comme faisant partie du comté de Dalhem.

#### § 4.

Les plus anciens documents indiquent la seigneurie de Saive comme un franc-allevu. Tous les actes de juridiction qui la concernaient, tels que transports, reliefs, contestations, se passaient ou se traitaient devant les hommes *delle Chise Dieu* et, à partir de son institution, devant la Cour allodiale de Liège (2).

La qualité de seigneurie allodiale liégeoise ne fut jamais contestée à la terre de Saive.

Aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles, on trouve à Saive quelques propriétés relevant directement de la Cour féodale de Liège (3); ces menus fiefs changèrent sans doute de nature dans la suite, car on n'en trouve plus de trace à la fin du XV<sup>e</sup> siècle.

(1) *Cour de Saive*, reg. n° 18, f° 336.

(2) BORMANS, *Les seigneuries allodiales du Pays de Liège*, p. 6.

(3) 1344, 10 octobre, « Colard Bullaus de Dinant li trapiers releva à Flone un journal de terre situé dans le territoire de Seve « in terra de Jupille », etc. *Cour féodale de Liège*, reg. n° 39, f° 95, reg. n° 41, f° 14 v<sup>so</sup>; reg. 42, f° 15; reg. 49, f° 96 v<sup>so</sup>.

## LE CHATEAU DE SAIVE.

Saive est un des mieux conservés parmi les vieux châteaux féodaux de la province de Liège ; son donjon est entier et les autres parties des bâtiments laissent suffisamment de traces pour pouvoir les décrire ; en outre, plusieurs tours, presque entières encore, complètent, avec les différents murs d'enceinte, l'ensemble de la forteresse.

Il est situé au Nord du village de Saive et domine la Saivelette qui coule à l'Ouest. Construit, comme tous les châteaux-forts anciens, sur un épi, on y entrait peut-être, à l'origine, par le plateau situé à l'Est, dont il était séparé par un fossé creusé par la main de l'homme et sur lequel était jeté un pont (1)

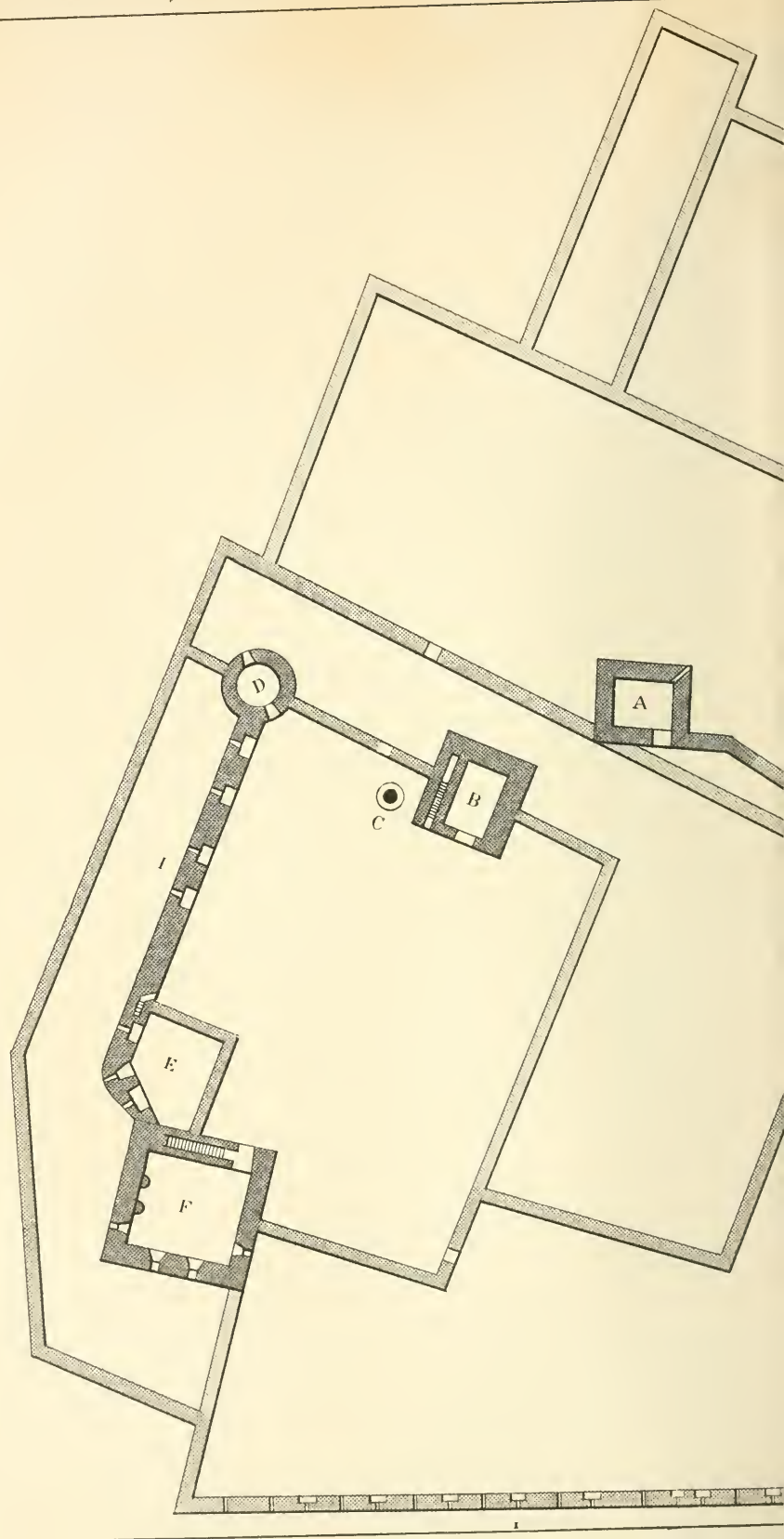
Maintenant, et depuis longtemps déjà, on y arrive en longeant la Saivelette et en pénétrant d'abord dans la cour d'une ferme qui a été bâtie dans l'intérieur de l'avant-cour.

---

(1) C'est l'opinion de M. le capitaine A. Dejardin, qui a fait une étude approfondie des anciens châteaux-forts de la province de Liège. Il a bien voulu nous communiquer le résultat de ses observations sur celui de Saive.







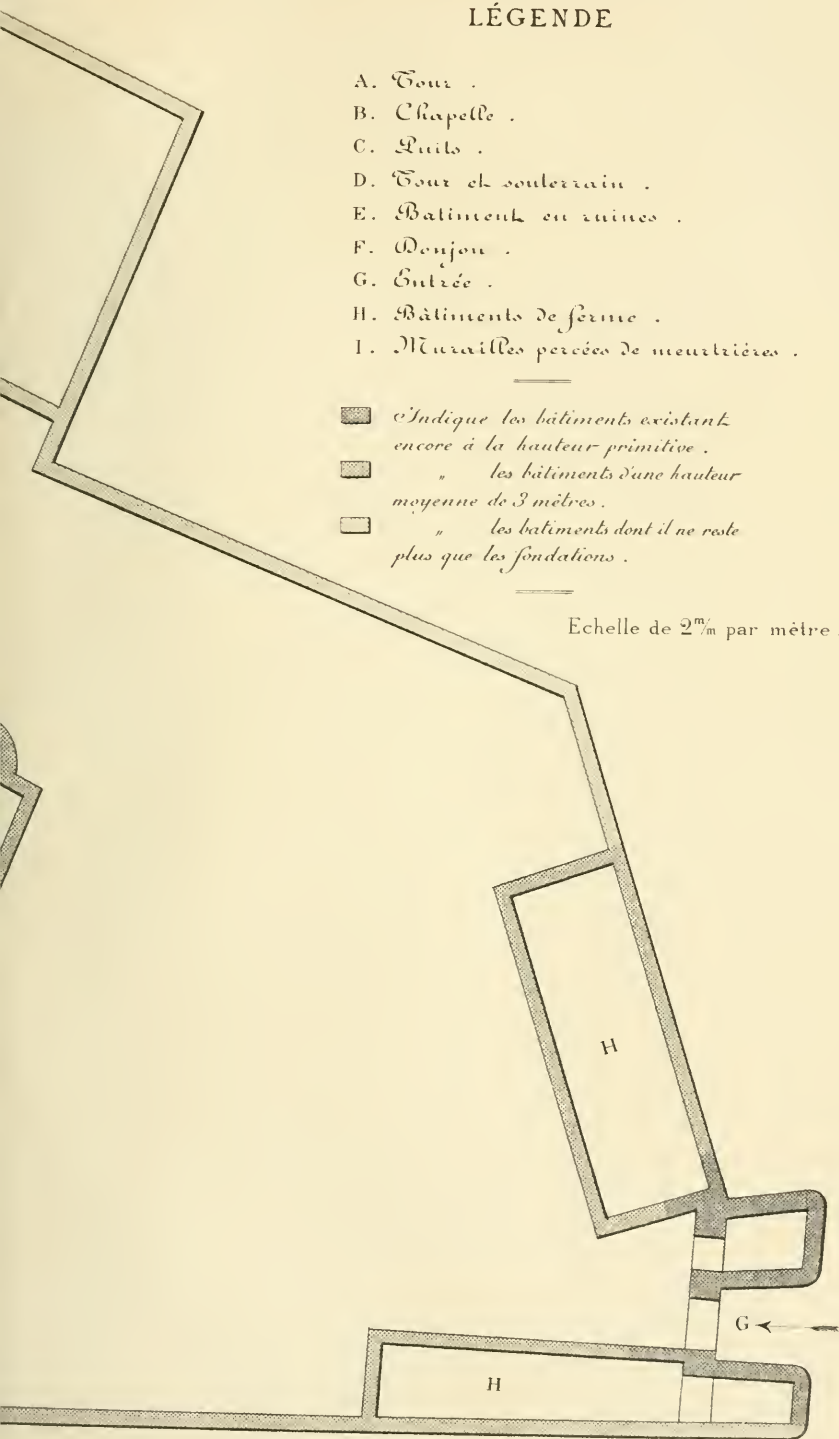
# PLAN DU CHÂTEAU DE SAIVE .

## LÉGENDE

- A. Tour .
- B. Chapelle .
- C. Quils .
- D. Tour et souterrain .
- E. Bâtimens en ruines .
- F. Donjon .
- G. Entrée .
- H. Bâtimens de ferme .
- I. Murailles percées de meurtrières .

-  Indique les bâtimens existant encore à la hauteur primitive .
-  " les bâtimens d'une hauteur moyenne de 3 mètres .
-  " les bâtimens dont il ne reste plus que les fondations .

Echelle de  $2\frac{m}{m}$  par mètre .





Cette ferme a, probablement, été construite sur les fondations d'anciens bâtiments. La première cour est à un niveau plus bas que le reste du château et l'entoure des deux côtés où le rocher n'est pas escarpé. Une seconde enceinte, au niveau de la cour du château, la couvre également des mêmes côtés.

Dans un angle de cette cour se dresse le donjon, de forme carrée; dans un second angle, une tour ronde. L'entrée du château était pratiquée sous la tour carrée, placée au milieu de la courtime.

Avant d'en faire la description plus détaillée, remarquons qu'il s'y trouve des constructions de différentes époques. Ainsi, sans parler de la ferme, le donjon et la tour carrée, qui paraît avoir été l'entrée, construits en pierre de grès, sont surmontés de maçonneries en briques; ces dernières constructions sont de l'année 1620, époque où le château, ruiné par le temps et les attaques d'un prétendant, subit de nombreuses réparations. La partie supérieure du donjon avec ses quatre tourelles en encorbellement, ainsi que la maçonnerie qui ferme l'ancienne porte d'entrée et dans laquelle est ménagée une porte plus petite, furent construites à cette époque.

L'entrée de la vieille forteresse devait se trouver, comme il a été déjà dit, à l'Est, où s'étend un plateau accessible aux chevaux et aux voitures. On voit encore les traces du fossé qui devait séparer le château de ce plateau, ainsi que les ruines de la culée extérieure du pont jeté sur ce fossé. Par ce pont, on avait accès à une enceinte extérieure, au même niveau que la cour du château et qui la couvrait à l'Est et au Sud. Dans ce premier mur d'enceinte se trouve une petite tour (A) destinée, probablement, à défendre le pont.

On arrivait ensuite à la porte d'entrée (B), percée dans la tour carrée, sur laquelle s'appuie le mur d'enceinte de

la cour intérieure : cette tour se trouve moitié à l'extérieur et moitié à l'intérieur de cette cour. Sous le passage et des deux côtés, on voit deux grandes niches ; elles sont élevées au-dessus du sol et plus longues que hautes. Il est certain que si ce bâtiment a, jadis été l'entrée, il ne servait plus à cet usage dès le commencement du XVIII<sup>e</sup> siècle : il était déjà, à cette époque, converti en chapelle ; les registres paroissiaux de Saive mentionnent plusieurs mariages qui y furent célébrés. Au-dessus de la porte se trouve une chambre garnie d'une ancienne cheminée très curieuse et éclairée par une croisée donnant sur la cour. On y parvient par un escalier en pierre pratiqué à droite de la porte dans l'épaisseur du mur.

Suivons le mur d'enceinte de la cour du château ; en prenant à droite, nous trouvons d'abord, dans l'angle formé par la tour et le mur, un puits assez profond (C) ; plus loin, dans un coin de la cour, une tour ronde avec un souterrain (D).

Dans le mur qui surmonte un rocher à pic et forme le deuxième côté de la cour, on a percé quatre grands créneaux abrités sous de petites voûtes.

Dans l'angle formé par ce mur et le donjon, il y avait une construction dont la cave existe encore (E) ; on y descendait par un escalier construit dans l'épaisseur du mur de la cour. Dans la salle du rez-de-chaussée, on voit encore deux créneaux analogues aux créneaux percés dans le même mur.

Nous arrivons enfin au donjon (F) ; celui-ci est placé dans un angle de la cour, et domine la vallée de deux côtés. Il y a d'abord une salle souterraine voûtée, dans laquelle on entre par une porte située dans la face Sud du donjon, à l'intérieur de la cour. La tradition rapporte que, jadis, cette cave servait de prison.

Le rez-de-chaussée du donjon a son entrée au niveau de la cour intérieure , dans la face Est. A droite de cette porte, dans l'embrasure, on trouve l'entrée de l'escalier qui conduit à l'étage ; cet escalier pratiqué dans l'épaisseur du mur est construit en dalles de grès croisées l'une sur l'autre, sans ciment ; cette face de la salle est tout-à-fait nue.

Dans la face Nord il y avait anciennement une fort belle cheminée en grès (1) ; la corniche était soutenue par des lions en pierre , à crinière flottante accompagnés de guirlandes de fleurs , de têtes d'hommes et de femmes. Au-dessus de l'âtre on lisait les mots : *Amore* , *Concordia* , *Virtute* , ainsi que les blasons de Denis de Monsen et de Catherine Playoul , sa femme. Cette cheminée avait été placée vers 1640.

A droite de la cheminée, une petite niche percée dans le mur servait d'armoire ; c'est d'ailleurs une particularité que l'on rencontre dans les autres vieux châteaux du pays, entre autres à Poulseur.

A gauche de la cheminée est pratiqué un créneau surmonté d'une petite fenêtre : l'un et l'autre se trouvent au fond d'une niche ménagée dans l'épaisseur du mur , ce qui permet de voir à l'extérieur par ces ouvertures. Dans la face Ouest de la salle du rez-de-chaussée , donnant sur le ravin, sont percées deux fenêtres, et, dans la face Sud, une fenêtre semblable regarde sur l'avant-cour. En 1846, le plafond de cette salle conservait encore, paraît-il, des restes de moulures dorées et de peintures à fresques (2).

(1) Cette cheminée, ainsi que celle qui se trouvait au rez-de-chaussée, ont été enlevées du château, par ordre de la propriétaire: Madame la comtesse d'Oultremont, née baronne de Copis.

(2) Actuellement, du rez-de-chaussée, on voit le toit, et bientôt on verra le ciel. Les planchers n'existent plus et le toit est dans un état déplorable.

On parvient au premier étage du donjon par l'escalier dont il a déjà été parlé ; au débouché de cet escalier , est une porte vers l'extérieur qui donnait probablement entrée au premier étage du bâtiment adossé au donjon.

Cet étage est semblable au rez-de-chaussée ; on y voyait une cheminée analogue à celle décrite ci-dessus.

Un escalier ménagé dans l'épaisseur du mur et situé au-dessus de celui du rez-de-chaussée , mais en sens contraire, conduit aux deux étages.

On peut voir, par cette description, que le confortable ne régnait pas dans les anciens châteaux-forts. A Saive, le donjon seul a pu servir d'habitation, et il n'y avait qu'une chambre par étage ; le rez-de-chaussée servait de salle de réception et de salle à manger, le premier de chambre à coucher pour le seigneur et sa femme. Les autres étages étaient sans doute réservés aux enfants (qui étaient souvent nombreux) et aux domestiques. Encore le troisième et les combles étaient-ils, probablement à l'origine, une plate-forme avec créneaux et machicoulis destinés à la défense.

Sur chacune des façades du donjon et à la hauteur du troisième étage, est encastree une pierre de sable portant les armes des familles de Monsen et de Wesemael (1590-1620); celle de la face Sud est surmontée du Péron indiquant que Saive faisait partie de la banlieue de Liège.

Le château était primitivement entouré de fossés et d'étangs fort poissonneux ; plusieurs seigneurs firent de grands frais pour leur entretien ; mais, dès le commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, ils étaient presque supprimés. Le 5 avril 1618, la Cour de justice comparut, à l'instance de Mathieu de Monsen, « auprès de cesteau de Saive, en lieu dit les viviers, derrier le cesteau » ; elle y trouva « un lieu désert avec apparence que d'anchienneté il » y auroit eu trois viviers rottièrs l'ung auprès de l'autre y





C. Henricus del.

H. L. sculp.

CHATEAU DE SAIVE

(Puy-de-Dôme)



» estantes encore apparentes les dickes entre deux, le  
» tout plein d'arbres, hayes, bois et ronches, avec ung  
» faux by par ou l'on conduisoit les eawes du long desdits  
» viviers avec une estance à la teste de deseurtrain vivier  
» pour tourner le rieu ou les eawes dans le by, laquelle  
» estance estoit par les eawes et pour faute d'entretenace  
» rompue. » (1)

On voit encore actuellement les vestiges de ces viviers.

(1) *Cour de Saive*, œuvres et plaids, reg. n° 7.

## SEIGNEURIE DE SAIVE.

On ne sait absolument rien sur l'origine de la seigneurie et du village de Saive; les documents à ce sujet font totalement défaut. Jusqu'ici on n'a découvert sur le territoire de cette commune aucun indice qui puisse apporter quelque éclaircissement sur son antiquité.

Jean d'Outremeuse lui-même, qui raconte, plus ou moins exactement, la naissance de tant de villages liégeois, ne cite pas Saive dans ses chroniques; cependant, l'existence en cet endroit d'une ancienne forteresse et la proximité des villas impériales de Jupille et de Herstal auraient pu, en l'absence de documents, servir de thème aux légendes que la crédulité du naïf chroniqueur lui faisait accepter comme des faits historiques.

Nous n'avons trouvé qu'une seule mention de Saive antérieure au XIII<sup>e</sup> siècle: la chronique de l'évêché de Toul rapporte que l'évêque Lugdelmus, élevé à ce siège en l'an 895, dota richement son église et acquit notamment vingt *manses* de terre dans les *villas* de Wandre, Saive et Retinne,

dans le *pagus* de Liège (1). Après cette indication qui permet de constater l'existence du village de Saive au IX<sup>e</sup> siècle, on n'en trouve plus de traces avant le XIII<sup>e</sup> siècle.

Quelques auteurs modernes (2) racontent bien l'histoire d'un certain Enguerrand, avoué de Fléron et sire de Saive, qui, parti pour la croisade en 1146, aurait épousé, à son retour, la fille de son écuyer; mais ce récit romanesque n'a pas de base sérieuse; aucune charte, aucun chroniqueur ancien ne citent ce personnage; son existence n'est rien moins que prouvée.

Quant aux *comtes de Saive* qu'on nous montre chassant les Normands en 881, aidant à la prise du château de Duras, et assistant à la bataille de Wilré en 1131, ce sont des membres de l'illustre famille des comtes de *Sayne*: nos auteurs ont mal lu les anciennes chroniques et ont pris l'N pour un V (3).

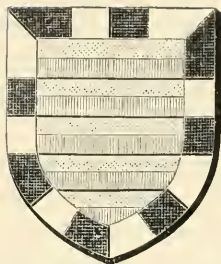
Enfin, la charte déjà citée, par laquelle l'évêque de Liège, Balderic II, donne, le 6 septembre 1016, à l'abbaye de Saint-Jacques, son alleu de *Silva*, ne concerne pas notre village, mais Saive et Celle, en Hesbaye.

(1) « ... Et in pago Liuvensi viginti mansos in villis quae dicuntur Wandria, Savia, Retines et capellam de Arvia », PERTZ, *Monumenta Germaniae historica*, t. VIII, p. 638; *Gesta episcoporum Tullensium*. Cette chronique se termine à l'année 1107.

Nous espérons trouver d'autres renseignements dans les cartulaires de l'évêché de Toul, mais toutes nos investigations à ce sujet ont été infructueuses; il paraît que la plus grande partie des archives de cet évêché sont perdues à tout jamais.

(2) BOVY, *Promenades historiques*, Liège, 1838; DELVAUX, *Dictionnaire géographique*, 1841; LAVALLEYE, *Le sire de Saive*, Liège, 1858.

(3) BOVY et DELVAUX. Pour prouver l'antiquité du village de Saive, ces deux auteurs s'appuient sur l'ouvrage d'Etienne Ransin intitulé: *Leodium*, etc. Nous avons parcouru ce fastidieux ouvrage sans trouver la moindre indication à ce sujet.



### Les seigneurs de Saive de la famille de Jupille.

La première mention du château de Saive se trouve dans une charte de l'évêque de Liège, Jean d'Enghien, du 1<sup>er</sup> septembre 1279, où sont énumérés les biens de l'église de Saive, notamment des terres joignant au grand vivier devant le moulin et le château : « *ante molendinum et castrum de Saive* » (1).

Cette charte semble indiquer que la seigneurie appartenait alors, sinon entièrement, du moins en grande partie, à la famille de Jupille (2). On voit par ce même document

(1) Voir annexe n° 1.

(2) La famille de Jupille portait « burelé d'or et de gueules de 10 pièces à la bordure composée d'argent et de sable de seize pièces ».

Les diverses branches de cette famille apportèrent à leur blason certaines modifications comme l'ajoute d'une bande, d'un lambel, etc.

que Jean de Jupille, chanoine de la cathédrale de Saint-Lambert, fut un bienfaiteur du village et le fondateur de la paroisse de Saive.

D'après Le Fort et Jalheau, il était fils de Jean Hanepin, de Jupille, chevalier, grand bailli du Pont d'Amercœur, mort et inhumé à Jupille en 1273, et d'Engine, fille du comte de Vianden; d'autre part, la charte précitée de 1279 rapporte que le chanoine Jean de Jupille laissa à l'église de Saive des biens pour l'anniversaire de *ses prédécesseurs*, savoir: Wéri, chevalier, et dame Engine, *ses parents*. Quoiqu'il en soit, il paraît bien certain qu'Engine de Vianden était sa mère; elle possédait à Saive des biens considérables dont Jean de Jupille fut l'héritier; celui-ci laissa à plusieurs églises de Liège des rentes pour les anniversaires de ses cousins Waltère et Arnold de Vianden et pour Henri de Vianden (1), chanoine de Saint-Lambert, évêque d'Utrecht en 1250.

Jacques de Hemricourt cite, sans en donner le prénom, un membre de la famille de Jupille qui épousa la fille du comte de Vianden; il dit, au sujet de ce mariage :

« Et deveis savoir que elis Messire Gerars Petelhons  
» out a femme la sereure Lowys Loylhe de Ioupilhe quy  
» fut peire à Waltir Panée et al viez Drughien et estoit  
» genty femme ly meire dedit Lowys et filhe le Conte de  
» Vyane a dont vivant et vos diray dont ly acointance vint,  
» ensy que je ay eut recorder les anchiens: veriteis est  
» que adont et longtemps apres, le Court de Iupilhe con-  
» dist à present le Bailherie de Pont apartenoit de droit  
» hyrtage al Evesque de Verdon et a son Eglise; et par-  
» tant que c'estoit loing de son pays, ilh le mist en la Warde  
» de Conte de Vyane, quy y mettoit officyens par sa main,

(1) Fils de Henri, comte de Vianden, et de Marguerite de Courtenai, comtesse de Namur, mort le 3 juin 1267.



» et le gounat (gouverna) ly peire dedit Lowys comme  
» officyens longtemps; car il estoit durement poissans a  
» lieu: le queil gouvernement pendant, ilh s'acontat de  
» Damoysselle Enghine de Vyane filhe dedit Conte, et le  
» prist à femme. S'en issirent Lowys Loelh desseurnomeis  
» et sa sereure mariée al dit Monss: Gerars Petelhon; et  
» de dont en avant et encore juxes al temps présent, ont  
» chilli de Ioupilhe et de Voteme clameit proismeteit a  
» cheaz de Viane, et veys de mon temps que quant ly  
» Conte Wilhelme de Namur dierain mors. fist tuweir  
» Lowys de Vyane, que Messire Iohan de Vyane Cannone  
» de S. Lambert, adont vivans et freires de jadis Lowys,  
» retrahit vers le linage de Ioupilhe et vers cheaz que  
» ledit Monss: Gerart Petelhon estoient deskendus come  
» a ses proismes, et furent tos jours sor son conseilhe  
» et sor les journeez, et quant les Damoysselles de Voteme  
» alont morir, quy furent Beghines et filhes dedit Monss:  
» Gerars, elles por caze de ceste amesteit et proismeteit,  
» fisent ledit Monss: Iohan de Vyane executeur et foymen  
» de leurs bins » (1).

Le chanoine Jean de Jupille paraît avoir joui d'une grande considération au chapitre de Saint-Lambert, dont il fut nommé grand chantre en 1281. Il se montra d'une grande générosité envers la Cathédrale de Liège, où il construisit et dota richement deux chapelles. Il laissa, en outre, des biens et des rentes considérables pour son anniversaire et celui de ses parents, notamment quarante et un muids d'épeautre de rente affectés sur des biens à Wandre (2).

(1) HEMRICOURT, *Miroir des nobles de Hasbaye*, édition Salbray, pp. 294-295.

(2) *Cathédrale de Saint-Lambert*, obituaire n° 201, fol. 64 v°, et 79; *Id. reg.* n° 2344, fol. 29 v°; *Liber Chartarum ecclesiae Leodiensis*, fol. 247; charte originale, n° 415.

Plusieurs autres églises et monastères du pays de Liège profitèrent de sa libéralité (1). En 1283, il donna à sœur Agnès, abbesse de Robermont, vingt bonniers de terre situés à Saive pour que son anniversaire soit célébré dans l'église de cette abbaye (2). Il en fonda aussi dans les collégiales de Sainte-Croix, de Saint-Denis et de Saint-Barthélemi, et dans l'église de Saive. Il mourut vers 1289.

A la fin du XIII<sup>e</sup> et au commencement du XIV<sup>e</sup> siècles, la seigneurie de Saive était fort morcelée; des chartes originales de l'époque (3) nous apprennent que les chevaliers Roger de Herstal et Gilles de Rabosée en possédaient des parties; le moulin de Saivelette, qui était leur propriété, fit l'objet de divers contrats entre la noble famille de Herstal et les del Tour de Wandre; mais c'était la famille de Jupille qui en possédait la plus grande partie et qui finit par l'acquérir toute entière.

Louis Loeil de Jupille, fils d'Engine de Vianden, épousa la fille d'Ulric de Bombaye, chevalier, et en eut un fils nommé le vieux Louis Drughin de Jupille. Celui-ci laissa plusieurs

(1) *Collégiale de Sainte-Croix*, stock, etc., n° 15, fol. 134; *Collégiale de Saint-Denis*, obituaire, mois de mai; Le Fort, 2<sup>e</sup> partie, vol. XIII, fol. 78.

(2) Charte de Robermont: « Et la afaitat sire Jehans de Jupille deseurdis a medame labesse deseurdite et aowes de lur maison devant nomée et werpit por Dieu et en anoine sor se umiers vint bonirs de terre erulle ki gisent ens el terroir de Seve et le curt et le maison ki sient a Seve deleis li mostier et ki tos est alues..... et est assavoir ossy que parmi ceste amoines doit ons faire son anniversaire IIII fois lan a quatre temporas de lan et a chascune fois des IIII anniversaires doivent avoir les dames V muids despeaute de pitanche en effermerie et en refretoir ».

(3) Archives de M. le comte de Mirbach, au château de Harff; chartes de 1282, 1296, etc.

enfants, notamment Arnould et Eustache Drughin (1), qui, ayant hérité d'une partie de la seigneurie de Saive, ne tardèrent pas à s'en dessaisir; une de ses filles, Marie de Jupille, épousa Guillaume de Prez, dit de Wez, dont les descendants et représentants restèrent seigneurs de Saive, en partie, jusqu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. (2)

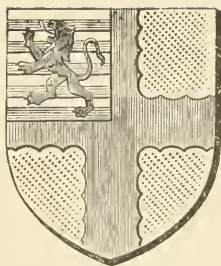
Wathieu Ponée de Jupille, châtelain de Cornillon, frère du vieux Drughin, épousa Elisabeth des Prez et en eut deux filles qui furent également cohéritières de Saive; une de ces filles appelée Damyon épousa Louis Gilar, fils de Gilar de la Cange, échevin de Liège, mais celui-ci ne tarda guère à aliéner sa part de la seigneurie.

L'autre fille de Wathieu Ponée épousa Gilles de Charneux: leurs descendants devinrent les vrais seigneurs de Saive.

(1) Eustache Drughin commandait, le 17 juin 1347 la garnison du château d'Argenteau, DARIS, XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles, p. 553.

(2) Voir le chapitre *Seigneurs en partie*.

---



## Les seigneurs de la famille de Charneux.

Gilles de Charneux, chevalier, était fils d'Arnold de Neuvice dit de Charneux, échevin de Liège et prévôt de Bouillon, mort en 1311. Il occupa les fonctions d'échevin de Liège, de 1314 à 1321.

L'évêque de Liège et le chapitre de Saint-Lambert le chargèrent de plusieurs missions importantes, notamment de la garde des forteresses de Cornillon et de Bouillon (1); il fut un des signataires de la Paix de Fexhe en 1316 et périt au siège de Bouvigne en 1321 : « Et là fut mors tou frois mesire Giele de Charneur I valhant chevalier; son chief fut espateis d'onne gros pierce; et partant quilh astoit de noble sanc, ilh fut raporteis à Liege » (2).

(1) *Cathédrale de Saint-Lambert*, charte n° 494.

(2) JEAN D'OUTREMEUSE, *Chronique*, t. VI, page 257.

A propos de *noble sang*, il est à remarquer qu'Arnold de Neuvise, dit de Charneux, père de Gillies, fut un des premiers fils de bourgeois « qui prit l'Ordre de Chevalerie à Liège, ayant esté fait Chevalier avec Monsieur » Jean Surlet, qui estoit pareillement fils de Bourgeois. (1) » Il prit les armes du côté de sa mère : d'or à une croix dentelée de gueule qui est Scavedries et Julémont et les brisa de part son père d'un quartier de Bierses qui est burelé d'argent et d'azur au lion de gueule brochant sur le tout.

De son mariage avec la fille de Wathien Ponée de Jupille, Gilles de Charneux eut trois fils :

1<sup>o</sup> Arnold de Charneux, échevin de Liège de 1347 à 1366, grand mayeur de Liège, gouverneur et châtelain de Franchimont. Il épousa Béatrix Surlet, fille de Gérard Surlet, chevalier et mourut probablement en 1366. Il fut inhumé, d'après Jalheau, dans l'église des religieux Dominicains, à Liège.

2<sup>o</sup> Walthère de Charneux, chanoine de la cathédrale de Liège, prévôt des collégiales de Saint-Pierre, à Liège, et de Notre-Dame, à Maestricht. Il est aussi cité en 1362 comme écolâtre de la collégiale de Saint-Paul, à Liège, et homme de fief d'Englebert de la Marck, évêque de Liège (2). Il mourut le 7 juillet 1392 et fut inhumé « sous une lame de cuivre » dans la chapelle du Saint-Sacrement en la cathédrale de Saint-Lambert, à Liège. On grava sur sa tombe ses quatre quartiers et une épitaphe pompeuse qui célébraït ses vertus (3).

3<sup>o</sup> Adolphe, dit Aoust de Charneux, chevalier, échevin de la Souveraine Justice de Liège, bourgmestre de Liège

(1) HEMRICOURT, *Miroir des Nobles de Hasbaye*, édit. Salbray, p. 236.

(2) *Abbaye du Val-Saint-Lambert*, charte n<sup>o</sup> 624.

(3) LE FORT, 2<sup>e</sup> partie, vol. II, fol. 21.

# SEALS OF THE HOUSE OF BOURBON



LOUIS DE BOURBON, COMTE DE FLANDRES 1549



1556



JEAN DE BOURBOURG 1556



PIERRE DE LE CHAPNEUX 1555



ANTOINE DE CHABOUY 1559



THIERRY DE MONTANT 1574



THIERRY DE MONTANT 1570





en 1362, épousa Marie de Lavoir, fille de Henri de Lavoir et de Marie de Flémalle.

Ces trois frères s'efforcèrent de racheter à leurs nombreux cohéritiers la part qui leur était échue de la seigneurie de Saive (1) et parvinrent à la reconstituer dans leur famille.

Certains membres de la famille de Jupille y conservèrent pourtant des droits et des biens.

Le 12 mars 1360, Jean de Jupille, fils de Jean dit de Franchimont, releva à la Cour féodale (2) de Liège *la huitième part de la moitié de la hauteur de Seyve en la terre de Dolhain* (3) (Dalhem), avec cens, chapons, rentes et tous autres émoluments lui appartenant par la succession de ses père et mère (4).

Le 10 septembre 1431, Jean le Thourier, fils de Willem des Cortis, releva également, devant la Cour féodale, la huitième part de la moitié *delle hauteur delle ville de Seyve*, etc., par la mort de Jean de Jupille, son cousin (5). Après ce relief, nous ne trouvons plus de trace de cette partie de la seigneurie.

A la mort d'Arnold de Charneux, la seigneurie de Saive échut pour la plus grande part à son fils, Gilles de Charneux, chevalier, seigneur de Saive et à Charneux, qui

(1) Arnold de Charneux racheta en 1351 la part de Gille Gillar; en 1358, celle de Rennechon delle Tour de Wandre; en 1362, celle de Lowars (Louis), fils de Guillaume de Jupille; Walthère de Charneux acquit, en 1367, à Stassin Drughin, de Jupille, la moitié du bois de Saive, etc. (*Archives du château de Harff*).

(2) Saive étant un alleu, nous ignorons pourquoi les reliefs de la 16<sup>e</sup> partie de la seigneurie se faisaient à la Cour féodale.

(3) Saive n'était pas situé dans le comté de Dalhem, mais faisait partie de la banlieue de Liège. Voir page 253.

(4) *Cour féodale de Liège*, reliefs, reg. n° 40, fol. 19.

(5) *Idem*, reliefs, reg. n° 46, folio 69.

épousa, en 1368, Isabelle de Gheilekerke, fille de Jean de Gheilekerke, chevalier, et de Marie d'Ouffet.

Le nouveau seigneur dut, le 14 août 1372, emprunter, à Thomas de Soiron, une somme de mille florins d'or, dont il hypothéqua la seigneurie de Saive ; par un acte passé le lendemain, 15 août, Thomas de Soiron et Maroie de Wez, sa femme, firent savoir que, pour cet emprunt, Gilles de Charneux leur « doit rendre et pair az canges » ou en leur hosteit à Liège cent et siex florins petis viez » de bon our del fort pois et ale droite ensengne de » Collongne cescun an hiretablement al jour nostre dame » en my aoust », et que Gilles de Charneux ou Walthère de Charneux, chanoine de Liege, son oncle, peuvent racheter cette rente dans le terme de six ans au prix de mille florins d'or. Si la rente n'était pas payée dans le délai fixé, Thomas de Soiron pouvait entrer en possession des biens hypothéqués, savoir : « le casteal, forterece, ville, » hauteur et justice de Seyves avec les bins à chu » appendans » (1).

Thomas de Soiron, qui releva, le 8 mars 1381, le château de Kinkempois (2), fut remboursé dans le terme indiqué, car Gilles de Charneux resta seigneur de Saive.

Les enfants d'Adolphe de Charneux reçurent aussi en héritage de leur père et de leur oncle, Walthère de Charneux, une partie des biens de Saive ; ces enfants étaient : Gilles, l'aîné, « qui n'eut pas grande conduite », épousa Marie de Coir et mourut sans enfants ; Alix, qui épousa Thierry de Moylant, chevalier, seigneur de Jehanster, échevin et bourgmestre de Liège en 1380 (3) ; enfin,

(1) *Archives du château de Harff.*

(2) *Cour féodale de Liège*, reliefs, reg. n° 42, folio 59.

(3) Fils de Thierry de Moylant, chevalier, échevin de Liège, et de Helewi de Saint-Martin.

Englebert, Henri et Arnold, qui embrassèrent tous trois l'état ecclésiastique ; ces deux derniers, chanoines à Maestricht, cédèrent leur part à Thierry de Moylant, leur beau-frère ; ce dernier par des acquisitions successives, devint un prétendant sérieux à la seigneurie de Saive.

Gilles de Charneux, fils d'Arnold, mourut sans enfants, la seigneurie échut à sa nièce, Lise ou Élisabeth de Brouck, fille de Simon de Brouck, dit de Gemmenich, et de N. de Charneux.

Élisabeth de Brouck épousa, vers l'an 1380, Englebert Nyl de Birgel, maréchal héréditaire du duché de Juliers, châtelain, avoué et amman de Nideggen, seigneur de Rode et d'une partie du château de Tomberg (1). De ce mariage naquirent six enfants :

1<sup>o</sup> Frambach de Birgel, l'aîné, qui suit, hérita de la seigneurie de Saive.

2<sup>o</sup> Alveradis épousa Jean de Harff de Lintzenich.

3<sup>o</sup> Metzgin épousa, en 1420, Gérard Beissel de Merode.

4<sup>o</sup> Lysgen.

5<sup>o</sup> Simon épousa Fritza de Thorr, veuve de Diederich d'Engelsdorf, et n'en eut pas d'enfant. Il était, en 1413, en guerre avec la ville d'Aix-la-Chapelle, qui lui réclama, en 1420, avec Carsilius de Pallant, le château et la terre de Wildenburg.

6<sup>o</sup> Enfin Bauduin épousa Marguerite d'Oupeye.

(1) Nous devons la communication de nombreux documents sur les seigneurs de Saive, originaires du pays de Juliers, à M. le comte de Mirbach, qui a bien voulu mettre à notre disposition les belles archives de son château de Harff, et à M. von Oidtmann, capitaine commandant au 4<sup>me</sup> régiment de Grenadiers (*Reine*) de la Garde, à Coblenze, dont on connaît les importants travaux sur les familles du pays de Juliers.



#### FRAMBACH DE BIRGEL, 1421-1438.

Frambach de Birgel, seigneur d'Eschweiler, Marschallrath, Bovenberg, Holzheim, Saive, Charneux, de la moitié de Tomberg, etc., maréchal héréditaire de Juliers, amman de Montjoie, épousa, en 1403, Jeanne de Huckelhoven, fille de Henri de Huckelhoven, drossard et seigneur d'Eschweiler, etc. (1) ; par un acte de partage de 1416, Simon de Birgel renonça, en faveur de son frère Frambach, aux biens maternels de Saive et de Charneux et conserva en échange Bovenberg ; à sa mort, la terre de Bovenberg retourna également à Frambach. (2)

Frambach de Birgel eut quelques difficultés au sujet de la seigneurie de Saive, avec Adam de Moylant, seigneur de Rocour, son cousin, fils de Thierry de Moylant, et d'Alix de Charneux, auquel était échue la partie de Saive possédée jadis par Adolphe de Charneux.

Mais le 29 juin 1421, Adam de Moylant « considérant que » les seigneuries de Saive et de Charneux avec leurs

(1) Leurs convenances de mariage se trouvent aux archives du château de Harff.

(2) *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, tome VI, p. 251.

» dépendances sont l'apanage de Frambach de Birgel qui  
» en est l'héritier direct comme représentant messire  
» Arnold de Charneux et Gilles son fils », renonça aux  
droits qu'il pouvait avoir moyennant le payement, dans  
le délai de huit ans, d'une somme de huit cents florins de  
Hollande. Cette somme avait été jadis dépensée pour ces  
seigneuries par Thierry de Moylant, père d'Adam. Celui-ci,  
par son acte d'abandon, exprime le désir que toute affaire  
de famille et autre soit réglée entre lui et Frambach; il  
prie son cousin de régler ses affaires testamentaires quand  
cela sera nécessaire, d'être pour lui un ami et un père et  
de l'aider à devenir un homme d'esprit (dat ich ein gheis-  
telich man werden muge) (1).

La somme de huit cents florins fut payée dans le terme  
fixé; Adam de Moylant en donna quittance à Frambach de  
Birgel en 1429, tout en réitérant sa renonciation pour  
lui et pour ses descendants (2); il avait épousé Agnès, fille  
de Jean de Harche et d'Isabelle de Biernawe, dite de  
Lardier.

Il est probable que son état de fortune n'était pas des  
plus brillants, car le 3 juillet 1426, il emprunta, avec  
Herman de Charneux, son receveur, à Wathien d'Atin,  
souverain mayeur de Liège, la somme de cent quarante  
griffons pour payer des dettes et pour d'autres usages (3).

Il mourut au château de Montjoie, diocèse de Cologne,  
le 4 mars 1435, et institua Agnès de Harche, sa femme,  
son héritière universelle.

(1) Copie du XVI<sup>e</sup> siècle légalisée par notaire; Bibliothèque de la  
Cour, à Darmstadt. *Collection d'Alfter*, vol. 35, p. 2004-5.

(2) *Beiträge zur genealogie der adligen geschlechter von Joseph  
Strange*, Ahtes heft, Cöln, 1869, pag. 67, n° 4.

(3) Charte du monastère de Lens-Saint-Remy.

Frambach de Birgel assista à ses derniers moments. Retenu par les fonctions qu'il exerçait au duché de Juliers et par les seigneuries qu'il y possédait, Frambach de Birgel n'habita guère le château de Saive (1); on constate cependant, sa présence à des reliefs de fiefs sous Jean de Wallenrode, Jean de Heinsberg ayant été, en 1418, promu à l'évêché de Liège, Frambach de Birgel devint son conseiller et son trésorier; c'est en cette double qualité qu'il accompagnait souvent le prince de Liège et assista aux reliefs des fiefs en 1420, 1421 et 1422, à Liège, Huy, Grammont, etc. (2).

Il combattit aussi en plusieurs circonstances en compagnie des seigneurs liégeois et aux côtés de Jean de Heinsberg (3). Celui-ci le nomma même son maréchal; voici en quels circonstances : le premier août 1421, Jean de Heinsberg partit avec un grand nombre de seigneurs et de bourgeois de Liège, pour combattre les Hussites qui se livraient en Bohême à d'affreux excès contre les catholiques; le pannonceau de l'évêque était porté par le chevalier Adam d'Oupeye; le premier jour, l'armée liégeoise logea à Millen et arriva le lendemain au château d'Eschweiler, seigneurie appartenant à Frambach de Birgel où les troupes de l'archevêque de Cologne et de nombreux seigneurs étrangers se joignirent aux Liégeois. C'est ce jour-là que le prince de Heinsberg choisit le seigneur de Saive pour son maréchal et lui confia sa bannière. Frambach la remit à son frère Bauduin de Birgel, « homme sans peur et de grand courage », qui la

(1) Lorsqu'il est cité dans les registres de la Cour de Saive, on le qualifie de *li damoiseau de Sere* ou *damoiseau Frambaise*.

(2) *Cour féodale de Liège*, reliefs, reg. n° 45, f<sup>s</sup> 14, 18, 25, 40, 167.

(3) Frambach, Bauduin et Simon de Birgel, avaient, en 1419, promis au seigneur de Heinsberg aide et assistance au pays de Juliers.

porta durant toute la campagne. Celle-ci ne fut pas longue, car l'Empereur Sigismond, voyant que les croisés ruinaient le pays sans obtenir aucun résultat, les pria de retourner chez eux; Jean de Heinsberg rentra à Liège, le 1<sup>er</sup> septembre 1421 (1).

Les registres de la Chambre des finances du prince prouvent que Frambach de Birgel fut encore chargé par lui de diverses missions; on trouve, notamment aux comptes de 1429: « Promiers fut despendut par damoiseal Frambasse » et ledit receveur (du prince) quant ils furent à Düren » pour certaines besognes VIII pesans florins et demy (2). »

Nous ignorons quelle était cette besogne, mais Jean de Heinsberg eut sans doute à se louer du zèle de son serviteur, car il lui abandonna pendant plusieurs années le produit de la recette du bailliage de Jupille: « De touz les » bins extans en la cerrye de Pont d'Ameircourt ly dis rece- » veur (du bailliage) nen at rins recut, car Monsingneur » en at ordineit a damoisial Frambasse de Birghel (3). »

Frambach de Birgel était aussi en relations avec Jean III, comte de Namur; celui-ci lui avança, le 17 avril 1424, une somme de mille couronnes de France dont les biens de Saive et de Charneux furent hypothéqués. Voici la lettre adressée à ce sujet au comte de Namur par le seigneur de Saive:

« Tres honnouré et tres chier segneur, je me recom- » mande a vous assez de fois, et vous plaise savoir, ensi » que autrefois ay parleit a vous a cause del assene » que je doy faire pour le somme des mille couronnes que » j'ai adpresent receu de par vous par le main Willaume

(1) JEAN DE STAVELOT, *Chronique*, p. 188.

(2) *Chambre des finances*, recette générale, reg n° 216, f° 80 v<sup>so</sup>.

(3) *Id.* f° 79; n° 443, f° 87.



» de Gravier (1). etc., lequel assenne je offroye faire sour  
» me terre de Charnoir ou sour le court de le moynerie, le  
» court des segnourages et le moullin de Seyves. Tres  
» honnouré et très chier segneur se boin vous semble a  
» mon advis, ledit assenne seroit mieux et plus souffissant  
» sour lesdites cours et ledit moullin que sour le terre de  
» Charnoir, car lesdites cours et mollin sont bien en valleur  
» de C et L muis despeaulte cescun an et encore plus. Se  
» vous y plaise avoir advis moi seneffiant sur ce vostre  
» plaisir. Car ce m'est tout ung douquel des deux assennes  
» qu'il vous plait et ce dit assenne vostre responce heuwe  
» et le lieu où il vous plaist que fait soit je voel acomplir  
» dedens le saint Jehan prochain et vous lairay savoir XV  
» jours devant quant faire se polra. Tres honnouré et tres  
» chier segneur, adiez, poez à moy seneffier vos bons  
» plaisirs pour les acomplir à mon pooir, priant messire  
» que adies vous ait en sa sainte garde.

» Escript à Huy le XVII<sup>e</sup> jour d'avril (1424), Vostre servi-  
» teur Frambach de Birgel, mariscal hiretier de le ducet  
» de Jullers ».

Au dos : « A mon très honouré et tres chier segneur mon-  
» segneur le comte de Namur, segneur de Bethune » (2).

L'abbaye du Val-Dieu, près de Charneux, eut à se louer de la générosité du seigneur de Saive qui, par un acte du 24 avril 1428, assigna, conjointement avec Jeanne, son épouse, à ce monastère, une rente annuelle de soixante muids d'épeautre affectés sur ses biens situés dans le Limbourg et aux environs. Il passa cet acte en présence de Simon de Birgel, son frère, et d'Adam de Moylant, son parent (3).

(1) Banquier à Namur.

(2) *Chartes des Comtes de Namur*, n<sup>os</sup> 1366, 1367 de l'inventaire de M. Piot, archiviste général du Royaume.

(3) Archives du Val-Dieu, *Liber privilegiorum*, fol. 414.

On trouve encore Frambach de Birgel, le 23 avril 1430, assistant, comme témoin, au serment que prêta au chapitre de Saint-Lambert, Henri de Gronsveld, nommé châtelain de Franchimont (1).

Les habitants de Saive furent mis en émoi, le 15 mai 1436, par l'arrivée d'une troupe nombreuse d'hommes armés escortant deux captifs: c'étaient le chanoine Lambert d'Atin (2), fils du fameux séditieux, et son serviteur, que les bourgmestres de Liège venaient de faire saisir à cause de leur complicité avec les rebelles. Informés que de Maestricht, où il s'était réfugié, Lambert d'Atin devait se rendre avec son valet à Julémont pour percevoir des rentes dues à son père, les *maistres* de Liège y avaient envoyé un grand nombre de soldats qui s'en emparèrent sans peine.

Le chroniqueur Jean de Stavelot rapporte que : « Les communes gens et les pastureales aloient veoir les » gens d'armes passer et ne savoient don chu venoit. » La troupe venant du Limbourg passa derrière la forteresse de Saive, traversa Wandre et Jupille, passa la Meuse à Herstal, et conduisit le prisonnier dans la tour de Bernalmont, où on le retint quelques jours. Un soir, on le conduisit près d'une bure abandonnée et on l'y précipita après lui avoir fracassé la tête. Les auteurs de ce meurtre cruel et inique accoururent ensuite à Liège, où ils arrivèrent à minuit, et crièrent à ceux qui gardaient la cité : « Lambert d'Atin est mors, on le viera jamais plus » (3).

Frambach de Birgel et Jeanne de Huckelhoven eurent

(1) *Cathédrale Saint-Lambert*, conclusions capitulaires, reg. n° 109, fol. 135 v°.

(2) Il était docteur en droit, chanoine de Saint-Lambert, de Saint-Paul et de Saint-Martin, prévôt de Saint-Denis, à Liège, et chanoine de Saint-Sauveur, à Utrecht.

(3) JEAN DE STAVELOT, *Chronique*, p. 323.

deux enfants; l'aîné, Englebert Nyt, que Jean de Stavelot qualifie de seigneur de *Seyne*, fut maréchal de Juliers et épousa, en 1429, Adélaïde de Gronsvelt, fille de Henri de Gronsvelt et d'Adélaïde d'Oupeye. Englebert de Birgel reçut de son père, en subside de mariage, une rente de trois cents muids d'épeautre assignés sur les bans de Vaux, Charneux et *Chane*, et le château de *Chane* comme habitation. Les châteaux de Tomberg et d'Eschweiler devaient aussi lui revenir après la mort de ses parents. Adélaïde apporta en dot une rente de deux cents muids d'épeautre affectés sur la seigneurie de Herstal et d'autres biens (1).

Englebert de Birgel intenta, en 1439, un procès au seigneur de Croy pour obtenir la possession de la terre de Herstal et ce qui lui avait été promis en convenances de mariage, mais il perdit sa cause.

Les chroniques de Liège nous rapportent qu'Englebert Nyt de Birgel se trouvant, le 30 juin 1441 (2), à Cologne, y provoqua à un combat en champ clos un seigneur espagnol célèbre par sa vaillance. Celui-ci avait, pour l'amour de sa dame, attaché une *berricke* (3) à son épaule, et quiconque la touchait devait faire *fait d'armes contre lui*. Ce seigneur étranger avait, auparavant, combattu cinq fois le bâtard de Saint-Pol.

Le tournoi eut lieu à Düren, le 8 août 1441 et les jours suivants; Nyt de Birgel fut vainqueur le premier jour de combat et, le second, il *passa l'espagnol outre son harnas*. Emportés par leur ardeur, ils voulaient tous deux continuer la lutte jusqu'au bout et mettre pied à terre pour *férir de haches et oultrier de dagues*, mais

(1) Renseignements de M. le capitaine von Oidtman.

(2) Des chroniqueurs allemands assignent d'autres dates à cet épisode.

(3) Voir JEAN DE STAVELOT, *Chronique*, page 459, note 2.

les seigneurs présents les arrêtrèrent. Le lendemain, le duc de Berg, seigneur de Düren, les archevêques de Mayence et de Cologne, le prince-évêque de Liège et un grand nombre de comtes et de chevaliers s'érigèrent en arbitres entre les deux champions; il fut déclaré, au rapport des hérauts, que les combattants avaient bien fait leur devoir, mais que Messire Nyet *l'avait encore mieux fait*; on rendit à l'espagnol les *berickes* qu'il portait sur sa manche, et on le nomma Hector: Englebert Nyt de Birgel, en galant homme, lui envoya un bœuf, seize moutons, soixante chapons et six aines de vin rouge et blanc (1).

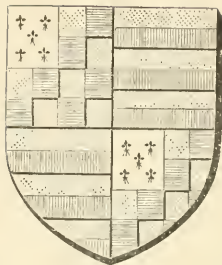
Jean de Heinsberg partit, le 31 janvier 1444, pour faire le pèlerinage de la Terre-Sainte, qu'il ne put accomplir. En effet, d'après Jean de Stavelot, le sultan ayant appris que le prince de Liège était duc de Bouillon, et successeur de Godefroid de Bouillon, refusa de le laisser aborder en Palestine; Nyt de Birgel fut un des seigneurs d'Outre-Rhin qui l'accompagnèrent; il revint avec le prince à Liège, le 31 août 1444 (2).

Quelque temps après, on le trouve à la guerre entre les Gueldrois et le pays de Juliers « portant gentiment la bannière de Juliers ».

Après la mort de sa première femme, il se remaria, en 1447, avec Gertrude de Nesselrode, et, en troisièmes noces, en 1468, avec Paitze de Raesfeld; il eut des enfants de ces trois unions, mais ils ne possédèrent pas la seigneurie de Saive, qui échut à sa sœur Marguerite de Birgel.

(1) JEAN DE STAVELOT, *Chronique*, p. 459.

(2) DARIS, *Histoire de la Principauté et du Diocèse de Liège* XV<sup>e</sup> siècle, p. 307.



ARNOLD DE HOEMEN. — 1433-1451.

Marguerite de Birgel, fille de Frambach et de Jeanne de Huckelhoven, épousa, en 1433, Arnold de Hoemen, vicomte héréditaire de l'archevêché de Cologne et seigneur d'Odenkirchen (1). Il devint par ce mariage seigneur de Saive.

Il chargea de l'administration de la seigneurie de Saive un châtelain pour veiller au maintien de ses droits et percevoir les revenus.

Henri Rueffman, de Fauquemont, fils de Godefroid Rueffman, échevin de Herstal, et de Jeanne de Racourt, était châtelain en 1447 et ne s'acquitta pas très diligemment de sa charge ; aussi eut-il de nombreuses difficultés avec son maître et les seigneurs de Saive ses successeurs.

Arnold de Hoemen eut à soutenir un long procès contre Antoine de Croy, seigneur de Herstal, au sujet des biens dits « delle Motte », qui faisaient partie de la seigneurie de Saive. Le seigneur de Herstal prétendait que la

(1) Fils d'Arnold de Hoemen de Wedenaw et de N. d'Odenkirchen, vicomtesse héréditaire de l'archevêché de Cologne ; LE FORT, 1<sup>re</sup> partie, vol. XI, fol. 37.

Motte se trouvait sur son territoire et lui était redevable d'une rente de quarante muids d'épeautre (1).

Nous ignorons comment le conflit se termina : mais, dans la suite, la Motte quoique toujours indiquée comme terre de Brabant fut, jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, relevée à la Cour allodiale de Liège, en même temps que la seigneurie de Saive.

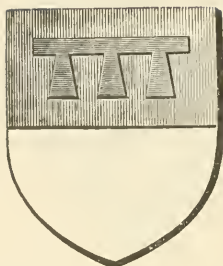
Arnold de Hoemen et Marguerite de Birgel eurent deux enfants :

1<sup>o</sup> Jean de Hoemen, chevalier de l'Ordre de Saint-Hubert au duché de Juliers, seigneur d'Odenkirchen, Rulandt, vicomte héréditaire de l'archevêché de Cologne, épousa Marguerite de Pallant de Rulandt, fille de Jean, baron de Pallant, chevalier, seigneur de Rulandt et de Barbe de Pirmunt (2).

2<sup>o</sup> Ricarda de Hoemen épousa Jean de Harff et lui apporta en dot la seigneurie de Saive et les biens de Charneux.

(1) *Cour de Herstal*, reg. n<sup>o</sup> 6, fol. 21 v<sup>o</sup>. La Motte, qui figure sur la carte archéologique de Van der Maelen, sous le nom de château carlovingien, est qualifiée de *arx* dans un document de 1279 : « . . . . tria jornalialia jungentia . . . versus orientem vie qua tenditur » ad arcem de Vetere Vineto dictam delle Motte. » Voir annexe n<sup>o</sup> 1. Dans la suite, elle perdit complètement son caractère de château-fort et devint une métairie. M. le comte de Mirbach-Harff nous a communiqué plusieurs documents des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles concernant *la tenure delle Motte*. Une de ces chartes porte que, le 10 octobre 1353, Renard de Gore, chanoine de Liège, prend en héritage, *du seigneur de Herstal*, « le court, manoir, vivirs, jardins, terres, » preis, bois, etc., condist la tenure delle Motte séans asseis près de » Saeves moyennant une rente annuelle de quarante muids d'épeautre » et quatre mares de cens. »

(2) LE FORT, 1<sup>re</sup> partie, vol. XI fo 37.



ADAM DE HARFF. — 1451-1458.

Ricarda, ou Karde de Hoemen, épousa, en 1451, Adam de Harff, chevalier de l'Ordre de Saint-Hubert, au duché de Juliers, fils aîné de Godefroid de Harff, chevalier, seigneur de Harff, grand bailli du duché de Juliers, et de Henriette de Broechuisen, fille de Guillaume de Broechuisen, chevalier, et d'Agnès de Weerdenbergh, et lui apporta en dot la seigneurie de Saive (1).

Adam de Harff ne faisait pas du château de Saive sa résidence habituelle et confiait l'administration de la seigneurie au châtelain Henri Rueffman. Les comptes de ce châtelain pour les années 1453 et 1454 (2), les seuls que nous connaissions, renferment quelques détails intéressants; ils apprennent que le seigneur de Saive percevait annuellement en cet endroit des cens, rentes et chapons, évalués à cent et soixante-dix-neuf muids d'épeautre, et était redevable à diverses personnes de quatre-vingt-onze muids et un setier.

(1) Leur contrat de mariage se trouve en original aux archives du château de Harff.

(2) *Archives du château de Harff*; ces comptes furent rendus à Godefroid de Harff, père du seigneur.



Par les dépenses du châtelain, qui s'élevaient, en 1453, à quarante-neuf griffons, on constate que Godefroid de Harff, père du seigneur, venait très souvent à Saive et en nombreuse compagnie ; il avait toujours avec lui une suite de dix à vingt cavaliers ; l'on voit aussi que le seigneur de Saive, lorsqu'il occupait son petit manoir, observait les lois de l'hospitalité : « Monseigneur de Saive a hébergé un pauvre homme et lui a donné un muid d'épeautre. » En 1454, on renseigne les frais occasionnés par les fréquents séjours à Saive du seigneur ou de ses envoyés : « Lorsque messire Adam de Harff se rendit avec son frère, son beau-frère et ses amis, aux noces de Frédéric de Withem (1), il vint à Saive avec quatorze chevaux et y demeura six jours entiers. »

Le châtelain faisait figurer, chaque année, dans ses dépenses, ses habillements, tant d'hiver que d'été, pour la somme de quatre florins.

Adam de Harff ne fut point satisfait de l'administration de Henri Rueffman ; il le congédia en 1456 et lui intenta une action en dommages et intérêts pour mauvaise gestion.

Lorsque Henri Rueffman avait été préposé à l'administration de Saive, les fermes étaient en bon ordre et en plein rapport ; lorsqu'il quitta ses fonctions, toutes les terres étaient en friche : en 1453, le châtelain de Dalhem fit une délimitation ou cerclemenage de sa juridiction et prétendit empiéter sur la seigneurie de Saive du côté de Cheratte ; la cour de Saive voulut faire valoir ses droits ; mais la négligence de Henri Rueffman permit au châtelain de Dalhem de s'emparer d'une partie de la terre de Saive,

(1) Frédéric de Withem épousa, en 1454, Marie Chabot, fille d'Eustache Chabot, seigneur d'Omesée, Colonster, etc. Leurs conventions de mariage sont du 3 novembre 1454, Le Fort, 1<sup>re</sup> partie, vol. XXV, fol. 67.

sans que le seigneur en eût connaissance (1). Le châtelain était encore accusé d'avoir vendu à son profit des chênes et d'autres arbres et d'avoir laissé brûler une grange ; en outre, il n'avait jamais rendu compte de ses recettes et dépenses.

Les échevins de Liège décidèrent, le 25 octobre 1456, que Henri Rueffman n'avait pas rempli convenablement ses fonctions, et qu'il devait indemniser Adam de Harff des dommages causés par son incurie. Ceux-ci furent évalués à deux cent et quarante muids d'épeautre (2). De son côté, Rueffman réclama une somme de deux cents florins et des journées d'ouvriers.

Le châtelain n'ayant pas obéi à la sentence des échevins fut incarcéré dans la prison de Liège et n'en sortit que plusieurs mois après, moyennant caution. Le procès traîna en longueur et n'était pas encore terminé le 14 janvier 1458 (3).

Malgré ses absences prolongées, Adam de Harff s'intéressait au château de Saive ; il fit construire un grand vivier (4) et établit comme châtelain de Saive, en 1457, Olivier de Libermeit, frère de Guillaume de Libermeit, chanoine de Saint-Lambert et prévôt de Saint-Jean-Evangéliste, à Liège (4).

Adam de Harff eût trois fils :

1<sup>o</sup> Godefroid, marié à Anne de Renesse, fille de Jean de Renesse, seigneur de Renouwen, et de Cornélie de Bockoven.

(1) Les comptes de Henri Rueffman pour 1453 mentionnent pour tant les dépenses qu'il fit en accompagnant dans un cerclemenage le châtelain de Dalhem et les échevins de Cheratte.

(2) *Échevins de Liège*, Greffe Stéphany, œuvres, reg. n<sup>o</sup> 21, fol. 245 vo.

(3) *Id. Id.*, reg. n<sup>o</sup> 23, fol. 285.

(4) *Archives de Harff*.

2° Arnold, seigneur de Neyrhooven, chevalier de Jérusalem. Il voyagea en Italie, Egypte, Arabie, aux Indes, en Ethiopie, en Palestine, Turquie, Grèce, Hongrie, Espagne, France, etc., et écrivit une curieuse description de son voyage, mais ce qu'il dit de l'Arabie, des Indes et de l'Afrique centrale, est tiré de Mandeville. Il épousa Marie de Bongart de Bergenhausen, fille d'Eustache de Bongart de Bergenhausen, chevalier, et de Marguerite d'Argenteau, et mourut sans enfant.

3° Adam, seigneur de Lintzenich, marié à Jeanne, de Pallant, fille de Damian, baron de Pallant, seigneur de Weiszweiler, et de Jeanne de Gryn, dame de Cosseler.

Adam de Harff trouvant sans doute que cette petite seigneurie lui causait plus d'ennuis que d'avantages, la vendit au commencement de l'année 1458 à Raes de Ryckel, chanoine trésorier de Saint-Lambert.



RAES DE RYCKEL. — 1458-1475.

Raes de Ryckel était fils de Jean Bolle, seigneur de Ryckel et de Marguerite de Haccourt (1).

Il devint fort jeune chanoine de Saint-Lambert

(1) DE THIEUX, *Le Chapitre de Saint-Lambert*, vol. 2, p. 192.

et obtint, dans la suite, la dignité de prévôt de la collégiale de Saint-Barthélemi et la charge de bailli de la cathédrale de Liège; il figure en cette dernière qualité, le 5 juin 1459, dans un cerclemenage entre la seigneurie de Fexhe, appartenant au chapitre, et la terre de Herstal (1).

Il habitait, en 1457, la maison de feu Jean de Haccourt, son oncle maternel, qui avait aussi été chanoine de Saint-Lambert.

A peine en possession de la seigneurie de Saive, il l'hypothéqua, le 14 octobre 1458, d'une rente annuelle de vingt muids d'épeautre, à Josse delle Marche, chanoine de Saint-Lambert (2).

La seigneurie de Saive eut beaucoup à souffrir des troubles qui désolèrent la principauté de Liège à cette époque; un grand nombre de maisons furent *arses* et les terres restèrent longtemps en *triche*.

Le seigneur de Saive mourut le 10 mars 1475; sa maison claustrale fut saisie par le chapitre pour payer les frais de

(1) *Archives de S<sup>t</sup>-Lambert*, Grande Compterie, stock rouge, fo 181.

(2) *Id.* *id.* stock A, n<sup>o</sup> 3, 1470-1738, fo 129 v<sup>o</sup>.

Après la mort de Josse delle Marche, cette rente fut payée par les seigneurs de Saive à Gertrude delle Marche, sœur de Josse, qui épousa Jean Royer, seigneur de la Neuville. Elle passa ensuite à Gertrude Royer, leur fille, qui épousa 1<sup>o</sup> Daniel de Sovey, 2<sup>o</sup> Arnold le Moisne, de Niverley; puis à Marie de Sovey, qui épousa Henri de Redingen, de Tirlemont. Celui-ci ayant été fait prisonnier pendant les guerres civiles, fut obligé, pour payer sa rançon, d'aliéner ses biens. La rente de vingt muids fut acquise, le 16 juin 1481, par Thomas Peronne. Josse Royer, frère de Gertrude, chanoine et official de Liège, en fit le retrait lignager et la laissa par son testament, du 2 novembre 1515, aux chanoines de Saint-Lambert; voir les *Testaments originaux des chanoines de Saint-Lambert*; L<sup>e</sup> Fort, 1<sup>re</sup> série, reg. n<sup>o</sup> 20, fol. 148; *Cour allo-diale de Liège*, reg. n<sup>o</sup> 32, fol. 48 v<sup>o</sup>, 164.

ses funérailles , qui , par un décret du 27 mai 1478, furent mises à charge de la fabrique de la Cathédrale.

Raes de Ryckel laissait un fils naturel nommé Jean, qui hérita de la seigneurie de Saive.

#### JEAN DE RYCKEL. — 1475-1480.

Jean de Ryckel , seigneur de Saive , eut plusieurs difficultés au sujet de la succession de son père (1), qui avait laissé une situation assez embrouillée ; il continua aussi les procès intentés à ses prédécesseurs par Henri Rueffman , ancien châtelain de Saive , et par le seigneur de Herstal , qui réclamait une rente de quarante et un muids d'épeautre et quatre mares de cens sur les biens de la Motte.

Le 20 juillet 1476 , Nicolas de Somevoir (2), qui avait épousé Catherine , fille de Henri Rueffman , réclama à Jean de Ryckel douze muids d'épeautre de rente , promis jadis à son beau-père par Arnold de Hoemen.

(1) Notamment avec Elisabeth de Goetsenhoven , servante de Raes de Ryckel , à qui celui-ci avait laissé , par testament , la moitié des bestiaux qui se trouvaient au château de Saive : « idem quondam dominus Raso in eodem castro (de Seave) » inter alia sua bona mobilia habuit et possedit octo vaccas , » quamlibet in valore novem griffonum , quatuor boves quemlibet » valore XII griffonum et duas juvenas quamlibet valore quatuor » griffonum et XVIII porcos quemlibet valore duorum et dimidii » griffonum simul ascendentium CLXXIII griffon., facientes pro ejus » medietate LXXXVII griffones , quos dictus reus ( Jean de Ryckel ) » apprehendit et ideo illos ab eo petit » 24 7<sup>bre</sup> 1478 ; *Cathédrale Saint-Lambert* , conclusions capitulaires , reg. n° 112 , f° 19 ; *Cour de Herstal* , reg. n° 9 , f° 203.

(2) Nicolas de Somevoir figure , en 1479 , comme « cheval-  
cheur de l'écurie du duc de Bourgogne » ; *État tiers* , reg. n° 264.

Condamné à les payer, sauf à poursuivre ceux qui avaient vendu la seigneurie à son père, Jean de Ryckel s'y refusa, et Nicolas de Somevoir obtint saisie-arrêt sur tous les biens qu'affectait cette rente; Adam de Clermont s'en rendit acquéreur le 26 août suivant, moyennant le paiement de la rente. (1)

Quelque temps après, Jean de Ryckel passa au service des Lamarek et combattit assez longtemps sous leur bannière. Il aliéna la plus grande partie de ses biens et vendit, le 8 mars 1480, à Adam de Clermont, qui y possédait déjà une rente de quatre vingt muids d'épeautre (2) : « la forteresse, terre, hauteur et signorie de Seyves et » Seavelette avec tous cens, rentes, émoluments, bois, » terres, mollins, viviers, vingne, waidage, et autrement » en général à laditte forteresse appartenant avec le cortil » delle moisnerie et les bins delle Motte. »

Adam de Clermont l'acheta au prix de quatre cents florins du Rhin, plus le paiement de la rente de vingt muids aux héritiers de Josse delle Marche. Sur cette somme de quatre cents florins, cent et soixante seulement devaient être payés à Jean de Ryckel; les deux cent et quarante autres furent comptés à André de Wihogne, échevin de Liège, qui renonça, le 8 août 1480, en faveur d'Adam de Clermont, aux droits qu'il pouvait avoir sur la terre de Saive (3).

André de Wihogne eut encore d'autres rapports avec la famille de Ryckel. Jean Bolle, seigneur de Ryckel (4), fait prisonnier par Robert de la Marck et ses partisans, à la prise de Saint-Trond, le 20 janvier 1486, ne possédait pas

(1) *Échevins de Liège*, œuvres, Greffe Stéphaney, reg. n° 36, fol. 204 v°, 231.

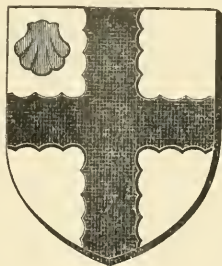
(2) *Échevins de Liège*, œuvres, reg. n° 42, fol. 327.

(3) *Cour allodiale*, reg. n° 31, fol. 21 v°.

(4) Neveu de Raes de Ryckel, seigneur de Saive.

la somme nécessaire à sa rançon ; ce fut André de Wihogne qui la fournit ; quelque temps après, Jeau Bolle de Ryckel mourut et Jeanne de Kerckem, sa veuve, pour s'acquitter de sa dette, transporta, du consentement de ses enfants, le château de Lexhy à André de Wihogne, qui acquit aussi, dans la suite, la seigneurie de cet endroit.

Quant à Jean de Ryckel, nous ignorons ce qu'il devint ; on trouve bien que, vers l'année 1498, un Jean de Rycke fut fait prisonnier à Léau en Brabant et ses biens confisqués, mais rien ne prouve qu'il s'agit de l'ancien seigneur de Saive.



ADAM DE CLERMONT. — 1480-1482.

Adam de Clermont (1) était fils de Jean de Lohirville ; il tirait son nom de son lieu d'origine, Clermont sur Bervinne, où ses parents habitaient (2) et furent inhumés. Il épousa, en 1455, Catherine de Berausele, fille naturelle de

(1) Il était aussi appelé Doem des Trois-Rois, du nom de la maison qu'il occupait dans la paroisse de Saint-Gangulphe, à Liège ; Doem est le synonyme de Adam.

(2) LE FORT, 1<sup>re</sup> partie, vol. V, p. 163 ; *Échevins de Liège*, conventions et testaments, 1454-1457, fol. 132. C'est par erreur que des chroniqueurs lui donnent le titre de seigneur de Clermont.



Wauthier de Berausele, chanoine de Saint-Denis (1) à Liège, et de Catherine de Widoye.

Étant venu s'établir à Liège, il y obtint bientôt divers emplois publics. Le prince Louis de Bourbon remplaça, en 1469, la Cour des échevins de Liège, par un conseil. Adam de Clermont fut reçu membre de ce conseil le 14 août 1476 (2).

Les échevins de Liège ayant été rétablis le 24 mai 1477, il fut désigné pour en faire partie ; mais, originaire du duché de Limbourg, sa nationalité fit l'objet de quelques discussions et son admission fut retardée ; le 30 mai, il fut pourtant reçu échevin et prêta le serment requis « comme celi qui la endroit nous fist apparoir (aux » échevins de Liège) qu'il estoit de part son père et pré- » décesseurs delle nation de pays, assavoir delle chastel- » lerie de Franchimont. » (3)

Il était déjà depuis longtemps échevin de la Cour de Jupille, homme *juré delle chieff Dieu*, c'est-à-dire membre de la Cour allodiale de Liège, tenant de la Cour jurée des biens de la collégiale de Saint-Denis, à Liège, de l'église paroissiale de Saint-André, des frères Chartreux et de l'Hôpital à la Chaine.

Il était aussi cearier du Pont d'Amercœur, c'est-à-dire receveur des biens que la mense épiscopale possédait au bailliage de Jupille.

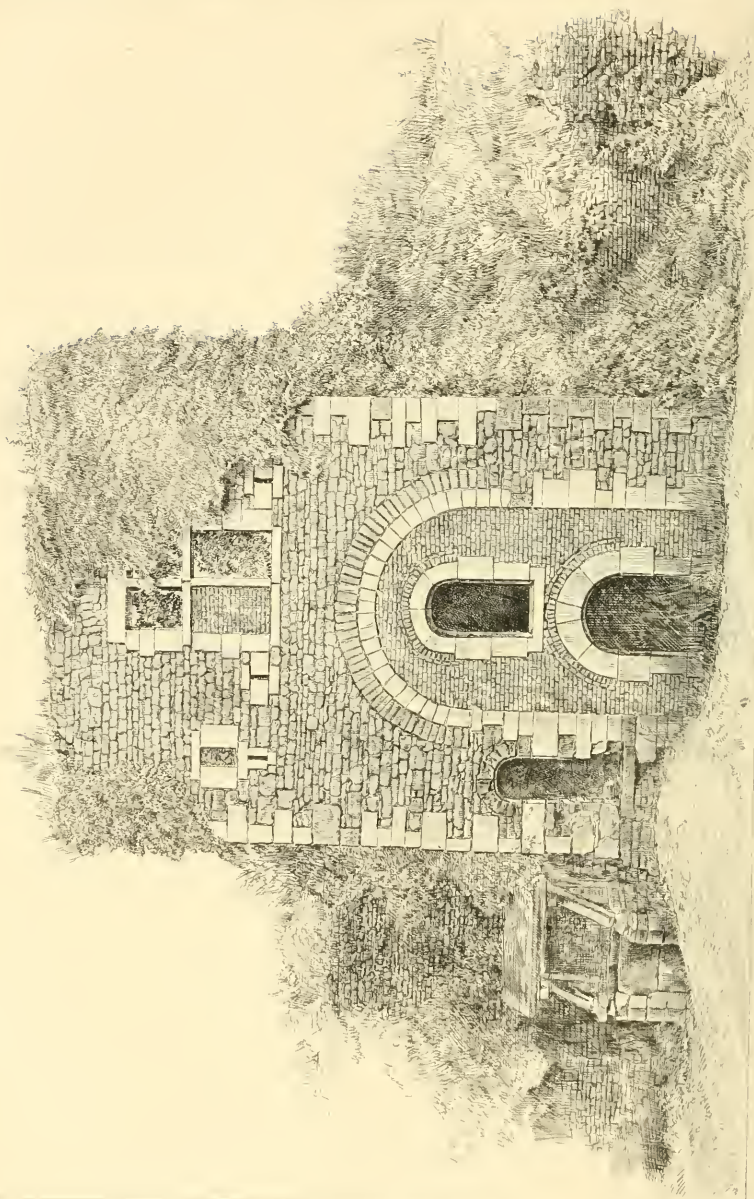
La plupart de ces fonctions furent la récompense de son

(1) Wauthier de Berausele était aussi chanoine de Saint-Pierre à Turnhout, *Échevins de Liège*, convenances et testaments, 1456-1458, fol. 75.

(2) *Échevins de Liège*, œuvres, reg. n° 34, feuillet de garde.

(3) *Échevins de Liège*, reg. n° 37, fol. 181 ; *Cour de Clermont*, reg. n° 1, f° 4. Son père était probablement originaire de la Henorie lez-Andrimont, pays de Franchimont.





CHAPELLE DE SAIVE

dévouement au prince-évêque Louis de Bourbon, à qui il fut toujours extrêmement attaché et pour lequel il finit par verser son sang.

Sa fortune était considérable ; outre les biens patrimoniaux qu'il avait à Clermont et aux environs, il possédait à Liège la maison dite des *Trois Rois*, qu'il habitait, une maison sur le Pont-d'Ile et une troisième près de l'église de Saint-Servais, des prés et des vignes à Jupille, une cense à Micheroux et une très grande quantité de rentes foncières, notamment sur le château de Jupille et dans la seigneurie de Hermalle-sous-Argenteau.

Huit jours après son acquisition, le 16 mars 1480, Doem de Clermont fut mis par le maire et les échevins de Saive en possession de la seigneurie avec le cérémonial accoutumé ; le nouveau seigneur sonna la cloche et reçut la verge de justice ; il prêta le serment requis et les habitants à leur tour lui jurèrent honneur et fidélité (1).

Doem de Clermont, mêlé aux événements qui agitaient alors le pays, en fut une des victimes ; nous ne rappellerons pas ici les maux que la principauté de Liège eut à souffrir sous le règne agité de Louis de Bourbon ; le sac de Liège en 1468 et les guerres que ce prince soutint contre une partie de ses sujets et la famille de La Marck, forment un des épisodes les plus tristes de l'histoire de Liège.

Adam de Clermont n'abandonna pas le parti du prince ; le 26 août 1482, pressentant peut-être qu'il laisserait la vie dans la lutte qui se préparait entre les deux partis, il mit ordre à ses affaires et fit son testament qu'il confia au notaire Josse de Widoye (2), en lui disant : « Voilà mon testament que je vous mets en la main (3) ».

(1) *Cour de Saive*, reg. n° 11.

(2) Chapelain et membre de la Cour jurée de la collégiale Saint-Denis.

(3) *Cour allodiale de Liège*, œuvres, reg. n° 32, fol. 40.

Le 30 août, lorsque Louis de Bourbon sortit de Liège à la rencontre de son ennemi, Adam de Clermont était au premier rang de ses fidèles; et quand, assailli par les troupes du Sanglier des Ardennes, le prince-évêque de Liège tomba mortellement blessé, le seigneur de Saive fut tué en le défendant.

Doem de Clermont n'eut pas d'enfant. La longueur de son testament ne permet pas de l'analyser en entier. Voici les principaux legs pieux qui étaient nombreux : Il choisissait sa sépulture devant l'image de Saint-Gangulphe, dans l'église paroissiale de ce nom, et légua à cette église trois griffons de rente pour sa sépulture et celle de sa femme, cinq marcs de cens pour l'entretien perpétuel d'une lampe devant l'image de Saint-Gangulphe et y fondait un anniversaire.

Il fondait aussi des messes à la collégiale de Saint-Denis, à l'église de Clermont, aux hôpitaux de Soumagne et de Bellaire; le jour de la dédicace du dernier, on devait distribuer des pains aux pauvres du village.

La paroisse de Saive n'était pas oubliée; il lui laissait une rente de vingt-deux setiers d'épeautre à partager comme suit : au vesti (curé) quatre setiers, au marlier un setier et à la fabrique cinq setiers, pour faire, chaque année, le jour de sa mort, son anniversaire et celui de sa femme, avec messe et vigile; quant aux douze autres setiers, ils devaient être distribués en pains par les soins du curé et des mambours de l'église, le jour de Saint-Pierre en Carême, aux communs pauvres de la paroisse et des environs, pour qu'ils prient Dieu pour lui, sa femme et tous ses amis trépassés.

Ensuite, il partageait ses biens entre ses frères et sœurs Jacques, Arnold, Jean, Jacqueline et Julghen, et ses cousins et cousine Josselet, Denis, Guillaume et Heluy Colloise.

Quant à la seigneurie de Saivé, il la laissait, après la mort de sa femme, à son frère Arnold, mayeur de Soiron, à condition de payer à son frère Jean une rente annuelle de cinquante muids d'épeautre.

La maison des Trois-Rois était léguée à Josse Colloise, ainsi que la ferme et maison « gisante sur Gielkœck, à Jupille (1). »

La victoire de Guillaume de La Marck à Wez augmenta le trouble dans lequel le pays de Liège était plongé; les vainqueurs s'emparèrent d'un grand nombre de villes et de forteresses.

Éverard de La Marck, frère de Guillaume, se mit en possession de la seigneurie de Saive et fit occuper le château par ses gens. La vieille forteresse de Saive devint un des repaires à l'abri desquels les partisans des La Marck exercèrent leurs brigandages aux environs de Liège.

Lorsque la paix fut conclue à Tongres, le 21 mai 1484, entre le nouveau prince Jean de Hornes et Guillaume de La Marck, Éverard éleva des prétentions à la propriété de Saive. Voici ce que l'article 32 de cette paix décida à ce sujet : « Item et sans préjudice dudit article, pour le bien » de ladite paix et pour certaines considérations, mondit » seigneur de Liège en tant qu'en luy est, consentira que » Messire Everard de La Marck pourra rachepter la place » et la terre de Seve acquise par feu Adam de Clermont » endedans demy an prochain, ou tellement assigner ceux » qu'il appartiendra que par raison ils en devront estre » contents (2). »

La paix, comme on le sait, n'était qu'apparente, et les

(1) *Échevins de Liège*, Grand greffe, convenances et testaments, 1487-1493, fol. 36 v<sup>o</sup>.

(2) *Explanatio uberior*... juris in ducatum et arcem Bulloniensem, Liège, 1681, page 50.



La Marek, plus ambitieux que jamais, conservèrent un grand nombre de forteresses, attendant avec impatience le jour où ils pourraient se rendre maîtres de toute la principauté; l'exécution de Guillaume de La Marek, le 18 juin 1485, ne fit qu'augmenter les horreurs de la guerre civile.

Le prince Jean de Hornes, contraint de quitter Liège, ne put y rentrer que le 7 mai 1486; il s'efforça surtout, de concert avec le magistrat, de reprendre à ses adversaires les places-fortes qu'ils détenaient dans tout le pays; il ordonna même de démolir la Chartreuse pour empêcher qu'elle ne devint, comme précédemment, un fort au service de l'ennemi (1).

Le château de Saive, que les La Marek continuaient à occuper, subit le même sort quelques jours après; le 24 février 1487, il fut ordonné, en conseil de la cité, de renverser les forteresses de Saive, Aigremont et Esneux, et d'en employer les matériaux aux fortifications de la cité (2); mais la destruction du château de Saive ne fut pas complète, car certaines parties, qui existent encore aujourd'hui, remontent à une époque antérieure à 1487 (3).

(1) DARIS, *XV<sup>e</sup> siècle*, p. 588.

(2) *Ordinatur in consilio... quod fortalitia de Saiue, Aigremont Esneux, Principis et Consilii Ciuitatis autoritate deijciantur.*

*Quicquid rudium et lapidum in locis et praediis per incendia vel aliter destructis, repertum extiterit, liceat illa capere, ea ad vsum et Ciuitatis fortificationem transferre et conuertere, BARTHOLET, Consilium juris, n<sup>o</sup> CXXV.*

(3) Le document suivant prouve que le château de Saive était déjà renversé le 25 février 1487: Le 25 février 1487, Tilman Waldoreal bourgmestre de Liège « remonstrat ossy comment pour cause des grands malx et domages que par ci-deuant estoient aduenus à la cité et pays hors des places de Seave, Asseneur, Aigremont et autres, l'on avoit icelles, par le consentement et adveu de nostre très redoubté sgr, monsr de Liege et du conseil de la dite cité abattues et aruwin-



Les La Marck abandonnèrent leurs prétentions au sujet de la seigneurie de Saive.

Catherine de Berausele, veuve d'Adam de Clermont, n'était pas dans sa seigneurie pendant tous ces troubles; restée à Liège, à peine un an après avoir perdu son mari, elle avait épousé Fastré de Corswarem, fils d'Arnold de Corswarem et d'Élisabeth de Cortis, veuf de Marguerite de Grenneville; il prit, de par sa femme, le titre de seigneur de Saive. Il chercha, en 1486, à se faire payer, par les habitants de Saive, les rentes et les cens seigneuriaux que les guerres et les troubles n'avaient pas permis de lever depuis la mort d'Adam de Clermont (1). Il fut chargé de l'office de mayeur de Liège en féauté, pour Tilman Waldoreal, et fut nommé échevin de Liège en 1492.

Le 6 juin 1497, il releva la seigneurie de Saive par devant la Cour allodiale, à la requête de Josse Royer, qui percevait la rente de vingt muids constituée par Raes de Ryckel (2).

La tenure delle Motte, qui, outre les bâtiments et dépendances, comprenait environ cent bonniers de terre, fut complètement brûlée dans le cours des guerres civiles et les terres furent laissées en friche pendant plusieurs années (3); le 25 août 1493, le bailli de Herstal, qui s'en

nées et affin que les povres compangnons qui ce fait avoient en polsissent estre descargies pour le tamps future se desiroient bin lui, sondit compangnon et aussi ceux du conseil qu'il plaisisse ladite universiteit advoeir ce qui fait avoit esté desdittes places et autres ediffices et le tenir et reputeir pour le fait de laditte cité propre.» *Échevins de Liège*, œuvres, reg. n° 49, f° 79.

(1) *Échevins de Liège*, Grand greffe, mandements et cris de péron, reg. n° 274, f° 31.

(2) *Cour allodiale de Liège*, reg. n° 33, fol. 17 v<sup>o</sup>.

(3) *Cour de Herstal*, reg. n° 9, fol. 205.

était emparé, la transporta au nom d'Englebort de Nassau, seigneur de Herstal, à Piron de Saive, moyennant une rente annuelle de quarante muids d'épeautre (1); cependant les possesseurs de Saive continuèrent à relever ce bien à la Cour allodiale, en même temps que la seigneurie.

La dame douairière de Saive mourut le 22 octobre 1508; son testament du 23 août 1508, confirmait les legs faits par son premier mari, et portait que Fastré de Corswarem habiterait à Liège la maison des Trois-Rois avec Josse Colloise, son cousin, qui avait épousé Marie de Clermont, fille de Jean de Clermont, frère de Doem (2).

Fastré de Corswarem, qui n'avait plus aucun droit à la seigneurie de Saive, épousa, quelques mois après la mort de sa femme, en troisièmes noces, Catherine de Vinalmont, veuve de Jean delle Xhurre, échevin de Liège. Leurs convenances de mariage sont datées du 5 mai 1509 (3).

Fastré de Corswarem mourut le 11 janvier 1513 (4).

#### THIERRY DE CLERMONT. — 1508-1509.

Doem de Clermont, par son testament, avait laissé la seigneurie de Saive, après la mort de sa femme, à son frère Arnold; mais celui-ci mourut avant sa belle-sœur et ne put jouir de son héritage.

Thierry, fils unique d'Arnold de Clermont, releva la seigneurie à la Cour allodiale de Liège le 4 décembre 1508

(1) *Cour de Herstal*, reg. n° 9, fol. 84 v<sup>so</sup>.

(2) *Échevins de Liège*, Grand greffe, convenances et testaments, 1505-1511, fol. 286.

(3) *Id.*, fol. 394

(4) Obituaire du couvent des Chartreux.

« par le décès de Catherine, veuve de Doem de Clermont, » et en vertu du testament dudit Doem, son oncle » (1).

Il prit possession réelle de la seigneurie en présence d'un grand nombre de ses parents et des habitants du village; ceux-ci relevèrent leurs biens du nouveau seigneur et lui prêtèrent serment de fidélité.

Il se rendit à l'église, où il mit la main à la cloche; un jouvenceau nommé Gilbert, fils du marlier et greffier Willem Bertrand, lui présenta les clefs du sanctuaire (2).

Le nouveau seigneur n'accomplissait toutefois ces cérémonies que pour affirmer son droit de propriété; le jour même de la mise en possession, il s'arrangea définitivement avec Josse Colloise, son cousin, qui désirait vivement la seigneurie; le 31 janvier 1509, il transporta à celui-ci, devant la Cour censale, tous ses droits à la seigneurie de Saive en échange d'une rente annuelle de cinquante-trois muids d'épeautre affectée sur des biens situés à Melen et aux environs (3).

Thierry de Clermont, surnommé le *petit Thierry*, épousa, en premières noces, Catherine de Rosmel qui mourut vers l'an 1500, en lui laissant une fille appelée Jeanne.

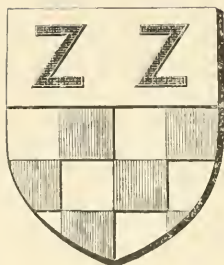
Au moment où il vendit la seigneurie à Josse Colloise, il était remarié avec Jeanne, fille de Jérôme de Limbourg; il n'avait pas le droit d'aliéner définitivement ce bien qui, d'après le testament de Doem de Clermont; devait rester dans la famille et dont la propriété appartenait à sa fille mineure. Nous verrons, du reste, qu'à la mort de Thierry de Clermont s'éleva, à ce sujet, un interminable procès (4).

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. n° 34, fol. 126 v<sup>so</sup>.

(2) *Chambre de Spire*, procès en appel.

(3) *Échevins de Liège*, œuvres, reg. n° 68, fol. 253; *Cour allodiale*, œuvres, reg. n° 34, fol. 126 v<sup>so</sup>.

(4) Les procès concernant la seigneurie de Saive, jugés à la Chambre impériale, portent les nos 360, 431, 849, 1787-1798.



JOSSE COLLOISE. — 1509-1548.

Le 6 février 1509, Josse Colloise fit réaliser son échange à la Cour allodiale de Liège, où il reçut l'investiture de la seigneurie, puis il se rendit à Saive, où les massuyers et les surcéants lui jurèrent fidélité. (1)

La femme de Doem de Clermont, qui lui avait légué une partie de ses biens, entre autres la rente de cinquante trois muids au moyen de laquelle il acquit la seigneurie, était sa tante; il avait épousé la nièce de son bienfaiteur, Marie de Clermont, fille de Jean de Clermont (2); chargé depuis l'an 1493 des fonctions de souverain mayeur, il continua à les exercer quelque temps après l'acquisition de la seigneurie et résidait l'hiver dans la maison des Trois-Rois, à Liège, que Doem de Clermont lui avait laissée.

(1) Josse, Josselet, sont synonymes de Jude, en latin Judocus.

(2) LE FORT donne une généalogie de la famille Colloise renfermant plusieurs erreurs; il indique, notamment, la femme de Josse Colloise comme sœur de Doem de Clermont. Mss. généalogiques, 1<sup>re</sup> partie, vol. VI, fol. 320.

Josse Colloise avait deux frères : Denis, demeurant à Huy ; Guillaume, et une sœur, Heluy, qui habitait l'Angleterre.

Cette famille, d'après le héraut d'armes Le Fort, portait pour armes *douze points d'échiquier d'argent et de gueules au chef d'argent, chargé de deux Z de sable* ; les sceaux de certains membres de la famille Colloise présentent quelques différences.

Josse Colloise administra sagement la seigneurie de Saive et s'occupa surtout très activement de l'exploitation de la houille ; il y avait de son temps plusieurs houillères en activité dans la seigneurie, notamment à Saivelette. Très pacifique, le seigneur de Saive était souvent choisi comme arbitre dans les contestations qui s'élevaient entre ses massuyers.

Il eut, en 1526, à soutenir un procès contre André le Berlier (1), qui, se disant seigneur de Saive pour un tiers, voulait percevoir les revenus lui compétant à ce titre.

Vers cette époque, les nobles et gentilshommes du pays de Liège décidèrent qu'ils fourniraient au prince Erard de la Marek, comme service militaire *volontaire*, un certain nombre de chevaux équipés ; à l'assemblée qui eut lieu à ce sujet, le seigneur d'Argenteau qui ne possédait point de fief, offrit de servir « comme bon voisin en faveur de monseigneur à trois chevaux » ; plusieurs petits propriétaires de nobles tenements, non présents à l'assemblée, furent taxés sans leur avis à un certain nombre de chevaux ; de ce nombre fut Josse Colloise ; quoique ne relevant aucun bien à la Cour féodale, il fut taxé à un cheval. Le plus haut taxé des

(1) Voir le chapitre *Seigneurs en partie*.

seigneurs fournissait vingt chevaux et le total s'élevait à deux cent quatre-vingt-quatorze (1).

Josse Colloise fut le dernier seigneur, jusqu'en 1652, qui jouit assez paisiblement de la seigneurie; il mourut en 1539, laissant à sa veuve l'usufruit de ses biens.

Thierry de Clermont était mort le 5 mai 1538 et sa fille du premier lit, Jeanne, était mariée à son cousin, Herman Steven de Clermont; celui-ci, après la mort de son beau-père avait revendiqué, au nom de sa femme, la propriété de la seigneurie de Saive et l'avait relevée, le 28 juin 1538, à la Cour allodiale (2), et, le 12 novembre suivant, à la Cour de Saive; Josse Colloise mourut au début du procès et sa veuve eut à en supporter tout le fardeau.

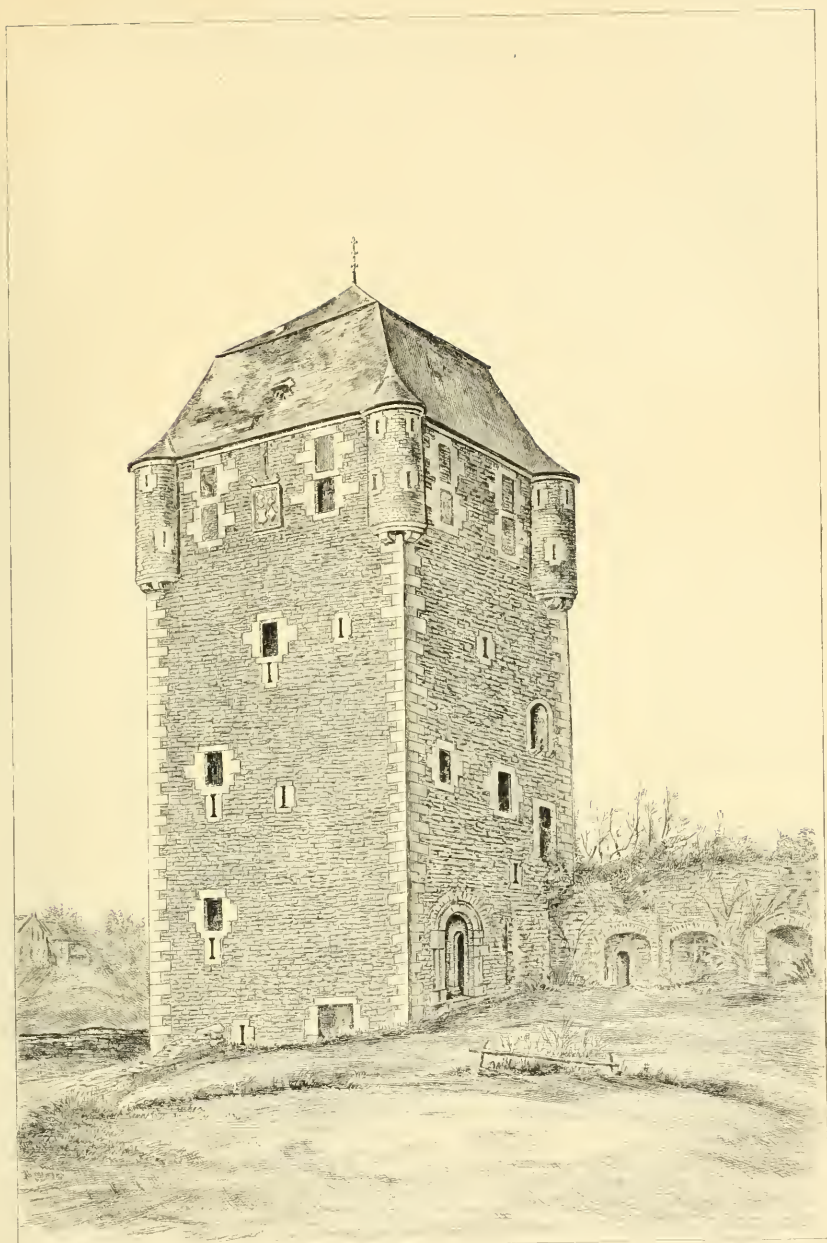
Herman de Clermont prétendait qu'au moment de l'échange, Thierry de Clermont ayant une fille mineure qui possédait la propriété de la seigneurie ne pouvait l'aliéner que sa vie durant, car elle devait passer à sa fille *comme bien de stock et de ligne*; de plus, cet échange ne pouvait être valable parce que la seigneurie valait plus du double des cinquante-trois muids de rente que Colloise l'avait payée.

La cause fut d'abord introduite à la cour de Saive, qui  
« comparut en la maison donjon et chastea et illecque  
» ordonna aux hommes sur l'honneur et aux femmes sur  
» estre bannie cent ans et un jour, que endéans trois jours  
» ils en oestent pieds et mains et en laissent le susdit  
» Herman paisiblement jouir si haut que loy porte, lequel  
» grand comand at esté par nostre mayeur mis en garde de  
» loy sur le werischas et chemin extant dessous ledit  
» chastea emprès la Mère-Dieu. »

(1) *Cour féodale de Liège*, reliefs, reg. n° 50, fol. 270.

(2) *Cour allodiale de Liège*, reg. n° 37, fol. 174 vso.





C. H. S. 1870

THE TOWER OF THE  
CITY OF LONDON





La dame de Saive, Marie de Clermont, ne fit nulle attention à ces décrets, et continua à occuper le château; elle y exécuta même d'importantes réparations et fit couper un grand nombre de chênes plantés dans un bois de la seigneurie. De la Cour de Saive, la cause fut portée successivement devant les échevins de Liège, la Cour allodiale, le Conseil ordinaire, enfin à la Chambre impériale de Spire, où elle traînait encore en 1589.

Marie de Clermont, veuve de Josse Colloise, mourut en juillet 1548; elle avait eu neuf enfants :

1<sup>o</sup> Denis, qui suit, marié à Christine de Warsage (1).

2<sup>o</sup> Doem ou Adam.

3<sup>o</sup> Mathieu, époux de Marie de Chefneux.

4<sup>o</sup> Catherine, morte avant sa mère, mariée à Hubert de Saive.

5<sup>o</sup> Jehanne, épouse de Bastin de Mortroux.

6<sup>o</sup> Marguerite, mariée à Henri d'Awans.

7<sup>o</sup> Anne, morte jeune fille.

8<sup>o</sup> Marie, mariée à Johan Giliar, de Horion.

9<sup>o</sup> Heluy, mariée à Gilet Roland, de Bressoux.

Le partage définitif de leurs biens eut lieu le 4 décembre 1548; la seigneurie échut à Denis, qui, depuis lors, la posséda sans autre contestation qu'avec Herman de Clermont. Les autres héritiers obtinrent surtout des rentes foncières; Bastin de Mortroux obtint « la maison, thoure et appartenances située à Jupille sur Ogille le coq ». Il était aussi spécifié que chacun des héritiers aurait une part égale aux poissons du vivier situé « en Frize », territoire de Saive.

Quant à la maison des Trois-Rois, qu'ils possédaient indivisément, elle fut vendue le 7 février 1551 (2).

(1) LE FORT, indique, par erreur, comme épouse de Denis Colloise Christine de Veve.

(2) *Cour allodiale de Liège*, reg. n<sup>o</sup> 38, fol. 268.

DENIS COLLOISE. — 1548-1572.

Denis Colloise qui, depuis longtemps déjà, remplissait les fonctions de mayeur de Saive, releva la seigneurie à la Cour allodiale le 18 août 1548 (1); le 1<sup>er</sup> octobre suivant, il fut mis, par la justice de Saive, en possession de la « terre, haulteur, justice et seigneurie de Seave, thour, chasteal, cens, rentes, chapons, droitures, aventures, émoluments », etc.; le partage fait avec ses cohéritiers lui confirma la possession de la seigneurie de Saive.

Denis Colloise occupait de nombreux emplois publics; Godefroid d'Aspremont, abbé d'Echternach et prévôt de Meersen, le nomma son grand mayeur des cours d'Angleur (2) et de Retinne (3) dont la seigneurie lui appartenait comme prévôt de Meersen.

Le prince-évêque de Liège le fit, le 11 mai 1559, échevin du Pont d'Amercœur (4) et il devint, quelque temps après, *chambgeur* de cette cour (5); il était aussi échevin de Parfondvaux (1543), mayeur de la Cour jurée de l'abbaye de Saint-Jacques, à Liège, conseiller de la Cour féodale de la haute vouerie de Hesbaye, etc.

Denis Colloise présidait souvent lui-même la justice de la seigneurie de Saive. Mathieu Colloise, son frère, était également échevin de Retinne et de Saive; Doem, qui comparait aussi plusieurs fois comme mambour du prévôt

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. n<sup>o</sup> 38, fol. 191 v<sup>o</sup>.

(2) *Cour d'Angleur*, œuvres, reg. n<sup>os</sup> 24-28.

(3) *Cour de Retinne*, reg. 1549-1552, fol. 27 v<sup>o</sup>.

(4) *Conseil privé, dépêches*, reg. n<sup>o</sup> 24, fol. 62 v<sup>o</sup>.

(5) *Écherins de Liège*, Greffe Bernimolin, obligations, reg. n<sup>o</sup> 11, 1565, 13 mars.

de Meersen, était sergent de Saive ; enfin, Jean Colloise, fils aîné du seigneur, avant d'embrasser l'état ecclésiastique, était greffier de Retinne et présidait quelquefois la Cour de Saive.

On voit, par cet exposé, que la loi des incompatibilités n'existait pas au XVI<sup>e</sup> siècle, et la présence de trois frères dans un tribunal composé de sept membres devait prêter à des abus.

Malgré les contestations fréquentes que l'on voit surgir entre le seigneur, ses frères et ses beaux-frères, et qui pourraient donner une assez pauvre idée de la vie d'une petite seigneurie à cette époque, les Colloise étaient fort aimés à Saive, et les habitants désiraient que le procès contre Herman de Clermont, qui se plaidait alors à la Chambre de Spire, fut tranché en leur faveur.

Dans une enquête que l'on fit pour connaître les droits respectifs des parties, on demandait aux témoins s'ils n'étaient pas portés pour l'un plutôt que pour l'autre ; à cette question, Henri Herkin, de Saive, répondit qu'il désirait beaucoup que ce fussent Denis Colloise et ses frères qui gagnent le procès contre Herman de Clermont « parce » qu'il a constaté par expérience que ce sont des hommes » qui ne tracassent pas les habitants de Saive. »

Les autres témoins, quand on leur demandait s'ils n'avaient pas de préférence, déclaraient d'ordinaire qu'ils souhaitaient que *le meilleur droit l'emporte*.

Herman de Clermont mourut à Clermont en 1559 ; sa veuve et ses enfants (1) reprirent le procès ; la veuve de Thierry de Clermont s'était remariée avec Jean de Boix, et celui-ci se joignit aux Colloise pour le maintien du contrat passé par le premier mari de sa femme. Ce procès

(1) Herman de Clermont et Jeanne N., son épouse, eurent six enfants : Etienne, Thierry, Jean, Frambach, Catherine mariée à Léonard Robert, et Marie mariée à Pierre le Mercier.

interminable ne se continuait pas sans préjudice pour la fortune des deux adversaires; en 1564, Denis Colloise, à bout de ressources, ne put payer au receveur du chapitre de Saint-Lambert la rente de vingt muids d'épeautre dont Raes de Ryckel avait chargé la seigneurie, et qui servait à faire chanter, tous les samedis, un *Salve Regina* dans la Cathédrale de Liège; le 14 octobre, le chapitre fut *resaisi* sur la seigneurie pour défaut de paiement de cette rente (1) que Denis Colloise paya quelque temps après.

De son mariage avec Christine de Warsage, le seigneur de Saive eut six enfants :

1<sup>o</sup> Jean fut envoyé aux études et se fit prêtre, puis jésuite.

2<sup>o</sup> Engèle mariée en 1566, à Arnold de Monsen, notaire de la Cour spirituelle de Liège (2).

3<sup>o</sup> Josse, qui suit.

4<sup>o</sup> Herman, mayeur de Saive; le 24 février 1574, il releva comme fils de maître, le bon métier des entre-

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. n<sup>o</sup> 41, fol. 50 v<sup>o</sup>.

(2) Leur contrat de mariage, daté du 26 février 1566, apprend que Monsen apportait en biens meubles et immeubles, une fortune évaluée à trente-huit florins de Brabant et huit muids d'épeautre de rente; Denis Colloise, de son côté, promettait d'habiller sa fille Engèle « honestement selon son estat et usances et » coustumes observées en ceste cité de Liege, assavoir une cotte » fourrée de satin, un cottreau correspondant avec une xhaille et » une heucke, et de l'aménager de tous meubles selon la coustume » du pays de Liege »; il lui promettait aussi une rente annuelle de vingt-quatre florins de Brabant, le logement à Liège pendant les deux premières années et l'entretien pendant la première année de leur union; outre cela, il lui concédait un terrain vague à prendre hors de son jardin, près de la collégiale de Saint-Denis, à Liège, pour y bâtir une maison, et des bois de construction à prendre hors du bois de Saive; *Écherins de Liège*, Grand greffe, convenances et testaments, 1569-1572, fol. 156.

tailleurs de draps, dont son père faisait partie ; depuis lors, on perd sa trace.

5° Anne, décédée en 1590, mariée à Toussaint, fils de Jean Hubert de Saive.

6° Christine, mariée à Wauthier Garitte.

Au commencement de l'année 1572, Denis Colloise, qui habitait pendant l'hiver la paroisse Sainte-Aldegonde à Liège, tomba malade ; sentant que sa dernière heure approchait, il fit son testament le 27 février 1572 ; il choisit sa sépulture en l'église de Saint-Gangulphe, à côté de ses parents, et laissa à sa femme l'usufruit de tous ses biens, qui, après leur mort, devaient être partagés également entre tous leurs enfants, sauf la hautaineté, donjon et eau de Saive, donnés à Josse par son contrat de mariage. (1)

Denis Colloise mourut quelques jours après avoir fait son testament ; sa veuve, devenue dame de Saive, administra la seigneurie et, comme ses prédécesseurs, y développa l'exploitation de la houille ; elle vivait en bonne intelligence avec ses beaux-frères Mathieu (2) et Doem ; ceux-ci ne survécurent pas très longtemps à leur frère aîné.

Après quelques années, Christine de Warsage abandonna l'administration de la seigneurie à son fils Josse et se retira à Liège.

(1) *Échevins de Liège*, Greffe Bernimolin, convenances et testaments. 1580-1583, fol. 164 v°.

(2) Marie de Chefneux, veuve de Mathieu Colloise, habitait, en 1578, le hameau de Chefneux dépendant de Saive, avec ses quatre enfants : Josselet, Gilles, Mathieu et Paquette.

JOSSE COLLOISE. — 1572-1590.

Josse Colloise, seigneur de Saive dès 1572, avait épousé, en 1567, Marie Xherveal de Bombye, fille de Guillaume Xherveal de Bombye; par leur contrat de mariage, passé le 22 novembre 1567, Denis Colloise promettait à son fils, une rente annuelle de trente florins brabant, « un cheval de harnaz et un accoustrement convenable », une cour de tenants à Warsage, avec tous les droits et émoluments, enfin la seigneurie de Saive, avec le donjon et l'eau seulement, pour en avoir la jouissance après la mort de ses père et mère. (1)

Après la mort de Herman de Clermont le procès concernant la seigneurie fut continué par ses enfants et un certain Oger de Prez, fils de Guillaume de Prez de Barchon. C'est à partir de ce moment que les deux parties, qui, jusque-là, n'étaient pas sorties des voies légales, voulurent terminer par la violence un différend que la justice tenait en suspens depuis plus de trente-cinq ans.

Oger de Prez et consorts essayèrent plusieurs fois de s'opposer par la force à la coupe des bois et à la perception des cens seigneuriaux.

Le 20 septembre 1577, à la demande d'Oger de Prez, la Chambre impériale ordonna aux Colloise et « aux habitants de Saive leurs partisans » d'envoyer à Spire des procureurs; on obéit à ce décret, mais la cause n'en avança pas plus vite.

Oger de Prez était appuyé dans ses revendications par Gérard de Fléron qui espérait acquérir un jour la seigneurie de Saive pour lui-même.

Gérard de Fléron, né vers l'an 1530, était fils d'un autre

(1) *Cour allodiale de Liège*, œuvres, reg. n<sup>o</sup> 43, fol. 292.



Gérard de Fléron dont la mère descendait d'un seigneur de Beurieux et de Marie Thoreels; il était licencié ès lois, avocat de la Cour spirituelle de Liège et se qualifiait comte et seigneur à Beurieux, seigneur de la Montzée, Xhenceval, etc.

Nommé échevin de Liège le 15 février 1561, conseiller de la Cour allodiale le 22 avril 1558 (1) et conseiller de la Cour féodale le 6 avril 1606 (2); il fut aussi bourgmestre de Liège en 1556 et conseiller privé des princes-évêques Ernest et Ferdinand de Bavière.

Il avait épousé, en 1553, Jeanne de Chrisgnée, fille d'Arnould de Chrisgnée, seigneur de Xhenceval, Lizen, et en avait eu plusieurs enfants, entre autres Arnould, qui épousa Marie de Houtain, et Jeanne, dont le mari Jean de Lhoen, se qualifiait avoué de Huy.

Gérard de Fléron voulut acquérir pour lui-même la seigneurie de Saive en rachetant les droits de Josse Colloise; il brouilla d'abord celui-ci avec sa famille; la discorde devint même très-vive, car, le 8 juin 1580, damoiselle Christine, veuve de Denis Colloise, et plusieurs de ses enfants, demandèrent et obtinrent d'être pris sous la sauvegarde du prince de Liège et de sa haute justice contre Josse Colloise, ses parents et complices (3).

L'occasion se présenta bientôt pour Gérard de Fléron, de mettre son dessein à exécution, car Josse Colloise, que les guerres et plusieurs années de disette avaient ruiné, ne pouvait plus payer ses dettes, ni continuer ses procès.

Fléron lui offrit d'acheter la seigneurie, qu'il ne possédait que d'une façon aléatoire; mais Josse Colloise ne

(1) *Cour allodiale*, reg. n<sup>o</sup> 40, fol. 6.

(2) *Cour féodale*, reliefs, reg. n<sup>o</sup> 90, fol. 5 v<sup>so</sup>.

(3) *Echevins de Liège*, sauvegardes, etc.

voyait pas arriver sans tristesse le moment où il devrait aliéner le château patrimonial ; ses amis et les habitants de Saive lui disaient « qu'il était pourtant bien beau d'être appelé seigneur de Saive » ; d'autres lui persuadaient que la somme offerte n'était pas suffisante.

Cependant, menacé d'être saisi et emmené prisonnier à Dalhem, il vendit, à Liège, le 5 février 1586 (1), la seigneurie de Saive à Gérard de Fléron.

L'expertise de la seigneurie se fit le 1<sup>er</sup> avril 1587 : le château, l'eau, la juridiction étaient évalués à un revenu de cinquante muids d'épeautre, le bonnier de bois à quatorze setiers, le bonnier de terre arable à vingt setiers et le bonnier de pré à quarante setiers d'épeautre de rente (2) ; le seigneur de Saive percevait pour le moulin sept muids de mouture et pour les fouleries et usines établies sur le ruisseau de Saive environ seize florins d'or par an.

Josse Colloise regrettait bien d'avoir vendu la seigneurie, mais il en fit son deuil ; il n'en fut pas de même de ses parents ; ils résolurent de la racheter par le retrait lignager, qui donnait pendant un an aux parents du vendeur la faculté de reprendre le bien aliéné en remboursant le prix de la vente et les frais.

Jean Colloise, frère aîné de Josse, se chargea de récupérer le bien paternel ; le 27 octobre 1586, il se présenta devant la Cour allodiale porteur de la somme nécessaire et demanda, comme proche, à *retraire* la seigneurie de Saive ; Gérard de Fléron, voyant s'écrouler tous ses projets, mit

(1) *Cour allodiale de Liège*, œuvres, reg. n<sup>o</sup> 45, fol. 8.

(2) Une rente d'un muid d'épeautre représentait un capital de quarante florins de Brabant.

opposition et un nouveau procès commença, procès long et sanglant qui en entraîna plus de vingt à sa suite.

La Cour allodiale décida, le 3 mars 1589, que Jean Colloise ne pouvait être admis au retrait de la seigneurie parce qu'il était jésuite et ne pouvait plus posséder et aussi parce que Fléron avait déguisé son achat sous la forme d'un échange et que, selon la Réformation de la justice « en pur échange n'écherrat retrait ».

Jean Colloise appela de cette sentence au Conseil ordinaire qui, le 19 février 1590, confirma le jugement *à quo*. La cause fut alors introduite à la Chambre suprême de l'Empire siégeant à Spire.

Mais le temps de prononcer ses vœux était arrivé pour Jean Colloise; il se présenta, le 7 septembre 1590, devant la Cour allodiale et renonça à tous ses biens en faveur de sa mère; quant à ses droits à la seigneurie de Saive, il les céda à Mathieu de Monsen son neveu, qui continua le procès.

Josse Colloise mourut à Bombaye en avril 1589 (1). De son mariage avec Marie Xherveal de Bombaye, il laissa trois enfants :

1<sup>o</sup> Jean, marié à Marie Poswick, fille de Guillaume Poswick, échevin de Bombaye. Il renonça, le 13 janvier 1595, en faveur de Monsen, à tous ses droits sur la seigneurie de Saive; puis, après avoir quelque temps, en 1601, revendiqué pour lui-même le droit de retrait, il déclara, le 13 novembre 1602, avec sa mère et ses sœurs, qu'il désirait que le contrat fait entre Josse Colloise, son père, et Gérard de Fléron, sortit ses pleins et entiers effets.

2<sup>o</sup> Christine mariée à Léonard de Mollin.

3<sup>o</sup> Guillemine.

(1) Son testament du 1<sup>er</sup> février 1589 fut réalisé le 5 mai suivant; voir *Cour allodiale*, reg. n<sup>o</sup> 45, fol. 126.



MATHIEU DE MONSEN. — 1590-1629.

Mathieu de Monsen, à qui Jean Colloise céda, en 1590, ses droits sur Saive, était fils aîné d'Arnold de Monsen (1), notaire de la cour de Liège et échevin de Fléron, et d'Engèle Colloise, fille du seigneur de Saive.

Sa vie fut des plus agitée; il vint occuper le château de Saive, et épousa, le 11 mai 1590, Anne de Wesemael (2) dame de Tignée (3), au grand mécontentement des collatéraux de sa femme.

(1) Fils de Mathieu de Monsen, senior, procureur, et de Claire de Sproelant. Arnold de Monsen eut deux autres enfants: Denis qui devint plus tard seigneur de Saive et Claire morte en célibat. La famille de Monsen portait pour armoiries: d'argent au lion de gueules; mais, au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, les armes furent écartelées avec celles de la famille de Sproelant, qui sont d'argent à trois roses de gueules, deux en tête, une en pointe, surmontées d'un lambel à trois pendants d'azur.

(2) Anne de Wesemael était fille de Joseph de Wesemael, seigneur de Tignée, et d'Anne de Saive, fille de Thierry de Saive, bourgmestre de Huy, et de Marie le Pannetier. Joseph de Wesemael descendait d'un bâtard de l'illustre famille de ce nom; il eut un fils nommé Arnold, qui fut seigneur de Tignée, et mourut assez jeune.

(3) La seigneurie de Tignée était au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles considérée comme terre libre. Cependant la farde n<sup>o</sup> 1,797 des procès de la

Ceux-ci ne reconnurent jamais la légitimité de ce mariage qu'ils considérèrent comme un rapt. Selon eux, Mathieu de Monsen aurait bloqué Anne de Wesemael dans la maison seigneuriale de Tignée et y serait entré avec ses complices; les parents de la demoiselle de Tignée auraient eu recours à la justice de Liège, et le magistrat aurait fait conduire le canon devant la place; Monsen aurait obligé Anne de Wesemael à crier, par une fenêtre, qu'elle tenait et voulait Mathieu de Monsen pour son légitime époux; cette histoire paraît très invraisemblable. La *place* de Tignée était une simple maison de plaisance et l'intervention du magistrat de Liège avec ses canons, semble fort sujette à caution. Il est probable que Anne de Wesemael fut très satisfaite d'épouser le jeune Monsen, et que celui-ci n'eut pas besoin de recourir aux moyens violents pour conquérir son cœur et sa main.

Christine de Warsage, dame douairière de Saive, mourut en l'année 1601. Aux termes du contrat fait en 1586 avec Josse Colloise, Gérard de Fléron devait, à ce moment, prendre possession de la seigneurie, mais Mathieu de Monsen qui l'occupait, en attendant de la Chambre de Spire une sentence favorable, déclara qu'il ne la quitterait pas.

Le 9 avril 1601, la Cour de Saive le mit, à sa demande, en possession officielle de la seigneurie; il prêta le serment accoutumé et accomplit les cérémonies habituelles; les habitants le reconnurent pour leur seigneur, et à partir de ce moment, les plaids de justice furent tenus en son nom.

Chambre impériale de Spire contient la copie d'un relief fait en 1408 par Arnold de Wittem, chanoine de Liège et docteur en droit canon, des biens de Tignée en fief de l'abbesse du monastère de Notre-Dame, au-delà du fleuve, à Munster. Tignée figure aussi plusieurs fois dans la matricule du pays de Liège, *Chambre de Spire*, procès en appel.

Gérard de Fléron voulut également prendre possession de Saive et obtint une sentence favorable de l'Official. Le 22 mai 1601, il chargea Jean de Fexhe d'accomplir en son nom les formalités ordinaires ; celui-ci, accompagné du notaire Alard de la Roche arriva au village le 25 mai ; il toucha l'anneau de la porte de l'église et fit quelques pas dans le sanctuaire. Il se rendit ensuite au moulin pour prendre possession du cours d'eau ; ayant traversé le ruisseau, les deux envoyés se dirigèrent vers le château, où ils trouvèrent la porte close ; une sentinelle, l'arquebuse au bras, y faisait la garde. Jean de Fexhe requit le notaire de le mettre en réelle possession du château, ce qui termina les formalités.

Monsen s'étant plaint à l'Official de la sentence qu'il avait portée, au détriment du procès pendant à la Chambre impériale ; celui-ci révoqua sa première sentence, et défendit, le 17 juin 1601 et le 2 janvier 1602, à Gérard de Fléron de poursuivre la cause possessoire jusqu'à ce que la question du retrait fût tranchée à Spire.

Fléron en appela au pape ou au nonce apostolique.

Le 10 juillet 1603, Jacques Carondelet, prévôt de Liège, délégué d'autorité apostolique, annula les dernières sentences de l'Official ; Monsen appela également au nonce apostolique à Cologne ; le différend fut soumis d'abord à Gérard Loets, doyen de Saint-Barthelémi, puis à Martin Fanchon, abbé de Saint-Jacques, délégués du nonce, qui, par leurs sentences du 14 août 1603 et du 15 septembre 1605, confirmèrent les décrets portés au profit de Gérard de Fléron.

Monsen eut alors de nouveau recours à la Chambre de Spire, attaqua les juges ecclésiastiques, qui, d'après lui, n'avaient rien à voir dans les choses civiles ; ceux-ci protestèrent solennellement et déclarèrent que la coutume d'appeler de l'Official au délégué du Souverain pontife avait toujours été admise. Pourtant Monsen l'em-

porta ; la Chambre de Spire décida , le 27 octobre 1605, que les juges ecclésiastiques n'avaient pas à s'occuper des affaires séculières, que des personnes étrangères au pays, comme Coriolan, évêque d'Auxerre, légat *a latere* et nonce apostolique dans les pays de l'Allemagne inférieure, s'étaient immiscés dans le procès au préjudice des juridictions légitimes et que tous les décrets portés par ses délégués étaient cassés.

Monsen triomphait, mais il ne put empêcher Gérard Loets de confirmer , le 22 novembre 1605, son précédent jugement, en ajoutant que Fléron devait être mis en possession de la seigneurie de Saive, même par la force , contre les injustes détenteurs.

De son côté, Fléron demanda la cassation de la sentence de Spire.

En même temps, les héritiers de Christine Colloise étaient en pleine hostilité au sujet du partage de ses biens ; l'ancien mayeur de Saive, Toussaint Jean-Hubert avait continuellement des difficultés avec ses beaux-frères ; en mars 1606, Mathieu de Monsen fut jugé appréhensible par les échevins de Liège, pour avoir tué ce cohéritier. Mais il parvint à prouver que cela n'avait été qu'un malheureux accident arrivé justement au moment où ils se réconciliaient solennellement et se juraient une amitié éternelle. Monsen, très animé, avait, en guise de serment, pris sa dague et, la mettant sur sa poitrine, s'était écrié qu'il voulait être percé de part en part si ses sentiments n'étaient pas tels que ses paroles. Plein de reconnaissance, Toussaint se précipite dans ses bras pour l'embrasser, mais il trébuche et les deux amis tombent ensemble d'une façon si malheureuse que le poignard atteint Toussaint Jean-Hubert à la hanche ; le blessé mourut quelques jours après. Tout



invraisemblable que paraisse ce récit, il fut admis par les échevins de Liège, et Monsen fut absous du voyage d'Outremer requis contre lui. (1)

Les procès avaient fait naître entre Mathieu de Monsen et Gérard de Fléron une haine implacable; ils ne pouvaient se rencontrer, même à Liège, sans mettre l'épée à la main; tous deux enrôlèrent des soldats dont l'unique mission était de protéger leur maître et de harceler son adversaire. Les véritables batailles entre les deux prétendants à la seigneurie de Saive commencèrent au mois de juin 1606; Jean de Lhoen, gendre de Gérard de Fléron, à la tête d'un grand nombre de soldats, arriva à Tignée pour saisir ou tuer Mathieu de Monsen; ils tirèrent sur sa maison plusieurs coups d'arquebuse et tâchèrent d'y mettre le feu; de là, ils se rendirent à Saive et s'installèrent en maîtres dans le château. Ils ne cessaient de faire des sorties contre les habitants de Saive et de Tignée, ravageant les campagnes et traquant partout Mathieu de Monsen; celui-ci fut même obligé de quitter le pays et d'entrer au service des souverains de Brabant. Pendant son absence, de Lhoen et ses affidés pillèrent tous ses biens à Tignée; ils ravagèrent les bois de Saive et incendièrent plusieurs bâtiments appartenant à Monsen.

Gérard de Fléron, installé par la force au château de Saive, institua, le 8 juillet 1606, une nouvelle cour de justice; le lendemain, ses justiciers lui prêtèrent le serment suivant: « Nous jurons que nous serons fidèles à Gérard de Fléron, seigneur de Saive et à ses successeurs, et que nous prendrons soin du maintien de sa juridiction de Saive et de ses droits; nous ne révélerons point les secrets de la justice

(1) *Échevins de Liège*, Greffe criminel, rôles de causes, reg. n<sup>o</sup> 185, fol. 70.

et nous porterons nos jugements selon notre meilleure science. Ainsi nous aident Dieu et tous les saints ».

L'ancienne cour de justice et la plupart des habitants de Saive ne reconnurent pas les échevins nommés par Fléron ; les habitants hésitant entre Gérard de Fléron, que tous les tribunaux liégeois déclaraient seigneur de Saive, et Mathieu de Monsen, qui avait toutes leurs sympathies et l'appui de la Chambre impériale de Spire, ne savaient à qui obéir ni à quelle justice s'adresser. Lorsque Monsen, revenu à Saive, faisait assembler ses échevins et tenir les plaids, Gérard de Fléron et sa bande accouraient et empêchaient la réunion par leurs menaces. Théodore Hannon, greffier de Saive, fut même saisi et emprisonné ; il dut, pour se libérer, payer une forte rançon.

Mais Mathieu de Monsen n'était pas au bout de ses malheurs. Le 31 juillet 1606, Englebert Boenem, doyen de Saint-Servais, à Maestricht, et juge exécuteur délégué par l'autorité apostolique, publia un décret portant que Mathieu de Monsen, refusant de se soumettre aux sentences de l'Official et du nonce, est excommunié et contumace ; il ordonna à tous officiers de justice d'aider Gérard de Fléron à prendre possession de la seigneurie et à récupérer ses dépens sur les biens de son adversaire (1). Cette sentence fut envoyée le 5 août suivant au curé de Saive ; Jean Chapeaville, vicaire-général de Liège, lui adressait en même temps la lettre suivante : « Vénérable pasteur, Vous verrez par la cédule ci-jointe que le seigneur Mathien Monsen est excommunié d'autorité apostolique : il est donc de votre devoir de le dénoncer au peuple comme tel et de veiller à ce qu'il n'assiste pas avec les autres

(1) *Chambre de Spire*, procès en appel, n° 1808.

fidèles aux offices divins jusqu'à ce qu'il ait dûment prouvé une absolution suffisante. Votre dévoué, Jean Chapeaville, vicaire général. »

Monsen fit autant de cas de ce décret que des précédents ; il continua à fréquenter l'église et le curé de Saive ne se pressa pas d'obéir au vicaire général. Englebert Boenheim, rendit, le 23 septembre 1606, un nouveau décret confirmant celui du 23 juillet, et y ajouta les points suivants : l'excommunication de Mathieu de Monsen doit être proclamée, et renouvelée à l'église tous les dimanches et jours de fête, au son des cloches « en allumant les cierges puis les éteignant et les jetant à terre » ; l'accès de l'église et les exercices du culte lui sont interdits ainsi qu'à sa famille ; défense est faite à tous de lui prêter aucune assistance, de lui fournir à boire ou à manger ; l'usage du four et du moulin lui est prohibé ; on ne peut rien lui vendre ni lui acheter ; ceux qui, le sachant excommunié, l'auront hébergé ou lui auront adressé la parole seront également excommuniés.

Les deux adversaires, à la tête de leur clan respectif, se livraient presque journellement des combats sanglants (1). Dans le courant du mois de septembre 1606, le Conseil privé ordonna, à la requête de Fléron, l'arrestation de Mathieu de Monsen ; mais les bourgmestres de Liège prirent fait et cause pour le banni et l'excommunié ; ils se plaignirent de ce que le décret porté contre « le seigneur de Tignée » renfermait des clauses inusitées et illicites ; le Conseil privé dut tenir compte de leurs représentations.

Malgré les sentences portées contre lui, Monsen parvint à se soustraire à toutes les poursuites et la guerre continua.

(1) *Echevins de Liège*, rôles de causes criminelles, etc, reg. n° 185, fol. 161 v°.

Le 7 juillet 1609, Jean de Lhoen et Arnold de Fléron envahirent, pour la troisième fois, la seigneurie de Tignée avec des soldats de la garnison de Maestricht; ils forcèrent l'habitation seigneuriale et la mirent au pillage, puis emmenèrent à Maestricht Mathieu de Monsen, pieds nus et les mains liées derrière le dos; ils le promenèrent de maison en maison, racontant que c'était un voleur, un assassin et un incendiaire, puis l'enfermèrent dans un cachot infect réservé aux pires criminels et l'y retinrent pendant quarante jours en le menaçant de mort. Le magistrat de Liège réclama son élargissement, et les bourgeois le ramenèrent à Liège, aux applaudissements du peuple.

Pendant ces conflits, l'anarchie régnait à Saive; lorsque Monsen était attaqué, ce qui arrivait souvent, il faisait sonner le tocsin, mais les habitants terrorisés ne se rendaient guère à son appel; cependant il parvint à chasser son ennemi du château de Saive et à en reprendre possession.

Malgré les décrets portés contre eux, les échevins de Saive, nommés par Monsen, continuaient à exercer leur ministère; ils conservaient une bonne partie des archives, tenaient les plaids, et recevaient les réalisations des actes de juridiction volontaire.

Gérard de Fléron se plaignit, le 24 février 1612, au Conseil privé, qui ordonna aux membres de l'ancienne cour de cesser de rendre la justice, et les échevins de Liège permirent aux nouveaux membres de la Cour de tenir les plaids de la justice de Saive à Liège, au lieu de réunion de la Cour allodiale (1).

(1) Entre les églises de Saint-Lambert et de Notre-Dame-aux-Fonts. Plusieurs cours subalternes tenaient leurs assemblées en cet endroit.

L'existence de deux cours échevinales devait amener de nouveaux conflits ; le plus grave eut pour cause l'arrestation, en septembre 1612, d'un criminel nommé Mathias le Couvresse, par l'officier de Mathieu de Monsen ; la justice de Saive procéda aux enquêtes et renvoya le procès aux échevins de Liège pour en obtenir « recharge » ; ceux-ci, partisans de Gérard de Fléron, la refusèrent longtemps ; mais la Chambre de Spire et la menace que leur fit le seigneur de Saive de « procéder contre eux selon les recès de l'Empire » les forcèrent à céder ; le 12 septembre 1614, ils portèrent une sentence « rechargeant » la Cour de Saive de condamner le Couvresse à être pendu.

Gérard de Fléron prétendit s'opposer à l'exécution du jugement, et parvint à s'emparer de rechef du château de Saive qu'il occupa militairement avec sa bande.

Cependant, Mathieu de Monsen retiré à Tignée, avait fixé au 25 septembre l'exécution capitale de Mathias le Couvresse ; sachant que ses ennemis voulaient l'empêcher à tout prix, il fit convoquer le ban et l'arrière ban de ses partisans et ordonna à tous ses sujets de courir aux armes au premier son de la cloche.

Le prince de Liège, Ferdinand de Bavière, envoya ses officiers à Tignée pour défendre aux deux partis d'en venir aux armes et empêcher l'exécution du condamné. Cet ordre formel du prince ne changea rien aux projets des deux ennemis.

Le 25 septembre, au matin, Mathias le Couvresse fut conduit au lieu du supplice ; il était accompagné de Mathieu de Monsen et de Jean de Jozé, mayor de Saive ; une troupe d'hommes armés et de nombreux curieux les escortaient ; le cortège arrivait à l'endroit où se dressait le bois patibulaire, lorsqu'il fut assailli à coups d'arquebuses et de pistolets par une troupe de soldats commandés par



FOUR THE RE.

1424



DATE: 07-10-2012

1548 1572



元 一 十 二 三 四 五 六 七 八 九 十

1599



1625





Gérard de Fléron et son fils ; tandis que les spectateurs s'enfuyaient , Mathieu de Monsen tint tête aux agresseurs , les mit en fuite et fit deux prisonniers. Nous ignorons si le condamné fut exécuté , mais le procès *de administranda justitia* dura encore plusieurs années.

Les violences continuèrent de part et d'autre ; le 3 octobre 1614, le prince de Liège ordonna aux baillis du Pont-d'Amercœur et de Visé d'aller châtier les rebelles. Gérard de Fléron et ses partisans abandonnèrent le château de Saive le lendemain après l'avoir dévasté ; mais ils revinrent bientôt au village , envahirent la maison du mayeur et enlevèrent la verge de justice ; puis , ayant forcé l'église , ils s'y fortifièrent.

Enfin le 13 décembre 1614, la Chambre impériale , après avoir réfléchi pendant vingt-quatre ans , décida que Mathieu de Monsen devait être admis au retrait de la seigneurie de Saive. Celui-ci annonça partout la nouvelle de sa victoire , et se fit reconnaître comme unique seigneur de Saive ; mais , comme il ne pouvait rembourser à Fléron le prix d'achat , celui-ci demanda la mise de la seigneurie sous séquestre ; Monsen prétendant , avec assez de raison , que son adversaire lui avait causé des dommages de beaucoup supérieurs à la somme réclamée , déclara qu'il ne devait rien rembourser. Le procès recommença.

Le seigneur de Saive n'était pas au bout de ses tracas ; après plus de vingt ans de mariage , Anne de Wesemael , sa femme , mourut sans enfant. Elle légua tous ses biens à son mari , notamment la seigneurie de Tignée , une métairie à Vivegnis près de Saint-Georges , en Hesbaye , le bois d'Oupet , fief dépendant du seigneur d'Hermalle-sous-Huy , etc.

Un certain Baudouin Colette , qui avait épousé Marie , fille de Rigaud de Tomburre et de Marie de Wesemael , sœur d'Anne , prétendit à la succession de celle-ci , d'où un

nouveau procès qui dura plus de vingt ans et ne manqua pas d'incidents sanglants. Baudouin Colette se ligua avec Gérard de Fléron pour tâcher d'abattre l'ennemi commun. Tandis que Fléron tenait Monsen bloqué à Saive et à Tignée, Colette et ses complices, au mois de mai 1614, envahirent à main armée la métairie de Vivegnis et en chassèrent Gilles Colloise (1), fermier de Mathieu de Monsen ; ils mirent la maison au pillage et coupèrent plus de deux mille chênes dans les bois.

D'après les protestations que Monsen adressa au prince de Liège et à la Chambre de Spire, le seigneur et la Cour de Warfusée, les seigneurs de Hermalle, de Jehay et d'Engis ainsi que l'abbé de Flône, prêtèrent leur concours en faveur de Gérard de Fléron.

Il est à remarquer que dans tous les procès où interviennent Gérard de Fléron et Mathieu de Monsen, les tribunaux liégeois : Échevins de Liège, Cour allodiale, Conseil ordinaire, Officialité, Tribunal des XXII, ainsi que le Conseil privé, ne rendent que des sentences favorables à Fléron ; tous ces jugements sont ensuite cassés par la Chambre impériale, qui rend des décrets favorables à Monsen.

Cette situation dura encore plusieurs années malgré les diverses tentatives du Conseil privé pour influencer la Chambre de Spire.

Le procès contre Baudouin Colette fut repris par les successeurs des deux belligérants et traîna encore à Spire en 1652.

Mathieu de Monsen se maintint pourtant en possession

(1) Gilles Colloise fut tué d'un coup de feu reçu dans une embuscade tendue dans le bois de Flône, par les ennemis de Mathieu de Monsen. — Son testament est daté du 13 juillet 1615. *Cour de Saive*, reg. n° 34, fol. 127.

des seigneuries de Tignée et de Saive, et les brigandages continuèrent; des bandes d'habitants de Liège, Huy, Perwez, Tihange, commandés par Fléron, envahissaient à chaque instant les villages de Saive et de Tignée, menaçant la famille du seigneur et dévastant ses propriétés. Monsen avec ses gens parvenait à repousser les agressions, mais non sans effusion de sang; ces combats journaliers livrés par Monsen pour défendre ses droits, sa vie et ses biens, étaient considérés à Liège et présentés au prince comme des actes de rébellion. La tête du seigneur de Saive fut même mise à prix : on promit dix florins d'or à celui qui parviendrait à s'en emparer. Mathieu de Monsen, dans l'éventualité de sa mort, mit ordre à ses affaires; il annula, le 24 mars 1616, devant la Cour de Saive, tout acte de dernière volonté qu'il pouvait avoir fait avant cette date, et déclara seul véritable le testament écrit de sa propre main.

Gérard de Fléron âgé de près de quatre-vingts ans, ne pouvait plus assister en personne aux expéditions contre Mathieu de Monsen; il fut atteint, le 12 novembre 1616, d'une fluxion de poitrine qui faillit l'emporter (1); c'était ordinairement son fils Arnold, gentilhomme de la chambre du prince de Liège, ou Gérard de Lhoen qui le remplaçait.

Mathieu de Monsen, après avoir été de rechef à Spire, en janvier 1617, pour obtenir justice fut, à son retour, banni par les tribunaux liégeois. Il n'osa plus quitter Tignée, terre qu'il avait fait inscrire à la matricule de l'empire et où, croyait-il, ses adversaires n'oseraient l'attaquer. Pour comble de malheur, Denis de Monsen, échevin de Fléron, son frère, fut mêlé aux conflits entre Jean de Ruyschemberg, seigneur de la Rochette, et les habitants de la vouerie de Fléron; de Ruyschemberg le fit arrêter

(1) *Chambre de Spire*, procès en appel, n° 1808.

et enfermer dans la prison de la Rochette, dont il ne sortit que plusieurs années après (1).

Mathieu de Monsen, exaspéré, écrivit, le 22 juin 1618, au prince-évêque de Liège, que, s'il ne s'opposait aux persécutions dont il était victime et continuait à favoriser ses ennemis, il se verrait obligé de le poursuivre devant les tribunaux de l'Empire.

La mort de Gérard de Fléron, en décembre 1619, donna du répit à Monsen, et Arnold de Fléron s'abstint pendant quelque temps de venir tracasser son adversaire. Celui-ci voulut en profiter pour restaurer, au mois d'avril 1620, le château de Saive qui était dans un état pitoyable.

Après avoir fait abattre sept pieds de construction au sommet de la tour, il la rebâtit à neuf, fit faire de nouvelles fenêtres, etc., le tout au prix de cent florins de Brabant. Les charpentes nécessaires à cette réparation et à la construction des quatre « thorions » aux angles de la tour, devaient coûter trois cents florins de Brabant environ (2).

Les hostilités reprirent avant l'achèvement des travaux. Arnold de Fléron, après s'être mis sous la sauvegarde du prince (3) et obtenu contre son adversaire de nouvelles sentences de bannissement, reprit l'offensive.

Pendant la nuit du 30 juin 1622, Mathieu de Monsen, qui habitait alors Tignée, est surpris par des gens armés qui cernent sa maison; c'étaient Arnold de Fléron et son fils qui, à la tête d'une troupe nombreuse de soldats

(1) DE HARENNE, *Le château de la Rochette et ses seigneurs avoués héréditaires de Fléron*. — *Bulletin de l'Institut archéologique*, vol. XXII, page 150.

(2) Il semble, d'après les différents actes passés à ce sujet devant la Cour de Saive, que la disposition primitive du château ne fut guère modifiée. Le donjon n'a pas été changé depuis lors.

(3) *Conseil privé*, dépêches, reg. n° 41, fol. 40 (1<sup>re</sup> pagination), 53 (2<sup>e</sup> pagination).

de la garnison de Maestricht, venaient s'emparer du seigneur.

Toute résistance était impossible; cependant Monsen était résolu à vendre chèrement sa vie; tandis qu'une partie des assiégeants criblent la maison de coups d'arquebuses et de mousquets, les autres, armés de haches, attaquent les portes et brisent les fenêtres. La mère de Monsen, âgée de plus de quatre-vingts ans, atteinte de nombreux coups de feu, tombe grièvement blessée à la poitrine. Monsen, couvert de blessures, profitant du désordre provoqué par l'incendie allumé par ses ennemis pour le déloger, sort de la maison, et, par des chemins détournés, arrive au château de Saive, où il se renferme. Arnold de Fléron et sa bande, voyant que l'ennemi leur avait encore échappé, se retirèrent en ne laissant de la maison de Tignée qu'un monceau de ruines (1).

Le vieux donjon de Saive n'avait pu être complètement réparé; le toit n'était pas encore refait, à peine s'y trouvait-il quelques meubles; c'est là que Mathieu de Monsen, grièvement blessé, se réfugia; il se rétablit au bout de quelques mois; mais, n'osant sortir de sa petite forteresse, il y appela tous ses partisans, résolu à se défendre jusqu'à la fin.

Le prince-évêque de Liège avait été informé que Mathieu de Monsen «jugé appréhensible pour divers crimes et excès, s'était, afin d'empêcher l'exécution des choses jugées, retiré avec quelques homicides et vagabonds», au château de Saive qu'il avait pourvu de vivres et de munitions; qu'outre cela, il avait commandé aux habitants de Saive, Tignée et environs, de prendre les armes et de «massacrer» tous ceux qui voudraient attenter quelque chose contre sa

(1) *Chambre de Spire*, procès en appel, n° 1797.

personne (1), Gérard de Noville, procureur de Son Altesse Sérénissime, arriva à Saive, le 11 juillet 1622, pour faire une enquête à ce sujet ; il fit le tour du village accompagné de quatre cavaliers en disant et répétant : « Je te » commande de part son Alteze et du roy que n'ayez à » prendre les armes avec Monsieur de Tignée, il faut qu'il » sorte du chateau, car c'est maistre Arnould de Fléron qui » est seigneur ; laissez-vous le savoir l'ung à l'autre. »

L'expédition du procureur général n'obtint pas le moindre succès ; les habitants de Saive s'attachèrent davantage à leur seigneur ; Monsen, en dépit de tout, se maintint dans sa forteresse.

Le 19 août 1622, le Conseil privé de Liège, qui avait reporté sur Arnold de Fléron toutes les sympathies qu'il avait pour le père de celui-ci, adressa au gouverneur de Maestricht la lettre suivante :

« MONSIEUR LE GOUVERNEUR,

» Le seigneur de Melin (2) nous at fait rapport de la favorable assistance qu'il vous at pleu luy prester pour venir » au bout de l'exécution des choses jugées (3), desquelles » il vous at donné ouverture, et comme l'affaire n'est » reussy selon l'esperance qu'il en avoit, il vous plairat » apporter pour l'effect de son juste désir ce qui serat ultérieurement requis, estant d'intention de faire ung nouvel » essay moyennant la continuation de la bonne ayde des » vostres ainsi qu'il vous fera plus particulièrement entendre ; parlant nous en remettant a ce qu'il vous dirat, » vous recommandons, Monsieur le Gouverneur, en la

(1) *Conseil privé*, dépêches, reg. n<sup>o</sup> 44, fol. 15.

(2) Arnold de Fléron était seigneur de Melin.

(3) L'attaque de Tignée du 30 juin précédent.

» digne protection de Dieu. De Liège, ce XIX<sup>e</sup> d'aoust  
» 1622 (1). »

Nous ignorons si les soldats de Maestricht aidèrent Arnold de Fléron (2) à « faire un nouvel essay » ; mais Mathieu de Monsen, envers et contre tous, se maintint les armes à la main à Saive ; il subit dans ce séjour peu confortable toutes les rigueurs de l'hiver. Le 26 février 1623, il était encore au château, où il convoqua les échevins de Saive et de Tignée et leur fit constater sa triste situation ; son lit, placé dans une chambre du donjon, n'était pas à l'abri de la neige et du vent. Beaucoup de ses sujets qui, pour être fidèles à leur serment, auraient dû accourir le délivrer, étaient maintenus dans l'inaction par les menaces du procureur général.

Les pauvres habitants de Saive, déjà si éprouvés par les troubles intérieurs, avaient encore à souffrir des passages de troupes ; le 11 avril 1623, deux compagnies de cavalerie, commandées par le comte de Bergh, firent subir aux paysans toutes sortes de mauvais traitements. Les soldats exigèrent chacun un patacon.

Les garnisaires de Maestricht ne manquaient pas une occasion de passer par Saive, s'efforçant de s'emparer du seigneur et menaçant de « parfumer les habitants dedens leurs cheminées » (3).

(1) *Conseil privé*, dépêches, reg. n° 41, fol. 45 (3<sup>e</sup> pagin.)

(2) Arnold de Fléron fit, le 8 janvier 1623, un testament conjonctivement avec Marie de Houthem, son épouse ; on y trouve la disposition suivante : « Finalement quant est de la seigneurie et » biens de Saive leur adjugez par sentence, ne restante que l'exécution a faire, les dits testateurs ont icelle seigneurie et biens » laissé et légaté à Jean Guillaume leur fils. » LE FORT, 3<sup>e</sup> partie, reg. n° 14.

(3) *Recès de la magistrature de la cité de Liège*, reg. 1626-1627, fol. 10 v°, 12 v°, 97 v°, 116 v°.



Il est incroyable que Monsen ait pu, pendant quarante ans, mener une vie aussi agitée et se dérober aux attaques dont il ne cessa d'être l'objet. Cependant, le 24 août 1629, il tomba gravement malade et appela à son chevet le notaire Requileit, Jean de José, son mayeur, et Josselet Colloise, son cousin, comme témoins de ses dernières volontés. Par son testament, il choisissait sa sépulture en l'église de Saive auprès de ses parents, et laissait à son frère Denis les seigneuries de Saive et de Tignée; les autres biens devaient être partagés entre ledit Denis et Claire de Monsen, sa sœur (1). Il mourut quelques jours après.

#### DENIS DE MONSEN. — 1629-1647.

Denis de Monsen, seigneur de Saive et de Tignée, avait épousé, vers l'an 1610, Aldegonde Mottmans, fille de Mathieu Motmans, échevin de Tongres, et de Marie Vaes.

Quelque temps après la mort de son frère, le 29 août 1629, il emprunta cent et cinquante rixdalers patacons sur ses deux seigneuries (2).

Le 1<sup>er</sup> octobre 1629, il comparut aux plaids généraux de Saive et prêta, aux bourgeois et habitants de Saive, serment de fidélité; il se rendit à l'église où, après avoir fait ses dévotions, il agita la cloche selon l'usage; les manants, de leur côté, promirent de rendre l'honneur, le service, l'obéissance qui appartiennent à un seigneur.

Le 13 octobre, il releva devant la Cour allodiale de Liège « la forteresse et prés, bois, haulteurs et seigneurie de Saive et Saivelette », ainsi que la cour et rentes *delle Motte*.

(1) *Cour de Saive*, œuvres, saisies, reg. n<sup>o</sup> 9.

(2) *Cour allodiale*, reg. n<sup>o</sup> 48, fol. 222 v<sup>o</sup>.

Personne ne fit opposition aux reliefs ni à la mise en possession. Les procès concernant Tignée et les biens d'Anne de Wesemael continuèrent à traîner à Spire et, en attendant un jugement définitif, les adversaires donnaient libre cours à leur fureur.

Pierre de Wesemael (1), fils de Baudouin Collette, faisait de fréquentes invasions à Saive et à Tignée, où il répandait la terreur ; un de ses partisans, le lieutenant Slassin, étant venu occuper militairement le cimetière de Tignée, faillit perdre la vie dans le combat que le seigneur de Saive, aidé des compagnies bourgeoises de Jupille, Fléron, Saive et Tignée, lui livra pour le déloger de ce point stratégique (2).

Cette échauffourée ne mit pas fin aux hostilités ; les incursions à Saive et à Tignée devinrent de plus en plus fréquentes.

Colette et consorts voyant que Denis de Monsen, comme son frère défunt, résistait à tout, résolurent de l'assassiner. Le 15 juin 1632, Baudouin Colette et Pierre, son fils, Alexandre et Denis de Saive, Jean Olivier, Willem Hustin et quelques autres tinrent conseil ; voici, d'après l'aveu de Pierre Colette lui-même, ce qui se passa. Après un concert d'imprécations, Willem Hustin ayant pris la parole « se mist sur le discours de ce que le dit Monsen » déchassoit à tort lesdits Baudouin et Pierre Colette hors » de la seigneurie de Tignée, » comme il avait fait pour Saive ; il ajouta « qu'il ne savoit comment ils pouvaient ee » endurer et que quant à luy, s'il pouvoit les venger il seroit » bien content. » « A quoi les deux Colette priarent ledit » Hustin de patienter encore quelque temps ». Mais, peu après, dans le feu du discours, Pierre Colette s'écria :

(1) Il avait pris, sans droit, le nom de sa grand'mère pour faire paraître ses revendications plus sérieuses.

(2) Acte du notaire Richard Gangelt, reg. 1630-1631, fol. 146.

« Je voudrois que Monsen fust mort m'eust-il cousté un » cheval ». Cette parole ne fut pas perdue : quelques jours après, le 20 juin, Willem Hustin et ses complices s'embusquèrent à un endroit où Monsen devait passer ; lorsqu'il fut en vue, Hustin tira un coup de carabine et Denis de Monsen tomba mortellement blessé. Les compagnons du seigneur de Saive déchargèrent leurs arquebuses sur les agresseurs qui purent s'enfuir ; seul, Willem Hustin, abattu d'un coup de fusil, n'eut pas la force de se relever et fut fait prisonnier.

Denis de Monsen fut transporté au château de Saive où le curé Christophe Beaupain lui administra les derniers sacrements et reçut son testament ; quelques heures après, il mourait.

Sa veuve voulut le venger et intenta aux coupables une action criminelle : Willem Hustin, enfermé au cachot du château de Saive, fut condamné, le 30 mai 1633, par recharge des échevins de Liège, « a estre conduit au lieu » du supplice et illecque avoir la teste tranchée jus des » espauls tant que mort s'ensuive à l'exemple d'autres » ; il fut exécuté le lendemain (1).

La dame de Saive réclama aussi le châtimement des complices que Willem Hustin avait dénoncés à la question ; les échevins de Liège jugèrent appréhensibles Baudouin Colette et sa femme, Pierre Wesemael leur fils, et plusieurs autres (2) ; certains d'entre eux s'expatrièrent et s'engagèrent au service des Etats des Provinces-Unies.

Denis de Monsen laissa sept enfants :

1<sup>o</sup> Engèle, née à Liège et baptisée à Notre-Dame-aux-Fonts le 18 juillet 1612, mariée 1<sup>o</sup> à Guillaume Burdo,

(1) *Échevins de Liège*, causes criminelles, 1632, 22 juin.

(2) *Id.*, reg. n<sup>o</sup> 189, fol. 215 ; n<sup>o</sup> 184, fol. 117.

mayer de Saive en 1647 ; 2° à Norbert de Hailly, échevin de Tignée, morte sans enfant. Par testament du 12 février 1685, elle institua son second mari pour héritier universel.

2° Mathieu, né à Liège et baptisé à Notre-Dame-aux-Fonts le 5 mars 1614. Héritier présomptif de la seigneurie de Saive, il y partagea pendant quelques années, après la mort de son père, avec Aldegonde Motmans, sa mère, les droits et les devoirs d'un seigneur, remplissant souvent, comme ses prédécesseurs, l'office de mayer de la Cour. Il s'engagea, vers l'an 1635, au service des Provinces-Unies, et mourut, nous ignorons de quelle manière, à la fin de l'année 1640.

3° Denis, seigneur de Saive, qui suit.

4° Johannes. Il embrassa l'état militaire ; le 7 juin 1649, il comparut devant la Cour de Saive et « remontra qu'il » estoit d'intention de s'en aller à la guerre dans le régiment » du colonel Savary, pour le service de Sa Majesté » Impériale », et que, s'il venait à mourir en guerroyant, il instituait pour ses héritiers universels Théodore et Johannes, fils de son frère Denis.

5° Anne-Marie, née à Liège et baptisée à Notre-Dame-aux-Fonts le 16 septembre 1620, mariée à Pierre Hauzeur.

6° Marie, née à Liège et baptisée à Notre-Dame-aux-Fonts le 8 décembre 1622.

7° Claire, née à Liège et baptisée à Saint-Adalbert le 17 avril 1628, mariée à Jean Burdo.

Denis de Monsen avait laissé à sa femme l'usufruit de tous ses biens ; à la mort de celle-ci, la seigneurie de Saive devait appartenir à leur fils Mathieu et celle de Tignée à leur fils Denis (1).

Ce fut donc Aldegonde Motmans qui devint dame de Saive et de Tignée et ce fut sous son nom que l'on tint

(1) *Cour de Saive*, reg. no 36, fol. 219 v°.

les plaids de justice. La tranquillité n'était pas encore revenue : outre les conflits avec Baudouin Colette, qui recommencèrent, les Monsen eurent à soutenir de nouveaux procès contre Léonard de Mollin et consorts au sujet de l'héritage de Denis Colloise et de Christine de Warsage ; au surplus, les soldats de la garnison de Maestricht firent encore une invasion à Saive, en mai 1634, saisirent et maltraitèrent plusieurs habitants et s'emparèrent d'un grand nombre de chevaux et de vaches.

Le village fut encore cruellement éprouvé en 1635 par le passage des armées ; le jour de la Pentecôte, l'armée française, commandée par le maréchal de Chatillon, arriva à Saive et y séjourna quatre jours entiers en causant de grands dommages aussi bien aux maisons qu'au château et à l'église : « ils ont grandement intéressé les » habitants, consommé et prins tout ce qu'ils avoient et » par le très grand nombre de leur chevalerie et chevaux » d'artillerie et bagaiges mengé et ravagé tous les grains, » foin et paxhis lors croissans. »

Peu de temps après, une nouvelle calamité vint accabler le village ; il y eut une telle sécheresse et une si grande abondance de mouchérons (moxhettes), que tous les foin périclèrent ; les fruits et les légumes firent complètement défaut (1).

Les jeunes Monsen étaient très populaires ; ils vivaient avec les habitants de Saive presque sur un pied d'égalité et prenaient part aux jeux des paysans dans les tavernes ; ils gardaient cependant sur les manants une certaine autorité ; survenait-il une dispute, c'était le jeune seigneur qui était pris ou qui s'érigait en arbitre ; on en trouve un exemple en 1640 ; plusieurs habitants se divertissaient avec Denis de Monsen, lorsqu'une altercation

(1) Attestation donnée par la Cour de Saive le 5 mai 1636.

surgit entre deux personnes de la compagnie. Monsen les apaisa ; mais lorsqu'il se fut éloigné, une lutte s'engagea et l'un des belligérants tua son adversaire.

Aldegonde Motmans exerça jusqu'à sa mort les droits seigneuriaux à Saive ; le 7 janvier 1647 , elle fit son testament (1). La seigneurie de Saive, qu'elle laissait à Denis, son fils, à qui elle avait abandonné, de son vivant, celle de Tignée, devait toujours appartenir à la branche aînée mâle de la famille de Monsen ; Johannes, son second fils, outre l'habitation au château de Saive, devait jouir d'une rente de cent et cinquante florins de Brabant et participer avec ses sœurs à tous les autres biens dont la dame de Saive avait l'usufruit.

Aldegonde Motmans mourut en juin 1647.

#### DENIS DE MONSEN. — 1647-1683.

Denis de Monsen, seigneur de Saive et de Tignée, naquit à Liège et fut baptisé, le 1<sup>er</sup> février 1618, en l'église de Notre-Dame-aux-Fonts. Il releva la seigneurie de Saive à la Cour allodiale, le 18 juin 1647.

Denis de Monsen avait épousé, en 1638, Catherine Playoule, fille de Mathieu Playoule et d'Anne de Bex. Par leur contrat du 30 janvier 1638, Aldegonde Motmans promettait à son fils le double de ce que sa fiancée lui apporterait en dot (2). La situation de la famille de Monsen était donc, à cette époque, redevenue assez prospère ; cependant, quoique les Fléron eussent abandonné leurs prétentions sur Saive, la paix ne régnait pas encore.

Le 12 octobre 1646, Denis Toussaint céda aux Monsen

(1) *Cour de Saive*, reg. n<sup>o</sup> 36, fol. 219 v<sup>o</sup>.

(2) *Échevins de Liège*, convenances et testaments, Greffe Bertrandy, 1633-1638, fol. 287 v<sup>o</sup>.

tous ses droits à l'héritage de Denis Colloise ; ceux-ci, de leur côté, lui accordèrent son pardon pour sa complicité dans le meurtre de Denis de Monsen à la condition que Denis Toussaint « ne debverat faire partie avec les ennemis » des seigneurs de Saive, mais se debverat comporter » comme un bon et leal sujet ou surcéant doibt faire envers » son seigneur. »

Le 10 juin 1649, Denis de Monsen s'arrangea aussi à l'amiable avec Thomas et Anne de Mollin : le décret de capture porté contre eux, en 1632, comme complices de Willem Hustin, fut aboli moyennant une somme de quatre souverains d'or ; mais les difficultés concernant l'héritage d'Anne de Wesemael continuèrent, et Denis de Monsen avait encore des ennemis.

Sachant que sa vie n'était pas en sûreté à Saive, il fit son testament le 5 septembre 1651. Le 31 décembre suivant, comme Denis de Monsen, accompagné de son officier, retournait au château et traversait le chemin de « Frize », des individus tirèrent sur lui plusieurs coups de feu qui, heureusement, ne l'atteignirent pas.

Les troubles qui agitaient la seigneurie depuis près d'un siècle cessèrent en 1652 : Baudouin Colette était mort et son fils Pierre, latitant depuis le meurtre de Denis de Monsen, se réconcilia avec le fils de sa victime. Il abandonna tous ses droits à la seigneurie de Tignée en échange d'autres biens, et toute recherche « d'occisions » cessa de part et d'autre.

Le 3 décembre 1652, le prince-évêque de Liège accorda un pardon complet à Pierre Colette moyennant une somme de vingt patacons applicables à des usages pieux.

Denis de Monsen fit reconstruire la ferme du château et reprit les exploitations de charbon entreprises par ses prédécesseurs.

Denis de Monsen qui avait fait un testament conjonctif avec sa femme, dès l'année 1651, en fit un nouveau



le 1<sup>er</sup> avril 1670, qui confirmait presque toutes les clauses du précédent. Le château de Saive, avec les seigneuries de Saive, Saivelette et Tignée, étaient laissés à Jean Denis de Monsen fils aîné, à charge de payer, outre les hypothèques, deux cent cinquante florins de Brabant de rente à chacun de ses frères et sœurs (1).

Denis de Monsen mourut le 1<sup>er</sup> juin 1670 et fut inhumé dans le chœur de l'église de Saive, où sa pierre sépulchrale, aux armes des Monsen et des Playoul, se trouve encore actuellement ; on y lit :

HIC JACET NOBILISSIMUS ET GENEROSUS D<sup>nus</sup> DYONISIUS DE MONCHELLE DOMINUS TEMPORALIS DE SAIVE ET TEIGNÉE QUI OBIT 1<sup>ma</sup> JUNII 1670.

Il laissait neuf enfants :

1<sup>o</sup> Jean Denis, seigneur de Saive, qui suit.

2<sup>o</sup> Anne-Françoise, mariée le 13 avril 1677 à Théodore de Xheneumont, seigneur de Warsage, haut drossard de Dalhem ; par acte passé au château de Jupille le 20 juillet 1715, elle renonça, en faveur de François de Monsen, son neveu, à l'héritage de Mathias-Herman de Monsen, chanoine de Saint-Martin, son frère (2).

3<sup>o</sup> Mathieu.

4<sup>o</sup> Mathias-Herman, baptisé en l'église de Saive le 1<sup>er</sup> février 1643, tonsuré le 22 décembre 1655 et pourvu, en mars 1666, d'un canonicat en la collégiale de Saint-Martin, par résignation de Jean Playoule, son oncle. Par testament, en date du 2 octobre 1714, il institua Anne-Françoise de Monsen sa sœur, héritière universelle.

5<sup>o</sup> Johannes, habitait avec Catherine de Playoule, sa

(1) *Écherins de Liège*, Greffes réunis, convenances et testaments, reg. 1687-1692, fol. 322.

(2) Ils eurent une fille, Catherine-Gertrude, mariée, le 5 avril 1701, à Guillaume de Moffarts.

mère, le château de Saive ; il déclara , le 28 avril 1672, qu'ayant l'intention de s'en aller à la guerre, il laissait, en cas de mort, à sa mère les biens que lui avait légués feu Johannes de Monsen , son oncle ; il mourut le 17 novembre 1722.

6° Théodore ; il entra, en 1668, au couvent de : Récollets de Bolland ; avant de faire ses vœux, il laissa par testament tous ses biens au premier de ses frères qui entrerait en religion « sinon à Monsieur son père ou à Madame sa mère ».

7° Jean-Georges ; peu de temps après l'entrée de son frère Théodore à Bolland, il prit l'habit de chanoine régulier du Saint-Sépulchre au couvent de la Xhavée et devint ainsi son héritier.

8° Guillaume-François, marié à Anne-Ida de Xhencumont, fille du premier lit de Théodore de Xhencumont, haut-drossard de Dalhem (1).

9° Marie-Gertrude , mariée le 29 novembre 1691 à Jacques-François de Noville, mayor de Saive en 1717.

Catherine de Playoule, renonça à ses *lumières*, le 21 août 1683, c'est-à-dire à son usufruit, en faveur de son fils Jean-Denis ; elle mourut le 16 avril 1689 (2).

#### JEAN-DENIS DE MONSEN. — 1683-1692.

Jean-Denis de Monsen seigneur de Saive et de Tignée, avait épousé Anne de Randaxhe, fille d'Arnold de Randaxhe (3) et d'Anne Lambertine Moleus.

(1) Ils eurent cinq fils : Jean-Georges , bailli de Cerexhe-Heuseux en 1742, Guillaume, Mathieu, Johannes et François.

(2) *Registres paroissiaux de Saive*, n° 1, fol. 64.

(3) Arnold de Randaxhe fut bourgmestre de Liège en 1665, 1672 et 1686. Ayant eu le malheur de perdre la vue, il mourut à Liège le 4 octobre 1691, et fut inhumé dans l'église paroissiale de Saint-Adalbert. (*Recueil des Bourgmestres.*)

Il était en 1692, capitaine d'infanterie au régiment de *Berlo*, au service du prince de Liège; c'est à ce moment qu'il aliéna la seigneurie de Saive.

Le 22 octobre 1692, il se rendit à la Cour allodiale de Liège et y releva la seigneurie de Saive et Saivelette. Le lendemain, il transporta à Jean-Ernest de Méan, chanoine de Saint-Martin à Liège, la seigneurie de Saive, haute, moyenne et basse justice, droit de chasse et de pêche, moyennant une rente de huit muids, deux setiers, deux tierces d'épeautre; par un autre acte, il vendit au même le château, moulins, fouleries, fermes, bois, prairies et cens seigneuriaux au prix de cinquante-huit mille quatre cent florins de Brabant (1).

Jean-Denis de Monsen mourut en décembre 1698, laissant à son fils Onulphe-Denis la seigneurie de Tignée. Anne de Randaxhe décéda le 10 juin 1718.

Ils laissaient quatre enfants :

1<sup>o</sup> Catherine-Anne, baptisée à Saive le 4 novembre 1684, mariée à Liège, le 26 octobre 1706, à Paschase du Moulin, avocat.

2<sup>o</sup> Onulphe-Denis, né et baptisé à Saive le jour de Pâques 30 mars 1687; il devint lieutenant-colonel et adjudant-général des armées de S. M. L. et C. aux Pays-Bas; en 1739, il habitait Bruxelles et, le 20 novembre de cette année, il vendit à Jean-Erard de Foullon, seigneur de Weltwesel, etc., la terre de Tignée au prix de quarante-huit mille cinq cents florins de Liège.

La seigneurie de Tignée fut, quelque temps après, rachetée par retrait lignager par Madeleine de Monsen, sœur de Denis-Onulphe, au nom de Guillaume-Herman-Joseph de Libotte, son fils.

3<sup>o</sup> N., religieuse à l'abbaye de Vivegnis.

(1) *Cour allodiale de Liège*, reg. n<sup>o</sup> 52, fol. 261 v<sup>o</sup> 262, 266.

4<sup>e</sup> Madeleine, mariée, en la chapelle du château de Saive, le 22 août 1714, à Jean-Jacques de Libotte; elle mourut le 18 août 1740.



JEAN-ERNEST DE MÉAN. — 1692-1719.

Depuis longtemps déjà, l'influence des seigneurs de Saive était contrebalancée par celle de la famille de Méan; dès le commencement du XVII<sup>e</sup> siècle, Pierre de Méan, échevin de Liège et commissaire déciseur à Maestricht, le compilateur des points marqués pour coutumes du pays de Liège, possédait dans la seigneurie des biens considérables et passait l'été à Saive dans une de ses métairies (1); dans la suite, il augmenta ses propriétés et fit bâtir un pavillon accompagné d'une tour.

Charles de Méan, son fils, seigneur d'Atrin, bourgmestre de Liège en 1641, conseiller ordinaire et privé du prince de Liège et commissaire déciseur à Maestricht, suivit l'exemple de son père; il agrandit considérablement ses propriétés de Saive et fit construire de nouveaux bâtiments.

La famille de Méan était d'origine bourgeoise, mais l'empereur Ferdinand III, voulant reconnaître les services rendus au pays par Charles de Méan et ses ancêtres, lui

(1) SAUMERY, *Délices du Pays de Liège*, t. III, p. 275.

accorda, ainsi qu'à ses frères, le 27 mars 1648, un diplôme de noblesse et permit d'ajouter à leurs armes une aigle de sable couronnée d'or.

Les seigneurs de Saive furent toujours en bonne intelligence avec leurs voisins qui leur rendirent plusieurs services; dans un acte du 22 septembre 1656, Denis de Monsen déclara que, pour reconnaître les nombreux bienfaits reçus de Charles de Méan, il lui transportait un bonnier de bois; l'année suivante, il lui vendit un pré moyennant seize cent vingt-cinq florins.

Les habitants de Saive et même le seigneur soumettaient leurs différends à Charles de Méan pour qu'il les tranchât comme arbitre; lorsque le village, épuisé par les frais de guerre, ne pouvait plus subvenir aux tailles exigées, ce n'est pas au seigneur qu'on s'adressait, mais à Charles de Méan, chez qui l'on trouvait toujours un accueil favorable.

Charles de Méan, qui avait épousé, le 14 novembre 1627, Jeanne van der Heyden à Blisia, mourut le 16 avril 1674 et fut inhumé à Liège auprès de sa femme, morte le 17 décembre 1672, dans le chœur de l'église Sainte-Claire.

Il avait eu treize enfants, dont trois moururent jeunes; des dix autres, neuf embrassèrent l'état ecclésiastique ou religieux, savoir: Jean-Ernest, chanoine de Saint-Martin, seigneur de Saive, Guillaume, Laurent et Jean-Ferdinand, tous trois chanoines de Saint-Lambert, et cinq filles qui entrèrent dans diverses abbayes.

Pierre de Méan (1), l'aîné de ces dix enfants, était né le

(1) Un diplôme impérial du 3 novembre 1694 conféra à tous les fils de Charles de Méan et à leurs descendants légitimes le titre de baron et leur permit de prendre, comme supports de leurs armes, des griffons tenant des bannières sur lesquelles se trouvent les lettres J I L surmontées de la couronne impériale. *Conseil privé*, diplômes de noblesse, reg. n° II, fol. 170.

30 juillet 1634; il était seigneur d'Atrin, Cornesse, Drolenvaux, haut-voué de Xhios, commissaire décideur à Maestricht, conseiller ordinaire, etc. Il mourut à Maestricht le 19 octobre 1703 et fut inhumé dans l'église Sainte-Claire, à Liège; sa femme, Marië Catherine de Hodeige, était morte le 13 octobre 1693.

À la mort de Charles de Méan, la maison, les censes et les propriétés de Saive, échurent à Jean-Ernest de Méan, chanoine de Saint-Martin, mais étaient assujetties après lui à un fidei-commis ou majorat réel, graduel et perpétuel, au profit des aînés mâles de la famille de Méan.

Jean-Ernest de Méan, né à Liège le 24 juin 1644, fut baptisé en l'église de Notre-Dame-aux-Fonts; se destinant à l'état ecclésiastique, il fut tonsuré le 8 avril 1653 et pourvu par le prince Maximilien-Henri de Bavière, le 2 décembre 1658, d'un canonicat et d'une prébende dans la collégiale de Saint-Martin, à Liège (1). À partir de l'an 1674, où il devint possesseur des biens de Saive, il ne cessa d'augmenter ses propriétés en cet endroit; il y possédait, en 1684, plus de cinquante bonniers de terre; il adoucît autant qu'il put, aux habitants de Saive, les horreurs de la guerre; en 1690, notamment, deux pauvres diables furent emmenés prisonniers à Maestricht, pour n'avoir pu payer les contributions de guerre à Sa Majesté Catholique; Jean-Ernest de Méan les aida à se tirer d'affaire. Aussi, les habitants de Saive furent-ils très heureux de voir la seigneurie passer entre ses mains; le 12 novembre 1692, il releva la seigneurie de Saive à la Cour allodiale et, retenu à Liège par ses occupations et la mauvaise saison, il chargea son valet, Jacques Jamouille, d'aller en prendre possession en son nom; la cérémonie eut lieu le 20 décembre 1692 avec les formalités accoutumées.

(1) *Collégiale de Saint-Martin*, Liber provisionum, reg. n° 1381, fol. 89.

Johannes de Monsen, frère de Jean-Denis, avait abandonné l'état militaire et était revenu à Saive ; il avait vu de très mauvais œil la vente de la seigneurie ; le 11 novembre 1692, il fit afficher sur la porte de l'église, un placard par lequel il défendait aux habitants de reconnaître de Méan pour leur seigneur. Il prétendait que la seigneurie ne pouvait être aliénée et qu'à défaut de son frère aîné, elle devait lui appartenir. Jean-Ernest de Méan tâcha d'aplanir le procès qui surgit à ce sujet entre les deux frères ; Johannes de Monsen ne voulait rien entendre, prétendant que de Méan employait contre lui son crédit et « l'autorité suprême qu'il a ainsi que ses frères dans le pays de Liege ». L'affaire se termina pourtant à l'amiable ; Johannes abandonna ses droits à la seigneurie et Jean-Ernest de Méan, qui possédait à Saive une maison de plaisance, lui abandonna le vieux donjon des seigneurs de Saive, quelques terres et des bois. L'acte de cession du 14 janvier 1694 stipulait : que ni Johannes ni ses successeurs ne pourront jamais prendre le titre de seigneurs de Saive ; que les biens repris par Johannes ne seront pas compris dans la seigneurie, mais que celui-ci en sera seigneur et maître ; enfin, qu'il sera toujours loisible à de Méan ou à ses proches de retirer le château et les biens contigus pour la somme de quinze mille florins, prix de vente. Le seigneur de Saive permettait à Johannes de Monsen de continuer ses travaux de houillerie ; ces travaux devinrent bientôt son unique occupation ; il se contenta de sa forteresse et se titra « noble seigneur Johannes de Monsen, seigneur du château et biens de Saive ».

Un conflit surgit pourtant encore en 1712 entre lui et Jean-Ernest de Méan : d'après un usage immémorial, le seigneur de Saive avait dans le chœur de l'église, du côté de l'Évangile, un banc pour son usage personnel ;



Jean-Ernest de Méan ayant fait enlever l'ancien le remplaça par « ung qui lui fut plus commode ». Mais Johannes de Monsen « prétendant que le dit vieux banc lui » appartenait l'at remis dans sa place et arraché le » neuve par force ». Jean-Ernest de Méan protesta contre cet acte de violence le 1<sup>er</sup> septembre 1712 et déclara que, s'il consentait à placer provisoirement son nouveau banc du côté de l'épître, cela ne devait porter préjudice ni à lui ni à ses successeurs (1).

Le seigneur de Saive mourut le 12 juillet 1719 ; le seul de ses frères qui se maria, Pierre de Méan, était mort en 1703.

Il avait eu quatre fils (2) : Pierre-Guillaume et Laurent-Dieudonné qui furent pourvus d'un canonicat en la cathédrale de Saint-Lambert, Jean-Ferdinand, qui mourut jeune, et Charles de Méan, échevin de Liège. Celui-ci, baptisé le 30 octobre 1664, avait épousé, en 1691, Dorothee de Himisdael, et était mort avant son père, le 12 octobre 1698, ne laissant qu'un seul fils, Pierre de Méan. C'est à ce dernier que Jean-Ernest de Méan légua la seigneurie de Saive, ajoutant ses propres acquisitions au fidéi-commis établi par son père.

Il laissait également à son petit-neveu et assujettissait au même fidéi-commis le diamant dont le roi d'Angleterre avait fait présent à feu Laurent de Méan, plénipotentiaire de Joseph-Clément de Bavière au traité conclu à Ryswick en 1697.

(1) Acte passé le 1<sup>er</sup> septembre 1712 devant le notaire J. R. Caverenne.

(2) Il eut aussi huit filles, dont plusieurs moururent jeunes.

PIERRE DE MÉAN. — 1719-1754

Pierre, baron de Méan, seigneur de Saive, fils unique de Charles de Méan et de Dorothée de Hinnisdael, fut baptisé le 17 novembre 1691 ; il fut seigneur de Cornesse, Drolenvaux, Saive, Landenne, Atrin et Gossoncourt, conseiller privé, conseiller ordinaire, ministre d'État, commissaire décideur à Maestricht (1) et membre de l'État noble de Namur ; il avait épousé, le 28 février 1718, Hélène-Jeanne-Catherine, baronne de Waha, fille de Jean-Charles, baron de Waha, et d'Anne-Ferdinande de Sélvs.

Malgré tous ces emplois et la possession de tant de seigneuries, il faut croire que le séjour de Saive lui était agréable, car « trouvant, dit Saumery, que les anciens » bâtiments, élevés à plusieurs fois, étaient ruinés par le » temps, peu commodes et irréguliers, il prit le parti » d'élever celui qui paraît dans la vue ci-jointe.

» La façade du côté du jardin présente d'abord un salon » percé de trois arcades vitrées qui communiquent à des » appartements à droite et à gauche. Un escalier carré à » noyau vide conduit aux trois étages de cette maison. » Au-dessus du premier salon est un ample vestibule qui » distribue avec grâce et facilité l'entrée aux différents » appartements. On y a ménagé une chapelle très propre » et une enfilade terminée par deux balcons qui fait un » effet des plus agréables. A l'étage supérieur se trouve » un troisième salon terminé en dôme et destiné à un

(1) Le jubilé de cent ans du commissariat à Maestricht, dans la famille de Méan, fut brillamment célébré dans cette ville le 13 septembre 1724.

» billard ; un balcon y fournit un point de vue qu'on ne se  
» lasse pas d'admirer... Un jardin bien nivelé et fermé de  
» murailles garnies d'espaliers des meilleurs fruits est à  
» l'aspect de toutes les places principales de cette belle  
» maison. Il est terminé par un petit bosquet de charmillés  
» garni de marronniers d'Inde et coupé à pattes d'oie, à la  
» pointe duquel est un octogone de maçonnerie qui forme  
» un cabinet très propre ; une avenue de quatre rangées  
» d'arbres , et à laquelle la citadelle de Liège sert de  
» perspective, conduit à cet agréable séjour. Un empla-  
» cement de vingt bonniers de prairies bien arborées  
» accompagne ce château et la sépare de l'église paroissiale  
» qui est très proprement ornée » (1).

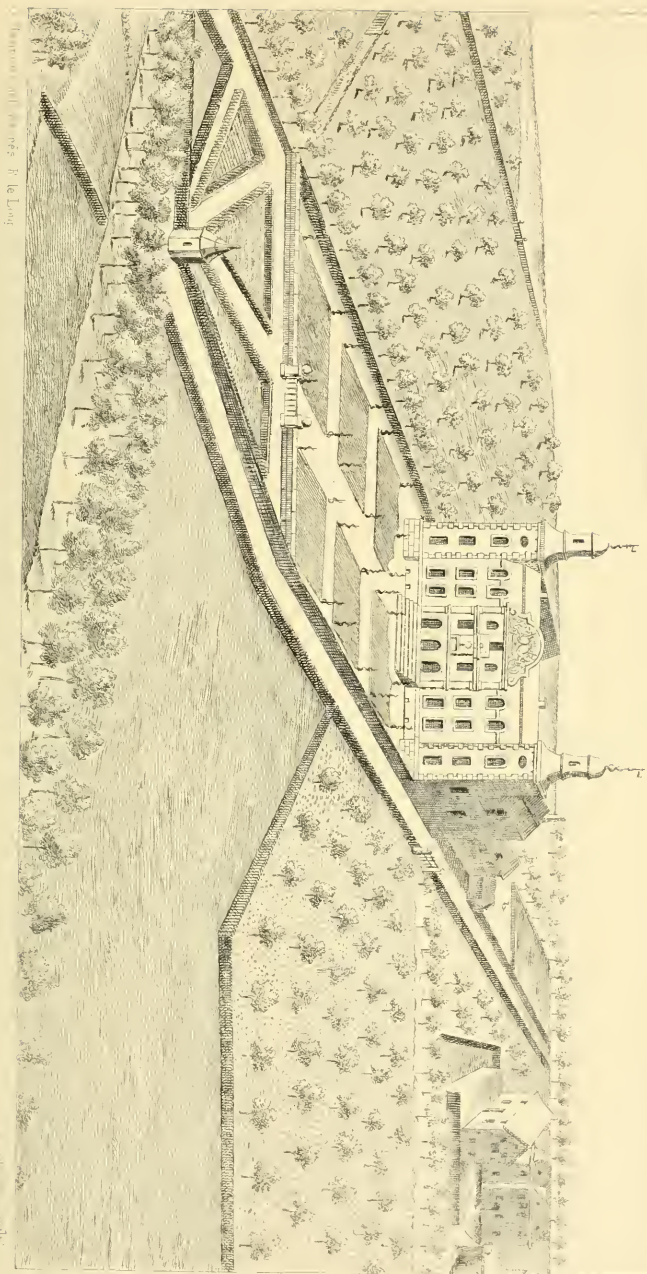
Johannes de Monsen continuait à habiter le vieux château ; il était plus souvent question de lui à la Cour de justice que du seigneur de Méan ; mais c'était presque toujours pour des procès ou des actes de violences.

Le dernier événement tragique où les Monsen figurèrent se passa en 1722.

Jean-Jacques de Libotte et sa femme Madeleine de Monsen habitaient, à cette époque, la « Cense au bois de Saive », qu'ils tenaient à bail de Onulphe-Denis de Monsen, seigneur de Tignée, leur frère et beau-frère respectif ; ils ne purent, en 1722, en payer la location.

Devant leur refus de quitter l'immeuble, le seigneur de Tignée les en expulsa par la force le 14 novembre 1722 ; la dame de Libotte se réfugia au vieux château de Saive, chez son oncle Johannes de Monsen. Celui-ci résolut de tirer vengeance de l'affront fait à sa nièce ; le 15 novembre, il se présenta inopinément à la « Cense au bois » avec quelques hommes armés et chassa les gens

(1) SAUMERY, *Délices du Pays de Liège*, t. III, p. 275.



Fort de la Longue



du baron de Tignée à coups de canne. Le lendemain Onulphe-Denis de Monsen rassembla les habitants de Tignée pour aller châtier l'usurpateur de sa maison; sa troupe pénétra dans la cense au Bois et blessa mortellement Johannes de Monsen et un nommé Reini Barchon: ils ne survécurent que quelques heures à leurs blessures (1).

Pierre de Méan ordonna une enquête sévère au sujet des violences commises dans sa seigneurie.

Les échevins de Liège firent arrêter les gens du baron de Tignée. Onulphe-Denis de Monsen ne fut pas compris dans les poursuites et devint, quelques années plus tard, lieutenant-colonel et adjudant-général des armées de S. M. Impériale aux Pays-Bas.

Le vieux château de Saive et biens en dépendant passèrent à François de Monsen (2), neveu de Johannes; mais le 9 novembre 1727, il transporta ces biens à Lambert-Mathieu de Gomzé, seigneur de Loxheré, moyennant 28,000 florins de Brabant; deux ans après, le 20 décembre 1729, Pierre de Méan, que cette enclave dans sa seigneurie ennuyait, usa du droit de retrait que Jean-Ernest de Méan s'était réservé, et racheta le vieux château et les biens y annexés (3); depuis lors l'antique donjon ne fut plus

(1) Onulphe-Denis de Monsen avait pris le titre de baron de Tignée.

(2) Fils de Guillaume-François de Monsen et d'Anne de Xheneumont.

(3) Il tâcha vainement de le louer comme maison de campagne. On trouve, le 2 juillet 1743, dans le journal intitulé *L'Elite des Nouvelles*, l'annonce suivante: «Le public est averti que M. le baron de Méan est d'intention de louer l'ancien chateau de Saive. Il y a une grande cuisine, une belle sale, une chapelle, plusieurs chambres, une cour fermée de murailles séparée de celle du fermier, un jardin entouré de murailles, garnies d'espalier de fruits choisis. Item un autre jardin ou terrain contigu a une allée coupée dans un bois. Il n'est éloigné que de deux petites lieues de la ville et qu'un bon quart de

guère habité. Quant aux ouvrages de houillerie, ce fut Guillaume-François de Monsen qui continua à les exploiter.

Pierre de Méan, quoiqu'il ne fut âgé que de quarante ans, fit son testament le 1<sup>er</sup> mars 1730; selon le fidéicommiss établi par ses ancêtres et successivement augmenté par Jean-Ernest et Laurent de Méan, il légua à son fils aîné la seigneurie de Saive avec les biens situés à Saive et à Parfondvaux, et les maisons de Liège, situées dans les paroisses de Saint-Hubert et Saint-Michel; il ajouta, en outre, au fidéi-commis la seigneurie d'Atrin et le vieux château de Saive avec ses appendices acquis peu de temps auparavant par retrait.

Pendant toute la durée de la guerre de sept ans (1741-1748), mais surtout en 1746, le village de Saive eut beaucoup à souffrir des passages des troupes alliées; des soldats de presque toutes les nationalités s'y arrêtèrent; notamment des régiments du prince de Saxe, du prince de Waldeck, des Ecossais, des dragons verts de la reine de Hongrie, des hussards de *Linden* français, des cavaliers du régiment *royal* français, etc. Un impôt sur les tocages ou places à feu fut perçu en 1748 pour subvenir aux frais de guerre; la liste des tocages de Saive indique que le comte de Méan avait dans son château onze places à feu et, qu'en outre, au vieux château, *qui est inhabité*, il y avait six places à feu.

lieue de la rivière de Meuse, au lieu de Souverain-Wandre, où des bateaux arrivent régulièrement plusieurs fois la semaine. C'est un bien fort commode pour des ecclésiastiques, gens de lettres, marchands, qui souhaitent une maison de plaisance sans s'embarrasser du détail d'un bien de campagne, ce qu'ils trouveront dans cet endroit, à un prix raisonnable. Qui voudra en savoir les conditions, pourra s'adresser au prélocuteur Gaye, mayeur de Saive, près des Bous-Enfants, à Liège.»



Un diplôme impérial du 10 septembre 1745, octroya à Pierre de Méan, seigneur de Saive, etc., et à tous ses enfants légitimes, le titre de comte.

Le 5 février 1749, le comte de Méan perdit son fils aîné ; il renouvela ses dernières volontés par un codicille fait au château de Saive le 13 juin 1749. Les dispositions du testament de 1730, concernant les biens de Saive, ne furent pas modifiées.

Pierre de Méan abandonna, en 1754, la seigneurie de Saive à son fils François-Antoine, et mourut en 1757 ; Hélène-Jeanne-Catherine de Waha, son épouse, décéda à Liège le 2 décembre 1776.

Ils eurent sept enfants :

1<sup>o</sup> Dorothée, baptisée à Notre-Dame-aux-Fonts, le 19 janvier 1719, mariée le 13 octobre 1744, à Antoine-Ulric-Joseph de Lamberts-Cortenbach, chevalier du Saint-Empire, vicomte de Montenaken, seigneur de Cortenbach, Einraede et Bergilers, pair du comté de Namur, lieutenant des fiefs de la Cour féodale de Heerlen, député aux États de Liège, décédé à Liège le 22 décembre 1766.

2<sup>o</sup> François-Lambert-Charles, baptisé le 27 février 1720, reçu chanoine-tréfoncier de la Cathédrale le 16 juin 1745, prévôt de Sainte-Croix, mort le 5 février 1749.

3<sup>o</sup> Pierre-Guillaume, baptisé le 28 octobre 1721 ; reçu chanoine-tréfoncier le 4<sup>er</sup> décembre 1747 ; prévôt de Sainte-Croix, après son frère, conseiller de la Chambre des finances, mort le 15 mai 1777.

4<sup>o</sup> François-Antoine, seigneur de Saive, qui suit.

5<sup>o</sup> Pierre-Jean-Laurent-Marie, baptisé le 21 janvier 1729, mort jeune.

6<sup>o</sup> Jean-Ferdinand, baptisé le 27 mars 1730, reçu chanoine-tréfoncier le 18 mai 1765, mort le 16 avril 1768.

7<sup>o</sup> Marie-Hélène, baptisée le 18 juillet 1731, morte en célibat en 1756.

FRANÇOIS-ANTOINE DE MÉAN. — 1754-1784.

François-Antoine, comte de Méan de Beaurieux, seigneur de Saive, fut baptisé le 26 décembre 1724 : comme ses prédécesseurs, il posséda un grand nombre de seigneuries et remplit les fonctions de conseiller privé et de commissaire décideur à Maestricht.

Il épousa en 1752 Anne-Élisabeth-Françoise, comtesse de Hoensbroeck, décédée le 27 février 1782, fille d'Ulric-Antoine, comte de Hoensbroeck d'Oost, et d'Anne-Salomé, comtesse de Nesselrode.

François-Antoine de Méan fit son testament le 26 mars 1782 et mourut au château de Landenne le 4 juillet 1788, laissant trois fils :

1<sup>o</sup> Pierre-Charles-François-Antoine, seigneur de Saive, qui suit.

2<sup>o</sup> François-Antoine-Marie-Constantin, né au château de Saive le 6 juillet 1756. Après ses études, faites à Mayence et à Nancy, il fut reçu chanoine-tréfoncier de Saint-Lambert le 28 mai 1777. Le pape le nomma évêque d'Hyppone et son oncle, le prince de Hoensbroeck, le choisit comme suffragant du diocèse ; à la mort de ce dernier, il fut élu à l'unanimité prince-évêque de Liège le 16 août 1792.

A la suite du traité de Lunéville qui cédait le pays de Liège à la République française, et du concordat de 1801, il dut renoncer à son évêché et fut élevé par l'empereur François au rang de prince souverain. Après 1815, le roi des Pays-Bas lui donna le titre de prince de Méan et le nomma en 1816, archevêque de Malines, primate des Pays-Bas et grand-croix de l'Ordre du Lion Belgique.

Il mourut à Malines le 15 janvier 1831 et fut enterré dans son église métropolitaine, sous un magnifique mausolée de marbre blanc sculpté par Louis Jehotte.

3<sup>e</sup> César-Constantin-Marie, né à Liège le 10 septembre 1759, reçu chanoine-tréfoncier de Saint-Lambert le 16 juillet 1784. Il fut aussi prévôt de la collégiale de Saint-Jacques, président de la Chambre des finances et grand chancelier de Liège. Il mourut à Liège le 19 juillet 1833.

PIERRE-CHARLES-FRANÇOIS-ANTOINE DE MÉAN.  
1784-1802.

Pierre-Charles-François-Antoine, comte de Méan de Beaurieux, naquit au château de Landenne le 25 septembre 1753; pourvu à Saint-Lambert de la prébende de Jean-Ferdinand de Méan, il voulut, en 1768, se faire recevoir comme chanoine noble; mais le chapitre déclara le quartier de son père non recevable et ce fut seulement sur l'ordre formel de l'empereur que, le 16 septembre 1776, il fut admis comme chanoine noble.

Il quitta l'état ecclésiastique au mois d'avril 1784, devint chambellan de l'empereur d'Autriche et épousa, le 7 juin 1784, Marie-Aloyse, comtesse de Wrbna, chanoinesse de Nivelles, baptisée à Vienne le 22 août 1756, fille de Eugène, comte de Wrbna, chevalier de la Toison-d'Or, feld-maréchal et conseiller intime, et de Marie-Thérèse, comtesse de Kollonitz. Son père lui abandonna alors la seigneurie de Saive où, quelque temps après son mariage, il vint faire sa joyeuse entrée. Les comptes de la Cour de Saive pour l'an 1784 portent : « Pour une » voiture de louage occupée par la Cour le jour de la » réception du jeune nouveau seigneur, payé chez Dupont » par M. Magnée, échevin : 41 florins, 16 patars ».

Le 25 mai 1789, le prince de Hoensbroeck, son oncle, lui conféra la dignité de grand mayeur de Liège; retenu au service du prince au milieu des troubles qui agitaient le pays et qui n'étaient que le prélude de la révolution, il ne put guère venir à Saive.

La tourmente révolutionnaire ne s'était pas encore fait sentir dans la seigneurie, mais, dès le commencement de l'année 1789, la terre de Tignée, voisine de Saive, devint le siège d'un club et d'une imprimerie révolutionnaires. Henri-Joseph Urban, natif de Dinant, était venu, au mois de janvier, prendre un quartier chez Legrand, capitaine de Tignée, et y avait entrepris l'impression du journal *L'Avant-Coureur*. Le seigneur de Tignée, Guillaume-Herman-Joseph de Libotte, qui habitait à Saive la maison appelée la « Cense au Bois » ou Sainmont, et le comte de Méan, voyant l'influence que cet établissement exerçait sur leurs sujets, et ayant appris qu'Urban travaillait à un libelle diffamatoire contre le prince, ordonnèrent d'opérer des perquisitions dans l'imprimerie (1). Cette expédition, qui eut lieu le 23 mai 1789, attira au baron de Libotte la colère des chefs du mouvement révolutionnaire : Donceel, Bassenge, Lesoinne, Magnée, Fabry et Gosuin,

(1) Voici quelques extraits de la correspondance échangée à ce sujet entre les chefs de la Révolution liégeoise :

Donceel écrivait, le 25 mai 1789, à de Chestret, une lettre dans laquelle se trouve le passage suivant :

« ... Il y a apparence que cet acte de violence s'est commis d'intelligence avec le seigneur de Tignée ; du moins on l'augure de ce que M. de Méan a fait couper à Saive, cette année, des chesnes qui offusquoient la vue de M. de Tignée, ce que depuis vingt ans il sollicitoit vainement. »

**Fabry à de Chestret.**

« Liege, 10 juin 1789.

» Je n'ai pu jusqu'à présent avoir les preuves sur les acteurs de Tignée mais je suis assuré que Méan de *Royal-Liégeois* avait proposé a des bas officiers de ce corps de se charger de l'exécution. Ces braves gens, après quelques réflexions, ont refusé ; aucun d'eux n'a voulu en être. Gerduk, autre officier de ce corps épiscopal, est l'homme qu'on avait pris pour Fréron et qu'on avait vu quelques jours auparavant, aller examiner le local à cheval. Remi, mayeur

vinrent en personne trouver de Libotte à Saive et lui demander des explications au sujet de l'insulte faite à Urban.

Sur ces entrefaites éclata à Liège la révolution du 18 août 1789.

Le surlendemain, le prince de Hoensbroeck, forcé par les circonstances, destitue de ses fonctions le grand mayeur de Méan, et se retire à Trêves le 26, accompagné du suffragant son neveu ; enhardi par les succès des novateurs, l'imprimeur Urban put prendre sa revanche ; il s'associa avec un certain Jean-Jacques Nagant, qui se mit en tête de revendiquer la seigneurie de Tignée à titre d'une succession échue prétendument à ses ancêtres depuis près de deux siècles. Le 23 septembre 1789, après le diner, une troupe d'hommes armés, parmi lesquels se trouvait Urban, envahirent la « Cense au Bois » de Saive et en expulsèrent violemment de Libotte et sa femme. Jean-Jacques

» de Saive, était, le jour de l'exécution apposté avec cinq paysans  
» pour seconder au besoin et favoriser la retraite des assassins. C'est  
» Hennevaux, capitaine de Saive, qui a montré la maison d'Urban.  
» Le prince dit qu'il est fâché de l'aventure, qu'il l'ignore. Hé  
» bien ! qu'il en demande des nouvelles à son cher neveu Césarinet, à  
» Colson, à Méan, *Royal-Liégeois*, au mayeur Remi, au capitaine  
» Hennevaux ! Je ne veux pas compromettre les bas officiers de  
» Royal-Liégeois qui m'ont fait leur confession ; sans quoi j'aurois  
» déjà rendu toute l'histoire publique. »

#### De Donceel à de Chestret.

« Liège, ce 13 juin 1789.

» ... Nous allons voir si M. de Tignée s'acquittera de son devoir  
» en faisant enquerer pour découvrir les coupables. Je sais que  
» cette démarche n'a pas son approbation : il a peur que ses voisins  
» ne se trouvent compromis dans cette enquête... »

*Papiers de Jean-Remi de Chestret, I, 315-322.*

Nagant prit possession de la maison et de la seigneurie de Tignée.

L'arrivée des Autrichiens, le 13 janvier 1791, rétablit l'ancien ordre de choses, le comte de Méan reprit, le 20 janvier, ses fonctions de grand mayeur ; c'est à ce titre et à celui de seigneur de Saive que le baron de Libotte s'adressa à lui, le 6 juin 1791, pour être remis en possession de son bien.

Cette affaire donna lieu à de longs procès, dont le résultat fut le maintien de l'ancien seigneur en possession de Tignée ; mais le baron de Libotte n'en profita guère ; il mourut en novembre 1791, instituant pour ses héritiers universels les pauvres orphelins de la ville de Liège (1).

A la rénovation magistrale du 18 septembre 1791, le grand mayeur Pierre-Charles-François de Méan fut nommé bourgmestre de Liège ; son frère, élu prince-évêque le 16 août 1792, le continua dans ses fonctions de grand mayeur.

L'arrivée de l'armée française sous le commandement de Dumouriez obligea de nouveau le prince de Méan à émigrer ; des actes de violence se commirent alors à Saive ; pendant la nuit du 27 novembre, on arracha de la muraille, où elle était fixée, la platine avec le péron désignant le bureau de la gabelle des houilles à Saivelette (2) ; quant au château de Saive, que la naissance de son propriétaire signalait au vandalisme des sans-culottes, il fut pillé de fond en comble. La lettre suivante, adressée quelques années après, par le maire de Saive, au préfet du Département de l'Ourthe, nous donne quelques détails à ce sujet :

(1) Registre intitulé *Tignée* aux archives des Hospices civils de Liège.

(2) *Cour de Saive*, rôles criminels, reg. n° 26.

Departement de l'Ourte. — Premier arrondissement  
de Liège.

Saive, ce 18 pluviose an 10.

*Le Maire de Saive au Citoyen préfet ,*

Je ne scaurois vous rendre aucun renseignement certain touchant les archives et greffe de cette commune; les uns soutiennent que lors de l'émigration de l'ex-comte de Méan, seigneur territorial, il les a fait transporter au delà du Rhin, d'autres soutiennent au contraire que lorsque du temps de l'ex-général Dumouriez, *tous les meubles restés au château ont été pillés et tout l'intérieur dévasté*, les archives et la greffe ont été de même enlevés; il est vrai que, depuis ce temps, j'ai eu besoin pour mon propre d'une recherche au greffe; je me suis rendu à cet effet dans une chambre dudit château destinée à conserver la greffe et je n'y ai plus trouvé ni registre, ni papier, ni coffre destiné à renfermer le tout. Salut et respect.

Le maire de la commune de Saive,

MELCHIOR LECLER.

Nous n'avons pas trouvé trace à Saive de la plantation de l'arbre de la liberté; il fut planté à Tignée, le 19 décembre 1792 « en tricolore avec le bonnet de la liberté au dessus ».

Nous ne ferons que rappeler les événements qui suivirent l'entrée victorieuse des troupes autrichiennes, le 5 mars 1793; annulation de tous les actes des patriotes depuis le 27 novembre 1792 et rétablissement de l'ancien régime; rentrée du prince de Méan à Liège et son inauguration solennelle, le 9 juillet 1793; enfin, nouvelles victoires des Français, qui forcent le prince à émigrer le 20 juillet 1794, et rentrée définitive des patriotes à Liège, le 27 juillet.



Les habitants de Saive ne voyaient pas d'un bon œil les succès des novateurs et il est facile de constater par les déclarations pardevant notaires, que les *patriotes* n'y trouvaient guère de partisans ; il en venait quelquefois de Liège portant la cocarde ou les insignes de l'armée patriotique, et ils profitaient des troubles pour satisfaire leurs vengeances particulières. La façon dont ils se promenaient parmi le village « d'un air fier et provoquant » chantant des refrains révolutionnaires, tirant des coups de fusil, froissait les sentiments des braves campagnards, et, aussi bien à Saive qu'à Tignée, on traitait de « voleurs de seigneurie » les révolutionnaires ennemis du baron de Libotte (1).

Le village de Saive eut beaucoup à souffrir des passages de soldats amenés par ces guerres et des réquisitions de chevaux et charrettes exigés pour le service de l'artillerie ; un grand nombre de fermiers parvinrent à s'affranchir de ces corvées en prétextant qu'ils avaient perdu leurs chevaux à la retraite des Autrichiens, ou qu'ils les avaient vendus.

François Deprez, bourgmestre de Saive à l'époque de la Révolution, eut à ce sujet de nombreuses difficultés avec les habitants et avec l'Administration centrale ; ces motifs et les doutes que l'on conçut sur ses sympathies pour la République, le firent destituer au mois de pluviose an IV.

Le 1<sup>er</sup> octobre 1795, la Convention nationale décréta la réunion du pays de Liège à la France.

Le comte de Méan, qui avait émigré avec toute sa famille le 20 juillet 1794, mourut à Vienne le 26 avril 1802.

La comtesse de Méan et ses enfants habitèrent assez longtemps la ville d'Erfurt en Thuringe.

(1) Notaire S. Mouland, 1791-1793.

Elle demanda et obtint, le 24 novembre 1801, d'être rayée de la liste des émigrés. Voulant profiter de l'amnistie du 26 avril 1802, elle rentra à Liège le 19 juin 1802, et obtint la main-levée du sequestre établi sur ses biens.

Pierre-Charles-François-Autoine, comte de Méan, et Marie-Aloyse, comtesse de Wrba, eurent quatre enfants :

1<sup>o</sup> Constance-Thérèse-Dorothée-Aloyse, baptisée en l'église de Notre-Dame-aux-Fonts, à Liège, le 25 mai 1785, morte à Kermpt le 1<sup>er</sup> février 1846. Elle épousa, le 7 juillet 1807, François-Joseph, baron de Stockhem, membre des États-Généraux du royaume des Pays-Bas, du Congrès national et du Sénat, chevalier de l'Ordre de Léopold, etc., mort à Bruxelles le 1<sup>er</sup> février 1845, fils de Nicolas-Erasme, baron de Stockhem, seigneur de Heers, etc., conseiller privé et ordinaire, et de Jeanne-Marie, baronne de Maisières, dame d'Izier.

2<sup>o</sup> Constantin-François, baptisé à Notre-Dame-aux-Fonts le 11 août 1787, chambellan du roi des Pays-Bas, mort célibataire.

3<sup>o</sup> Eugène-François, né à Liège et baptisé à Notre-Dame-aux-Fonts le 9 février 1789, chambellan du roi des Pays-Bas, Guillaume I, membre de l'Ordre équestre de Liège, du Congrès national en 1830, sénateur, chevalier de l'Ordre de Léopold, décoré de la Croix de fer, commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire, etc., mort célibataire le 7 avril 1876, dernier de son nom.

4<sup>o</sup> Françoise-Aloyse, née à Maestricht le 14 novembre 1792, morte à Liège le 29 janvier 1869, mariée à Liège, le 6 août 1810, à Constantin-François, baron de Copis, vicomte de Bavay, chambellan du roi des Pays-Bas, membre de l'Ordre équestre du Limbourg, né à Liège et baptisé à Saint-Jean-Baptiste le 18 octobre 1787, décédé au château de Gorsleew le 28 juin 1856.

Le château et les biens de Saive devenus la propriété

de ces derniers, passèrent à leur troisième fille, Eugénie-Aloïse-Sylvie, femme de Ferdinand-Philippe-Ghislain, baron de Woelmont d'Hambraine. Celle-ci étant morte sans postérité, en 1881, ce fut sa sœur, la baronne Valérie-Françoise-Louise de Copis, femme d'Adrien-Eugène-Paul, comte d'Oultremont de Duras, qui en hérita et qui les possède encore aujourd'hui.

Dans la première moitié de ce siècle, le château de Saive fut habité par la famille Pirquet, bien connue pour son dévouement à la cause des derniers princes-évêques de Liège.

Jean-Martin-Auguste Pirquet dit Mardaga, après avoir servi sous les drapeaux du roi de France, passa au service du prince-évêque de Velbruck, comme officier des gardes du corps et capitaine au régiment de *Berlaymont*. En 1794, il suivit le prince de Méan en émigration ; nommé major au service des Pays-Bas en 1814, il décéda à Spa le 12 août 1819.

De son mariage avec M<sup>lle</sup> de Bleret, il laissa neuf enfants, quatre fils et cinq filles, qui habitèrent pendant de longues années la commune de Saive, où leur souvenir est resté encore vivace aujourd'hui.

Pendant l'émigration trois des fils entrèrent au service de l'Autriche ; le quatrième, Romain, mourut directeur de l'Enregistrement à Liège, en 1848.

L'aîné des fils, Auguste, devint capitaine d'infanterie au service de l'Autriche et vivait encore en 1822.

Pierre Pirquet, le second des fils, atteignit aux plus hauts échelons de la hiérarchie militaire. Né le 1<sup>er</sup> février 1781, il devint feldzeugmeister de l'armée autrichienne, conseiller intime de l'Empereur, capitaine lieutenant de la garde noble des Arcières, second propriétaire du régiment des chasseurs Tyroliens, chevalier de l'Ordre militaire de

Marie-Thérèse, de l'Ordre du Christ du St-Siège, etc., grand-cordon de l'Ordre de Léopold de Belgique.

Il serait trop long de relater la brillante carrière de Pierre Pirquet ; on en trouvera le résumé dans le *Nécrologe Liégeois*, d'Ulysse Capitaine, pour 1861.

Créé baron de Cesenatico en 1818, il épousa, en 1825, la fille du baron de Mayern, conseiller intime de l'Empereur, dont il eut plusieurs enfants. L'ainé, Antoine, capitaine d'infanterie et chevalier de l'Ordre militaire de Marie-Thérèse, fut tué à la bataille de Rivoli, le 22 juin 1848. Les descendants du baron Pierre Pirquet habitent encore aujourd'hui l'Autriche.

---

## SEIGNEURS EN PARTIE.

Tous les enfants, sans prérogative de primogéniture ni de sexe, pouvaient prétendre à une part des biens allodiaux, à moins que le défunt n'en eût disposé autrement (1); les fréquents morcellements de la seigneurie de Saive furent une conséquence de cet usage.

Au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècles, certains descendants de la famille de Jupille étaient seigneurs de Saive pour un tiers; ils y possédaient des biens fonds et y exerçaient en partie les droits seigneuriaux.

I. Louis Loeil ou Loilhon de Jupille, fils de Wéri de Jupille et d'Engine de Vianden, eut, entre autres, un fils nommé le vieux Drughin de Jupille. II. Celui-ci laissa plusieurs enfants, parmi lesquels une fille, Marie de Jupille, III, mariée à Guillaume de Prez, dit de Wez, qui acquit, en 1370, le fief de Barchon.

Ils eurent de leur union :

1<sup>o</sup> Jean, mort célibataire, fondateur de plusieurs autels en l'église de Grivegnée.

(1) BORMANS, *Les Seigneuries allodiales du pays de Liège*, p. 5.

2<sup>o</sup> Arnold, seigneur du fief de Barchon, mort sans enfant le 17 décembre 1443.

3<sup>o</sup> Wilhelmine, mariée à Jean Surlet.

4<sup>o</sup> Catherine.

5<sup>o</sup> Marie.

6<sup>o</sup> Lambuche, qui suit.

IV. Lambuche, marié à Marie de Féchier. De cette union naquirent :

1<sup>o</sup> Silkin, châtelain de Dalhem, marié à Anne delle Roche.

2<sup>o</sup> Arnold « tiers seigneur de Saive » qui suit.

3<sup>o</sup> Mechtilde, mariée à Nicolas de Bertinhers.

4<sup>o</sup> Marie, mariée, d'abord à Henri Zutemine, puis à Jean le Puissant.

V. Arnold de Prez de Barchon est le premier que l'on trouve qualifié de « tiers seigneur de Saive ». Il y possédait une maison située près de l'église et une métairie, des prés et des bois, estimés à une rente annuelle de soixante-trois muids d'épeautre ; de plus, il percevait une partie des cens seigneuriaux et le tiers des « strains delle deisme de Seave ». Il avait droit au tiers des amendes et participait à la nomination du mayeur et des échevins, ainsi qu'au droit de rendre la justice. De son temps, un voleur arrêté à Saive fut condamné à être pendu ; arrivé au lieu du supplice, il protesta contre son exécution, parce qu'il n'avait pas été condamné par le tiers seigneur ; on dut le reconduire au cachot ; mais Arnold de Barchon l'ayant aussi condamné, il fut « suspendu au gibet et étranglé (1) ».

Arnold de Prez de Barchon possédait aussi des biens à Parfondvaux ; il épousa, en premières noces, Jeanne de Borlé, morte sans hoirs, et, en secondes noces, Jeanne de Brahier ; du second lit naquirent :

1<sup>o</sup> Arnold, tiers seigneur de Saive, demeurant à Grive-

(1) *Chambre impériale*, procès en appel, n<sup>o</sup> 849.

guée en 1450, élu bourgmestre de Liège en 1448. Il combattit et mourut à la bataille de Brusthem le 27 octobre 1467. De Jeanne, son épouse, fille de Gérard Waltgraf de Cortils, naquit Bertheline, mariée à Gilles de Bombaye, haut-voué de Liers.

2<sup>e</sup> Béatrix, mariée à Adam de Sougné.

3<sup>e</sup> Catherine, qui suit.

IV. Catherine, mariée à Jean delle Grevece ou de Creest, demeurant à Alken qui devint, par ce mariage, tiers seigneur de Saive.

De cette union naquit :

V. Arnold delle Grevece, tiers seigneur de Saive, marié à Mathilde Samonts, fille de Guillaume et de Mathilde de Gerstecoven. Après la mort d'Arnold delle Grevece, Mathilde Samonts épousa, en secondes noces, Gilles Witten alias de Mettecoven, crenkenier (1) de Louis de Bourbon, évêque de Liège.

On le trouve en 1472, 1478, 1480, qualifié de tiers seigneur de Saive : sa femme étant morte avant lui, il perdit ses droits aux biens de Saive. Arnold delle Grevece et Mathilde Samonts eurent deux enfants :

1<sup>o</sup> Mechtilde ou Maheau, mariée, en premières noces, à Wauthier Mombors et, en secondes noces, à Arnold de Corswarem, mayeur de Hoesselt.

2<sup>o</sup> Marguerite, mariée à Daniel Rayemekers.

Le 28 août 1488, Wauthier Mombors et Daniel Rayemekers, comme représentant, par leur femme, Arnold de Prez de Barchon, relevèrent à la Cour allodiale de Liège « la tierce parte de la seigneurie de Seave » et la transportèrent à Arnold le Berlier, dit de Saint-Laurent, maître de houillères, qui fut plus tard échevin et bourgmestre de

(1) Huissier armé d'une arbalète.



Liège. Les biens de Saive firent dans la suite l'objet de divers contrats entre les gendres d'Arnold delle Grevece et Arnold le Berlier ; celui-ci en était définitivement propriétaire en 1495 ; il les releva à la Cour de Saive le 16 mai de cette année, et prêta comme nouveau seigneur le serment de fidélité. Il épousa Ydde, fille de Gilles Servais, de Horion.

A sa mort, son fils André lui succéda et soutint, en 1527, un procès contre Josse Colloise, qui lui contestait ses droits au tiers de la seigneurie. Il épousa Jeanne, fille de Wauthier de Pailhe, avoué de Bolluemont.

Après lui, ce fut Henri de Berghes, son gendre, qui devint tiers seigneur ; en 1574, Philippe de Berghes, fils de ce dernier, intenta un procès à plusieurs habitants de Saive pour refus de paiement des rentes qu'on lui devait comme représentant et possesseur des biens de feu Arnold le Berlier. Depuis lors, on ne trouve plus de tiers seigneur.

Il est à remarquer que dans les reliefs faits par les véritables seigneurs de Saive, rien n'indique qu'une partie du domaine ou des droits seigneuriaux appartint à d'autres.

---

## **DROITS SEIGNEURIAUX. — PLAIDS GÉNÉRAUX. COUR DE JUSTICE.**

### **§ 1.**

Les formalités usitées à l'inauguration du nouveau seigneur étaient l'image de ses droits. La Cour de justice, devant le peuple assemblé, lui livrait la cloche « en signe de hautaineté », la verge rouge « en signe d'administration de justice », la motte de terre, le gazon et la branche d'arbre, pour le constituer seigneur foncier.

Comme seigneur haut justicier, le propriétaire de la terre de Saive avait le droit d'appeler les habitants aux armes et aux plaids généraux ; il nommait le mayeur et les échevins qui rendaient la justice et percevait une partie des amendes et des compositions. Comme seigneur foncier, il avait le droit de chasse et de pêche, le droit d'exiger de ses vassaux le relief de leurs petits fiefs ou de leurs biens censeaux ; enfin, les habitants lui devaient un cens annuel et un certain nombre de corvées.

A Saive, les corvées étaient de deux sortes, les travaux

des champs et les voyages, à Liège par exemple. Au XVI<sup>e</sup> siècle, les habitants devaient en faire deux ou trois par an (1).

Les cens seigneuriaux se payaient à la Noël et consistaient en volailles et en argent.

Les droits de reliefs se payaient à l'avènement des nouveaux seigneurs; les droits d'issues ou de mutations, aux changements de propriétaires; ils étaient ordinairement d'un dixième de la valeur des biens.

Personne ne pouvait établir sur le ruisseau de Saive ni moulin ni usine quelconque sans la permission expresse du seigneur. Cette permission était accordée moyennant certaine somme d'argent ou le payement d'une rente ou accense annuelle.

## § 2.

On appelait *plaids généraux* les assemblées de tous les habitants du village réunis par ordre du seigneur; ils se tenaient à Saive trois fois par an: le lendemain *des Rois* (2), le lendemain de l'*enclose Pâques* et le jour de la *S<sup>t</sup> Remy* (1<sup>er</sup> octobre). Les manants y étaient assemblés au son de

(1) Par des conventions particulières, les fermiers s'engageaient parfois à d'autres corvées; par un acte du 27 octobre 1636, le fermier du château de Saive s'engagea envers Aldegonde de Motmans aux prescriptions suivantes: outre le prix du louage, il devra, chaque année, faire paître dix moutons de la dame de Saive avec les siens et garder dans sa basse-cour les pores et la volaille du château; il devra, en outre, faire pour la dame de Saive douze corvées par an à Saive, à Liège ou aux environs, et lui apporter, au nouvel an, douze livres de fin étain.

(2) On les nommait *plaids généraux delle Treme*.

la cloche, devant l'église, sous un vieux tilleul (1). Tous les chefs de ménage devaient y assister ; ils ne pouvaient sans motif sérieux y envoyer à leur place leurs femmes ou leurs enfants.

Le seigneur y présidait ordinairement : ses surcéans venaient le reconnaître et lui prêter hommage en présence de la Cour de justice ; quand il était empêché, son officier ou mayeur le remplaçait. On y donnait lecture des ordonnances du prince et de celles que le seigneur jugeait opportunes pour le bien particulier de la seigneurie.

On y rétractait les calomnies ; les personnes soupçonnées d'hérésie devaient y faire publiquement profession de foi catholique ; on demandait au peuple s'il n'avait à se plaindre de rien, de concussion, notamment.

C'était ordinairement aussi à ces assemblées que la Cour jugeait les infractions concernant la chasse, la pêche, la pâture et la coupe du bois, scellait (apaiser) les poids et les mesures et fixait le prix du pain et de la cervoise.

Enfin, lorsqu'on commença à nommer des bourgmestres ou députés, l'élection se faisait à une séance des plaids généraux.

### § 3.

La Cour de justice se composait d'un mayeur révocable, de sept échevins nommés à vie et d'un greffier. Tous étaient à la nomination du seigneur et devaient lui prêter serment de fidélité.

La Cour de Saive ressortissait en appel à la juridiction

(1) C'était contre ce tilleul qu'on affichait les exploits, les édits du prince, les ordonnances du seigneur, etc. On nommait cet endroit « le Plaiteux » ; il en est déjà fait mention dans un document de 1279 ; voir *annexe n° 1*.

souveraine des échevins de Liège; c'est à eux que les échevins de Saive demandaient « recharge » dans les cas graves ou difficiles. Outre son attribution de rendre la justice civile et criminelle, la Cour avait aussi des fonctions administratives, savoir : l'enregistrement des actes de juridiction volontaire, le scellage des poids et des mesures, la fixation du prix du pain et de la bière ; pendant très longtemps aussi elle fut chargée d'asseoir les tailles et de veiller au logement des soldats de passage.

Les plaids ordinaires de la Cour, consacrés à l'examen des procès, avaient lieu tous les quinze jours.

Au XV<sup>e</sup> et au XVI<sup>e</sup> siècles, les échevins siégeaient en plein air sur des *xhames* ou petits escabeaux ; le mot *xhames* devint même synonyme de justice. On disait : « ensuivant l'usage des xhames », « vinrent par devant les xhames a Sevez », etc.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, les Cours de Saive et de Tignée, composées à peu près des mêmes échevins, se réunissaient ensemble dans une maison appelée la « Cense au bois », bâtie moitié sur Saive et moitié sur Tignée ; lorsqu'il y avait quelque décret à prononcer, concernant la juridiction de Saive, les échevins se rendaient dans la cuisine de la maison ; lorsque l'affaire concernait Tignée, ils restaient dans la salle aux délibérations pour prononcer la sentence.

En 1723, un témoin, âgé de 61 ans, vint déclarer en justice qu'il avait assisté lui-même à des réunions des deux Cours en cet endroit et que « étant dans la » dite maison ou cabaret, il avoit ouï dire plusieurs fois » que si un malheur arrivoit que un homme viendroit » à tuer un autre dans la chambre de cette dite maison, » pourvu qu'il pourroit s'échapper et venir dans la cuisine, » qu'il seroit pour lors sur le pays de Liege et exempt » d'estre mis en arrêt sur la juridiction de Tignée ».

Cet état de choses dura probablement tant que Saive et Tignée eurent le même seigneur.

La Cour de Saive se réunissait aussi quelquefois à celle de Parfondvaux, quand il s'agissait d'une contestation pour des biens situés sur les deux juridictions.

En 1745, les plaids de la Cour de Saive se tenaient dans la maison de Nicolas Massin, située près de l'église; vers l'an 1760, le Conseil privé permit de les tenir à Liège, comme un grand nombre de Cours basses le faisaient depuis longtemps.

La justice conservait pourtant un lieu scabinal à Saive où elle devait prononcer ses jugements.

Le greffe de la Cour fut aussi transféré à Liège, dans la maison du notaire Lacroix, qui fut le dernier greffier de Saive.

Suivant une très-ancienne coutume, la Cour de Saive se réunissait deux fois par an à la Xhavée, une fois le premier jour des Croix ou Rogations, l'autre, quelque temps après.

On appelait ces assemblées les « plaids delle Xhavée ».

Les archives de la Cour de Saive sont déposées actuellement aux archives de l'Etat, à Liège; les plus anciens actes datent de 1420; à part quelques lacunes au XV<sup>e</sup> siècle, la série des registres est complète jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Dans le principe, la Cour de Saive n'avait pas de sceau particulier; les pièces qu'elle délivrait étaient munies des sceaux personnels de chaque échevin. Ceux-ci portaient souvent des armes parlantes, comme une herse, une charrue, une pioche, une hache, voire même des armes de fantaisie, comme une étoile, un croissant, une guirlande.

Ce n'est qu'à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle que Mathieu de Monsen fit graver un sceau échevinal. Il fut employé probablement jusqu'en 1730. Le 17 avril de cette année, comparut devant la Cour de justice « le sieur Arnold Nicolas Leblanc, mayeur et échevin, lequel apporta de la part de noble et illustre seigneur Pierre de Méan, un



VIII<sup>e</sup> Siècle



1730



1790.



1775





cachet duquel ledit seigneur veut et entend qu'on se serve en tout besoin, lequel cachet porte un saint Pierre tenant de la main droite une clef, ayant sa main gauche appuyée sous les armes dudit seigneur et lesquelles armes sont appuyées sur le peron comme estant cette juridiction ou du moins la plus grande partie banlieue de Liège, et à l'entour dudit cachet se trouve écrit le suivant : *Scel de la justice de Saive* » (1).

Enfin, nous trouvons un acte du 13 novembre 1775, muni d'un petit cachet en hostie représentant uniquement saint Pierre et portant en exergue : *S. P. patron de Saive*.

### Le Mayeur.

Le mayeur remplissait aux plaids les fonctions de lieutenant ou officier du seigneur; il présidait et « semonait » la Cour dans les causes civiles; dans les causes criminelles, il était chargé de la « pourchasse des crimes et des délits »; il n'était pas juge, mais officier du ministère public.

La revendication des droits du seigneur lui était aussi confiée; il était dépositaire de la verge rouge de justice, symbole de son autorité.

Voici la formule du serment que prêtait le mayeur, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle :

« Je jure que je serai fidel a mon seigneur Mathieu » Monsen, que je lui aiderai garder son honneur, ses biens » et moiens de tout ma possibilité, que je maintiendrai et » tiendrai la justice en révérence, faisant observer et tenir » les plaix ordinaires comme de coutume et ferai faire droit

(1) La matrice de ce sceau, faisant partie de la collection de feu Ulysse Capitaine, est maintenant déposée à la Bibliothèque de l'Université de Liège.

» et administration de justice à tous et à un chacun indiffé-  
» remment ce requérant sans aucun respect, suppourte et  
» dissimulation et aiderai maintenir les bourgeois et sur-  
» céans, tant que en moi sera possible, en leurs uzances,  
» coustumes et privilèges. Ainsi juré-je, ainsi m'aide Dieu  
» et tous les saints. »

Le mayeur pouvait se faire remplacer à la Cour par un substitué qu'il choisissait à son gré; c'était tantôt un échevin, très-souvent un sergent de la Cour, quelquefois même un étranger.

Le seigneur de Saive remplissait souvent lui même les fonctions de mayeur, du moins jusqu'à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

Les droits de justice perçus par le mayeur étaient de deux sortes : comme membre de la Cour, il percevait, pour l'enregistrement ou réalisation des actes volontaires, la même part qu'un échevin. Mais il avait d'autres profits comme bailli ou officier de justice; ses droits, de ce chef, varièrent selon les époques ; en 1581, il percevait la moitié des petites amendes et le tiers des grosses (1); en 1610, toutes les amendes de « sang, stours et bourine » quand la mort ne s'ensuivait pas et celles infligées pour la conservation des biens du seigneur et de ses sujets. Les autres appartenaient au seigneur.

L'officier pouvait aussi, mais seulement pour les « petits cas », entrer en composition avec les coupables; le seigneur se réservait de traiter les cas d'homicide et autres crimes.

Les auteurs de meurtres ou de violences transigeaient souvent avec les parents des victimes, ou, en cas de blessures, avec les blessés, et faisaient la paix, moyennant une indemnité proportionnée à la gravité de l'offense.

(1) *Cour de Saive*, reg. n° 31.

En ce cas, l'amende due au seigneur et à la justice était souvent remplacée par le paiement d'une certaine somme au profit de l'église de Saive : cent florins de Brabant (1654) ou une rente de quelques dallers.

Les actes par lesquels les homicides tâchent de prouver leur innocence en invoquant la légitime défense ou la fortuité du cas, et par lesquels ils offrent réparation aux parents et à la justice, sont assez curieux. Ils contiennent d'ordinaire la phrase suivante : « Toutefois, s'il » est coupable, il s'en repent, priant le Seigneur Dieu » merci ; priant le seigneur, la justice, père, mère et les » bons anys du dit occis merci ; avec ce, présente amende » et réparation comme il se trouvera convenir. »

Voici la liste des mayeurs de Saive avec la date approximative de leur nomination :

|                                          |                                       |
|------------------------------------------|---------------------------------------|
| 1398. Bodechon Joligas.                  | 1517. Olivier de Chefneux.            |
| 1401. Benard de Vilheir.                 | 1543. Denis Colloise.                 |
| 1439. Hennikin de Saive.                 | 1572. Herman Colloise.                |
| 1447. Rigaud de Fléron.                  | 1583. Toussaint Jean-Hubert.          |
| 1457. Olivier de Libermeit.              | 1603. Jean de José.                   |
| 1474. Johan de Viernée, dit<br>le Clerc. | 1647. Guillaume Burdo.                |
| 1476. Arnold delle Costure.              | 1669. Gérard de Labye.                |
| 1478. Gilbert de Bietgnée.               | 1717. Jacques-François de<br>Noville. |
| 1482. Collard de Lieriwe.                | 1720. Arnold-Nicolas Leblanc          |
| 1493. Josse Colloise.                    | 1739. Jean-Hubert Ghaye.              |
| 1512. Jacquemin Laineit de<br>Rabozée.   | 1743. Remy Bartholomé.                |
|                                          | 1775. Jean-Laurent Remy.              |

### Échevins.

Les échevins étaient inamovibles ; ils devaient lors de leur nomination prêter serment de fidélité au seigneur et offrir un banquet à leurs collègues.

Dans le procès que Gérard de Fléron intenta, en 1612, à Mathieu de Monsen, au sujet de la juridiction de Saive, il dit, dans une de ses plaidoeries, que la Cour de justice de cette seigneurie ne peut être autorisée à juger un malfaiteur, « parce que les échevins sont un tas de » paysans et de laboureurs idiots qui ne connaissent » pas le premier mot de la procédure civile et encore moins » criminelle. »

Paysans, laboureurs, ils l'étaient presque tous ; la plupart étaient même complètement ignorants des finesses de la procédure, mais il n'en résulte pas qu'ils fussent de mauvais juges pour l'époque à laquelle ils vivaient ; au contraire, les jugements portés par eux, dans les contestations entre bourgeois, sont empreints d'un grand sentiment d'équité et pleins de bons sens. On ne peut leur faire un grief de l'emploi de la torture comme moyen d'investigation, puisqu'elle était d'usage général, ni de la croyance à la magie que partageaient tous leurs contemporains.

Du reste, les *cours basses*, comme Saive, ne pronouçaient la question ou des peines infamantes, comme le bannissement, la fustigation ou la mort, qu'à la recharge des échevins de Liège, « leur *chieff* ».

Dès les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, les seigneurs commencèrent à nommer, à la Cour de justice, des gens de loi de Saive, des villages voisins et même de Liège ; à la fin du siècle dernier, la moitié des échevins étaient des notaires et des procureurs. Mieux que les anciens ils connaissaient les arcanes de la législation ; mais, plus experts aussi dans les subtilités de procédure, ils traînaient les causes en longueur au détriment des plaideurs.

Les droits perçus par les échevins pour la réalisation aux registres de la Cour, des actes volontaires, des saisies, etc., étaient fort modiques. De 1760 à 1796, les droits

de la Cour, qui devaient être partagés entre le mayeur et les sept échevins, produisirent en moyenne cinquante florins de Brabant par an, soit sept florins pour chaque échevin.

Les actes dans lesquels le seigneur ou le mayeur comparaissaient comme partie étaient d'ordinaire enregistrés gratis. Il en était de même pour les indigents.

### Greffier.

Le clerc ou greffier était un personnage important dans les Cours de justice. Ses fonctions exigeaient plus de connaissances que celles des échevins et du mayeur. Il était presque toujours, en même temps, secrétaire de l'église et des mandataires de la commune.

A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, au moins, le greffier avait droit au premier échevinage qui venait à vaquer après sa nomination. Les charges de greffier et de mayeur, dans une même Cour, étaient incompatibles.

Dans les petites Cours de justice, le greffier était en même temps receveur des droits de justice; dans les Cours plus importantes, Jupille, par exemple, il y avait un *cambgeur* ou caissier qui gardait les deniers consignés. Le greffier devait tenir *notule* de tous les actes réalisés, des saisies approuvées, des rôles de procédure, et en indiquer le coût en regard.

Chaque année, ou, au moins, tous les deux ans, le greffier de Saive rendait ses comptes en présence des membres de la Cour. La somme était partagée également entre le mayeur et les sept échevins.

Le greffier percevait une certaine partie des amendes et des compositions.

Lorsque quelqu'un refusait d'acquitter les droits de

justice, le greffier ne pouvait plus lui prêter son ministère. Il devait lui *serrer son papier et registre* jusqu'à ce que pleine satisfaction eût été donnée à la Cour (1).

Le greffier de Saive était ordinairement un notaire de la commune ou des environs.

Le 7 septembre 1685, Jean-Denis de Monsen, seigneur de Saive et Tignée, sans doute pressé d'argent, vendit à Henri de Falle son droit de disposer du greffe de Saive; et du premier échevinage qui viendrait à vaquer. Henri de Falle en disposa en faveur d'André de Falle, son neveu.

Dans plusieurs Cours de justice, l'usage voulait que le greffier payât la moitié du prix de location de la chambre échevinale.

### Le Sergent.

La Cour de Saive n'eut d'abord à ses ordres qu'un employé subalterne. Il s'appelait au X<sup>e</sup> siècle « *foisti* », c'est-à-dire forestier, au siècle suivant, son nom habituel était sergent. Il cumulait les fonctions d'huissier et de garde-champêtre; c'était lui, en effet, qui proclamait les cris de Péron, qui intimait les commands de justice et signifiait les ajournements; il arrêtait les malfaiteurs et était garde des eaux et forêts.

Au XVII<sup>e</sup> siècle, on comprit qu'un seul personnage ne pouvait pas remplir convenablement ces diverses fonctions; on en nomma deux.

(1) En 1536, un greffier avait inscrit sur le premier feuillet de son registre :

Celui qui vient et rien n'apporte,  
Qu'il ne se haste trover la porte;  
Car nostre estat ne pent porter  
Venir ici sans apporter.



En 1692, Lambert Clerdent et Henri Collard, continués dans leur office de sergent par Jean-Ernest de Méan, lui prêtèrent le serment de faire loyalement leur devoir « en » advigilant tant aux biens et bois dudit seigneur que tous » autres héritages des particuliers sans aucun mésus ni » composition de leurs exploits, de ne donner aucun mauvais exemple et de prêter la main au garde-chasse ».

Henri Diet, garde de la chasse et des bois, prêta également serment d'accomplir son office sans faveur ni haine.

### Chirurgien.

La justice de Saive avait un médecin ou chirurgien « sermenté » qui était aussi à la nomination du seigneur. Il devait prêter le serment devant la Cour de justice.

Lorsque l'on découvrait un cadavre, on ne pouvait l'enlever de l'endroit où il se trouvait, ni en faire «visitation », c'est-à-dire l'autopsie, sans la permission expresse du seigneur (1).

### Prélocuteurs.

Les prélocuteurs, parliers ou facteurs qui représentaient les parties devant la justice étaient admis par la Cour ; ceux admis par les échevins de Liège pouvaient aussi exercer devant les Cours basses de leur ressort.

Dans plusieurs seigneuries, ces fonctions étaient remplies par des membres de la Cour. C'était une illégalité, et le cas

(1) *Cour de Saive*, reg. n<sup>o</sup> 20, fol. 187.

s'étant présenté à Saive et à Tignée vers l'année 1660, ces deux justices reçurent la supplique suivante :

« Messieurs des cours et justices de Saive et Tignée,  
» Thomas Chefneux et Laurent du Mollin deux de vos pré-  
» locuteurs remonstrent tres humblement à vos seigneuries  
» comment vostre confrère Bawin continue tousjours à  
» servir devant vous en qualité de facteur tant de vieilles  
» que de nouvelles actions, ce qui est contraire aux lois,  
» privilèges et statuts de cestuy pays, veu qu'il y a passé  
» plus d'un an qu'il est eschevin dans vos dittes courtes,  
» ce qui pourrait causer grands domaiges et préjudices à  
» icelles autant que plusieurs personnes pourront dire qu'ils  
» ne veulent procéder contre ung membre de la justice et  
» pour ceste raison pourront prendre cause d'appel ou  
» avocation ou bien laisser bins actions et droits en arrier .Ce  
» pourquoy les remontrants supplient ceste ditte cour estre  
» servie de luy ordonner qu'il aye a quitter lune ou  
» lautre des charges, signamment attendu le peu d'affaires  
» qu'il y a, ne permettant à plus de deux facteurs »

Bawin conserva néanmoins son échevinage.

Dans plusieurs cours les prélocuteurs devaient, comme le greffier, concourir au payement de la location de la chambre seabinale.

---

## PROCÈS CRIMINELS.

### Une exécution capitale. — Procès de sorcellerie.

#### § 1.

Les procès criminels ne furent pas nombreux à Saive : les registres de la Cour (1420-1795) ne font mention que de trois ou quatre sentences de mort. Les condamnations au bannissement, à la fustigation, à de fortes amendes et les compositions se présentent plus fréquemment. On se fera une idée assez complète de la procédure criminelle au XVIII<sup>e</sup> siècle par le résumé qui suit. On pourra constater notamment que les cours basses ne prenaient pas une seule résolution importante sans l'avis des échevins de Liège et que la justice n'était pas trop expéditive.

Le 17 décembre 1749, dans l'après-midi, Marguerite Cockelet, épouse de Piron Gordinne, fut trouvée morte dans sa maison à Saivelette. Les blessures dont elle était couverte et le fait qu'on la trouva dissimulée sous une forme de lit démontrèrent qu'il y avait eu crime.

Les soupçons se portèrent immédiatement sur son mari, vieillard jaloux et tyrannique qui avait maltraité ses deux premières femmes et qui, depuis le meurtre de la troisième, avait disparu.

Le lendemain du crime, le comte de Méan, seigneur de Saive, et son officier, convoquèrent la Cour de justice à Saivelette, où le chirurgien fit l'autopsie du cadavre ; un Cri de Péron fut publié le jour même, ordonnant à l'auteur de ce meurtre de venir se déclarer « sinon le fait sera réputé pour infâme et vilain. » Personne n'ayant obéi à cet ordre, la Cour de Saive ordonna une *enquête*. Elle fut accablante pour le mari de la victime.

L'enquête terminée, le mayeur requit la Cour de punir en toute rigueur de justice ceux, celles ou celui qui pouvaient être inculpés et de députer un de ses membres pour porter l'enquête *en recharge* des échevins de Liège « maîtres et chieffs. »

Le 3 janvier 1750, en conséquence de la recharge des échevins de Liège, Piron Gordinne fut jugé appréhensible. Quelque temps après, il fut arrêté et colloqué dans la prison du souverain officier de Liège.

Le 3 août, deux échevins de Saive furent délégués pour aller à Liège procéder à son interrogatoire et aux confrontations avec plusieurs témoins, le prévenu ne cessa d'affirmer son innocence. La Cour de Saive eut de nouveau recours aux échevins de Liège qui *rechargèrent*, le 12 septembre 1750, « que condamnerez Piron Gordenne dit Dusart » a être appliqué à la question pendant une heure, et si » après la première demie heure il n'avoue rien, lui sera » mis un poids de 25 livres au pied. » La torture lui ayant été appliquée, il persista dans ses dénégations.

Le 16 septembre, le mayeur de Saive requit une condamnation rigoureuse, et une troisième recharge ayant été demandée aux échevins de Liège, ceux-ci répondirent

« de condamner Piron Gordenne dit Dusart, à être conduit  
» au lieu du supplice pour illecque être étranglé à un poteau  
» puis son corps être exposé sur une roue pour l'exemple  
» d'autres. »

Le greffier de Saive donna au prisonnier lecture de sa condamnation et l'exécution eut lieu à Saive huit jours après.

Adrien Hawotte, greffier de Saive, a laissé un compte-rendu de la façon dont Piron Gordenne fut transféré de la prison de Liège au lieu du supplice. Le voici :

« Le sieur Remy Bartholomé mayeur de Saive s'est rendu  
» ledit jour, 23<sup>e</sup> septembre 1750, vers les sept à huit heures  
» du matin, dans la prison du souverain officier de Liège  
» avec deux de ses sergents, scavoir Hubert Houbars et  
» Thomas Depireux ; un instant après, ledit Piron Gordenne  
» condamné, a été conduit hors de ladite prison par le  
» maître des hautes œuvres de Liège, puis ledit Piron  
» Gordenne a été posé sur une charrette et lié sur icelle  
» par ledit maître des œuvres et ses assistants, et au même  
» moment, le sieur Leroy sous-mayeur de Liège, portant  
» la verge ruche conduit ledit prisonnier au travers de la  
» ville de Liège et hors d'icelle jusqu'inclus la porte  
» d'Amerceur où il mit laditte verge ruche ens mains du  
» fils du sieur Xheneumont partie faisant pour son père  
» lieutenant bailly de Jupille et dépendances, lequel conduit ledit prisonnier jusqu'à la fausse porte où étant ledit  
» Xheneumont remit ladite verge ruche ens mains du  
» sieur mayeur de Saive qui la mit là même ens mains de  
» son domestique pour la porter, attendu qu'il n'avoit sur  
» Jupille aucune juridiction, puis ledit sieur mayeur marcha  
» avec ledit prisonnier accompagné d'une troupe de soldats  
» de Liège d'environ vingt-huit hommes y compris les  
» officiers et tambours, outre un grand nombre de paysans  
» de Saive qui le vinrent joindre en chemin suivant l'ordre

» leur donné de part Monsieur le comte de Méan seigneur  
» dudit Saive, traversa ainsi Jupille et enfila le chemin dit  
» vulgairement Houlstay; de la, ledit mayeur, ensuite de la  
» permission qu'il avoit obtenu de François Dujardin capi-  
» taine de Wandre aux ordres de Monsieur l'avocat fiscal  
» de Brabant qui étoit pour lors logé à Liège à l'enseigne de  
» l'Aigle noir, passat avec ledit prisonnier et ses gens par  
» les terres de Wandre et, étant arrivé près d'un tilloux au  
» dessoub duquel il y at une croix contigue au chemin  
» limitrophe de la juridiction de Saive et celle de Wandre,  
» il marchat par ledit chemin limitrophe jusqu'au renal ou  
» borne reprins et mentionné dans le cerelemenage fait  
» entre les justices desdittes deux juridictions le sixième  
» jour d'octobre 1580 et at poursuivi le même chemin  
» jusqu'à l'endroit dit communément à l'aulière puis il at  
» entré dans la campagne de Nordomont juridiction dudit  
» Saive et il l'a continué jusqu'après de Rabosée où il at  
» renfilé le prédit chemin limitrophe reprins au prédit cercle-  
» menage de l'an 1580 jusqu'au crucifix placé audit Rabozée  
» duquel il est fait mention au prédit cerelemenage. De là il  
» s'est rendu vers la maison Léonard Bouxtay possédée au  
» temps dudit cerelemenage par François le Tixhon et  
» finalement il a continué le chemin qui vat à Saivelette  
» juridiction dudit Saive jusqu'au lieu du supplice où ledit  
» Piron Gordenne dit Dusart subit la mort conformément  
» à la sentence (1). »

## § 2.

A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et au commencement du XVII<sup>e</sup>, plusieurs habitants des villages voisins de Saive, notamment de Jupille et de Tignée, furent poursuivis et exécutés comme sorciers.

(1) *Cour de Saive*, rôles criminels, reg. n<sup>o</sup> 26, fol. 17.

On ne rencontre aucun procès de ce genre intenté à des habitants de Saive ; le seul dont il soit fait mention à la Cour de justice de cette seigneurie, concerne un étranger. Au mois d'octobre 1612, l'officier de la Cour de Saive arrêta dans le ressort de sa juridiction, un nommé Mathias Remacle, surnommé le Couvresse, qui, depuis quelque temps, se signalait à Liège et aux environs par ses brigandages et qui, de plus, avait la réputation d'être sorcier. Les échevins de Saive lui firent subir un interrogatoire auquel il répondit les choses les plus invraisemblables et les plus contradictoires.

Voici un résumé de sa confession :

Il faisait partie d'une bande de brigands qui se réunissaient ordinairement à Liège, dans la cave d'un certain Collin de Boys.

Cette bande était nombreuse et bien organisée.

Le fils d'un chantre de l'église St-Denis en était surintendant général ; le capitaine, qui, à l'occasion brisait les portes et clôtures, s'appelait le Bourguignon ; les sergents entraient et volaient, les simples soldats faisaient le guet et, à la moindre alerte, prononçaient le mot *Axon*, qui était le mot d'ordre et de passe ; il y avait aussi un porte-étendard.

Dans leurs réunions intimes, les affidés pratiquaient la magie ; Mathias le Couvresse avait fait un pacte avec le diable de vivre trente ans dans les plaisirs et lui avait donné à ce sujet un billet signé de son sang ; il revoyait souvent le démon auquel il s'était vendu ; celui-ci prenait une forme humaine et s'appelait Legenin ou Gilliu.

Une nuit, la bande dont le prévenu faisait partie s'était rendue à la potence de St-Gilles où était suspendu le cadavre d'un supplicié nommé Mayot ; on le détacha du gibet, et on lui coupa la tête dont on enleva une oreille ; puis on lui ouvrit le ventre et on en tira le foie et le cœur.



Enfin on lui coupa une main.

Voici l'usage que les brigands faisaient de tous ces membres : l'oreille ainsi coupée, ils la suspendaient à leur cou et, en prononçant certaines paroles cabalistiques, ils savaient ce qui se tramait contre eux. Quant au cœur, ils le coupaient en petits morceaux et le mangeaient apprêté comme un cœur de bœuf ; après ce repas, ils étaient, paraît-il, beaucoup plus audacieux pour commettre leurs méfaits.

Ils bouillissaient la main dans du vinaigre, la desséchaient et mettaient sur chacun des cinq doigts une chandelle allumée, puis il ouvraient les portes et les fenêtres et levaient la main en l'air ; si la chandelle du petit doigt restait allumée, ne fut-ce qu'un moment, ils étaient certains de pouvoir voler sans obstacle, si périlleuse que parût l'entreprise ; seuls, ceux qui avaient aidé à dépendre le supplicié pouvaient éteindre les chandelles ainsi allumées. La main en question devait, pour avoir force et vertu, être couverte d'un gant blanc et lavée tous les jours. Grâce à cette main, ils étaient entrés dans plusieurs habitations, entre autres dans une maison près de l'église St-Servais, dans le jardin des pères Jésuites, où ils avaient enlevé une statue revêtue d'une robe noire ; ils avaient aussi été voler un calice dans l'église de St-Léonard, lez-Huy ; mais en passant l'eau, celui qui portait le calice s'était noyé avec son butin. Le Couvresse s'était également introduit à Liège, dans une auberge où logeaient plusieurs grands seigneurs et leur avait enlevé leurs habits et leur trésor.

Lorsqu'ils le pouvaient, ils arrachaient la chemise aux cadavres des suppliciés ; l'un d'eux la revêtait, puis la déchirait ; chacun en prenait alors un morceau et en formait, sur la main, une croix renversée pour rendre les incantations plus solennelles.

Quant au produit de leurs larcins, les brigands le

dépensaient à boire du vin et à manger des mets délicats, et cela, avec les plus jolies filles, dont ils étaient toujours très bien reçus ; ils avaient pourtant un fond de réserve de six mille florins de Brabant que gardait chez elle la fille de Walthère Garry ; ils s'en servait pour racheter les prisonniers « car avec de l'argent, on s'évade facilement », et la fille Garry en corrompant les officiers, avait souvent délivré ses complices des prisons de Liège, Visé et d'autres endroits.

Du reste, ajoutait-il pour finir, l'art magique n'était pour eux qu'un plaisir et une récréation ; la justice n'avait pas à s'en occuper.

Comme on l'a vu au chapitre du seigneur Mathieu de Monsen, Mathias le Couvresse fut, le 12 septembre 1614, condamné à être pendu et son exécution donna lieu à des scènes de violences entre le seigneur de Saive et Gérard de Fléron.

---

## ORGANISATION COMMUNALE.

### Bourgmestre. — Collecteur des tailles.

#### § 1.

L'administration de la commune de Saive, comme celle de la plupart des autres villages liégeois, était essentiellement démocratique ; tous les manants, réunis à l'endroit des plaids généraux, discutaient les intérêts du village et prenaient les décisions que les circonstances comportaient.

La Cour de justice intervenait à ces assemblées et, jusqu'au XVII<sup>e</sup> siècle, c'était elle qui exécutait les résolutions des habitants et décidait, dans les cas pressants, ce qui lui semblait convenable pour le bien du village.

Ce fut seulement à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle ou au commencement du XVII<sup>e</sup> que beaucoup de petits villages, surchargés de tailles, épuisés par les passages de gens de guerre, voulurent, à l'imitation des villes ou des grands hans, avoir des mandataires communaux ; c'est à ce moment qu'apparaissent les qualifications de commis, députés et bourgmestres.

Les députés de la commune étaient élus directement par les habitants , pour une ou deux années seulement.

L'établissement des bourgmestres dans les villages n'a pas eu l'importance qu'on a voulu lui attribuer; encore moins peut-on y voir une sorte d'affranchissement; il eut simplement pour but d'éviter les désordres qui ne pouvaient manquer de survenir dans des assemblées populaires sans direction , et de parer à la difficulté qu'il y avait à consulter , dans les cas d'urgence ou pour les affaires courantes, l'opinion de tous les habitants.

A Saive , l'organisation communale fut changée à plusieurs reprises. Voici le premier compte-rendu d'une élection communale qui soit arrivé jusqu'à nous : « Le 8 janvier 1629 comparut par devant la Cour de Saive la plus » grande partie des bourgeois et habitants dedit Saive, » lesquels ont de commun accord commis et constitué » esleus et députés Pacquea Jean-Hubert et Jean de Saive » pour solliciter, gouverner et régler les affaires de ladite » communauté pour venir, aller et séjourner à Liège et » ailleurs où besoin serat, aux fraix et despens de la dite » communauté, leur donnant autorité et puissance générale et spéciale pour faire en nom d'iceux tout ce qu'à » vraies commis et députés appartient, même de pouvoir » faire, comme ils trouveront le plus expédient au profit » de la communauté, tailles et crenées sur ung chacun » selon sa qualité et ses moyens et pour un an seulement ; » que, pour ce fait, rendre de leur administration en présence des dits surcéants par devant justice bon compte et » reliqua. Promettant par ladite communauté entièrement » de tenir pour bons et de valeur tout ce que par eux en » leur nom sera fait et besogné ; même advenant que pour » cause de leur dite commission et administration ou leur » suscitasse quelques difficultés ou procès de les porter de » ce quittes et indemnes, sous obligation de leurs biens.

» meubles et immeubles. Réservé toutefois qu'advenant  
» quelque allogement de guerre, que lesdis députés ne soy  
» pourront entremesler, ains retiennent à l'officier et à la  
» justice, advenant ce, les pouvoir billeter et acco-  
» moder comme d'ancienneté on est accoustumé de faire  
» et ne seront lesdis députés tenus de prendre connoissance  
» des affaires des années précédentes, sinon de celles  
» qui se presenteront pour l'an courant. » (1)

Une des stipulations de ce règlement fut changée peu de temps après, celle qui réserve à l'officier et à la justice le soin du logement des soldats. Ce fut bientôt, avec la perception des tailles, le principal office des commis et députés.

Cette organisation ne changea guère jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle ; les nominations se faisaient à l'une des séances des plaids généraux, aux Rois ou à la Saint-Remy ; lorsque l'un des députés venait à mourir ou donnait sa démission, l'autre restait seul en fonctions jusqu'à la fin de son mandat.

Quoique nommés pour un an seulement, les commis et députés restaient ordinairement en fonctions plusieurs années. Cette charge n'était guère recherchée, et on conservait les mêmes députés le plus longtemps possible. (2)

En 1688, le village de Saive n'avait plus qu'un seul député : Henri Bartholomé, qui était en même temps collecteur de la taille. Il rendit compte de sa gestion aux plaids généraux de la Saint-Remi, 1<sup>er</sup> octobre 1688.

On lui accorda pour son salaire de l'année écoulée quatre pour cent du produit des tailles et vingt-cinq

(1) *Cour de Saive*, reg. no 34, fol. 335.

(2) Il arriva même que, dans certains villages, des notables s'abstinrent de paraître aux assemblées électorales, de crainte d'être investis de quelque fonction. Le prince porta plusieurs ordonnances contre cet abus.

patars pour les vacations faites à Liège. « Item ludit » Henry at encore *accepté* l'office de commis pour » un an, voire qu'on lui a mis pour adjoint le sieur » Arnold de Fléron pour agir et faire les affaires de la » communauté de concert, et aura au lutur pour chaque » vacations faite hors la hauteur pour les affaires de la » communauté, 30 patars, outre les 4 %o. » (1)

Depuis l'année 1731 jusqu'en 1747, le village n'eut qu'un bourgmestre. Nous trouvons, en effet, que le 22 février 1747, les manants assemblés par les caporaux de chaque escadre déclarent avoir, dès l'an 1731, nommé Remy Bartholomé, bourgmestre, et d'entendre qu'il continue cette fonction jusqu'à révocation. Le 10 décembre suivant, les habitants élurent unanimement *deux* nouveaux bourgmestres (2) pour le terme d'un an seulement et leur donnèrent les pouvoirs suivants, qui, de même que l'élection, devaient être et furent confirmés par le seigneur comte de Méan :

1<sup>o</sup> Les deux bourgmestres auront un pouvoir égal et devront, autant que faire se pourra, agir de concert en tout ce qui sera du devoir de leur charge et qui, conséquemment, concernera les affaires de la communauté.

2<sup>o</sup> Après avoir récupéré des mains du précédent bourgmestre le pied de tailles, le rapport et dénombrement des biens de la communauté, comme aussi tous autres papiers et comptes la concernant, ils devront, le plus tôt possible, travailler à l'arrangement projeté pour faire le compte de chaque particulier et de suite procéder à la levée des tailles assises.

3<sup>o</sup> Les nouveaux bourgmestres devront accélérer la reddition des comptes de leur prédécesseur.

(1) *Cour de Saive*, reg. n<sup>o</sup> 18, fol. 152.

(2) Jean Le Maire et Henri Bartholomé de Sotrez.

4° Ils pourront , d'un commun accord et de *l'avis* du seigneur comte ou de son officier ou commis , asseoir tailles selon les besoins de la communauté.

5° Toute vacation à faire par eux sera payée comme auparavant. Ils ne pourront rien entreprendre sans l'aveu de la communauté.

6° Lorsqu'il surviendra des officiers , troupes ou autres embarras *de conséquence*, les bourgmestres devront, autant qu'ils le pourront, prendre et suivre l'avis du seigneur, de même que pour tous règlements et arrangements.

7° Quand, dans les cas pressants, les bourgmestres ne pourront recourir au seigneur, il leur suffira de consulter ceux qu'ils croiront les plus éclairés de la commune et l'officier du seigneur, pour résoudre conjointement avec eux.

8° Les deux bourgmestres devront rendre leurs comptes à porte ouverte, en le faisant annoncer à l'église quelques jours auparavant, afin que les intéressés puissent s'y trouver comme de coutume.

9° Ils devront faire rentrer les tailles assises et autres au mieux des intérêts de la communauté.

Les habitants promettaient de ne les contrarier en rien et de les aider de tout leur pouvoir (1).

En 1750, nouveau changement; le 28 juin de cette année, les manants de Saive, assemblés devant l'église après la grand'messe par les caporaux, sur l'ordre du comte de Méan, nommèrent *seul* bourgmestre Mathieu Gilson, leur capitaine, et on lui adjoignit deux *policiers* : Lambert Remacle et François Chefneux. Ce dernier système persista jusqu'à la fin de l'ancien régime. Dans plusieurs villages, les fonctions de mayeur et d'échevins étaient incompatibles avec la magistrature; il n'en était pas ainsi

(1) Notaire Lambert de Labeye.



à Saive. Dans le cours du XVIII<sup>e</sup> siècle, la plupart des bourgmestres étaient en même temps investis de fonctions judiciaires : en 1750 notamment, François Chefneux, échevin de Saive, était collecteur et l'un des policiers-régents de la commune.

Les places de bourgmestres et députés devaient être conférées aux notables et ne pouvaient être données en même temps à de proches parents. Les fonctions principales des bourgmestres étaient d'asseoir les tailles et d'en percevoir le montant, de régler les passages et les logements des soldats, d'obtenir des sauvegardes, etc.

Ils étaient chargés aussi de la surveillance de la voirie et lorsqu'ils ne s'acquittaient pas de cette charge, le seigneur et son officier les faisaient condamner à l'amende.

Enfin, ils devaient réclamer à qui de droit les frais de guerre et ravitailler le village en cas de disette.

Les habitants de Saive ne conférèrent que fort tard à leurs mandataires le droit d'aliéner les biens communaux. La commune ne le faisait, du reste, qu'en cas de grande nécessité.

Le régime communal français fut introduit à Saive en 1796 ; on y nomma, comme dans les autres communes rurales, un maire et un adjoint.

Voici la liste des bourgmestres de Saive :

1622. Pacquea Jean Hubert.

1629. Jean de Saive.

1684, 1690. Henri Bartholomé.

1688, 1693. Olivier de Labye.

1688, 1690. Arnold de Fléron.

1700, 1722. Melchior Bartholomé.

1731, 1747. Remy Bartholomé.

1747, 1749. Jean le Maire.

1747, 1749. Henri Bartholomé, de Sotrez.

1750, 1752. Mathieu Gilson, capitaine de la compagnie bourgeoise.

1768, 1788. Nicolas Budin.

1791, 1796. François Deprez.

1797. Guillaume Gilson, agent municipal.

1802-1807. Melchior Leclerc, maire.

1809-1822. A. H. de Grady de Bellaire.

1823-1850. C. Monfeld.

1852-1857. J. Cokaiko.

1859-1860. F. Monfeldt.

1862-1872. J.-L. Remy.

1873-1879. J. D. Bietiné.

1880-1892. R. Dernier, bourgmestre actuel.

### **Collecteurs des tailles.**

Le collecteur des tailles était élu par les habitants; on le choisissait presque toujours parmi les députés, bourgmestres ou commis.

Il devait percevoir les contributions et touchait comme salaire un tantième de la recette, plus ses vacations au dehors.

Plusieurs habitants profitaient du doute où l'on se trouvait, à propos de leurs biens, pour ne payer aucunes tailles ni contributions. Le seigneur, baron de Méan résolut d'obvier à ces abus en obligeant tous ceux qui possédaient des biens à Saive à venir, sous la foi du serment, en faire rapport entre les mains du greffier et d'un échevin de la Cour. Ayant fait adresser par son mayeur une supplique dans ce sens au prince-évêque, celui-ci lui accorda, le 26 juin 1735, l'objet de sa demande, et lui permit de faire mesurer, aux frais des défaillants, les héritages qui n'auraient pas été déclarés.

Pour la facilité du contrôle, le village fut divisé en six cantons ou sections.

Pendant très longtemps les biens des seuls manants furent soumis aux tailles ; mais des bourgmestres voisins ayant taxé les terres que des habitants de Saive possédaient dans leur commune, ceux-ci obtinrent du prince de pouvoir user de représailles. Il en fut ainsi pour des habitants de Cheratte et de Herstal, dont les bourgmestres avaient, en 1587, taxé « exorbitamment » les biens que les habitants de Chefneux et de Saive possédaient sous leur juridiction.

---

## ORGANISATION MILITAIRE.

Chaque commune possédait une garde bourgeoise active. Le service des gardes pour la cité et banlieue de Liège, fut organisé, le 24 décembre 1591 et le 9 décembre 1596, par des édits du prince Ernest de Bavière.

A Liège et dans beaucoup de villages, on n'avait pas attendu le règlement du prince pour se mettre à l'abri d'une invasion de soldats ennemis ou de troupes de passage; mais, formées selon la volonté de chaque seigneur, les compagnies villageoises n'avaient, avant 1591, aucune organisation.

A Saive, le règlement du prince ne fut observé que plusieurs années après sa publication; les luttes et les brigandages qu'y produisaient les procès entre les Monsen et les Fléron mettaient ce village dans une situation toute particulière.

Les seigneurs de Saive, à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, obligés de se maintenir par la force en possession de la seigneurie, entretenaient des bandes de soldats qui veillaient à la sûreté de la vie de leur maître et à la conservation de ses biens; cette garde seigneuriale n'avait aucune discipline et n'observait aucun règlement. Lorsque Gérard de Fléron en parlait dans ses suppliques au Prince et dans ses plaidoiries, il la traitait de « bande de voleurs et d'assassins. »

Nous trouvons mention de la garde bourgeoise de Saive à partir de l'année 1642. Voici le premier point des mandements de 1594 et 1596 qui l'avaient organisée :

« Tout bourgeois et habitant de la franchise et banlieu  
» de Liège, au dessus de 17 ans jusques à 59 ans accomplis,  
» soient ils chef ou fils de famille , serviteurs ou y faisant  
» résidence ou demeure , exempts ou non exempts ,  
» privilégiés ou non privilégiés, seront inscrits et enrolés  
» par les mayeurs des seigneuries ou autre capitaine à  
» désigner au besoin. »

Les habitants du village formaient une compagnie sous le commandement du seigneur , d'un capitaine , d'un lieutenant, d'un enseigne, de sergents et caporaux.

La garde bourgeoise, en tout temps, mais surtout lorsque le village était menacé d'une invasion de troupes , avait pour mission de faire le guet pendant le jour et la nuit et d'organiser des patrouilles. Lorsqu'on craignait une surprise, des sentinelles étaient placées dans le clocher de l'église ou dans la tour du château, des barrières étaient dressées aux avenues principales et on y postait des gardes ainsi qu'aux fossés qui protégeaient le village.

Les bourgmestres de Liège avertissaient, du reste, lorsqu'ils le pouvaient, les habitants de Saive des moments où ils devaient être particulièrement sur leurs gardes.

A l'occasion, la compagnie bourgeoise rendait d'autres services, tels que l'extinction des incendies et l'arrestation des brigands (1). Les soldats villageois ne possédaient pas d'uniforme; mais, à la première réquisition, ils devaient se tenir prêts en armes et *en bon équipement*, soit pour faire les gardes dans leur quartier, soit pour

(1) Une ordonnance du 28 novembre 1736 prescrivit à tous les capitaines du pays de Stavelot de convoquer leurs compagnies pour faire une chasse générale aux loups.

venir défendre la cité de Liège; on pouvait, en effet, leur ordonner de quitter le territoire de la commune et de se transporter en n'importe quel endroit « *à peine d'être chastiés comme desloyaux au prince et à leur patrie.* »

Ainsi, il fut plusieurs fois commandé aux villages du pays de Franchinont et du Condroz de venir renforcer la garnison de la citadelle de Liège, et lorsqu'une commune était menacée de brigandages ou d'invasion militaire, les compagnies des bourgs voisins lui devaient aide et assistance. (1)

La chambre échevinale servait ordinairement de corps de garde aux compagnies bourgeoises. Les vieillards, les femmes, ainsi que les étrangers non enrôlés, étaient « gracieusement taxés », pour subvenir aux frais de la garde et à la rémunération des fifres et des tambours. Une ordonnance des bourgmestres de Liège du 14 mars 1642, renouvela ce dernier point, spécialement pour le village de Saive.

Il y avait aussi dans chaque compagnie bourgeoise un aîlère ou porte-drapeau.

Un conseil de guerre ou guemine, composé des officiers et de quelques bas-officiers et soldats jugeait les délits commis par les membres de la garde dans l'exercice de leurs fonctions

Les sentences de la guemine, avant d'être mises à exécution, devaient être confirmées par le prince-évêque de Liège.

(1) *Cathédrale de Saint-Lambert*, conclusions capitulaires, reg. no 161 fol. 295, 554 vo, 624 vo, « Estant attacquez, donnant le toxin et s'entresecourant les uns les autres, à la première réquisition ou advertence par son de cloche, bruit de tambours, exposition de feu sur la tour ou quelcque eminence propre à cela ou par d'autres signals dont ils conviendront. »

( Ordonnance du prince du 22 novembre 1688 ).

## POPULATION. — INDUSTRIE. — ÉMIGRATION.

Nous avons peu de documents sur la population du village de Saive avant le XVII<sup>e</sup> siècle (1).

En 1470, les trois États de Liège ordonnèrent de collecter une taille sur toute la principauté pour payer au duc Charles-le-Téméraire ce qu'on lui devait encore ; chaque commune était imposée d'après le nombre de ses chambres à feu. La cité et les faubourgs de Liège payaient neuf cent cinquante livres, Fléron, nonante-huit, Jupille, trente-deux, et Saive vingt-sept livres.

Le 2 octobre 1684, on fit un recensement de tous les propriétaires fonciers de Saive, avec la quantité de terre possédée par chacun. Cette liste mentionne quatre-vingt-dix-huit chefs de famille, dont le plus *adhérent*, Jean Ernest de Méan, possédait cinquante bonniers de terre.

En 1698, la paroisse de Saive comprenait environ six-cents « communians ».

(1) Les registres paroissiaux aux baptêmes, mariages et décès, conservés à la maison communale de Saive commencent à l'an 1675.



Après les guerres, Remy Bartholomé, bourgmestre du village, fit, en 1740, un dénombrement des habitants de Saive et en envoya la liste au prince, lui remontrant que ses commettants manquaient absolument de grains, et le suppliant de pouvoir en prendre à Liège pour leur subsistance, ce qui fut accordé ; cette liste nous montre qu'il y avait alors à Saive cent quatre-vingt-neuf familles ou maisons, comprenant sept cent quarante personnes.

Enfin en 1748, un impôt sur les places à feu ou *tocages* ayant été ordonné, le relevé qu'on en fit à Saive indiqua cent quatre-vingt-quatorze maisons, comprenant trois cent quatre-vingt-six places à feu.

D'après la statistique de Thomassin, Saive comprenait, en 1811, cent quatre-vingt-seize habitations et sept cent soixante-cinq habitants. La commune de Saive comprend actuellement douze cent quatre-vingt quatre habitants.

## § 2.

La plupart des habitants s'adonnaient à l'agriculture et à l'élevage des bestiaux ; les gras pâturages de Saive ont toujours été renommés (1). Des actes de 1269, 1480 et 1553, prouvent que la vigne fut anciennement cultivée à Saive ; jusque dans ces derniers temps, on y connaissait une propriété sous le nom de « pré alle vigne ». L'industrie du drap et celle du fer y étaient aussi représentées,

(1) Un arrêté royal du 31 juillet 1837 autorisa l'établissement à Saive d'un marché hebdomadaire au beurre, fromage et autres comestibles, le mercredi. Un autre arrêté royal du 31 juillet 1839 approuva la délibération du Conseil provincial de Liège autorisant l'administration communale de Saive à établir en cette commune une foire annuelle pour la vente de toute espèce de bestiaux, fixée au mardi après le premier dimanche du mois d'octobre. Cette foire se tient alternativement à Haute-Saive et au Mousset.

quelques fouleries étaient établies sur le ruisseau de Saive ; il se trouvait dans la seigneurie un assez grand nombre de platineurs et de cloutiers.

Les autres industries étaient l'exploitation de petites houillères, deux moulins et une brasserie.

Les moulins établis, l'un au pied du vieux château, l'autre à Saivelette, existaient déjà au XIII<sup>e</sup> siècle ; ils appartenaient anciennement au seigneur, mais, au XV<sup>e</sup> siècle, ils furent cédés à des particuliers, moyennant le payement d'une rente annuelle.

La brasserie de Saive, dont on ne rencontre que deux ou trois fois la mention, était en 1759, tellement délabrée qu'on ne pouvait plus s'en servir. Les habitants qui voulaient faire brasser pour leur consommation, devaient se rendre à la brasserie de la Xhavée, qui était bien outillée.

Il n'est jamais fait mention de banalité ni pour les moulins, ni pour la brasserie de Saive.

### § 3.

Les princes-évêques de Liège, comme les souverains des Pays-Bas, publièrent de nombreux édits contre l'émigration des ouvriers, dans le but d'empêcher que ceux-ci n'aillent transporter au dehors les industries qui faisaient la prospérité de leurs pays ; à ce motif, s'ajoutait, chez les princes catholiques, la crainte de voir leurs sujets exposés à adopter à l'étranger la prétendue religion réformée.

A Saive, où la principale industrie fut toujours la clouterie et la platinerie, il arriva que des habitants allèrent chercher fortune dans les pays étrangers ; mais les recruteurs, que les industriels allemands et suédois

envoyaient dans nos villages, n'y obtenaient pas grand succès.

Un certain Gilles Wilkers, parti pour l'Allemagne depuis plusieurs années, revint au pays en 1744 pour tâcher d'embaucher des ouvriers ; il parcourut notamment les cabarets de Saive « donnant inspection à la compagnie qui » s'y rencontrait de la commission et autorisation qu'il avoit » des seigneurs maîtres et directeurs de la Royale manu- » facture de Postdam de recruter des platineurs ; il faisoit » les plus belles et favorables avances du monde et publioit » que le payement étoit très régulier, que rien ne manquoit, » enfin qu'on *pouvoit vivre* à la dite manufacture. »

Ces belles promesses ne tentèrent pas les platineurs de Saive ; nous trouvons dans une déclaration faite par plusieurs ouvriers, auxquels Gilles Wilkers avait fait valoir les avantages de l'émigration, que tous lui répondaient « *qu'on vivoit également ici.* »

---

## BIENFAISANCE. — INSTRUCTION.

### § 1.

Les testaments de la plupart des seigneurs de Saive et de plusieurs habitants contiennent un legs aux « communs pauvres de la paroisse ».

Les biens des pauvres qui, au XVI<sup>e</sup> siècle, consistaient en une rente annuelle de dix muids d'épeautre étaient gérés par un ou deux mambours ou receveurs élus par les paroissiens. Ils rendaient, chaque année, leurs comptes devant le seigneur et les habitants.

La rente de dix muids fut plusieurs fois aliénée pour subvenir aux pressants besoins de la paroisse; en 1594, elle fut employée à construire un presbytère; le 17 novembre 1650, les habitants déclarèrent unanimement qu'elle serait, pour une fois, appliquée à l'extinction des dettes que les guerres les avaient forcés à contracter et au payement de la rançon du curé que des soldats avaient emmené prisonnier à Maestricht.

Plus tard, en 1670, la commune manquant d'argent, la rente des pauvres fut engagée pour subvenir aux frais de réparation de l'église qui tombait en ruines.

Dans plusieurs églises, on célébrait, le Jeudi-Saint, la Cène pour les pauvres. A Saive, pour se conformer aux intentions de plusieurs généreux paroissiens, on distribuait des pains à tous les pauvres qui assistaient aux offices divins le jour du « bon vendredi ». Les menses des pauvres furent remplacées dans le courant de 1798 par les bureaux de bienfaisance, dont les membres sont à la nomination des municipalités.

Les enfants abandonnés sur les grand'routes devaient être élevés aux frais de la commune; nous avons trouvé à ce sujet une assez curieuse contestation; le 8 décembre 1676, Laurent de Mollin de Tignée ayant trouvé, le matin, au seuil de sa porte, un enfant nouveau-né, le porta aux commis et députés pour qu'il fût entretenu aux frais du village. Mais les habitants, assemblés à ce sujet, déclarèrent qu'ils ne pouvaient être obligés à l'entretien de cet enfant « en tant qu'icelui n'estant mis sur le cimetière de leur » résidence ou bien dans un chemin royal du même ressort, » ils ne tombent dans aucune obligation, et si icelui (l'enfant) » at esté mis à la porte d'un particulier, comme ledit » Laurent avoue ingénument, bien luy convienne d'en user » comme il peut trouver le plus à propos ».

## § 2.

L'instruction était, en général, une des charges de la personne qui aidait le curé dans l'exercice de son ministère et que l'on nommait marlier, clerc ou vicaire (1).

(1) Dans certains villages, c'était le curé lui-même qui instruisait la jeunesse; on trouve, dans les comptes du curé de Celle de 1694-1695, le point suivant : « Considérant qu'on ne peut voir une bonne et » honneste vieillesse sans avoir une jeunesse vertueuse et bien disciplinée, cause pourquoy jay enseigné pendant l'hiver tous les

La première mention de l'instruction à Saive est de 1689; la visite archidiaconale faite le 22 septembre de cette année renseigne qu'à cette époque l'école était tenue par un maître laïc du nom de Denis le Maire.

Pourtant à Saive, comme dans la plupart des villages du pays de Liège, l'instruction était donnée aux enfants longtemps avant cette date. Les minutes des actes d'anciens notaires, renseignent qu'un assez grand nombre de villageois savaient écrire ou du moins tracer très-lisiblement leur nom au bas des actes où ils comparaissent comme partie ou comme témoins. Les autres remplaçaient la signature par une croix ou par une marque quelconque, comme une herse, un cercle, un axe de moulin; d'autres encore ébauchaient les initiales de leur nom.

Les enfants aisés payaient au maître d'école une légère rétribution; pour les autres, l'instruction était gratuite.

Thomassin nous apprend qu'en 1812 la commune de Saive possédait une école dont l'instituteur était Louis-François Belleflamme; celui-ci donnait l'instruction à vingt garçons et à dix filles, ce qui est très-peu, eu égard à la population; à cette époque et jusqu'en 1831, l'école se tenait dans une petite maison du village; les administrateurs de la commune adressèrent, le 11 février de cette année, une supplique au roi pour obtenir un local convenable. « Les élèves, disaient-ils, sont environ cent dans un lieu insalubre, pouvant à peine contenir quarante écoliers. » La commune fut autorisée à acquérir, de la fabrique de l'église, un local joignant au presbytère, convenable pour

» enfans que les pères et mères mont envoyé sans tirer un seul liard ;  
» de plus, j'ai prins la peine de les apprendre a lire parfaitement le  
» latin et, de la, je les ay exercé tellement que jen ay trouvé deux qui  
» avoient de bonnes voix et je leur ay enseigné leur chant et ils  
» chantent desja la messe fort bien tous seuls. »

une école, à charge de céder à la dite fabrique un petit chemin en lieu dit « Mousset » et de faire certaines réparations au presbytère.

Ce bâtiment étant devenu insuffisant, un arrêté royal du 21 juillet 1863 autorisa la commune de Saive à emprunter une somme de six mille francs pour couvrir les frais de construction d'une école communale.

---



## FÊTES PUBLIQUES, JEUX, ETC.

Des réjouissances publiques avaient lieu, à Saive, le jour et le lendemain de la dédicace ou fête paroissiale; on y organisait des danses, des concours de tir, et l'on jetait à l'oie (1).

Le lendemain de la dédicace avait lieu la fête des compagnons de la jeunesse, qui se célèbre encore à présent dans un grand nombre de villages. Les jeunes gens nommaient parmi eux un boursier ou capitaine, qui se chargeait de recouvrer les cotisations et qui dirigeait les danses et les jeux. En 1620, les frais de la fête pour chacun des compagnons de Saive se montaient à neuf florins Liégeois (2). L'argent recueilli servait à payer les rafraichissements qui se consumaient en compagnie des jeunes filles du village et les ménestrels ou musiciens.

(1) Ces jeux ne pouvaient être organisés sans l'autorisation du seigneur. Une ordonnance du seigneur de Saive, du XVII<sup>e</sup> siècle porte : « Il est défendu à tous et un chacun de quelle qualité qu'ils » soient de point se présumer de jouer aucun jeu public, tenir les » chemins, tirer au rond, jeter aux oyes et y danser sans la permission du seigneur ». *Cour de Saive*.

(2) *Cour de Saive*, 21 octobre 1620.

Le jour de la Fête-Dieu était aussi , à Saive , un jour de réjouissance. Le matin avait lieu la procession du Saint-Sacrement , à laquelle prenaient part tous les jeunes gens armés d'arquebuses. Le reste de la journée se passait en divertissements populaires , qui étaient la danse , le jeu de cartes , dont on trouve déjà la mention au XVe siècle , le tir à la cible et le jeu qui consiste à décapiter une oie suspendue par le cou.

Sous l'ancien régime , plus qu'à présent , des charlatans et des opérateurs faisaient le tour des villages , offrant leurs panacées aux naïfs paysans.



## HAMEAUX ET LIEUX DITS.

En attendant une étude complète sur la toponymie de la seigneurie de Saive, nous donnons ici la liste des hameaux et lieux dits qui se trouvent dans les anciens documents de la Cour et sur le plan cadastral de 1809 :

*Aître*, la terre, le cortil al aître, 1575.

*Ardinne*, terre joignant alle voie d'Ardinne, 1730.

*Arzeilliers*, un journal de terre extant az arzeilliers, 1589.

*Bowerie*, preit alle bowerie, 1575.

*Bressine*, cortil del bressine, 1513.

*Brohon*, terre en lieu condist alle mée de Brohon, à Hognée, 1501 ; un pré gisant à Brouxhon, Broxhon, 1502.

*Brokehouses*, in loco dicto Brokehouses, 1279.

*Broulechoul*, un journal extant en Broulechoul, 1525.

*Cahorday*, à, au ou sur le Cahorday, 1730.

*Cavette Bernard*, le preit Cavette Bernard, 1553.

*Chaîne*, le cortil a chaîne, 1519.

*Chantea*, alle fosse de chanta, 1578.

*Chayenea* (au), 1730.

*Chefneux*, 1279 ; Cheveneux, 1470 ; Heids de Chefneux, 1730.

- Clusette*, me damoiseau de Seive, 1578.  
*Corde*, alle corde, au corte, 1730.  
*Corinheid* (en), 1566; à —, 1730; Corinhez, cadastre, 1809.  
*Corne*, prairie appelée à la corne, 1770.  
*Cornufossé*, waide condist cornu fosse, 1519.  
*Cortil az jottes*, 1589.  
*Coty melotte* (au), cadastre, 1809.  
*Cours* (dans les), cadastre, 1809.  
*Croix Bertrand*, une terre en lieu condist alle croix Bertrand (en Ordumont), 1557.  
*Darihaye*, un journal deleis —, 1389.  
*Dry Cohy*, cadastre, 1809.  
*Enclos* (l') cadastre, 1809.  
*Floxhe*, en floxhe, 1358; lieu dit en floxhe, en floz, 1730.  
*Fond le maître*, 1730.  
*Fontaine*, pratum dictum alle fontaine, 1279.  
*Fosse St-Pierre*, 1730.  
*Fossé*, sour le fossé, 1389.  
*Foulerie* (à la), cadastre, 1809.  
*Frise*, 1279; en Frieze, 1566; werixhas de Frise, 1730; en Frisse, cadastre, 1809.  
*Gatet*, le cortil et terre Gatet, 1580.  
*Gombertvaux* (en), Gombier vaz, 1296; Gobiervaulz, 1447; Gambiervaux, 1730; Gambievaux, 1787.  
*Grande Saive*, Seave, Seyve, etc., 1524, 1526.  
*Grand preit*, pré condist le —, 1519.  
*Grosse Saulz*, alle voie delle —, 1557; Gros saul, cadastre, 1809.  
*Haye delle Praye*, Spinetum delle prayée, 1279; Haye delle prée, praye, 1494, 1502, 1525, 1730.  
*Hankenne*, voie —, 1279.  
*Haut bois*, cadastre, 1809.  
*Haute Saive*, 1573, 1730, cadastre.

*Heids de Chefneux*, 1730, cadastre

*Hessy*, prairie appelée Hessy (deseur Saivelette, 1742 ; sur les Hesy, 1742.

*Herechamps*, en Herechan, 1358 ; Herichamps, entre Seyve et Rabozee, 1455 ; une enclose condist en Hareychamps preit, 1505 ; Haireychamps, 1519 ; Herrechamps, 1557, en Herchamps, 1730.

*Hognée*, Hongneies, 1282 ; Hogneis, 1296 ; Huongnée, 1358 ; Hoignée, Hognée, 1730.

*Hongerie*, lieu dit : Hongerie, à Rabozée, 1500.

*Houyr*, bois de —, 1730, bois des Houillers, 1730.

*Jaceux*, fond du bois —, 1730.

*Joligas*, la maison condist le cour —, 1429.

*Jottes*, cortil az jottes, 1589.

*Justice*, le bonnier alle —, 1519, 1525, 1569.

*Lamoureux*, la waide —, 1730.

*Lasy* (a), cadastre.

*Legasse*, la waide —, 1730.

*Légipont*, 1556, 1730 ; Legierpont, 1582.

*Liese*, terre gisante alle liche, à Rabosée, alle lisse, à la liese, 1730.

*Longchamps*, en —, 1730.

*Lornay*, à —, 1730.

*Loup*, le bonnier à loup, 1548 ; bonnier à leup (en Ordomont), 1565.

*Maclot*, sart —. Az sals Macello, 1525 ; aux saulz Macelot desseur Rabosée, 1525 ; Sart Maclot, 1730.

*Maghin*, Werixhas —, 1279 ; lieu anciennement nommé wérixhas Maghin, 1775.

*Male denrée*, in loco dicto Maldenrée, 1279 ; lieu dit sur les maules denrées, 1790.

*Male waide* (aux heids de Chefneux), 1730.

*Malherbe*, cour —, 1279 ; cortil —, 1589.

*Mangonsay*, terre en — 1494.

*Marson*, la waide le —, 1730.

*Matefosse*, en —, 1553 ; en fond de Mattefosse, 1730.

*Mespeleroux*, en Mispeleroux, 1279 ; Mespelleroux, 1526.

*Meunier*, la voye du Moulmier, 1589 ; alle voie des Meuniers, 1730.

*Monerie*, la Monerie, 1548 ; heritages delle Moisnerie, Mounerie, 1553, 1557.

*Mostier*, preis de —, 1501 ; le Mosty, 1730.

*Moulmier*, voyez Meunier.

*Mousset*, en Mouchet, 1557 ; en Mousset, à Mousset, 1730 ; et Mouset, cadastre.

*Ordomont*, en —, 1279 ; en terroir d'Ordomont, 1358 ; en Ordomont, 1637 ; Campagne d'Ordomont, 1730, 1752 ; maintenant Nordomont, cadastre, 1809.

*Ocheaul cortil*, terre joindant à —, 1401.

*Paku*, le thier —, 1730.

*Pasay* (au), cadastre, 1809.

*Parmenty*, la ruelle le —, 1730.

*Pendée*, au lieu delle —, 1647.

*Pery*, la terre à —, 1279 ; la waide alle —, 1730 ; la terre à poirier, 1589.

*Petit moulin*, cadastre, 1809.

*Petit saul* (au), cadastre, 1809.

*Petit virier*, heritage condist le —, 1494.

*Pihot*, la cense dite —, 1770 (Parfondvaux).

*Pirhaifosse*, terre à Pirexheyfosse, 1514 ; à Pirhaifosse, 1730.

*Pireux*, la ruelle de Pireux, 1730.

*Plaitteur*, à —, 1279, 1504 ; Plaidieux, 1549.

*Pont alle mariée*, terre située alle voie des deux preits appelé le pont alle mariée, 1730.

*Preit alle vigne*, 1553.

*Prestre preit*, 1279.

*Priesroye*, 1730.

*Rabosée*, 1279; Raboseies, 1282, 1296; Rabozée, Rabosée, 1358, 1730. Une partie de ce hameau appartenait à la commune de Wandre. Rabosée, cadastre, 1809.

*Rena*, le cortil Rena, Renal, 1730.

*Renneaux*, le gros —, 1730.

*Rochette*, desoubz la —, 1730.

*Rocour*, près de —, 1494.

*Rondey bonnier*, pièce de terre condist —, 1505, 1519.

*Saint-Étienne*, preit —, 1730.

*Saint-Pierre*, terre saint Pire, Pierre, 1389, 1494; fosse saint Pire, Pierre, 1498, 1525, 1730.

*Saive*, Savia; Seve, 1282; Sevez, 1420; Seyve, Seave, 1514; Saive, 1730.

*Saivelette*, Sevelet, 1296; Sevelette, 1351; Saivelette, 1730.

*Sart (le)*, cadastre, 1809.

*Sarteul*, waide condist le —, à Légipont, 1556.

*Sarte*, terre estant sur le Sathe, 1515; campagne delle Sarte, Sacte, 1730.

*Sar Jehan Vedieu*, 1358; Sart le Vedieu, 1452.

*Saulx*, alle grosse —, 1730.

*Savaige meleye*, melee, 1519, 1730.

*Sept journals*, terre condist les —, 1513.

*Sorgifontaine*, 1500; Sur Rogierfontaine, 1637; Sorgifontaine, 1730.

*Sotreit*, terre gisant à —, 1494; la cour condist de Sotreit, Soutrey, 1501, 1730; la ruelle de Sotré, 1730.

*Strichesaulz*, Striche en sart prope ecclesiam, 1279; en Strichenseul, 1553; doyar condist Strichesaulz, 1575.

*Templiers*, Cour des —, à Rabozée, 1430.

*Thier* (sur le), cadastre.

*Tilloux*, desoub le tilhou à Hognée, 1576, 1730; au Tilleul, cadastre.

*Tournai* (sart), entre les bois de Saivelette, 1743.

*Tournifossé*, Tournifossez, 1279; Tournefosseit, 1557;



le Tournifossé, 1578, 1730 ; prairie appelée Tournifossé, 1770.

*Trembleux*, au fossé de —, 1279, 1730.

*Troz-Cohy* (à haute Saive), 1790.

*Trou le voez* (dans la campagne d'Ordmont), 1730.

*Veaux*, le cortil de —, à Rabosée, 1730 ; la waide Voz à Rabosee, 1730.

*Vesti*, le corti de —, 1279.

*Vieille foulerie Grahay*, cadastre, 1809.

*Vieux Château* (au), cadastre.

*Vigne*, héritage condist la Vigne deseur Fricze, 1574 ; un demi bonnier de haye appelé le Vingne, 1578.

*Werixhas Kathon*, 1279 ; Cortil Katon, 1532.

---

## PAROISSE DE SAIVE.

Sous l'ancien régime, le diocèse de Liège était divisé en huit archidiaconés, savoir : de Liège (ville), Hesbaye, Condroz, Campine, Hainaut, Brabant, Ardenne et Famenne ; on les subdivisait en conciles ou doyennés ; l'archidiaconé de Condroz comprenait trois doyennés, savoir : ceux de Saint-Remacle, d'Oufflet et de Ciney. (1)

La paroisse de Saive, composée des villages de Saive, Parfondvaux, du hameau de la Motte et de quelques maisons à Hognée, (2) faisait partie du doyenné de Saint-Remacle dans l'archidiaconé de Condroz.

Saive n'était, dans l'origine, qu'une simple chapelle auxiliaire de l'église de Jupille.

La grande distance entre les deux endroits, le mauvais

(1) Avant l'érection des nouveaux évêchés, en 1559, l'archidiaconé de Condroz comprenait de plus le doyenné de Hanret.

(2) La Motte et Hognée faisaient partie de la commune de Wandre.

état et le peu de sûreté des routes, (3) qui rendaient très difficile au prêtre de Jupille l'accomplissement de ses fonctions sacerdotales à Saive, portèrent l'évêque Jean d'Enghien à décréter la séparation des deux églises, le 1<sup>er</sup> septembre 1279. A partir de cette date, Saive eut son curé particulier et ses fonts de baptême; l'église eut ses biens propres.

Cette faveur fut obtenue, grâce à l'appui de Jean de Jupille, chanoine de Saint-Lambert, qui fut le plus grand bienfaiteur de la paroisse de Saive; ses parents et lui formèrent en très grande partie le douaire de l'église. La charte de 1279 renseigne les biens considérables, situés à Saive, que Jean de Jupille donna à l'église; elle mentionne aussi la fondation d'un anniversaire pour le repos de son âme et de celles de ses prédécesseurs.

L'acte de séparation fut approuvé par le chapitre cathédral de Liège, l'archidiacre Waléran de Juliers, le doyen et

(3) L'endroit appelé la Xhavée, par où l'on devait passer pour aller de Jupille à Saive, était encore, en 1337, « un lieu périlleux et » malsegure et il y rapiroient meurdriers, robeurs et males gens. »

Le 2 novembre de cette année, les bailli, mayeur et échevins de Herstal, du consentement de Mademoiselle de Gaesbeck, dame du lieu, donnèrent à frère Lambert Borette, moine du Val-Dieu, trois bonniers de bois en cet endroit, pour les défricher et y construire une chapelle et une *maison de Dieu* (hôpital), pour héberger les pèlerins et tous ceux qui y demanderaient l'hospitalité au nom du Seigneur.

L'hôpital de la Xhavée et les biens en dépendant furent donnés, le 6 mars 1487, aux religieuses de sainte Claire; mais celles-ci ayant obtenu un établissement à Liège, cédèrent leurs droits, le 29 avril 1488, aux chanoines réguliers de l'Ordre du Saint-Sépulchre, pour y bâtir un couvent. Ceux-ci y demeurèrent deux cent et sept ans. Ils le cédèrent, le 8 novembre 1685, aux Pères Carmes de la province wallonne, qui le conservèrent jusqu'à la fin du siècle dernier. L'église de la Xhavée est maintenant paroissiale.

le chapitre de la collégiale Notre-Dame, à Aix-la-Chapelle, et le curé de Jupille.

Le doyen et le chapitre d'Aix-la-Chapelle intervenaient à cet acte en qualité de décimateurs de la paroisse et collateurs de la cure de Jupille. Une notice sur Jupille (1), publiée en 1858, nous apprend que « pendant longtemps » la paroisse de Jupille dépendit du doyen de l'église des « SS. Apôtres, à Cologne. Par suite de résignation, elle » revint au prévôt d'Aix-la-Chapelle qui, par une charte » du 24 septembre 1224, la joignit à perpétuité au doyenné » de la collégiale de Notre-Dame. Cette transmission fut » confirmée, en 1225, par une bulle du pape Honorius III. »

Après le démembrement, le doyen d'Aix resta naturellement décimateur de la paroisse et collateur de la cure de Saive.

On ignore la date de la construction de l'église de Saive. Lors de son érection en église paroissiale, en 1279, ce n'était qu'une petite chapelle ; la tradition rapporte qu'elle fut rebâtie à cette époque grâce aux libéralités de Jean de Jupille.

Depuis lors, elle fut plusieurs fois agrandie et complètement reconstruite.

En 1669, l'église, depuis longtemps insuffisante pour contenir les fidèles, tombait en ruines et fut complètement démolie ; on en reconstruisit une nouvelle aux frais des paroissiens. Ceux-ci furent obligés, pour terminer l'ouvrage, d'engager les rentes des pauvres, d'aliéner des biens communaux et de faire plusieurs emprunts.

La tour et le clocher ne purent être refaits à cette époque ; il n'y en avait pas encore en 1698. Un buste de saint Pierre

(1) R. S. *Le village de Jupille*, Liège, 1858.

assez ancien est placé dans une niche, au-dessus de la porte d'entrée.

Les deux cloches de l'église de Saive sont récentes ; l'une de petite dimension date du commencement de ce siècle ; elle ne porte pour inscription que les deux mots : *Chandoir Leodiï*.

L'autre, grande et fort ornementée, fut fondue à Louvain en 1870 par Séverin Van Aerschodt ; elle porte l'effigie de Pie IX et une inscription rappelant le Concile du Vatican.

L'église de Saive renferme sept pierres sépulcrales armoriées. Deux d'entre elles se trouvent dans le chœur ; ce sont celles de Denis de Monsen, seigneur de Saive, décédé le 1<sup>er</sup> juin 1670, et de sa famille, et de Arnold Guillaume Mariette, curé de Saive, mort le 4 mai 1684.

On lit sur les autres pierres tombales les inscriptions suivantes :

*Cy repose Jehan Hubert de Saive décédé l'an 1582 le XXX de septembre. Icy reposent honeste femme Philippine de Saive espeuse à Arnold de Fléron décédée le 2 de mars 1607.*

*Sépulture de Pierre Froimont mort le 26 mars [?] 1682 et de Pierette de Tilleux son épouse morte le 17 7<sup>bre</sup> 1673.*

*Sépulture d'Olivier de Labeye décédé le 9 9<sup>bre</sup> 1708 et de Philippine de Fléron son épouse décédée le 8 novembre 1705.*

*Sépulture pour la famille de Mélan où repose honorable personne Guillaume de Mélan décédé le 26 février 1714.*

*Priez Dieu pour l'âme d'honeste jeune fille Jeanne Lehanne de laquelle le corps est ici ensépulture (date effacée).*

L'intérieur de l'église de Saive a été totalement réparé et fort bien aménagé en 1889, par les soins éclairés de M. De Hayes, curé actuel de Saive.

## Curés de Saive.

Dans les églises paroissiales, on distinguait trois membres : le curé ou vesti, le vicaire ou marlier, la fabrique ou luminaire. Les curés de Saive étaient souvent choisis parmi les prêtres originaires du village ; pendant assez longtemps aussi, au XVI<sup>e</sup> siècle, ce furent des religieux du monastère de la Xhavée qui desservirent la paroisse (1).

La mise en possession des cures et des bénéfices se faisait avec diverses cérémonies. Le nouveau curé, revêtu de l'étole, recevait la clef de l'église et y entrait en présence des fonctionnaires et des habitants ; après avoir pris l'eau bénite, il allait s'agenouiller devant le maître-autel, dont il touchait les quatre coins, et y faisait sa dévotion ; puis il touchait successivement de la main le pupitre, les fonts baptismaux et la chaire de vérité ; après cela, il sonnait la cloche et allait siéger pendant quelques instants à la place réservée au curé. Enfin il se rendait au presbytère, où, ordinairement, la joyeuse entrée du pasteur était fêtée (2).

(1) « 1575, 10 février : Frère Wathien Bozea prieur delle Xhavée, »  
« ....lesquelles anniversaires soy deveront célébrer en l'Eglise de Saive »  
« tant et sy longuement que lesdis delle Xhavee deserviront la cure »  
« dedit Saive, et si au futur ils ne le deservent plus quant alors ils »  
« devront lesdis anniversaires célébrer en l'église delle Xhavée. »  
(*Cour de Saive*). Fort souvent, des cures pauvres ou mal administrées furent incorporées à des abbayes ou à des monastères des environs. L'abbé ou le prieur gérait alors les biens de la paroisse en même temps que ceux de son couvent.

(2) Les curés de Saive n'eurent presque pas de difficultés avec leurs paroissiens. On trouve dans une ordonnance du seigneur publiée le 24 avril 1623 : « Tiercement at esté fait deffense et prohibition »  
« au pasteur et marlir de dorsenavant plus sentremeler des affaires »  
« civiles, seulement de ce qui concerne l'engliese a quoy ont leurs

Le premier curé de Saive connu est *Sire Nieaise*, *vesti de Seive*, que l'on trouve cité en 1430. Il était en même temps déserviteur de l'église N.-D. à Herstal (1).

*Sire Jehan de Fléron*, *vestis de Seyve*, est cité le 29 mars 1462 (2).

*Sire Johan Erkin*, *vesti de Seyve*, figure le 18 février 1465 dans un acte par lequel, du consentement de l'archidiaque de Condros, il rend à proclamation en emphytéose les terres appartenant à la cure de Saive.

*Messire Wathier de Vivegnis*, *vesty de Seyve*. Avant d'embrasser l'état sacerdotal, il avait été marié avec « damehelle Oude, fille de Lambert Maxheawe de Fieze » et en avait eu un fils nommé Lambert. Le 20 janvier 1478, il donna à ce fils de quoi acquérir le bon métier des mangons de Liège (3).

*Sire Johan delle Xhavée*, *vesti de Seyve*, cité en 1524-1528.

*Lambert de Gorlion*, 1538.

*Frère Johan delle Haye*, prieur de l'église delle Xhavée, *vesti de Saive*, 1552-1555.

*Johannes Halinx*, alias *Godewert*, 1566-1567.

*Frère Wathieu Bozeu* ou *Bossart*, prieur de la Xhavée en 1567, cité comme curé de Saive en 1575.

» injoinet de bien pres y aviser autrement y serat pourven d'ung  
» remede convenable.

« Quartrement, le s<sup>r</sup> al comandé et injoinet à la communnaulté de  
» choisir et establir ung mambour et tenant pour lever et distribuer  
» les rentes des commungs pauvres comme de toutte antiquité at  
» esté d'usaige et costume et que celui qui serat deputé, pendant  
» sadite charge ne soy aiet à entremeler ces affaires de l'engliese  
» et spiritualité. »

(1) *Cour de Herstal*, reg. n<sup>o</sup> 3, fol. 1.

(2) *Écherins de Liège*, œuvres, reg. n<sup>o</sup> 28, fol. 38.

(3) *Id.*, obligations, reg. n<sup>o</sup> 3.



*Sire Johan le Tixhon (Teutonijs) de Rabozée*, pasteur de l'église parochiale Saint-Pierre et Saint-Paul, au lieu de Saive ; cité de 1581 à 1600, mourut le 19 juillet 1600.

Jean *Muno*, curé de Saive, cité en 1609. Le 10 avril 1617, la Cour de Saive lui donna une attestation déclarant que Jean Muno a desservi la cure de Saive quatre ou cinq ans, « pendant lesquels il s'at compourté envers ses parochiens fort honestement, cherchant toujours de les mentenir en paix et accord les uns avec les autres, grand amateur de concorde et d'honesteté, faisant en somme son devoir comme un vrai bon pasteur et cureit doit faire, si bien qu'il a grand regret de tous ou de la plupart de ses dits parochiens, il les a abandonné et laissé en vérité ».

Christophe *Beaupain*, cité de 1615 à 1639.

Arnold-Guillaume *Mariette*, cité de 1657 à 1684, succéda à Christophe Beaupain et mourut le 4 mai 1684.

Gui-François *de Saive* succéda, en 1684, à Arnold-Guillaume Mariette. Il mourut à Saive, le 11 février 1712.

A. J. *Dombret*, déserviteur, 1712.

Arnold-Nicolas *Duchâteau*, fut inauguré le dimanche après la Saint-Jean 1712. Vers la fin de l'année 1736, il dut résigner sa cure et mourut le 7 décembre 1737.

Adrien-Gérard *Hawotte*, qui remplissait depuis plusieurs années déjà les fonctions de vicaire de Saive, fut nommé curé, en 1736; il résigna la cure en 1777 et mourut le 11 janvier 1779.

Arnold-Théodore *de Belleflamme* succéda en 1777 à Adrien Gérard Hawotte, son cousin; il est encore cité comme curé de Saive en 1804 ; il était mort le 26 pluviôse an XI.

Jean-Denis *Collard*, curé de Saive en 1805, mort à Saive le 3 mars 1826.

J. *Bruns*, nommé en 1826 ou 1827, fut nommé, en 1838, doyen de l'église primaire de Limbourg.

Balthazar J. *Smalt*, curé de Saive, né à la Minerie le 25 avril 1805, ordonné prêtre à Munster en 1829, curé à la Minerie en 1834, curé de Saive en 1838, mort à Saive le 8 février 1861.

L.-J. *Mathonet*, nommé en juillet 1861, démissionnaire en 1862.

Pierre-Hubert-Joseph *Bontemps*, né à Crawhez-Clermont le 4 janvier 1824, ordonné prêtre en 1847, nommé curé à Saive en 1862, mort à Saive le 20 décembre 1887.

J.-B. *De Hoyes*, nommé curé de Saive en janvier 1888.

### **Vicaire, Marguillier.**

Le curé était aidé dans l'administration de la paroisse par un fonctionnaire qui, selon le lieu et l'époque, portait les noms de clerc, marlier, matriculaire, prémissaire, chapelain et vicaire.

A Saive, il était à la nomination du curé et des paroissiens, qui pouvaient, chaque année, le renommer ou lui choisir un remplaçant,

D'après les registres de la Cour de Saive, il semble qu'au XV<sup>e</sup> siècle, le clerc à Saive était un laïc ; ses fonctions alors se bornaient à celles du sacristain moderne, auxquelles il joignait quelquefois celles de greffier de la Cour ; mais, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle, les marliers étaient prêtres ; voici quels étaient, dans presque toutes les paroisses, les devoirs des marliers prêtres. Ils disaient la première messe, soit tous les jours, soit seulement les dimanches et fêtes, et prêtaient leur concours à toutes les cérémonies du culte, chantaient aux vêpres et complies, et confessaient. Ils prenaient soin et étaient responsables des ornements de l'église, sonnaient les cloches, remontaient l'horloge et quelquefois étaient organistes ; s'il y avait une maison

appartenant à la marlerie , ils devaient l'entretenir et cultiver le jardin, enfin, presque toujours, ils étaient maîtres d'école. A Saive , en 1698 , l'école était tenue par un laïc.

Les habitants subsidiaient le marlier ; en 1530, chaque sureciant de Saive donnait au marlier douze ou treize aidans par an ; en 1698, il percevait, de la fabrique sans doute, une rente annuelle de sept muids d'épeautre ; les paroissiens lui donnaient , en outre , vingt impériaux pour célébrer la messe les jours de fête et dimanches et cinquante impériaux pour son habitation.

Dans certains villages, ils touchaient le produit de la collecte qui se faisait à la messe les dimanches et jours de fête. (1)

## Fabrique. — Fondations.

### § 1.

La Fabrique ou Luminaire formait avec le curé et le marlier les trois membres de l'église paroissiale.

Les biens de l'église, de même que ceux des pauvres, étaient gérés par un ou plusieurs mambours ou receveurs ; le curé était toujours mambour primaire.

Les mambours des biens des églises étaient nommés par les paroissiens et prêtaient serment en mains du curé ; ils devaient remplir leur office gratuitement.

(1) Voici la liste des vicaires de Saive : 1557, 18 décembre, Hubert de *Housse*, marlier-clerc — 1581-1590, Johan *Mauret* delle Motte, marlier-clerc. — 1602, Sire Lambert de *Boir*, vicaire. — 1687, Henri *Massar*, vicaire-chapelain. — 1693, Louis *le Tichon*, chapelain. — 1695-1709, Th. de *Chêneux*, vicaire. — 1734, Adrien-Gérard *Harotte* — 1743-1749, Paschal *Moulant*. — 1755-1759, Henri *Radelet*. — 1772, Noel *Stembert*. — 1796, Jean-Denis *Colard*. — 1808-1820, L. *Belleflamme*. — 1825, Guillaume *Van de Broeck*. — 1831, *Cuvelier*.

Quatre tenants aidaient les mambours dans l'administration des biens de l'église, et c'est devant eux et devant le curé que le receveur rendait ses comptes.

Le 12 janvier 1782, les tenants et mambours de l'église de Saive furent nommés d'office par l'archidiacre de Condroz.

La fabrique de l'église de Saive jouissait, en 1689, d'un revenu d'environ dix muids d'épeautre.

## § 2.

La plupart des legs faits à l'église portaient pour condition la célébration d'anniversaires et la distribution d'aumônes aux pauvres.

Jean de Jupille, le fondateur de la paroisse de Saive, par un acte du 1<sup>er</sup> septembre 1279, fonda un anniversaire pour lui et ses parents; celui-ci devait être célébré huit jours après la fête de Saint-Remy, en octobre. Cet anniversaire est encore chanté actuellement le lundi de la fête en octobre.

Plusieurs seigneurs et un grand nombre d'habitants de Saive, fondèrent des anniversaires pour eux et leurs parents, notamment Gilbert de Betengny, avant-parlier à Liège et mayeur de Saive, par testament du 24 janvier 1481; Adam de Clermont, seigneur de Saive et échevin de Liège, le 26 août 1482; Denis de Monsen, seigneur de Saive, le 20 juin 1632, etc.

Il y avait aussi une ancienne fondation d'un daller de rente laissé à l'église « pour subvenir à faire lire et remonstrer la sainte Passion de nostre seigneur Jhesu

(1) *Cour de Herstal*, reg. n° 3, fol. 1.

(2) *Échevins de Liège*, œuvres, reg. n° 28, fol. 38.

(3) *Id.*, obligations, reg. n° 3.

Christ en l'église de Saive suivant toute ancienne coutume ». Cette rente fut rédimée le 14 avril 1616 pour cent florins liégeois (1).

Pierre Froidmont, époux de Pierette du Tilleux, fit construire à ses frais un autel sous l'invocation de N. D. du Mont-Carmel et y fonda, en 1682, une messe hebdomadaire. Il fut enterré au pied de cet autel sous une pierre tombale où sont gravées ses armes et celles de sa femme.

Arnold Bietmé ou Bartholomé, originaire de Saive, chanoine de St-Servais, à Maestricht, fut aussi un bienfaiteur de la paroisse de Saive. Par son testament, fait vers l'an 1719, il lui laissa une partie de sa fortune.

Le curé et les manbours décidèrent, le 13 avril 1724, que l'on célébrerait annuellement et perpétuellement pour le repos de son âme dans l'église de Saive, la veille de la fête de Saint-Joseph une grand'messe et une messe basse. Une rente annuelle de cinq florins Brabant fut attribuée à cet anniversaire.

Les seigneurs de la famille de Méan fondèrent aussi des anniversaires en l'église de Saive.

Il existe depuis longtemps une petite chapelle au hameau de Mousset, commune et paroisse de Saive.

### La Dîme.

Le doyen de la cathédrale d'Aix-la-Chapelle percevait la dîme dans la paroisse de Saive ; il l'affermait, presque toujours, à des habitants du village, qui étaient alors appelés *repreneurs* ou *accenscurs* de la dîme.

Les obligations des décimateurs étaient, à peu près, les mêmes partout ; ils nommaient un curé, fournissaient le

(1) *Cour de Saive*, reg. n<sup>o</sup> 34, fol. 247.

pain, le vin, les missels, les antiphonaires et parfois les cloches; ils devaient aussi tenir à la disposition des paroissiens, des étalons pour la reproduction des races bovine et porcine.

La question de savoir si le décimateur était astreint aux frais de réparation de l'église et du presbytère fut souvent controversée; il est bien peu de villages qui ne soutinrent pas à ce sujet un ou plusieurs procès contre leurs décimateurs; en réalité, cette question dépendait de la coutume des lieux, qui décidait si ces frais de réparation incombait aux décimateurs, à la fabrique d'église, aux habitants ou à chacun pour sa part.

Les biens du douaire de l'église paroissiale n'étaient pas soumis aux dîmes.

L'abbaye du Val-Dieu percevait la dime sur Hognée et Saivelette, partie de la juridiction de Saive qui se trouvait en dehors de la paroisse de Saive; celle-ci, en effet, n'avait pas les mêmes limites que la seigneurie. Les dommages que causèrent à cette abbaye les guerres et d'autres fléaux, l'obligèrent à vendre cette dime en 1580. Le 29 octobre de cette année, Dom Lambert de Limbourg, abbé et les religieux et professes du Val-Dieu, certifièrent : qu'ils avaient un pressant besoin d'argent « veuz et » attendus les grands, diverses, infinis et intolérables » dommaiges par nous soustenus tant en noz personnes que » en noz biens, cense et monastère, tant à raison des » gens de guerre, pilleries, bruslement de nostre monas- » tère et d'une partie de noz censes que autrement, et » que au surplus nous a esté par volleurs et gens de guerre » rebelles et ennemis tant à la foïd catholique Romaine » que de Sa Majesté et de la patrie, pris et emmenés » prisonnier d'amp Pasque Guyot ung de nos confrères » religieux et retenu, comme l'on dit, au lieu de Vilvoert » bien estroictement, ne pouvant d'illecque sortir sans

» nostre subvention et de ses bons amys par grande  
» rançon. »

Le 10 novembre 1580, dom Jehan Dardencourt et damoiseau Thiri de Corteis, mandataires de l'abbaye du Val-Dieu, transportèrent, devant la Cour de Saive, à Jehan Fredrick de Grand Wandre « la dime grosse et » menue de Hognée, Saivelette et la entour pour la » somme de 604 florins et 18 patars Bbt ». (1)

L'abbaye usa, du reste, de la faculté qu'elle s'était réservée de racheter cette dime au bout de six ans. Car, le 2 août 1754, une convention et des échanges eurent lieu entre Dom Léonard Legro, abbé du Val-Dieu, seigneur de Housse et le baron de Bierens, doyen d'Aix-la-Chapelle, au sujet des limites de leurs dîmes respectives du côté de Saive, Chefneux, Saivelette et Corinheid. (2)

Peu de temps après la Révolution française, la perception des dîmes, qu'on avait jusqu'alors payées sans trop de difficulté, souleva de nombreuses protestations.

De même que les habitants de beaucoup d'autres villages, ceux de Saive, au commencement de 1790, refusèrent formellement de payer la dime pour la moisson précédente.

A cette époque, l'église qui avait cinq cent quatre-vingt un florins de Brabant de dette, réclamait de grandes réparations. Les tenants de l'église consultèrent les pauvres pour savoir s'ils étaient d'avis d'entrer pro quota dans les frais de réparation ; ceux-ci s'y refusèrent.

Le procès entamé à ce sujet, entre le doyen du chapitre d'Aix-la-Chapelle et les habitants de Saive, fut tranché par les décrets de la Convention nationale et par le Concordat, qui abolirent définitivement les dîmes.

(1) *Cour de Saive*, œuvres, reg. n<sup>o</sup> 31, fol. 145 v<sup>o</sup>.

(2) *Id.* reg. n<sup>o</sup> 48, fol. 206 v<sup>o</sup>.



## Confréries.

Plusieurs confréries furent érigées en l'église de Saive ; celle de la Très-Sainte-Trinité, fondée vers 1748, n'existe plus depuis longtemps. Elle comprenait soixante-six membres en 1752.

La confrérie de sainte Brigide, érigée en l'église de Saive par bulle pontificale du 15 février 1754, fut inaugurée le 23 juin de cette année; de nombreuses indulgences furent accordées aux membres de cette confrérie par le pape Benoît XIV, l'évêque Jean-Théodore de Bavière et le suffragant Pierre Jacquet. La statue de sainte Brigide, exposée en l'église de Saive, est l'objet d'une grande vénération de la part des habitants du village et des environs. (1)

La confrérie de saint Pierre et de saint Paul fut érigée en 1826. Lors de son séjour à Rome, l'an 1825, Romain Pirquet obtint du pape Léon XII, sous les dates du 12 et du 18 juin 1825, les bulles d'érection de cette confrérie ; il rapporta, en même temps que ces bulles, les reliques des saints Pierre et Paul et de sainte Brigide, dont il fit don à l'église de Saive.

La confrérie fut solennellement inaugurée le 29 juin 1826; Mgr. le comte Charles d'Argenteau, archevêque de Tyr, nonce apostolique etc., en fut nommé protecteur.

La prospérité de cette confrérie diminua à la mort de Romain Pirquet; elle n'avait plus de membres en 1848.

Il existe aussi à Saive une confrérie ou plutôt une Société de la jeunesse, sous l'invocation de la sainte Vierge.

ÉDOUARD PONCELET.

(1) *Règles et indulgences de la confrérie de Sainte Brigide érigée en l'église paroissiale de Saint-Pierre, à Saive, avec l'abrégé de la vie de la dite sainte.* De l'imprimerie de B. Collette, au bon Pasteur, sur Meuse (1754).

# ANNEXES

## I

1279, 1<sup>er</sup> SEPTEMBRE.

### **Séparation de la chapelle de Saive de l'église-mère de Jupille et spécification des biens et revenus de la nouvelle paroisse.**

Johannes Dei gratia Leodiensis episcopus , universis presentes litteras inspecturis , salutem et cognoscere veritatem. Noveritis quod cum capella de Saiwe (1) filia matricis ecclesie de Jouppilia tantam habeat distantiam a sua matrice ecclesia predicta quod periculosum est presbiterum celebrantem in dicta ecclesia de Jouppilia ad ipsam cappellam accedere pro ecclesiasticis inibi commorantibus exhibendis propter discrimina viarum, de quibus nobis constat evidenter ; nos , diligenti super premissis deliberatione habita et facta diligenti inquisitione de dictis periculis

(1) Nous ne possédons de cette chartre que des copies assez incorrectes , dont la plus ancienne est du XVI<sup>e</sup> siècle ; il est certain que l'orthographe des noms de lieux a été changée par le copiste.

et discriminibus, separationem ipsius ecclesie ab ipsa matrice ecclesia, necessitate et utilitate urgentibus fecimus, ita quod dicta ecclesia suum habeat rectorem, qui enram geret parochianorum dicte capelle et proprios fontes; qui quidem rector consensu majoris ecclesie Leodiensis, domini Waltheri de Juliaco (1) archidiaconi loci, decani ecclesie Aquensis, investiti ecclesie de Jouppilia patroni dictarum ecclesiarum de Jouppilia et de Saiwe ratione sui decanatus cui ecclesie sunt annexe et incorporate nec non et capituli ecclesie Aquensis predictae intervenientibus, habebit rector octo bonaria dotalis vel circiter in territorio dicte ville de Saiwe consistentia in diversis petiis sequentibus situata, quarum videlicet petiarum est una petia continens duo bonuaria jungentia ab una versus castrum et orientem tam rivulo et communitati dictam le Cevereaux quam vivario magno ante molendinum et castrum de Saiwe et à secundà videlicet superiori parte versus ecclesiam partibus parve communitati dictam le verichas katon, versus Mosam curto quod dicitur malle herbe et a parte inferiori terre que dicitur la terre à pery. Item parum inferius prope pretactam petiam est una petia continens decem journalia que dicitur au fossé de Trembleux jungenti versus Rabosée spineto campi de Sarto et versus ecclesiam vie que dicitur Hankenne qua tenditur ad communitatem in Chefneux, versus Leodium Nicolao Thomas de Saiwe. Item, in loco dicto Tournifosse tria journalia, jungentia versus Leodium silve de Herstallio et versus orientem vie qua tenditur ad arcem de Vetere Vineto (2) dictam delle Motte. Item prope

(1) Walerand, et non Walthère de Juliers, était à cette époque archidiacre de Liège.

(2) Godefroid de Louvain, seigneur de Herstal, donna, en septembre 1248, à l'abbaye de Viveguis, « decem bonaria nemoris mei siti juxta villam que dicitur Rabosée in plano secus terras dicte ville ».

prescriptum trium journalium ultra dictam viam delle Motte apud illius oppositum sunt tria journalia et unum tertiale journalie terre in una petia jungentia a parte inferiori vie qua tenditur ad ecclesiam de Saiwe, versus Leodium vie qua tenditur ad ecclesiam de dicta arce delle Motte et versus Rabosée parvo horto existenti in circuitu predictarum duarum viarum. Item parum inferius in eodem campo devant la Motte est adhuc unum terciiale journalie jungens versus orientem terris quondam domine Engine, versus Mosam bonis dromarii, versus Fleron bonis Hannotte. Item in campo inter Saiwe et Parfonvaux in loco dicto Brokehouses est adhuc unum terciiale journalie, jungens versus meridiem curto dicto Nicolao Walteri et versus spinetum delle prayée tam rivulo de Parfondvaux quam prato Huberti Hubo et a parte inferiori terris in fonte de Brokehouses Hannotte. Item parum superius ultra spinetum delle prayée sunt tria journalia supra campum de Mouset jungentia versus Leodium communitati sive spineto delle prayée, versus meridiem spineto sive pascuis nuncupato le trixhe de Milmont que spectant ad Hannotte et versus Evegnée spineto delle polle. Item in campo inter Saiwe et Parfondvaux est adhuc unum terciiale journalie jungens versus Parfondvaux loco dicto Mispeleroux, versus Leodium domino Walteri. Item in eodem campo prope pretactam petiam sunt quattuor cum dimidia virgate terre jungentia versus Leodium bonis dromarii et versus Tegnée domino Walteri. Item in eodem campo prope terras in fonte de Brokehouses est aduc unum tertiale journalie jungens versus Ecclesiam bonis Hannotte, versus Parfondvaux terris de Brokehouses, quequidem octo bonuaria terre antecessores Joannis de Jouppilia canonici Leodiensis eidem ecclesie de Saiwe ob remedium animarum suarum contulerunt, habebitque fructus suos faciendo de eadem cum viginti quatuor solidis sex denariis et obolo annui

census ad dictam cappellam pertinentibus et oblationibus dictorum parochianorum. Item pratum unum continens duo journalia, dictum prestre preit jungentia versus Evegnée prato dicto alle fontaine et parte inferiori prato alle vigne, versus Mosam comunitati de Saiwe, versus Leodium vie tendenti ad comunitatem dictam delle prayée cum una gallina et uno sextario spelte annui census ad dictam capellam pertinentibus et oblationibus dictorum parochianorum rector percipiet et habebit. Item ad cultum divinum in ipsa capella augmentandum et habendum Johannes de Juppilia canonicus Leodiensis predictus eidem ecclesie de Saiwe contulit et donavit novem bonaria terre arabilis sita in eodem territorio de Saiwe in petiis et diversis locis sequentibus situata, quorum novem bonariorum est una petia continens duo bonuaria jacentia in campo de Ordumont jungentia versus Mosam bonis Hannotte, que dicuntur les Comunes, versus Saiwe domino Walteri, versus Rabosée Hannotte. Item parum inferius versus Rabosée, ultra viam tendentem versus Saiwe est una petia septem journalium terre jungentia a parte vie qua tenditur versus Saiwe et semita Leodium transit per medium illius. Item parum inferius versus Chefneux aut Rabosée in eodem campo de Ordumont est unum bonarium jungens a parte inferiori vie qua tenditur versus Saiwe. Item sunt quinque journalia terre in loco dicto Maldenrée prope Bellaire jungentia a duabus partibus bonis domini Walteri, versus le cove de Bois vie de Saiwe qua tenditur versus Parfondvaux, versus Baine aut Fleron, vie de Bellaire ultra rivulum. Item adhuc in campo inter Saiwe et Parfondvaux sunt adhuc octodecim virgate terre jungentia versus Leodium vie tendenti alle Ceuwe de Bois, versus silvas de Saiwe bonuario nuncupato le cornu bonier, versus Fleron bonis domine Engine. Item in campo ante arcem de Veteri Vineto dimidium bonnarium terre jungens versus Leodium domino Walteri versus Rabosées

quondam domine Engine, versus Fleron Nicolao de Evegnée. Item in loco dicto Striche en Sart prope ecclesiam duo bonuaria jungentia versus meridiem tam curto et terris cineterii quam falso cemiterio dicte ecclesie, et versus Evegnée curto sive assize Hannotte, versus Rabosée adhuc terris Hannotte versus sylvas domicelle Aylidis de Frize ac etiam communitati dicte le Werixhas Magin prope prestrepreit, que quidam novem bonuariorum terre amplius, minusve uno journali minus sunt de terris Hannotte et alia quinque journalia que sita sunt juxta Bellaire sunt de terris quondam Henrici delle Cour et in puram et perpetuam elemosinam donatione inter vivos respective collata et donata cum curte et domo continentibus una cum assisia insimul quinque journalia jacentia prope le cortil delle haute maison Hanotte prope le plaiteux ante ecclesiam de Saiwe jungentia versus Mosam domine Engine, versus Evegnée dicte curte a la haulte maison et terris Hannotte prope le plaiteux ante ecclesiam de Saiwe, versus ecclesiam dicte vie de plaiteux qua tenditur versus Rabosée et curte dicta alle aite in qua idem rector morabitur et vocabitur hujusmodi le corty de Vesty. Item sex solidos Leodienses quos idem Johannes acquisivit à Makario pro anniversario suo et suorum antecessorum videlicet Werici militis et domine Engine quondam parentum suorum, nobilium domini Wilhelmi, domini Ernesti quondam canonicorum Treverentium ac nobilium consanguineorum dicti Johannis videlicet domini Walteri, Arnoldi de Vianna dictorum de Woine militum in dicta ecclesia de Saiwe faciendo singulis annis octo diebus post festum beati Remigii in capite octobris de quibus sex solidis dictus rector duodecim tenebitur conferre tribus presbiteris quos idem rector secum vocabit et qui vigiliis et misse intererunt; est etiam ordinatum quod in die anniversarii predicti distribuetur dimidius modius spelte pauperibus de Saiwe. Item in die natalis

Domini dimidius modius spelte pauperibus iisdem, quicquidem modius recipietur à religiosis dominabus de Veteri Vineto et qui modius jacet supra unum jornale terre site in villa de Saiwe in eunte dielarum dominarum; distribuetur autem dictus modius per manus dicti rectoris ecclesie de Saiwe et mamburnorum ipsius ecclesie prout superius est expressum et mediantibus premissis, rector quicumque erit pro tempore, erit contentus nec quicquam aliud quam id quod superius est expressum in bonis decanatus sive ecclesie Aquensis sibi poterit vindicare. Retento ecclesie Aquensis decano jure eandem ecclesiam de Saiwe conferendi et presentandi ad eandem; nos etiam episcopus predictus omnia et singula predicta auctoritate pontificali confirmamus et approbamus. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum una cum sigillis majoris ecclesie Leodiensis, dicti archidiaconi, decani et ecclesie Aquensis et Johannis de Jouppilia canonici predicti duximus appendendum sive apponendum. Actum et datum anno incarnationis domini millesimo ducentesimo sexagesimo (1) nono in die festivitatis beati Egidii.

*Archives du monastère de La Xhavée.*

## II

1688, 1<sup>er</sup> OCTOBRE.

**Plaix généraux tenus à Saive devant l'église, lieu accoutumé, présents tous les surcéans convocqué au son de la cloche, le premier octobre XVI<sup>e</sup> huic-tante huit.**

Noble et généreux seigneur Jean-Denis de Monsen,

(1) Erreur de copiste : il faut *septuagesimo*, Jean d'Enghien n'ayant été élevé à l'évêché de Liège qu'en 1274, après la déposition d'Henri de Gueldre.



seigneur du dit Saive, Tignée, etc., fait publier les ordonnances et deffenses suivantes (1) :

1. Premier que personne ne soit si présumptueux que de blasphémer et prendre le saint nom de Dieu en vain, sa teste, son corps, son sang, ses playes, sa morte, ny autre chose touchant sa divinité sur peine d'encourir chaque fois une amende de trois florins d'or.

2. Que personne ne soit si présumptueux que de renier Dieu, se donner en cors et en ame au diable à peine de dix florins d'or d'amende ou autrement comme lon trouverat en rigueur de justice convenir et suivant l'exigence du cas.

3. Que personne ne se présume de nuit ou de jour prendre, dérober ou asporter les biens et fruiets d'autrui dans les campagnes, jardins et alieurs à peine d'être chatié exemplairement ou à l'arbitrage de la justice.

4. Que personne ne se présume de jour ou de nuit, prendre, renverser, rompre et asporter les barriers, montoux, hayes, arbres et cloyages d'autrui a peine d'être chatié en rigueur de justice.

5. Que personne ne se présume de tirer les pigeons et colombs d'autrui a peine de dix florins d'or d'amende.

6. Que personne ne se présume de laisser paître ses chevaux, vaches, moutons ou autres bêtes dans les biens et bois du dit seigneur à peine d'encourir pour chaque fois une amende de trois florins d'or, outre ce, rendre entier satisfaction au susdit seigneur pour ses danmages et intérêts.

7. Que personne ne se présume de passer à pied ou à cheval hors des chemins ou piedsente parmy les bois et

(1) Certains points ne figurant pas parmi les ordonnances de 1688 furent proclamés à d'autres plaids généraux, comme l'obligation d'assister à la messe et la défense de travailler les dimanches et jours de fête, la défense de se battre, de s'injurier, de tenir des chiens de chasse, de fendre au filet ou aux lacets.

heritages du dit seigneur à peine à tous ceux qui y seront trouvé ou leurs prouvé serat y avoir passé, de trois florins d'or.

8. Que personne ne se présume de couper, prendre ou asporter aucune chose hors desdits bois, à peine de dix florins d'or d'amende, outre ce, entier satisfaction audit seigneur pour ses dommages et intérêts.

9. Que personne ne se présume prendre hors desdits bois, de la terre condit delle dielle, ny ramasser et asporter les feuilles, à peine d'encourir chaque fois une amende de trois florins d'or.

10. Que personne ne se présume de poisser dans les ruyssaux et viviers dudit seigneur, à peine de dix florins d'or d'amende.

11. Que personne ne se présume de détruire par arme à feu, fusils ou autrement, les lièvres, perdoz, begasses, grifs et autres venaisons, sans être pourvu et autorisé de sa permission, à peine de dix florins d'or d'amende ou autrement comme on trouverat par justice convenir.

12. Que personne ne se présume durant la messe et prédication de demeurer à la porte de l'église ou sur le chimitier, caquettant, à peine de trois florins d'or d'amende applicable à l'église.

13. L'on interdit à tous hotes, hotesses et taverniers de tirer ou permettre être tiré de la bière ou brandevin ny soutenir et entretenir les buveurs, scavoir : en été après les neuffs heures et dans l'hyver après les huit heures, à peine d'encourir, à chaque fois, une amende de trois florins d'or.

14. L'on interdit à tous hotes et hotes de vendre du brandevin pendant les offices divins (1), à peine de trois florins d'or d'amende.

(1) Certaines ordonnances portent « si ce n'est aux étrangers et pèlerins. »

15. L'on interdit bien expressément auxdits hotes et hotesses de ne tirer bière qu'avec pots ordinaires, à peine qu'en trouvant des plus petits mélangés avec les autres d'être mulcté pour la première fois d'une amende de trois florins d'or, la seconde, de six et la troisième arbitrairement par decret du juge.

16. L'on ordonne bien expressément à tous boulengers et autres cuisans pain dans cete jurisdiction de les faire au poix ordinair scavoir l'entier de sept livres et le mittant et quart à l'advenant à la mesme peine et amende que dessus.

17. L'on ordonne aussy à tous ceux qui trafiquent à vendre chaire, lard, beure, fromage, brandevin, huil, épiceries et autres choses requérans mesure et poix de ne se servir que de bonne mesure et juste poix à peine de trois florins d'or à chaque fois.

18. L'on deffend bien sérieusement à tous et un chacun de prendre de la terre parmy les chemins ou y faire des fosses à peine de trois florins d'or d'amende.

19. L'on ordonne à toutes personnes ayant biens join-dans aux chemins de nettoyer et greir les hayes affin de donner le passage libre.

20. L'on deffend bien expressément à tous et un chacun de porter pochettes, coutan de chasse, bayonnettes et autres armes cachées à peine de 50 florins d'or damende ou à l'ordonnance de justice.

21. L'on ordonne aussy à tous ceux qui ont achepté des tailles ou bois aux commis du dit seigneur ou ceux ayant charge de les vendre, ayent à les couper et asporter ens quinses jours après l'achapt à peine qui étant trouvé d'incourir l'amende susdite.

22. Finalement l'on ordonne à tous et un chacun d'ouvrir promptement les chemins et piedsaite qui out été cy devant en servitude de passage qui sont présentement

au préjudice du publicque ou autrement bouchées dans cette juridiction à peine d'incourir par le defaillans une amende de dix florins d'or.

En cas que ludit seigneur eut autorisé ou donné congé a quelque personne au contraire des susdits articles, iceluy le révoque présentement et absolument.

Et tous ceux qui se présument de contravenir et les transgresser serat procédé contre eux par information et enquette général, et les délinquants et transgresseurs chatiés ens peines et amendes y statuées ou autrement sans aucune dissimulation de personne.

*Cour de Saive ,*  
reg. n<sup>o</sup> 18, fol. 151.

### III

1698, 22 SEPTEMBRE.

#### **Visite de l'église de Saive par l'archidiacre de Condroz.**

Eodem die visitata fuit ecclesia parochialis de Saive quae est ecclesia media sub invocatione sancti Petri, dismembrata de Jupilla. Rescribitur ad triginta modios quos pastor percipit partim ex bonis dotalibus, partim ex redditibus; in anniversariis habet circiter quinquaginta florenos Brabantiae. Collator ordinarius decanus Aquensis, pastor Franciscus Guyds de Saive institutus autoritate archidiaconali. Decanus Aquensis habet omnem decimam, collectores Wilhelmus Fléron capitaneus de Saive et Fredericus Malaise colonus domini de Méan.

Sunt duo altaria collateralia, consecrata non dotata; matricularia est annalis ad electionem D. Pastoris et paro-

chianorum; D. Thomas Chaineux presbyter admissus ad confessiones habet pro stipendio septem vel circiter modios annuos et percipit ab incolis viginti imperiales pro celebrandis missis diebus festivis et dominicis et quinquaginta imperiales pro sua habitatione. Fabrica habet circiter decem modios annuos; Mamburnus Henricus Bartholomé de Sotrez. Redduntur computus coram D. pastore et tenantibus.

Pauperes habent decem modios annuos qui sunt oppignorati a viginti octo annis de permissione perillustris domini archidiaconi predecessoris qui facultatem illam concessit pro decennio tantum.

Non est cappa, nulla est turris.

Splendet lumen continuo coram Venerabili ex munificentia D<sup>ni</sup> Baronis de Mean D<sup>ni</sup> temporalis loci.

Numerus communicantium circiter 600.

Est obstetrix jurata.

Tenetur schola per Dionisium Le Maire.

Baptismale est bene reclusum et obseratum.

Sunt registra baptisatorum conjugatorum et mortuorum.

Coemeterium est saepibus circumcinctum; mandamus parochianis quatenus aliter recludant ut nullus detur accessus animalibus.

*Visites archidiaconales,  
aux archives de l'évêché de Liège.*

---



## LE PERRON LIÉGEOIS.

Depuis tantôt un demi-siècle, on discute l'origine du perron liégeois, et personne n'est d'accord :

*Grammatici certant, et adhuc sub judice lis est.*

MM. l'abbé Louis, F. Henaux, Perreau, Charles Piot, Leodinus (Jos. Demarteau) et le baron J. de Chestret de Hanefle se sont successivement occupés de la question.

Pour l'abbé Louis, la forme première de l'emblème de notre Cité serait la croix haussée, une sorte de calvaire.

Henaux croit qu'il faut en faire remonter l'origine aux Éburons, et n'hésite pas à nous présenter le perron comme une pierre druidique.

Perreau, lui, attribue la paternité de notre colonne aux Tongrois, et pense même qu'elle pourrait bien être le simulacre du dieu du tonnerre des Slaves.

Quant à M. Charles Piot, il la regarde comme une pierre de justice germanique.

Enfin, MM. Demarteau et de Chestret en sont revenus au système de l'abbé Louis, et, déduisant leurs argumens de la numismatique des premiers évêques de Liège, nous ont prouvé l'origine chrétienne du perron.



Après leurs travaux, on croyait être en droit de considérer la controverse comme définitivement résolue, lorsque, dernièrement, MM. le comte Goblet d'Alviella et Vanderkindere sont venus la remettre à l'ordre du jour, le premier dans un mémoire sur « les Antécédents figurés du Peron », et le second dans une « Note sur les Perrons » (1).

D'après l'érudit professeur d'histoire des religions à l'Université de Bruxelles, notre palladium national, au lieu de ne remonter qu'aux premiers temps de l'évêché, ne serait ni plus ni moins que le simulacre d'une divinité germanique compliqué d'emblèmes ajoutés à des époques diverses.

Du reste, qu'on en juge par ce passage qui termine sa notice :

« Pour conclure, dit-il, j'estime que le peron de Liège »  
» peut se décomposer en éléments appartenant pour le »  
» moins à cinq époques distinctes :

» 1<sup>o</sup> La colonne, d'origine païenne et germanique. A »  
» quelque usage qu'elle ait servi, son caractère religieux »  
» paraît incontestable, bien qu'il soit difficile de déterminer »  
» si elle avait une portée cosmogonique ou phallique, »  
» voire si elle était un simple fétiche ou le simulacre d'une »  
» divinité, peut-être du dieu qui présidait aux guerres ou »  
» aux assemblées, par conséquent aux actes de la vie »  
» publique ;

» 2<sup>o</sup> La pomme de pin, qui semble avoir été introduite »  
» sous l'influence de l'art gréco-romain ;

» 3<sup>o</sup> La croix, qui maintient le caractère religieux du »  
» monument, en lui donnant droit de cité dans la société »  
» chrétienne ;

» 4<sup>o</sup> Les lions et la couronne, qui remontent incontestable- »  
» ment à l'époque féodale ;

(1) Voir *Bulletins de l'Académie royale de Belgique*, 3<sup>e</sup> série, tome XXI, année 1891, n<sup>os</sup> 2 et 4.

» 5<sup>o</sup> Le groupe des trois Grâces, qui remplaça, au XVII<sup>e</sup> siècle, les figures appartenant au symbolisme de l'âge précédent. »

Cette thèse n'est, en somme, que la réédition augmentée de la théorie de Henaux.

Tous deux, en effet, croient voir dans notre perron un emblème éburon, avec cette différence, toutefois, que Henaux le regarde comme une pierre druidique, tandis que M. Goblet d'Alviella en fait remonter l'origine première aux peuples germains, et ceci est tout naturel, car au temps de Henaux on croyait les Éburons issus de la race celtique, alors que de nos jours on s'accorde à les faire descendre des Germains.

Quant à la croix qui surmonte la colonne, il est bien convenu qu'elle n'a été ajoutée que par après, et uniquement pour donner au monument droit de cité sous les Princes-Évêques.

C'est là encore la théorie de Henaux, qui, comme le remarque avec raison M. de Chestret, « se serait cru profondément humilié à l'idée qu'il pourrait y avoir une croix sur la bannière de son pays ».

Cependant, quoi qu'en disent Henaux et, après lui, M. Goblet d'Alviella, nous pensons que c'est une grande erreur de voir dans notre perron de Liège autre chose qu'une « croix haussée sur des degrés » et nous ajoutons qu'il ne serait pas aisé de prouver le contraire en se basant sur des documents et non sur des hypothèses et des rapprochements plus ou moins hasardés.

Comme l'ont fait remarquer si judicieusement l'abbé Louis et M. de Chestret, c'est sur les monnaies qu'il faut aller chercher les plus anciennes représentations de notre emblème.

Or, sans parler des croix haussées qui se trouvent sur le numéraire des rois mérovingiens et des rois carolingiens,

dans lesquels pourtant il est difficile de ne pas voir les antécédents figurés du perron et, pour ne nous en tenir qu'au monnayage de l'époque épiscopale, il est évident que dans la croix à long pied, posée sur trois marches représentée sur le denier de Henri de Limbourg dit de Leyen (1145-1164) (1), il est impossible de ne pas reconnaître le palladium liégeois.

La ressemblance entre ces deux symboles est, d'ailleurs, tellement frappante, qu'à l'aspect de notre pièce, Perreau oublie sa colonne germaine pour appeler cette croix un perron.

D'un autre côté, la légende  $\overline{\text{SIGNV SALVTIS}}$  qui se trouve sur le denier, peut-elle s'appliquer à autre chose qu'à une croix ?

Est-il raisonnablement admissible que l'évêque Henri ait appelé « signe de salut, emblème de la rédemption » une divinité païenne, voire même une pierre de justice des Germains ?

Sur cette monnaie, toutefois, comme sur celles des époques précédentes, la croix haussée ne porte pas d'autre nom. Pour la trouver désignée sous celui qu'elle porte encore aujourd'hui, il faut descendre jusqu'à l'épiscopat de Radulphe de Zaeringhen (1167-1191).

En effet, sur un denier et une obole (2) de cet évêque, elle-même se charge de nous apprendre que désormais elle s'appellera perron : «  $\overline{\text{PERV VOC (OR)}}$  » ; confidence qui eût été d'une naïveté surprenante, si, comme on l'a prétendu, tel avait été le nom qu'elle portait depuis dix siècles (3).

(1) Voir la planche, fig. 1.

(2) Voir la planche, fig. 2 et 3.

(3) M. Goblet d'Alviella paraît faire état de ce que sur cette pièce le perron « consiste en une colonne surmontée d'une boule avec une croix placée quelques millimètres plus haut. » Il est vrai que, sur le

Cette désignation nouvelle ne semble même pas s'être si fort répandue pour que l'élu Simon de Limbourg ( $\frac{1}{4}$  1195) n'ait senti le besoin, quelques années plus tard, de l'ajouter encore, sur un de ses deniers, à la représentation de l'emblème (1).

Qu'on n'aille pas croire, cependant, qu'en changeant son nom, la croix haussée changea aussi sa forme première ; loin de là, cette forme reste absolument la même sur toutes les pièces dont nous venons de parler et, un quart de siècle plus tard, c'est encore bien elle que nous montrent sept monnaies, tant deniers qu'oboles, de Hugues de Pierrepont ( $\frac{1}{4}$  1229) (2).

M. Goblet d'Alviella ne semble pas avoir fait bien ample connaissance avec la numismatique du règne de ce dernier évêque : elle serait venue, du reste, gêner singulièrement son système.

Toutefois, il ne peut s'empêcher de convenir que « sur » les monnaies de Simon de Limbourg ( $\frac{1}{4}$  1195) la figure » décorée du nom de PERO est la reproduction fidèle » de la croix haussée qui figure antérieurement sur les monnaies d'Henri de Leyen ( $\frac{1}{4}$  1164), avec la mention significative : SIGNV-SALVTIS ».

dessin que donne de ce denier M. de Chestret (V. *Numismatique de la Principauté de Liège*, n° 119), la croix ne touche pas la boule, il y a, entre les deux, un espace d'un quart de millimètre au plus. Mais ce minuscule espace provient d'une légère imperfection du coin de l'exemplaire gravé, imperfection qui n'a rien de surprenant étant donnée la manière dont on taillait les coins des monnaies à cette époque.

Nous possédons d'ailleurs deux exemplaires absolument intacts de ce denier sur lesquels la croix touche parfaitement la boule. (C'est l'un d'eux qui a servi de modèle au graveur, pour le dessin de la planche accompagnant le présent mémoire.)

(1) Voir la planche, fig. 4.

(2) Voir le revers de deux de ces pièces, fig. 5 et 6 de la planche.

Eh bien, veut-on savoir quelle conclusion il tire de là ?

C'est « simplement que le graveur ayant à reproduire » l'image du peron, déjà alors surmonté d'une croix, » ou bien a voulu accentuer encore la ressemblance du » monument avec une croix haussée, ou bien a adapté à la » représentation du peron, le type que lui fournissaient les » monnaies de Jean de Leyen. » (1)

C'est là, sans doute, une combinaison très ingénieuse, mais est-elle bien admissible ?

Remarquons d'abord que, dans cette tirade, comme dans maint endroit de son mémoire, l'auteur nous parle du monument primitif. Il serait au moins curieux de savoir où il a trouvé des traces de celui-ci ; M. Goblet d'Alviella aurait bien pu, semble-t-il, nous renseigner à cet égard, ne fût-ce que par une simple citation des sources où il a puisé ; si ces sources étaient bonnes, elles éclairciraient singulièrement la question de l'origine de l'emblème liégeois.

En leur absence, force nous est de chercher si l'existence de cette colonne germaine, comme symbole des franchises de la Cité au XII<sup>e</sup> siècle, est possible.

Chacun sait qu'à l'époque du martyre de saint Lambert, Liège était un misérable village ; que les successeurs de l'évêque martyr étant venus y fixer leur résidence pour honorer la mémoire de leur saint prédécesseur, firent de ce village leur capitale, l'embellirent et l'augmentèrent jusqu'à la transformer en ville.

Eh bien, dans ces conditions, est-il croyable que ces mêmes évêques aient pris pour symbole de cette ville, qu'ils venaient pour ainsi dire de fonder, un emblème païen ?

Par contre, n'est-il pas tout naturel que ces prélats,

†

(1) C'est, sans doute, de Henri de Limbourg, dit de Leyen, que l'auteur veut parler.

dans le but de demander à Dieu sa protection pour leur Cité, aient donné à celle-ci une croix pour emblème et qu'ils aient fait placer au centre de la place publique, où se tenaient les réunions et se rendait la justice, une croix à long pied, qui, par son élévation, dominait les assemblées et frappait les yeux de tous ceux qui y prenaient part ? La croix n'est-elle pas le vrai symbole de la liberté et de la justice pour le Christianisme ?

Quoi de surprenant encore à ce que, plus tard, quand l'usage des armoiries fut étendu aux villes, cette croix fût prise comme meuble principal du blason de Liège ?

Nous voilà donc entièrement d'accord avec l'abbé Louis, et le palladium de la patrie liégeoise, *horresco referens*, ne serait, à son origine, « rien autre chose qu'une croix haussée ou, si l'on veut, un calvaire d'une forme très simple. »

Qu'on ne vienne pas nous objecter que les premiers évêques de Liège n'ont pas choisi ce symbole pour leur capitale, mais ont été forcés de tolérer l'existence d'un emblème populaire de l'époque précédente, car nous répondrons : c'est impossible, puisqu'ils l'ont mis sur leurs monnaies. Or, chacun sait, malgré les assertions de Henaux, que rien ne fut jamais, à Liège, plus exclusivement soumis au seul pouvoir épiscopal que la monnaie.

Cependant, M. Goblet d'Alviella persiste à considérer la croix qui surmonte le perron de notre Cité comme « une surcharge, ce qu'en langage monétaire on nomme une *contre-marque* » ; et il veut nous en administrer la preuve en se basant sur les vignettes du perron du *Recueil héraldique des Bourgmestres de Liège*, de Loyens.

Cet ouvrage, dit-il, montre « année par année, l'écusson » gémîné des deux bourgmestres qui se partageaient l'administration de la Cité. Dans cet écusson, les deux blasons sont séparés ou plutôt réunis, depuis 1303, par une représentation figurée du perron, qui reproduit vraisem-

» blablement la figure brodée en or sur les bannières des  
» corporations, dès le commencement du XIV<sup>e</sup> siècle. Le  
» graveur de ces armoiries n'était plus entravé par les  
» dimensions exigües du champ; il pouvait plus facile-  
» ment se rapprocher de la réalité. Or, ici, la pomme de  
» pin prend une énorme importance, alors que la croix est  
» ramenée à des proportions minuscules. »

Franchement, ceci n'est pas une preuve.

Il est, en effet, impossible d'admettre que les vignettes de l'ouvrage de Loyens reproduisent les bannières des métiers du commencement du XIV<sup>e</sup> siècle.

Des textes précis des historiens Fisen (1), Foullon (2) et Bouille (3), nous apprennent qu'en l'année qui suivit celle de la bataille d'Othée (1409), Jean de Bavière « fit faire un monceau de tous les drapeaux des métiers, auquel on mit le feu, qui les réduisit en cendres ».

D'un autre côté, les insignes qui succédèrent n'eurent certainement pas un meilleur sort en 1468, lors du sac de Liège par Charles le Téméraire.

Loyens n'aurait donc pu reproduire tout au plus que des bannières de la fin du XV<sup>e</sup> siècle, en admettant toutefois, ce qui est au moins douteux, que celles-ci existassent encore en 1720.

Mais cette dernière hypothèse même est inadmissible; car, et cela se remarque au premier coup d'œil, Loyens a employé, pour le XV<sup>e</sup> siècle, les mêmes vignettes du perron que pour le XVIII<sup>e</sup>; or, il n'est guère probable que les diverses représentations de l'emblème de Liège sur les multiples bannières des métiers aient eu entre elles cette

(1) Voir *Historiarum Ecclesiae Leodiensis partes duae*. Leod. Streel, 1696, tome 1<sup>er</sup>, page 174.

(2) Voir *Historia populi Leodiensis*, tome 1<sup>er</sup>, page 474.

(3) Voir *Histoire de la Ville et Pays de Liège*, tome 1<sup>er</sup>, page 476.



identité parfaite, quand elles sont loin de l'avoir sur les monnaies, les sceaux et les plans de la ville.

En supposant même que Loyens ait copié les perrons des drapeaux des métiers depuis la fin du XV<sup>e</sup> siècle, nous ne voyons pas pourquoi on devrait attacher plus d'importance à ces copies modernes d'originaux relativement peu anciens qu'à des documents authentiques du XII<sup>e</sup> siècle, donnés par les monnaies dont nous parlions tantôt.

D'ailleurs, tout le monde le sait : ce n'est pas dans le Recueil de Loyens qu'il faut aller chercher la reproduction parfaite des armes de la ville, pas plus que celles des blasons des bourgmestres dont il fait l'histoire, car les gravures grossières que contient son ouvrage sont loin d'être des types d'exactitude.

Et puis, pourquoi se baser sur le Recueil de Loyens, plutôt que sur celui de son continuateur Ophoven, qui lui, du moins, avait fait choix d'un graveur convenable et donne des perrons surmontés de grandes croix.

Passant ensuite à la pomme de pin, M. Goblet d'Alviella l'assimile au Pyr d'Augsbourg, d'origine romaine, paraît-il.

Comme Gêronte, nous nous sommes demandé ce que le Pyr d'Augsbourg était venu faire dans cette galère; car, s'il est hors de doute que la pomme de pin de la cité bavaise existait déjà du temps des Romains, il n'en est pas moins vrai que la nôtre n'est pas antérieure au règne de Jean d'Aps (1229-1238); et il serait difficile, pensons-nous, de faire admettre que les symboles de l'antiquité païenne aient été adoptés par nos évêques, en plein moyen âge.

Aussi, loin de regarder la pomme de pin de notre perron comme un emblème quelconque, nous n'hésitons pas, au contraire, à la considérer comme un simple ornement.

En examinant de près nos monnaies du moyen âge, on



peut se convaincre que le renflement qui se remarque sur les croix haussées, petit à petit se transforme en boule. Jean d'Aps, le premier, sur un denier qu'il frappe à Huy (1), couvre cette boule d'écailles, dès lors, c'est la pomme de pin. Il s'en faut bien, toutefois, que celle-ci soit admise à partir de ce moment, d'une manière générale, au haut du perron. Ernest de Bavière même l'en bannit presque complètement sur la plupart de ses monnaies, pour la remplacer par le globe du monde (2) ; ce n'est guère qu'après lui († 1612) qu'elle parvint à détrôner quasi entièrement la boule.

Notons cependant que le fait de voir un symbole dans la pomme de pin du perron de Liège, ne date pas d'aujourd'hui.

Sous Ferdinand de Bavière, la faction des Grignoux, hostile au gouvernement du prince, affecta de regarder la pomme de pin comme le symbole de l'union qui devait régner entre les *citains de Liège* contre les entreprises du pouvoir épiscopal.

Les brochures et les placards publiés par ce parti sont tous ornés de perrons minuscules surmontés d'énormes pommes de pin dépourvues de croix et accompagnées, comme devise, de cet hexamètre :

*Recta, rotunda, tenaxque boni fert Legia Pinum.*

Pour Henaux, le sens allégorique de notre pomme de pin est « le symbole d'une existence unie mais distincte » (3),

(1) Voir la planche, fig. 7.

(2) Cet usage (de mettre le globe terrestre au sommet de la colonne) a été repris au siècle dernier par la fabrique de faïences, établie à Liège en 1752, pour le perron qui servait de marque à ses produits.

(3) V. HENAUx, *Recherches historiques sur le Perron de Liège*. Liège, Oudart, 1845, p. 10.

et M. Goblet d'Alviella traite cette interprétation « d'aussi subtile qu'abstraite. »

Et les lions ? Ils ne font pas , à proprement parler , partie de l'emblème , mais n'en sont que des accessoires accidentels.

M. Goblet d'Alviella pense que c'est au moyen âge qu'ils commencèrent à être employés comme supports du monument. C'est aussi notre avis. Un passage de l'historien Fisen (1), cité par l'abbé Louis, nous apprend qu'à dater de 1303, le perron devint le symbole des privilèges de la bourgeoisie de Liège. Dès lors, il figura sur les fontaines et les édifices publics de la Cité ; dès ce moment aussi, on sentit le besoin de le dégager, de l'isoler de l'édifice qui lui servait de base. Dans ce but, on plaça sous ses marches des boules destinées à lui servir de piédestal ; or, comme celles-ci ne faisaient pas partie de l'emblème, rien n'empêcha de les modifier ni de leur substituer des compositions plus élégantes et mieux en rapport avec les genres d'architecture des différentes époques.

C'est ainsi qu'on donna des lions comme supports au perron de cuivre du Marché, des lions appuyés sur des cartouches de style Renaissance à l'ancien perron de Theux (2) et des grenouilles certes bien symboliques à celui de Spa.

De nos jours même, il n'y a pas encore de règle fixe à cet égard ; on continue à voir le perron soutenu soit par des boules, soit par des lions.

Pas plus que les lions, le groupe des Grâces ne fait partie de l'emblème de la Cité. Au moyen âge, trois figures de pierre décoraient le haut de la colonne du Marché et

(1) Voir FISEN, ouvrage cité, II<sup>e</sup> partie, p. 43.

(2) Ces lions, et les marches qu'ils soutiennent, sont conservés au musée de l'Institut archéologique liégeois.

servaient de supports à la pomme de pin. Détruites par le vent en 1448, elles furent remplacées par trois génies en cuivre doré. Enfin, en 1696, quand Jean Delcour eut à exécuter le perron qui existe encore aujourd'hui, il ne se fit pas scrupule de remplacer à leur tour ces génies par les trois Grâces, certes plus élégantes et mieux en harmonie avec les goûts de son temps.

Un autre ornement, mais un ornement qui eut son utilité, c'est l'anneau mouluré entourant la colonne. Loyens va nous en expliquer l'origine :

« Cette magnifique colonne, dit-il, en parlant du perron » de cuivre du Marché, fut emportée le jour de sainte Lucie » de 1448, par un vent impétueux, et l'année suivante on » la rétablit par la figure d'une pomme de cuivre, qui en » rejoignit les deux pièces séparées » (1).

Telles sont, à notre avis, les origines de notre emblème national ; la croix à long pied, « signe de salut », dominant d'abord les réunions populaires et les assemblées où se rendait la justice ; puis, plus tard, adoptée par le peuple comme symbole de ses libertés et de ses franchises, et devenue à la longue, par des transformations successives, le monument que nous voyons encore aujourd'hui.

Mais, dira-t-on, et les lettres L. G. qui, sur le blason de la Cité, figurent aux côtés de la colonne ?

Jamais elles ne furent des membres de ce blason : il faut les considérer comme des ajoutés ne datant guère que de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Certains auteurs ont cru voir, dans ces deux initiales, l'abréviation d'une devise : *Libertas gentis, Libertatis gradus, Libertate gaudent*, mais, comme nous l'avons dit

(1) Voir LOYENS alias ABBY, *Recueil héraldique des Bourguemestres de la noble cité de Liège*, Liège, 1720, p. 188.

ailleurs (1), nous préférons, pour notre part, y voir l'abréviation de *Liège* ou de *Legia*, et les considérer comme une simple étiquette.

Notre opinion semble justifiée, du reste, par les blasons aux armes de la ville ornant diverses vues et brochures liégeoises de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle sur lesquels, aux côtés du perron, se trouve le mot LIE — GE (2) ; et, de plus, les perrons qui ont figuré ou figurent encore dans les armes des villes de Huy et de St-Trond et qui, certes, sont postérieurs à leur homonyme liégeois, sont accostés l'un du mot HU-Y, l'autre des lettres S. T.

Au risque d'appauvrir la matière, et, ce qui serait pis, d'ennuyer le lecteur, nous ne quitterons pas l'analyse des « Antécédents figurés du Perron » sans signaler un curieux rapprochement fait par M. Goblet d'Alviella entre notre perron et deux plaques franques trouvées, l'une à Épraves, et l'autre à Evermeu, en Normandie, et représentant deux volatiles picotant une grappe posée au haut d'une tige verticale (3).

De l'avis de l'auteur, cette grappe au haut d'une tige est évidemment un antécédent figuré du perron, c'est-à-dire une pomme de pin au haut d'une colonne.

M. Goblet d'Alviella croit bien reconnaître que la tige gravée dans l'image franque est en bois, mais ceci ne peut faire tort à sa manière de voir, car il nous apprend que les colonnes symboliques vénérées par les Germains et les Celtes et l'Irmisul des Saxons lui-même devaient être en bois. De plus, il nous fait remarquer « que le motif des

(1) Voir *Revue belge de Numismatique*, année 1889, pp. 431 et ss.

(2) Le Musée archéologique liégeois possède une cheminée gothique polychromée, exécutée vers 1525 en l'honneur du cardinal Erard de la Marek pour l'abbaye de St-Laurent; le blason qui y est représenté porte un perron entre le mot LY — GE.

(3) Voir la planche, fig. 8 et 9.

» deux volatiles affrontés se retrouve, aux côtés du peron,  
» dans la première monnaie, où il est représenté avec la  
» pomme de pin, sous Jean d'Aps, et aussi dans un sceau  
» *ad Legata* que l'ouvrage de Loyens fait remonter à  
» 1348. »

Après avoir donné l'historique des volatiles affrontés (paons ou colombes) en tant qu'emblèmes des religions des peuples orientaux et germaniques, il se demande comment il est possible que personne n'ait encore songé à invoquer ces deux plaques franques dans la controverse relative aux origines du perron.

Malgré toute notre bonne volonté, nous ne sommes pas parvenu à découvrir une ressemblance bien frappante entre la tige des plaques franques et notre emblème. Certes, si, au VI<sup>e</sup> siècle, celui-ci était représenté de cette façon, il faut reconnaître

Qu'en venant de là jusqu'ici,  
il a bien changé sur la route.

Les volatiles affrontés des images franques ne ressemblent guère davantage aux oiseaux à bec crochu, armés de serres et non affrontés figurant sur le denier de Jean d'Aps; nous pensons qu'il serait peut-être plus juste de voir dans ces derniers des aigles, symbole du patron de l'évêque, d'autant plus que, d'ordinaire, l'image de cet oiseau de proie orne le revers de ses monnaies.

Quant au sceau *ad Legata* de Loyens, c'est un témoin d'une valeur si précaire, que nous croyons fort qu'en cette occurrence, M. Goblet d'Alviella s'est laissé donner pièce fourrée pour bonne monnaie. En effet, quelle confiance peut-on avoir dans l'authenticité d'un sceau du XIV<sup>e</sup> siècle entouré d'une légende en caractères romains et portant une date en chiffres arabes (1) ?

(1) M. Ch. Piot parle aussi de ce sceau dans son mémoire sur l'*Imitation des sceaux des Communes sur les monnaies*, (V. *Revue belge de*

\* \* \*

M. Vanderkindere, dans sa *Note sur les Perrons*, dont nous avons parlé plus haut, s'occupe aussi et exclusivement même, de l'importance de la croix dans notre perron de Liège.

Se basant sur deux dissertations allemandes du professeur Richard Schröder (1), il pense « que la croix doit être considérée comme l'élément essentiel du perron. »

Comme on vient de le voir, nous sommes sur ce point entièrement de son avis.

Mais M. Vanderkindere ajoute :

« Ceci ne signifie pas, comme on l'a soutenu, que le » perron ait été d'abord un calvaire et que sa signification » primitive soit religieuse. C'est, au contraire, essentielle- » ment un emblème du pouvoir civil ; mais on sait qu'au » moyen-âge la vie entière était imprégnée de l'esprit chré- » tien. Beaucoup de monnaies mérovingiennes portent une » croix sur l'une de leurs faces : est-ce à dire que ce soient » des médailles religieuses ? En aucune façon. Les rois » Franes, en plantant une croix quelque part, indiquaient » leur prise en possession, comme aujourd'hui on le fait en » plantant un drapeau ; et quand leurs successeurs les rois » d'Allemagne accordaient à une localité l'autorisation d'éri- » ger une croix, c'était le signe que la protection royale la

*Numismatique*, tome IV, page 22 et pl. V, n° 28). Il nous en donne même une reproduction faite, à ce qu'il nous assure, d'après Loyens. Il a eu, toutefois, le bon goût de substituer des lettres gothiques aux caractères romains de la légende et de faire disparaître du champ cette malencontreuse date de 1348.

(1) R. SCHRÖDER, *Weichbild. (Historische Aufsätze dem Andenken von Waitz gewidmet)*, 1886, et *Die Rolande Deutschlands, Festschrift des Vereins für die Geschichte Berlins*, 1889.

» convrait de sa sauvegarde. Cette autorisation fut donnée  
» notamment quand il s'agissait de la concession d'un  
» marché (1). »

Quoi qu'en pense notre docte contradicteur, il nous est bien difficile, malgré tout notre bon vouloir, de découvrir dans de multiples représentations de notre perron au moyen âge, pas plus que dans les diverses compositions dont il est maintes fois accompagné à cette époque, le moindre caractère pouvant laisser supposer qu'on se trouve en présence d'un monument essentiellement civil.

Car si la légende  $\text{SIGNV SALVTIS}$  ne paraît guère se rapporter à pareil monument, les colonibes placées par Hugues de Pierrepont sur les branches de la croix du perron (voir la planche, fig. 5) ne semblent pas devoir lui convenir davantage.

D'ailleurs, dans le langage symbolique, la croix n'apparaît qu'à la naissance du Christianisme ; et, à y regarder de près, il serait bien malaisé, depuis lors, de trouver un exemple d'une de ses représentations n'évoquant pas le souvenir de l'origine de la religion chrétienne.

Si quelquefois peut-être, la croix n'a pas une portée *exclusivement* religieuse, toujours, du moins, il faut le reconnaître, elle est l'emblème et rappelle le souvenir de la Rédemption. L'appellation « Perron » donnée à notre paladium liégeois ne peut détruire notre argumentation. Son emploi, comme on l'a vu plus haut, est relativement récent, et il est évident qu'en l'adoptant, on a donné au principal le nom de l'accessoire ; c'est ce qui est, du reste, prouvé surabondamment par les armes parlantes de la ville de Péronne, qui sont : « de gueules à la croix haussée d'or, au chef cousu de France. »

(1) Voir VANDERKINDERE, Mémoire cité, p. 499 = 5 des tirés à part.



D'un autre côté, les exemples donnés par M. Vanderkindere comme preuve de son système, sont témoignages bien peu concluants en faveur de celui-ci.

Il nous parle d'abord des monnaies portant la croix sur une de leurs faces ; sans doute, ces pièces ne sont pas des médailles religieuses ! mais grande cependant serait l'erreur de celui qui voudrait déduire de là que cette croix est un attribut du pouvoir civil.

Chacun sait, en effet, qu'à l'époque mérovingienne, comme pendant les temps modernes, en plaçant la croix sur le numéraire, on n'avait d'autre but que de rendre hommage à Dieu et de lui demander d'étendre sa protection sur le pays où le numéraire était frappé.

Ne voit-on pas encore de nos jours la légende : « Dieu protège la Belgique » inscrite sur la tranche de nos pièces de vingt francs et de nos écus de cent sous ? Nous ne pensons pas pourtant qu'elle soit cause qu'on ait déjà pris ces pièces pour des médailles religieuses.

Que dire ensuite des autres arguments invoqués par l'auteur à l'appui de sa thèse : la croix, synonyme du drapeau pour les Francs, devenue plus tard sous les rois d'Allemagne l'emblème de la protection de l'État pour les villes, et réduite, enfin, au milieu du moyen âge, à n'être plus que le symbole des marchés et des foires ?

Sans doute, il est possible que les rois francs aient eu l'habitude de planter des croix dans les villes et les pays qu'ils avaient conquis, mais nous est avis qu'en ce faisant, ils avaient bien moins pour but d'indiquer leur prise de possession que d'honorer et d'affirmer leurs croyances religieuses, d'autant plus que maintes fois ils étaient les premiers à introduire celles-ci dans les pays dont ils se rendaient maîtres.

Le rôle dont M. Vanderkindere gratifie la croix, sous les rois d'Allemagne, nous paraît aussi bien peu vraisemblable.



D'après lui, les villes auxquelles le roi accordait sa sauvegarde, c'est-à-dire le « Weichbildrecht », recevaient par le fait même, l'autorisation d'ériger une croix; donc, les signes extérieurs de la religion des habitants étaient interdits dans les localités non gratifiées de cette libéralité !

Quant aux croix de marché, elles n'étaient certes rien moins que des monuments civils. M. Vanderkindere lui-même, se charge de nous en administrer la preuve par les fragments des chartes qu'il cite et par son propre texte. (1)

Les chartes nous disent clairement que les croix n'étaient érigées qu'à l'occasion des marchés, et ce, ajoute M. Vanderkindere, pour marquer « de façon visible la paix » publique qui devait, pendant la durée des opérations » commerciales, être respectée ».

Est-il besoin de le faire remarquer ? L'auteur, dans ce passage, détruit ses propres arguments en faveur du caractère civil de la croix au moyen âge; car, qu'il nous soit permis de le répéter, la croix n'a-t-elle pas été de tout temps, pour le christianisme, l'emblème par excellence de la paix et, par conséquent, celui de la justice et de la vraie liberté ?

\*  
\* \*

On a reproché à quelques auteurs d'avoir eu pour but, en émettant dans la question qui nous occupe des avis différents, de christianiser ou de déchristianiser notre palladium national. Ce but, certes, est blâmable, car il a pour résultat de fausser les conclusions de l'historien; « cependant, dit » M. Goblet d'Alviella, pour peu qu'on veuille entrer dans cet

(1) V. Mémoire cité, p. 499 = 5 des tirés à part.

1



2



3



4



5



6



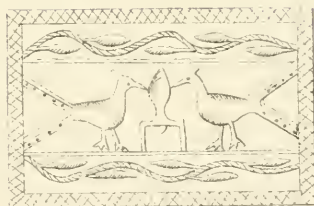
7



8



9



1. 1/2 inch. 2. 1/2 inch. 3. 1/2 inch. 4. 1/2 inch. 5. 1/2 inch. 6. 1/2 inch. 7. 1/2 inch. 8. 1/2 inch. 9. 1/2 inch.



» ordre de considérations, n'est-il pas préférable de voir un  
» emblème justement populaire de nos libertés historiques,  
» au lieu de rappeler le triomphe exclusif d'une religion  
» ou d'une race, symboliser à la fois les différentes  
» civilisations qui se sont succédé dans notre pays et  
» qui toutes ont concouru à nous faire ce que nous  
» sommes ? »

Est-ce à dire que notre érudit confrère de la Société d'archéologie de Bruxelles a dû lui-même entrer quelque peu dans cet ordre de considérations pour faire de notre perron un composé d'emblèmes d'époques si différentes ? Sa manière de voir, en ce cas, s'expliquerait d'elle-même.

Pour nous, en écrivant ces lignes, nous n'avons pas cru pouvoir tenir compte de nos préférences personnelles. Si nous avons passé en revue et discuté toutes les opinions, nous n'avons nullement eu pour but de rappeler le triomphe exclusif d'une religion ou d'une race.

Plus modeste a été notre tâche, car nous nous sommes borné simplement à examiner le perron sur les plus anciens documents originaux, et à faire remarquer les diverses transformations qu'il a subies pendant le cours des siècles, en mettant largement à contribution les travaux de nos devanciers.

LÉON NAVEAU.

Bommershoven, septembre 1891.

## CORRECTIONS & ADDITIONS

---

Planche généalogique de la famille de la Roche, cinquième génération, au lieu de « Renard de Wegnee », lisez : « Renard de Weyme ».

Page 125, ligne 1. Au lieu de « 1226 », lisez : « 1266 ».

Page 153, ligne 2. Au lieu de « cracquets », lisez : « bracquets ».

Page 176, ligne 18. Au lieu de « fonderie », lisez : « fenderie ».

Page 201, ligne 15. Au lieu de « Defooz », lisez : « Defaaz ».

Page 232, ligne 30. Au lieu de « du château », lisez : « Du Château ».

Page 300, Josse Colloise, seigneur de Saive, était, en 1519, un des quatre conseillers de la cité de Liège et fermier de la gabelle des vins. (*Ech. de Liège*, obligations, n° 16.)

Page 313, note. Au lieu de « de Wittem », lisez : « de Witte ».

Page 326, note 2. Au lieu de « Melen », lisez : « Millen ».

---

## Table alphabétique des noms de familles.

---

- A**gris (d'), 221, 222.  
 Aguilar (de), 247.  
 Albe (duc d'), 2, 3, 4.  
 Alsace de Boussu (d'), 199, 200.  
 Amstel (d'), 114.  
 Ansay, 117.  
 Ansillon, 132.  
 Aoust (d'), 12.  
 Arberg (d'), 29, 32, 47, 68, 69, 194-250.  
 Arenberg (d'), 93, 218.  
 Argenteau (d'), 118, 122, 202, 218, 422.  
 Arnotte, 219.  
 Aspremont (d'), 304.  
 Atin (d'), 275, 279.  
 Autriche (d'), 114.  
 Autriche de Correggio, 218.  
 Awans (d'), 303.  
 Ayeneux (d'), 158, 159, 169, 193.  
  
**B**accio, 127.  
 Bacz, 73.  
 Barchon, 345.  
 Bareit, 51.  
 Bareit de Beaufraipont, 50.  
 Bartholomé, 369, 377, 384, 385, 387.  
 Bassenge, 350.  
 Bathiany (de), 237.  
 Bavière (de), 73, 218, 236.  
 Bawin, 374.  
 Beaudrihay, 166.  
 Bealmon (de), 87.  
 Beaufraipont (de), 50, 253.  
 Beaufremont (de), 196.  
 Beaupain, 330, 415.  
 Beauregard (de), 222.  
 Beausen (de), 100, 101, 103.  
 Beemont (de), 94.  
 Beissel de Mérode, 273.  
 Belleflamme (de), 399, 415, 417.  
 Belvré (del), 201.  
 Bentivoglia, 218.  
 Berausele (de), 291, 292, 297.  
 Berghe de Limminghe (van den), 216.  
 Berghes (de), 110, 114, 361.  
 Berlaymont (de), 163, 217, 241.  
 Berlier (le), 301, 360, 361.  
 Berlo (de), 76, 199.  
 Berneau (de), 53.  
 Bert (de), 66.  
 Bertholet, 203.  
 Bertinhers (de), 359.  
 Bertrand, 299.  
 Betengny (de) ou Bietgnée, 369, 418.  
 Bex (de), 163, 333.  
 Bierens (de), 421.  
 Biernawe, dit de Lardier (de), 275.  
 Bietmé, 388, 419.  
 Bilstain (de), 164, 170, 172.  
 Birgel (de), 109, 111, 273-283.  
 Bleret (de), 356.  
 Blon (le), 87.  
 Bockoven (de), 286.  
 Boenem, 317, 318.  
 Boix (de), 305, 417.  
 Bolzée (de), 123, 154.  
 Bomal (de), 76.  
 Bombaye (de), 267, 360.  
 Bongart de Bergenhausen (de), 287.  
 Bonhomme (de), 11, 12, 22.  
 Bontemps, 416.  
 Borchgrave (de), 18.  
 Borette, 410.  
 Borghers, de Curange, 76.  
 Borlé (de), 359.  
 Borsege de Fenaux (a), 22.  
 Borsets, 61.  
 Bosch (van den), 84.  
 Boschette, 218.  
 Botson, 9.  
 Botton de Hemricourt, 217.

- Bouchaut (de), 50, 52.  
Bourbon (de), 98.  
Bourgogne (de), 48, 93, 151, 152,  
154, 156, 160, 162.  
Bourguignon, 379.  
Bouxlay, 378.  
Boys (de), 379.  
Bozea, 413, 414.  
Brabant (de), 90.  
Brabant dit van Corselaer (de),  
88.  
Bragart, 53, 54.  
Brahier (de), 359.  
Brandenbourg (de), 83, 85.  
Brasseur, 129, 221, 227, 232.  
Braye, 223.  
Brecht, 122.  
Brion de Marzannes (de), 217.  
Brocard, 161, 169.  
Broeck (van den), 417.  
Brouck (delle), 77.  
Bruns, 415.  
Bucquoy (de), 151, 152, 153, 156,  
163, 164, 169.  
Budin, 388.  
Buelle (van), 141.  
Buisson (de), 15, 16.  
Bullaus de Dinant, 255.  
Burdo, 330, 331, 369.  
Butbach, 128.  
Buzzone, 15, 16.  
Byanck, 23.  
Byste (delle), 76, 80, 82, 84-87,  
93.  
**Calwaert** (de), 215.  
Campomimoso, 17.  
Cange (de la), 268.  
Capoue la Tour (de), 218.  
Cardenas (de), 201.  
Carondelet, 314.  
Casseleri, 7, 9, 23.  
Castella, 13.  
Castellan, 16, 18.  
Castellano, 12, 13, 17, 18.  
Castello, 7.  
Castro, 7.  
Cattenhausen (de), 95.  
Celles (de), 80, 85, 218.  
Centurini, 9, 23.  
Chabot, 49, 53, 55, 83, 285.  
Chalant (de), 196.  
Chalart, 194.  
Chalon de Viteaul, 217.  
Champs (de), 83.  
Chapeaville, 6, 317.  
Chapelle (de la), 141, 142, 145,  
148, 150, 151, 160, 163, 169.  
Charneux (de), 43, 192, 268-275,  
417.  
Chasteler de Moulbaix (de), 218.  
Château (du), 231.  
Chaudfontaine (de), 186.  
Chavagnac (de), 194.  
Chefneux (de), 303, 307, 369, 374,  
386, 387.  
Chestea (de), 7, 23.  
Chestret (de), 241, 350.  
Chettengny dit Sural (de), 95.  
Chierff (de), 44, 123.  
Choequier (de), 116.  
Chrisgnée (de), 309.  
Clerdent, 373.  
Clermont (de), 72, 290-300, 302,  
303, 305, 308, 418.  
Clerq (le), 67.  
Clèves (de), 92.  
Cobenzl (de), 240, 241.  
Cockelet, 375.  
Cogleone, 24.  
Coir (de), 272.  
Cokaiko, 388.  
Colard, 417.  
Colette, 321, 322, 329, 334.  
Collard, 373, 415.  
Colloise, 294, 295, 300-312, 313,  
315, 322, 334, 369.  
Colson, 351.  
Columna, 218.  
Combette, 183.  
Copis (de), 259, 355.  
Corselaer (van), 88.  
Corswarem (de), 76, 297, 298.  
Corteis (de), 421.  
Cortenbach (de), 68, 130, 135,  
177, 178-194, 197-199, 212-214,  
218.  
Jortis (de), 297.  
Cortis (des), 271.  
Costure (delle), 369.  
Consture (de la), 95.  
Couvresse (le), 320.  
Crahay, 116.  
Crassier, 165.  
Creft (de), 360.  
Creft, 188.  
Crielkelman, 119.  
Croy (de), 180, 218, 282.  
Cryne, 140, 142-146, 150, 151.  
Cueve de Cueve, 217.  
Curtius, 137, 139, 140, 148-150,  
169.



Cutshem (van), 230.  
Cuvelier, 417.

**D**ammartin (de) 72, 74, 76, 82, 84.  
Dardencourt, 421.  
Dardenet de Lichecourt, 217.  
Das, 34.  
Daun de Sassenheim (de), 197.  
Dayeneux. voir Ayeneux (d').  
Debrusse, 208.  
Defaaz, 201.  
Defossé, 192.  
Dehayes, 412, 416.  
Delleur, 119.  
Delrez, 227.  
Delvaux, 131.  
Depireux, 377.  
Deprez, 354, 383.  
Dernier, 388.  
Dethier, 165.  
Diet, 373.  
Dilhern-Althan (de), 217.  
Dombré, 176.  
Dormael (de), 162.  
Douvrain de Longueville, 218.  
Drughin de Jupille, 265, 267, 268, 271.  
Duchâteau, 415.  
Dujardin, 378.  
Dumouriez, 352, 353.  
Dupont, 349.

**E**gmont (d'), 218.  
Elderen (d'), 114, 186.  
Engelsdorf (d'), 273.  
Enixhe (d'), 80.  
Erckenteel (d'), 177.  
Erige, 9.  
Erpe (d'), 87.  
Esneux (d'), 122.  
Etten, 17.  
Even (van), 18.  
Eynatten (d'), 119, 122.

**F**abry, 129, 350.  
Fagart, 117.  
Falhez (de), 155.  
Falle (de), 372.  
Fanchon, 314.  
Faschotte de Magnée, 103, 104, 107.  
Féquier (de), 359.  
Ferme (de), 95.  
Ferre, 18.  
Ferrier, 13.

Ferro, 13, 18.  
Ferry, 18.  
Fexhe (de), 314.  
Fiss, 203.  
Flémal, 14.  
Flémalle (de), 73, 271.  
Fléron (de), 71, 72, 97, 162, 308-333, 369, 370, 385, 387, 412, 414.  
Florentinus, 19.  
Fontainé (delle), 83.  
Fossé (de), 133.  
Fouquesolles (de), 218.  
Foullon, 6, 186, 188, 189, 337.  
Foulon (le), 227.  
Frapont (de), 61, 62, 109, 111.  
Franceschi, 2.  
Francisci, 1, 6, 7, 9, 11, 13, 15, 19, 20, 23.  
Fréron, 350.  
Fricx, 232.  
Frippel, 18.  
Froidmont, 412, 419.  
Függer-Kirchberg (de), 217.

**G**aen, 133, 134.  
Gallo (de), 216.  
Garitte, 307.  
Garry, 381.  
Gathi, 39.  
Gavre (de), 196, 216, 218.  
Genotte, 244.  
Gerduk, 350.  
Germea, 117.  
Gerstecoven (de), 360.  
Ghayé, 369.  
Gheilekerke (le), 272.  
Ghistelles de Maelstede (de), 218.  
Ghoer de Wyer (de), 106.  
Gilar de la Cange, 268, 271.  
Giliar de Horion, 303.  
Gilmart, 117.  
Gilson, 386, 388.  
Gilteau, 12.  
Glen (de), 209.  
Gobbin, 53.  
Godet (le), 123, 124, 146, 147, 176.  
Goetsenhoven (de), 289.  
Golentier, 118.  
Gomzé (de), 345.  
Gonzague (le), 20, 179, 197, 198, 199, 218.  
Gordinne, 375-378.  
Gore (de), 283.  
Gorlion (de), 414.  
Gosuin, 350.

Grady-de-Bellaire (de), 388.  
 Gras (de), 50, 52.  
 Grégoire, 87, 94.  
 Grenneville (de), 297.  
 Grevece (delle), 360, 361.  
 Gridolfi, 17, 23.  
 Grisart, 207, 250.  
 Groesbeeck (de), 2, 6, 7.  
 Gronde (de), 236.  
 Gronsveld (de), 279, 280.  
 Grouches (de), 218.  
 Gryn (de), 287.  
 Gulpen (de), 39, 56, 59, 61, 64,  
 107-122, 179, 218.  
 Guyot, 420.  
**H**  
 Haccourt (de), 123, 287, 288.  
 Haquin, 139, 148, 150.  
 Hailly (de), 331.  
 Halbadeal, 80.  
 Halinx, alias Godewert, 414.  
 Halleux, 69.  
 Hallewin, 218.  
 Hamal (de), 99.  
 Han de Martigny (du), 235.  
 Hannon, 316.  
 Hannot, 176, 178.  
 Harche (de), 275.  
 Harff (de), 91, 273, 283, 287.  
 Hauzeur, 331.  
 Hawotte, 377, 415, 417.  
 Haye (de la), 210.  
 Haye (delle), 414.  
 Hennevaux, 351.  
 Hennin-Liétard (de), 199.  
 Henken, 145.  
 Herkin, 305.  
 Herstal (de), 267.  
 Herve [pour Harff] (de), 91.  
 Heusy (de), 240.  
 Heyden (van der), 15, 131.  
 Heyden a Blisia (van der), 186,  
 339.  
 Heyne, 10, 16, 17.  
 Hinnisdael (de), 343.  
 Hodeige (de), 340.  
 Hoemen (de), 282-284, 289.  
 Hoën de Hoensbroeck, 88.  
 Hoensbroeck d'Oost (de), 244,  
 348, 349, 351.  
 Holland, 50, 52.  
 Holley (de), 177.  
 Holsiet (de), 88.  
 Hombrou (de), 60.  
 Horion (de), 74, 235.  
 Hornes (de), 73, 103, 100, 110.

Horst de Wittenhorst (de), 198.  
 Hostade (de), 35.  
 Houbars, 377.  
 Housse (de), 417.  
 Houtain (de), 309.  
 Hoye (de), 218.  
 Huckelhoven (de), 274, 279, 282.  
 Hulsberg (de), 105, 106.  
 Hun (de), 218.  
 Hustin, 329, 330, 334.  
 Huyn d'Amstenraedt, 122, 179,  
 218.  
**I**  
 Imstenraedt de Mheer, 218.  
**J**  
 Jacmar, 9.  
 Jacquet, 422.  
 Jaminet, 169.  
 Jamouille, 340.  
 Jardin (de), 18.  
 Jean-Hubert, 383, 387.  
 Jehan le Voirier, 12.  
 Jehotte, 349.  
 Jeucker, 228.  
 Joenne (de), 87.  
 Joligas, 369.  
 Joltrin, 16.  
 José (de), 320, 328, 369.  
 Juliers (de), 410.  
 Jupilla (de), 264-268, 271, 410.  
**K**  
 Kaye, 166, 172.  
 Kettenis, 21.  
 Kersselys, voir Pallant.  
 Klein, 250.  
 Kokeal, 80.  
 Kollonitz (de), 349.  
**L**  
 Labeye (de), 412.  
 Labye (de), 369, 387.  
 Laineit de Rabosée, 369.  
 Lamberts-Cortenbach (de), 347.  
 Lambinet, 126, 129.  
 Lambotte, 32, 204, 209, 210, 213,  
 218.  
 Lampson, 10.  
 Lantin, 21, 22.  
 Lardier (du), 50-52.  
 Laval (de), 154.  
 Lavoir (de), 271.  
 Law, 233.  
 Leblanc, 366, 369.  
 Leclerc, 388.  
 Leeraedt (de), 218.  
 Lefort, 217, 223.  
 Legrand, 350.

- Legro, 421.  
 Lenanne, 412.  
 Lejeune, 117.  
 Lemaire, 385, 387, 399.  
 Lens d'Aubignies (de), 218.  
 Leroy, 377.  
 Lesoinne, 350.  
 Lhoen (de), 309, 316, 323.  
 Libermeit (de), 85, 286, 369.  
 Libert, 223.  
 Libon, 20.  
 Libotte, 337, 338, 344, 350, 352.  
 Licques (de), 218.  
 Liège (de), 15.  
 Lieriwe (de), 369.  
 Lifferdt de Wylich, 218.  
 Ligne (de), 218.  
 Liverloz (de), 163, 164.  
 Lobau, voir Mouton.  
 Lochet, 116.  
 Loë (de), 131.  
 Loeffs, 113.  
 Loeil de Jupille, 265, 266, 358.  
 Loets, 314.  
 Lohirville (de), 291.  
 Lollart (le), 87.  
 Lomont, 15.  
 Loney (de), 94, 95.  
 Longueval (de), 152 voir Bucquoy.  
 Lontzen (de), 73.  
 Looz (de), 204.  
 Luxembourg (de), 73.  
 Lynden (de), 109 112, 114, 246
- M**agnée, 349, 350.  
 Magnée (de), 72, 103, 104, 107.  
 Magy, 135.  
 Maisières (de), 355.  
 Malaise (de), 145.  
 Malherbe, 249.  
 Malte (de), 205, 219, 210.  
 Manderscheidt (de), 218.  
 Mansfeld (de), 152.  
 Mantoue (de), 20.  
 Marche (de la), 91, 92.  
 Marche (delle), 288, 290.  
 Mark (de la), 87, 97, 98, 100, 103-105, 107, 109, 110, 112, 114, 115, 196, 218, 290.  
 Marets (des), 164, 165, 169, 170.  
 Mariette, 412, 415.  
 Marinx, 199, 200.  
 Marius, 10, 16, 17.  
 Martigny (de), 235.  
 Masillon (de), 189, 192, 193.
- Massart, 116, 209, 417.  
 Masset, 146.  
 Masson (le), 128.  
 Mathonet, 416.  
 Mathoz, 165.  
 Matoize, 80.  
 Maxheawe de Fize, 414.  
 Mayart, 208.  
 Mayern (de), 357.  
 Mayot, 379.  
 Mawet, 417.  
 Mazzolao, 24.  
 Méan (de), 337-356, 366, 373, 376, 378, 386, 419.  
 Melan, 412.  
 Meneux (de), 154, 156-160.  
 Mensis, 119.  
 Mercier (le), 305.  
 Mérode (Scheiffart de), 106.  
 Metz (de), 253.  
 Middelbourg (de), 74.  
 Mignon, 68, 221, 222, 227, 229.  
 Milst (de), 190.  
 Mirano, 24.  
 Moisne de Niverley (le), 288.  
 Moleus, 336.  
 Mollin (de), 87, 311, 332, 334, 337, 374.  
 Mombors, 360.  
 Monfeld, 388.  
 Monfort (de), 110.  
 Monschen, voir Monsen.  
 Monsée (de la), 76.  
 Monsen (de), 150, 151, 158-160, 169, 259, 260, 306, 311-338, 341, 344-346, 366, 367, 372, 412, 418.  
 Monseur, 67, 68.  
 Monferrat, 21.  
 Montferrant, 21.  
 Morrien de Noortrercken, 218.  
 Mortroux (de), 303.  
 Motmans, 328, 331, 333, 363.  
 Moulant, 417.  
 Moulin, voir Mollin.  
 Mouton (comte de Lobau), 250.  
 Moylant (de), 272, 274, 275, 278.  
 Mulnéart, 116.  
 Muno, 415.  
 Murano, 24.
- N**agant, 351, 352.  
 Nagelmackers, 128.  
 Nassau (de), 115, 298.  
 Nesselrode (de), 121, 136, 218, 281.  
 Neufchatel (de), 217.

- Neufforge (de), 59.  
 Neuvise (de), 269.  
 Nizet, 16.  
 Noirfallize (de), 132.  
 Noirivaulx (de), 134, 157, 159,  
 160, 169, 174.  
 Noville, 207.  
 Noville (de), 326, 336, 369.
- O**'Brien O'Loner gain, 216.  
 Oems, 133, 134, 148.  
 Oger, 16.  
 Ohey (d'), 76, 82, 85.  
 Olivier, 329.  
 Ophem (van), 108.  
 Origo, 9.  
 Orval de Pescheler (d'), 218.  
 Oseaul, 52.  
 Ouffet, (d'), 272.  
 Oultremont (d'), 162, 243, 249, 250.  
 Oupeye (d'), 273, 276.
- P**ailhe (de), 361.  
 Pallant (de), 48, 49, 88, 109, 273,  
 283, 287.  
 Panhuiss (delle), 55.  
 Parent, 141.  
 Pas Saint-Martin (du), 84 voir  
 delle Byste.  
 Pasquetti, 1, 2, 6, 7.  
 Passeur (le), 105.  
 Pauster, 73.  
 Perrier (del), 61.  
 Pertia, 23.  
 Pertie (delle), 23.  
 Petillon de Votemme, 265, 266.  
 Pied de Bœuf, 175.  
 Piron de Mortroux, 95.  
 Pirquet, 356, 357, 422.  
 Pitt, 245.  
 Playoul, 259, 333, 335, 336.  
 Pleittenberg (le), 32, 68, 131, 177,  
 179, 180, 182 185, 187, 188, 197,  
 207, 212, 213.  
 Pollain de Waroux (le), 109.  
 Pollen (le), 87, 94, 111.  
 Polleur (de), 176.  
 Ponce de Jupille, 265, 268 270.  
 Ponta, 21.  
 Ponte (del), 21.  
 Pontenir (le), 12.  
 Poswick, 237, 311.  
 Prayon (de), 135.  
 Proit (de), 80.  
 Presseux, 192.  
 Prez (de), 268, 308, 358 360.
- Proisy de Bavais (de), 192.  
 Puissant (le), 359.
- Q**uartier, 135.
- R**abosée (de), 267.  
 Racourt (de), 282.  
 Radelet, 417.  
 Radoux, 228.  
 Raesfeldt, 218, 281.  
 Rahier (de), 211, 215.  
 Ramée (de), 135.  
 Ramelot (de), 83, 85, 87-95, 106,  
 112.  
 Randaxhe, 336, 337.  
 Randouster (de), 55.  
 Ranst (de), 53-55.  
 Rayemekers, 360.  
 Redingen (de), 288.  
 Remacle, 134, 149, 379, 386.  
 Remy, 350, 352, 369, 388.  
 Renardi, 192.  
 Renesse d'Elder en (de), 198, 286.  
 Renty (de), 216, 218.  
 Requileit, 328.  
 Reul (de), 242.  
 Revers (de), 95.  
 Résimont (de), 102.  
 R<sup>e</sup>z (del), 227.  
 Rittersbach (de), 120.  
 Riviere d'Arschot (de la), 202  
 Robert 305.  
 Roche (delle ou dela), 28-33, 72-87,  
 93, 103, 164, 171, 173, 314 359.  
 Roelen, 164.  
 Roland de Bressoux, 393.  
 Rogmans, 89.  
 Rolloux (de), 16, 76, 82, voir  
 Ramelot.  
 Ronnet (de), 95.  
 Roost (de), 227, 229.  
 Roquefeuille (de), 235.  
 Rosseal, 89.  
 Roufosse (de), 12.  
 Rougrave (de), 241.  
 Rouveroy (de), 87, 95.  
 Rovet, voir Ronnet.  
 Royer, 288, 297.  
 Rubampré (de), 218.  
 Rueffman de Fauquemont, 282,  
 285, 286, 289.  
 Ruelle (de la), 203.  
 Rulant de Hozémont (de), 84.  
 Runckel de Wie te, 218.  
 Ruyschenbergh (de), 32, 39, 41 43,  
 61, 62, 118-179, 187, 205, 218, 323.

- Ruytte (le), 176.  
 Ryckel (de), 287-291, 297.
- S**ainte-Marie (de), 51, 52.  
 Saint-Hubert (de), 54.  
 Saint-Martin (de), 272.  
 Saint Servais (de), 73.  
 Saive (de), 141, 298, 303, 312, 329, 369, 383, 387, 412.  
 Samonts, 360.  
 Santi, 24.  
 Santin, 21.  
 Santino, 21.  
 Sarde (de), 12.  
 Saroldi, 22.  
 Saroldo, 22.  
 Saroldo d'Altare, 12.  
 Sarolea, 22.  
 Sauveur, 18, 127.  
 Savary, 331.  
 Savonetti, 21.  
 S'Baecx, 99.  
 Schaloen, 106.  
 Schiavone, 19.  
 Sclessin (de), 134, 135.  
 Sélys (de), 186, 343.  
 Sentfort, 7.  
 Senturinne, 9.  
 Seraing (de), 100, 102, 218.  
 Servais de Horion, 361.  
 Siberale, 20.  
 Sluse (de) 87.  
 Smalt, 416.  
 Smitzen (Vander), 108.  
 Soiron (de), 272.  
 Sombrefte, 218.  
 Somevoir (de), 289, 290.  
 Souheitz (de), 60.  
 Sovey (de), 288.  
 Spies, 177.  
 Sproelant (de), 312.  
 Stassis, 12.  
 Stembert, 417.  
 Sternace de Bernawe, 95.  
 Streel, 11, 12.  
 Stockhem (de), 355.  
 Stocx, 141.  
 Stolberg-Geudern (de), 236, 250.  
 Stoot, 57.  
 Stuart, 237.  
 Succa (de), 21.  
 Surlet, 270.
- T**eppert, 159.  
 Termonia, 158.  
 Textor, 85.
- Thier (de), 117, 134, 192, 210.  
 Thoreels, 309.  
 Thorr (de), 273.  
 Thourier (le), 271.  
 Tilff (de), 61.  
 Tilleux (de), 412, 419.  
 Tixhon (le), 378, 415, 417.  
 Tomburre (de), 321.  
 Törring (de), 197.  
 Tour d'Auvergne (de la), 216.  
 Tour de Wandre (del), 367, 271.  
 Toussaint, 333.  
 Trazegnies (de), 118.  
 Tremouille (de la), 217.  
 Trevillers (de), 235.  
 Troznau (de), 235.  
 T'Serclaes, 99, 152.
- U**rban, 350, 351.  
 Uytenlimingen (d'), 106.  
 Vaulx (de), 141, 181.  
 Vaulx (de la), 62.  
 Velbruck (de), 244.  
 Velen (de) 179, 218.  
 Velroux (de), 73.  
 Venise (de), 22.  
 Vercken (de), 108.  
 Vervoz d'Ama (de), 12.  
 Vianden (de), 265-267, 358.  
 Viernée, dit le Clerc (de), 369.  
 Vignouille, 183.  
 Vilheir (de), 369.  
 Villers (de), 73, 74, 83.  
 Vinalmont (de), 298.  
 Vivegnis (de), 414.  
 Voesbergh (de), 113.  
 Voirier (le), 14, 15.  
 Voroux (de), 60, 103, 104.
- W**aef, 50, 52.  
 Waha (de), 343, 347.  
 Wais, 91.  
 Walcourt, dit de Clermont (de), 72.  
 Waldeck (de), 218.  
 Waldoreal, 297.  
 Waltgraf de Cortils, 360.  
 Wanzoule (de), 169.  
 Warsage (de), 303, 306, 307, 313, 332.  
 Wassenaer (de), 218.  
 Weecken (van der), 189.  
 Weert (de), 50, 52.  
 Weiswiler (de), 108.  
 Wendt (de), 218.  
 Werteau, 16.  
 Wesemael (de), 89, 260, 312, 313, 321, 329, 334.

- |                                 |                                |
|---------------------------------|--------------------------------|
| Weyme (de), 73.                 | Woestenraedt (de), 211.        |
| Wez (de), 272.                  | Woot de Trixhe, 202.           |
| Widoeye (de), 292, 293.         | Wrbna (de), 349, 355.          |
| Wihoghe (de), 290, 291.         |                                |
| Wilkens, 396.                   | Xheneumont (de), 55, 83, 335,  |
| Wipartz, 15.                    | 336, 345, 377.                 |
| Withem (de), 35, 47-49, 55, 56, | Xherveal de Bombaye, 308, 311. |
| 67, 85, 86, 88-109, 132, 285.   | Xhurre (delle), 298.           |
| Witten, alias de Mettecoven,    |                                |
| 360.                            | Zorn, 170.                     |
| Witte (de), 313.                | Zutemine, 359.                 |
| Wittenhorst, 179.               | Zutman, 18.                    |
| Woelmont (de), 356.             |                                |
-

# TABLE DES MATIÈRES

## DU XXII<sup>e</sup> VOLUME.

|                                                                                                                              | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Statuts constitutifs. . . . .                                                                                                | V     |
| Tableau des membres de l'Institut . . . . .                                                                                  | XI    |
| <b>Désiré van de Castele.</b> — 4 <sup>e</sup> Lettre à M. S <sup>'''</sup> sur l'an-<br>cienne verrerie liégeoise . . . . . | 1     |
| <b>Chevalier J. B. de Harenne.</b> — Le Château de la<br>Rochette et ses seigneurs, avoués héréditaires de Fléron . . . . .  | 27    |
| <b>Édonard Poncelet.</b> — La Seigneurie de Saive . . . . .                                                                  | 251   |
| <b>Léon Naveau.</b> — Le Perron Liégeois . . . . .                                                                           | 435   |
| Corrections et additions . . . . .                                                                                           | 454   |
| Table alphabétique des noms de famille . . . . .                                                                             | 455   |

## PLANCHES.

|                                                                                         | Pages |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 1. Carte de la seigneurie de la Rochette et de l'avouerie<br>de Fléron en 1620. . . . . | 26    |
| 2. Planche généalogique de la famille de la Roche . . . . .                             | 70    |
| 3. Sceaux de Franck et de Jean de la Roche . . . . .                                    | 71    |
| 4. Pierre tombale de Warnier de Gulpen, 1564 . . . . .                                  | 120   |
| 5. Pierre tombale de Guillaume de Ruyschenbergh, 1586 . . . . .                         | 130   |
| 6. Pierre tombale de Jean de Ruyschenbergh, 1638 . . . . .                              | 177   |
| 7. Carte de la seigneurie de Saive . . . . .                                            | 251   |

|                                                                                     | Pages |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 8. Plan du château de Saive. . . . .                                                | 236   |
| 9. Vue du château de Saive (ruines). . . . .                                        | 260   |
| 10. Sceaux des seigneurs de Saive au XIV <sup>e</sup> siècle . . . . .              | 270   |
| 11. Chapelle du château de Saive (ruines). . . . .                                  | 292   |
| 12. Donjon de Saive (ruines). . . . .                                               | 302   |
| 13. Sceaux des seigneurs de Saive aux XV <sup>e</sup> et XVI <sup>e</sup> siècles . | 320   |
| 14. Château de Saive (XVIII <sup>e</sup> siècle). . . . .                           | 344   |
| 15. Sceaux de la cour et de la paroisse de Saive. . . . .                           | 366   |
| 16. Anciennes représentations du Perron . . . . .                                   | 452   |

---







## RAPPORT

Sur les travaux de l'Institut archéologique liégeois  
pendant l'année 1892



MESSIEURS,

Je n'entrerai pas dans de longues considérations sur la prospérité et les progrès toujours croissants de l'Institut archéologique, ni sur les services qu'il est appelé à rendre aux Beaux-Arts et aux Sciences historiques. Je me bornerai à vous présenter un aperçu succinct et sans commentaire des travaux et de la situation de notre Société pendant l'année qui vient de s'écouler. Je tiens pourtant à vous signaler un point qui montre l'utilité de notre existence et la confiance que l'on nous accorde ; lorsque, dans une commune de la province de Liège, on signale un objet ancien dont l'existence ou la bonne conservation est compromise par l'indifférence ou le vandalisme d'une Administration locale ou d'un particulier, c'est à l'Institut que les personnes ayant quelques notions de la valeur des monuments

de l'antiquité s'adressent pour lui demander de sauver ces objets de la destruction : nous avons pu ainsi, à différentes reprises, prévenir de regrettables abus.

L'Institut archéologique, en qualité de Société fédérée, a participé au VIII<sup>e</sup> Congrès de la Fédération historique et archéologique de Belgique tenu à Anvers au mois d'août. MM. Fréson et Ad. Dejaradin y ont été délégués par vous. L'Institut a aussi adhéré au Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistorique de Moscou : il y a délégué M. Julien Fraipont, professeur à l'Université de Liège.

### FINANCES.

L'Etat, la Province et la ville de Liège nous ont continué les subsides habituels ; par le compte détaillé des recettes et dépenses que m'a communiqué notre très zélé trésorier, M. Ed. Brahy, vous pourrez constater que notre situation financière est satisfaisante. Pourtant, il y a un point noir à l'horizon du budget prochain : le Conseil provincial, dans sa séance du 12 juillet, a décidé, vu l'état actuel de ses finances, de nous retirer, pour l'exercice 1893, le subside de 500 fr. qu'il nous allouait précédemment, mais nous avons l'assurance que ce retrait n'est que temporaire ; l'Administration provinciale voudra, nous en sommes certains, continuer à favoriser nos travaux, et nous rendra, dès l'année prochaine, le subside qui nous aide à les accomplir.

# RECETTES.

|                                    |     |       |    |
|------------------------------------|-----|-------|----|
| Subside de l'Etat . . . . .        | fr. | 1,000 | »  |
| Subside de la Province . . . . .   | »   | 500   | »  |
| Subside de la Ville . . . . .      | »   | 500   | »  |
| Cotisations des membres . . . . .  | »   | 1,240 | »  |
| Vente du <i>Bulletin</i> . . . . . | »   | 20    | 75 |
| Intérêts chez le banquier. . . . . | »   | 44    | 72 |
| <hr/>                              |     |       |    |
| Total :                            | fr. | 3,305 | 47 |
| <hr/>                              |     |       |    |

( Pour mémoire fr. 1,000-<sup>00</sup>. — V. d. B.)

# DEPENSES.

|                                                                                                    |     |       |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-------|----|
| Déficit de 1891. . . . .                                                                           | fr. | 635   | 58 |
| Achats d'antiquités, frais de transport, etc. . . . .                                              | »   | 982   | 16 |
| Fouilles . . . . .                                                                                 | »   | 65    | 25 |
| Achats de livres et reliures . . . . .                                                             | »   | 91    | 60 |
| <i>Bulletin</i> et Rapport : Impression, planches, envoi. . . . .                                  | »   | 729   | 79 |
| Congrès de Moscou . . . . .                                                                        | »   | 20    | »  |
| Assurances . . . . .                                                                               | »   | 90    | »  |
| Fournitures de bureau, timbres-poste, encaussem. . . . .                                           | »   | 44    | 45 |
| Impressions : Circulaires, convocations, quit-<br>tances, étiquettes . . . . .                     | »   | 65    | 80 |
| Indemnités aux concierges et aux pompiers . . . . .                                                | »   | 177   | »  |
| Entretien des locaux et des collections, chauffage,<br>serrurier, menuisier, vitrier, etc. . . . . | »   | 271   | 30 |
| <hr/>                                                                                              |     |       |    |
| Total :                                                                                            | fr. | 3,172 | 93 |
| <hr/>                                                                                              |     |       |    |

# RÉSULTAT.

|                    |     |       |    |
|--------------------|-----|-------|----|
| Recettes . . . . . | fr. | 3,305 | 47 |
| Dépenses. . . . .  | »   | 3,172 | 93 |
| <hr/>              |     |       |    |
| Reste :            | fr. | 132   | 54 |

### Projet de budget pour 1893.

#### RECETTES.

|                                    |     |       |   |
|------------------------------------|-----|-------|---|
| Subside de l'Etat . . . . .        | fr. | 1,000 | » |
| Subside de la Province. . . . .    | »   |       |   |
| Subside de la Ville . . . . .      | »   | 500   | » |
| Cotisations des membres . . . . .  | »   | 1,240 | » |
| Vente du <i>Bulletin</i> . . . . . | »   | 25    | » |
| <hr/>                              |     |       |   |
| Total :                            | fr. | 2,765 | » |
| <hr/>                              |     |       |   |

#### DEPENSES.

|                                  |     |       |   |
|----------------------------------|-----|-------|---|
| Achats d'antiquités . . . . .    | fr. | 600   | » |
| Fouilles . . . . .               | »   | 355   | » |
| Livres et reliures. . . . .      | »   | 100   | » |
| <i>Bulletin</i> . . . . .        | »   | 1,000 | » |
| Assurances . . . . .             | »   | 90    | » |
| Bureau . . . . .                 | »   | 50    | » |
| Impressions. . . . .             | »   | 70    | » |
| Concierges et pompiers . . . . . | »   | 200   | » |
| Entretien et divers . . . . .    | »   | 300   | » |
| <hr/>                            |     |       |   |
| Total :                          | fr. | 2,765 | » |

### FOUILLES.

Contrairement à ce qui a eu lieu l'année dernière, nous avons eu, en 1892, fort peu d'occasions de pratiquer des fouilles.

Les recherches commencées à Lizen (Ouffet) ont été continuées en janvier dernier, mais sans succès; il en a été de même à Terwagne, où les travaux n'ont amené la découverte que de quelques sépul-

tures du moyen-âge. M. Comhaire ayant cru reconnaître à Odet (Bois-Borsu) un cimetière de l'âge du bronze, il fut autorisé à faire en cet endroit, aux frais de l'Institut, les recherches préliminaires ; mais là aussi nos espérances furent déçues.

## MUSÉE.

Le Musée s'est encore accru, cette année, d'un certain nombre d'objets remarquables. Citons spécialement les œuvres d'art de maîtres liégeois acquises à la vente Lhoest-van Weddingen.

Comme les années précédentes, plusieurs dons ont été faits au Musée par des personnes généreuses. Je me fais l'organe de l'Institut en leur exprimant ici toute notre reconnaissance.

Nous nous sommes efforcés non seulement d'enrichir notre Musée d'objets nouveaux, mais encore de conserver ceux que nous possédons. C'est ce qui nous a engagés à faire reconstituer, à Bruxelles, sous la direction de M. le comte Georges de Looz, les plus belles des poteries romaines découvertes à Jupille en 1875, et les vases les plus remarquables trouvés, l'année dernière, dans la tombe de Hodeige.

Je tiens aussi à vous signaler une tendance qui s'est déjà manifestée parmi nous l'année dernière et qui nous porte à replacer, autant que possible, au lieu dont ils ont été enlevés, les objets pondéreux, comme les pierres tombales, que le défaut d'un local convenable ne nous permet pas de garantir avec tout le soin désirable.

C'est dans ce but que nous avons offert à l'Administration communale de Liège de reconstituer, au local de la nouvelle Académie des Beaux-Arts, le mausolée en marbre blanc du prince de Velbruck, dont les fragments, disséminés dans nos divers locaux et dans la cour du Palais, se détérioraient tous les jours davantage. Notre proposition a été favorablement accueillie.

Nous espérons, d'ici à peu de temps, voir replacer à Saint-Pholien une dalle funéraire du XV<sup>e</sup> siècle, enlevée jadis de cette église comme détruisant les charmes de la symétrie et exposée, depuis lors, dans la cour du Musée, à toutes les intempéries.

Mais parmi les objets déposés dans la deuxième cour du Palais, un grand nombre provient d'édifices complètement détruits : ils ne pourront être abrités que lorsque nous disposerons d'un autre local.

#### **Dons.**

M. J. FRÉSON, président de l'Institut. — Deux seramasaxes, trouvées dans les carrières de Modave, il y a environ 20 ans.

MM. HARGOT, ingénieur, et Marcel de PUYOT. — Une dague et un fer de lance, du moyen-âge, provenant du lit de la Meuse, à Ongrée.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE. — Médaille commémorative de l'ancienne prison de Gand, construite sous Marie-Thérèse.

M. Eugène POSWICK. — Moulin à canelle, XVII<sup>e</sup> siècle. — Château de Hepsée.

Vitrail aux armes de Bourgogne, avec débris d'inscription : G N E. — Château de Hepsée.

Vingt-huit clichés d'armoiries de familles limbourgeoises.

Trente-quatre clichés en bois, un cliché en cuivre d'armoiries diverses.

Bracelet gallo-romain en bronze, formé de deux cercles sans ornement, trouvé à Clavier.



M. Brock, entrepreneur. — Huit pierres tombales provenant de l'église détruite de Sainte-Claire, à Liège.

Aucun dépôt n'a été fait au Musée en 1892.

Un béliet en bronze, travail étrusque, trouvé à Geer, et déposé, en 1890, par M. le curé GAILLARD, a été remis, en 1892, à son propriétaire.

### Achats.

|                                                                                                                                                 |     |     |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|----|
| 11 mars. Petit verre liégeois fraisé . . . . .                                                                                                  | fr. | 2   | »  |
| Bouilloire en fonte datée 1786, portant un perron<br>et autres ornements . . . . .                                                              | »   | 10  | »  |
| 25 mars. Deux sucriers en verre, forme arrondie,<br>travaillés à jour. Provenance liégeoise . . . . .                                           | »   | 16  | 50 |
| Entraves ou menottes en fer, provenant de Liers .                                                                                               | »   | 10  | »  |
| 5 et 6 avril. Portrait de Maximilien-Henri de<br>Bavière, par B. Flémalle. . . . .                                                              | »   | 115 | »  |
| Portrait de Claude Rulquin, sculpteur liégeois.                                                                                                 | »   | 36  | »  |
| Buste de Joseph-Clément de Bavière, sur piédestal.                                                                                              | »   | 260 | »  |
| Portrait de Walthère Damry, peint par lui-même.                                                                                                 | »   | 68  | »  |
| Frais de vente. . . . .                                                                                                                         | »   | 47  | 90 |
| Ces quatre objets proviennent de la vente Lhoest-<br>van Weddingen.                                                                             |     |     |    |
| 15 avril. Serrure en fer forgé, travail liégeois du<br>XVII <sup>e</sup> siècle . . . . .                                                       | »   | 10  | »  |
| Collier en argent des arbalétriers de Groot-<br>Gelmen (Grand-Jamine), ancien comté de Looz. . .                                                | »   | 65  | »  |
| 3 octobre. Deux peignes en os, à une seule rangée<br>de dents, époque franke. Environs d'Ombret . . .                                           | »   | 69  | »  |
| Petite plaque en cuivre gravé aux armes de<br>Ch. W. Vanden Steen et L. B. de Hayme de Hautfa-<br>lize, bourgmestres de Liège en 1766 . . . . . | »   | 12  | »  |
| Décembre. Portrait du sculpteur Jean-Lambert<br>Salaye, dessiné par lui-même. . . . .                                                           | »   | 50  | »  |

### PUBLICATIONS.

L'Institut a publié en 1892 : la 2<sup>e</sup> livraison du t. XXII de son *Bulletin* et le rapport annuel du secrétaire pour 1891.

La 1<sup>re</sup> livraison du t. XXIII est presque complètement imprimée et sera distribuée dans le courant du mois prochain, elle renfermera sept articles, savoir :

1<sup>o</sup> *Sceau d'oculiste romain*, trouvé à Houtain-l'Evêque, par M. S.

2<sup>o</sup> *Ce qu'on trouve dans un cartulaire*, par M. le docteur TIIHON.

3<sup>o</sup> *La Charité publique en 1473*, à Huy, par M. FRÉSON.

4<sup>o</sup> *Les Statuts somptuaires du clergé dans le diocèse de Liège* et

5<sup>o</sup> *La Foire de Liège et son trafic vers la fin du moyen-âge*, par M. le baron de CHESTRET DE HANEFFE.

6<sup>o</sup> *Prise du château de Huy en 1595*, par M. FRÉSON.

7<sup>o</sup> *La Seigneurie de Tignée*, par M. Ed. PONCELET.

## BIBLIOTHÈQUE.

Avant de vous parler des nouveaux ouvrages dont s'est enrichie notre bibliothèque, je tiens à vous rappeler qu'un assez grand nombre de volumes sans aucune valeur (statistique, travaux administratifs surannés, etc.) qui, depuis de longues années, occupaient inutilement nos rayons, en ont été enlevés par les soins d'une Commission choisie par vous. Les publications intéressantes qui, depuis quelque temps, étaient par trop à l'étroit, ont occupé la place des ouvrages proscrits.

Tous les vendredis, plusieurs membres de l'Institut sont venus consulter les livres de notre

bibliothèque ou les ont obtenus en communication à domicile.

M. Er. Paques, digne successeur de M. Dejardin, a rempli avec beaucoup de zèle les fonctions de bibliothécaire.

Nos relations d'échange se sont encore étendues. Signalons notamment les échanges de publications que nous ont proposés les Pères bénédictins des abbayes de Maredsous et de Solesmes (Sarthe).

Nous joignons au présent rapport la liste complète, dressée par M. le bibliothécaire, des ouvrages envoyés à notre Société en 1892.

#### **Dons d'auteurs.**

TH. GOBERT. — *Histoire et souvenirs. Les rues de Liège anciennes et modernes*, t. II, fasc. 1 à 8, in-4°. Liège, 1892.

BLANCKART-SURLET (baron de). — *Histoire moderne*, t. IV, 1860-1880, in-8°. Liège, 1892.

Id. — *Id.*, 2<sup>e</sup> édition, t. I, II, III, IV, in-8°. Liège, 1892.

L. BÖTTGER. — *Die Bau und Kunstdenkmäler des Regierungs Bezirks Köslin*. Stettin, 1890.

L. RITTER. — *Denkmäler des Bayerischen Land srecht von 13<sup>e</sup> an 16<sup>e</sup> Jahrhundert*, t. II, liv. 1<sup>re</sup>. Munich, 1891.

AFS. DE NOUE. — *Encore Aduatueu et toujours Aduatueu*, br. 1880.

DE MARSY. — *Pierre l'Hermite, son histoire et sa légende*. Amiens, 1884.

Id. — *Bulletin de la Société nationale des antiquaires de France*. Paris, 1888.

Id. — *Bulletin et mémoires de la Société nationale des antiquaires de France*, 5<sup>e</sup> s., t. 9 (49), *Mémoires* 1888. Paris, 1889.

DE BAYE. — *Les flèches à tranchant transversal, leur fabrication* (Bull. de la Société anthropologique). Paris, 1889.

Id. — *Le Congrès international des orientalistes de Stockholm*. Paris, 1889.

Id. — *Notes sur quelques antiquités découvertes en Suède* (Mémoires de la Société nationale des antiquaires de France). Paris, 1890.

DE BAYE. — *Les bijoux francs et la fibule anglo-saxonne de Norille (Brabant)*, Caen, 1889.

DE MARSY. — *Le Congrès belge d'histoire et d'archéologie d'Anvers-Zélande* (Bulletin mon.), Caen, 1889.

P. SALMON. — *L'âge de la pierre à l'Exposition universelle de 1889*.

Id. — *L'industrie, l'art et les races humaines préhistoriques*, Paris, 1889.

A. GONDRY. — *Le dryopithèque* (Mémoires de la Société géologique de France. Paléontologie), Paris, 1890.

Ch. COMHAIRE. — *Les monuments mégalithiques de Solvaster*, Liège, 1889.

Id. — *Contribution à l'étude des monuments mégalithiques* (Bull. de la Société anthropologique), Bruxelles, 1889-90.

Dr V. JACQUES. — *La Zélande* (Compte-rendu du 5<sup>e</sup> Congrès de la Fédération des Sociétés d'histoire et d'archéologie, Bruxelles, 1889-90).

E. NIFFLE. — *Guy, 2<sup>e</sup> comte de Namur* (Ann. de la Société d'archéologie de Namur), Namur, 1889.

VORSTERMAN VAN OYEN. — *Het Vorstenhuis van Waldeck en Pyrmont*, La Haye, 1889.

Id. — *Catalogus van Geslachtkundige werken, wapen, enz.* La Haye, 1890.

FINOT. — *Inventaire sommaire des archives du département du Nord antérieures à 1790*, Lille, 1892.

A. DEJARDIN. — *2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Suppléments à la Description des cartes de la province d'Anvers et des plans*, in-8<sup>o</sup>, Anvers, 1888-1892.

D'AUXY. — *Méthode pour reconnaître l'antiquité de certaines voies de communication*, Malines, 1892.

BERTOLOTI. — *Andrea Trevisi, celebre medico Monferrino*, Br. in-8<sup>o</sup>, Casale, 1892.

VILLE DE LIÈGE. — *Anciens registres paroissiaux. Inventaires*, Br. in-12, Liège, 1892.

KNOOP et HAAS. — *Blätter Pommersche Volkskunde*, 1<sup>re</sup> année, nos 1 et 2, in-8<sup>o</sup>, Stettin, 1892.

### Achats.

D'OTREPPE DE BOUVETTE. — *Tablettes liégeoises*, Liège, 14 volumes in-12, d. rel.

*Bulletin de l'Institut archéologique liégeois*, t. 4<sup>e</sup> en entier; t. 3 et 5, 1 livr. Liège.

### Envois du ministère de l'intérieur.

*Académie royale. Biographie nationale*, t. XI<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> fasc. Bruxelles, 1890-1891.

*Procès-verbaux des séances du Conseil provincial de Liège. Session ordinaire de 1891*. Liège, 1891.

GILLIODTS-VAN SEVEREN. — *Coutumes du pays et comté de Flandre, quartier de Bruges. Coutumes des petites villes et seigneuries enclavées*, t. IV, in-4<sup>o</sup>. Bruxelles, 1892.

### Envois de Sociétés.

*Fédération archéologique et historique de Belgique. Congrès d'Anvers 1892; 8<sup>e</sup> session. a. Questionnaire. b. Cortège des chambres de rhétorique au Landjuweel, en août 1892*. Anvers, 1892.

*Friesch genootschap van Geschied, oudheid en taalkunde: Aanvulligen en verbeteringen van Romein's naamlyst der predicanen enz door Van Veen*. Leeuwarden, 1892. In-8<sup>o</sup>.

*Düsseldorfer Geschichte Verein: Die anwesenheit Napoleon's I<sup>er</sup> in Düsseldorf im 1811 von Otto Redlich*. Broch. in-4<sup>o</sup>.

*Id. id. Tagebuch des Lieutenants Anton Vossen in Russland's Krieg im 1812*. 1 vol. in-12.

*Magyar Academia. RESENBERGER. Les anciennes églises de Nagysebin*, vol. in-4<sup>o</sup>. Budapest, 1883.

*Id. id. Puls. L'âge du cuivre en Hongrie*. Budapest, 1883.

*Id. id. LIIPP VILMOS. Les nécropoles préhistoriques*. Budapest, 1884.

*Id. id. NYÁRI JENS. Les grottes d'Agijtelok*. Budapest, 1881.

*Id. id. Id. id. Revue d'Orient et de Hongrie (Journal)*, 65<sup>e</sup> année, n<sup>o</sup> 202. Budapest, 1891.

*Congrès international d'anthropologie et d'archéologie préhistoriques. Compte-rendu de la 10<sup>e</sup> session à Paris en 1889*. 1 vol. in-4<sup>o</sup>. Paris, 1891.

*Compte-rendu de la 9<sup>e</sup> session à Lisbonne en 1880*. Lisbonne, 1884.

*Académie de Toulouse. Rapport annuel du Conseil général des Facultés pour 1890-1891*. Toulouse, 1891.

*Id. Annuaire des Facultés pour 1891-1892*. Toulouse, 1891.

*Congrégation de Solesmes. A. NOËL. Notice historique sur le canton de Rambez*. Reims, 1884.

*Id. Id. Bibliographie des Bénédictins de la Congrégation de France*. Solesmes, 1889.

*Congrégation de Solesmes.* A. NOËL. *Notice historique sur le canton de Charleville.* Reims, 1890.

*Id. Id. Almanach-annuaire historique, administratif et commercial de la Marne, de l'Aisne et des Ardennes.* Reims, 1881, 83, 85, 86, 90, 91, 92.

*Historische genootschap van Utrecht.* S. MULLER. *Het oudste cartularium van het Sticht Utrecht.* 1 vol. in-8°. La Haye, 1892.

## Échanges.

### § 1. — BELGIQUE.

**Brabant.** — BRUXELLES. — *Bulletin de l'Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique*, 3<sup>e</sup> série, t. XXII et XXIII, 1892.

*Id.* — *Annuaire de l'Académie royale*, etc., 58<sup>e</sup> année, 1892. In-12.

*Id.* — *Bulletin des Commissions royales d'art et d'archéologie*, 31<sup>e</sup> année, nos 1 à 6, 1892.

*Id.* — *Annales de la Société d'archéologie. Mémoires, rapports et documents, Compte-rendu du Congrès*, 1891, 1 vol.

*Id.* — *Annuaire de la Société d'archéologie*, t. X, 1892.

*Id.* — *Annales des travaux publics de Belgique*, t. XLIX, 1891.

*Id.* — *Bulletin de la Société d'anthropologie*.

*Id.* — *Revue belge de numismatique* (48<sup>e</sup> année). 7<sup>e</sup> série, t. XII, 1892.

*Id.* — *Bulletin de numismatique et d'archéologie*, publié par R. Serureau. Paris.

*Id.* — *Société royale belge de géographie.* — *Bulletin*, 16<sup>e</sup> année, 1892.

*Id.* — *Id.* — *Compte-rendu des actes de la Société*, 16<sup>e</sup> année, 1892. (Dans le même volume que le précédent.)

*Id.* — *Analecta Bollandiana*, édités par C. De Smedt, J. De Backer, C. Houze, F. Van Ortroy et J. Van den Gheyn, t. VIII, n° 4, 1889; t. IX, n° 4, 1890; t. X, nos 2 et 4, 1891.

LOUVAIN. — *Annuaire de l'Université catholique*, 56<sup>e</sup> année, 1892.

*Id.* — *Analecetes pour servir à l'histoire ecclésiastique de la Belgique*, par Reusens et Barbier, t. VII (23). 1<sup>re</sup> à 3<sup>e</sup> liv., 1892.

*Annales de la Société d'archéologie de l'arrondissement de Nivelles*, t. IV, 1892, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> liv.

**Flandre orientale.** — GAND. — *Messager des sciences historiques ou Archives des arts et de la bibliographie de Belgique*, année 1892, 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> liv.

SAINT-NICOLAS. — *Annales du Cercle archéologique du pays de Waes*,

t. XIII, 3<sup>e</sup> liv., janvier 1892; 4<sup>e</sup> liv., juin 1892; t. XIV, 1<sup>re</sup> liv., décembre 1892.

**Hainaut.** — Mons. — *Annales du Cercle archéologique*, t. XXIII, 1892.

Id. — *Annales du Cercle archéologique.* — *Bulletins des séances.* Néant.

Id. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut.* Néant.

**TOURNAI.** — Néant.

**CHARLEROI.** — *Société paléontologique et archéologique.* — *Documents et rapports.* Bruxelles, t. XVIII, 1891, liv. 1 et 2.

**ENGHIEN.** — *Annales du Cercle archéologique.* Braine-le-Comte, t. IV, liv. 2 et 3 (1891-1892).

**Liège.** — Liège. — *Bulletin de la Société liégeoise de littérature wallonne*, 2<sup>e</sup> série, t. XVI et XVII, 1891.

**HUY.** — *Cercle hutois des sciences et beaux-arts.* — *Annales*, 1891, t. IX, liv. 1 et 2.

**VERVIERS.** — *Carreau verriétois. Société littéraire.* — *Annuaire*, Néant.

**Limbourg.** — HASSELT. — *Société chorale et littéraire des Mélodistes.* — *Bulletin de la section scientifique et littéraire*, t. XXVIII, 1892.

**Luxembourg.** — ARLON. — *Institut archéologique du Luxembourg.* — *Annales*, 1892. — *Les communes luxembourgeoises*, par TANDEL, t. V.

**Namur.** — NAMUR. — *Annales de la Société archéologique*, t. XIX, liv. 3, 1891.

*Revue bénédictine de Maredsous.* Années 1890-91-92, in-8<sup>o</sup>.

*Monasticon belge* du P. BERLIÈRE, de Maredsous. Tom. I<sup>er</sup>, 1<sup>re</sup> liv. in-4<sup>o</sup>. Bruges, 1890.

## § 2. — FRANCE

**ABBEVILLE.** — *Société d'Emulation.* — *Bulletin des procès-verbaux.* 1892.

Id. — *Id.* — *Mémoires*, 4<sup>e</sup> série, t. II (18), 1<sup>re</sup> partie, 1891.

Id. — *Société d'Emulation.* — Néant.

**AMIENS.** — *Société des antiquaires de Picardie.* — *Mémoires.* — *Documents inédits concernant la province.*

Id. — *Id.* — *Id.*, 4<sup>e</sup> série, t. I (31), 1891.

Id. — *Id.* — *Bulletin*, t. XIX, nos 2 à 4, 1891.

ARRAS. — *Commission départementale des monuments historiques du Pas-de-Calais* — *Bulletin*.

AUXERRE. — *Bulletin de la Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, 3<sup>e</sup> série, t. XIV (44), 1891, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> semestres.

BORDEAUX. — *Société archéologique*. Néant.

BOURGES. — *Société historique, littéraire, artistique et scientifique du Cher*. Néant.

DUNKERQUE. — *Société dunkerquoise pour l'encouragement des sciences, des lettres et des arts*. — *Découvertes archéologiques*. par M. Toulouse.

MARSEILLE. — *Répertoire des travaux de la Société de statistique*.

NANCY. — *Mémoires de la Société d'archéologie lorraine et du Musée historique lorrain*, 3<sup>e</sup> série, t. XIX (41), 1891.

Id. — *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 145, 146; 1891.

ORLÉANS. — *Société archéologique et historique de l'Orléanais*. — *Bulletin*, t. IX; *Mémoires*, t. XXIV, 1892.

ROMANS. — *Bulletin d'histoire ecclésiastique et d'archéologie religieuse des diocèses de Valence, Digne, Gap, Grenoble et Viriers*; 11<sup>e</sup> année, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> liv.

SAINT-DIÉ. — *Société philomatique vosgienne*. — *Bulletin* 17<sup>e</sup> année 1892.

SAINT-OMER. — *Société des antiquaires de la Morinie*. — *Bulletin historique*, 40<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 159 et 160, 1891, et 161 en 1892.

TOULOUSE. — *Société académique franco-hispano-portugaise*. — *Bulletin*, t. X, n<sup>os</sup> 2, 3, 4, 1891.

Id. — *Société archéologique du midi de la France*. — *Bulletin*. Nouvelle série, n<sup>o</sup> 8, 1891.

### § 3. — HOLLANDE.

LA HAYE. — *Maanblad van het genealogisch-heraldisch genootschap «De nederlandse leen»*, 10<sup>e</sup> année, 1892. In-4<sup>e</sup>.

Id. — *Algemeen Nederlandsch Familieblad tydschrift voor Geschiedenis, Geslacht-Wapen-Zegelkunde, enz. onderleiding*, par A. N. Vorsterman van Oyen; 9<sup>e</sup> année, 1892. In-4<sup>e</sup>.

LEEWARDEN. — *Friesch Genootschap van Geschied, Oudheid-en Taalkunde*. — *63<sup>e</sup> verslag der Handelingen*. Année 1890-1891.

Id. — *Id.* — *De vrije Fries*, 3<sup>e</sup> série (18), liv. 1 et 2, 1892.

LEYDE. — *Maatschappij der Nederlandsche letterkunde*. — *Handelingen en Mededeelingen*. Néant.

Id. — *Id.* — *Levensberigten der afgestorvene medeleden*.



MAESTRICHT. — *Publications de la Société historique et archéologique dans le duché de Limbourg*. Nouv. série, t. VIII (28), 1891.

UTRECHT. — *Werken uitgegeven door het Historisch genootschap*. t. LIV : 3<sup>e</sup> série, t. II, La Haye, 1892.

Id. — Register op de onderwerpen behandeld in de Kronijk Berichten en den Codex diplomaticus uitgegeven door het *Historisch Genootschap* te Utrecht. 3<sup>e</sup> série, n<sup>o</sup> 58, 1892, Dagvorhaal van Jan Van Riebeck, 2<sup>e</sup> partie (1656-1678).

#### § 4. — GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Néant.

#### § 5. — DANEMARK.

COPENHAGUE. — *Tillæg til Aarbøger for nordisk Oldkyndighed og Historie udgivet af det kongelige nordiske oldskrift-selskab*.

Id. — *Société royale des antiquaires du Nord*. Néant.

#### § 6. — SUÈDE ET NORVÈGE.

STOCKHOLM. — *Kongl. Vitterhets Historie och Antiquitets Akademien*. — *Antiqvarisk tidskrift för Sverige*, par Hildebrand. Néant.

#### § 7. — SCHLESWIG-HOLSTEIN (PRUSSE).

KIEL. — *Zeitschrift der Gesellschaft für Schleswig-Holstein-Lauenburgische Geschichte*. Néant.

KIEL. — *Mittheilungen des Anthropologischen Vereins in Schleswig-Holstein*. 1892, t. V.

#### § 8. — HANOVRE (PRUSSE).

Néant.

#### § 9. — PRUSSE.

AIX-LA-CHAPELLE. — *Zeitschrift des Aachener Geschichtsvereins*, publié par Richard Pick, t. XIV, 1892.

BERLIN. — *Verhandlungen der Berliner-Gesellschaft für Anthropologie, Ethnologie und Urgeschichte*, dirigé par R. Virchow, 1892, liv. 1, 2, 3, 4.

BONN. — *Jahrbücher des Vereins von Alterthumsfreunden im Rheinlande*, t. XCI, 1892.

KÖNIGSBERG. — *Schriften der physikalisch-ökonomischen Gesellschaft*, 31<sup>e</sup> année (1890), 32<sup>e</sup> année (1891).

METZ. — *Metzer-Academie*. — Mémoires, 5<sup>e</sup> série, 17<sup>e</sup> année, 1887-88.

STETTIN. — *Gesellschaft für Pommersche Geschichte und Alterthumskunde* — *Baltische studien*, 42<sup>e</sup> année, 1892.

STRASBOURG. — *Bulletin de la Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace*, 2<sup>e</sup> série, t. XV, 2<sup>e</sup> liv., 1892.

Id. — *Historisch-literarischen Verein der Vogesen-clubs-Jahrbuch für Geschichte, Sprache und Litteratur Elsass-Lothringens*, 8<sup>e</sup> année, 1892.

WERNIGERODE. — *Zeitschrift des Harz-Vereins für Geschichte und Alterthumskunde*; 25<sup>e</sup> année, 1<sup>re</sup> liv., 1892.

#### § 10. — MECKLEMBOURG (PRUSSE).

SCHWERIN. — *Jahrbücher und Jahresberichte der Vereins für Mecklenburgische Geschichte und Alterthumskunde*, par Lisch et Beyer. Néant.

#### § 11. — SAXE.

DRESDEN. — *Jahresbericht des königlich Sächs Alterthums-Vereins*. Néant.

Id. — *Neues Archiv für Sächsische Geschichte und Alterthumskunde*, par Ermisch, t. XIII, 1892.

LENA. — *Zeitschrift des Vereins für Thüringische Geschichte und Alterthumskunde*.

*Thüringische Geschichtsquellen*. Nouvelle série, 2<sup>e</sup> vol., 2<sup>e</sup> partie *Urkundenbuch*, 1357-1427, par SCHMIDT, 1892.

#### § 12. — BADE.

HEIDELBERG. — *Historisch-philosophischen Verein zu Heidelberg* — *Neue Heidelberger Jahrbücher*, 2<sup>e</sup> année, 1892, n<sup>o</sup> 1, 2.

§ 13. — WURTEMBERG.

STUTTGART. — *Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte*, 1892, nos 1 et 2.

ULM-ÜBERSCHWABEN. — *Verein für Kunst und Alterthum. — Mittheilungen*. Néant.

§ 14. — BAVIÈRE.

LINDAU. — *Schriften des Vereins für Geschichte des Bodensee's und seiner Umgebung*, t. XX, 1891.

MUNICH. — *Historischer Verein von Ober-Bayern. — Oberbayerisches Archiv für vaterländische Geschichte*, t. XLVII, 1892.

Id. Id. *Jahresbericht*. Néant.

NUREMBERG. — *Anzeiger des germanischen National Museums*, t. IV, 1891.

Id. — *Mittheilungen aus dem germanischen Nationalmuseums*, t. IV, 1<sup>re</sup> partie, 1891.

Id. — *Katalog der im germanischen Museum befindlichen. Bronze épitaphien des 15-18 Jahrhunderts*, 1891. *Kunstdrechslerarbeiten des 16-18 Jahrhunderts*, 1891. *Elfenbein und Holz*.

RATISBONNE. — *Verhandlungen des Historischen Vereins von Oberpfalz und Regensburg*. Nouvelle série, t. XXXVII (45<sup>e</sup>), 1891.

§ 15. — AUTRICHE.

VIENNE. — *Mittheilungen der Anthropologischen Gesellschaft*. Nouv. série, t. XII (22), 1892; nos 1, 2, 3, 4, 5.

Id. — *Sitzungsberichte der kaiserlichen Akademie der Wissenschaften, Mathematisch-naturwissenschaftliche Classe*, t. LXXXIII, nos 1, 2, 3, 4, 5.

§ 16. — AUTRICHE (HONGRIE)

BUDAPEST. — *Archaeologiai értesítő*, publié par A. Magyar tudományos akadémianak archaeologiai bizottsága, par Hampel Jozsef, 1891, nos 1 à 5; 1892, nos 1, 2.

Id. — *Ungarische Revue mit Unterstützung der ungarischen Akademie*

*der Wissenschaften*, publié par P. Hunfalvy et G. Heinrich ; 11<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 1 à 10, 1891 ; 12<sup>e</sup> année, n<sup>os</sup> 1 à 5, 1892.

Id. — *Bulletin de l'Académie hongroise des sciences. Rapport sur l'activité de la Société en 1891*, par Szily. Budapest, 1892, in-8<sup>o</sup>.

#### § 17. — ESPAGNE.

BARCELONE. — *Associacio catalanista d'excursions científicas -- L'excursionista Bolleti mensual*. Néant.

Id. — *Associacion artistico arqueologica Barcelonesa. -- Bolleti*. Néant.

Id. — *Bolleti de la Centre Excursionista de Catalunya*. Néant.

#### § 18. — ALGÉRIE.

BÔNE. — *Académie d'Hippone. -- Comptes-rendus des réunions. -- Bulletin*. — Néant.

#### § 19. — ÉTATS-UNIS.

WASHINGTON. — *Annual Report of the board of Regents of the Smithsonian Institution* (Année 1889 et 1890), 1892, 2 vol.

Id. — *Anthropological society. -- The american anthropologist* ; t. V, liv. 1, 2 et 3, 1892.

PHILADELPHIE. — *Annual Report of the curator of the Museum of American archaeology in connection with the University of Pennsylvania*. Néant.

#### § 20. — CANADA.

Néant.

### MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ.

Notre Société a fait cette année plusieurs pertes très sensibles ; la mort nous a enlevé au mois de janvier M. Emile de Laveleye, que nous avions l'hon-

neur de compter parmi nos membres, et qui, en 1884, avait secondé nos efforts pour obtenir du Gouvernement les bronzes de la fontaine d'Angleur.

Nous avons eu le regret de perdre pendant le cours de cette année un de nos collaborateurs les plus assidus, M. le capitaine Dejardin, décédé à Liège, le 28 décembre 1892; membre effectif depuis le 12 novembre 1868, il avait rempli successivement, pendant un grand nombre d'années, avec un zèle et un dévouement à toute épreuve, les fonctions de secrétaire, de bibliothécaire et de trésorier. Ce n'est que peu de mois avant sa mort qu'il avait demandé à être déchargé de ces deux dernières fonctions.

Je tiens aussi à rappeler à votre souvenir M. le comte Karl de Mercy-Argenteau, membre correspondant qui, après nous avoir fait plusieurs libéralités pendant sa vie, avait eu l'intention de nous laisser après sa mort une partie de ses collections; enfin, MM. le chanoine Schoofs, le peintre Carpay, membres correspondants, Oscar Frésart et Emile Koister, membres associés, que la mort nous a également enlevés.

M. Joseph Dejardin, ancien notaire, membre effectif, a quitté la province; ne pouvant plus prendre part à nos travaux, il nous a envoyé sa démission.

M. l'abbé Gilissen nous a donné sa démission de membre associé.

Nous avons nommé membre correspondant M. Er. Paques.

MM. Edouard Lejoly et Edgard Picard, conseiller

provincial à Hollogne-aux-Pierres , ont été inscrits comme membres associés.

Dans la séance du mois de décembre, M. le chevalier Cam. de Borman a été nommé, pour la deuxième fois, vice-président de l'Institut. MM. Alexandre, de Puydt, Naveau et Ed. Poncelet, ont été réélus respectivement conservateur, conservateurs-adjoints et secrétaire. M. Edouard Brahy, qui, à la mort de M. Dejardin, avait été nommé trésorier, a été réélu à cette fonction. Enfin, l'Institut a confié à M. Er. Paques les fonctions de bibliothécaire.

Liège, le 27 janvier 1893.

LE SECRÉTAIRE,  
**Edouard PONCELET.**







GETTY CENTER LINRARY



3 3125 00672 1118

